

Léon Trotsky

ŒUVRES

Publiées sous la direction de Pierre BROUÉ

mai 1937

à

septembre 1937

Introduction et notes de Pierre BROUÉ

Publication de l'Institut Léon Trotsky

LIVRE ESSOR

© Institut Léon Trotsky 1983
ISBN : 2-904-308-01-6

SOMMAIRE

<i>AVERTISSEMENT</i> (Institut Léon Trotsky)	16
<i>UNE COLLABORATION INTERNATIONALE</i>	17
<i>LISTE DES SIGLES</i>	19
<i>REPERES CHRONOLOGIQUES</i>	21
<i>INTRODUCTION</i> (Pierre BROUÉ)	27

Nous avons titré tous les textes qui ne l'avaient pas été soit par Trotsky soit de son vivant. Les titres que nous proposons sont placés entre crochets [...].

[Il faut participer], à Balabanova (début mai 1937)	31
Remarques sur l'insurrection de mai (12 mai 1937)	32
[Remarques et informations], au S.I. (12 mai 1937)	37
[Des Frictions regrettables], à LaFollette (13 mai 1937)	40
[La véritable objectivité], à Rorty (13 mai 1937)	42
Carleton Beals témoin (18 mai 1937)	44
[La Question du sabotage], à Vanzler (21 mai 1937)	53
[L'Enquête en Grande-Bretagne], à Sumner (21 mai 1937)	54
[L'Enquête progresse], à Held (21 mai 1937)	55
[Tout va bien], à LaFollette (21 mai 1937)	57
Au III ^e congrès de la J.S.R. (22 mai 1937)	58

[Le Danger de l'adaptation], à Cannon et Shachtman (25 mai 1937)	63
[Le rythme des travaux], à Rosmer (25 mai 1937)	66
[Quelques Explications], à Rosmer (26 mai 1937)	69
[Les Causes de la scission], à Lagorce (26 mai 1937)	71
[Le Gouvernement ouvrier et paysan], à Rous (26 mai 1937)	73
[La Parole à l'expérience], à H. Molinier (26 mai 1937)	75
[Explication au sujet des impôts], à Støylen (27 mai 1937)	76
[Soutenir la commission existante], à W. Frank (27 mai 1937)	78
L'inexplicable changement de M. Beals (28 mai 1937)	79
[Le Bilan sur des reproches], à Sedov (29 mai 1937)	81
[Un Document exceptionnel], à la commission Dewey (29 mai 1937)	87
Il faut une revue marxiste (29 mai 1937)	89
Réponses à l'Associated Press (1 ^{er} juin 1937)	93
[Des Documents qui manquent], à Sedov (1 ^{er} juin 1937)	97
[La Question des collaborateurs], à Isaacs (2 juin 1937)	99
[Un beau travail], à Glotzer (3 juin 1937)	101
[Un danger], à LaFollette (4 juin 1937)	102
[Le Livre se termine], à Sedov (4 juin 1937)	103
Staline sur ses propres faux (juin 1937)	104
[Le Point du travail], à Sedov (10 juin 1937)	117
[Il faut une revue] à Isaacs (12 juin 1937)	120
Déclaration (12 juin 1937)	122
[Rupture avec la section mexicaine], à Rivera (12 juin 1937)	125

[Une collaboration bienvenue], à Spiegel (12 juin 1937)	127
[La situation dans le S.P.], à Cannon (15 juin 1937)	128
Télégramme au Ts.I.K. (17 juin 1937)	131
[Dénoncer les agents de Moscou], à Carter (17 juin 1937)	132
La Décapitation de l'Armée rouge (17 juin 1937)	133
[La Question de l'agent littéraire] à Walker (18 juin 1937)	148
[Mise au point], à Isaacs (juin 1937)	150
[Pour une orientation claire], à Burnham (25 juin 1937)	151
Déclaration forcée (26 juin 1937)	154
[Défense du camarade Wolfe], à Isaacs (27 juin 1937)	156
Corrections factuelles à mes dépositions (29 juin 1937)	158
[Des Documents et un alibi solide], à la Commission Dewey (30 juin 1937)	160
[De nouveaux Documents], à LaFollette (30 juin 1937)	161
[Petites Nouvelles] à Knudsen (30 juin 1937)	163
[La Réédition de <i>Ma Vie</i>] à Scribner (30 juin 1937)	165
Préface de <i>Les Crimes de Staline</i> (5 juillet 1937)	166
[Modifications nécessaires] à Pfemfert (6 juillet 1937)	172
[Nouvelles], à Sedov (6 juillet 1937)	173
* [Réponse à des questions de morale et d'histoire] à W. Thomas (6 juillet 1937)	175
[Profonds désaccords politiques], à Balabanova (6 juillet 1937)	179
[D'un Séjour à la campagne], à S. Weber (15 juillet 1937)	181
[Collaboration éventuelle à <i>Partisan Review</i>], à Macdonald (15 juillet 1937)	182
[Ne pas vouloir la perfection], à Rosmer (15 juillet 1937)	184

[Jack London], à Joan London (15 juillet 1937)	186
[Réponses à des questions], à Sedov (15 juillet 1937)	187
[Plus Vite et plus concret], à Rosmer (16 juillet 1937)	189
[Bienvenue !], à Tarov (17 juillet 1937)	192
Entretien avec les membres du comité des relations culturelles avec l'Amérique latine (27 juillet 1937)	193
[Quelques Problèmes], à Sedov (28 juillet 1937)	211
[Des Documents pour la commission], à Sedov (28 juillet 1937)	212
[Le Point sur les éditions], à Walker (28 juillet 1937)	214
Japon et Chine (30 juillet 1937)	216
[Pour le visa d'entrée aux E.U.], à Stolberg (31 juillet 1937)	218
[Questions précises], à Stolberg (31 juillet 1937)	219
[Chacun ses responsabilités], à H. Molinier (2 août 1937)	221
[De nouveaux et importants documents], à LaFollette (3 août 1937)	223
[La Préparation de notes], à Goldman (3 août 1937)	225
Préface à l'édition castillane de <i>La Révolution trahie</i> (5 août 1937)	226
Andrés Nin assassiné ! (8 août 1937)	229
Devant une nouvelle guerre mondiale (9 août 1937)	231
[Excuses], à Adler (10 août 1937)	252
[Joie et gratitude], à Wolf (10 août 1937)	253
[Les Amis norvégiens], à Held (10 août 1937)	255
[Coup d'œil rétrospectif sur la Norvège], à Meyer (10 août 1937)	257
[L'Article sur la guerre], à Walker (10 août 1937)	259
Discussion sur la Question chinoise (11 août 1937)	260

[Campagne urgente], à Cannon (11 août 1937)	279
Le Commencement de la Fin (août 1937)	280
[La Venue de Frankel aux Etats] à LaFollette (13 août 1937)	288
Réponse au questionnaire de <i>México el Día</i> (16 août 1937)	289
Déclaration sur l'Espagne (16 août 1937)	293
[Inquiétudes], à Rosmer (17 août 1937)	294
[La Question du secrétaire], à S. Weber (17 août 1937)	295
[Des Documents et des Précisions], à LaFollette (17 août 1937)	297
A un Journal australien (17 août 1937)	300
[Offensive sur toute la ligne], à Sedov (19 août 1937)	303
[Remarque sur des documents], à LaFollette (20 août 1937)	304
[La Protection des droits littéraires] à S. Weber, Vanzler, Sedov (21 août 1937)	308
Réponse à Alvin M. Josephy (23 août 1937)	309
L'épreuve des idées et des individus à travers l'expérience de la révolution espagnole (24 août 1937)	316
[Projet de livre], à Walker (25 août 1937)	331
[Amitié naissante], à J. McDonald (25 août 1937)	333
[Quelques Suggestions], à Cannon (26 août 1937)	334
[Des Mexicains à la commission], à LaFollette (27 août 1937)	337
• Bolchevisme et Stalinisme (29 août 1937)	339
[L'Accueil des Mexicains], à Novack, Abern, Isaacs, S. Weber (31 août 1937)	359
[Goldman et la commission], à Goldman (31 août 1937)	360
[L'Equipe des collaborateurs], à S. Weber (2 septembre 1937)	361
[Il faut discréditer le stalinisme], à Cannon (2 septembre 1937)	363

[Quelques Directives], à Sedov (2 septembre 1937)	365
— Remarques sur la situation chinoise (3 septembre 1937)	367
[Questions diverses], à Shachtman (4 septembre 1937)	370
[Les Pourparlers avec Olberg], à LaFollette (4 septembre 1937)	371
Le bureau de Londres au secours des impostures staliniennes (Une fois de plus sur Fenner Brockway) (5 septembre 1937)	373
[Inquiétude à propos de W. Thomas], à Goldman (5 septembre 1937)	378
[Remerciements], à Solow (6 septembre 1937)	380
[Pour défendre le bolchevisme], à Vanzler (6 septembre 1937)	381
* [Les Révolutionnaires en vacances], à Demby (11 septembre 1937)	382
* [Quelques questions importantes], à Cannon (11 septembre 1937)	384
[La collaboration à <i>Partisan Review</i>], à Macdonald (11 septembre 1937)	386
[La Vocation de la commission], à LaFollette (11 septembre 1937)	387
* [Le Régime du parti], à Glotzer (11 septembre 1937)	389
[Petites nouvelles], à Wolfe (11 septembre 1937)	391
La Politique extérieure de l'U.R.S.S. (11 septembre 1937)	393
[Autour de la commission plénière], à Rosmer (13 septembre 1937)	395
[Il faut rester à New York], à Gordon (14 septembre 1937)	397
[De la Sténo aux éditeurs], à S. Weber (14 septembre 1937)	398

ANNEXES

Principaux ouvrages et articles cités ou consultés pour ce volume	399
Index des journaux et périodiques	403
Index des noms de personnes	405
Index des thèmes et sujets	412
Index des organisations, institutions, instances	414

AVERTISSEMENT

Depuis le volume 8, les Œuvres reposent essentiellement sur la documentation de la Houghton Library de l'Université de Harvard, les « papiers d'exil » de Trotsky accessibles depuis le 2 janvier 1980. Nous indiquons ici les rares textes que nous n'avons pas cru devoir retenir, télégrammes ou lettres brèves le plus souvent.

Les textes de ce volume rédigés en russe ont été traduits ou revus par Isabelle Lombard et Michel Kehrnon, les textes anglais par Pierre Broué, les textes allemands par Maurice Stobnicer et Alain Calvié. Pierre Broué a assuré la dactylographie.

L'introduction et les notes sont de Pierre Broué. Il a disposé pour ce travail notamment de la documentation de l'Institut Léon Trotsky, réunie par l'équipe qui s'est rendue à Harvard en 1980 (Alain Calvié, Michel Dreyfus, Jean-Paul Joubert, Isabelle Lombard) ainsi que par Gérard Roche.

L'index des noms est de Pierre Broué, les autres de Dominique Gérardin.

Institut Léon Trotsky

UNE COLLABORATION INTERNATIONALE

Les personnes dont les noms suivent, qui toutes ont été actives de son vivant dans le mouvement suscité par Trotsky, ont été interrogées oralement ou par écrit par les chercheurs de l'Institut et ne nous ont pas ménagé leur aide. Ce sont :

M^{mes} Margaret Dewar (Lindfield), Katia Landau de Balboa (Cuernavaca).

MM. Fulvio Abramo (Sao Paulo), Erwin H. Ackerknecht (Zurich), Manuel Alvarado (Mexico), John Archer (Londres), Fritz Belleville (Bâle), Yvan Craipeau (Nice), Octavio Fernández (Mexico), Pierre Frank (Paris), Albert Glotzer (New York), Plinio Gomes de Mello (São Paulo), Oskar Hippe (Berlin), Siegfried Kissin (Londres), George Kopp (Lima), Stefan Lamed (Montréal), Alfonso Leonetti (Rome), Ernest Mandel (Bruxelles), Loukas Karliaftis (Athènes), Raymond Molinier (Paris), Felix Morrow (New York), Pierre Naville (Paris), George Novack (New York), Walter Nelz (Zurich), Jean Rous (Perpignan-Paris), George Scheuer (Paris), Michel Raptis (Athènes-Paris), Jean van Heijenoort (Mexico-Cambridge), Oscar Waiss (Francfort sur le Main), Adolfo et Francisco Zamora (Mexico).

On nous permettra de rendre un hommage particulier à Lola Estrine, Juan Andrade, Hugo Dewar, Joseph Hansen, Mário Pedrosa, John Poulos, Herminio Saccheta, Georges Vereeken, disparus depuis le début de notre entreprise.

Pour la documentation générale, nous avons une dette vis-à-vis de :

- la Houghton Library de l'Université de Harvard,
- la Bibliothèque d'Histoire sociale de New York,
- l'Institut international d'histoire sociale d'Amsterdam,
- la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine (B.D.I.C.) de Nanterre (archives de la Ligue communiste, Fonds Lefeuve),
- l'Institut Feltrinelli de Milan,
- la Bibliothèque communale de Follonica,
- le centre d'Histoire de la Deuxième Guerre mondiale de Bruxelles,

- le Centre de documentation internationale (C.E.S.-E.D.I.) de Paris,
- le Centre d'études et de recherches sur les mouvements trotskystes et révolutionnaires internationaux de Paris (Fonds O.C.I.),
- le Centre de documentation Benjamin-Franklin, de Paris,
- la Bibliothèque Medem à Paris,
- les Archives du Labour Party à Londres,
- le Musée social de Paris,
- l'Arbeiderbevegelsen Arkiv d'Oslo,
- l'Arbetarrörelsens Arkiv de Stockholm,
- l'équipe du *Dictionnaire biographique* des Editions ouvrières,
- les archives privées Georges Vereeken à Bruxelles et Albert Glotzer à New York.

Nous avons également des dettes de reconnaissance à l'égard du regretté Dr Boris Goldenberg, du professeur Hermann Weber, de Mannheim, du professeur Pelai Pagès, de Barcelone, du professeur Luis Vitale, actuellement à Caracas, d'Alan Wald, professeur à l'Université du Michigan, et des chercheurs et aides bénévoles et dévoués suivants : Wolfgang Alles, Jean-Michel Brabant, Willy Buschak, Colette Chambelland, Attilio Chitarin, Nadya De Beule, Rudi van Doorslaer, Olivia Gall, Vilem Kahan, Fritz Keller, Sammy Ketz, Luk Kongs, Karel Kostal, Victor Leonardi, Jean Maitron, Claude Pannetier, Rodolphe Prager, Pierre Saccoman, Hans Schafranek, Marcello Segall, Rudolf Segall, Nikos Syringas, Antoine Thivel, David Vogelsanger. Enfin Håkon Meyer nous a permis de résoudre les questions posées par le séjour en Norvège, Javier Wimer nous a ouvert toutes les portes au Mexique.

Ce travail n'aurait pu voir le jour sans l'exemple du travail antérieur de Louis Sinclair et de sa *Bibliography*, de George Breitman et des *Writings*, sans l'aide et la caution d'Esteban Volkov, « Siéva », petit-fils de Trotsky, et sans les conseils et l'aide précieuse de Jean van Heijenoort.

LISTE DES SIGLES

- A.F.L. : American Federation of Labor.
A.S.R. : Action Socialiste Révolutionnaire.
A.I.T. : Association Internationale des travailleurs.
A.W.P. : American Workers Party.
B.L. ou b.l. : Bolchevik-Léniniste.
B.O. : *Biulleten Oppositsii*.
B.P. : Bureau Politique.
C.A. : Commission Administrative.
C.A.P. : Commission Administrative permanente.
C.C. : Comité Central.
C.E. : Comité ou Commission Exécutif(ive).
C.G.T. : Confédération Générale du Travail.
C.I.O. : Committee for Industrial Organization.
C.L.A. : Communist League of America.
C.N.T. : Confederación Nacional del Trabajo.
C.T.M. : Confederación de Trabajadores de México.
Comintern : Internationale Communiste.
C.R.O.M. : Confederación Regional de Obreros de México.
D.N.A. : Det Norske Arbeiderparti.
F.A.I. : Federación Anarquista Ibérica.
F.S.I. : Fédération Syndicale Internationale.
F.T.P.-M.O.I. : Francs Tireurs Partisans-Main d'œuvre immigrants.
G.B.L. : Groupe Bolchevik-Léniniste.
G.P.U. : Gosoudarstvennoïé Politicheskoié pravléníé.
I.C. : Internationale Communiste.
I.K.D. : Internationalen Kommunisten Deutschlands.
I.L.P. : Independent Labour Party.
I.O.S. : Internationale Ouvrière Socialiste.
I.S.R. : Internationale Syndicale Rouge.
I.W.W. : Industrial Workers of the World.

J.C.	: Jeunesses Communistes.
J.C.I.	: Juventud Comunista Ibérica.
J.S.	: Jeunesses Socialistes.
J.S.R.	: Jeunesses Socialistes Révolutionnaires.
J.S.U.	: Juventudes Socialistas Unificadas.
K.A.P.D.	: Kommunistische Arbeiterpartei Deutschlands.
K.P.D.	: Kommunistische Partei Deutschlands.
K.P.O.	: Kommunistische Partei Deutschlands (Opposition).
K.P.Ö.	: Kommunistische Partei Österreichs.
L.C.I.	: Ligue Communiste Internationaliste.
M.A.S.	: Marxistische Aktion der Schweiz.
N.A.S.	: Nacionaal Arbeids-Secretariaat.
N.K.V.D.	: Narodny Kommissariat Vnoutrennikh Del.
N.O.I.	: Nuova Opposizione Italiana.
P.C.	: Parti Communiste.
P.C.E.	: Partido Communista de España.
P.C.I.	: Parti Communiste Internationaliste.
P.C.U.S.	: Parti Communiste d'Union Soviétique.
P.O.B.	: Parti Ouvrier Belge.
P.O.I.	: Parti Ouvrier Internationaliste.
P.O.U.M.	: Partido Obrero de Unificación Marxista.
P.S.	: Parti Socialiste.
P.S.I.	: Partito Socialista Italiano.
P.S.O.E.	: Partido Socialista Obrero Español.
P.S.R.	: Parti Socialiste Révolutionnaire.
P.S.U.C.	: Partit Socialista Unificat de Catalunya.
R.S.A.P.	: Revolutionair Socialistische Arbeiders Partij.
R.S.P.	: Revolutionair Socialistische Partij.
S.A.P.	: Sozialistische Arbeiterpartei Deutschlands.
S.F.I.O.	: Section Française de l'Internationale Ouvrière.
S.I.	: Secrétariat International.
S.I.M.	: Servicio de Investigación Militar.
S.I.P.	: <i>Service d'Information et de Presse.</i>
S.P.	: Socialist Party.
S.W.P.	: Socialist Workers Party.
U.G.T.	: Unión General de Trabajadores.
W.P.U.S.	: Workers Party of the United States.

REPÈRES CHRONOLOGIQUES

MAI

- 3 — Début de l'insurrection ouvrière à Barcelone.
- 5 — A Barcelone, l'anarchiste italien Berneri, arrêté, est retrouvé assassiné.
- 7 — A Moscou, on annonce l'exécution de deux « trotskystes », mécaniciens des chemins de fer.
- 7-9 — A Philadelphie, réunion du comité national de Socialist Party : une résolution de Jack Altman proposant de rompre avec le comité de défense de Trotsky est repoussée.
- 8 — Départ d'Alfred Rosmer de Paris pour New York.
- 9 — A New York, meeting du comité de défense ; 3 000 personnes au Temple de La Mecque.
- 11-12 — A Paris, premières réunions de la commission rogatoire.
- 12 — A Moscou, on annonce que le maréchal Toukhatchevsky vice-commissaire à la défense, est remplacé par le maréchal Egorov.
- 15 — En Espagne, démission du gouvernement Largo Caballero sous la pression du P.C. et des socialistes de la tendance Prieto.
- 17 — A Moscou, on annonce l'arrestation de quatre « trotskystes » de la direction des syndicats.
— En Espagne, formation du gouvernement Negrín.
— En Grande-Bretagne, dissolution de la Socialist League, lieu de regroupement de la gauche du Labour Party.

- 19 — En Espagne, les troupes franquistes entrent dans Bilbao.
- 22 — A Moscou, on annonce l'exécution de 44 « agents japonais ».
- 26 — Aux Etats-Unis, le dirigeant du S.P. Jack Altman déclare la guerre aux « trotskystes » qu'il veut faire exclure de ce parti.
- 31 — A Moscou, suicide de Gamarnik, responsable politique de l'armée.
— On annonce onze exécutions à Khabarovsk.

JUIN

- 5 — A New York, disparition de la vieille communiste Juliet Poyntz.
- 10 — A Moscou, on annonce une série de mutations dans le haut-commandement de l'Armée rouge.
— A Amsterdam, contact entre Sneevliet et « Ludwig », responsable du G.P.U. pour l'Europe occidentale, qui veut contacter la IV^e Internationale.
- 11 — On annonce à Moscou le procès de Toukhatchevsky, Iakir et autres chefs de l'Armée rouge.
- 12 — On annonce l'exécution des généraux à Moscou.
- 16 — Rumeurs à Moscou sur les menaces qui pèsent sur Roudzou-tak, Postychev, Krestinsky.
- 17 — A Moscou, annonce de l'arrestation de Krestinsky et du suicide de Tcherviakov.
— Conférence nationale de l'*Appeal* (la fraction trotskyste) qui prépare la rupture avec le S.P.
- 18 — Sneevliet écrit à Sedov pour l'informer des contacts avec Ludwig.
- 18-19 — Réunion du comité national du S.P. américain : attaque d'Altman contre les trotskystes.
- 19 — Annonce à Moscou de l'exécution de sept techniciens « trotskystes » à Tachkent.
- 19-20 — En Belgique, réunion de C.C. du P.S.R. et début du débat

sur la politique électorale de ce parti, condamnée par le S.I. (soutien à van Zeeland contre Degrelle).

- 21 — En France, démission du gouvernement Blum.
— En U.R.S.S., arrestation du secrétaire du comité exécutif central.
— Occupation par les soviétiques des îles de l'Amour.
- 22 — En France, formation d'un gouvernement Chautemps.
- 24 — A Moscou, annonce de l'arrestation de Fayçullah Khodjaïev et des principaux dirigeants d'Uzbékistan.
- 29 — Annonce de trente-six exécutions capitales à Khabarovsk.
— Litvinov revendique comme territoire soviétique les îles de l'Amour occupées le 21.
- 30 — Combats soviéto-japonais le long de l'Amour.

JUILLET

- 4 — Evacuation par l'Armée rouge des îles de l'Amour.
- 6 — Les troupes japonaises réoccupent les îles de l'Amour.
— On annonce à Moscou que le trust de l'or était dirigé par des « trotskystes ».
— Le trotskyste Burnham exclu du S.P. à New York.
- 7 — A New York, lettre de Burnham, Carter, Spector, exprimant des réserves sur la tactique décidée pour la rupture avec le S.P.
— Incident sino-japonais au Lukouqiao (Pont Marco Polo), qui déclenche le conflit armé entre les deux pays.
— Trotsky part pour San Miguel Regla.
— Ludwig écrit au C.C. du P.C. de l'U.R.S.S. sa lettre de rupture.
- 8 — Annonce à Moscou de l'arrestation comme « trotskystes » du directeur de l'agence Tass (Doletsky) et de ses principaux collaborateurs.
- 9 — A Moscou, annonce de soixante-quatre exécutions à Khabarovsk.
- 10-13 — En France, congrès de Marseille du parti socialiste S.F.I.O.
- 12 — Arrestation à Prague du trotskyste allemand A. Grylewicz.

- 14 — A Moscou annonce de l'exécution de sept communistes géorgiens dont Mdivani et Okoudjava.
- 15 — En Tchécoslovaquie, Grylewicz est inculpé d'espionnage au profit de l'Allemagne.
- 18 — La *Pravda* dénonce le « traître » Iagoda.
- 24 — On annonce à Moscou l'exécution de vingt-quatre cheminots saboteurs à Khabarovsk et l'exclusion comme « trotskystes » de huit dirigeants des J.C.
- 25-27 — A New York, conférence des trotskystes américains.
- 26 — Retour de Trotsky de San Miguel Regia.
- 27 — A Barcelone, arrestation d'Erwin Wolf.
- 28 — Libération d'Erwin Wolf.
- 30 — Aux Etats-Unis, le C.N. du S.P. recommande d'éviter l'exclusion des trotskystes.
- 31 — A Barcelone, Erwin Wolf, arrêté une seconde fois, ne reparaitra pas.

AOÛT

- 1^{er} — La presse de Moscou dénonce comme « trotskystes » les dirigeants de la république de Carélie.
- 2 — La presse étrangère mentionne des rumeurs concernant l'arrestation de Béla Kun à Moscou.
— Hans Freund (Moulin) arrêté à Barcelone. Il disparaît.
- 7 — La *Pravda* dénonce comme « trotskyste » l'équipe de rédaction du Dictionnaire de l'académie des sciences.
- 8 — Les dirigeants de l'industrie de l'automobile et des tracteurs dénoncés comme « trotskystes ».
— L'Armée japonaise occupe Pékin.
- 9 — A New York, Jack Altman obtient l'exclusion du S.P. de cinquante-quatre trotskystes.
- 11 — En Espagne, la division du dirigeant du P.C.E. Lister dissout le conseil d'Aragon dirigé par les anarchistes.

— au Mexique, constitution au Yucatan d'*ejidos* collectifs groupant les paysans.

- 15 — En Espagne, création de la sécurité militaire (le S.I.M.) sous contrôle de gens du P.C.E.
- 18 — On annonce à Moscou l'exécution de six personnes accusées d'avoir « empoisonné des soldats » et de trente « saboteurs » du Transsibérien.
- 19 — En Chine, libération de Chen Duxiu, dirigeant trotskyste emprisonné depuis 1932.
- 20 — Mussolini proclame que « le bolchevisme ne sera pas toléré en Méditerranée.
- 22 — On annonce l'exécution de huit ouvriers à Leningrad.
- 24 — On annonce l'exécution de neuf autres ouvriers à Leningrad.
- 25-26 — Tenue à Paris de la conférence de la section allemande du mouvement pour la IV^e Internationale, l'I.K.D.
- 27 — Annonce de l'exécution de huit personnes à Leningrad, de trente-deux « saboteurs japonais » à Irkoutsk, de six « trotskystes » à Krasnovodsk, etc.
— Plusieurs dirigeants des Jeunesses communistes d'U.R.S.S. dénoncés comme « trotskystes ».

SEPTEMBRE

- 1^{er} — En U.R.S.S., décret permettant d'abrégier le déroulement des procès et les exécutions capitales.
— En Géorgie, sept dirigeants du P.C. fusillés comme « droitiers ».
- 2 — Annonce du suicide de Lyubtchenko, président de la république d'Ukraine et de l'exécution de dix « trotskystes ».
- 4 — Découverte à Chamblandes, en Suisse, du cadavre de Ludwig, qu'on appellera désormais Ignace Reiss.
- 7 — Grand rassemblement nazi à Nuremberg.
- 10 — Conférence internationale de Nyon sur la Méditerranée.

- 11** — Double attentat à la bombe contre des immeubles patronaux dans le quartier de l'Etoile.
- 13** — Date de la « libération » officielle d'Erwin Wolf, qui disparaît pour toujours.
— Grand discours de Hitler contre le bolchevisme.

INTRODUCTION

Frappé de plein fouet à son arrivée au Mexique après un trop long internement en Norvège, par le procès Piatakov-Radek, Trotsky a réagi avec énergie. C'est une grande victoire qu'il a remportée avec la constitution de la commission d'enquête que préside le Dr Dewey, puis avec la tenue, dans sa maison de Coyoacán, des séances publiques de la sous-commission.

De cet effort presque surhumain se sont dégagées des perspectives. La commission plénière va se mettre à l'étude de l'ensemble des documents. Rosmer est arrivé de Paris à New York et c'est pour Trotsky une assurance supplémentaire quant à l'orientation des travaux. A Coyoacán, de l'ordre a été mis dans les archives et on peut même envisager de se passer à l'avenir des services de Frankel, qui va partir pour les Etats-Unis où il sera désormais John Glenner. Bernard Wolfe repart également. On envisage la venue de New York d'une sténographe qui connaît le russe. Les perspectives sont meilleures. Même en Europe les résultats sont satisfaisants et la tension diminue dans la correspondance entre Trotsky et son fils.

Le travail sur les procès, en dehors de la recherche, de la transmission et du commentaire de certains documents décisifs, qui sont au centre des préoccupations de Trotsky, coïncide avec son travail littéraire puisqu'il s'est fixé comme tâche l'achèvement des Crimes de Staline. L'actualité d'ailleurs va le guider.

Les lendemains des sessions de Coyoacán le préoccupent. Carleton Beals — qui a quitté la Commission à la suite d'incidents qu'il a provoqués et dont Trotsky ne parvient pas à saisir les motifs — s'est lancé à corps perdu dans une auto-justification qui est aussi une mise en accusation de la commission. Il faut lui répondre, le démasquer, montrer combien son attitude est pour le moins suspecte. Bientôt, c'est un nouveau coup de tonnerre, avec l'annonce du procès Toukhatchevsky — à huis clos cette fois —,

l'exécution des principaux chefs de l'Armée rouge, ainsi décapitée. On pourrait s'attendre de la part de Trotsky à des réactions personnelles, car ces hommes ont été dans l'ensemble choisis et promus par lui, cette armée ainsi saccagée était son œuvre. Mais il n'a plus d'illusions. Dès cette époque et bien qu'aucune information sérieuse n'ait filtré, il a conscience de l'ampleur de la purge des officiers qui fait des dizaines de milliers de victimes et il comprend la portée de la crise, cette guerre civile déclenchée par la bureaucratie. Sans doute est-ce par acquis de conscience qu'il adresse à l'exécutif des soviets une adjuration télégraphique, après ce terrible coup porté à l'U.R.S.S. et à sa défense par Staline.

Il est aussi préoccupé par l'attitude des commissaires « libéraux ». L'un d'eux, pourtant un ancien communiste allemand, Wendelin Thomas, lui adresse des questions dans lesquelles il croit entrevoir la tentative — à travers les épisodes de Cronstadt, Makhno, etc. — de faire le procès du bolchevisme même et de quitter les rails que la commission avait pourtant déjà posés. C'est de cette préoccupation que sort à la fin du mois d'août l'un de ses plus remarquables pamphlets, Stalinisme et Bolchevisme.

Sa nouvelle demeure l'a considérablement rapproché des Etats-Unis dont il n'est désormais qu'à quelques jours de voyage. Il espère toujours pouvoir s'y rendre, même à titre temporaire, ne serait-ce que pour y témoigner à nouveau, devant la commission plénière cette fois, et compte maintenant sur les relations de Stolberg avec un ministre de Roosevelt. Mais surtout les voyages sont fréquents en sens inverse : Trotsky a désormais de longues discussions avec des militants trotskystes des Etats-Unis ou avec des intellectuels qui sont compagnons de leur route, comme Herbert Solow.

L'expérience faite au sein du comité, puis de la commission Dewey, les informations qui lui parviennent sur la situation à l'intérieur du parti socialiste, ont achevé de le convaincre que le danger principal pour ses camarades américains était l'adaptation au milieu, la capitulation devant l'opinion publique et le Front populaire. Tirant le bilan du congrès de Chicago, il fait pression sur Cannon pour que ce dernier organise la « sortie » et dresse à cet égard un véritable calendrier-plan de travail. Il mesure aussi, par ses lectures et contacts, l'importance de l'empirisme dans la pensée politique américaine et par conséquent la nécessité d'une revue théorique. Les premiers contacts avec les jeunes écrivains en rupture avec le stalinisme qui éditent Partisan Review le laissent un peu réservé, mais il est en revanche acquis à l'idée d'une revue qui serait largement ouverte et qui, lieu de confrontation des idées

révolutionnaires, serait un outil d'éducation sans égal. Il s'efforce, avec la suite dans les idées qu'on lui connaît, de convaincre les dirigeants de la section américaine de l'urgence de cette publication.

Les Etats-Unis ne sont d'ailleurs pas son unique fenêtre sur le monde, bien qu'ils lui fournissent désormais l'essentiel de ses revenus « littéraires », avec les commandes d'articles « alimentaires » — comme celui sur la prochaine guerre — qui posent des problèmes mais permettent de vivre. Depuis mars, il s'est à nouveau tourné vers l'Espagne, se faisant traduire au début, puis lisant lui-même ensuite, au fur et à mesure de ses progrès, la documentation qu'il reçoit. Il a pressenti et l'insurrection ouvrière de Barcelone en mai 1937 et la faillite de la direction du P.O.U.M. dans cette circonstance. Il va y consacrer plusieurs articles et une étude assez longue réservée aux membres de l'organisation, dans laquelle il polémique avec bonheur contre le belge Vereeken, avocat du P.O.U.M. contre ses propres camarades. Il a laissé au S.I. le soin de mener la polémique contre la section belge qui a totalement capitulé en n'opposant pas de candidat au ministre van Zeeland pour assurer la défaite du rexiste Degrelle, et s'est contenté de noter son accord avec la condamnation des Belges. En revanche, il commence à rompre des lances avec les sectaires dans les rangs de la IV^e Internationale ou dans ses parages à propos de la guerre entre la Chine et le Japon où ces derniers cherchent à renvoyer dos à dos l'impérialisme et la nation opprimée. Il discute longuement et le plus concrètement possible de la situation chinoise avec un militant qui revient de Chine.

Au Mexique même, la situation, qui lui a paru excellente au début, commence à se dégrader. D'abord la section mexicaine, déchirée par des querelles fractionnelles d'une violence extraordinaire, se révèle extrêmement dangereuse politiquement à partir du moment où elle passe sous la direction du sectaire Galicia, apôtre de l'« action directe » et auteur de textes incendiaires que le G.P.U. ne manquerait pas d'utiliser. Trotsky, pour sa sécurité et pour ne pas couvrir une politique qu'il estime nuisible, décide donc de rompre avec cette section. Et puis l'ennemi montre son visage ou plutôt le visage de celui qui va être son instrument le plus dangereux : l'avocat Vicente Lombardo Toledano, secrétaire général de la C.T.M., appendice du gouvernement Cárdenas à l'intérieur, est à l'extérieur un inconditionnel de la politique de Staline. Et la présence au Mexique de Trotsky relève incontestablement à ses yeux de la politique extérieure. Aux attaques mesurées du début commencent à succéder les manœuvres — l'hospitalité

donnée à Beals dans les colonnes de Futuro —, puis les calomnies qui obligent Trotsky à faire une « déclaration forcée ». Tout laisse prévoir qu'à une autre étape, le danger immédiat viendra de là.

Le sens de cette campagne est clair. Déjà, en Espagne, Andrés Nin, livré au G.P.U. alors qu'il était détenu par la police républicaine, a été assassiné. Trotsky ignore encore que son ancien secrétaire, Erwin Wolf, est tombé aux mains du G.P.U. ainsi que le militant allemand Freund dit Moulin, à Barcelone. Ni l'un ni l'autre ne reparaitront jamais. Il ne sait pas encore qu'un vieux communiste polonais, Ignacy S. Poretski, dit Ludwig, responsable du G.P.U. en Europe occidentale, a décidé de rompre avec Staline et de rejoindre la IV^e Internationale et que les tueurs de Staline, ont réussi, après l'avoir traqué pendant des mois, à l'abattre en Suisse.

La chasse à l'homme est déclenchée. Trotsky et son fils sont évidemment les deux victimes désignées. Ils le savent.

Pierre BROUÉ

[PARTICIPER A LA COMMISSION]¹

(début mai 1937)

VIENS D'APPRENDRE VOTRE ² ABSTENTION POSSIBLE DES COMMISSIONS SESSION PLÉNIÈRE STOP SUIS PROFONDÉMENT TROUBLÉ ET REGRETTE STOP TOUS VOS AMIS CONSIDÈRENT VOTRE PARTICIPATION ABSOLUMENT NÉCESSAIRE.

1. Télégramme à A. Balabanova (7315), traduit de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Angelica *Balabanova* (1878-1965), d'origine russe, avait milité en Italie et en Suisse et avait été pendant la guerre secrétaire du comité socialiste international de Zimmerwald. Elle avait été secrétaire de l'I.C. à ses débuts, mais, en désaccord avec les bolcheviks, avait quitté la Russie en 1922. Elle avait ensuite animé à Paris en émigration le P.S.I. maximaliste, ainsi que le « bureau de Paris », débris de l'Internationale 2 1/2, puis émigré aux E.U. en 1935. Au début de l'année 1937, elle avait elle-même repris contact avec Trotsky mais semblait depuis quelques semaines subir de fortes pressions pour la garder à distance de l'action contre les procès de Moscou.

REMARQUES SUR L'INSURRECTION DE MAI¹

(12 mai 1937)

Les nouvelles que nous avons ici des derniers événements² sont non seulement incomplètes, mais délibérément déformées. Les conclusions que nous formulons ici ne peuvent, dans ces conditions, être que des hypothèses provisoires.

Il semble que l'insurrection ait été « spontanée », c'est-à-dire qu'elle ait éclaté en prenant par surprise les chefs, y compris ceux du P.O.U.M. Cela montre bien quel abîme s'était creusé entre les anarchistes et les poumistes d'un côté, les masses ouvrières de l'autre. La conception propagée par Nin — « le prolétariat peut prendre le pouvoir par la voie pacifique »³ s'est

1. Article signé Lund (T 4147), traduction du russe revue et corrigée pour ce volume, avec la permission de la Houghton Library.

2. Après de multiples incidents dans une tension croissante, les premières étincelles s'étaient produites à Barcelone le 3 mai, quand deux camions de Gardes d'assaut, dirigés par le chef de la police et membre du P.S.U.C. Eusebio Rodríguez Salas — d'ailleurs muni d'un ordre écrit du président Companys — avaient débarqué leurs occupants armés devant l'immeuble du central téléphonique : les *asaltos* pénétraient aussitôt dans l'immeuble et commençaient à désarmer les miliciens de la C.N.T. qui en assuraient la garde. La nouvelle se répandait rapidement dans Barcelone où les ouvriers se mettaient spontanément en grève, tandis que la ville se hérissait de barricades. Dans les jours suivants, les ouvriers avaient été les maîtres de Barcelone et il avait fallu de gros efforts, notamment les appels à la radio des ministres de la C.N.T.-F.A.I., Juan García Oliver et Federica Montseny, pour mettre fin à « une lutte fratricide », pour qu'ils acceptent d'abandonner les barricades et de retourner au travail : l'ordre et le calme étaient revenus le 8 mai dans Barcelone occupée par une colonne venue de Valence. Trotsky ne connaissait évidemment pas encore le premier rapport envoyé au S.I. sur ces événements par l'Italien Domenico Sedran, dit Adolfo Carlini (né en 1905), celui-ci étant daté du 8 mai.

3. Andrés Nin Pérez (1892-1937), ancien secrétaire national de la C.N.T., pionnier du communisme en Espagne, secrétaire de l'Internationale syndicale rouge, avait été jusqu'en 1935 l'animateur de la Izquierda comunista d'Espagne, souvent en conflit avec Trotsky et était entré avec elle dans le P.O.U.M. en septembre 1935. Depuis le début de la guerre civile, il était secrétaire général de ce parti. L'article en question avait paru dans *La Batalla* du 21 mars 1937 et Trotsky se l'était fait traduire en français.

révlée tout à fait fausse. Nous ne savons rien ou presque rien de la véritable attitude du P.O.U.M. lors de l'insurrection, mais nous ne croyons pas aux miracles. Au moment décisif, l'attitude des dirigeants du P.O.U.M. a dû être la simple continuation de leur attitude pendant toute la période précédente⁴. Plus exactement, c'est précisément à un moment décisif que l'inconsistance du centrisme de gauche a dû se révéler de la façon la plus éclatante et la plus tragique⁵. C'est par exemple, ce qui arriva à Martov⁶ dans les événements de 1905 et 1917.

On se fait souvent, même dans nos propres rangs, une idée fausse de Martov en tant que représentant du centrisme de gauche. Dans sa critique du régime Kerensky-Tsérételli-Dan⁷, Martov était proche des bolcheviks. Par le radicalisme de sa critique, par l'ampleur de ses perspectives, Martov dépassait de loin les rédacteurs de *La Batalla*. Mais, dans les profondeurs de sa conscience, il espérait toujours convaincre ses adversaires et éviter d'opposer le prolétariat à l'ennemi de classe. Effrayé par l'âpreté de la lutte, il bondissait à l'écart pour ne pas jouer le rôle de chef de l'action révolutionnaire, mais celui d'avocat de la masse vaincue. Heureusement qu'il y avait à sa gauche un parti révolutionnaire qui savait ce qu'il voulait.

La situation en Espagne est bien différente. La direction du P.O.U.M. apparaissait jusqu'à hier aux masses comme l'expression de la tendance la plus résolue. L'avant-garde ouvrière, au moins en Catalogne, prenait très au sérieux la littérature du P.O.U.M. Mais, juste au moment où les masses s'apprêtaient à matérialiser cette critique en action, elles se sont trouvées pratiquement décapitées. En a-t-il été autrement lors de la dernière insurrection ? Je crains que non.

4. A la même époque, la cellule 72, qui, avec José Rebull Cabré (né en 1910), aimait l'opposition de gauche à la direction du P.O.U.M. à Barcelone, écrivait dans un texte interne ; « Fidèle à sa ligne de conduite, la direction du P.O.U.M. a couru après les événements ».

5. José Rebull résumait ainsi la politique de la direction du P.O.U.M. en mai : « a) La direction n'avait pas de ligne indépendante, b) aucune initiative propre, c) elle a couvert la trahison des dirigeants anarchistes, d) aucune leçon n'a été honnêtement tirée ».

6. Iouli O. Cederbaum, dit *Martov* (1873-1923), social-démocrate en 1892, longtemps associé à Lénine, était l'un des chefs de file des mencheviks jusqu'en 1914, puis des mencheviks internationalistes pendant la guerre. Il avait émigré en 1920. Les bolcheviks le définissaient comme le type du « centriste de gauche ».

7. L'avocat Aleksandr F. *Kerensky* (1882-1970) avait été chef du gouvernement provisoire et le menchevik géorgien Iraklii G. *Tsérételli* (1882-1959) son ministre de l'intérieur. Fedor N. Gourvitch dit *Dan* (1871-1947) était un des dirigeants de la droite menchevique.

Ou bien peut-être le miracle s'est-il malgré tout produit et la poussée des masses a-t-elle imposé à Nin une attitude bolchevique ? Ce serait vraiment magnifique et nous nous réjouissons ici de la possibilité d'un travail commun avec Nin sur la base de nouvelles expériences historiques⁸. Mais jusqu'à nouvel ordre, nous n'avons pas la moindre raison de modifier notre appréciation de la politique officielle du P.O.U.M.

Quelle est la signification de cet armistice à Barcelone que mentionnent les dépêches ? La défaite des insurgés, déterminée essentiellement par l'inconsistance de leur direction, ou bien la capitulation directe des chefs, effrayés par la pression des masses ? Nous ne le savons pas encore. Pour le moment, il semble qu'on continue à se battre à l'extérieur de Barcelone. Une reprise de l'offensive est-elle possible à Barcelone ? La répression déchaînée par les canailles stalino-réformistes ne va-t-elle pas donner un élan nouveau à l'action des masses ? Nous nous abstenons ici de toute prédiction, faute d'informations précises. En tout cas la critique de la direction conserve toute son importance décisive, indépendamment du cours des événements à venir. En dépit des erreurs et des faiblesses de l'insurrection, nous demeurons, face au monde extérieur, indissolublement solidaires des ouvriers vaincus. Mais cela ne signifie pas pour autant ménager la direction, dissimuler son inconsistance et garder le silence sur ses fautes sous le prétexte d'une solidarité purement sentimentale.

Il semble très probable que cette expérience grandiose va provoquer une scission dans le P.O.U.M. Les éléments qui excluaient les trotskystes et fraternisaient avec les chefs brandlériens et sapistes — ces déchets du stalinisme — vont trahir définitivement la révolution en cherchant le pardon puis la faveur de la bureaucratie de Moscou⁹. De l'autre côté, les éléments révolutionnaires devront comprendre qu'il n'existe pas d'intermédiaire entre la IV^e Internationale et la trahison. Pour faciliter et accélérer cette différenciation politique, il faut que notre critique soit franche, ouverte et même impitoyable. En premier lieu, il faut que tous nos camarades comprennent l'inconsistance

8. Trotsky exprime ici une fois de plus son regret de la rupture politique intervenue entre lui et Nin, mais, de toute évidence, ne croit guère à un rapprochement possible.

9. Brandler et Thalheimer avaient soutenu la thèse de la véracité des accusations lancées au premier procès de Moscou. En fait, il y eut très peu de capitulations dans le P.O.U.M. en direction des staliniens, peut-être à cause de la violence de la campagne contre le P.O.U.M. en tant que tel : quelques individus tout au plus.

de la politique d'indulgence passive préconisée par nos amis Victor Serge, Sneevliet, Vereeken¹⁰ et autres. Il nous faut savoir tirer des grands événements toutes les conclusions nécessaires à la préparation de l'avenir.

L'analogie avec les événements de juillet 1917 est trop évidente pour que nous nous apesantissions dessus. Ce qu'il faut surtout souligner, ce sont les différences. Le P.O.U.M. demeure encore une organisation catalane¹¹. Ses dirigeants ont autrefois empêché son entrée dans le parti socialiste au moment opportun en couvrant d'une intransigeance stérile leur opportunisme foncier¹². Il faut espérer cependant que les événements de Catalogne vont provoquer des fissures et des scissions dans les rangs du parti socialiste et de l'U.G.T. Dans ce cas, il serait fatal d'être confinés dans les cadres du P.O.U.M. qui, d'ailleurs, vont considérablement se réduire dans les semaines qui viennent. Il faut se tourner résolument vers les masses anarchistes en Catalogne, vers les masses socialistes et communistes ailleurs. Il ne s'agit pas de chercher à conserver les anciennes formes extérieures, mais de créer de nouveaux points d'appui pour l'avenir.

Même si la défaite est grave (et d'ici nous ne pouvons mesurer sa gravité), elle est loin d'être définitive. De nouveaux

10. Victor Lvovitch Kibaltchitch (1890-1947), dit *Victor Serge*, écrivain de langue française d'origine russe, ancien anarchiste rallié au bolchevisme en 1918, avait milité dans les rangs de l'Opposition de gauche avant d'être déporté en 1933 et avait été autorisé à quitter l'U.R.S.S. en 1936. Il était personnellement lié à Nin, avait symboliquement adhéré au P.O.U.M. et critiquait l'attitude de Trotsky vis-à-vis de ce parti. Henricus alias Henk *Sneevliet* (1883-1942), pionnier du communisme aux Pays-Bas, en Indonésie, puis en Chine (sous le nom de Maring) dirigeait aux Pays-Bas le syndicat N.A.S. et le R.S.A.P. Adhèrent avec son parti à la C.G.T. en 1933, il avait signé la « Lettre ouverte pour la IV^e Internationale », mais se tenait tout à fait à l'écart depuis le début de 1936 et l'entrée des Américains dans le S.P. Il avait séjourné en Espagne, invité officiel du P.O.U.M. Georges *Vereeken* (1898-1978), ancien membre du C.C. du P.C. belge, pionnier de l'Opposition de gauche, animait dans le P.S.R. une minorité proche de Sneevliet et favorable au P.O.U.M.

11. En dehors de la Catalogne, où le gros des militants provenait du Bloc ouvrier et paysan de Maurin, le P.O.U.M. ne comptait guère que sur les éléments de l'ancienne Izquierda comunista, dont une partie avait été massacrés par les militaires en juillet 1936 (comme en Andalousie) et les autres persécutés par les stalinien (comme à Madrid).

12. Trotsky fait allusion ici aux deux refus de la Izquierda comunista d'entrer dans le P.S.O.E. et les J.S. comme le proposait Trotsky : premier refus de la direction unanime en septembre 1934, deuxième refus en avril 1935, par référendum de la base, après que la direction, sous la pression de la radicalisation des J.S. et de la conversion d'un de ses membres, Fersen, ait proposé cette entrée « ailleurs qu'en Catalogne ».

événements, en Espagne même ou en France, peuvent déterminer une nouvelle remontée révolutionnaire.

Il est certainement bien difficile de prédire, surtout de loin, quand et comment viendra l'Octobre espagnol. Personne en tout cas ne peut affirmer d'avance que la force révolutionnaire de cet admirable prolétariat ibérique est épuisée. Mais pour préparer Octobre, il faut que l'avant-garde révolutionnaire soit prémunie contre tout ce qui est ambigu, confus et équivoque dans la couche supérieure du prolétariat, nationalement et internationalement. Celui qui n'a pas le courage d'opposer la IV^e Internationale à la II^e et à la III^e, celui-là n'aura jamais le courage de conduire les ouvriers aux combats décisifs. Celui qui reste lié aux Brandler, aux gens du S.A.P., aux Maxton, aux Fenner Brockway¹³, celui-là ne peut que trahir le prolétariat à la veille du combat ou en plein combat. Il faut faire comprendre maintenant aux ouvriers ibériques que la IV^e Internationale signifie le programme scientifique de la révolution sociale, la confiance dans les masses, la défiance vis-à-vis des centristes de tout acabit et la volonté de se battre jusqu'au bout.

13. Heinrich *Brandler* (1881-1967), ancien maçon, avait été président du K.P.D. de 1921 à 1923 et avait servi de bouc émissaire pour le « fiasco » de 1923. Il avait ensuite dirigé l'« opposition de droite » qui refusait de mettre en question la politique en U.R.S.S. Exclu, il avait fondé la K.P.O. Le S.A.P., formé par la rupture d'éléments social-démocrates de gauche en 1931, renforcé en 1932 par la minorité de la K.P.O. dirigée par Walcher et Frölich, avait signé en 1933 la « déclaration des quatre pour une nouvelle Internationale », mais s'était engagé nettement, dès 1935, dans la politique de Front populaire adoptée par l'I.C. à son 7^e congrès. James *Maxton* (1885-1946) pacifiste, emprisonné pendant la guerre, était député de Glasgow et patron de l'appareil de l'I.L.P. depuis les années vingt. Archibald Fenner *Brockway* (né en 1888), secrétaire général de l'I.L.P. et du bureau de Londres, avait préconisé une commission d'enquête qui aurait dressé une sorte de « bilan du trotskysme ». Le « non » brutal de Trotsky avait été jugé sectaire par nombre de ses camarades américains et sans doute britanniques.

[REMARQUES ET INFORMATIONS]¹

(12 mai 1937)

1. L'attitude de la direction belge dans l'élection partielle porte un coup sévère au prestige de la IV^e Internationale et particulièrement à sa section belge². Nous sommes tout à fait d'accord sur cette question avec le S.I. et l'Opposition de gauche de Paris. Le camarade Give³ semble vouloir séparer la question belge de la question espagnole. C'est une conception purement mécanique. L'opportunisme dans l'attitude à l'égard du P.O.U.M. est plus évident et plus profond parce qu'il touche une situation révolutionnaire. Dans la question de l'élection, le même opportunisme ne fait que revêtir une forme plus triviale, plus plate, plus traditionnelle. Mais, fondamentalement, il ne s'agit que de deux manifestations de la même tendance. Nous voyons à nouveau comment l'intransigeance formelle sert à dissimuler l'opportunisme fondamental. Nos amis belges devront faire un sérieux examen de conscience.

2. Je regrette infiniment que les camarades anglais n'aient pas été capables de publier ma réplique à la misérable manœuvre de Fenner Brockway. Il a changé de méthode sous la pression de la base mais son objectif demeure identique. La méthode Pritt⁴ a

1. Lettre au S.I. (8050), original en français, avec la permission de la Houghton Library.

2. Une élection partielle devait opposer à Bruxelles le président du conseil, le social chrétien Paul van Zeeland et le dirigeant rexiste (fasciste) Léon Degrelle. Le P.O.B. et le P.C. avaient décidé de ne pas présenter de candidat, afin de « battre le fascisme », c'est-à-dire de favoriser la candidature van Zeeland. La section belge, sous l'influence de Dauge, avait pris la même position.

3. Give était le pseudonyme militant de Vereeken (Cf. n. 10, p. 35) qui préconisait, lui, une candidature du P.S.R. contre van Zeeland et Degrelle.

4. Denis Nowell Pritt (1887-1973), avocat et député du Labour Party, mais en réalité compagnon de route du stalinisme, avait attesté de la régularité de la procédure lors du procès des seize auquel il avait assisté.

échoué. Il veut maintenant suivre la méthode Beals⁵, c'est-à-dire avoir sa main dans l'enquête afin de la compromettre et de gagner la faveur des staliniens. Adapter son attitude à la nouvelle technique de Fenner Brockway et de ses semblables ne signifie que les aider. Naturellement la publication ou la non publication d'un article ne sont pas décisives, mais le symptôme est très alarmant.

3. Schwab⁶ a refusé de donner sa déposition. J'ai lu la lettre de Braun⁷, qui m'a semblé excellente. Je regrette seulement qu'on s'adresse à lui comme à un camarade. Non, nous ne pouvons avoir aucune camaraderie avec ce misérable ! En outre, M. Schwab se trompe quand il croit qu'on peut accepter ou refuser de donner à son gré un témoignage. Non, c'est une question de devoir public. J'ai envoyé à la commission un compte rendu et plusieurs lettres de Schwab concernant sa visite à Royan⁸. J'ai souligné que ces documents venaient d'un homme qui est devenu depuis notre plus venimeux adversaire. Quant aux mesures de prudence, elles seront les mêmes pour tous les émigrés allemands, italiens, etc.⁹. De la même façon, un document concernant la visite de Sternberg¹⁰ a été transmis. Comme Schwab, il sera cité devant la commission rogatoire.

5. Carleton *Beals* (1893-1979), enseignant et journaliste spécialisé dans les questions latino-américaines, entré à la dernière minute dans la sous-commission d'enquête, avait posé à Trotsky des questions que celui-ci considérait comme de véritables provocations : il avait prétendu, par exemple, l'interroger au sujet de missions qu'il aurait confiées au Mexique à Borodine alors qu'il était membre du gouvernement soviétique. C'était évidemment ouvrir la porte à l'expulsion de Trotsky du Mexique.

6. *Schwab* était depuis 1933 le pseudonyme militant de l'allemand Jakob *Walcher* (1887-1970), ancien dirigeant du K.P.D., puis de la K.P.O. brandlérienne, qui avait rejoint le S.A.P. en 1932 et était depuis 1933 le principal dirigeant du S.A.P. Il avait été sollicité pour donner son témoignage sur la date et les conditions de sa visite à Trotsky à Saint-Palais en août 1933. Mais, engagé dans une politique d'alliance avec le K.P.D., il avait refusé.

7. *Braun* était l'un des pseudonymes d'*Erwin Wolf* (1902-1937), dirigeant de la section allemande en exil, bien que de nationalité tchécoslovaque, et membre du S.I., qui avait été également secrétaire de Trotsky en Norvège.

8. Ces documents, dont des copies se trouvaient à l'Institut d'histoire du mouvement ouvrier de Stockholm, en ont été retirés depuis la mort de Jakob *Walcher* en R.D.A., mais d'autres copies se trouvent à la Houghton Library.

9. *Walcher* avait invoqué sa condition d'émigré pour refuser son témoignage. Or Trotsky avait prévu la façon de recueillir ces témoignages sans compromettre leurs auteurs.

10. Fritz *Sternberg* (1895-1963), économiste marxiste connu et membre de la direction du S.A.P., lié à *Walcher*, avait également rendu visite à Trotsky à Saint-Palais, mais en septembre 1933.

4. Kingsley Martin¹¹ du *New Statesman* m'a rendu visite en état d'ébriété. Il comprenait à peine ce que je lui disais et j'étais furieux de perdre mon temps avec cet ivrogne. A plusieurs reprises, pendant l'heure qu'il m'a volée, j'ai été tenté de le botter dehors. Wolfe, Van et, je pense, Jan¹² [Frankel] connaissent ce lamentable épisode. J'avais l'impression que Martin, bien qu'ivre, a compris que je voyais qu'il était ivre et me tient rigueur de l'état lamentable dans lequel il était. Il se venge en disant que je varie dans mes déclarations. Le fait était que le monde tournait dans les yeux de cet ivrogne.

11. Kingsley Martin (1897-1969) dirigeait le *New Statesman and Nation* depuis 1930. Il semble qu'il avait avant tout voulu défendre l'« honneur » de « son ami » Pritt dans cette entrevue avec Trotsky.

12. Bernard Wolfe (né en 1915), étudiant de Yale, membre de la section américaine, travaillait comme secrétaire de Trotsky depuis l'arrivée de ce dernier au Mexique. Jean van Heijenoort, dit Van (né en 1912) avait été secrétaire de Trotsky en Turquie, puis en France, et était arrivé au Mexique en même temps que lui. Jan Frankel (né en 1906), citoyen tchécoslovaque, avait travaillé auprès de Trotsky de 1930 à 1933, puis cinq mois en 1935. Il était arrivé en février au Mexique.

[DES FRICTIONS REGRETTABLES]¹

(13 mai 1937)

Chère Mademoiselle LaFollette,²

Je regrette profondément les frictions entre certains membres de la commission et mes amis politiques de New York. L'indépendance absolue de la commission d'enquête est une condition *sine qua non* de son succès. D'un autre côté, la commission a besoin d'un soutien politique, lequel ne peut lui être apporté avec une totale efficacité que d'abord et avant tout par ceux qu'on appelle trotskystes. C'est pourquoi une collaboration amicale et étroite — naturellement sans interférence — est absolument nécessaire. Le fait que Ben Stolberg³ ait jugé nécessaire de menacer de démissionner est bien malheureux. La tâche historique de la commission dépasse incommensurablement les frictions et conflits épisodiques.

J'ai entendu dire que la réunion de la commission plénière avait été reportée. Pourquoi ? Pour combien de temps ? Peut-être l'explication est-elle dans le dernier numéro du *Bulletin du Comité*, mais je ne l'ai pas en mains en ce moment (je ne suis pas à Coyoacán, mais à Taxco⁴).

Nous recevons de plus en plus de témoignages et de documents. Il faut traduire en anglais la plupart d'entre eux.

1. Lettre à S. LaFollette (8543), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Suzanne *LaFollette* (née en 1893), nièce du sénateur « progressiste » du Wisconsin, journaliste, ancienne directrice du *New Freeman*, était une authentique représentante du « libéralisme » américain. Elle était la secrétaire de la commission préliminaire d'enquête.

3. Benjamin *Stolberg* (1891-1951), écrivain et journaliste d'origine allemande, collaborateur de *The Nation* et spécialiste du mouvement ouvrier, faisait partie du comité de défense et de la commission d'enquête.

4. Trotsky se trouvait dans la maison de campagne de Taxco que lui avait prêtée le professeur américain Herring (cf. n. 3, p. 181).

C'est pour cette raison que nous les envoyons d'abord à Vanzler et Isaacs⁵ et pas à vous directement, mais ils sont, cela va de soi, destinés directement à la commission d'enquête et ne peuvent être utilisés qu'avec son autorisation. Si vous l'estimez nécessaire, j'enverrai à l'avenir tous les documents à vous directement, mais vous aurez dans ce cas la charge de les traduire — naturellement, avec l'aide de nos camarades.

On vous a envoyé directement deux enveloppes scellées, avec des documents uniquement destinés à la commission.

5. Harold R. Isaacs (né en 1910), journaliste en Chine, y avait rompu avec le stalinisme et avait connu les trotskystes chinois. Il avait ensuite visité Trotsky dans le cadre de la préparation de son livre sur la Chine et avait rejoint en 1935 la section américaine dont il était l'intermédiaire dans les relations avec Trotsky. Joseph Vanzler (1904-1956), vétéran de l'Opposition, était le traducteur et le collaborateur de Trotsky à New York.

[LA VÉRITABLE OBJECTIVITÉ]¹

(13 mai 1937)

Mon cher Rorty²,

Vous serez indulgent pour moi, j'en suis sûr, pour ne pas vous avoir répondu à votre première lettre qui était d'un vif intérêt pour moi. J'ai reçu votre seconde lettre concernant Waldo Frank³ et j'ai répondu par un télégramme à Suzanne LaFollette et des lettres à mes amis de New York.

M. Waldo Frank découvre que les « trotskystes » sont partisans. La véritable objectivité ne peut se trouver que chez les agents du G.P.U. sous la couverture du Comintern. Le travail de la commission, les documents, la poursuite de l'enquête, constituent l'unique méthode pour convaincre l'opinion publique que la commission n'est guidée que par le désir d'établir la vérité et non par son amitié pour Hitler et le Mikado ou leurs prétendus alliés.

1. Lettre à J. Rorty (9804), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. James Rorty (1890-1973), essayiste, ancien membre du P.C. américain, avait dirigé en 1932 la League of Professionals en faveur de la candidature Foster-Ford, du P.C. à la présidence. Il avait ensuite rejoint l'A.W.P. de Muste et, pour peu de temps, semble-t-il, le W.P.U.S. Il était membre de l'« exécutif interne » du comité de défense.

3. Waldo David Frank (1889-1967), écrivain et compagnon de route, avait déjà exprimé en 1935 des doutes sur les procès. Il avait présidé en 1935 le congrès des écrivains avec l'appui du P.C. Les intellectuels du comité de défense tenaient à le gagner. Mais il prétendait maintenir un équilibre, refusant et la thèse de l'accusation et les affirmations de Trotsky sur l'imposture. Dans une lettre — publiée dans *New Republic* du 12 mai, dont Rorty avait communiqué d'avance le contenu à Trotsky — il avait affirmé que le comité de défense était « indubitablement contrôlé par les trotskystes, c'est-à-dire des gens dont toute la vie politique était engagée dans le postulat de l'innocence de tous les accusés et la culpabilité de l'Union soviétique ». Trotsky se refusait à toute concession, mais avait néanmoins accepté de le recevoir à deux reprises. La proposition de Frank de constituer un tribunal *ad hoc* lui valut également de violentes attaques du P.C.

Bien des symptômes importants, entre autres le câble d'*Augur* dans le *New York Times*, démontrent que non seulement l'opinion publique a rejeté cette accusation stupide, mais que les staliniens eux-mêmes commencent maintenant à dénoncer les « trotskystes » — non comme les alliés du fascisme mais comme les ennemis les plus dangereux du capitalisme. L'attitude de M. Beals aux sessions était imprégnée de cet esprit policier conservateur.

Avez-vous lu l'article de Kingsley Martin dans le *New Statesman and Nation*⁴? Je ne l'ai pas encore vu, mais je le connais à travers quelques citations que des amis m'ont envoyées. Le monsieur m'a visité en état d'ébriété. Il ne comprenait qu'à peine ce que je lui disais, et j'étais furieux de perdre mon temps avec cet ivrogne. J'avais l'impression que Martin comprenait que je voyais l'état dans lequel il était et qu'il était en colère contre moi à cause de cet état pitoyable. Il prend sa revanche en disant que je suis instable dans mes déclarations. C'est ainsi que le monde a tourné dans les yeux de cet ivrogne.

4. Il s'agit de l'article paru dans *New Statesman and Nation* du 10 avril 1937.

CARLETON BEALS TÉMOIN¹

(18 mai 1937)

Dans le numéro de mai de la revue mexicaine *Futuro*² M. Carleton Beals³ a publié un article sur les audiences de la commission d'enquête à Coyoacán. Ni la revue, ni l'auteur par eux-mêmes ne pourraient suffire à m'inciter à un débat. Mais le fait que M. Beals fut membre de la commission donne à son article le reflet d'une autorité empruntée et ne me permet pas de le laisser passer inaperçu comme d'innombrables autres articles du même genre.

Je n'entends cependant pas m'arrêter à réfuter l'ensemble des affirmations erronées qui constituent la déclaration de cet ancien correspondant de Tass : ce qui m'intéresse principalement, ce sont les passages où M. Beals « cite » mes dépositions et où il apparaît comme un singulier « témoin ». Le fait que M. Beals se soit retiré de la commission ne le libère pas des obligations de la morale élémentaire. Il me semble que la commission pourrait convoquer M. Beals comme témoin et lui demander de confirmer les déclarations par lesquelles il induit en erreur l'opinion publique.

1. « Pouvez-vous prouver ce (?) point, demandai-je de façon inattendue à Trotsky... Trotsky évidemment ne peut le (?) prouver. Ses archives là-dessus lui ont été volées par les fascistes norvégiens, mais il a fait une déclaration notariée et différents

1. Article (T4149-1), traduit ici de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. *Futuro* était la revue mensuelle récemment fondée de la Confederación de Trabajadores de México (C.T.M.) que dirigeait l'avocat Vicente Lombardo Toledano qui avait d'emblée manifesté son hostilité à Trotsky et sa détermination de remettre en cause sa présence au Mexique.

3. Carleton Beals avait dû, on le sait, quitter la commission après un vif incident (cf. n. 5 p. 38).

journalistes l'ont corroborée. Ces journalistes se révèlent être des partisans de Trotsky. »

Il n'y a pas un mot de vrai dans cette histoire intentionnellement informée. Les fascistes norvégiens, c'est vrai, ont tenté de s'emparer de mes archives le 5 août 1936, mais ils n'ont réussi qu'à voler une seule lettre, laquelle a été ultérieurement produite devant le tribunal norvégien et reproduite dans toute la presse. Je n'ai par conséquent pas pu faire allusion au « vol » de mes archives par les fascistes norvégiens. Pour rendre une réfutation plus difficile, M. Beals évite de préciser quelle était la question en discussion. En recourant à la méthode de l'élimination, on peut toutefois conclure qu'il s'agissait de mon allusion à la méthode, employée par le G.P.U., de punir les parents proches pour extorquer aux prisonniers de fausses dépositions. Non seulement M. Beals, mais le président de la commission, le Dr Dewey⁴, m'ont demandé des preuves. J'ai cité ma propre expérience, présenté une série de faits publiés par la presse mondiale et proposé que la commission entende une série de témoins dont j'ai donné les noms. En outre, j'ai présenté le lendemain un rapport sur le décret soviétique de 1934 qui rend dans certains cas légale l'arrestation des parents de l'accusé. De quelle « déclaration notariée » et de quels « journalistes » M. Beals parle-t-il ? Peut-être s'expliquera-t-il là-dessus devant la commission ?

2. « Je m'enquiers des archives de Trotsky. Il hésite et tergiverse, refusant de dire où elles se trouvent. En tout cas, ces archives ne se trouvent pas à Mexico : presque tous les documents qu'il a sont des copies certifiées conformes. » Tout, dans ce récit, est faux aussi.

(a) J'ai déclaré dès le début que je mettais toutes mes archives à la disposition de la commission. Sans attendre les questions de M. Beals, j'ai demandé que la commission m'accorde le droit de ne pas révéler en séance publique l'emplacement de mes archives. A cet égard, je me suis référé au fait que, le 7 novembre 1936, des agents du G.P.U. m'ont volé 85 kgs de mes documents à Paris. J'ai mis les documents essentiels concernant ce vol à la disposition de la commission (il est remarquable que M. Beals qui, à plusieurs reprises, parle en termes ironiques,

4. John Dewey (1859-1952), célèbre philosophe et pédagogue américain, un des porte-drapeau de la pensée des « libéraux » américains, avait fait partie du comité de défense, puis accepté de présider la commission d'enquête et les travaux de sa sous-commission à Coyoacán.

de ma « haine » contre le G.P.U., s'abstienne de rappeler le vol de mes archives). J'ai fait allusion devant la commission au fait que le G.P.U. essaie, par des journalistes bien disposés, de connaître l'emplacement de mes archives. La commission a unanimement jugé superflu de divulguer leur emplacement en séance publique. Que veut de plus M. Beals ?

(b) L'affirmation que « presque tous les documents » qui se trouvent en ma possession ne seraient que des « copies certifiées conformes » est absolument fausse. De manière générale, mes archives se composent de lettres que j'ai reçues et des copies de mes réponses. Les lettres sont naturellement des originaux. Les copies de mes réponses — il y en a des milliers — ne sont, bien entendu, pas certifiées conformes. Je n'ai jamais entendu dire qu'on fasse certifier conforme des copies de ses propres lettres. Cependant il n'est pas difficile de vérifier l'authenticité de ces copies, puisque la plupart des destinataires ont conservé les originaux. En outre, la continuité et la logique interne d'une correspondance constituent un critère sérieux de son authenticité ou de sa fausseté. La vérification des documents constitue précisément l'une des tâches de la commission.

J'ai présenté plusieurs dizaines d'*affidavit*, qui sont notariés. Ils seront en outre vérifiés par un examen direct des témoins devant la commission d'enquête à New York ou les organismes correspondants en Europe.

Les documents placés jusqu'à maintenant à la disposition de la commission sont soit des originaux, soit des photocopies. Les seuls que je n'aie pas fait certifier sont ceux dont l'authenticité ne peut être mise en doute, puisqu'ils ont été imprimés à de nombreuses reprises et n'ont jamais été contestés par personne. J'ajoute que, pas une seule fois, M. Beals n'a exprimé de doutes au sujet des documents que je présentais. Peut-être consentira-t-il à se donner la peine d'indiquer à la commission quels sont exactement les documents dont il conteste l'authenticité.

3. En ce qui concerne les commissions d'enquête qui travaillent en Europe sous les directives de New York, M. Beals écrit : « Je n'ai pu découvrir comment ces commissions ont été créées en Europe, ni qui en était membre. Je suppose (!) que ce doit être des membres des partis trotskystes. »

Voici les personnes qui appartiennent à la commission de Paris : *Delépine*, président de l'association des avocats socialistes et membre du comité central du parti socialiste français S.F.I.O., *Modigliani*, avocat, membre du comité central du parti socialiste italien et du comité exécutif de la II^e Internationale, *M^{me} César*

Chabrun, qui dirige le comité pour l'aide aux prisonniers politiques, *Mathé*, ancien secrétaire du syndicat national des employés des P.T.T., *Galtier-Boissière*, écrivain, directeur de la revue radicale bien connue *Le Crapouillot*⁵. Les membres de cette commission, en tant que personnalités politiques, ont toujours été pour moi des adversaires implacables et le demeurent. Je n'ai jamais eu et je n'ai aucune relation personnelle avec aucun d'eux. La « supposition » de M. Beals que les membres des commissions européennes seraient des trotskystes ne correspond donc pas aux faits, mais à la mission spéciale que remplit M. Beals lui-même.

4. « Trotsky a exposé avec véhémence (!) la persécution contre sa famille, dont tous les membres avaient, semble-t-il (?), une activité politique clandestine ; il raconta comment sa sœur s'était suicidée à Paris parce qu'elle avait été privée de la nationalité soviétique. »

Là non plus, pas un mot de vrai. Ce n'est pas ma sœur qui s'est suicidée, mais ma fille, pas à Paris, mais à Berlin⁶. Sur quoi M. Beals base-t-il son affirmation qu'elle avait « une activité politique clandestine » ? En réalité, les autorités soviétiques lui ont permis de partir en janvier 1931 pour pouvoir recevoir des soins médicaux, du fait qu'elle était gravement malade : elle vint à l'étranger avec un double pneumothorax. Pendant plusieurs mois, elle quitta à peine son lit. Néanmoins, elle fut privée en même temps que moi de sa citoyenneté et arrachée ainsi à son mari et ses enfants restés en Russie. Même dans ce cas très simple, M. Beals, on le voit, préfère tout confondre et falsifier. Mais il n'oublie pas de blanchir le G.P.U. en faisant allusion de façon mensongère à « une activité politique clandestine ». Pire encore, M. Beals étend ses insinuations sommaires à *tous* les

5. Maurice *Delépine* (1883-1960), élément important de la tendance pacifiste pendant la guerre, était le plus éminent des avocats socialistes, « le plus réputé et le plus honoré » écrit G. Rosenthal, et collaborateur du *Populaire*. Giuseppe *Modigliani* (1872-1947), également avocat (il avait été l'avocat de la partie civile contre les assassins de Matteotti) avait été l'un des fondateurs du P.S.I. et dirigeant de son aile réformiste. Il vivait en France depuis 1936. Marthe *Chabrun* (1888-1973) était veuve d'un ancien ministre. Jean *Galtier-Boissière* (1891-1966) avait fondé sa revue comme « revue des tranchées ». Jean *Mathé* (1896-1973) appartenait à l'aile pacifiste de la C.G.T. ; dirigeant postier, il avait été révoqué en 1935 par le gouvernement Pierre Laval.

6. Zinaïda L. *Bronstein* (1901-1933) était la fille aînée de Trotsky et d'Aleksandra Sokolovskaïa, qui s'étaient mariés en prison. Elle était elle-même mariée à un enseignant, militant de l'Opposition de gauche, Platon I. Volkov, à l'époque déporté depuis 1928.

membres de ma famille donc également à mon fils Sergéi Sedov⁷, arrêté sous l'inculpation d'avoir « préparé l'empoisonnement en masse d'ouvriers ». J'ai catégoriquement affirmé lors des séances de la commission que mon fils cadet s'était toujours tenu à l'écart de la politique. Du fait de la position qui était la mienne en U.R.S.S., ce fait était bien connu dans les cercles de la bureaucratie. Sur quoi repose l'affirmation contraire de M. Beals ? Sur ceci seulement : ses efforts pour confondre une enquête sérieuse et pour venir au secours des bourreaux moscovites.

5. « J'avais décidé, écrit M. Beals, d'entrer en scène avec une série de questions pour démontrer les relations secrètes (!) de Trotsky avec la IV^e Internationale et ses contacts clandestins avec différents groupes en Italie, en Allemagne et en Union soviétique. »

Pendant les procès de Moscou, j'ai été accusé d'avoir entretenu des rapports secrets avec le gouvernement allemand. Or M. Beals m'accuse d'avoir des relations clandestines avec les sections de la IV^e Internationale, dont la section allemande. De deux choses l'une ! Ma liaison avec la IV^e Internationale n'est absolument pas « secrète ». J'en parle ouvertement dans mes livres et mes articles. Peut-être M. Beals expliquera-t-il à la commission lequel de mes crimes il prétendait démasquer, mon alliance avec le fascisme ou mon alliance avec les ouvriers révolutionnaires — contre le fascisme.

6. « Pour étayer ces questions, je me suis senti obligé de clarifier les relations antérieures de Trotsky avec les groupes révolutionnaires étrangers lorsqu'il faisait partie de l'Etat soviétique. Je l'ai interrogé sur les activités secrètes de Borodine⁸ au Mexique en 1919-1920. Le résultat fut une explosion de violence. Trotsky stigmatisa mes informateurs comme des menteurs et perdit son sang-froid. Je dit à Trotsky que, parmi mes informateurs, il y avait Borodine en personne. »

Lors de cet incident, M. Beals ne s'est pas conduit comme un membre de la commission d'enquête, mais comme un témoin à charge. Et cette capacité de témoin inattendu, il a déclaré que j'aurais personnellement envoyé Borodine au Mexique en 1919-

7. Sergéi L. Sedov (1908-1938) était le second fils de Trotsky et de Natalia I. Sedova. Apolitique, il n'avait pas voulu suivre ses parents en exil. Il avait été déporté en 1935 et venait d'être arrêté sur son lieu de déportation.

8. Mikhaïl M. Grusenber, dit *Borodine* (1884-1951) militant du Bund, avait émigré aux Etats-Unis et était rentré en Russie en 1918. C'est en 1919 que, sous le nom de *Brantwein*, il avait été envoyé au Mexique où il œuvra, avec l'Indien M. N. Roy, à la fondation du P.C. de ce pays.

1920 et que moi, personnellement, en opposition aux autres membres du gouvernement, qui souhaitaient alors se consacrer à la « construction économique », j'avais essayé de fomenter la révolution dans d'autres pays. J'ai répondu à M. Beals que je n'avais jamais eu affaire à Borodine, que je ne le connaissais que par sa funeste activité ultérieure en Chine, que j'avais dénoncé sa politique dans des déclarations publiques. Je n'avais jamais entendu dire auparavant que Borodine ait été au Mexique en 1919-1929⁹. Je ne me suis jamais occupé des affaires mexicaines. L'envoi d'agents dans d'autres pays était exclusivement du ressort du Comintern. Il ne saurait être question d'une éventualité dans laquelle j'aurais envoyé où que ce soit des agents pour exécuter ma ligne *personnelle*. Je n'avais pas plus le pouvoir d'envoyer Borodine au Mexique que Zinoviev¹⁰), alors président du Comintern, celui de le nommer chef d'armée. Aucun homme qui, comme Borodine, connaît quelque peu le régime interne du parti bolchevique, ne raconterait semblables histoires à M. Beals. Enfin il n'y avait pas, en 1919-1920, trace d'une divergence au sein du parti sur la question de la révolution internationale et du « socialisme dans un seul pays ». Borodine ne pouvait prévoir en 1919 les divergences qui n'ont surgi pour la première fois qu'à l'automne 1924, c'est-à-dire cinq ans plus tard. Borodine n'a pu raconter à M. Beals ce que le témoin Beals a dit lors des sessions de la commission.

Et voilà le champion de la vérité objective ! En quelques pages, il m'a attribué des références au vol de mes archives par les fascistes norvégiens, bien qu'ils n'aient pas réussi à s'en emparer ; il a passé sous silence le vol d'une partie de mes archives par les agents du G.P.U., à Paris, bien que ce vol se soit effectivement produit ; il a confondu ma fille et ma sœur, Paris et Berlin ; il a attribué sans l'ombre d'une raison une « activité politique clandestine » à ma fille malade, ainsi qu'à mon fils cadet ; il a mis dans le même sac ma prétendue liaison avec le fascisme allemand et ma liaison réelle avec la section allemande de la IV^e Internationale, etc. Si M. Beals a été capable, quelques

9. Borodine avait été l'une des cibles de Trotsky dans sa polémique sur la question chinoise et l'on est en droit de supposer qu'il aurait mentionné son séjour mexicain s'il l'avait connu.

10. Grigori E. Radomylsky, dit Zinoviev (1883-1936), bras droit de Lénine en émigration, avait combattu l'insurrection en octobre 1917, puis, en 1919, pris la présidence de l'Internationale communiste. Depuis, il avait été à plusieurs reprises exclu et réintégré et avait été condamné à mort et exécuté lors du procès des seize en 1936.

semaines plus tard, de confondre et falsifier tout ce qui s'est passé avec sa participation au cours de l'enquête au mois d'avril, est-il possible d'accorder la moindre foi au compte-rendu qu'il fait des conversations qu'il prétend avoir eues avec Borodine, il y a dix-sept ans, ou avec d'autres témoins *dont il ne donne pas les noms* ? Quand j'ai dit que l'informateur de M. Beals était un menteur, ce n'était qu'une manière polie d'exprimer que c'était M. Beals lui-même qui s'écartait de la vérité. Ou peut-être acceptera-t-il de confirmer son témoignage devant la commission ?

7. Pour prouver son indépendance à l'égard de Moscou, M. Beals écrit : « Des mois auparavant, j'avais télégraphié au président Cárdenas¹¹ pour lui demander d'accorder asile à Trotsky au Mexique. » Nous venions juste d'apprendre de Beals que je me consacrais, dès 1919, à une activité secrète au Mexique, que M. Beals considère comme tellement criminelle qu'il se hâte de la démasquer... dix-sept ans plus tard. On doit se poser la question : de quel droit M. Beals a-t-il importuné le président Cárdenas avec son télégramme ? Il s'avère que M. Beals *a dissimulé* au gouvernement mexicain l'information qu'il avait prétendument reçue de Borodine et il a égaré le gouvernement mexicain en lui demandant de m'accorder le droit d'asile. M. Beals se transforme en partenaire conscient de mon activité criminelle. Peut-être cependant viendra-t-il en qualité de témoin expliquer ces actions qui sont les siennes, devant la commission ? C'est un devoir immédiat à l'égard de l'opinion publique du Mexique.

J'interromps ici la chaîne des affirmations erronées, des erreurs et des faux de M. Beals. Quand les procès-verbaux paraîtront, ils démontreront avec quelle malveillante prudence M. Beals, dans son article, a évité toutes les questions qui sont d'une importance décisive pour une appréciation des procès de Moscou (surtout et avant tout *la réfutation par des documents des déclarations* d'Olberg, Holzman, Vladimir Romm et Piatakov¹²).

11. Lázaro Cárdenas (1895-1970), combattant de la révolution mexicaine, métis indien, général en 1924, fut élu président de la république en 1934. Il gouvernait à gauche, s'appuyant sur les syndicats d'ouvriers et les organisations paysannes qu'il contrôlait. Il avait pris personnellement la décision d'accueillir Trotsky.

12. Valentin P. Olberg (1907-1936) était l'un des condamnés du procès des seize que Trotsky, du fait de la complaisance de ses aveux, prenait pour un instrument du G.P.U. Il avait appartenu autrefois à l'Opposition de gauche. Eduard S. Holzman (1882-1936), fonctionnaire de l'économie autrefois lié à l'Opposition et proche d'I. N. Smirnov, avait servi d'intermédiaire en 1932 entre

Ce seul fait montre clairement les intérêts que sert M. Beals. Mais peut-être M. Beals est-il démasqué plus encore par la duplicité de sa méthode, démontrée plus haut : d'un côté, il essaie (indirectement, de façon peureuse, par des insinuations) de soutenir les accusations de Moscou sur mon « alliance » avec le fascisme dans la lutte contre la révolution, le socialisme et la démocratie. De l'autre, il s'emploie, comme Kluckhohn¹³, le correspondant au Mexique du *New York Times*, à semer dans certains milieux l'idée que j'interviens dans la vie intérieure du Mexique et des Etats-Unis afin d'y provoquer la révolution. Ces accusations contradictoires s'inspirent d'un seul et même intérêt, celui de la bureaucratie de Moscou. L'accusation d'alliance avec le fascisme a pour objectif de me compromettre aux yeux des masses ouvrières. Mais pour que cette opération réussisse, il faut me priver du droit d'asile. Il faut que je sois emprisonné comme ils étaient arrivés à l'obtenir en Norvège. Dans ce but, il faut faire peur aux gouvernements intéressés avec mon « activité révolutionnaire secrète ». Je ne dis pas que M. Beals, ancien correspondant de Tass, est également maintenant un agent payé par Moscou. Je puis admettre qu'il est un instrument demi-conscient entre les mains du G.P.U. Mais cela ne change rien. Il applique les mêmes méthodes que les agents professionnels du G.P.U. Il n'y ajoute, en ce qui le concerne, qu'une certaine dose de confusion indifférente.

Peut-être la commission d'enquête estimera-t-elle possible a) de convoquer M. Beals en qualité de témoin, b) de lui proposer de formuler maintenant clairement et précisément les questions que la commission l'aurait prétendument empêché de formuler ou auxquelles je n'ai prétendument donné aucune réponse ou des réponses « non satisfaisantes », c) de lui proposer de poser toutes les questions supplémentaires qu'il désire.

Pour ma part, je suis tout à fait prêt à répondre à toutes les

ce dernier et Sedov qu'il avait rencontré à Berlin. Au procès des seize, il avait « avoué » lui avoir rendu visite à Copenhague avec Sedov et en avoir reçu des instructions terroristes. Vladimir Romm, correspondant des *Izvestija* à Berlin, puis Washington, « témoin » à charge au procès Piatakov-Radek, avait affirmé avoir rencontré Trotsky au Bois de Boulogne. Iouri G. Piatakov (1890-1937), vieux-bolchevik, ancien de l'Opposition, bien « repenté » en 1928, avait été la vedette du procès des dix-sept en janvier 1937, et il avait notamment « avoué » s'être rendu en avion en Norvège pour y prendre des instructions de Trotsky.

13. Frank L. Kluckhohn (1907-1970), correspondant du *New York Times*, y couvrait l'Amérique latine. Il avait indisposé Trotsky dès son arrivée par des questions « orientées » et s'était beaucoup montré pendant les travaux de la commission en compagnie de Carleton Beals et du journaliste Frank Jellinek que Trotsky tenait pour un homme du G.P.U.

questions, quelle que soit leur source ou ceux qui les posent, sans bien entendu exclure M. Beals, à une seule condition, que ces questions me soient présentées par l'intermédiaire de la commission d'enquête.

[LA QUESTION DU SABOTAGE]¹

(21 mai 1937)

Cher Camarade Vanzler,

Je vous ai déjà envoyé d'importants documents concernant la question du sabotage, surtout les documents de l'ingénieur danois Windfeld-Hansen². Pendant ma brève absence d'ici, un certain nombre de documents de la même source vous ont été envoyés à une adresse spéciale. Aujourd'hui, nous expédions à cette même adresse un journal du même W[indfeld]-Hansen ainsi que d'autres documents. Je suis certain qu'on vous a envoyé non seulement les originaux, mais aussi certaines copies. Ce n'est pas si mal en soi, mais vous devez réunir entre vos mains tous les documents concernant le sabotage et garder à l'esprit que vous n'avez pas seulement les originaux mais aussi les copies.

J'ai peur que la diversité des adresses puisse produire certaines difficultés et j'espère que vous ferez personnellement tout pour les éviter. Ce serait bien d'écrire aux camarades danois et aussi à W[indfeld]-Hansen lui-même, une lettre de remerciements et de profonde considération pour le travail qu'ils ont réalisé pour l'enquête.

1. Lettre à J. Vanzler (10902), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. L'ingénieur chimiste danois Ivar *Windfeld-Hansen* avait travaillé en U.R.S.S. de 1932 à 1934. Au cours du procès de janvier, l'accusé Hrasche, en le nommant « Wienfeld », l'avait mis en cause en tant que « saboteur trotskyste ». Windfeld-Hansen, contacté par Walter Held, avait rédigé un important document de réponse à ces accusations et donné une intéressante interview au journal *Politiken* (29 janvier 1937).

L'ENQUÊTE EN GRANDE-BRETAGNE¹

(21 mai 1937)

Cher Camarade Sumner²,

Je vous suis très reconnaissant pour votre lettre amicale et très riche d'informations. Je peux très bien comprendre les obstacles qu'il vous faut surmonter, mais il ne fait aucun doute que chaque mois qui passe verra la situation changer en notre faveur. La seule difficulté était de *commencer* l'enquête ; maintenant la vérité se révélera presque aussi automatiquement qu'une force naturelle. Tous ces messieurs et dames, y compris ces vieilles femmes politiques, comme Brailsford³ et Fenner Brockway, s'apercevront bientôt que le sol croule sous leurs pas et s'efforceront alors de rejoindre le camp de la vérité pour éviter d'être définitivement compromis. Nous pouvons prédire ouvertement et avec une totale assurance notre victoire sur les maîtres en imposture et leurs agents de première et seconde classe. Le tournant qui est en train de se produire aujourd'hui influencera certainement de façon favorable votre situation en Angleterre.

Je vous prie de transmettre mes respectueuses salutations à votre mère et mes meilleurs souhaits à tous nos amis en Angleterre.

1. Lettre à C. Sumner (10551), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Hilary *Sumner Boyd*, dit Charles *Sumner* (1911-1976) était né à Boston. Son grand-père était le célèbre abolitionniste Charles Sumner et son père, Fred, le secrétaire et ami personnel de John Reed. Il avait été recruté à Oxford par Hugo Dewar et était le secrétaire du comité britannique de défense.

3. Henry Noel *Brailsford* (1873-1958), fils de pasteur méthodiste, avait joué un rôle dans le courant pacifiste et dirigé *The New Leader* de 1922 à 1926. Il avait la position de Brockway sur les procès.

[L'ENQUÊTE PROGRESSE]¹

(21 mai 1937)

Cher Ami²,

C'est avec une grande satisfaction que nous avons tous reçu ici les documents de Copenhague³. Les documents Windfeld-Hansen sont vraiment très importants pour l'enquête. Comme vous le savez peut-être déjà, j'ai proposé la mise en place d'une sous-commission spéciale sur le sabotage, qui serait composée de techniciens et particulièrement d'ingénieurs. J'espère que cette affaire aboutira et que les documents W[indfeld-] H[ansen] seront soumis à une étude minutieuse. J'attends avec intérêt et impatience les documents de l'ingénieur Küster⁴.

Que vous éditiez un journal en Norvège et que vous publiiez mon discours de l'hippodrome⁵, cela nous réjouit fort, de même que l'activité des amis danois.

Je voulais vous faire part d'un petit épisode qui ne sera peut-être pas sans intérêt pour nos amis. Comme vous le savez peut-être, nous nous trouvions sur l'océan lors du Nouvel An. Le seul télégramme de vœux qui parvint au bateau était destiné au

1. Lettre à W. Held (8517), traduite de l'allemand, avec la permission de la Houghton Library.

2. Walter *Held* était le pseudonyme de Heinz *Epe* (1910-1942), militant allemand qui était émigré en 1933 et séjourné en Tchécoslovaquie puis en Hollande avant de se fixer en Norvège. Lui et sa compagne, Synnøve Rosendahl Jensen, avaient été précieux aux Trotsky pendant le séjour norvégien.

3. Trotsky s'était impatienté de ne pas recevoir de Copenhague bien des éléments dont il avait besoin pour la commission d'enquête.

4. A la demande d'Ivar Windfeld-Hansen (cf. n. 2, p. 53), l'ingénieur Küster avait rédigé en 1932 un rapport scientifique très critique concernant les constructions d'usines de produits chimiques.

5. Held et ses jeunes camarades norvégiens se préparaient à lancer le petit journal *Oktober* et éditer un livre sur les procès de Moscou et l'internement de Trotsky.

policier fasciste Jonas Lie⁶ et était signé du ministre de la justice Trygve Lie⁷ ainsi que du chef de la police Askvig⁸. Jonas Lie, qui veillait à ce que je ne puisse utiliser la radio du bord, me fit part avec une intense satisfaction du radiogramme émanant du ministre « socialiste » de la justice.

L'enquête progresse et je considère l'avenir avec optimisme. Maintenant la vérité va s'imposer avec une force quasi automatique. Les petits malins qui aujourd'hui s'esquivent et se dérobent, nous assureront dans les prochains mois d'un ton pathétique qu'en fait ils ont toujours été d'avis que les procès de Moscou étaient une farce sanglante, etc. Nous pouvons aller de l'avant avec la plus grande confiance et sans épargner qui que ce soit.

Natalia a reçu avec une grande joie la lettre de Synnøve. Les informations qu'elle contenait nous ont bien rassurés. Evidemment, le journal allemand nous fait cruellement défaut (9). Aujourd'hui précisément il serait de la plus grande importance, non seulement nationalement, mais aussi au plan international.

J'espère que Synnøve et vous-même allez bien, ou au moins pas trop mal.

6. Jonas Lie (1899-1945) était à la fois l'adjoint du chef de la police et un membre actif de l'organisation nazie norvégienne. Il escortait personnellement Trotsky.

7. Trygve Halvdan Lie (1895-1968), avocat socialiste, était le ministre de la justice du gouvernement socialiste norvégien. Son télégramme de vœux au policier nazi a d'autant plus de sel qu'il sera lui-même, plus tard, secrétaire général de l'O.N.U. avec l'aval du gouvernement soviétique. Jonas Lie, lui, fut ministre de la justice dans le gouvernement Quisling installé par l'occupant allemand, puis chef de la S.S. norvégienne.

8. Carl Bernhard Askvig (1885-194?) était le chef de la police norvégienne, lui aussi très proche du mouvement nazi de Quisling.

9. La section allemande en exil, I.K.D. était alors en pleine crise et n'avait plus la force de publier son bulletin *Unser Wort*. Cette phrase est un appel à l'initiative de Held.

[TOUT VA BIEN]¹

(21 mai 1937)

Chère Mademoiselle LaFollette,

En réponse à votre lettre du 18 mai :

1. D'après vos deux lettres à Frankel, je peux voir le soin avec lequel vous lisez le rapport et j'en suis très heureux. Aujourd'hui, avec l'aide de Frankel et Wolfe, je vais essayer de dissiper tous les malentendus dans le compte rendu sténographique.

2. Votre projet de procédure me semble adéquat. La seule chose qui ne soit pas claire est le rapport entre les points 3 et 4 qui concernent tous deux le sabotage. Une certaine précision est nécessaire pour éviter la répétition.

Ne croyez-vous pas que les questions du terrorisme et de l'alliance avec Hitler et le Mikado devraient faire l'objet d'une analyse spéciale, comme la question du sabotage ?

3. Je suis très heureux du succès du meeting au temple de La Mecque. Nous avons tous lu avec une grande satisfaction ici les discours qui y ont été prononcés et surtout la remarquable adresse du Dr Dewey. Votre exécution de Beals, de même que les coups implacables portés par M. Stolberg aux adversaires de l'enquête, particulièrement les bigots, auront un effet durable.

Hier j'ai envoyé à la commission, à vos bons soins, un document sur l'article Beals. Nous attendons la réponse de la commission sur sa remise à la presse.

1. Lettre à S. LaFollette (8744), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

AU CONGRÈS NATIONAL DE LA J.S.R. DE FRANCE¹

(22 mai 1937)

Chers Camarades²,

Votre congrès, en dépit de la modestie des dimensions de votre organisation, a une énorme importance politique. Les charlatans parlementaires, les carriéristes de la bureaucratie, les philistins et les eunuques ne peuvent le comprendre — car vous et vous seuls représentez l'avenir révolutionnaire du mouvement ouvrier français.

Une organisation politique qui est toujours en désaccord avec sa jeunesse est vouée à sa perte. Telle est la perspective du parti socialiste français. Il est profondément imprégné de mensonges. Marceau Pivert ne se distingue de Zyromski et de Léon Blum³ que par une façon différente de mentir. En 1934, ces messieurs ont élaboré un programme dans lequel ils proclamaient que leur tâche était de « briser l'appareil d'Etat bourgeois ». En réalité, ils s'efforcent de briser la colonne vertébrale du prolétariat français dans le but d'affermir l'Etat bourgeois. Rien

1. Adresse (T 4152-1) au 2^e congrès de la J.S.R., traduction française faite à Coyoacán et revue, *Révolution*, 15 juillet 1937.

2. La Jeunesse socialiste révolutionnaire était née en janvier 1936 autour des militants de l'ancienne Entente des J.S. de la Seine dont les dirigeants avaient été exclus en juin 1935.

3. Marceau *Pivert* (1895-1958), professeur, dirigeant de la Fédération de la Seine de la S.F.I.O. et animateur de la Bataille socialiste, avait été proche des trotskystes en 1934-35, mais avait désapprouvé leur refus de faire des concessions pour rester à la S.F.I.O. Il était le principal dirigeant de la Gauche révolutionnaire qu'il avait fondée en septembre 1935 et venait d'être dissoute. Jean *Zyromski* (1890-1975), longtemps associé politique de Pivert, s'était séparé de lui en mai 1935 pour rejoindre les positions « antifascistes » du P.C. et se faire l'avocat du Front populaire ; il avait gardé la direction de la tendance de La Bataille socialiste. Léon *Blum* (1872-1950), dirigeant de la S.F.I.O. depuis la scission de Tours, était chef du gouvernement depuis la victoire électorale du Front populaire.

d'étonnant, dans ces conditions, que le parti socialiste, qui se targue d'un régime de démocratie interne, soit en fait obligé de se séparer systématiquement des éléments révolutionnaires de la jeunesse, qui reflètent les espoirs, les aspirations et l'impatience d'une nouvelle génération de la classe ouvrière.

Sous ce rapport, les choses ne vont pas mieux avec le soi-disant parti « communiste ». Il est difficile de trouver dans l'histoire du mouvement ouvrier un autre exemple de dégénérescence aussi rapide et aussi effroyable ! « Notre parti a maintenant atteint sa maturité ! » déclarait, il n'y a pas si longtemps, M. Thorez⁴, digne représentant de cette maturité politique qui ressemble comme deux gouttes d'eau à la putréfaction. Le parti « communiste » représente un édifice de plusieurs étages. En haut, la bureaucratie « mûre », c'est-à-dire complètement pourrie, sans principes, sans honneur ni conscience. Au-dessous, la couche des intellectuels, de la petite bourgeoisie, des fonctionnaires semi-idéalistes semi-carriéristes, comme les Romain Rolland, Malraux⁵ et consorts. Ces messieurs veulent avoir le titre de révolutionnaires sans rompre avec leur bourgeoisie : ils veulent être considérés comme des internationalistes tout en conservant leur fidélité à leur impérialisme national. L'Internationale communiste leur assure tout cela, avec une prime, bien souvent. Puis viennent les masses ouvrières qui continuent à se regrouper autour du parti communiste en vertu de l'inertie historique. Il y a assurément parmi elles des combattants sincères et courageux, surtout dans la jeunesse. C'est dans cette direction qu'il vous faut diriger toute votre attention !

Le parti « communiste » dispose de ressources extrêmement importantes pour bernier, duper ses propres membres et les tenir en bride. Cependant, dans les circonstances actuelles, elles ne dureront pas longtemps. La contradiction entre le programme et l'activité pratique, la contradiction entre les ordres de la bureaucratie soviétique et les intérêts du prolétariat français ont un caractère trop brûlant et trop profond pour que Messieurs les

4. Maurice Thorez (1900-1964) était en 1937 le secrétaire général du P.C. qui construisait autour de lui l'auréole du « fils du peuple ».

5. Romain Rolland (1866-1944), écrivain et romancier, avait pris pendant la guerre une position pacifiste, puis s'était montré hostile à la révolution russe. Au cours des années trente, il était devenu « compagnon de route » et avait approuvé en 1936 les procès de Moscou. André Malraux (1903-1976), romancier, prix Goncourt avec *La Condition humaine*, avait combattu pour le droit d'asile de Trotsky en 1934. Mais il venait d'accuser ce dernier de faire des procès de Moscou « une question personnelle ».

Thorez, les Vaillant-Couturier, les Duclos⁶ et autres charlatans puissent longtemps maintenir l'équilibre de l'édifice à trois étages de leur parti. On peut prédire d'avance que sa désagrégation commencera par la jeunesse. C'est ici que vous attend une riche moisson.

L'idée, si elle répond aux exigences du développement historique, est plus puissante que la plus puissante *organisation*. Ces messieurs — les pseudo-socialistes comme les pseudo-communistes — ont de grandes organisations, héritées du passé, mais ils n'ont pas d'idées. Leur programme est une fiction, ils vivent de diplomatie et d'équivoque, ils sèment le mensonge et les illusions.

Votre organisation est faible. Mais vous avez une idée. Votre programme répond au caractère de notre époque. Il exprime correctement les intérêts historiques fondamentaux du prolétariat. Tous les grands événements confirment votre programme. C'est par la *critique* impitoyable, la *propagande* constante, l'*agitation* hardie, que vous détruirez les vieilles organisations, pourries du dedans, qui sont devenues les principaux obstacles sur la voie du mouvement révolutionnaire. Voilà pourquoi, chers camarades, votre petit congrès revêt une si grande importance. Vous devez vous pénétrer complètement de la conscience de la grande mission que l'histoire a placée sur vos jeunes épaules.

Les pseudo-socialistes vous excluent, les pseudo-communistes vous soumettent à une répression malhonnête. La clique bonapartiste de Moscou organise, contre vos camarades d'idées, des persécutions sans précédent dans l'histoire, les couvrant de monstrueuses impostures judiciaires. Au premier abord, il existe une évidente disproportion entre les modestes dimensions de votre organisation, comme en général de toutes les sections de la IV^e Internationale, et l'ampleur gigantesque des persécutions, de la répression et de la calomnie. Mais cette contradiction n'est qu'apparente. La bureaucratie parasitaire possède un instinct de conservation puissant et se rend compte clairement du danger

6. Paul *Vaillant-Couturier* (1892-1937) avait représenté la génération des jeunes anciens combattants venus au communisme à travers la dure expérience de la guerre. Avocat et écrivain, il était alors membre du C.C. et rédacteur à *L'Humanité*, mais plus figure de proue que dirigeant. Jacques *Duclos* (1896-1975), également ancien combattant, était entré au C.C. en 1926, au bureau politique et au secrétariat en 1931, après des années au service de l'I.C. Il était le principal lieutenant de Thorez en France et Trotsky l'accusait d'être depuis longtemps un agent du G.P.U.

que représente pour elle votre petite avant-garde, unie par un programme scientifique, soudée par une solidarité interne et capable des plus grands sacrifices. Vous projetez votre ombre devant vous, dans l'avenir, et cette ombre, dès maintenant, est dix fois, cent fois plus grande que votre organisation. Les persécutions et les calomnies des ennemis vous donnent la trempe nécessaire et vous préparent aux grandes tâches et aux grandes épreuves qui sont devant vous.

L'exemple de l'Espagne montre quel inépuisable réservoir d'héroïsme et de dévouement se cache dans le prolétariat. En six ans de révolution⁷, les ouvriers espagnols auraient pu assurer non pas une, mais six victoires. Il leur manquait un parti qui aurait pu utiliser leur héroïsme et répondre aux exigences objectives de l'histoire. D'où : de défaite en défaite. Mais il faut apprendre la leçon de ces défaites. Nous voyons en Espagne comment les chefs anarchistes, qui ne comprennent pas l'idée de la dictature du prolétariat, s'avèrent, au moment critique, n'être rien d'autre que des libéraux exaltés. Nous voyons d'autre part, dans le P.O.U.M., le centrisme de gauche en pratique, en action. Le centrisme est une tendance intermédiaire entre réforme et révolution. Mais une situation révolutionnaire n'admet pas de position intermédiaire. D'où la fin tragique et pitoyable du P.O.U.M.⁸. Par ses paroles, ses formules, ses articles, il a attisé la passion révolutionnaire des masses. Par son indécision, son équivoque, ses hésitations, son manque de programme clair, il s'est lui-même privé de la possibilité de donner aux masses la ferme direction révolutionnaire sans laquelle la victoire est impossible.

Il s'est trouvé dans nos propres rangs un certain nombre de révolutionnaires hésitants et sentimentaux qui, par sympathie pour la révolution espagnole, étaient prêts à fermer les yeux sur les fautes tragiques et criminelles de sa direction⁹. Rappelons-le fermement, camarades : ce n'est pas notre politique. Nous sommes tenus de dire ouvertement ce qui est et d'appeler un chat un chat. La classe ouvrière a besoin de toute la vérité, aussi triste qu'elle soit.

7. La République avait été proclamée en Espagne le 14 avril 1931.

8. Trotsky anticipe : le P.O.U.M. est toujours légal, a ses locaux, son appareil, ses milices, sa presse. Mais il n'en a effectivement plus pour longtemps au lendemain de la défaite des journées de mai.

9. Trotsky vise ici Vereeken, Sneevliet, Victor Serge. A cette époque, un ancien dirigeant de l'Entente des J.S. de la Seine, Robert Bressler (1916-1981) quittait P.O.I. et J.S.R. parce qu'il désapprouvait leurs critiques du P.O.U.M.

J'ai confiance que le congrès de votre organisation se tiendra sous le signe de la foi en son avenir et en même temps de la critique impitoyable de tous les défauts et de toutes les faiblesses de son présent. Ce dont les organisations révolutionnaires de France ont le plus souvent manqué, c'est d'attention pour les détails, d'un esprit systématique, d'une organisation bien réglée, à commencer par des comptes financiers exacts et une correction attentive des publications. La grande qualité de la classe ouvrière française est son esprit d'initiative et d'improvisation, qui s'est plus d'une fois dans l'histoire manifesté avec éclat. Il faut donner à ce prolétariat un programme scientifique, élaboré avec sérieux, et une organisation de combat stricte et prête à tout.

Les faibles diront peut-être que c'est difficile. Evidemment c'est difficile ! L'émancipation socialiste du prolétariat est de façon générale chose difficile. Mais, que je sache, il n'y a pas de faibles parmi nous. Par cette lettre, je m'adresse à des révolutionnaires courageux et audacieux, prêts à aller jusqu'au bout. Hors de la IV^e Internationale, il n'est pas de victoire historique. Allez sans hésiter dans cette voie. La victoire vous est assurée.

[LE DANGER DE L'ADAPTATION]¹

(25 mai 1937)

Chers Camarades²,

Je dois dire que l'attitude de nos camarades m'inspire pour l'avenir la plus grande anxiété. Il ne s'agit pas de divergences particulières ou de problèmes concrets, aussi importants soient-ils, mais l'ensemble de la ligne de nos camarades me semble être une ligne opportuniste. Je comprends qu'une certaine adaptation formelle, une certaine diplomatie, étaient inévitables, mais je dois dire que la quantité s'est largement transformée en « qualité ». Toute la ligne n'est rien d'autre qu'une adaptation « critique » au centrisme. Je dois citer deux documents récents : a) La lettre privée de « Max » sur le congrès, b) l'article de Shachtman « Vers un parti socialiste révolutionnaire »³ Le titre

1. Lettre à Cannon et Shachtman (7501), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. James P. Cannon (1890-1974), ancien des I.W.W. et du S.P., avait été l'un des fondateurs, puis des dirigeants du P.C. jusqu'à son exclusion en 1928. Chef de file de l'Opposition de gauche, puis de la C.L.A. et du W.P.U.S., il était alors membre du S.P. et dirigeait le travail de la fraction trotskyste en Californie. Max Shachtman (1903-1972), bien que plus jeune, avait suivi le même itinéraire, passant toutefois par la direction des jeunes. Il dirigeait la fraction à New York.

3. Le congrès extraordinaire du Socialist Party s'était tenu à Chicago dans la dernière semaine de mars 1937. La « lettre de Max » est un compte rendu adressé par Shachtman à « cher Bill » en date du 9 avril (Papiers d'exil, 15431). Le congrès avait entre autres décidé la disparition des organes de tendance — donc de *Socialist Appeal* — et consacré la main-mise de Clarity sur un comité national dont les trotskystes étaient exclus. Dans l'article mentionné ci-dessus (« Towards a Revolutionary Socialist Party » *American Socialist Monthly*, VI, mai 1937, pp. 13-18), Shachtman avait affirmé que le congrès avait été un pas « vers la transformation du S.P. en « instrument révolutionnaire de la lutte de classes ». Il semble que Cannon avait encouragé la politique de Shachtman et même déterminé la tactique au congrès comme l'indique sa lettre du 3 février 1937 et comme l'en accusera Burnham dans une lettre privée du 15 juin (Papiers d'exil, 13821).

de cet article à lui seul est caractéristique d'une perspective fautive. Il me semble établi par les développements, y compris le dernier congrès, que le parti n'évolue pas vers un « parti révolutionnaire », mais vers une sorte d'I.L.P.⁴, c'est-à-dire un misérable avorton centriste sans aucune perspective.

L'affirmation selon laquelle le parti socialiste américain est maintenant « plus proche de la position du marxisme révolutionnaire qu'aucun parti de la II^e et de la III^e Internationales » est un compliment parfaitement immérité. Le parti socialiste américain est seulement plus arriéré que les formations analogues en Europe — le P.O.U.M., l'I.L.P., le S.A.P., etc. —⁵ et c'est son arriération qui permet à ses dirigeants d'accepter certaines motions révolutionnaires sur la guerre et autres questions éloignées qui ne dictent au parti aucune responsabilité. Le parti socialiste américain a plus de liberté dans le domaine de la phraséologie révolutionnaire, et cette liberté lui donne la possibilité d'abuser quelques naïfs et de s'abuser en partie lui-même. Notre devoir consiste à démasquer cet avantage négatif de Norman Thomas⁶ et Cie et de ne pas parler de la « supériorité (de la résolution sur la guerre) sur toutes les résolutions adoptées auparavant par le parti »... C'est là une appréciation purement littéraire, parce que toute résolution doit être prise en liaison avec les événements historiques, la situation politique et ses nécessités impératives. De ce point de vue, la résolution sur la guerre fraie la voie au social-patriotisme. Pire, la réfutation du Front populaire en même temps que l'acceptation des actions du Wisconsin⁷ ne constitue pas un « progrès », mais du charlatanisme pur.

4. L'Independent Labour Party de Fenner Brockway était le pilier du bureau de Londres.

5. Le P.O.U.M. avait rejoint en 1935 le bureau de Londres auquel le S.A.P. (Sozialistische Arbeiterpartei) appartenait depuis sa création sous l'impulsion de l'I.L.P.

6. Norman Thomas (1884-1968), pasteur, candidat du S.P. aux élections à plusieurs reprises, avait négocié l'entrée des trotskystes dans son parti mais était en train de céder à la pression des partisans du Front populaire qui cherchaient à les exclure.

7. L'organisation du Wisconsin, autour de Dan Hoan, le maire de Milwaukee, incarnait traditionnellement la droite du S.P. depuis le départ de la « vieille garde ». Dans sa « lettre à Bill » du 9 avril 1937, Shachtman écrivait : « Il y avait la délégation du Wisconsin, de 20 à 25 membres, qui vote avec constance dans tout le congrès, dans le sens de la ligne stalinienne ». Il précise plus loin que cette délégation était conduite par Meta Berger, vice-présidente de la Ligue contre le fascisme et la guerre. C'est un autre délégué du Wisconsin, Andrew Biemiller (né en 1906) qui accusa de « trahison » le trotskyste Vincent R. Dunne et c'est la

L'article mentionne, de façon modérée, le fait que le congrès ne se soit prononcé ni sur les procès de Moscou, ni sur la guerre civile espagnole. Politiquement, cela signifie que ce congrès n'avait pas la moindre valeur révolutionnaire. Au contraire, il prépare le parti à entrer dans un bloc avec les staliniens. La phraséologie « révolutionnaire » ne sert qu'à remplir le vide politique, jusqu'au prochain tournant, lequel est inscrit, non dans les cerveaux des dirigeants, mais dans la logique de toute leur position.

Le développement réel a démontré *a)* que le parti est beaucoup plus faible qu'on ne le supposait ; *b)* que sa composition est mauvaise ; *c)* que, du fait de ces deux circonstances, les centristes sont conservateurs et résistants. Il est impossible de nous bercer de l'illusion de « conquérir » ce parti. L'attitude d'adaptation passive menace au contraire de nous faire perdre les membres de notre propre fraction. Je ne dirai pas que l'entrée dans le parti socialiste a constitué une erreur en elle-même, mais que la faiblesse et la mauvaise composition de ce parti n'ont donné à cette manœuvre que des possibilités très limitées, et qu'elles exigent de nous une orientation et une politique nouvelles. J'espère qu'il n'est pas trop tard pour trouver la ligne juste sans crises internes et sans dommages pour la IV^e Internationale.

Schématiquement, on peut dire que la commission d'enquête finira son travail à l'automne. Ce sera une étape très importante dans le développement de notre tendance internationale. Nous devons être prêts à reprendre notre indépendance totale à cette date. Cela signifie qu'il nous faut une perspective à court et non à long terme, en commençant non par une critique modérée mais par une attaque vigoureuse et implacable contre les larbins du Wisconsin. Les procès de Moscou et la guerre d'Espagne nous fournissent toutes les armes nécessaires au moyen desquelles nous reconquerrons notre indépendance à un niveau historique supérieur.

Je serais heureux de connaître aussi vite que possible votre opinion là-dessus.

délégation du Wisconsin qui mit son *veto* à l'entrée de trotskystes au comité national. Mais c'était Norman Thomas qui avait présenté la motion interdisant les organes de tendance.

[LE RYTHME DES TRAVAUX]¹

(25 mai 1937)

Cher ami²,

On se réjouit beaucoup ici de votre arrivée à New York, d'autant plus qu'il y a quelques semaines les nouvelles de votre santé étaient loin d'être favorables.

Inutile de vous dire que je trouve extrêmement souhaitable aussi l'accélération des travaux de la commission³ Mais, étant « partie intéressée », je ne puis intervenir ni directement ni indirectement dans cette question délicate. D'un autre côté, on ne peut pas négliger l'état de l'opinion publique, celle des organisations ouvrières y comprise : on hésite, on est mécontent, mais on se dit qu'il doit tout de même y avoir quelque chose. En somme, l'opinion publique est profondément méfiante envers les deux côtés (en tout cas avec un avantage croissant en notre faveur). Dans une telle situation, il y a un certain danger pour la commission à aller trop vite, à se détacher de l'évolution de l'opinion publique et à aboutir à la conclusion définitive avant que le monde extérieur ait eu la possibilité d'absorber le déroulement de l'investigation. Trois ou quatre étages semblent

1. Lettre à A. Rosmer (9881) en français, avec la permission de la Houghton Library.

2. Alfred Griot, dit *Rosmer* (1877-1964), syndicaliste révolutionnaire, membre du noyau internationaliste pendant la guerre et ami de Trotsky, avait été porté en 1920 à l'exécutif de l'Internationale avant même la naissance d'un P.C. en France. Il avait été exclu en 1924 pour son opposition à la « bolchevisation ». Co-fondateur de *La Vérité*, il avait été entre 1929 et 1930, date à laquelle il s'était volontairement écarté, le porte-drapeau de l'Opposition de gauche internationale, avec le procès Zinoviev, il avait repris les relations avec Trotsky et d'importantes responsabilités dans la campagne contre les procès. Il s'était rendu à New York pour participer au travail de la commission.

3. Arrivé à New York le 19 mai, Rosmer avait écrit à Trotsky le 20 qu'il s'opposait énergiquement au projet d'ajournement à l'automne des travaux de la commission.

ainsi inévitables, comme des classes à l'école primaire. Naturellement il ne faut pas trop s'attarder dans chaque classe. En somme, je trouve tout à fait salulaire votre pression dans le sens de l'accélération et j'espère en même temps que la résultante des deux tendances correspondra à l'état de l'opinion publique mondiale.

Il ne m'est d'ailleurs pas clair comment l'investigation se présente en Europe. Je ne connais que la commission de Paris dont la composition me paraît très imposante. Mais est-ce que cette commission va fonctionner aussi pour les cas de Copenhague et d'Oslo, c'est-à-dire est-ce que la commission de Paris va créer deux commissions rogatoires pour la Scandinavie, ou est-ce qu'on envisage deux nouvelles commissions soumises à New York ? La première version me paraît de beaucoup plus raisonnable, car c'est la seule possibilité d'accélérer la vérification en Europe et de rapprocher ainsi la convocation de la commission internationale. C'est sur ce point, me semble-t-il, qu'il faut surtout concentrer l'attention en encourageant le travail rapide de la commission de Paris par un câble explicatif et détaillé. Quant au nouveau « procès », c'est-à-dire l'assassinat des 43 « espions trotskystes⁴, je crois qu'il n'y a même pas eu un simulacre de procès. On a agi comme on avait agi immédiatement après l'assassinat de Kirov⁵, c'est-à-dire on a fusillé sommairement. On peut bien supposer que, parmi ces 43 hommes, il y avait vraiment un quarteron d'espions japonais, qui n'ont naturellement rien à voir avec le trotskysme, une douzaine de trotskystes qui n'ont, bien entendu, rien à voir avec l'espionnage et aussi quelques agents louches du G.P.U. qui avaient amalgamé le procès et dont on a voulu se débarrasser.

Il est triste que l'investigation vienne si tard pour ces nouvelles exécutions. D'un autre côté, on ne peut pas brûler les

4. Il tombait fréquemment et parfois quotidiennement des dépêches Tass annonçant des exécutions d'espions et de traîtres, sans autres précisions ni même indications d'identité. Celle à laquelle Trotsky fait allusion ici était parue dans le *New York Times* du 22 mai et concernait l'exécution d'« agents japonais » et de « trotskystes ». Si l'on en croit les « révélations » de Khrouchtchev, collaborateur et successeur de Staline, il y eut moins de procès proprement dits que de « condamnations administratives ».

5. Sergéi M. Kostrikov dit *Kirov* (1886-1934), vieux-bolchevik, secrétaire du parti à Leningrad, membre du bureau politique et du secrétariat, était en 1934 le lieutenant et le dauphin de Staline aux yeux de tous, mais aussi vraisemblablement son rival. Son assassinat, le 1^{er} décembre 1934, par L. Nikolaïev, vraisemblablement manipulé lui-même par le G.P.U., donna le prétexte d'une répression de masse.

étapes pour ne pas compromettre l'investigation tout entière. Mais, je le répète, je suis tout à fait d'accord avec vous sur la nécessité d'accélérer la procédure. Tout cela à titre privé, car je ne veux nullement sortir des cadres de ma situation de « témoin » et de « partie intéressée ».

Combien de temps comptez-vous rester à New York ? Pourriez-vous pendant l'intervalle venir ici ? Inutile de vous dire que Natalia⁶, moi-même et les jeunes serions très heureux de vous avoir chez nous pendant quelque temps. Malheureusement, la distance est plus grande que de Paris à Oslo et, peut-être, à Prinkipo.

Je m'empresse de vous envoyer cette lettre par avion : il faut la terminer avant midi. C'est pourquoi je ne vous réponds que bien brièvement.

6. Natalia I. Sedova (1882-1962), membre du groupe de l'*Iskra*, avait rencontré Trotsky en émigration en 1903 et leurs vies furent désormais liées.

[QUELQUES EXPLICATIONS]¹

(26 mai 1937)

Cher Ami,

Je réponds à votre lettre du 24 mai 1937.

Je fus moi-même bien gêné par la nécessité de m'expliquer sur mon livre de 1903 ou 1904² ou sur mes divergences avec Lénine et sur d'autres questions bien éloignées des procès de Moscou. Mais ce sont les commissaires qui ont posé les questions. Ils ont reflété ainsi l'état de l'opinion publique désorientée et abusée par les staliniens. Votre participation à la commission sera surtout précieuse pour éclaircir toutes ces questions. L'édition anglaise de *La Révolution défigurée*³, mais beaucoup plus ample, devait paraître aux Pioneer Publishers depuis un mois. C'est Shachtman, l'éditeur⁴, qui en a retardé la parution. Il faudrait que vous insistiez auprès de lui pour faire sortir le livre aussitôt que possible. Il sera très utile à la commission pour l'éclaircissement des falsifications concernant la période 1903-1924. J'espère que ce livre, appuyé par vos commentaires oraux, mettra la commission dans la bonne voie.

1. Lettre à A. Rosmer (9882) en français, avec la permission de la Houghton Library.

2. Il s'agit de *Nos Tâches politiques*, publié en 1904, très vive polémique contre Lénine et son comportement dans la scission. Interrogé à ce sujet devant la sous-commission, Trotsky avait répondu qu'il y avait dans cette brochure politique « beaucoup d'erreurs (...), des chapitres qui ne sont pas si mauvais (...), des chapitres erronés ». Il s'était excusé, indiquant que, jeune, il avait caractérisé Lénine dans un état d'esprit qui ne s'était jamais retrouvé dans leurs relations ultérieures et qu'il avait « corrigé son erreur ». Mais il répétait qu'il n'y avait dans ce travail « rien d'abominable ».

3. L'édition en question parut sous le titre *The Stalin School of Falsification* (L'École stalinienne de la falsification) avec un contenu légèrement différent. Dans le vol. 10 des *Œuvres* pp. 30 et 103, nous avons à deux reprises donné ce titre par erreur au lieu de *The Real Situation in Russia*, comme celui de l'ouvrage présenté en 1928 par Max Eastman.

4. En anglais dans le texte.

Nous n'avons rien reçu de Marguerite⁵ concernant le voyage projeté. Nous serions bien heureux de vous avoir ici tous les deux. La maison n'est pas si grande qu'à Prinkipo, mais on pourra tout de même s'arranger. Si la commission est ajournée jusqu'en septembre, ne pourriez-vous pas venir ici dans l'intervalle, et Marguerite aussi ?

Je me réjouis de la bonne impression produite sur vous par le meeting de New York⁶. Nos Yankees ont fait un travail excellent. Cependant je crois que maintenant ils ne font pas tout le nécessaire dans les milieux ouvriers en consacrant tous leurs efforts aux milieux libéraux et démocrates. Autant que je sache, ils n'ont pas réussi à créer autour de la commission une ambiance ouvrière, même restreinte. C'est pourquoi ils essaient de faire sur la commission une pression purement personnelle. Mais des tentatives pareilles ne donnent pas les résultats nécessaires et enveniment de temps en temps l'atmosphère. La pression de la base est toujours plus acceptable, moins irritante que la pression directe des sommets.

Dites-nous quelques mots sur votre santé et sur celle de Marguerite. Quant à moi, je suis un peu fatigué. J'ai même voulu aller en vacances à la campagne. Mais ce plan n'est guère réalisable. Je me décide donc de rester ici avec un travail un peu réduit. Notre correspondance peut donc se poursuivre régulièrement. Je ne pourrais naturellement désirer une meilleure liaison avec la commission.

5. Marguerite *Thévenet* (1879-1962) était la compagne d'Alfred Rosmer depuis la première guerre mondiale.

6. Le comité de défense de Trotsky aux Etats-Unis avait organisé un grand meeting le 9 mai 1937 à New York au temple de La Mecque (Mecca Temple). 3 500 personnes écoutèrent le compte rendu des travaux de Coyoacán présenté par John Finerty, Ben Stolberg, Suzanne LaFollette et le Dr Dewey.

[LES CAUSES DE LA SCISSION]¹

(26 mai 1937)

Cher Ami²,

Je comprends tout à fait les grandes difficultés créées par le fait de l'existence de deux organisations qui se réclament du même drapeau, mais qui se combattent avec acharnement³. Cependant, ce fait n'est pas fortuit. Le groupe de R. Molinier⁴ et surtout lui-même ont démontré une incapacité absolue à travailler dans une organisation ouvrière avec des méthodes normales. Quand R. Molinier trouve que son inspiration passagère, juste ou fausse (plus souvent fausse que juste), n'est pas immédiatement assimilée par l'organisation, il ne s'arrête devant aucun moyen de pression, pas même les moyens financiers. J'avais toujours apprécié son énergie, son dévouement à la cause qu'il confond d'ailleurs trop souvent avec sa personnalité. Je l'avais souvent défendu contre les critiques, parfois exagérées, espérant que la croissance de l'organisation neutraliserait ses défauts et permettrait d'utiliser ses qualités. C'est malheureusement le contraire qui est arrivé. R. Molinier a transporté dans l'organisation révolutionnaire les manières de l'homme d'affaires, avec une

1. Lettre à G. Lagorce (8776), avec la permission de la Houghton Library, original en français.

2. Georges *Lagorce* (1897-1960), cheminot révoqué en 1920 et devenu agent d'assurances, avait démissionné en mars 1937 des « amis de l'U.R.S.S. » puis écrit à Trotsky au nom des militants P.O.I. de Marseille.

3. La lettre de Lagorce était centrée sur les résultats de la division entre les deux organisations « trotskystes », le P.O.I. et le P.C.I., et la nécessité d'une réunification.

4. Raymond *Molinier* (né en 1904) avait été l'un des fondateurs de *La Vérité* en 1929, et le principal dirigeant de la Ligue communiste à partir de 1930, puis du G.B.L. Son initiative de faire paraître en 1935 l'hebdomadaire *La Commune* avait abouti à la grave crise de la section française dont le résultat était l'existence de deux « partis ». Trotsky était extrêmement sévère à son égard.

brutalité et un manque de scrupules absolument intolérables. J'ai essayé de l'avertir, directement et par l'intermédiaire de ses amis (qui, par leur docilité aveugle, sont ses pires ennemis), maintes fois. Je n'ai jamais réussi à le convaincre ni même à atténuer ses procédés. Il a rompu avec l'organisation nationale et internationale avec une légèreté criminelle. Son organisation n'a pas la moindre chance de succès. Une tentative de fusion a été faite. R. Molinier a recommencé ses manœuvres de plus belle. C'est sa faute ! C'est son crime ! Ce qui indigné surtout les camarades, et avec raison, c'est sa manière de dire à l'organisation : « Vous aurez l'argent si vous me suivez : sinon, vous n'aurez rien ». La scission est donc devenue inévitable après la tentative de fusion. R. Molinier m'a rendu visite à ce moment-là en Norvège de sa propre initiative⁵. Je lui ai dit à peu près ceci :

« Après les crimes commis par vous, il ne vous reste plus qu'à rentrer dans l'ombre ; allez ailleurs (Etats-Unis, etc.), laissez l'organisation fusionner et se développer ; démontrez par votre activité que vous avez compris la leçon. Alors vous pourrez retrouver votre place dans les rangs de la IV^e Internationale. »

Il n'a rien voulu comprendre. Puisqu'il avait de l'argent, il a lancé une organisation à lui. Il gaspille les énergies et les ressources pour rien. La faillite de son entreprise est absolument inéluctable. L'expérience faite, je ne puis recommencer la moindre concession à personne. Le seul conseil que ses vrais amis puissent lui donner est d'abandonner une entreprise condamnée par avance.

Voilà, cher camarade, la réponse que je puis donner à votre suggestion dictée par les soucis révolutionnaires qui nous sont communs.

Mes saluts les plus fraternels.

5. Sur cette rencontre du 16 juillet 1936, voir dans les *Cahiers Léon Trotsky* n° 9, pp. 92-104, les procès-verbaux établis par Le Ricard, compagnon de Molinier, et par Max Shachtman.

[LE GOUVERNEMENT OUVRIER ET PAYSAN]¹

(26 mai 1937)

Cher camarade Rous²,

J'ai déjà envoyé quelques remarques concernant l'Espagne. Je vois bien leur insuffisance, mais il est très difficile de se prononcer d'ici sur les questions conjoncturelles.

Je veux seulement dire ici quelques mots sur le mot d'ordre « gouvernement ouvrier et paysan ». Nous nous sommes toujours élevés contre cette formule quand les staliniens l'opposaient à « gouvernement ouvrier » et à « dictature du prolétariat ». En même temps, nous avons accepté pour le gouvernement soviétique la dénomination de « gouvernement ouvrier et paysan ». Tout dépend du contenu réel que la situation, la politique et le parti en question donnent à cette formule.

Un exemple historique : Lénine a parlé à un certain moment d'un « Etat combiné » (soviets + Constituante). Zinoviev s'est servi plus tard de la même formule. Cependant, Lénine voulait renverser préalablement le pouvoir bourgeois et combiner la Constituante avec le pouvoir des soviets, tandis que Zinoviev voulait remplacer la révolution prolétarienne par une réconciliation entre les soviets et la Constituante « démocratique ».

Cet exemple est très instructif. On peut bien accepter le mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan en Espagne comme une base commune avec les ouvriers poumistes et anarchistes. Mais il faut tourner immédiatement ce mot d'ordre contre les chefs du P.O.U.M. Le gouvernement ouvrier et paysan ? D'ac-

1. Lettre à J. Rous (9969), avec la permission de la Houghton Library, original en français.

2. Jean Rous (né en 1906), militant S.F.I.O., avait été gagné en 1934 et avait été secrétaire du G.B.L. puis membre de la C.A. de la S.F.I.O. Il était membre du S.I. — suivant particulièrement les affaires espagnoles — et de la direction du P.O.I.

cord. Mais il faut alors commencer par chasser du gouvernement les bourgeois qui exploitent les ouvriers comme les paysans. Il faut créer des comités ouvriers et paysans, etc. C'est ainsi que nous pouvons arracher le mot d'ordre populaire aux chefs du P.O.U.M. en lui donnant un contenu tout à fait révolutionnaire, c'est-à-dire « dictature du prolétariat ». Nous pouvons répéter dans notre agitation : on demande ce qu'est la dictature du prolétariat, mais c'est un gouvernement ouvrier et paysan dirigé nécessairement par les ouvriers les plus avancés, les plus dévoués aux intérêts du peuple travailleur.

Demander au P.O.U.M. l'autorisation officielle pour la formation d'une fraction me paraît dans les conditions actuelles du pur formalisme. Il est plus que naïf de faire dépendre notre activité dans les masses de l'autorisation de Nin et compagnie. La situation doit être d'ailleurs radicalement changée maintenant. Est-ce que le P.O.U.M. est tout à fait poussé dans l'illégalité ? Est-ce qu'il a sa presse ? Nous n'en savons rien. En tout cas, les événements de Barcelone doivent ouvrir à nos amis de grandes possibilités à condition qu'ils ne se créent pas eux-mêmes des obstacles artificiels en ayant une attitude ultimatisante envers la masse elle-même. Je suis trop peu informé sur leur position réelle pour me permettre une critique précise. J'expose seulement ces considérations à toutes fins utiles.

[LA PAROLE À L'EXPÉRIENCE]¹

(26 mai 1937)

Cher Camarade²,

Toutes les dépositions ont été reçues ; elles présentent un élément précieux de l'investigation qui marche à mon avis très bien et qui peut donner des résultats inappréciables pour le mouvement ouvrier, pour la IV^e Internationale surtout³.

Vous touchez dans votre dernière lettre les questions politiques qui nous divisent⁴. Vous mentionnez certaines omissions de notre section et certaines fautes de la section belge. Inutile d'entrer en discussion sur ces questions par correspondance privée, puisque la discussion se poursuit d'une manière régulière. Nous trouverons toujours le moyen de corriger nos fautes et d'affermir nos rangs. Tout cela n'a rien à voir avec l'attitude de *La Commune*. Là-dessus mon opinion est faite une fois pour toutes. Je vous envoie d'ailleurs la copie d'une lettre à un vieux militant marseillais⁵. Je regrette profondément le gaspillage d'énergies précieuses. Mais je n'y suis pour rien. La parole est maintenant à l'expérience pratique.

Avec mon amitié inébranlable pour vous.

1. Lettre à H. Molinier (9153), avec la permission de la Houghton Library, original en français.

2. Henri *Molinier* (1898-1944), frère aîné de Raymond Molinier (cf. n. 4 p. 71) avait toute la confiance personnelle de Trotsky qui lui avait confié des missions délicates.

3. Trotsky avait demandé à Henri Molinier de faire procéder à la reconstitution de l'itinéraire qu'il avait suivi en 1933 pour se rendre de Marseille à Saint-Palais et de fournir les témoignages, ce qui avait été réalisé. L'affaire était importante, par rapport aux « aveux » de Moscou.

4. Henri Molinier était avec son frère au P.C.I.

5. Cf. p. 71.

[EXPLICATIONS AU SUJET DES IMPÔTS]¹

(27 mai 1937)

Certains malentendus se sont glissés dans mes précédentes lettres. Je croyais à chaque fois qu'il s'agissait de mes revenus concernant l'intégralité de mon séjour en Norvège et seulement de cette période. Mais il s'avère qu'il ne s'agit que de l'année 1935 dont j'ai passé la première moitié en France. Comme vous le constaterez à la lecture de la lettre ci-jointe de mon collaborateur Jan Frankel, cette année fut pour moi pratiquement une « année sans revenus ». Malade durant presque toute l'année, j'ai commencé dans la deuxième moitié de l'année à travailler au livre *La Révolution trahie* que je n'ai pu achever qu'en 1936. L'ensemble de mes dépenses, y compris les frais de mon voyage en Norvège, a été couvert grâce à des emprunts garantis par les futurs droits d'auteur du livre. De sorte que ne subsistent, comme seul revenu réel pour l'année 1935, que les 500 couronnes du Norske Forlag pour *Mitt Liv*².

Puisque vous m'avez également interrogé sur l'état de mon compte en banque à la fin de l'année 1936 (je vous ai fourni les renseignements à ce sujet dans ma dernière lettre) il m'apparaît important d'éclaircir ici certaine circonstance, à savoir le paiement d'honoraires d'un montant de 3 000 couronnes environ à M. Puntervold. Cette somme n'a pas été couverte par mes fonds personnels, mais par des versements émanant des comités qui se sont constitués aux Etats-Unis, en France, etc. pour faire toute la vérité sur les procès de Moscou. Il s'agissait donc d'une affaire de caractère public et les honoraires perçus par M. Puntervold ne

1. Lettre à A. Støylen (10536), traduite de l'allemand, avec la permission de la Houghton Library. Andreas Støylen (né en 1896), avocat à Oslo, avait été engagé par Walter Held pour défendre les intérêts de Trotsky à qui l'administration norvégienne réclamait des impôts excessifs pour la durée de son séjour.

2. Il s'agit du titre norvégien de *Ma Vie*. Nous avons corrigé Trotsky qui avait écrit « Met ».

peuvent en aucun cas m'être imputés (Le cas échéant, je puis fournir les documents à l'appui de cette affirmation).

P.-S. Ce n'est qu'en octobre 1936 durant mon internement, que j'ai appris pour la première fois qu'il me fallait déclarer mes revenus. Ni en Turquie, ni en France, je n'ai acquitté d'impôts autres que ceux qui étaient directement retenus à la source dans les pays d'où je recevais des droits d'auteur.

[SOUTENIR LA COMMISSION EXISTANTE]¹

(27 mai 1937)

Cher Waldo Frank,

J'ai lu avec intérêt votre déclaration à *The New Republic*². Je ne peux pas dire qu'elle soit « naïve », comme vous me le suggérez, mais je l'ai trouvée très partiiale. La commission qui agit maintenant est venue à l'existence, non par accident, mais par une sélection naturelle, d'abord et avant tout par l'élimination de tous ces éléments qui ne souhaitaient pas découvrir la vérité. Vous considérez que cette commission est indigne de confiance. Vous proposez une commission créée par la II^e et la III^e Internationale, c'est-à-dire excluant la IV^e Internationale³. Pourquoi? La III^e Internationale est une agence directe du G.P.U. Trouvez-vous le G.P.U. impartial? Ce n'est pas mon avis.

Vous ne pouvez pas improviser une nouvelle commission. La tâche est de compléter, de soutenir la commission existante. C'est le devoir des artistes aussi bien que de tous les autres qui veulent la vérité. J'attends avec le plus grand intérêt votre nouvelle déclaration et je serais très heureux de vous voir parmi ceux qui combattent aujourd'hui contre le plus grand crime dans l'histoire humaine.

1. Lettre à Waldo Frank, (28137), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. La lettre avait été publiée dans *New Republic* du 12 mai.

3. Waldo Frank proposait dans sa lettre un nouveau tribunal formé d'« hommes techniquement équipés » (technically equipped men). Il affirmait qu'il devait comprendre des représentants de la II^e et la III^e Internationale et des exécutifs de leurs partis respectifs aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne.

L'INEXPLICABLE REVIREMENT DE M. BEALS¹

(28 mai 1937)

Il y a trois mois à peine, aussi étonnant que cela soit, M. Carleton Beals a jugé possible de répondre de la façon suivante aux questions qui lui ont été posées par la rédaction de *Modern Monthly* :

« *Question 1 : Quelle a été votre première impression sur les procès de Moscou ?*

Réponse : Ils étaient dans le meilleur style Grand Guignol, mais le spectacle s'est arrêté au premier acte et je demande à être remboursé.

Question 2 : Croyez-vous que Léon Trotsky soit coupable de ce dont il est accusé dans l'acte ?

Réponse : Un jour le rusé serviteur du roi Toutankamon s'habilla d'un mouchoir rouge sur la tête, un vêtement à traîne et pas de pantalon et essaya d'écraser les cacahuètes des autres avec un marteau de forgeron, et il se tapa sur les orteils. Crier très fort n'est pas prouver.

Question 3 : A votre avis, les procès ont-ils éveillé des sentiments favorables ou défavorables à l'égard de l'Union soviétique ?

Réponse : Entièrement défavorables.

(Signé) Carleton Beals. »

Avant de démissionner de la sous-commission d'enquête qui a tenu ses audiences à Coyoacán le mois dernier, M. Beals a essayé de compromettre Trotsky aux yeux de l'opinion publique. Il est donc intéressant d'apprendre que M. Beals n'a pas toujours

1. Déclaration à la presse (T 4153) signée « Bernard Wolfe, secrétaire de M. Trotsky », dictée par Trotsky en anglais, avec la permission de la Houghton Library.

été impliqué dans des tentatives provocatrices pour empêcher la révélation de la vérité sur ces procès. Il n'y a que trois mois, il donnait une preuve évidente d'un état d'esprit entièrement différent.

M. Beals commence en parlant des procès avec un cynisme manifeste — il termine par une provocation et une démission spectaculaire, effectuée avec une fanfare de publicité, de l'unique organisme capable de découvrir impartialement toute la vérité sur ces procès. Quel saisissant revirement ! Est-il tout à fait inexplicable ? Nous n'essayons pas de répondre à cette question. La charge d'expliquer repose tout entière sur les épaules de M. Beals lui-même.

[LE BILAN SUR DES REPROCHES ¹]

(29 mai 1937)

Je continue à recevoir des notes bibliographiques et des extraits de journaux. Il faut penser qu'à l'automne je reviendrai au livre sur Lénine. Il m'est donc très important d'avoir une bibliographie sur Lénine. Les matériaux que vous m'avez envoyés en contiennent une partie. Il faudra y penser aussi dans l'avenir.

Les témoignages et les documents qui me sont parvenus récemment sont magnifiques. La lettre que je t'ai écrite pendant mon voyage du Danemark en France, en particulier, est très importante. Il est dommage cependant que je reçoive tout cela avec tant de retard !

Tu te plains que je ne réagisse pas à certaines de tes lettres. Mais il m'est impossible (par manque de temps, de résistance nerveuse et vu la distance épouvantable qui nous sépare) d'intervenir sur chaque question pratique dans votre polémique et vos mises au point interminables. Toutefois, je veux tirer quelques conclusions sur le malentendu de ces derniers temps, pour montrer que je n'ai pas aussi tort que tes lettres le donnent à penser.

Depuis mon premier jour de réclusion en Norvège, j'ai affirmé que la question serait résolue par la commission internationale et qu'il était indispensable par conséquent de se mettre *rapidement* à faire des recherches dans les archives, à recueillir des témoignages et rassembler tous les autres documents. J'ai reçu de vagues promesses. Quand j'ai insisté davantage, on m'a répondu à peu près ceci : « Il ne faut pas se laisser disperser par la commission (littéralement) ; le travail littéraire est plus impor-

1. Lettre à L. Sedov (10210), traduite du russe, avec la permission de la Houghton Library. Léon Sedov (1906-1938) fils aîné de Trotsky et de Natalia Sedova, et principal collaborateur de son père, vivait en exil à Paris.

tant », etc. Ici encore, au Mexique, alors que nous étions en plein travail de mise sur pied de la commission, j'ai continué à recevoir des promesses d'une extrême imprécision et des leçons de morale : « Il est peu probable que la commission puisse aboutir à une conclusion quelconque », etc. (je peux en citer les termes exacts). J'attendais alors l'arrivée au Mexique de sa sous-commission. Comme tu t'appuyais sur Naville² qui fit preuve d'une négligence criminelle, je ne voyais aucune issue. J'ai suggéré de mettre toute l'affaire aux mains d'Henri³. Je comprenais parfaitement que c'était une mesure de désespoir. Mais après six mois de requêtes et d'attente vaine, la situation ne laissait place à aucune autre solution. Je comprenais que Naville et les siens ne voudraient pas travailler avec Henri. Mais, dans la mesure où ils n'avaient rien fait non plus sans lui, je faisais le calcul suivant : a) par esprit de concurrence, Henri et les siens feraient tout ce qu'ils pourraient ; b) stimulés par ce « knout », Naville et les autres se mettraient au travail. En réponse ont afflué d'interminables lettres de reproches et de mises au point sur ce qu'était Naville, ce qu'était Molinier et sur les rapports qu'ils entretenaient (comme si je ne le savais pas).

Lorsque, face à l'exigence de transmettre l'affaire à Henri, nos amis (dont, notamment, le destinataire de cette lettre) ont commencé à bouger, j'ai demandé que l'on confie à Henri les questions qui concernaient son groupe. Encore des protestations. Encore des objections. Encore des mises au point sur le caractère de Molinier et l'impossibilité d'utiliser ses témoignages. Plaintes sur Frank⁴. Refus de leur confier le travail. Nouvel échange de télégrammes, nouvelle perte de temps, nouvelle dépense nerveuse. Ce n'est qu'après tout cela que j'ai réussi à obtenir qu'Henri et ses amis soient intégrés au travail. Après quoi j'ai reçu une nouvelle lettre m'expliquant que l'on pouvait encore, bien qu'à contrecœur, accepter les témoignages du groupe Molinier, mais que ma tentative de confier l'ensemble du travail à Henri était d'une légèreté criminelle. Comme si ce n'était pas vous, chers amis, qui m'aviez contraint à une telle attitude ! Et

2. Pierre *Naville* (né en 1904), ancien animateur du groupe surréaliste, des étudiants communistes, puis de la revue *Clarté* devenue *La Lutte de Classes*, avait été l'un des principaux dirigeants français de l'Opposition de gauche — adversaire de Raymond Molinier — et il dirigeait en 1936 le P.O.I., la section « officielle ».

3. Henri Molinier, cf. n. 2 p. 75.

4. Pierre *Frank* (né en 1904), de parents russes émigrés à Paris, ingénieur chimiste, ancien secrétaire de Trotsky à Prinkipo, était l'un des principaux dirigeants du P.C.I. avec Raymond Molinier.

comme si cette mesure ne vous avait pas poussés à vous mettre sérieusement au travail !

Ce travail a prouvé par la suite que l'on pouvait rassembler sur place des documents précieux. Il aurait fallu les mettre en circulation quelques mois plus tôt afin d'agir sur l'opinion publique. L'enquête au Mexique aurait donné de bien meilleurs résultats si l'opinion publique et les membres même de la commission avaient été préparés par la publication de ces documents extrêmement importants. Mais je ne les possédais pas moi-même. Les documents essentiels sont parvenus en notre possession au cours des premiers jours où s'est réunie la Commission. Je n'ai pas pu m'en servir dans mes dépositions. Je n'avais même pas eu le temps de les lire. L'avocat les a versés au dossier par formalité. Nous disposions de sept mois pour préparer le procès ; il est donc impossible de ne pas reconnaître que cette manière d'agir était vraiment criminelle. Pourtant, Paris m'adressait des reproches et des leçons de morale systématiques.

Naville m'a écrit en m'envoyant ses témoignages et ceux de ses camarades. Je lui ai répondu à peu près que son témoignage était bien mais que les autres étaient pour la plupart insuffisants et j'ai demandé aux camarades de les rédiger attentivement. Ni la lettre de Naville ni la mienne ne comportaient un caractère formel. Je n'avais donné et ne pouvais donner aucun « mandat » à quiconque. J'ignorais les conflits et les frictions que vous aviez à Paris et ne pouvais donc pas en faire dépendre cette affaire. Ma lettre à Naville⁵, qui avait un caractère purement technique, a pourtant été la source de nouvelles leçons de morale, objections et reproches auxquels on faisait participer des tierces personnes, Pouvais-je, du Mexique, entamer une polémique à ce sujet ? Pouvais-je, d'ici, tenter de régler des conflits dont je ne comprends absolument pas l'objet ? J'ai préféré naturellement le silence. Je ferai de même à l'avenir.

Je dois ajouter à cela quelques facteurs qui ont compliqué l'affaire. Le G.P.U. a volé 85 kg d'archives. J'ignore jusqu'à présent ce qui a été volé exactement⁶. Il est évident pour moi que les archives avaient été données à conserver sans qu'il ait été établi le moindre inventaire, même succinct : sinon j'aurais dû en

5. Il s'agit sans doute de celle du 17 mars 1937. Cf. *Œuvres*, 13, p. 107.

6. Personne ne le sut jamais, car, Trotsky avait raison, aucun inventaire précis n'avait été fait. Mais il semble certain qu'il y avait la correspondance avec Nin.

recevoir une copie. Il est naturel qu'une telle attitude ne m'inspire aucune sympathie.

J'ai reçu il y a quelques jours la lettre que j'avais écrite lors de mon voyage (que j'ai mentionnée plus haut). C'est un document des plus précieux ! Mais pourquoi vient-on seulement de le retrouver ? Tu écris : « Ce n'est qu'aujourd'hui que j'ai réussi à accéder aux archives⁷. » Pourquoi ? Je pense qu'on aurait pu y avoir accès il y a déjà cinq ou six mois. Si elle avait été publiée alors, cette lettre aurait eu une répercussion internationale. A présent, c'est comme de la moutarde qu'on servirait après le repas. Je suppose qu'il y a de nombreux documents aussi précieux que celui-là dans les papiers de Paris (les tiens et les miens) ; ils seront découverts après la fin du procès. Et pourtant, ni Naville, ni Gérard⁸, ni personne n'est concerné par les archives russes.

Dans ta dernière lettre, tu soulèves à nouveau l'histoire de « l'étudiant de 24 ans »⁹. Je ne comprends pas ta susceptibilité à ce propos. Il s'agissait évidemment de la désignation par moi des « terroristes », sur ta recommandation. On peut confier beaucoup de choses à un homme de 24 ans. Mais pour choisir des « terroristes », un jeune homme sans grande habitude de la clandestinité n'a pas une expérience de la vie suffisante. Si j'ai souligné ce fait, c'est que, pour l'intérêt de l'affaire, je ne pouvais me fier les yeux fermés aux recommandations d'un étudiant de 24 ans... Pendant la réunion de la commission, il a été discuté de ma brochure *Nos Tâches politiques*. Mon avocat a demandé : « Quel âge aviez-vous ? » — « 23 ou 24 ans ». Tout le monde a ri, et moi aussi. « Avec la vanité qui est propre à cet âge, j'y exposais une série d'idées fausses, parallèlement à des idées justes. » Tout le monde s'est remis à rire. Tu donnes l'exemple de M^{me} Boulba. Ses fils étaient, bien sûr, âgés. Mais pouvait-on, sur leur recommandation, nommer quelqu'un à un poste de commandement ? Je pense que Tarass Boulba ne l'aurait pas fait.

Voilà mes explications aux péchés que j'ai commis. Je pourrais en fournir d'autres, avec des exemples, etc. Mais cela

7. Sedov avait dispersé entre plusieurs personnes qu'il jugeait de confiance les archives dont il avait obtenu le dépôt par son père. Il s'agissait sans doute ici des archives russes. On sait qu'une partie de ces archives avait été si bien dissimulée qu'il fut impossible de les retrouver après la mort de Sedov.

8. Gérard *Rosenthal* (né en 1903), lié à Naville depuis de longues années, dirigeant du P.O.I., était en outre l'avocat de Trotsky.

9. Sedov n'avait pas accepté que son père semblât considérer qu'un « étudiant de 24 ans » fût incapable de donner des directives politiques comme il l'avait laissé entendre (*Œuvres*, 13, p. 198).

vaut-il la peine ? Le mieux, il me semble, est de tirer un trait sur tout cela.

Je ne te cacherai pas que tes jugements sur les personnes avec lesquelles nous sommes amenés à collaborer dans la pratique et tes altercations avec elles m'inquiètent. J'ai lu en partie ta correspondance avec les Américains, et j'estime que tu es injuste envers eux. Je ne peux l'expliquer que par ton extrême fatigue et l'énervement qu'elle provoque. Tu devrais à tout prix t'arrêter pendant un certain temps pour te reposer. Il faudra réfléchir aux moyens de le faire. Il est indispensable de trouver une solution, quitte à prendre des mesures héroïques, pour que tu retrouves ton équilibre et ta résistance nerveuse. Nous aurons à subir encore toutes sortes d'épreuves. Il ne faut pas s'user dans des conflits de détails.

Il faut notamment instaurer une relation plus juste avec les Français¹⁰. Ils représentent une organisation, ont leurs hommes de confiance, et sont évidemment mécontents lorsque des questions pratiques se règlent dans leur dos par des actions personnelles et le recours aux liens individuels. Les initiatives personnelles, les liens individuels, sont en soi inévitables et même salutaires. Cependant, on peut toujours si l'on désire, donner un caractère officiel à un groupe personnel que l'on constitue pour un travail. Devant une action à mener, il faut penser, non en termes de concurrence, mais en termes de collaboration. Bien qu'étant sans illusions sur le caractère de Naville et des autres, je pense que c'est réalisable.

Je dois encore terminer quelques chapitres de mon livre. Mais ces derniers temps, je n'allais vraiment pas bien. J'essayais de me reposer, mais cela n'y faisait rien. A présent mon état s'est quelque peu amélioré. En tout cas, j'ai commencé à revoir les derniers chapitres et j'espère les terminer au plus vite.

En ce qui concerne l'édition anglaise, visiblement, l'affaire est à l'eau. L'éditeur américain est en train d'examiner le sténogramme de la commission d'enquête. S'il accepte de publier cet énorme volume, ce sera à la condition que l'édition anglaise lui soit aussi confiée : c'est ce qu'a télégraphié le secrétaire de la

10. Les relations étaient extrêmement tendues entre Sedov et ses amis du « groupe russe », d'une part, et les dirigeants du P.O.I. de l'autre. Les premiers considéraient les seconds, « les Français », comme peu sérieux, et les seconds nourrissaient des soupçons sur l'entourage de Sedov, M. Zborowski et Lola Estrine.

commission. L'examen du sténogramme ayant pris plus de temps que Glotzer¹¹ ne le prévoyait, bien que lui et sa femme y aient travaillé 14 heures par jour, aucune décision définitive n'a encore été prise.

11. Albert M. *Glotzer* (né en 1908), ancien dirigeant des jeunesses communistes, exclu en 1928 et l'un des fondateurs de l'Opposition de gauche aux États-Unis, était également le secrétaire sténographe de la commission d'enquête.

[UN DOCUMENT EXCEPTIONNEL]¹

(29 mai 1937)

J'inclus un document d'une exceptionnelle importance, une lettre de moi à mon fils, écrite le 3 décembre 1932 dans la cabine d'un bateau en route du Danemark vers la France. Cette lettre à elle seule suffit pour détruire la déposition de Holzman sur sa prétendue visite auprès de moi à Copenhague. J'ai ici la première partie de la lettre qui porte directement sur la question de savoir si Léon Sedov² était ou non à Copenhague à la fin de novembre 1932 :

« Cher Liouvoussiatka, ainsi il semble que nous n'arriverons pas à nous rencontrer : entre l'arrivée du bateau à Dunkerque et le départ du bateau de Marseille, nous n'avons que le temps de traverser la France. On ne nous permettrait pas, bien sûr, d'attendre le bateau suivant (une semaine entière)... Maman est très, très déçue que nous ne nous soyons pas rencontrés, et moi aussi... Rien à faire... »

Suit un conseil politique que, par l'intermédiaire de mon fils, j'envoyais à une tierce personne. La lettre se concluait ainsi :

« Espérons que Jeanne³ est bien rentrée. Je vous serre dans mes bras et je vous embrasse. Vôtre. 3/12/1932. Cabine

1. Lettre à la commission (7591), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Léon L. Sedov (1906-1938) était le fils aîné de Trotsky et de Natalia Sedova. Il était militant depuis son adolescence et avait joué un rôle important dans l'Opposition de gauche en Russie. Il avait choisi de partager l'exil de son père à Alma-Ata, puis Prinkipo. En 1931, il avait quitté la Turquie pour aller poursuivre ses études de mathématiques à Berlin, tout en organisant la liaison avec les trotskystes d'U.R.S.S. Les « aveux » de Moscou portaient sur sa présence à Copenhague en novembre-décembre 1932. Trotsky cherchait des preuves que Sedov n'était pas venu à Copenhague et n'avait pas pu y venir.

3. Jeanne *Martin des Pallières* (1897-1961), militante du P.C. en 1921, exclue en 1929, était l'épouse légitime de Raymond Molinier. A Prinkipo, elle avait lié sa vie à celle de Sedov qu'elle avait accompagné à Berlin. Elle était allée à Copenhague.

à bord du bateau. Maman vous embrasse (elle dort encore, il est 7 heures du matin), elle vous écrira sans doute aujourd'hui. »

Cette lettre demande quelques explications :

1) A la différence de l'écrasante majorité des autres lettres, elle n'est pas écrite à la machine, mais à la main, sur deux pages arrachées d'un carnet de notes. Cela s'explique par le fait qu'il n'y avait sur le bateau ni collaborateur ni machine à écrire russe.

2) C'est précisément parce que cette lettre a été écrite à la main qu'il n'en a pas été conservé de copie dans mes archives. Je ne pouvais donc pas présenter la lettre à la commission à un meilleur moment. En ce qui concerne les papiers de mon fils, ils ne sont pas conservés par lui de façon ordonnée et classée comme le sont les miens, d'autant moins dans cet appartement où il redoute à tout moment un raid des agents du G.P.U. Cela explique comment mon fils a mis la main sur ce document exceptionnel seulement les derniers jours, en fouillant de vieux papiers.

3) D'après le texte de la lettre, il est tout à fait clair que mon fils n'était pas à Copenhague et que sa femme, Jeanne, y était.

4) Puisqu'on pourrait formuler l'idée que cette lettre aurait pu être écrite récemment, dans les intérêts de la défense, je demande qu'elle soit soumise à un examen chimique qui établira avec certitude que la lettre a été écrite il y a quelques années.

[POUR UNE REVUE MARXISTE MILITANTE, RÉVOLUTIONNAIRE, CRITIQUE]¹

(29 mai 1937)

Le développement social général pousse de plus en plus les masses ouvrières des Etats-Unis dans la voie du combat. L'idéologie traditionnelle de l'américanisme, avec toutes ses variantes, est en train de s'écrouler en même temps que la perspective d'une prospérité capitaliste éternelle. Toutes les classes de la société ressentent le besoin d'une orientation nouvelle. Le laboratoire de l'idéologie, c'est l'intelligentsia. Mais elle s'avère incapable de remplir sa mission historique. D'importants groupes d'intellectuels ont certes abandonné au cours des dernières années les préjugés traditionnels de l'américanisme². Mais ils n'ont trouvé ni voie juste ni méthode sûre.

La radicalisation politique a signifié avant tout pour eux la reconnaissance, sommaire et non critique, de l'« expérience russe ». Pourtant l'Etat ouvrier isolé a été coiffé au sommet d'un appareil bureaucratique monstrueux, despotique, cupide et ignorant. L'Internationale à son tour est devenue un instrument entre les mains du Kremlin et le frein principal de la révolution, en Espagne comme ailleurs.

Le mouvement ouvrier des Etats-Unis, en dépit de la puissance de son élan, n'a ni programme ni doctrine scientifique. L'intelligentsia américaine est avant tout dépourvue de racines dans les masses auxquelles elle est incapable de rien proposer et qui, par conséquent, ne s'intéressent pas à elle. Ainsi, à la

1. Note aux dirigeants du S.W.P. (T 4156-2), traduite du russe, avec la permission de la Houghton Library. Trotsky écrivit cette note comme bilan des longues conversations qu'il avait eues à Coyoacán avec Herbert Solow — alors compagnon de route des trotskystes.

2. Déjà avant la Première Guerre mondiale, les premiers courants intellectuels européens avaient secoué, à partir de Greenwich Village, l'« américanisme traditionnel ». La révolution russe avait constitué la deuxième secousse et la crise économique mondiale la troisième.

recherche d'une orientation nouvelle, l'intelligentsia presque révolutionnaire, sans doctrine ni assise sociale, ne trouve rien de mieux que de s'agenouiller devant la bureaucratie soviétique. A peine affranchie de l'idéologie bourgeoise traditionnelle, elle se constitue prisonnière d'une Inquisition idéologique mortelle.

Non seulement la politique, mais la science, l'art, tout, doit servir à justifier, renforcer, glorifier la dictature bonapartiste. Toute pensée indépendante est traquée comme le pire danger. La création n'est autorisée que sur commande. Rien d'étonnant que les sources de la création spirituelle ouvertes par la révolution se soient si vite taries. L'économie, la politique, la sociologie n'ont pas produit un seul ouvrage digne de prendre place dans la bibliothèque de l'humanité. La philosophie a dégénéré en une misérable scolastique. La littérature, la peinture, l'architecture, la musique, qui auraient pu atteindre au service du socialisme de nouveaux sommets, sont marquées du sceau de la stérilité. La chose ne s'arrête pas aux frontières de l'U.R.S.S. Par l'intermédiaire du Comintern, tous les moyens sont mis en œuvre pour abaisser, émasculer, asservir le mouvement d'émancipation dans tous les pays. L'autorité de la révolution d'Octobre est remplacée par celle du « Chef » infaillible et cela va de pair avec un système de corruption sans précédent dans l'Histoire. Le caporalisme, le byzantinisme, la bigoterie, le jésuitisme, le mensonge et la fausseté empoisonnent l'atmosphère que respirent les éléments avancés de l'intelligentsia, au même titre que l'avant-garde ouvrière. Le travail de démoralisation à l'échelle mondiale se couvre du drapeau de la « défense de l'U.R.S.S. ».

Dans son insignifiance même, la revue *New Masses*³ est l'expression de ce système. Le sort de *The Nation* et *The New Republic*⁴ est une illustration moins éclatante, mais non moins convaincante, de la servilité nouvelle de l'intelligentsia avancée. Nous n'avons aucune raison d'idéaliser le passé de ces revues. Mais il est impossible de nier qu'avec toutes leurs limitations

3. *New Masses* était née au printemps de 1926 sous la direction de Joseph Freeman, Mike Gold, Hugo Geller et se voulait alors une revue large destinée à organiser la discussion entre intellectuels progressistes. Waldo Frank, Eugene O'Neill, John Dos Passos, Max Eastman, étaient parmi ses collaborateurs. Mais elle était devenue ensuite un organe servile de la politique « culturelle » du P.C. américain, épousant tous les « tournants » de l'I.C.

4. *The Nation* et *The New Republic*, revues démocrates, avaient été prudentes à l'égard de la révolution russe et s'étaient tenues à bonne distance du mouvement communiste ensuite. Après la Grande Dépression cependant, elles avaient l'une et l'autre, reflété l'évolution de nombre d'intellectuels qui campaient « dans les faubourgs intellectuels du communisme » sans s'y engager et fournissaient au stalinisme une couverture protectrice.

démocratiques elles ont, malgré tout, joué un rôle progressiste. Au cours des dernières années, elles sont passées formellement de la position démocratique à une position semi-marxiste, c'est-à-dire qu'il semblerait qu'elles aient fait un pas en avant. En réalité, ces ex-organes démocratiques sont tombés dans des rapports de dépendance de service à l'égard de *New Masses* qui n'est rien d'autre que l'organe officieux du G.P.U.

Le facteur décisif de l'avenir historique aux Etats-Unis comme dans les autres pays est le parti ouvrier révolutionnaire. Nous n'anticiperons pas sur les voies ni les formes de son édification. Nos objectifs sont plus modestes : avant de construire, il faut déblayer le terrain des détritiques et des ordures. Il faut sortir de l'impasse l'aile avancée de l'opinion publique américaine. Il faut l'affranchir du régime du gendarme. Il faut arracher le marxisme à l'étau de l'Inquisition. Il faut reconquérir la liberté de critique et de création. Il faut rétablir dans leurs droits l'honnêteté, la sincérité, la vérité. Il faut rendre à la pensée révolutionnaire son indépendance, sa dignité, sa foi en elle-même.

Par quoi commencer ? D'abord par une véritable revue marxiste, qui ne soit pas liée par d'autres obligations que celles de l'honnêteté théorique. Le marxisme, par son essence même, est une critique qui ne s'arrête devant aucun tabou. A bas l'idolâtrie ! Il faut aiguiser avec soin tous les instruments coupants et tranchants de la pensée. Il ne faut pas se priver d'empoigner le fouet pour chasser de la tribune les prophètes à gages, les sycophantes qui se réclament du socialisme, les carriéristes méprisables qui remplacent impunément la conviction et les connaissances par des calomnies.

Des courtisans acharnés vont s'écrier que nous ébranlons les bases de l'U.R.S.S., que nous affaiblissons la démocratie et que nous servons le fascisme. Nous répondons d'avance à ces clameurs par le mépris, lequel n'aura pas de peine à manier l'arme de l'ironie et du sarcasme, quand il ne s'en tiendra pas au simple coup de pied. Tout ce qui vit s'use et se renouvelle. Et, avant tout, c'est la révolution ossifiée qui a besoin de se renouveler. Nous n'avons rien de commun avec le camp de concentration privilégié des « Amis de l'U.R.S.S. » Nous nous situons intégralement sur le terrain du régime soviétique. Nous haïssons ses exploités, ses parasites, ses fossoyeurs. C'est dans l'intérêt de l'U.R.S.S. et du prolétariat mondial que nous déclarons une guerre implacable au bonapartisme stalinien et à ses laquais internationaux. La captivité de Babylone de la pensée

révolutionnaire ne peut durer et elle ne durera pas éternellement. Les impostures judiciaires de Moscou marquent le commencement de la fin. Nous voulons accélérer l'effondrement du régime policier qui pèse sur l'avant-garde d'Occident et d'Orient. C'est là la principale tâche de la publication que nous projetons.

Nous ne fermons pas les yeux sur les difficultés. Notre époque pose des problèmes grandioses dans tous les domaines de la création humaine. Il n'existe pas de solution toute faite. Le marxisme est l'analyse du processus historique vivant. La libre analyse présuppose l'existence inévitable de désaccords sur les bases du marxisme lui-même. L'esprit du dogmatisme mortel sera étranger à notre revue. Dans ses pages s'affronteront les diverses nuances de la pensée révolutionnaire. Une tribune libre y occupera une place de choix. La rédaction consacrera toutes ses forces à tirer à temps un bilan de chaque discussion.

Nous commençons notre travail avec des forces et des moyens modestes, mais avec une foi inébranlable dans l'avenir. Nos tâches ont une portée internationale. C'est pourquoi nous comptons sur une collaboration internationale. A travers tous les obstacles et en dépit de toutes les difficultés, nous sommes fermement décidés à aller jusqu'au bout de notre travail.

RÉPONSES A L'ASSOCIATED PRESS¹

(1^{er} juin 1937)

— *Depuis l'organisation de la IV^e Internationale à Genève, à combien de pays ses activités se sont-elles étendues ?*

— Plus de trente pays.

— *En gros, quel est son effectif aujourd'hui ?*

— Je peux, à titre d'hypothèse, parler de quelques dizaines de milliers².

— *Envisage-t-elle la nécessité de mettre un terme au système bureaucratique actuel en Russie soviétique et le retour de cette nation aux principes du socialisme marxiste ?*

— Oui, assurément.

— *S'il en est ainsi, quelles sont les méthodes pratiques prévues à cette fin ?*

— Seuls d'importants succès de la classe ouvrière mondiale peuvent rendre confiance à l'ouvrier russe. Dans l'éventualité de tels succès, les masses laborieuses de l'U.R.S.S. trouveront des méthodes pour se débarrasser elles-mêmes de la bureaucratie bonapartiste. N'oubliez pas que le prolétariat russe a derrière lui la tradition de trois révolutions.

— *La IV^e Internationale soutient-elle activement les principes de la révolution mondiale ? Quels moyens emploie-t-elle pour faire avancer ce concept ?*

— Oui. La IV^e Internationale repose sur le principe de la révolution internationale. La première condition de tout succès à cet égard est que l'avant-garde du prolétariat international soit affranchie du commandement de la bureaucratie soviétique, G.P.U. compris. Le mouvement, guidé par des principes interna-

1. Interview avec l'Associated Press (T 4150), traduite de l'anglais avec la permission de la Houghton Library.

2. Le chiffre est sans doute optimiste.

tionaux, doit être fermement enraciné dans le sol national et non soumis à un contrôle mécanique de l'extérieur.

— *La IV^e Internationale a-t-elle éprouvé d'autres tentatives de répression dans des pays autres que l'Union soviétique, ou bien ces efforts sont-ils dirigés avant tout contre M. Trotsky et ses partisans en tant qu'individus ?*

— Dans tous les pays fascistes et réactionnaires les organisations de la IV^e Internationale sont persécutées avec une extrême vigueur. Plusieurs dizaines de prétendus trotskystes sont détenus dans les prisons de Hiler, exactement de la même façon que dans les prisons de Staline. Soixante membres de la IV^e Internationale ont été arrêtés à Dantzig en décembre 1936 ; dix d'entre eux, sous la direction du Dr Jakubowski³ ont été condamnés en janvier de cette année à de longues peines de prison. Ils étaient accusés d'agir pour le compte de l'Union soviétique et contre les intérêts militaires de l'Allemagne. Le compte rendu de ce procès a été publié dans les journaux fascistes allemands. Il y a quelques semaines, j'ai appris dans la presse hongroise que vingt-cinq membres de la IV^e Internationale venaient d'être arrêtés à Budapest⁴. De nombreux partisans du mouvement sont dans les prisons de Mussolini ; également en Autriche, etc. En Norvège, où la IV^e Internationale n'avait pas d'adhérents, la répression contre moi a conduit à la création d'une section, avec un journal intitulé *IV^e Internationale* et d'autres publications.

— *Quelle est la position de M. Trotsky dans le mouvement ? Est-il le dirigeant réel, aussi bien qu'en titre ?*

— Je n'ai aucune position officielle dans le mouvement. Je m'exprime par mes livres et mes articles publiés dans diverses langues dans le monde. Je puis dire avec satisfaction que beaucoup des partisans de la IV^e Internationale (beaucoup, mais pas tous, en aucun cas) attachent quelque importance à mes opinions, mais mon avis théorique n'a en aucun cas un caractère officiel.

— *L'a-t-on laissé libre au Mexique de poursuivre une correspondance avec ses amis, ses associés et ses partisans, et a-t-il été libre d'écrire ce qu'il désirait en vue d'une publication, bien entendu*

3. Franz Jakubowski (1912-1970), étudiant en droit, ancien du K.P.D. puis du S.A.P., avait été le principal accusé du groupe des trotskystes condamnés à Dantzig en janvier précédent.

4. Le journal de Budapest *8 Oraiusag* du 12 novembre 1936 avait annoncé l'arrestation de « communistes » qui « voulaient développer la ligne de Trotsky », parmi lesquels l'employé de banque Antal Reingold, l'étudiant Josef Bogнар et sa femme, l'ingénieur Endre Zebergényi, et sa femme, l'ouvrier en chaussures Josef Hegedüs, l'ouvrier d'usine Antal Kuklis, la lycéenne Kato Korczan, M^{mes} Johanna Tömle, Magda Neuhaus, György Bogнар ; au total, onze mineurs parmi eux.

dans le respect de son engagement de ne pas s'ingérer dans les affaires intérieures mexicaines ?

— Je n'ai eu à subir aucune restriction de mon activité de la part des autorités mexicaines. Il n'y a aucun contrôle sur ma correspondance. Je dois en outre souligner que pendant plus de vingt années de mon existence politique en exil, mon activité n'a été soumise à un contrôle spécial que pendant quatre mois — sous le prétendu gouvernement « socialiste » de Norvège à la fin de 1936.

Pendant mon séjour au Mexique, ma correspondance très fournie a été et continue à être consacrée exclusivement aux procès de Moscou et à l'enquête sur eux. Il n'est pas nécessaire de dire qu'à chaque pas je prends soin d'éviter tout ce qui pourrait causer les plus légères difficultés au gouvernement de ce généreux pays, dans sa politique intérieure comme extérieure. Toutes les assertions contraires sont dictées par le G.P.U. à travers ses agents littéraires. Ces messieurs affirment, d'un côté, que je soutiens le fascisme contre le socialisme, et, de l'autre, que je fomenté des soulèvements révolutionnaires dans différents pays. La première accusation est destinée aux ouvriers et aux démocrates, la seconde aux gouvernements conservateurs. L'une et l'autre sont fausses.

— Comment M. Trotsky conçoit-il les lignes du développement futur et la mission historique de la IV^e Internationale ? Remplacera-t-elle finalement la III^e ? Les deux organisations continueront-elles à exister côte à côte ? Quel terrain existe-t-il, s'il en existe un, pour la fusion avec les socialistes « durs » de la II^e ?

— La III^e Internationale est condamnée par les contradictions entre les intérêts de la bureaucratie de Moscou et ceux du prolétariat mondial. Les infâmes impostures de Moscou ont porté à la III^e Internationale un coup mortel. La prochaine période sera celle de la désintégration systématique du Comintern. Elle sera remplacée par une association mondiale indépendante reposant sur des principes et l'honnêteté, par sur les ordres et l'argent.

— Quelles ont été politique et activités de la IV^e Internationale dans l'actuel conflit espagnol ?

— La section espagnole de la IV^e Internationale n'a été fondée qu'il y a deux ou trois mois. Par conséquent, elle est pour l'instant assez petite⁵. Malheureusement, je n'ai aucun lien

5. Dans ses rapports de Barcelone, Erwin Wolf, à cette époque, rend compte d'assemblées générales de militants : le 6 juillet, 23 militants dont

personnel avec elle. Le mouvement insurrectionnel — celui des 3 et 4 mai —, autant que je puisse en juger d'ici, a été un mouvement plus ou moins spontané des masses anarcho-syndicalistes et en particulier des ouvriers du P.O.U.M.⁶. Ce dernier, non seulement n'est pas trotskyste, mais chasse les trotskystes de ses rangs⁷. Le Comintern appelle « trotskystes » tous ceux qui ne sont pas dévoués à ses ordres. Dans mes déclarations précédentes, je n'ai cessé de répéter que la politique radicalement fautive de l'Internationale communiste en Espagne ne peut provoquer que le mécontentement des masses et des soulèvements spontanés au grand avantage des fascistes⁸. Les tout derniers événements ne constituent qu'une confirmation tragique de cette prédiction.

17 espagnols, de façon permanente à Barcelone, 17 seulement dont 5 étrangers et une dizaine d'actifs. On n'a pas de chiffre pour Madrid ; il y a au front une quinzaine de combattants.

6. L'insurrection de mai était surtout l'œuvre de la masse des travailleurs de Barcelone influencés par la C.N.T.

7. Le P.O.U.M. avait refusé d'admettre les trotskystes et avait exclu de ses rangs le militant K. H. Lenz, devenu trotskyste en Espagne.

8. Le point de vue de Trotsky sur l'insurrection de mai n'est pas encore complètement formé.

[DES DOCUMENTS QUI MANQUENT]

(1^{er} juin 1937)

Cher Ami,

Après mes ennuis de santé, j'ai repris le travail. J'envoie un chapitre du livre. Quant aux quatre ou cinq chapitres restants, je compte fermement vous les envoyer dans le courant des 8-10 jours à venir². L'éditeur américain des comptes rendus³ a aussi obtenu de la commission les droits pour l'Angleterre. Donc le problème de l'édition anglaise tombe.

Tu me parles de notre correspondance à propos du mot d'ordre « A Bas Staline ! » (1931-1932). Je ne l'ai pas ici. On peut la présenter à la commission de Paris et se contenter d'envoyer ici les extraits les plus importants⁴. Je ne comprends pas ce qui s'est passé avec les archives parisiennes : le G.P.U. en a volé 85 kilos. Tu m'as écrit que cela représentait un vingtième. Parlais-tu seulement des lettres ou bien de l'ensemble des documents, c'est-à-dire 85 kilos ?

Tout ce qui concernait la France, ainsi que beaucoup d'autres dossiers, en particulier ma correspondance avec toi, a été séparé de mes archives⁵. En tout cas, je n'ai pas les lettres que je t'ai envoyées pendant cette période.

1. Lettre à L. Sedov (10211), traduite du russe, avec la permission de la Houghton Library.

2. Il s'agit du livre *Les Crimes de Staline*.

3. Harper & Brothers, familièrement Harpers.

4. Sur cette correspondance, on peut se reporter à l'article de P. Broué « Trotsky et le Bloc des Oppositions en 1932 », *Cahiers Léon Trotsky* n° 5. Mais le travail a été effectué sur les extraits mentionnés ci-dessus et envoyés à Trotsky par Sedov, pas sur les originaux qui étaient en la possession de Sedov et n'ont pas été retrouvés.

5. C'est à l'arrivée de Trotsky en France qu'il fut décidé de ne pas laisser avec le gros de ses archives tout ce qui concernait la France et aurait pu par trop intéresser la police de ce pays. Mais la plus grande partie de ces documents ne put être retrouvée après la mort de Sedov, notamment la correspondance entre le père et le fils.

Ta mère a recopié elle-même un grand nombre de tes lettres, dont celles qui ont, d'après toi, été volées par le G.P.U.⁶. Les as-tu reçues ? Je crains que le paquet ne se soit perdu. Sinon je ne comprends pas ton silence.

6. Trotsky et son fils faisaient, chaque fois que c'était possible, des doubles. Cette phrase confirme au passage la fausseté de l'assertion initiale de Sedov en novembre 1936, selon laquelle le G.P.U. n'aurait volé que « des coupures de presse ».

[LA QUESTION DES COLLABORATEURS]¹

(2 juin 1937)

Cher Camarade Isaacs,

Je sais que vous avez de grandes difficultés financières et que vous cherchez les possibilités de faire des économies. Je crois que nous aussi pouvons faire d'importantes économies. Le travail pour la commission est devenu bien restreint. Ma correspondance anglaise est minime. Pour faire d'importantes traductions en anglais, je peux envoyer les manuscrits à New York. C'est pourquoi je pense qu'il n'est nullement nécessaire de retenir ici, au moins pour la prochaine période, le camarade B. Wolfe, qui pourrait vous être bien utile. La camarade Ageloff² reste encore ici pour deux mois. Elle vient chaque après-midi nous aider dans notre travail. Sa collaboration me suffit totalement pour la correspondance anglaise courante.

Je puis ajouter en pleine sincérité que le départ éventuel d'ici du camarade Bernard [Wolfe] afflige déjà Natalia et moi-même, car on l'aime beaucoup dans la « famille ». Mais si on passe du plan sentimental au plan politique, il faut constater qu'il sera beaucoup plus utile à New York qu'ici. Il connaît très bien son anglais, il sait très bien formuler sa pensée, il a des capacités pédagogiques. Je crois qu'il peut être un propagandiste excellent (peut être pas un agitateur), mais il ne connaît pas le russe, ce qui nous oblige à faire ici deux traductions, du russe en français et du français en anglais. D'autre part, je ne crois pas qu'il ait des aptitudes et un intérêt pour la technique du « bureau », et c'est

1. Lettre à H. R. Isaacs (8552), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Ruth Ageloff (née en 1906), une ancienne de l'A. W. P. de Muste, membre de la section américaine, était venue travailler à Coyoacán auprès de la commission d'enquête. Elle prolongeait son séjour au Mexique. Elle était la sœur de Sylvia.

précisément ce travail qui joue ici le rôle le plus important. Voici les raisons pour lesquelles je trouve possible le départ de Wolfe pour New York.

Avant et pendant la session de la commission, il m'a rendu des services inappréciables. Mais maintenant et jusqu'à nouvel ordre, je crois que lui-même est d'accord pour reconnaître que sa présence ici ne se justifie pas au point de vue politique.

Que va-t-on faire après le départ de la camarade Ageloff ? Il faut y réfléchir. On m'a parlé d'une camarade qui connaît le russe et qui viendrait de sa propre initiative au Mexique. Je n'en sais rien. Vous comprenez bien qu'il ne suffit pas de connaître le russe et l'anglais pour traduire du russe en anglais. En tout cas, il ne faut pas agir à la hâte. Nous avons le temps de nous entendre sur les candidats éventuels pour remplacer, le cas échéant, la camarade Ageloff.

[UN BEAU TRAVAIL !]¹

(3 juin 1937)

Cher camarade Glotzer,

Je vous prie d'excuser mon retard à vous répondre. Nous avons maintenant reçu le compte rendu complet et tout le monde ici admire votre travail, surtout compte tenu de mon terrible anglais. Vous avez fonctionné non seulement comme un sténo-graphe, mais comme un professeur d'anglais et un éditeur. Wolfe et Ruth Ageloff proposeront quelques corrections, mais pas nombreuses. Sans votre travail — et l'aide de la camarade Reva² nous n'aurions jamais pu avoir un tel compte rendu et les sessions de Mexico auraient perdu la moitié de leur valeur. Je vous remercie de tout cœur.

Natalia a reçu avec plaisir la lettre de Reva et la remercie. J'attends avec intérêt votre appréciation de la situation générale. Quel est votre plan pour venir au Mexique cet été avec Reva ? J'ai peur que votre travail sur le compte rendu ne vous ait empêché d'accumuler de l'argent pour le voyage. Cela n'a-t-il pas été le cas ?

1. Lettre à Albert Glotzer (8274), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Reba Crain était la compagne d'Albert Glotzer.

[UN DANGER]¹

(4 juin 1937)

Chère Mademoiselle LaFollette,

On peut être sûrs que le G.P.U. va faire tout son possible pour détruire l'influence que le compte rendu sténographique doit avoir. La méthode la plus simple consisterait à acheter toute l'édition et à la détruire (le G.P.U. a déjà essayé de faire ça avec mes livres allemands en 1930). Ce n'est pas très facile d'empêcher de telles tentatives, mais il faut s'y employer autant que possible par des mesures adéquates.

Nous avons découvert quelques documents nouveaux de grande importance (surtout en ce qui concerne l'affaire Olberg), mais je ne sais pas s'il serait possible même de les mentionner dans le supplément du rapport.

1. Lettre à S. LaFollette (8746), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

[LE LIVRE SE TERMINE]¹

(4 juin 1937)

Cher Ami,

Je viens de recevoir ta lettre n° 24 ainsi qu'une série de documents intéressants (dont la lettre de Féro² à qui je transmets mes amitiés). Si Serge peut écrire des notes pour le texte, le livre y gagnera. Je ne crains pas que, dans ces notes, Serge dépasse des limites raisonnables. Je t'envoie une partie du manuscrit. Au cours des prochaines semaines, c'est-à-dire avant le 11 juin, je terminerai le livre sans faute. Il reste encore trois chapitres qui précéderont ma conclusion (j'y intégrerai mon discours de New York). Comme conclusion, je donnerai mon appréciation des discours de Staline et de Molotov³. Je pense que cela satisfera V[ictor] Serge. Il faut également écrire une petite introduction.

L'article des *Dernières Nouvelles* à propos de la marche sur Varsovie est très intéressant et correspond entièrement à la réalité.

1. Lettre à L. Sedov (10212), traduite du russe, avec la permission de la Houghton Library.

2. Féro était l'abréviation de Feroci, pseudonyme militant d'un ancien dirigeant du P.C. italien et compagnon de Gramsci, Alfonso *Leonetti* (né en 1895), qui avait été membre du S.I. de 1930 à 1932 et de 1933 à 1936.

3. Viatcheslav M. Skriabine, dit *Molotov* (né en 1890), vieux bolchevik, avait été l'un des lieutenants de Staline dans sa montée au pouvoir. Il était membre du bureau politique et président du conseil.

STALINE SUR SES PROPRES IMPOSTURES¹

(juin 1937)

Hitler, avec le cynisme fanfaron qui le caractérise, nous livre le secret de sa stratégie politique :

« Il appartient au génie d'un grand chef, écrit-il, de représenter jusqu'à des adversaires très éloignés les uns des autres comme appartenant à la même catégorie, car la connaissance des différences existant entre nos ennemis devient trop facilement chez les faibles le commencement du doute » (*Mein Kampf*).

Ce principe est à l'opposé de la politique marxiste et de la connaissance scientifique en général, laquelle commence par l'analyse, la confrontation, la recherche des différences fondamentales et aussi des nuances intermédiaires. Le marxisme n'a jamais consenti à traiter ses adversaires comme une « seule masse réactionnaire ». La différence entre l'agitation fasciste et l'agitation marxiste est celle de l'éducation scientifique et de l'hypnose démagogique. La méthode stalinienne, qui a trouvé son expression la plus achevée dans les impostures judiciaires, s'accorde pleinement avec la recette de Hitler, qu'elle dépasse de loin en ampleur. Tous ceux qui ne s'inclinent pas devant la clique dirigeante de Moscou forment désormais « une seule masse fasciste ».

Pendant les procès de Moscou, Staline s'est ostensiblement tenu à l'écart. On a même écrit qu'il était parti dans le Caucase. Ce serait bien dans sa manière. Vychinsky et la *Pravda* recevaient en coulisse des instructions. L'échec des procès devant l'opinion internationale, le doute et l'anxiété grandissante en

1. Article paru dans *Socialist Appeal*, 30 octobre et 6 novembre 1937, traduit de l'anglais.

U.R.S.S. ont pourtant obligé Staline à se manifester ouvertement. Le 3 mars dernier, il a prononcé au comité central un discours qui a été publié dans la *Pravda* après avoir été revu avec attention². Impossible de parler de sa valeur théorique. Il se situe en deçà de toute théorie et même de toute politique au sens réel du mot : il n'est qu'une instruction sur la manière de tirer parti des faux antérieurs, et d'en préparer de nouveaux.

Staline commence par définir le « trotskysme » : « C'était, il y a sept ou huit ans, une tendance politique du mouvement ouvrier, c'est aujourd'hui une bande enragée de saboteurs, de destructeurs au service de l'ennemi, d'espions et d'assassins. » L'auteur de cette définition oublie qu'il adressait au trotskysme, « il y a sept ou huit ans », les mêmes accusations, sous une forme un peu plus prudente. Dès la seconde moitié de 1927, le G.P.U. tenta de lier les trotskystes, des camarades peu connus, il est vrai, aux Blancs et aux agents de l'étranger. Mon expulsion d'U.R.S.S. fut officiellement motivée par l'accusation selon laquelle je préparais un soulèvement. Staline n'osa d'ailleurs pas publier cette assertion fantaisiste du G.P.U. La *Pravda*, pour justifier l'exécution de Blumkine, de Silov et de Rabinovitch³ imputait en 1929 aux trotskystes l'organisation des catastrophes de chemin de fer. Des opposants déportés furent accusés en 1930 d'espionnage pour avoir correspondu avec moi. En 1930-1932, le G.P.U. tenta d'obtenir d'opposants peu connus des « aveux » sur la préparation d'attentats. J'ai soumis à la commission d'enquête de New York les documents sur ces premières ébauches des futurs amalgames. Staline n'avait pas encore à l'époque brisé la résistance du parti ni même des milieux dirigeants de la bureaucratie ; il en était réduit à l'intrigue, à la calomnie venimeuse, aux arrestations, aux déportations, à des exécutions occasionnelles, expérimentales en quelque sorte. Il formait peu à peu ses agents et se formait lui-même. Car on aurait tort de croire qu'il est né avec ce parfait visage de Caïn.

2. Cf. *Œuvres*, 13, pp. 133-134. Le discours, prononcé le 3 mars, n'avait été rendu public qu'à la fin du mois.

3. Iakov G. *Blumkine* (1899-1929), l'ancien terroriste s.r. qui avait assassiné en 1918 l'ambassadeur allemand von Mirbach pour provoquer une reprise de la guerre, s'était rallié aux bocheviks, convaincu notamment par Trotsky et avait servi dans l'Armée rouge, au secrétariat de Trotsky, puis dans les services de renseignements à l'étranger. Il avait rendu visite à Trotsky en 1929 et avait été fusillé à son retour en U.R.S.S. (cf. Pierre Broué, « Les Trotskystes en U.R.S.S. », *Cahiers Léon Trotsky* n° 6, 1980). *Rabinovitch*, était un officier du G.P.U. qui était accusé d'avoir donné l'information sur l'exécution de Blumkine à un journaliste, *Silov*, lequel avait informé l'Opposition. Tous deux avaient été passés par les armes peu après Blumkine.

« La principale méthode d'action des trotskystes — poursuit Staline —, ce n'est plus la propagande honnête et publique pour leurs idées au sein de la classe ouvrière, mais le camouflage de ces idées... l'hypocrite piétinement dans la boue de leurs propres idées. » Il y a dix ans, les assistants évitaient de se regarder dans les yeux quand Staline reprochait à ses adversaires de manquer de « sincérité » ou d'« honnêteté » : Iagoda inculquait alors les grands principes de la morale... Staline ne nous dit pas comment la « propagande publique » serait possible dans un pays où toute critique du Chef est punie beaucoup plus sévèrement qu'en Allemagne fasciste. La nécessité d'échapper au G.P.U. et de poursuivre clandestinement la propagande discrédite le régime bonapartiste, et non les révolutionnaires.

Staline ne nous explique pas non plus comment l'on peut « piétiner dans la boue ses propres idées » et inciter des milliers de personnes à leur sacrifier leur vie. Le discours, comme l'orateur, sont bien à la hauteur de la presse réactionnaire qui a toujours affirmé que la lutte de Staline contre le « trotskysme » n'était qu'une fiction, et que nous sommes en réalité tous conjurés contre l'ordre capitaliste, et que mon bannissement n'a servi qu'à masquer notre collaboration. Ne serait-ce pas pour mieux dissimuler sa solidarité avec eux que Staline extermine les trotskystes et « piétine leurs idées dans la boue » ?

L'orateur nous livre le plus grossièrement sa pensée véritable quand il parle du programme de l'Opposition. « Au procès de 1935, dit-il, Kamenev⁴ et Zinoviev ont catégoriquement nié avoir eu une plate-forme politique... Ils mentaient à n'en pas douter : ils avaient en réalité une plate-forme de restauration du capitalisme. » Le mot de « cynique » a quelque chose d'ingénu et de patriarcal appliqué à ce moraliste qui a imposé à ses victimes de faux aveux, les a fait massacrer sous une accusation manifestement mensongère et les accuse encore de mensonge — au lieu de penser à lui-même, à Iagoda, à Vychinsky⁵. Mais c'est ici que le maître faussaire se fait prendre la main dans le sac.

En janvier 1935, au premier procès, Zinoviev, Kamenev et leurs camarades ont reconnu, selon le compte rendu officiel, que

4. Lev B. Rosenfeld dit *Kamenev* (1883-1936), vieux-bolchevik, beau-frère de Trotsky, avait été depuis 1917 l'allié politique de Zinoviev, condamné et exécuté comme lui après le procès des seize.

5. Henrikh G. *Iagoda* (1891-1938), vieux-bolchevik, longtemps chef-adjoint du G.P.U., qui avait succédé à Menjinsky, avait été remplacé en septembre 1936 par Ejov. Andréi I. *Vychinsky* (1883-1955), ancien avocat et ancien menchevik, procureur général, avait requis contre les vieux-bolcheviks dans leurs procès.

leur activité était inspirée par le « dessein secret de restaurer le régime capitaliste ». L'acte d'accusation formulait ainsi les fins des prétendus « trotskystes ». Les accusés disaient donc vrai ? Par malheur, personne ne voulut croire à cette vérité officielle. Il fut donc décidé, au cours de la préparation du deuxième procès Zinoviev-Kamenev (celui d'août 1936), de ne plus parler du programme de restauration capitaliste, comme trop absurde, et de tout ramener à la « soif du pouvoir » : le profane y croirait plus facilement. Et le nouvel acte d'accusation nous apprend donc qu' « il est établi de façon incontestable que le seul mobile de l'organisation trotskyste-zinoviéviste était la prise du pouvoir à tout prix ». Le procureur niait l'existence d'une plate-forme trotskyste, et c'était même là ce qui rendait les accusés doublement criminels. Peu importe qu'ils aient ou non menti : la justice stalinienne a établi « de façon incontestable » que « leur seul mobile » était de « s'emparer du pouvoir ». C'est à cette fin qu'ils auraient eu recours au terrorisme.

Mais cette nouvelle version, laquelle servit à fusiller Kamenev et Zinoviev, ne donna pas les résultats escomptés. Ni les ouvriers ni les paysans n'eurent de raisons de s'indigner contre les prétendus « trotskystes » désireux de s'emparer du pouvoir, et qui ne sauraient être pires que la clique dirigeante. Il fallut, pour effrayer les gens, ajouter que les trotskystes entendaient rendre la terre aux propriétaires fonciers et les usines aux capitalistes. La seule accusation de terrorisme, en l'absence d'attentats, ne permettait pas de continuer à exterminer ses adversaires. Il fallait, pour élargir le cercle des accusés, parler de sabotage et d'espionnage. Mais on ne pouvait prêter à l'un ou l'autre une apparence de raison qu'en établissant les intelligences des trotskystes avec les ennemis de l'U.R.S.S. Or ni l'Allemagne, ni le Japon n'eussent soutenu les « trotskystes » mus par la seule « soif du pouvoir ». Il ne restait qu'à donner ordre aux accusés de revenir au programme de « restauration du capitalisme ».

Ce faux complémentaire est si instructif qu'il mérite de retenir l'attention. Quiconque sait lire pourra, en consultant une collection de journaux de l'Internationale communiste, suivre les trois phases du développement de l'accusation, triade hégélienne du faux, thèse, antithèse, synthèse. Au lendemain du procès de Moscou de janvier 1935, les journalistes payés par Moscou, dans le monde entier, imputent à l'ex-président de l'Internationale, au futur fusillé Zinoviev, selon ses propres « aveux », le dessein de restaurer le capitalisme. La *Pravda*, organe personnel de Staline, donne le ton. Sur son ordre, la presse communiste saute ensuite

de la thèse à l'antithèse et, pendant le procès des seize, en août 1936, flétrit les assassins trotskystes dépourvus de tout programme. La *Pravda* et l'I.C. ne s'en tiennent à cette version que pendant un mois : jusqu'au 12 septembre⁶. Les zigzags du Comintern correspondent à ceux de Vychinsky, lequel à son tour obéit aux directives de Staline.

Radek⁷ fournit sans le vouloir le schéma de l'accusation synthétique. Son article sur « La Bande fasciste trotskyste-zinoviéviste » paraît le 21 août 1936. L'objectif de l'infortuné publiciste est de creuser entre lui et les accusés un fossé aussi profond que possible. Cherchant à tirer des prétendus « crimes » les plus effroyables conséquences en politique intérieure et internationale, Radek écrit : « Ils (les accusés et Trotsky le premier...) savent (...) qu'en ruinant la confiance en la direction stalinienne (...) ils apportent de l'eau au moulin des fascismes allemand, japonais, polonais et autres. Ils savent d'autant mieux qu'assassiner le Chef génial des peuples soviétiques, Staline, ce serait travailler pour la guerre... » Et Radek de faire aussitôt un pas de plus : « Il ne s'agit pas d'anéantir des ambitieux coupables du pire des crimes, mais de détruire les agents du fascisme, prêts à allumer la guerre et à faciliter la victoire du fascisme pour obtenir de ses mains un pouvoir fantôme tout au moins. » Ce n'est pas là une accusation juridique, ce n'est que rhétorique politique ; Radek, accumulant les abominations, ne s'imagine pas qu'il devra bientôt les payer. Piatakov et Rakovsky⁸ écrivaient dans le même esprit, et devaient subir les mêmes conséquences.

Staline s'empara de ces articles de capitulards épouvantés pour commander la préparation d'un nouveau procès. Le 12 septembre, trois semaines après l'article de Radek, la *Pravda* publie tout à coup que « les accusés se sont efforcés de dissimuler les buts véritables de leur action. Ils ont répandu qu'ils n'avaient aucun programme. Ils en avaient pourtant un : celui de la destruction du socialisme et du rétablissement du capitalisme ».

6. Les collaborateurs de Sedov qui dépouillaient la *Pravda* avaient repéré et daté un tournant semblable.

7. Karl B. Sobelsohn dit *Radek* (1885-1939), qui avait été l'un des plus brillants journalistes bolcheviques et militant de l'Opposition qu'il avait reniée en 1929, avait été l'accusé accusateur le plus complaisant de tous lors de son procès en janvier 1937.

8. Khristian G. *Rakovsky* (1873-1941), vieux révolutionnaire rallié aux bolcheviks pendant la guerre, ancien chef du gouvernement soviétique d'Ukraine, puis diplomate, ancien dirigeant de l'Opposition de gauche, féroce-ment traité de 1930 à 1934, avait capitulé à cette date et, en août 1936, il s'était joint au chœur de ceux qui hurlaient à la mort.

La *Pravda* ne donnait naturellement aucune preuve à l'appui. Pouvait-il être question de preuves ?

Le nouveau programme des accusés ne fut donc pas établi sur des documents, des faits, des aveux ou des présomptions logiques : il fut énoncé par Staline, par-dessus la tête de Vychinsky, après l'exécution des condamnés. Des preuves ? Le G.P.U. fut chargé de les fournir après coup, sous la seule forme qui lui soit possible, celle des « aveux spontanés ». Vychinsky entreprit sur-le-champ de transformer l'affirmation hystérique de Radek en thèse juridique, le pathétique en crime. Le nouveau schéma, Vychinsky l'attribua non plus à seize accusés (Zinoviev était déjà fusillé), mais à dix-sept — et, de ce nombre, à Radek qui ne l'avait à coup sûr pas prévu ! Cauchemar ? Non, réalité. Les principaux accusés du nouveau procès furent pareils à ces pieux collaborateurs de l'Inquisition qui creusaient avec zèle des tombes, clouaient des cercueils, préparaient des épitaphes — pour d'autres dans leur esprit — et qu'un inquisiteur invitait ensuite à mettre leur nom sur l'épitaphe et à s'assurer que le cercueil était bien à leur taille. Ceci fait, Staline sortit de l'ombre pour dire, en juge infaillible, de Zinoviev et de Kamenev que « tous deux avaient menti ». La fantaisie humaine n'avait jusqu'ici rien inventé de plus épouvantable.

Les éclaircissements de Staline sur le sabotage sont de la même valeur que le reste. « Pourquoi nos camarades n'ont-ils rien remarqué ? » demande-t-il, car cette question ne peut être éludée. « Parce que, au cours des dernières années, ils ont été absorbés par leur travail administratif... et ont oublié tout le reste. » A son habitude, Staline revient une dizaine de fois avec des variantes, sans preuve, sur cette idée. « Séduits par les succès économiques, nos administrateurs négligeaient le sabotage. » Ils ne le remarquaient pas. Ne s'y intéressaient pas. Mais quel travail les « absorbait » au point de les empêcher de remarquer la ruine de l'économie ? Qui devait « remarquer » le sabotage, du moment que les organisateurs de la production eux-mêmes en étaient coupables ? Staline n'essaie pas de lier les deux termes de son raisonnement. Sa pensée authentique est celle-ci : trop absorbés par leur travail pratique, les administrateurs communistes « perdaient de vue » les intérêts supérieurs de la clique dirigeante qui a besoin de fausses accusations, même forgées au détriment de l'industrie.

« Au cours des années antérieures, poursuit-il, les techniciens bourgeois se sont livrés au sabotage... Mais nous avons formé des dizaines et des centaines de milliers de cadres

bolcheviques bien préparés, techniquement calés » (Des centaines de milliers de « cadres » ?) « Les organisateurs du sabotage sont aujourd'hui non des techniciens sans parti, mais des saboteurs qui ont réussi à se procurer la carte du parti. » Renversement complet ! Afin de nous expliquer pourquoi les ingénieurs bien rétribués s'accommodent volontiers du « socialisme », tandis que les bolcheviks le combattent, Staline ne trouve rien de mieux que de qualifier de « saboteurs ayant réussi à se procurer la carte du parti » toute la vieille garde du bolchevisme — sans doute embusquée dans le parti depuis des dizaines d'années.

Le succès du sabotage exige une ambiance sociale propice. Où la prendre au sein du socialisme triomphant ? Staline nous répond : « Plus nous progresserons... et plus s'exaspéreront les restes des classes d'exploiteurs vaincues. » Mais, tout d'abord, l'impuissante « exaspération » des « restes » de ces classes, isolées du peuple, ne saurait ébranler l'économie soviétique. Ensuite, depuis quand Zinoviev, Kamenev, Rykov, Boukharine, Tomsky, Smirnov, Evdokimov, Piatakov, Radek, Rakovsky, Mratchkovsky, Sokolnikov, Sérébriakov, Mouralov, Sosnovsky, Belodorodov, Eltsine, Mdivani, Okoudjava, Gamarnik, Toukhatchevsky, Iakir⁹ — et des centaines d'autres moins connus —

9. Mikhail P. *Efremov* dit *Tomsky* (1880-1936), ouvrier imprimeur, vieux-bolchevik, longtemps président des syndicats et leader de la droite avec Boukharine et Rykov, s'était suicidé quand son nom avait été prononcé par un accusé de 1936. Grigori E. *Evdokimov* (1884-1936) était un vieux-bolchevik de Leningrad, condamné avec Zinoviev déjà en 1935 puis en 1936 où il fut exécuté. Sergei V. *Mratchkovsky* (1888-1936), membre du parti en 1905, officier général de l'Armée rouge, lié à Trotsky et membre de l'Opposition avait capitulé en même temps que Smirnov et suivi son destin. Grigori N. Brilliant, dit *Sokolnikov* (1888-1939), vieux-bolchevik passé de l'Opposition unifiée à la droite, puis devenu diplomate, avait été condamné à une peine de prison en janvier 1937. Léonid P. *Sérébriakov* (1890-1937), métallo et vieux-bolchevik, ancien secrétaire du parti, membre de l'Opposition de gauche jusqu'en 1928, avait été condamné et exécuté en janvier 1937. Nikolai I. *Mouralov* (1877-1937), agronome, vieux-bolchevik, dirigeant de l'insurrection de Moscou en 1917, ancien inspecteur général de l'Armée rouge, n'avait jamais fait de déclaration de repentir et avait été autorisé à vivre librement en Sibérie. Mais il figura parmi les accusés du procès de janvier 1937, avoua, fut condamné et exécuté. Lev S. *Sosnovsky* (1886-1937), vieux bolchevik et journaliste populaire, dirigeant de l'Opposition de gauche, déporté puis emprisonné en 1928, tint dans des conditions exceptionnellement dures jusqu'en 1934. Il venait sans doute d'être ramené en prison. Boris M. *Eltsine* (1879-1937 ?), membre du parti en 1899, bolchevik en 1903, dirigeant dans l'Oural en 1917, avait dirigé le centre de l'Opposition dans la clandestinité en 1928. Il est mort en prison ou en déportation ainsi que ses trois enfants. Polikarp G. dit *Budu Mdivani* (1877-1937), vieux-bolchevik, dirigeant du P.C. en Géorgie, membre de l'Opposition de gauche, déporté, avait capitulé en 1930. Il devait être fusillé en 1937 et était sans doute aux mains de ses bourreaux. Mikhail N. *Okoudjava*, vieux bolchevik, ancien secrétaire du P.C. géorgien, avait connu un destin identique.

tous anciens dirigeants du parti, de l'Etat, de l'Armée rouge, sont-ils devenus « les restes des classes d'exploiteurs vaincues » ? Tout en accumulant les faux, Staline s'est engagé dans une impasse telle qu'on a désormais peine à trouver dans ses explications l'ombre d'une signification raisonnable. L'objectif, en revanche, en est clair : il s'agit de calomnier et de détruire tout ce qui s'oppose à sa dictature bonapartiste.

« On aurait tort de croire, continue l'orateur, que la sphère de la lutte des classes est limitée par les victoires de l'U.R.S.S. Si, à l'un de ses bouts, la lutte de classes exerce son action en U.R.S.S., son autre bout s'étend au-delà dans les limites des Etats bourgeois qui nous environnent¹⁰. Nous apprenons que l'affermissement du socialisme dans un pays isolé entraîne l'aggravation et non l'atténuation de la lutte des classes et que la cause principale de ce phénomène antinaturel est dans l'existence des Etats bourgeois. Staline arrive incidemment, sans s'en rendre compte, à reconnaître l'impossibilité de bâtir une société sans classes dans un pays isolé. Mais les généralisations scientifiques le préoccupent peu. Son raisonnement n'est pas théorique, il est policier. Staline a besoin de faire passer à l'étranger le « bout » de son imposture. Il reprend :

« Considérons par exemple la IV^e Internationale trotskyste contre-révolutionnaire, formée, pour les deux tiers, d'espions et d'agents actifs de l'ennemi... N'est-il pas évident que cette Internationale d'espions formera les cadres de l'action d'espionnage et de sabotage des trotskystes ? »

Le syllogisme stalinien n'est de coutume que tautologie : l'Internationale des espions formera des espions ! « N'est-il pas évident ?... » Non, pas tout à fait et même pas du tout. Pour s'en convaincre, il suffit de revenir à l'affirmation connue de Staline : « Le trotskysme a cessé d'être un courant dans la classe ouvrière » pour devenir « un petit groupe de conspirateurs ». Leur plate-forme est telle qu'on ne peut jamais la faire connaître à personne : ils ne l'exposent encore qu'à l'oreille de Iagoda et de Ejov¹¹. Écoutons encore Staline :

10. Le discours dans son ensemble est remarquable du point de vue du style. Il y a « des centaines de milliers de cadres ». La lutte de classes a ses « extrémités ». Une « extrémité opère ». Les éditeurs déférents n'osent pas signaler ces traits d'illettrés au « Chef ». Le style n'est pas seulement l'homme, mais aussi le régime (*Note de Trotsky*).

11. Nikolai I. Ejov (cf. n. 21, p. 141) apparatchik obscur, était devenu chef du G.P.U. en septembre 1936, succédant à Iagoda.

« On comprend que cette plate-forme, les trotskystes devaient la cacher au peuple, à la classe ouvrière... à la masse trotskyste, et pas seulement à la masse trotskyste, mais aussi aux dirigeants trotskystes qui constituent un petit groupe de trente à quarante personnes. Quand Radek et Piatakov demandèrent à Trotsky la permission (?) de réunir une petite conférence de trente à quarante trotskystes pour les informer sur cette plate-forme, Trotsky le leur défendit (!) ».

Laissons l'étonnante description des rapports entre militants au sein de l'Opposition : de vieux révolutionnaires n'oseraient pas se réunir en U.R.S.S. sans la « permission » du lointain émigré Trotsky ! Cette caricature totalitaire et policière, correspondant à l'esprit du régime, n'est pas ce qui nous intéresse en ce moment. Autre chose nous importe davantage, c'est de savoir comment rattacher la caractéristique du trotskysme à celle de la IV^e Internationale ? Trotsky aurait interdit de mettre les trente ou quarante trotskystes éprouvés de l'U.R.S.S. au courant du sabotage et de l'espionnage, mais la IV^e Internationale, qui compte des milliers de jeunes membres est « pour les deux tiers formée d'espions et d'agents actifs de l'ennemi » ? Dissimulant son programme à quelques dizaines d'hommes, Trotsky en aurait informé des milliers d'autres ? En vérité, la haine et la ruse ne font pas preuve d'intelligence. Mais la pesante sottise de la calomnie couvre un dessein pratique bien déterminé tendant à l'extermination physique de l'avant-garde révolutionnaire internationale.

Ce dessein, avant même de recevoir en Espagne un commencement d'exécution, avait été divulgué sans la moindre gêne dans l'hebdomadaire de l'Internationale communiste (et du G.P.U.) *La Correspondance internationale*, le 20 mars 1937 presque simultanément avec la publication du discours de Staline. L'article, dirigé contre Otto Bauer¹² qui, bien qu'il tende à se rapprocher de la bureaucratie soviétique, ne parvient pas à croire Vychinsky, comporte notamment les lignes suivantes :

« Si quelqu'un est en mesure d'avoir dès aujourd'hui des informations très " authentiques " sur les pourparlers

12. Otto *Bauer* (1881-1938) était le chef du parti social-démocrate autrichien, théoricien de l'« austro-marxisme » qui s'était rapproché du point de vue de l'I.C. et de l'« antifascisme » mais n'avait pas accepté les procès de Moscou.

de Trotsky avec Hess ¹³, c'est bien Bauer. Les états-majors français et anglais sont très au courant de la chose. Grâce aux bons rapports qu'il entretient avec Léon Blum et Citrine (qui est lui-même l'ami tant de Baldwin que de Sir Samuel Hoare ¹⁴, il lui suffirait de s'adresser à eux. Ils ne lui refuseraient pas quelques informations confidentielles à son usage personnel ».

Quelle main tenait cette plume ? Comment le publiciste anonyme du Comintern est-il dans les secrets des états-majors britannique et français ? De deux choses l'une : ou ces états-majors ont ouvert leurs dossiers devant ce journaliste stalinien, ou, au contraire, ce journaliste a complété ses dossiers en y mettant le fruit de son imagination. La première hypothèse n'est guère vraisemblable, les états-majors n'ayant nul besoin de recourir au concours des journalistes du Comintern pour dévoiler le « trotskysme ». L'autre hypothèse demeure : le G.P.U. a fabriqué je ne sais quels « documents » à l'usage des états-majors étrangers. Au procès Piatakov, on n'a parlé de mon « entrevue » avec le ministre allemand Hess qu'incidemment. Piatakov, malgré son amitié (prétendue) avec moi, n'aurait pas tenté, lors de sa visite (prétendue), de connaître les détails de mes entrevues (prétendues) avec Hess. Comme de coutume, Vychinsky enchaîne. Il a sans doute été décidé par la suite d'approfondir la question. Les états-majors français et britanniques durent recevoir des « documents » : l'état-major du Comintern le sait de source sûre. Ni à Paris ni à Londres, ces précieuses pièces n'ont servi à quoi que ce soit. Pourquoi ? Se serait-on méfié ? Léon Blum et Daladier ¹⁵ n'ont peut-être pas consenti à devenir les partenaires des bourreaux de Moscou. Peut-être enfin MM. les généraux réservent-ils ces « documents » pour un moment mieux choisi ? Quoi qu'il en soit, Staline s'impatiente. Il a besoin d'une

13. Rudolf Hess (né en 1894) était l'un des principaux lieutenants de Hitler à la tête du parti nazi.

14. Walter Citrine (né en 1888) était président du Trades-Union Congress britannique depuis plus de dix ans. Stanley Baldwin (1867-1947), leader conservateur britannique, avait été premier ministre jusqu'au mois de mai 1937 où il avait été remplacé par Neville Chamberlain. Sir Samuel Hoare (1880-1959), ancien ministre des affaires étrangères de Baldwin, était ministre de l'intérieur de Chamberlain.

15. Edouard Daladier (1884-1970), ministre radical de la guerre en France pendant des années, était l'homme politique qui avait la confiance de l'état-major. Il avait été le chef de file des radicaux « de gauche » partisans du Front populaire.

confirmation de ses faux par des tiers « impartiaux ». Les états-majors se taisant, un journaliste du G.P.U. essaie de les faire parler. Telle est, à n'en pas douter, l'origine de l'article inspiré par Staline et qui complète son discours. M. Daladier ne nous donnera-t-il pas sur ce point des éclaircissements plus autorisés ?

La résolution du comité central sur le rapport de Staline dit :

« Les trotskystes ont été habituellement démasqués par les organes du commissariat à l'intérieur (le G.P.U.) et par l'initiative des membres du parti. Les organismes de l'industrie et, dans une certaine mesure, ceux des transports, n'ont fait preuve en l'occurrence ni d'activité ni d'initiative. Au contraire, des organismes de l'industrie ont contrecarré cette action » (*Pravda*, 21 avril 1937).

En d'autres termes, les dirigeants de la production et des transports, bien qu'aiguillonnés au fer rouge, ne sont pas parvenus à découvrir chez eux le « sabotage ». Ordjonikidzé¹⁶, membre du bureau politique, n'avait pas démasqué son adjoint Piatakov, Kaganovitch¹⁷, membre du bureau politique, ne s'était pas aperçu de l'œuvre destructrice de son adjoint Livshitz¹⁸. Les agents de Iagoda seuls se sont trouvés à la hauteur de leur tâche, aidés de gens à initiatives, c'est-à-dire d'agents provocateurs. Iagoda lui-même fut, il est vrai, bientôt démasqué lui-même comme un « ennemi du peuple, un gangster et un traître ». Mais cette révélation fortuite ne devait pas ressusciter les hommes qu'il avait fait fusiller...

Comme pour souligner la portée de ces textes révélateurs, le président du conseil des commissaires du peuple de l'U.R.S.S. Molotov, relate dans un rapport public que le gouvernement, ayant tenté d'établir des faits de sabotage non grâce au concours des provocateurs du G.P.U., mais en faisant appel au contrôle public de l'économie, a abouti à un échec. Je cite :

16. Grigori K. *Ordjonikidzé* (1886-1937), militant en Géorgie depuis 1901, avait joué un rôle important dans la clandestinité. Lié à Staline pendant la guerre civile, il était membre du bureau politique et commissaire du peuple à l'industrie lourde quand il s'était donné la mort le 24 février 1937. Le fait qu'il s'était suicidé n'a été admis qu'après la mort de Staline en 1953.

17. Lazar M. Koganovitch, dit *Kaganovitch* (né en 1893), ouvrier cordonnier, bolchevik en 1913, était depuis le début des années vingt un des proches de Staline.

18. Iakov A. *Livshitz* (1896-1937), vieux-bolchevik, était l'adjoint de Kaganovitch et avait été condamné à mort au procès Piatakov.

« En février 1937, le commissariat à l'industrie lourde a envoyé une commission autorisée enquêter à l'*Ouralwagontroj* (ateliers de construction de wagons de l'Oural). Des hommes aussi compétents que le camarade Ginzburg, chef du *Glavstroj-prom* (direction des constructions industrielles) et Pavlounovsky ¹⁹, membre suppléant du comité central, en firent partie... Cette commission formula ainsi ses conclusions générales : *Nous avons acquis la ferme conviction que le sabotage de Piatakov et de Moriassine n'a pas eu une grande portée dans les chantiers... »*

Molotov s'indigne :

« La myopie politique de la commission, dit-il, est tout à fait évidente. Il me suffira de constater que la commission n'a pas cité un seul fait de sabotage dans les chantiers. Il en résulterait que Moriassine, saboteur avéré, et cet autre saboteur, Okoudjava, se seraient calomniés eux-mêmes ! » (*Pravda*, 21 avril 1937).

Pourquoi d'ailleurs ont-ils éprouvé le besoin d'envoyer sur place une commission d'enquête après l'exécution des prétendus coupables ? L'enquête posthume sur les « faits de sabotage » a probablement été nécessaire parce que l'opinion ne croyait ni aux accusations du G.P.U. ni aux aveux extorqués. Et la commission dirigée par Pavlounovsky, vieux collaborateur du G.P.U., ne découvrit pas un acte de sabotage ! « Myopie politique évidente ! » Il faut savoir découvrir le sabotage, même quand il revêt l'aspect des succès économiques ! Continuons à lire Molotov :

« L'industrie chimique, placée sous le contrôle du commissariat à l'industrie lourde, et dirigée par Rataitchak, dépassa son plan de production en 1935 et en 1936. Est-ce à dire que (le chef du gouvernement plaisante ici, le sourire aux lèvres) que Rataitchak, saboteur et trotskyste, n'a été ni Rataitchak, ni saboteur, ni trotskyste ? »

Le sabotage de Rataitchak ²⁰, un des fusillés du procès Piatakov-Radek, consistait, nous le voyons, à faire mieux que ne le

19. Ivan P. Pavlounovsky (1888-1940) avait occupé des responsabilités à la Tchéka, au G.P.U. puis à la commission centrale de contrôle.

20. Stanislav A. Rataitchak (1894-1937) ancien ouvrier, dirigeait l'administration centrale de l'industrie chimique.

prévoyait le plan. On ne s'étonne pas de voir la commission la plus sévère demeurer interdite devant des faits et des chiffres qui refusent de coïncider avec les « aveux spontanés » des Rataitchak. Et l'on est amené à conclure, selon le mot même de Molotov, que les saboteurs « se sont calomniés eux-mêmes ». Il apparaît même que l'Inquisition a contraint bon nombre d'honnêtes travailleurs à se couvrir de boue pour faciliter à Staline la lutte contre le trotskysme. C'est ce qui résulte du rapport Staline, complété par le rapport Molotov. Et ces deux personnages sont les plus autorisés de l'U.R.S.S. !

[LE POINT DU TRAVAIL]¹

(10 juin 1937)

Cher Ami,

Je viens juste de recevoir ta lettre n° 25 du 27 mai. Je t'envoie quelques chapitres qui font la liaison entre la première et la seconde partie, c'est-à-dire mon discours final devant la commission. Il me reste à expédier le dernier chapitre qui, sur la base des discours de Staline et de Molotov, donne une brève caractérisation de la crise politique en U.R.S.S. Je veux en outre faire une préface. Peut-être sous la forme d'une lettre ouverte à Léon Blum (à propos des insinuations de *Correspondance internationale*². Le dernier chapitre est presque terminé. La préface reste à écrire. Il y a là en tout pour trois ou quatre jours de travail.

Quant aux erreurs de détail sur les faits que tu as relevés, il faut les corriger. Si je ne t'ai rien répondu au sujet des éditions en russe ou dans d'autres langues, c'est parce que, depuis longtemps déjà, je te laisse résoudre les questions de cet ordre sur place. Le temps que j'envoie une réponse, la situation a pu changer. Tu me redemandes mon avis, parfois par télégramme — et la situation ne fait que s'embrouiller. Il est préférable, dans ces cas-là, de résoudre toi-même, sur place.

Comme je l'ai déjà écrit, le dépouillement de la *Pravda* nous est tout à fait précieux, tant pour le procès en cours que pour le combat à venir. Je te prie de transmettre ma reconnaissance la plus sincère aux camarades qui y travaillent.

1. Lettre à L. Sedov (10214), traduite du russe, avec la permission de la Houghton Library.

2. La *Correspondance internationale*, plus souvent appelée *Inprekorr* paraissait désormais en Suisse et avait pris le titre de *Rundschau*. Dans son numéro du 20 mars 1937 un article dirigé contre Otto Bauer affirmait notamment que Léon Blum était parfaitement au courant des négociations entre... Trotsky et le dirigeant allemand Rudolf Hess.

J'ai reçu les comptes rendus des deux premières séances de la commission parisienne. Cela me semble un peu confus mais, dans l'ensemble, favorable. Je ne doute pas qu'ultérieurement l'interrogatoire prenne une tournure nette.

Je suis très content que Tarov³ soit à Paris et qu'il puisse s'y installer. J'envoie mes amitiés à mon filleul.

Le dernier chapitre de mon livre (le discours de Staline et la situation en U.R.S.S.) servira également d'éditorial pour le *Bulleten*. On peut l'imprimer sans signature. S'il reste de la place, on pourra imprimer un autre chapitre, signé cette fois, « L'Enquête préliminaire à Coyoacán ».

Nous n'avons pas retrouvé tes lettres à propos des rencontres avec Smirnov et Holzman⁴, ni d'ailleurs les autres. Il est possible que les deux premières lettres aient été détruites pour protéger Smirnov et Holzman. Je ne peux pas l'affirmer avec certitude. Il est possible que ces lettres soient dans les archives parisiennes. Le retard avec lequel vous avez reçu les comptes-rendus de l'enquête à Coyoacán s'explique par les difficultés de déchiffrement des nombreux documents sténographiés (seul Glotzer y a travaillé et ce admirablement). En tout cas, le document a été envoyé par la commission, il y a déjà un certain

3. Tarov était le pseudonyme pris après son évasion d'U.R.S.S. par Arven A. Davtian (1898-1944), ouvrier mécanicien, ancien officier de l'Armée rouge, déporté comme membre de l'Opposition de gauche, emprisonné dans l'isolateur de Verkhnéouralsk, qui avait réussi à franchir en 1935 la frontière persane. Il venait enfin d'arriver à Paris où le dévouement de Magdeleine Paz lui avait permis de recevoir un passeport au nom de Manoukian (C'est sous cette identité qu'il devait être exécuté en 1944 dans le fameux groupe F.T.P.-M.O.I. dirigé par Manouchian et immortalisé par « l'affiche rouge »).

4. Ivan N. Smirnov et Sedov s'étaient rencontrés à Berlin en 1931. En 1932, Holzman était venu rencontrer Sedov de la part de Smirnov et l'informer de ce qui se passait en U.R.S.S., à savoir la formation d'un « bloc des oppositions » qui comprenait à cette date le groupe des anciens « trotskystes capitulards » de Smirnov et Ter-Vaganian, celui des « Jeunes Turcs » staliniens Jan E. Sten (1899-1937) et Vasso V. Lominadzé (1898-1934) et d'autres anciens dirigeants des J.C., le groupe Zinoviev-Kamenev et les « trotskystes » d'U.R.S.S. Le « bloc » était en négociations avec le groupe Safarov-Tarkhanov, dissidence des zinovévistes depuis 1928 et en contact avec ce qu'on appelait « les droitiers » après la capitulation de Boukharine, c'est-à-dire le groupe Rioutine-Slepkov. (cf. Pierre Broué, « Trotsky et le Bloc des oppositions en 1932 », *Cahiers Léon Trotsky* n° 5, 1980). Nous avons trouvé à la Houghton Library une lettre de Jean van Heijenoort du 3 juillet 1937 faisant référence à une lettre sans date, mais de toute évidence de 1932, qui rend compte, à l'encre sympathique, des informations données par un « informateur » qui ne peut être que Holzman. Ivan N. Smirnov (1881-1936), mécanicien, surnommé « la conscience du parti », membre de l'Opposition de gauche, avait capitulé en 1929 de façon pas déshonorante, avait ensuite repris une activité d'opposition avant d'être arrêté et condamné en 1933 à cinq ans d'isolateur. Il avait été l'un des accusés d'août 1936 et avait été condamné à mort et exécuté en même temps que Zinoviev et Kamenev.

temps, sous une forme, il est vrai, non rédigée. Ces difficultés sont dues à mon mauvais anglais. Mais, d'après les membres de la commission, toutes mes réponses sont très claires.

Comme je te l'ai déjà écrit, le problème de l'édition anglaise ne se pose plus, puisque le compte-rendu sortira simultanément en Amérique et en Angleterre.

[IL FAUT UNE REVUE]¹

(12 juin 1937)

Cher Camarade Isaacs,

Sur la revue :

1. L'initiative est venue de Solow² après les audiences. Il a nommé Walker, Farrell, Eastman³, et aussi LaFollette et Stofberg, si je m'en souviens bien, mais n'a pratiquement pas mentionné les « trotskystes ». J'ai approuvé cette idée, et j'ai souligné la nécessité de donner à la revue le caractère d'une coalition entre les « trotskystes » et les divers éléments révolutionnaires anti-staliniens. J'ai discuté de cette question ici avec Farrell en ce sens. Vous voyez qu'il ne s'agit pas de remettre à des éléments extérieurs une revue révolutionnaire que vous n'avez pas et ne pouvez avoir à vous seuls, mais du contraire : empêcher que se crée une revue révolutionnaire qui vous excluerait plus ou moins, ou, dans le meilleur des cas, vous traiterait en parents pauvres.

2. Je crois que nous devons en tant qu'organisation, avoir dès que possible, notre publication à nous. Quand ce sera fait,

1. Lettre à H. R. Isaacs (8553), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Herbert Solow (1903-1964), ancien étudiant de Columbia, brillant journaliste, avait rendu visite à Trotsky en 1932 et inspiré les premières résistances au stalinisme chez les intellectuels américains. Membre de la C.L.A. pour peu de temps en 1934, il était l'un des animateurs du comité de défense et avait séjourné à Coyoacán où il avait dirigé l'équipe technique.

3. Charles Mumford Walker (1893-1964), écrivain et romancier, avait notamment écrit le livre *American City* sur les grèves de Minneapolis. James Thomas Farrell (1904-1979), d'origine irlandaise, après avoir fait tous les métiers à Chicago, venait de se faire connaître avec sa célèbre trilogie *Studs Lonigan*. Il était proche des trotskystes. Tous deux avaient travaillé à Coyoacán dans l'équipe technique. Max Eastman (1883-1969), ancien chef de file des partisans de la révolution d'Octobre chez les intellectuels américains, s'était lié à Trotsky en Union soviétique. Il était revenu aux Etats-Unis en 1927 après trois années en France. Il s'éloignait du marxisme mais soutenait l'enquête.

nous pourrions participer à une revue de coalition sans-parti. Mais, en tant qu'organisation, nous ne pouvons pas consacrer tous nos moyens matériels et toutes nos forces à une revue qui serait l'anti-*New Masses*⁴. Il faut qu'elle soit créée par d'autres. L'initiative qui a été prise ici cherche à créer un lien entre deux alliés. Cela vous permet entièrement de combattre, de votre propre point de vue, pour une modification du Programme proposé, etc.

3. Il nous semble tout à fait incompréhensible que, précisément au moment où l'*Appeal* disparaît, *Labor Action*, d'hebdomadaire, devienne bi-mensuel⁵. En dépit de certains comptes rendus optimistes de lettres et de visiteurs, nous considérons le fait objectif du déclin de *Labor Action* comme un symptôme très malsain. Notre organisation doit concentrer tous ses efforts sur la création d'un hebdomadaire national, totalement indépendant de tout contrôle extérieur, et avoir en même temps une politique très souple sur la question de la revue de coalition.

Fraternellement.

4. *New Masses* était la revue « théorique » passée aux mains du P.C.

5. Le congrès du S.P. avait décidé la disparition des organes de fraction. Les trotskystes avaient accepté la disparition de *Socialist Appeal*. *Labor Action* était l'organe du S.P. de Californie, gagné par Cannon avec son secrétaire Glen Trimble.

DÉCLARATION SUR L'ARMÉE ROUGE DÉCAPITÉE¹

(12 juin 1937)

Après avoir décapité le parti et l'appareil soviétique, Staline a décapité l'armée. Vorochilov² n'est que l'instrument de Staline : il n'est ni une figure politique, ni un stratège, ni un administrateur. A la tête de l'armée se trouvait en fait *Toukhatchevsky*³, en qui tout le monde voyait le futur commandant suprême en cas de guerre, et *Gamarnik*⁴, instructeur politique de l'armée. Gamarnik s'est suicidé et Toukhatchevsky a été fusillé. A la tête des deux plus importants districts militaires se trouvaient Iakir et Ouborévitch⁵, stratèges de talent de la guerre civile, préparés depuis des années à leur rôle en cas de guerre avec la Pologne et l'Allemagne. Il faut leur ajouter Kork et le jeune Poutna, officier de l'état-major et aussi Primakov, brillant général de cavalerie⁶. Je ne connais pas dans l'Armée rouge un

1. Déclaration à la presse (T 4158-1) en français, avec la permission de la Houghton Library.

2. Klementi E. *Vorochilov* (1881-1969), métallo, vieux-bolchevik, avait été chef de partisans pendant la guerre civile et avait fait partie avec Staline du « groupe de Tsaritsyne » ; son appartenance à l'entourage de Staline expliquait sa rapide ascension : il avait succédé à Frounzé à la tête de l'armée, alors qu'il n'avait aucune compétence technique ni capacité de stratège.

3. Mikhaïl N. *Toukhatchevsky* (1893-1937), ancien officier de petite noblesse servant dans la Garde impériale, prisonnier de guerre évadé, membre du parti en 1918, était, depuis 1934, vice-commissaire du peuple à la défense et sa compétence était reconnue de tous.

4. Ian B. *Gamarnik* (1894-1937), membre du parti depuis 1916, avait fait une carrière de commissaire et avait été nommé en 1929 à la tête des services politiques de l'Armée rouge. Il s'était suicidé le 31 mai.

5. Iona E. *Iakir* (1896-1937) étudiant à Kharkov puis Bâle, bolchevik en 1915, chef de Gardes rouges en 1917-1918 puis commandant de division pendant la guerre civile, était l'un des chefs les plus instruits de l'Armée rouge. Il était membre du C.C. du parti ukrainien. Il avait été arrêté le 1^{er} juin 1937. Iéronym P. *Ouborévitch* (1896-1937), officier d'artillerie pendant la guerre, devenu commandant d'armée dans l'Armée rouge, avait été arrêté le 22 mai.

6. Avgust I. *Kork* (1887-1937), officier tsariste passé en 1918 à l'Armée rouge, devenu commandant d'armée, avait été arrêté en mai. Vitovt K. *Poutna* (1893-1937), officier de réserve, membre du parti en 1917, était devenu

seul officier (sauf peut-être Boudienny⁷) qui puisse égaler en popularité, sans même parler des connaissances et des talents, les chefs fusillés. L'accusation que ces gens puissent être des agents de l'Allemagne est si bête et si éhontée qu'elle ne mérite pas de réfutation. Staline lui-même n'a pas espéré que l'Europe et l'Amérique croient cette accusation. Mais il lui faut justifier par des arguments frappants l'extermination de tous les hommes capables, distingués et indépendants devant les ouvriers et les paysans russes.

Quelles sont les véritables causes de l'extermination des meilleurs généraux soviétiques? Je ne peux exprimer à ce sujet que des hypothèses sur la base d'un certain nombre de symptômes. Vu l'approche du danger de guerre, les commandants les plus responsables ne pouvaient pas ne pas être alarmés par le fait qu'à la tête des forces armées se trouvait Vorochilov. Certains des condamnés avaient-ils des conceptions particulières sur la politique extérieure de l'U.R.S.S., dans la question des rapports avec l'Allemagne en particulier? Ce n'est pas exclu. Mais les désaccords avec la politique officielle, s'ils existaient, ne pouvaient sortir des cadres du patriotisme soviétique. Tout le passé des accusés en est garant. N'a-t-on pas été jusqu'à un « complot » contre Staline? Je ne le crois pas. L'accusation même ne dit rien là-dessus. Mais il est fort vraisemblable que l'état-major ait tenté ou se soit préparé à exercer une pression sur le bureau politique avec le but de destituer Vorochilov.

Il faut dire que Staline lui-même ne se faisait aucune illusion au sujet de Vorochilov et soutint souvent contre lui Toukhatchevsky en tant que personne plus capable. Mais quand Staline dut *choisir*, il pencha pour Vorochilov, qui ne peut être que son instrument, et trahit Toukhatchevsky, qui pouvait devenir un adversaire dangereux.

La possibilité même d'un tel conflit est née de l'évolution du régime soviétique : 1) où la bureaucratie dans son ensemble est complètement indépendante du peuple, la bureaucratie *militaire*

commandant de division, puis inspecteur général de l'Armée rouge et avait milité dans l'Opposition de gauche. Il avait été mis en cause par Radek dans son procès en janvier 1937, alors qu'il était emprisonné et interrogé depuis des mois. Vitali M. *Primakov* (1897-1937); fils d'instituteur, Cosaque Zaporogue, membre du parti en 1914, avait commandé un corps de cavalerie pendant la guerre civile, avant de servir en Chine comme conseiller militaire. Il avait été arrêté en août 1936. Selon Claude Roy, mari de Lili Brik, la sœur d'Elsa Triolet, il était le beau-frère de Louis Aragon.

7. Semion M. *Boudienny* (1883-1973) avait été, pendant la guerre civile, un des chefs de la cavalerie rouge.

s'efforce de devenir indépendante de la bureaucratie *civile*. Le conflit entre les deux fractions de la bureaucratie, ou plus concrètement entre le bureau politique avec Vorochilov d'une part et la fleur du commandement soviétique, d'autre part, se trouve à la base du dernier procès.

Staline a porté à l'armée le coup le plus terrible qu'il soit possible d'imaginer. L'armée en a été abaissée de plusieurs têtes. Elle est moralement ébranlée jusque dans ses fondements. Les intérêts de la défense du pays ont été victimes des intérêts de l'auto-conservation de la clique dirigeante. Après les procès de Zinoviev et de Kamenev, de Radek et de Piatakov⁸, le procès de Toukhatchevsky, Iakir et autres marque le commencement de la fin de la dictature stalinienne.

8. Les deux premiers en août 1936, les deux derniers en janvier 1937.

[RUPTURE AVEC LA SECTION MEXICAINE]¹

(12 juin 1937)

Cher Ami,²

Vous savez que je n'interviens pas dans la politique mexicaine en général ni dans l'action de la L.C.I. (section mexicaine) en particulier, mais certaines manifestations de la Ligue qui affirme sa solidarité avec le « trotskysme » m'obligent à exprimer par votre intermédiaire mon opinion avec la plus grande clarté.

Que signifie « action directe » ? Contre la vie chère, grèves, sabotage, boycottage, contre les affameurs du peuple³ ?

C'est la première fois dans ma vie que j'entends que le sabotage est une méthode de la lutte ouvrière. Le sabotage de la production ou des transports ne signifie pas la baisse des prix, mais la hausse. Les faussaires staliniens accusent les trotskystes de sabotage. Nous autres, nous repoussons cette accusation avec indignation. Mais cette proclamation de la Ligue peut être et sera interprétée comme la confirmation des calomnies et des falsifications staliniennes.

Que signifie dans ce cas l' « action directe » sans définir son contenu politique ? Cette formule du vocabulaire anarcho-syndicaliste peut être et sera interprétée par nos adversaires comme une incitation à des actes terroristes.

1. Lettre à D. Rivera, collection-satellite O. Fernández, traduite de l'espagnol, avec la permission de la Houghton Library.

2. Le grand peintre et muraliste mexicain *Diego Rivera* (1886-1957) avait été dirigeant du parti communiste mexicain, puis s'était lié à l'opposition de droite de Lovestone. Il avait rejoint en 1936 la section mexicaine, la *Liga comunista internacionalista* et était membre de sa direction. Il était, avec sa femme, *Frida Kahlo*, l'hôte des Trotsky, à qui ils avaient prêté la « maison bleue ».

3. La direction de la section mexicaine venait de publier un « Appel » à l'action directe contre la vie chère. Elle était à cette époque inspirée par l'enseignant *Luciano Galicia* (né en 1915) qui était dans la L.C.I. l'adversaire de *Diego Rivera* et surtout d'*Octavio Fernández*.

L'appel est antimarxiste, faux et aventuriste. Mais pas seulement : pour cette politique fausse, les auteurs de l'appel ont choisi une forme qui paraît spécialement créée pour servir les plans staliniens.

Je me réserve le droit de condamner totalement et radicalement cette politique légère et criminelle. Je suis certain que vous serez de la même opinion que moi.

Avec mes meilleurs saluts amicaux.

[UNE COLLABORATION BIENVENUE]¹

(12 juin 1937)

Chère Camarade²,

Je vous suis très reconnaissant de votre proposition et je ne doute pas que votre collaboration me soit très utile. Il ne s'agit pas de la correspondance en russe, étant donné que j'ai une collaboratrice russe ; votre aide peut seulement être nécessaire en cas de surcharge de travail. Mais en revanche, votre aide sera doublement précieuse comme sténographe et dactylo en anglais. Si vous pouvez vous servir des machines anglaise et russe, ce sera également utile parce qu'il y aura vraisemblablement beaucoup de travail à l'automne.

Avec mon cordial salut et ma vive reconnaissance pour votre proposition de collaboration.

1. Lettre à Rae Spiegel (10501), traduite du russe, avec la permission de la Houghton Library.

2. Rae *Spiegel* (née en 1910), qui était d'origine russe, avait rejoint aux Etats-Unis la section américaine. Elle s'était portée volontaire pour apprendre la sténographie russe et faire le secrétariat de Trotsky. Elle était la compagne de Max Sterling. Elle devait être connue beaucoup plus tard sous son pseudonyme de Raia Dunaievskaja.

[LA SITUATION DANS LE S.P. ET NOS PROCHAINES TÂCHES]¹

(15 juin 1937)

Chers Camarades,

J'ai reçu une copie de la lettre du 9 juin de Cannon à Joe² sur la situation dans le P.S. et nos nouvelles tâches. Autant que je puisse en juger d'ici, elle me paraît excellente à tous égards. Ce serait fatal que de perdre du temps à attendre une « situation » nouvelle, plus favorable. Si nous demeurons passifs, le temps, à partir de maintenant, travaillera contre nous. La situation est devenue si claire et si concentrée que nous pouvons même dresser un plan de six mois.

A. Au cours de cet été, la guerre civile espagnole doit connaître son dénouement. Le combat sur cette question dans l'avant-garde prolétarienne ne peut que devenir plus âpre.

B. Les poursuites et les exécutions en U.R.S.S. se développent sur un rythme si fiévreux qu'on peut s'attendre dans les prochains mois à une transformation de la quantité en qualité. En tout cas, avant le 20^e anniversaire de la révolution d'Octobre, le régime stalinien apparaîtra tel qu'il est aux ouvriers dans une mesure bien plus grande qu'aujourd'hui.

C. L'expérience Blum semble approcher de sa fin naturelle, c'est-à-dire la faillite. La politique du front populaire en recevra un coup mortel.

D. La commission d'enquête plénière tiendra ses sessions finales en septembre. Nous ne pouvons douter de ses conclusions qui doivent être et seront accablantes pour la clique stalinienne et la bureaucratie du Comintern.

1. Lettre aux dirigeants américains (7454), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Il s'agit vraisemblablement de Joe Friedman, dit Joe Carter (né en 1910) qui était membre de la direction de la fraction.

La coïncidence de l'ensemble de ces facteurs promet l'ouverture d'une situation extrêmement favorable pour notre activité à l'automne prochain. Il serait criminel d'avoir à y faire face en qualité de prisonniers de Thomas, Trager, Tyler et Cie³. Non, nous devons de nouveau apparaître sur la scène en tant que parti indépendant. Il me semble ici que l'anniversaire de la révolution d'Octobre constitue la limite pour l'établissement de notre indépendance politique complète.

Ce plan exige une mobilisation vigoureuse de nos cadres sur une nouvelle ligne stratégique. C'est impossible sans hebdomadaire. La question de la remise sur pieds de notre propre hebdomadaire est cent fois plus importante que toutes les considérations statutaires et la prudence diplomatique. Notre attaque contre les droitiers en tant qu'agents des bureaux stalino-réformistes de la révolution russe comme de la révolution espagnole doit être si vigoureuse et inlassable que les petits bureaucrates doivent en oublier toutes les questions purement formelles et d'organisation. Nous ne pouvons discuter avec les Altmanistes⁴ et les gens du Wisconsin comme entre camarades. Nous devons les dénoncer comme traîtres et canailles. Les événements justifieront notre ton aux yeux des militants de base. Ce n'est que par une telle attaque que nous pouvons prévenir des hésitations parmi nos sympathisants et les meilleurs éléments de la fraction *Clarity*⁵. A cet égard, comme je l'ai déjà dit, je suis entièrement d'accord avec la lettre de Cannon. Autant que je puisse en juger, sur la base de rapports écrits et de conversations avec quelques camarades américains, le tournant à venir peut être accompli sans frictions dans nos propres rangs à la condition que le comité national donne aux camarades des directives claires, précises et courageuses⁶.

3. Frank *Trager* (né en 1905), secrétaire du travail dans l'exécutif socialiste, avait été l'un des fondateurs du groupe *Clarity* (Clarté). Gus *Tyler* (né en 1911) était également un ancien du groupe des Militants devenu animateur de *Clarity* et représentant, après le congrès de Chicago, la nouvelle direction.

4. Les « altmanistes » sont les partisans de Jack *Altman* (né en 1905), devenu le patron de l'appareil de New York après le départ de la Vieille garde et qui avait à l'époque des contacts secrets suivis avec la direction du P.C. L'exclusion des trotskystes fut l'œuvre des altmanistes essentiellement.

5. La fraction *Clarity* était apparue à la fin de 1936 à travers la scission de l'ancienne tendance des « Militants » entre les partisans d'*Altman* et les autres, dirigés par Herbert Zam, Gus Tyler, etc. partisans à l'époque de l'alliance avec les trotskystes.

6. En fait, il y eut un certain désarroi dans les rangs de la fraction trotskyste qui s'exprima notamment à travers la protestation de James Burnham.

Permettez-moi, à titre d'hypothèse, de concrétiser le plan de cinq mois :

— le 15 juillet, nos camarades doivent être mobilisés pour le tournant radical.

— le premier numéro de notre hebdomadaire doit paraître dans la seconde moitié de juillet.

— août et septembre : notre campagne contre la droite, et, en second lieu, contre les centristes.

— En octobre, nous devons rétablir intégralement notre appareil organisationnel.

— Pas plus tard que le 7 novembre, nous devons apparaître en tant que parti indépendant.

Dans la mesure où nous nous préparons à sauter par-dessus les restes du S.P., il nous faut en même temps préparer un travail plus systématique et plus continu à l'intérieur du P.C. Ce parti ne peut pas être laissé intact par les facteurs politiques mentionnés plus haut. Crises et scissions sont inévitables. Il est possible qu'à l'automne nous puissions préparer la fusion d'une partie du P.C. avec notre propre organisation indépendante.

Je ne parle pas ici de notre travail dans les syndicats, particulièrement dans le C.I.O. Il est, de façon générale, la plus importante des tâches qui nous attendent. Mais elle exige notre indépendance comme condition d'une activité libre et courageuse dans les grèves et dans les syndicats.

**TÉLÉGRAMME
A L'EXÉCUTIF CENTRAL
DES SOVIETS DE L'U.R.S.S.¹**

(17 juin 1937)

POLITIQUE DE STALINE CONDUIT A DÉBACLE COMPLÈTE AUSSI BIEN EXTÉRIEURE QU'INTÉRIEURE STOP SEUL SALUT EST REVIREMENT RADICAL VERS DÉMOCRATIE SOVIÉTIQUE COMMENÇANT PAR RÉVISION PUBLIQUE DES DERNIERS PROCÈS STOP SUR CETTE VOIE PROPOSE APPUI COMPLET.

1. Télégramme (T4159) traduit de l'anglais avec la permission de la Houghton Library.

DÉNONCER LES AGENTS DE MOSCOU¹

(17 juin 1937)

EN RÉPONSE INTRIGUES DROITIERS PROPOSE PUBLIER OUVERTEMENT MANIFESTE IMPITOYABLE POUR EXPULSION DU P.S. DES INFAMES AGENTS DE MOSCOU ET BOURREAUX ESPAGNOLS STOP TOUTE HÉSITATION OU DÉLAI SERAIT FATAL.

BERNIE.

1. Télégramme à J. Carter (7573), avec la permission de la Houghton Library. Traduit de l'anglais.

LA DÉCAPITATION DE L'ARMÉE ROUGE¹

(17 juin 1937)

Est-il besoin d'analyser de nouveau les détails, de vérifier la lettre des comptes rendus, de recueillir les démentis, de disséquer l'imposture au microscope? Staline se donne à lui-même des démentis autrement massifs. Chaque jour nous apporte des nouvelles sensationnelles attestant la dernière crise du régime, une crise que l'on pourrait appeler une agonie si la comparaison avec les organismes mourants ne faisait penser à des délais trop courts.

La « vieille garde », au nom de laquelle s'ouvrit en 1923 la lutte contre le « trotskysme », était politiquement liquidée depuis longtemps. Son extermination physique s'achève aujourd'hui à la manière stalinienne, qui joint une férocité sadique à une minutie bureaucratique. Mais il serait trop superficiel d'expliquer les procédés d'assassinat et de suicide qu'utilise Staline par le seul amour du pouvoir, la cruauté, l'humeur vindicative ou tout autre défaut de l'homme. Il y a beau temps que Staline a perdu le contrôle de sa politique. La bureaucratie, dans son ensemble, a perdu le contrôle de ses réflexes défensifs. Les nouvelles mesures de répression, qui dépassent toutes les limites concevables, lui sont imposées par la progression des précédentes. Un régime obligé de monter, sous les yeux du monde, une imposture après l'autre, en élargissant automatique-ment le cercle de ses victimes, est un régime condamné.

Les récentes expériences ont amené Staline à renoncer aux procès « publics ». L'explication officielle de ce fait, c'est que le pays a « des tâches plus importantes ». C'est l'argument des « amis » étrangers de l'U.R.S.S. qui s'opposent aux contre-procès. On continue cependant à découvrir en tous lieux en

1. Article (T 4158) traduit du russe pour ce volume. Il avait été écrit au lendemain de l'annonce, le 11 juin, du « procès » des chefs de l'Armée rouge.

U.R.S.S. des foyers de « trotskysme, sabotage, espionnage ». Depuis le début de mai, 83 « trotskystes » ont été passés par les armes en Extrême-Orient². Cela continue. Des procès, la presse ne dit rien : elle ne mentionne même pas les noms des fusillés. Qui sont-ils ? Sans doute y a-t-il parmi eux un certain pourcentage d'espions ; ces derniers ne manquent pas en Extrême-Orient. Les autres sont des opposants, des mécontents, des gêneurs. Les troisièmes enfin, des provocateurs qui ont assuré la liaison entre les prétendus « trotskystes » et les espions, devenant ainsi des témoins indésirables. Quatrième catégorie grandissante : les parents, les amis, les collaborateurs, les connaissances des fusillés, ceux qui connaissent l'imposture et qui risqueraient, sinon de protester, du moins de raconter ce qu'ils savent.

Que se passe-t-il dans le pays, surtout dans les régions éloignées où l'assassinat légal revêt un caractère anonyme ? On peut se le figurer en considérant ce qui se passe dans les milieux dirigeants. Staline n'a pas réussi à monter un procès public contre Rykov et Boukharine, les deux accusés ayant refusé de « se repentir »³. Il a fallu se mettre à leur donner une éducation complémentaire. Selon certains renseignements, Rykov et Boukharine, l'ancien chef du gouvernement et l'ancien chef de l'Internationale communiste, ont été condamnés à huit ans de réclusion, à huit clos, comme l'avait été Kamenev en juillet 1935, entre deux procès à grand spectacle⁴. Ce seul rapprochement nous induit à considérer la condamnation infligée à Rykov et Boukharine comme non définitive. La presse, dirigée par un nommé Mekhlis⁵, personnage arrogant et ignare qui fut le secrétaire personnel de Staline, exige l'« extermination » des ennemis du peuple. Le plus étonnant — si l'on s'offre le luxe de

2. Le chiffre donné ici par Trotsky résulte de l'addition des éléments quotidiennement donnés par la *Pravda*.

3. C'est en ces termes que la presse dénonçait les deux hommes. Nikolai I. Boukharine (1888-1938), bolchevik depuis 1906, avait été le chef de la « droite » alliée à Staline de 1923 à 1928 et avait capitulé en 1929 de même qu'Aleksei I. Rykov (1881-1938) vieux « comitard » et bagnard, successeur de Lénine à la tête du gouvernement. Arrêtés en 1936, les deux hommes avaient, dit-on, comparu menottes au main devant le C.C. mais avaient refusé d'« avouer » ce qu'on exigeait d'eux, lors de la session de février 1937.

4. Selon les rumeurs, Kamenev s'était vu infliger une peine doublée à l'issue de ce procès à huis clos où le principal témoin à charge avait été son propre frère.

5. Lev Z. Mekhlis (1889-1953), fils d'officier, membre du parti en 1918, avait travaillé à partir de 1922 dans le secrétariat de Staline. Il venait d'être nommé à la tête du département du C.C. pour la presse et les éditions.

s'étonner — est que Rykov et Boukharine soient qualifiés de « trotskystes », alors que l'Opposition de gauche n'a jamais cessé de diriger principalement son feu contre la droite du parti, droite dont Rykov et Boukharine étaient les leaders. Dans la lutte contre le trotskysme, seul Boukharine a fourni un semblant de doctrine qui servit à Staline — dans la mesure où la doctrine lui sert — pendant plusieurs années. Il apparaît maintenant que les nombreux ouvrages consacrés par Boukharine à combattre le trotskysme, et qui firent l'éducation des fonctionnaires de l'Internationale communiste, servaient en réalité à dissimuler la collaboration cachée de Boukharine avec les trotskystes pour le terrorisme, de même que l'archevêque de Canterbury⁶ n'exercerait ses fonctions que pour mieux camoufler sa propagande athée. Mais qui se soucie aujourd'hui de semblables détails ? Ceux qui connaissent le passé ont été supprimés ou réduits au silence par une menace de suppression. Les salariés de l'Internationale communiste qui, il y a peu d'années, rampaient devant Boukharine, exigent maintenant qu'on le crucifie comme un « trotskyste ennemi du peuple ».

Les époques révolutionnaires donnent de la cohésion aux masses populaires. Les forces centrifuges l'emportent, au contraire, dans les périodes de réaction. Depuis quatorze ans, pas une lézarde n'a pu être comblée dans le parti bolchevique, pas une blessure ne s'est cicatrisée, pas un conflit ne s'est terminé par une réconciliation. Les capitulations et les humiliations n'ont servi à rien. Les forces centrifuges ont élargi la moindre faille jusqu'à en faire une brèche irréparable. Quiconque y mettait le doigt était perdu sans recours.

La « vieille garde », c'est-à-dire la génération bolchevique formée dans l'illégalité sous l'ancien régime, est presque entièrement liquidée. Le mauser du G.P.U. est désormais braqué sur la génération suivante qui commença sa carrière pendant la guerre civile. Il est vrai que l'on a vu figurer dans les procès, à côté des vieux bolcheviks, des accusés plus jeunes ; mais c'étaient des personnages secondaires nécessaires à l'amalgame. L'épuration des hommes de quarante ans, c'est-à-dire de la génération qui aida Staline à se débarrasser de la vieille garde est maintenant systématiquement menée. Il n'est plus question de personnages occasionnels, mais d'étoiles de deuxième grandeur.

6. L'église anglicane étant dirigée par le souverain, archevêque de Canterbury en est le primat.

Postychev⁷ parvint aux fonctions de secrétaire du comité central grâce à son zèle à combattre le trotskysme. C'est lui qui, en Ukraine, en 1933, épura le parti et les administrations des « nationalistes » et réduisit au suicide le commissaire du peuple Skrypnik⁸ en l'accusant d'avoir « protégé » ces nationalistes. Ce suicide frappa d'autant plus le parti qu'on avait fêté à Moscou et à Kharkov, l'année précédente, le 60^e anniversaire de Skrypnik, vieux bolchevik, membre du comité central et stalinien sans défaut. J'écrivais à ce propos en octobre 1933 : « Que le système stalinien ait besoin de semblables sacrifices, est révélateur de l'âpreté des contradictions qui déchirent ses milieux dirigeants eux-mêmes » (*Biulleten Oppositsii*, n° 36/37). Quatre ans plus tard, on apprend que Postychev, devenu après ces exploits le dictateur de l'Ukraine, est lui-même accusé d'avoir protégé les nationalistes ; il est tombé en disgrâce et a été récemment muté dans la région de la Volga. Il y a lieu de croire qu'il n'y restera pas longtemps. Même les égratignures ne se cicatrisent plus. Postychev se suicidera-t-il ? Avouera-t-il des crimes qu'il n'a pas commis ? En tout cas, il n'y a plus de salut pour lui.

Le président de l'exécutif central de Biélorussie, Tcherviakov⁹, s'est suicidé. Il avait été dans le passé lié aux droitiers, mais avait depuis longtemps publiquement rejoint le combat contre ses anciens amis politiques. Le communiqué officiel nous apprend pudiquement que Tcherviakov, à qui la Constitution soviétique attribue les mêmes droits qu'à Kalinine¹⁰, a mis fin à ses jours pour « raisons de famille ». Staline ne s'est pas décidé à proclamer « agent de l'Allemagne » un des chefs de l'Etat. Mais les commissaires du peuple, à Minsk, qui ont été les amis de Tcherviakov se sont faits arrêter¹¹. Est-ce aussi pour « raisons de

7. Pavel P. *Postychev* (1887-1940), ouvrier électricien, était entré en 1925 au C.C. du parti ukrainien ; il était également membre du C.C. et suppléant du B.P. Au plénum de mars, il avait, semble-t-il, fait une intervention critiquant la politique de terreur et avait été muté à un poste subalterne, à Kray.

8. Nikolai A. *Skrypnik* (1872-1933), militant en 1897, iskriste, plusieurs fois emprisonné et déporté, avait été envoyé en Ukraine en décembre 1917. En 1933, vice-président du conseil des commissaires du peuple d'Ukraine, membre du B.P. du P.C.U., attaqué comme « nationaliste », il se suicida le 7 juillet.

9. Aleksandr G. *Tcherviakov* (1892-1937), instituteur, bolchevik en mai 1917 avait fondé et dirigé la république soviétique de Biélorussie. Il fut exécuté le 16 juin.

10. Mikhaïl I. *Kalinine* (1875-1947), vieux-bolchevik et fidèle de Staline était l'officiel chef de l'Etat, président de l'exécutif central des soviets de l'U.R.S.S.

11. *Kommunist* de Moscou, n° 8, 1964, pp. 76-78, mentionne, parmi les personnalités « injustement » arrêtées à cette époque les principaux chefs du P.C. de Biélorussie d'alors, dont Anatoli A. *Oltchevsky* (1904-1937) dirigeant des syndicats, mais aucun « commissaire du peuple ».

famille » ? S'il faut considérer la bureaucratie comme une famille, on est bien obligé de convenir que cette famille est entrée dans une phase de profonde décomposition.

Infiniment plus étonnante (encore une fois, si l'on se permet l'étonnement !) la carrière de Iagoda¹², qui fut depuis dix ans l'homme le plus proche de Staline. Staline ne confiait à aucun des membres du bureau politique les secrets qu'il confiait au chef du G.P.U. Que ce dernier fût un gremlin, tout le monde le savait. Mais d'abord il ne différait pas sensiblement de certains de ses collègues. Ensuite, il fallait justement à Staline une canaille finie pour s'acquitter des missions les plus ténébreuses. Toute la lutte contre l'Opposition, cette chaîne ininterrompue de falsifications et d'impostures toujours plus grandes fut l'œuvre de Iagoda sous la direction personnelle de Staline. Et ce gardien de l'Etat, qui extermina la vieille génération du parti, se révèle un gangster et un traître. On l'emprisonne. Avoue-t-il, n'avoue-t-il pas, selon le rite qu'il a lui-même établi ? Sa destinée n'en sera pas modifiée. La presse mondiale discute cependant avec sérieux la question de savoir s'il eut ou non des intelligences avec... les trotskystes. Pourquoi pas ? Du moment que Boukharine ne pourfendait le trotskysme que pour mieux dissimuler les intelligences qu'il avait avec lui, Iagoda ne pouvait-il pas, dans la même intention, exterminer physiquement les trotskystes ?

Mais les choses les plus déconcertantes se passent dans l'armée, à commencer par le haut commandement. Après avoir décapité le parti et l'appareil soviétique, Staline décapite l'armée.

Le maréchal Toukhatchevsky, jusque-là couvert de gloire, est relevé le 11 mai de ses fonctions de commissaire du peuple adjoint à la défense de l'U.R.S.S. et affecté à un poste de commandement secondaire en province. Les commandants des régions militaires et d'autres généraux réputés sont déplacés au cours des jours suivants. Ceci n'annonçait rien de bon. Le 16 mai, un décret rétablit des conseils à la tête des régions, des armées, des flottes. Il devient évident que les cercles dirigeants sont entrés en conflit avec le corps des officiers. J'avais créé les conseils révolutionnaires de l'armée pendant la guerre civile. Ils étaient formés du commandant d'armée et de deux ou trois commissaires politiques. Bien que le chef militaire détînt formellement toute l'autorité, ses ordres ne devenaient exécutoires que contresignés par les commissaires politiques. La nécessité de ces

12. Cf. n. 5, p. 106.

précautions, que nous considérions comme un mal inévitable, nous était dictée par l'insuffisance numérique de commandants sûrs et par la méfiance des soldats à l'égard des chefs même loyaux. La formation des officiers rouges devait nous permettre de liquider ces conseils avec le temps et de rétablir le principe de la direction unique, indispensable dans le domaine militaire¹³. Frounzé, qui me succéda en 1925 à la tête de l'organisation de la défense, accéléra le rétablissement de l'unité de commandement. Vorochilov persévéra dans la même voie. Il semble que l'U.R.S.S. ait eu assez de temps pour former des officiers et remédier à la pénible nécessité de les faire contrôler par des commissaires.

Il n'en est pourtant pas ainsi. A la veille du 20^e anniversaire de la révolution d'Octobre, l'oligarchie moscovite, préparant la décapitation du haut commandement, croit devoir rétablir le commandement collectif. Les nouveaux conseils ne s'appellent déjà plus révolutionnaires. Le fait est qu'ils n'ont rien de commun avec ceux d'autrefois. Ceux du temps de la guerre civile assuraient le contrôle de la classe révolutionnaire sur les techniciens militaires sortis des rangs de l'ennemi. Ceux de 1937 ont pour mission d'aider l'oligarchie qui a imposé son pouvoir à la classe révolutionnaire à défendre l'autorité qu'elle usurpe contre les attentats de ses propres maréchaux et généraux.

Après la révocation de Toukhatchevsky, les initiés se demandent qui va diriger les services de la défense ? Le maréchal Egorov¹⁴, appelé à prendre la succession de Toukhatchevsky, est un lieutenant-colonel du temps de guerre d'une vague médiocrité. Le nouveau chef d'état-major, Chapochnikov¹⁵, est un officier instruit et consciencieux de l'ancienne armée, sans dons stratégiques, toutefois, et dépourvu d'initiative. Vorochilov ? Ce n'est pas un secret : le « vieux bolchevik » Vorochilov est une personnalité purement décorative. Du vivant de Lénine, personne n'eut jamais l'idée de l'introduire au comité central. Pendant la guerre civile, il fit preuve, en même temps que d'un

13. Mikhaïl V. *Frounzé* (1885-1925), vieil ouvrier bolchevique, condamné à mort après 1905, avait été un des premiers chefs de l'Armée rouge et avait succédé à Trotsky en 1925. Il était mort au cours d'une opération bénigne et sa mort avait donné naissance à des rumeurs dont Boris Pilniak s'est fait l'écho.

14. Aleksandr I. *Egorov* (1883-1939), officier de carrière, entré au parti en 1918, était chef d'état-major général quand il fut nommé vice-commissaire à la place de Toukhatchevsky.

15. Boris M. *Chapochnikov* (1882-1945), officier de carrière, colonel à l'état-major impérial, avait rejoint l'Armée rouge en 1918, le parti en 1930 ; il venait de remplacer Egorov.

indéniable courage personnel, d'une incapacité militaire et administrative totale, complétée par une étroitesse bien provinciale de jugement. Ses seuls droits aux fonctions du bureau politique et du commissariat du peuple à la défense proviennent de ce qu'à Tsaritsyne, en 1918-1919, à l'époque de la guerre contre les Cosaques, il soutint Staline — ce dernier s'opposant à la politique de guerre qui nous assura la victoire¹⁶. Ni Staline, ni les autres membres du bureau politique ne se font du reste d'illusions sur les talents militaires de Vorochilov. Ils se sont efforcés de l'entourer de collaborateurs qualifiés. Toukhatchevsky et Gamarnik ont été les véritables dirigeants de l'armée au cours des dernières années.

Ni l'un ni l'autre n'appartenaient à la vieille garde bolchevique. Tous les deux avaient commencé leur carrière pendant la guerre civile, non sans que l'auteur de ces lignes y fût pour quelque chose... Toukhatchevsky fit incontestablement preuve d'un remarquable talent stratégique. La capacité d'apprécier une situation sous ses multiples aspects lui faisait cependant défaut. Sa stratégie fut toujours quelque peu aventureuse. Nous eûmes pour cette raison plusieurs désaccords, d'ailleurs amicaux. J'eus également à critiquer sa tentative de créer une « nouvelle doctrine de guerre » imprégnée d'un marxisme hâtif¹⁷. N'oublions pas que Toukhatchevsky était très jeune et qu'il venait d'un bond du milieu des officiers de la Garde au bolchevisme. Il semble avoir fait depuis des études consciencieuses, sinon marxistes (des études marxistes, personne n'en fait en U.R.S.S.), du moins militaires. Il a appris à comprendre la technique moderne et jouait non sans succès le rôle de « mécanisateur » de l'armée. Avait-il réussi à acquérir l'équilibre intérieur sans lequel il ne saurait y avoir de grand capitaine ? La guerre, dans laquelle on lui réservait d'avance le commandement suprême, nous eût éclairés sur ce point.

Jan Gamarnik sortait d'une famille juive ukrainienne ; il s'était fait remarquer dans son pays pendant la guerre civile par des qualités de politique et d'administrateur, provincial, il est vrai. J'entendis parler de lui en 1924 comme d'un « trotskyste » ukrainien. Déjà je n'avais plus de contact personnel avec lui. La troïka qui dirigeait alors le parti (Zinoviev, Kamenev, Staline)

16. Les critiques du « groupe de Tsaritsyne » inspiré par Staline et Vorochilov portaient notamment sur l'emploi généralisé par Trotsky d'officiers de carrière surveillés par des commissaires politiques.

17. En 1920, Toukhatchevsky avait proposé à Zinoviev, alors président de l'I.C., la création d'un état-major militaire de l'Internationale.

s'efforçait d'arracher les trotskystes les plus capables à leur entourage habituel, de les envoyer dans des contrées où ils étaient nouveaux, et de les séduire, autant que possible, en leur laissant entrevoir de belles carrières. De Kiev, Gamarnik partit pour l'Extrême-Orient où il eut un avancement rapide, après avoir résolument rompu avec le « trotskysme » dès 1925, c'est-à-dire deux ou trois ans avant les capitulations des accusés les plus marquants des derniers procès. Sa rééducation achevée, on le rappela à Moscou pour le mettre à la tête du service politique de l'armée et de la flotte. Pendant dix ans, Gamarnik occupa les postes les plus importants, au cœur même du parti, collaborant tous les jours avec le G.P.U. Était-il concevable qu'il fit dans ces conditions deux politiques, l'une pour l'extérieur, l'autre pour lui-même ? Membre du comité central, l'un des représentants les plus haut placés du parti dans l'armée, Gamarnik, comme Toukhatchevsky, appartenait à la caste dirigeante jusqu'à la moelle de ses os.

Pourquoi ces deux chefs de l'armée sont-ils donc tombés sous les coups de la répression ? Zinoviev et Kamenev ont péri parce que leur passé les faisait paraître dangereux, et, plus encore, parce que, en les fusillant, Staline espérait porter au « trotskysme » un coup mortel. Piatakov et Radek, anciens trotskystes notoires, se sont trouvés les seuls personnages propres à figurer dans un second procès destiné à réparer le mauvais effet du premier, trop grossièrement monté. Ni Toukhatchevsky, ni Gamarnik n'eussent convenu à ces besognes. Le premier n'avait jamais été trotskyste, le second avait touché au trotskysme à une époque où son nom était encore inconnu. Pourquoi Radek reçut-il l'ordre de mentionner Toukhatchevsky à l'audience¹⁸ ? Pourquoi Gamarnik devint-il, dès sa fin mystérieuse¹⁹, un « ennemi du peuple » ?

Toukhatchevsky, formateur des cadres de l'armée et futur généralissime, devait tenir aux chefs militaires qu'il savait doués. Poutna était un des officiers les plus réputés de l'état-major. Toukhatchevsky l'envoya-t-il réellement prendre des renseignements chez Radek²⁰ ? Radek faisait à titre officieux la politique

18. Lors de son procès, Radek avait mentionné Toukhatchevsky, puis l'avait mis hors de cause.

19. Le suicide de Gamarnik ne fut pas officiellement annoncé sur le coup ; par la suite, contrairement à ce qui se passa pour Tcherviakov, la version du suicide fut donnée et maintenue.

20. C'est sous cette forme que les deux hommes avaient été « mis en cause » par Radek.

étrangère. Poutna était attaché militaire en Grande-Bretagne. Par Poutna, Toukhatchevsky pouvait recevoir des informations de Radek. Staline se servit ainsi maintes fois, pour la rédaction de ses discours et interviews, des renseignements fournis par Radek. Il reste possible que tout cet épisode soit imaginaire, comme beaucoup d'autres. Cela ne change rien. Toukhatchevsky prit sans doute la défense de Poutna et d'autres officiers supérieurs que le G.P.U. sacrifiait à ses amalgames. Il fallait lui donner une leçon. Quel fut ici le rôle de Vorochilov ? Jusqu'ici, sa politique a été déterminée davantage par ses rapports avec Staline que par ses rapports avec l'armée. Borné, du reste, et assez instable, Vorochilov devait éprouver quelque antipathie pour son suppléant trop capable. Telles sont les données possibles du conflit à ses débuts.

Gamarnik avait pris une part influente à toutes les épurations de l'armée, faisant en ces circonstances tout ce que l'on exigeait de lui. Il s'agissait, il est vrai, d'oppositionnels, de mécontents, de suspects et par conséquent des intérêts de « l'Etat ». Au cours de la dernière année, il fallut, par contre, chasser de l'armée des hommes entièrement innocents, que leurs relations anciennes, leurs fonctions, ou simplement le hasard rendaient utilisables pour les mises en scène judiciaires en préparation. Gamarnik et Toukhatchevsky étaient liés à nombre de ces officiers supérieurs par des liens d'amitié ou de camaraderie. En tant que chef du service politique, Gamarnik était contraint non seulement de livrer ses propres collaborateurs à Vychinsky, mais de participer ensuite à la fabrication des accusations mensongères que l'on dressait contre eux. Ce qui est très probable, c'est qu'il résista au G.P.U. et alla se plaindre d'Ejov²¹... à Staline. Ce seul geste pouvait suffire à le perdre.

Mus par les intérêts de la défense, les commandants des régions militaires et plus généralement les chefs de l'armée ont pu intervenir en faveur de Toukhatchevsky. Le chassé-croisé des mutations et des arrestations de mai et du début de juin ne s'explique que par la panique des dirigeants. Gamarnik se suicide, ou est tué le 31 mai. Les commandants des régions sont à peine arrivés à leurs nouveaux postes qu'on les arrête et qu'on les

21. Nikolai I. Ejov (1895-1939), entré au parti en 1917, avait fait une carrière obscure dans l'appareil jusqu'en 1927 où il était devenu collaborateur du C.C. Remarqué par Staline, il avait travaillé aux « nominations et affectations » et avait présidé en 1933 la commission d'épuration. Membre du C.C. et du bureau d'organisation en 1934, président de la commission de contrôle, il prépara les procès et remplace lagoda en septembre 1936.

juge. Sont arrêtés : Toukhatchevsky, qui vient d'être nommé à Samara, Iakir, nommé à Léningrad, Ouborévitch qui commande la circonscription militaire de Russie blanche, le chef de l'Académie militaire, Kork, le chef du service des cadres de l'armée, Feldman²², le chef de l'*Ossoaviakhim*, Eideman²³; Poutna, l'ancien attaché militaire au Japon et en Angleterre, ainsi que le général de cavalerie Primakov ont été arrêtés auparavant. Tous les huit sont condamnés à la peine capitale et passés par les armes.

L'armée dut en être bouleversée jusqu'à la moelle. Comment et pourquoi avaient péri les chefs, devenus légendaires, de la guerre civile, les plus doués des capitaines et des organisateurs, les chefs d'une armée qui, la veille encore, était l'espoir et le soutien du régime ? Rappelons en deux mots chacun d'eux. Si Toukhatchevsky, jeune officier de l'armée impériale, était devenu un bolchevik, Iakir, jeune étudiant tuberculeux, était devenu un chef dans l'Armée rouge. Dès ses premiers pas, il avait révélé l'imagination et l'ingéniosité d'un stratège : les vieux officiers considérèrent plus d'une fois avec étonnement ce commissaire chétif qui, d'une pointe d'allumette, effleurait la carte. Iakir avait eu l'occasion de prouver son dévouement à la révolution et au parti d'une façon bien plus directe que Toukhatchevsky. La guerre civile terminée, il avait fait des études sérieuses. L'autorité dont il jouissait était grande et méritée. — A côté de lui, on peut nommer un des chefs, moins brillant, mais éprouvé et sûr, des années difficiles, Ouborévitch. Iakir et Ouborévitch étaient chargés de la défense des frontières occidentales ; depuis des années, ils se préparaient à la future grande guerre — Kork, sorti de l'Académie de guerre de l'ancien régime, avait commandé une armée, avec succès, pendant les années critiques, puis, après avoir commandé une région militaire, il avait pris la succession d'Eideman à la tête de l'Académie de guerre — Eideman avait appartenu à l'entourage de Frounzé, il dirigeait depuis des années l'*Ossoaviakhim*, l'organisation qui assure la liaison active entre l'armée et la population — Poutna, jeune général instruit, savait concevoir les choses à l'échelle internationale. — Feldman était chargé de la surveillance du

22. Boris M. *Feldman* (1890-1937), membre du parti depuis 1919, avait été formé dans une école d'officiers rouges et était devenu le spécialiste de la mécanisation. Il avait été arrêté en mai.

23. Robert P. *Eideman* (1895-1937), officier de réserve, d'abord s.r., bolchevik en 1918, commandant d'armée, était à la tête de l'organisation paramilitaire *Ossoaviakhim*.

commandement, ce qui donne la mesure de la confiance dont il jouissait. — Après Boudienny, Primakov était certainement le plus remarquable des chefs de la cavalerie rouge. On peut dire sans crainte d'exagérer qu'il ne reste plus dans l'Armée rouge — exception faite de Boudienny — un seul homme que l'on puisse, sous les rapports de la popularité — pour ne point parler des talents et des connaissances — comparer aux huit chefs qui ont été tout à coup déclarés criminels. Le haut commandement de l'armée rouge a ainsi été décapité avec une adresse qui touche à la perfection !

L'organisation du procès mérite une grande attention : présidé par un fonctionnaire de bas rang, Ulrich²⁴, des généraux, Boudienny en tête, se sont vus contraints de prononcer contre leurs compagnons d'armes le verdict dicté par le secrétariat de Staline. Diabolique épreuve de fidélité ! Les survivants sont désormais asservis à Staline par la honte qu'il leur a sciemment infligée. Mais l'intrigue va plus loin. Staline craint aussi Vorochilov. La nomination de Boudienny au commandement de Moscou nous le prouve. Vieux sous-officier de cavalerie, Boudienny méprisa toujours le dilettantisme militaire de Vorochilov. Au temps de leur collaboration à Tsaritsyne, il leur arriva plus d'une fois de se menacer de leurs revolvers. Les hautes carrières ont atténué l'expression de leur hostilité sans y remédier. Boudienny reçoit le pouvoir militaire dans la capitale pour faire pièce à Vorochilov. L'avenir montrera lequel des deux est inscrit sur la liste des condamnés.

L'accusation d'intelligences avec l'Allemagne, portée contre Toukhatchevsky, Iakir et les autres fusillés est tellement stupide et honteuse qu'elle ne mérite pas de réfutation. Staline lui-même n'espérait d'ailleurs pas trouver créance à l'étranger pour ses abominables calomnies. Mais il lui fallait, cette fois encore, justifier devant les ouvriers et les paysans russes par des arguments susceptibles de faire impression, l'assassinat d'hommes de talent à l'esprit indépendant. Il compte sur l'effet hypnotique d'une presse totalitaire et d'une radio qui ne l'est pas moins.

Quelles ont été les causes réelles de l'exécution des meilleurs généraux soviétiques ? On ne peut que se livrer à ce sujet à des conjectures sur la base d'indices directs et indirects. La menace

24. Vassili V. Ulrich (1889-1951), président du tribunal lors des procès de Moscou, était un ancien juge militaire.

de guerre se rapprochant, les plus autorisés des chefs militaires ne pouvaient voir sans inquiétude Vorochilov demeurer à la tête des forces armées. Il n'y a pas lieu de douter que ces milieux se proposaient de remplacer Vorochilov par Toukhatchevsky. Le « complot » des généraux dut, dans sa première phase, rechercher l'appui de Staline qui jouait depuis longtemps son double jeu coutumier, exploitant la rivalité Toukhatchevsky-Vorochilov. Toukhatchevsky et ses partisans surestimèrent visiblement leurs forces. Mis en demeure de choisir, Staline préféra Vorochilov qui ne fut jusqu'à maintenant pour lui qu'un instrument docile, et se débarrassa de Toukhatchevsky, capable de devenir un rival. Trompés dans leurs espérances et contrariés par la « trahison » de Staline, les généraux ont pu envisager de soustraire l'armée à la tutelle du bureau politique. De là à un véritable complot, il y avait loin. Mais, en régime totalitaire, c'était le premier pas vers un complot.

A bien considérer le passé des fusillés et leur caractère, il devient difficile d'admettre qu'ils aient été liés par un programme politique. Plusieurs d'entre eux, en revanche, et Toukhatchevsky le premier, pouvaient avoir leur propre programme de défense du pays. N'oublions pas qu'après l'avènement de Hitler, Staline fit tout ce qu'il put pour conserver avec l'Allemagne des relations amicales. Les diplomates soviétiques ne ménagèrent pas au fascisme des déclarations aimables qui, aujourd'hui, acquièrent une résonance scandaleuse. Staline formulait ainsi la philosophie de sa politique : « D'abord sauvegarder la construction du socialisme dans notre pays. Le fascisme et la démocratie sont des jumeaux et non des contraires. La France ne nous attaquera pas ; la menace de l'Allemagne, on ne peut y parer qu'en collaborant avec elle. » Sur un signe, les chefs de l'armée agissaient, s'efforçant de maintenir des relations cordiales avec les attachés militaires allemands, les ingénieurs, les industriels, leur suggérant l'idée d'une collaboration possible. Certains généraux acceptaient d'autant plus volontiers cette politique que la technique et la « discipline » de l'Allemagne leur en imposaient davantage.

Staline dut cependant compléter les relations « amicales » avec l'Allemagne par un accord défensif avec la France. Hitler n'y pouvait consentir. Il lui fallait avoir les mains libres, d'un côté ou de l'autre. Au rapprochement Moscou-Paris, il répondit en repoussant Staline avec éclat. Mussolini en fit autant un peu plus tard. Contrairement à ses intentions premières, Staline dut renoncer à sa conception philosophique des jumeaux Fascisme et Démocratie, et se rapprocher des « démocraties occidentales ».

Des mutations symboliques eurent lieu au commissariat des affaires étrangères : Krestinsky²⁵, ancien ambassadeur à Berlin, suppléant de Litvinov, fut écarté ; Potemkine²⁶, ancien ambassadeur à Paris, lui succéda. Au sein du haut commandement, les choses ne pouvaient se faire aussi simplement, de par le caractère de la caste militaire, beaucoup plus nombreuse et moins mobile que les cercles diplomatiques.

Si l'on admet que Toukhatchevsky resta jusqu'au dernier moment fidèle à l'orientation allemande — et je n'en suis pas convaincu — ce ne fut certainement pas en tant qu'agent de l'Allemagne de Hitler, mais en tant que patriote soviétique inspiré par des considérations économiques et stratégiques qui étaient encore récemment celle de Staline. Certains généraux devaient se sentir, en outre, personnellement engagés par des déclarations amicales qu'ils avaient dû faire vis-à-vis de l'Allemagne. Staline, ayant longtemps louvoyé, gardant ouvertes les deux portes, s'était gardé de leur donner le signal de la retraite. Comptant sur son appui, il est possible que plusieurs d'entre eux soient allés plus loin qu'ils ne l'escomptaient au départ. Il est également possible que Vorochilov, lequel, en sa qualité de membre du bureau politique, fut informé dès la première heure du changement d'orientation de la politique soviétique, ait délibérément laissé Toukhatchevsky sortir des limites de la discipline politique et militaire, pour exiger ensuite, avec la brutalité qui lui est propre, un brusque revirement brutal. La question de savoir avec qui marcher, l'Allemagne, ou la France, se serait ainsi transformée en une autre : qui commande l'armée, Vorochilov, membre du bureau politique, ou Toukhatchevsky, soutenu par l'élite du commandement ? Et comme il n'y a ni opinion politique, ni parti, ni soviets, et que le régime a perdu toute élasticité, toute question grave se règle à coups de mausers. Staline se serait d'autant moins opposé à ce dénouement par le sang qu'il lui fallait, pour donner des gages à ses nouveaux alliés de l'étranger, des boucs émissaires sur lesquels décharger la responsabilité de sa politique de la veille.

Quelle était l'attitude des généraux fusillés vis-à-vis de l'Opposition de gauche ? Après sa mort, les journaux de Moscou ont traité Gamarnik de « trotskyste ». Quelques mois aupara-

25. Nikolai N. *Krestinsky* (1883-1938), membre du parti en 1903, adjoint de Litvinov, venait d'être remplacé par Potemkine et était sur le point d'être arrêté.

26. Vladimir P. *Potemkine* (1878-1946) avait été menchevik jusqu'en 1919 et comme bien d'autres mencheviks avait été versé ensuite dans la diplomatie.

vant, Poutna avait été cité comme tel au cours des procès Zinoviev et Radek. Aucun des autres ne reçut ce terrible qualificatif, ni avant le procès, ni sans doute au procès lui-même, car ni les juges, ni les accusés n'étaient obligés, à huis clos, de jouer la comédie²⁷. Ce qui a empêché de transformer Toukhatchevsky, Iakir, Ouborévitch, Eideman en trotskystes, ce fut l'absence des moindres prétextes, et la crainte de gonfler la force du trotskysme dans l'armée. Le communiqué de Vorochilov, publié au lendemain de l'exécution, qualifie pourtant les hommes assassinés de trotskystes. On le voit, l'imposture a sa logique : si les généraux, comme les trotskystes, ont servi l'Allemagne, afin de restaurer le capitalisme, l'Allemagne n'a pas manqué d'unifier leurs efforts dans son intérêt. Le « trotskysme » est du reste devenu une notion générale embrassant tous ceux qui doivent disparaître.

Nos réflexions sur les causes de la décapitation de l'armée comportent un élément de conjecture. Le détail réel des faits, que l'on ne connaîtra pas de sitôt, a très bien pu être différent. Mais dès aujourd'hui la signification politique de ce massacre est nette. Si Staline avait voulu sauver les généraux, il avait maintes possibilités de leur offrir des sorties acceptables. Il ne l'a pas voulu. Il a peur de se montrer faible. Il a peur de l'armée. Il a peur de sa propre bureaucratie.

Et il n'a pas tort. Des milliers et des milliers d'officiers et de fonctionnaires, issus du bolchevisme ou venus à lui, ont jusqu'à ces derniers temps soutenu Staline non par crainte, mais par conviction. Mais les récents événements ont éveillé en eux une double anxiété : pour le sort de la révolution et pour leur propre sort. Ceux qui ont aidé Staline à s'élever se révèlent de moins en moins susceptibles de le maintenir à la hauteur vertigineuse à laquelle il se hisse. Staline en est réduit à renouveler de plus en plus souvent les instruments de sa domination. Et il redoute que ces instruments renouvelés ne se donnent un autre chef.

Ce danger est surtout considérable dans l'armée. Quand la bureaucratie échappe au contrôle du peuple, la caste militaire cherche inévitablement à se soustraire au contrôle de la bureaucratie civile. Le bonapartisme tend à la dictature du sabre. Indépendamment des ambitions, réelles ou prétendues, de Toukhatchevsky, le corps des officiers doit se pénétrer du

27. Selon les éléments d'information publiés lors de la réhabilitation en U.R.S.S. de ces chefs militaires, aucun n'avait « avoué » et devant le conseil de guerre, Toukhatchevsky s'était mué en accusateur.

sentiment de sa supériorité sur les dictateurs en veston. Staline doit par ailleurs comprendre que le régime policier qu'il impose au moyen de sa hiérarchie de secrétaires pourrait être appliqué plus simplement et plus directement par un « maréchal », à travers l'appareil militaire. Le danger est évident. Il est vrai qu'il n'y a pas encore eu de complot. Mais le complot est à l'ordre du jour. Nous venons d'assister à un massacre préventif. Staline a mis à profit une circonstance « heureuse » pour donner un avertissement sanglant aux officiers.

On peut cependant affirmer d'avance que cet avertissement n'arrêtera personne, n'empêchera rien. Staline n'a réussi à jouer son rôle de fossoyeur du bolchevisme que parce qu'il est lui-même un vieux-bolchevik. Il fallait à la bureaucratie cette façade pour étouffer les masses et briser la coque d'une tradition spartiate. Mais les thermidoriens ne sont pas homogènes. La couche supérieure des privilégiés est formée d'hommes qui sont encore eux-mêmes attachés aux traditions du bolchevisme. Le régime ne pouvait se maintenir sur cette formation intermédiaire des Postychev, des Tcherviakov, des Toukhatchevsky, des Iakir — pour ne point parler des Iagoda. La couche suivante est celle des administrateurs indifférents à la politique, quand ce ne sont pas des coquins et des arrivistes. Staline comprend mieux que nul autre cette structure de ses milieux dirigeants. Ce qui l'amène à la conclusion qu'après l'asphyxie des masses et l'extermination de la vieille garde, le salut du socialisme ne réside plus qu'en lui seul.

Ce n'est pas là simple ambition personnelle ou cruauté de caractère. Staline ne peut pas ne pas aspirer à la consécration juridique de son pouvoir personnel en qualité de « chef » à vie, de président muni de pleins pouvoirs, voire d'empereur couronné. Il ne peut pas ne pas craindre en même temps la résistance possible de la bureaucratie, et plus encore de l'armée, à ses desseins de césarisme. Avant de rouler aux abîmes — avec ou sans couronne — il tentera donc d'exterminer les meilleurs serviteurs de l'État.

Quoi qu'il en soit, il a porté à l'Armée rouge un coup terrible. La nouvelle imposture judiciaire a rabaissé cette armée de plusieurs têtes. Au moral, elle est ébranlée jusque dans ses fondements. Les intérêts de la défense du pays ont été sacrifiés à la conservation de la coterie dirigeante. Après les procès Zinoviev-Kamenev et Radek-Piatakov, le procès Toukhatchevsky-Iakir marque le commencement de la fin de la dictature stalinienne.

[LA QUESTION DE L'AGENT LITTÉRAIRE]¹

(18 juin 1937)

Cher Camarade Walker,

Excusez, je vous prie mon retard à répondre à vos lettres. Ma santé n'a pas été bonne et j'ai utilisé tous les moments de mieux pour terminer mon livre français sur les procès. Ce n'est pas une excuse, mais un essai d'explication. Il n'est pas nécessaire de dire que Natalia et moi avons gardé un agréable souvenir de votre séjour ici et que M^{me} George², votre femme et vous-même avez pris une place solide dans le cercle de nos amis. Maintenant, les points pratiques :

1. Grasset³ a décidé de ne pas publier votre livre, non parce qu'il ne lui convient pas, mais parce que ses plans comprennent déjà des livres semblables. Mon fils m'a demandé s'il était souhaitable de contacter d'autres éditeurs. Si vous n'avez pas encore trouvé d'éditeur français, je crois que la réponse devrait être positive.

2. Je vous suis très reconnaissant de votre disposition pour régler la répartition de mes articles et trouver un agent littéraire. Je ne peux que vous donner « pleins pouvoirs » à ce sujet.

3. M. George Bye⁴ a été pendant quelque temps mon agent littéraire. Je n'ai pas eu avec lui le moindre conflit, mais il avait beaucoup de difficulté pour placer mes articles. Max Eastman m'a expliqué à cette époque que M. Bye n'était en liaison qu'avec

1. Lettre à C. M. Walker (10750), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Mrs Robert Latham *George*, qui résidait à Mexico à l'époque des sessions de la sous-commission, était la belle-mère de Charles Walker.

3. Il s'agit de l'éditeur français Bernard *Grasset* (1881-1955) qui avait déjà édité *La Révolution trahie*.

4. George T. *Bye* (né en 1887) s'était occupé des affaires littéraires de Trotsky pendant plusieurs années.

un cercle limité de revues qui paient très bien mais qui sont, par ailleurs, très prudentes politiquement dans le choix de leurs auteurs et articles. C'est pour cette raison que j'ai accepté M. Lieber⁵ également recommandé par Eastman. Je suis prêt à revenir à M. Bye et serais heureux que vous restiez en contact permanent avec lui.

Dans deux jours, j'enverrai deux articles a) sur les généraux exécutés, b) sur ce qui se passe en U.R.S.S., à New York, pour être traduits du russe. J'espère que l'un et l'autre présenteront quelque intérêt pour le public américain.

La revue des procès de Moscou est maintenant entre les mains de Staline. Aucune commission d'enquête ne pouvait démasquer les impostures avec autant de vigueur que Staline lui-même dans le dernier procès des généraux et toutes ses autres mesures d'oppression. En quelques mois, un pourcentage élevé des prétendus amis va jurer qu'ils étaient innocents et affirmer que, dans le fond de leur cœur, ils ont toujours été certains que les procès de Moscou étaient des impostures. Nombre d'entre eux accuseront même la commission d'avoir été hésitante et lente.

Mes meilleures salutations à toute votre famille. Avec la permission d'Adelaïde⁶, Natalia et moi embrassons les enfants.

5. Maxim Lieber (né en 1897) était agent littéraire à New York (il avait notamment fait connaître Erskine Caldwell), mais son agence était une couverture pour son activité au service du G.P.U. Il n'a été démasqué qu'au moment de la chasse aux sorcières, dénoncé par Whittaker Chambers. Mais son comportement lors des procès avait éveillé la suspicion de Trotsky et des siens.

6. Adelaïde était la fille de M^{me} George, mais aussi l'épouse de Charles Walker et la mère de ses enfants.

[MISE AU POINT]¹

(juin 1937)

Cher Camarade Isaacs,

Je vous envoie une copie de ma lettre à LaFollette, également de ma lettre à Vanzler, également de ma lettre à Glotzer.

Concernant votre remarque sur la non-réception des documents indiqués dans ma lettre du 12 mai à LaFollette, je ne comprends pas le sens exact de votre remarque. Vous dites : « Les documents énumérés dans les pièces 1 et 2 sont arrivés à l'adresse de Vanzler ». Ce n'est guère possible, car j'ai envoyé ces documents à une adresse spéciale par Sara (ceux auxquels vous faites référence dans le point 5). Je vous prie de vérifier tous les documents indiqués dans mes lettres du 30 avril, du 12 et du 21 mai à LaFollette et de me faire savoir nettement et concrètement ce qui vous manque.

La situation de notre fonds de sécurité est catastrophique. Au premier moment où je pourrai travailler sur cette question avec Bernie², je préparerai une déclaration là-dessus. Pour le moment, je vous demande d'essayer d'envoyer une somme qui nous permette de tenir quelques semaines.

Votre dernier câble « Envoyé chèque Gil »³ était totalement incompréhensible pour nous. Si c'est quelque chose d'important, s'il vous plaît, expliquez-le par lettre.

Meilleurs vœux à Morrow et Viola⁴.

1. Lettre à H. R. Isaacs (8566), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Bernie est le diminutif de Bernard (Wolfe).

3. Gil est le pseudonyme de Léon Sedov.

4. Felix Morrow (né en 1906) avait été l'un des premiers étudiants de l'université Columbia gagnés par les trotskystes sur le P.C. pendant les années trente, longtemps dirigeant du Non-Partisan Labor Defense (N.P.L.D.) Il travaillait au comité de défense. Viola Robinson (née en 1910), enseignante, était la compagne d'H. R. Isaacs et l'un des piliers du comité de New York.

**[IL FAUT
UNE ORIENTATION CLAIRE]¹**
(25 juin 1937)

Cher Camarade Burnham²,

Après avoir reçu votre importante lettre du 25 juin, j'ai relu ma lettre du 15³, et je n'ai pu y découvrir aucun des desseins cachés que vous avez découverts dans mon plan de cinq mois. Il est indiscutable que les questions politiques ne sont pas réglées conformément au calendrier. Mais quand nous entamons une campagne concrète dans une situation concrète sur un problème concret, il est possible et nécessaire de prévoir d'avance un élément aussi important en politique que le temps. Vous dites que « l'intensité » et le « rythme » de nos activités sont importants, mais pas les dates déterminées *a priori*. D'accord en ce qui concerne l'intensité et le rythme : avec l'aide du facteur temps, et le temps, lui, se mesure par le calendrier. Nos plans, qu'ils concernent l'insurrection prolétarienne, la construction économique ou la scission d'avec les bureaucrates socialistes, doivent avoir une certaine élasticité. Il est possible que la séparation ait lieu dans deux ou trois mois. Il n'est pas exclu que cette campagne puisse durer six mois. Mais si vous dites que nous pouvons rester deux ans, voire un an de plus, dans le S.P., alors je vous répondrai que l'« intensité » et le « rythme » que vous proposez ne sont ni assez intenses ni assez rapides. Tel est le sens de mon plan de cinq mois. C'est une hypothèse de travail — rien de plus, mais aussi rien de moins.

1. Lettre à J. Burnham (7455), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. James Burnham (né en 1905), ancien élève de Dewey, professeur de philosophie à Columbia, avait milité avec Muste dans le C.P.L.A. puis l'A.W.P. et avait été membre du comité national du W.P.U.S.

3. La lettre de Burnham datée du 25 juin était une sévère attaque contre la lettre de Trotsky du 15 juin (cf. pp. 128-130).

Vous exprimez la supposition, ou, mieux, la suspicion que je souhaite provoquer délibérément des « sorties », afin que la direction, placée devant des faits « irrévocables », ne recule pas. Je dois en toute amitié protester contre cette suspicion totalement injustifiée. J'ai adressé une série de lettres aux camarades dirigeants et à eux seuls. J'ai jugé nécessaire de soutenir l'initiative de Cannon devant ces mêmes camarades dirigeants. C'est le sens de ma lettre du 15 juin et de mon câble. Il est tout à fait clair pour moi que la campagne à venir ne peut être un succès que si elle est conduite et dirigée par l'organisme dirigeant de façon centralisée, avec une discipline et une cohésion assurées. Si quelqu'un cherche à utiliser ce tournant très important, délicat et complexe, pour des fins fractionnelles « privées », il faut immédiatement l'en empêcher, non seulement par la pression de notre propre opinion publique, mais également par des mesures administratives. Si quelqu'un cherche des revanches personnelles (« J'avais raison d'être contre l'entrée », etc.), il faut le rappeler à l'ordre sévèrement. On ne pourra évaluer les résultats pratiques qu'après avoir opéré la délimitation définitive, et on parviendra à les améliorer, non pas en décourageant de façon indigne nos camarades à un moment critique, mais seulement par un combat énergique et discipliné.

Dans ce contexte, votre critique de mes remarques sur la légalité du P.S. n'est qu'un simple malentendu. Je n'ai naturellement jamais proposé de briser la discipline de façon spectaculaire, ni de choquer l'opinion des militants de base par des sorties extravagantes. La seule chose que j'aie affirmée — et c'est suffisamment important —, c'est qu'il nous faut subordonner totalement notre appréciation de la légalité du parti aux exigences de notre nouvelle ligne politique, c'est-à-dire de la délimitation idéologique et de la scission organisationnelle. C'est une règle du jeu élémentaire qu'il nous faut rejeter carrément sur les bureaucrates et leur état de siège à l'intérieur du parti la responsabilité de nos mesures d'urgence. Il faut donner à chacune de nos initiatives la forme la plus compréhensible et la plus convaincante. Mais il faudra prendre les initiatives décisives au cours des prochains mois, y compris en prenant le risque que certains de nos sympathisants restent dans le S.P. Les meilleurs d'entre eux nous rejoindront plus tard. Il nous faut déterminer l'« intensité » et le « rythme » de notre campagne par des considérations politiques générales, et non par des considérations de psychologie individuelle.

La semaine prochaine, si ma convalescence se poursuit de façon satisfaisante, j'essaierai d'écrire un article sur l'Espagne. Ce serait en tout cas une erreur que de faire dépendre la parution du journal de cet article.

DÉCLARATION FORCÉE¹

(26 juin 1937)

Dans un certain nombre de déclarations publiques, M. Toledano² m'a attribué des interventions dans la vie intérieure du Mexique (particulièrement, par exemple, un appel à la grève générale). Il n'y a pas, dans ces affirmations, un seul mot de vrai. M. Toledano ne peut pas l'ignorer. Ce n'est pas pour tenir compte de l'auteur de ces insinuations mais par respect pour l'opinion publique du Mexique que j'ai jugé nécessaire de répéter ici que la promesse formelle, que j'ai faite volontairement, de ne pas intervenir dans la vie intérieure du pays qui m'a offert l'hospitalité, je la tiens avec une bonne foi totale. Toute affirmation, d'où qu'elle vienne, disant que je participe directement ou indirectement à la politique mexicaine (même seulement sous la forme de conversations privées, conseils, etc.) représente un mensonge manifeste et conscient. Il est inutile d'expliquer où sont les sources de ce mensonge et qui servent ceux qui le propagent.

Le même M. Toledano déclare que, par ma critique du gouvernement soviétique, je sers le fascisme. Il s'agit là de la politique intérieure de l'U.R.S.S. et pas de celle du Mexique. Cela a-t-il un sens de polémiquer contre M. Toledano dans des questions où il n'a nullement démontré sa compétence ? Je le dis

1. Déclaration à la presse (T 4161-1), traduite ici de l'espagnol, avec la permission de la Houghton Library. Le titre est de Trotsky.

2. Vicente *Lombardo Toledano* (1893-1968), avocat et professeur d'université, avait fait une carrière dans le syndicat officiel de la C.R.O.M., puis à la tête de la C.T.M. qui était l'un des principaux appuis du parti officiel. Après avoir été très modéré, il s'était radicalisé pendant les années trente au point de prendre contact avec les trotskystes en 1935 en vue d'une visite à Trotsky. Mais il était revenu de Moscou complètement transformé. Il avait protesté contre l'asile de Trotsky et préparait son organisation syndicale à participer à la campagne pour son expulsion. Était-il agent du G.P.U. ? Un agent, en tout cas, ne pouvait être plus efficace et ne se serait pas comporté autrement.

brièvement : la meilleure aide au fascisme — en Allemagne, en Italie, en Espagne, comme dans le monde entier —, elle est donnée actuellement par la clique dirigeante soviétique, à la fois par la tendance générale de sa politique et par ses méthodes dépourvues de toute honnêteté. Les pires ennemis du socialisme, de la révolution et du peuple soviétique sont les soi-disant « amis » de la clique dirigeante de Moscou. M. Toledano est de ceux-là. Apprendre de ces messieurs à défendre le socialisme et la révolution, je ne l'admets pas et je ne suis non plus pas prêt à répondre à ses insinuations à venir.

[DÉFENSE DU CAMARADE WOLFE]¹

(27 juin 1937)

Cher camarade Isaacs,

Je m'excuse du retard de ma réponse. La cause en a été la grippe, qui est maintenant en train de disparaître.

J'ai l'impression que quelques camarades américains imaginent que B. Wolfe aurait « manqué » à ses devoirs, etc. Il ne m'en a rien dit, mais il me semble que certains reproches écrits le font souffrir. Je dois protester contre pareille supposition de la manière la plus véhémente. J'ai déjà indiqué brièvement dans ma lettre à vous les circonstances qui empêchent Wolfe de faire tout ce qu'il voudrait bien faire dans sa fonction ici, qui est bien compliquée et bien particulière : *a*) il ne connaît pas le russe et apprend difficilement les langues étrangères, comme il me l'a déclaré au moment même de son arrivée ; *b*) il a des difficultés à comprendre le français, sans parler de l'allemand, ce qui me rend presque impossible de remplacer les mots anglais qui me manquent par des mots français ou allemands quand je lui dicte ; *c*) il n'a pas la moindre routine pour écrire à la machine et ce travail paraît lui être bien difficile et pénible, étant en même temps bien lent ; *d*) il ne connaît pas du tout la procédure des archives et n'a pas le moindre penchant pour ces choses. Et vous comprenez bien que, dans ma situation, la question des archives est extrêmement importante ; *e*) le climat du Mexique, surtout l'altitude, paraissent lui être bien défavorables, en diminuant sa force de travail. C'est un cas assez courant avec les étrangers.

En même temps, il a d'autres qualités qui peuvent devenir précieuses pour le mouvement et qui restent inutilisées ici. Pour être un bon secrétaire, il faut, outre les capacités générales,

1. Lettre à H. R. Isaacs (8554), avec la permission de la Houghton Library, original en français.

quelques capacités spéciales, tout comme pour être bon chauffeur ou musicien. Wolfe ne possède pas du tout ces qualités spéciales. D'ailleurs, j'en ai discuté assez chaudement avec Shachtman, qui avait télégraphié à Wolfe de venir sans m'avoir consulté préalablement sur cette candidature. Je lui ai exposé à cette époque toutes mes inquiétudes. Il a répondu par des explications rassurantes, quoique sommaires, qui se sont révélées inexactes. En tout cas, Wolfe est le dernier qui doit endosser des responsabilités ou des accusations. Pendant la période des *hearings*², avant et après, il a travaillé comme nous tous ici, c'est-à-dire au-dessus de ses forces et toujours il fait tout son possible pour me faciliter mon travail. Mais l'emploi qu'on fait de lui ici n'est nullement raisonnable, ni du point de vue des intérêts de l'organisation, ni du point de vue des intérêts de mon secrétariat.

Je suis bien heureux d'apprendre que votre livre sur la Chine va enfin être publié. J'en écrirai naturellement la préface : est-ce que vous m'enverrez le texte définitif du livre³ ?

Je serais bien content de pouvoir voir ici les camarades Frank Glass et Grace Simons⁴ pendant l'automne.

2. En anglais dans le texte : « sessions », « audiences ».

3. Trotsky avait promis de préfacier le livre d'Isaacs sur la révolution chinoise et avait déjà correspondu avec lui sur ce point.

4. C. Frank *Glass* (né en 1901) était sud-africain, membre du P.C. à sa fondation, responsable du syndicat des tailleurs puis secrétaire du Trades-Union Congress — T.U.C. — d'Afrique du Sud. Exclu en 1930, il avait rejoint l'Opposition de gauche la même année. A partir de 1933, en tant que journaliste, il s'était occupé des affaires chinoises. Grace *Simons* (née en 1901) était sa compagne.

CORRECTIONS FACTUELLES A MES DÉPOSITIONS¹

(29 juin 1937)

Les dépositions que j'ai faites devant la sous-commission à Coyoacán contiennent quelques inexactitudes de faits. Aucune n'a en réalité de portée directe sur l'objet de l'enquête de la commission ni n'est susceptible de modifier ses conclusions. Néanmoins, dans l'intérêt de l'exactitude, je crois qu'il faut corriger ici les erreurs que j'ai laissé passer.

1. A la question concernant *Holzman*, j'ai répondu qu'après mon départ de Russie, je n'avais eu « ni directement ni indirectement » aucune communication avec lui (Session 3, p. 43-44). En fait, *Holzman* rencontra mon fils, *Sedov*, à Berlin en 1932 et lui communiqua, comme je l'appris ensuite, quelques comptes rendus factuels sur la situation en U.R.S.S. Ces comptes rendus ont été publiés dans le *Biulleten Oppositsii* russe n° 31 de novembre 1932. On peut interpréter ce fait comme une communication « indirecte » entre *Holzman* et moi.

2. A la question de l'avocat de la défense *Goldman* si *Blumkine* avait capitulé, j'ai répondu « Très modestement » (session 4, page 40). Cette affirmation est apparemment fausse. Au moins n'ai-je trouvé aucune trace de la capitulation de *Blumkine*. Il travaillait dans le système de contre-espionnage du G.P.U. Son travail avait un caractère strictement individuel. Ses chefs, *Menjinsky* et *Trilisser*², le considéraient comme irrempla-

1. Lettre à la commission Dewey (T 4163-1), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. *Viatcheslav R. Menjinsky* (1874-1934), ancien étudiant, membre du parti en 1902, avait connu prison et émigration. Il était entré à la direction de la Tchéka en 1919 et avait remplacé *Dzerjinsky* à sa tête en 1926 ; il était membre du C.C. *David A. Trilisser* (1884-1934), avait fait cinq ans de forteresse et trois de déportation entre son entrée au parti en 1902 et la révolution de 1917. Il avait servi dans l'Armée rouge et s'était spécialisé dans le contre-espionnage dont il était le responsable sous les ordres de *Menjinsky* à l'époque.

çable et c'est pour cette raison que, malgré ses convictions d'oppositionnel, ils l'ont conservé à un poste très responsable.

3. En ce qui concerne la question du retour de Copenhague de la femme de mon fils, Jeanne Martin des Pallières, il est dit dans le rapport (session 4, p. 51) qu'elle fit le voyage du Danemark en France sur le même bateau que ma femme et moi. C'est une erreur. La route la plus courte et la moins chère de Copenhague à Paris passe par Hamburg. C'est l'itinéraire que suivirent en général quelques-uns de nos amis pour qui la question du visa allemand ne présentait pas de difficultés. Jeanne Martin des Pallières, comme elle est citoyenne française, est allé à Paris par Hamburg. Je présente à la commission une carte postale envoyée par Jeanne de Hamburg à sa mère. Du fait que ma femme et moi sommes restés continuellement dans notre cabine, et que Jeanne nous a rejoints à Paris, j'avais l'impression fautive qu'elle était partie sur le même bateau que nous.

4. Nous sommes arrivés à Paris, venant de Copenhague, non le 5 décembre 1932, comme indiqué dans le rapport de façon erronée (session 4, p. 50 et session 5, p. 13), mais le 6 décembre. C'est précisément ce jour-là que nous avons rencontré notre fils Léon Sedov qui avait réussi à sortir d'Allemagne.

5. En ce qui concerne l'époque de l'arrivée de Radek en Russie (session 3, p. 58), j'ai indiqué la fin de l'année 1918. C'est une erreur évidente. Radek a participé aux discussions sur Brest-Litovsk au début de cette année 1918. Il est venu de Stockholm à Pétersbourg, me semble-t-il, à la fin de 1917, en tout cas, après l'insurrection d'octobre³.

6. En ce qui concerne la femme de Victor Serge, il est dit dans le compte rendu qu'elle fut arrêtée (session 2, p. 58). En réalité, elle fut condamnée à un mois de travail forcé, avec le droit de passer la nuit dans sa maison. L'information selon laquelle elle est devenue folle à la suite de la répression contre sa famille est parfaitement exacte. A présent, elle est toujours mentalement malade à Paris.

Comme je l'ai déjà dit, aucune de ces corrections n'affecte fondamentalement mes dépositions ou les conclusions qui en découlent. Je me réserve le droit de corriger d'autres inexactitudes si j'en trouve.

3. A la fin de 1918, Radek était en Allemagne où la parti bolchevique l'avait envoyé pour le représenter au congrès de fondation du parti communiste allemand K.P.D. (S).

[DES DOCUMENTS ET UN ALIBI SOLIDE]¹

(20 juin 1937)

Je vous envoie directement en même temps que cette lettre quelques documents très importants consistant en deux carnets de notes et un classeur d'exercices. Ils appartenaient à Léon Sedov pendant ses études à la Technische Hochschule de Berlin. L'assiduité des étudiants à la Hochschule était attestée par les professeurs avec des tampons sur les exercices qui leur étaient soumis. Vous verrez qu'il y en a trois des 25, 26 et 27 novembre 1932, c'est-à-dire exactement le moment de mon séjour à Copenhague. Dans les prochains jours, vous recevrez un nouveau document officiel (un « passeport » étudiant) avec trois tampons confirmant la présence de Léon Sedov à la Hochschule le 29 novembre. Je crois que la commission a maintenant à sa disposition toute une documentation confirmant que, pendant la dernière semaine de novembre 1932, Sedov était à Berlin et pas à Copenhague. Permettez-moi d'exprimer l'opinion qu'un alibi aussi complet et incontestable n'a peut-être jamais été établi.

1. Lettre en anglais à la commission Dewey (7592) traduite avec la permission de la Houghton Library.

[DE NOUVEAUX DOCUMENTS]¹

(30 juin 1937)

Chère Mademoiselle LaFollette,

Je réponds à votre lettre du 25 juin.

1. Vos corrections concernant la septième session, page 35 et 40, sont tout à fait justes.

2. J'essaierai de répondre à la lettre de M. Wendelin Thomas² dès que ma santé me le permettra.

3. Je vous envoie directement et en même temps que cette lettre (recommandée mais pas par avion) quelques documents importants consistant en deux carnets de notes et une feuille d'exercices isolée : ils appartenaient à Léon Sedov pendant ses études à la Technische Hochschule de Berlin. La présence des étudiants à la Hochschule était portée par les professeurs avec des tampons sur les exercices proposés. Vous verrez qu'il y a trois tampons des 25, 26 et 27 novembre 1932, c'est-à-dire exactement le moment de mon séjour à Copenhague. Dans les jours qui viennent, vous recevrez un nouveau document officiel (un « passeport » d'étudiant) avec trois tampons confirmant la présence de Sedov à la Hochschule le 29 novembre. Le fait que ces documents appartiennent à cette période peut être établi par l'analyse chimique (van Heijenoort envoie aujourd'hui, sous enveloppe séparée, une autre série de documents avec des notes explicatives). Maintenant, je le crois, la commission a à sa

1. Lettre à S. LaFollette (8747), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Wendelin Thomas (1884-19??) était un ancien marin révolutionnaire de 1918, ancien député communiste et fonctionnaire de l'I.C. qui avait rompu avec cette dernière au début des années trente. Il était membre de la commission d'enquête et avait adressé à Trotsky une lettre lui posant des questions sur la nature du bolchevisme, la répression des bolcheviks contre l'insurrection de Cronstadt et Makhno, d'inspiration nettement libertaire.

disposition toute une documentation qui confirme que, dans la dernière semaine de novembre 1932, Sedov était à Berlin et pas à Copenhague. Permettez-moi d'exprimer l'opinion qu'un alibi d'une telle dimension et aussi incontestable n'a peut-être jamais été établi.

4. Si la sous-commission commence maintenant son travail (et je l'espère, car un nouveau report serait fatal pour toute l'affaire), il serait absolument nécessaire que Jan Frankel l'assiste techniquement dans son travail. J'ai présenté trop de documents en diverses langues et moi seulement, ou l'un de mes collaborateurs, Jan Frankel ou van Heijenoort, sommes assez familiers avec la question pour donner à la commission les explications nécessaires. La question est de savoir si la commission le désire, et si elle peut aider Frankel à obtenir pour quelque temps un visa américain. Je dois remarquer que Frankel est citoyen tchécoslovaque et qu'il détient un passeport parfaitement légal.

[PETITES NOUVELLES]¹

(30 juin 1937)

Chère Madame Hilda²,

Nous avons été heureux de recevoir votre lettre. Notre silence prolongé n'était en aucun cas un signe de manque d'intérêt pour vous et votre famille. Bien au contraire, pendant tout le temps que nous sommes restés à Hurum, sur le bateau, puis au Mexique, Natalia et moi nous sommes souvenus avec beaucoup de plaisir, de sympathie et de tendresse, de notre vie au milieu de vous. En dépit de l'attitude misérable du gouvernement norvégien, nous conservons le meilleur souvenir de ce beau pays nordique et de son peuple.

Natalia a été très heureuse d'apprendre par votre lettre que Hjørdis allait à Bruxelles et en Espagne avec Erwin³. Elle avait toujours rêvé de voyager et de voir le monde — et maintenant ses rêves se matérialisent. Nous voyons par votre lettre que vous n'avez pas abandonné le Kultus⁴ et que vous vous occupez maintenant, avec M^{lle} Osse, de l'administrer. J'espère que l'entreprise progresse sous votre commune administration. Quel est le statut de Borgard (*sic*)⁵? A l'heure qu'il est, il devrait être devenu l'un des meilleurs auteurs norvégiens et en tout cas le meilleur sauteur à ski, nous en sommes certains. Nous aimerions

1. Lettre à H. Knudsen (8650), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Hilda Knudsen était la femme de Konrad Knudsen, donc l'hôtesse de Trotsky à Hønefoss.

3. Hjørdis Knudsen (née en 1914), la fille des hôtes des Trotsky, était devenue la compagne d'Erwin Wolf, quand ce dernier vivait auprès de Trotsky à Hønefoss comme secrétaire. Wolf venait d'être envoyé en Espagne par le S.I. et y était arrivé, en compagnie de Hjørdis, au lendemain de l'insurrection de mai.

4. Petite boutique de vêtements que tenait Hjørdis.

5. Borgar Knudsen (né en 1921) était le second enfant du couple.

savoir où il en est dans le domaine du ski. Notre Tamada⁶ travaille à Oslo comme législateur. Nous lui envoyons nos sentiments et saluts les meilleurs.

Notre vie ici est tout à fait satisfaisante. Nous ne nous ressentons pas de l'altitude. Notre santé n'est pas mauvaise. Je m'en vais maintenant dans un village pour un bref repos après cette période de dur travail.

Si Kultus devient très florissant et vous donne la possibilité de faire un voyage au Mexique, nous serions très heureux de vous revoir. Malheureusement la distance est très grande.

Nos meilleures salutations à tous les amis qui ne nous ont pas oubliés. Natalia vous embrasse avec sympathie et affection. Je reste un ami véritable de votre famille et de vous.

6. *Tamada* était le surnom amical (« le chef de table ») donné par Trotsky à Konrad Knudsen (1890-1959), son hôte, journaliste à Fremtiden, qui était depuis peu député au Storting.

[LA RÉÉDITION DE MA VIE]¹

(30 juin 1937)

Messieurs,

Vous avez publié en 1931 mon autobiographie, *Ma Vie*. Quel a été le sort de ce livre ? Aucune réédition n'est parue. Cela semblerait indiquer que l'ancienne édition n'a pas été épuisée. Combien reste-t-il d'exemplaires ? Est-il possible pour moi de racheter les exemplaires restants afin d'en disposer moi-même et de reprendre les droits de publication pour trouver un éditeur plus intéressé par le livre ? Je suppose que le livre ne se vend plus et que vous n'avez plus d'intérêt pour lui.

J'ai deux plans en tête. 1° Une nouvelle édition, en deux volumes, avec une importante partie supplémentaire : mon séjour en Turquie, en France, en Norvège et au Mexique. Le manuscrit est prêt et la moitié est traduite en anglais. L'exposé est à jour. 2° Une édition abrégée à bon marché, semblable à celle qui a été publiée avec succès en France et en Scandinavie. Je ne vous propose pas ces plans parce que je suppose que votre maison, pour des raisons politiques ou autres, ne s'intéresse plus à ce livre. D'un autre côté, des raisons politiques et autres rendent pour moi une réédition nécessaire.

Je vous saurais gré d'une décision définitive et rapide sur cette question.

1. Lettre à Scribner's Sons (10089) traduite de l'anglais avec la permission de la Houghton Library.

PRÉFACE DE *LES CRIMES DE STALINE*¹

(5 juillet 1937)

La révolution dans sa montée pouvait être brutale et cruelle, elle était véridique. Elle disait tout haut ce qu'elle pensait. La politique de Staline, elle, n'est que mensonge : c'est ainsi que se manifeste son esprit réactionnaire. La réaction ment parce qu'elle doit cacher au peuple ses fins véritables. La réaction installée sur les bases d'une révolution prolétarienne ment doublement. On peut dire, sans crainte d'exagérer, que le régime thermidorien de Staline est le plus mensonger que l'Histoire connaisse. Et depuis quatorze ans, l'auteur de ces lignes est l'objet principal du mensonge thermidorien.

Jusqu'à la fin de 1933, la presse de Moscou et, partant, son ombre, la presse de l'Internationale communiste, me représentent comme un agent britannique ou américain, m'appelant même « Mister Trotsky ». La *Pravda* du 8 mars 1929 consacrait tout un article à démontrer que j'étais un allié de l'impérialisme britannique (que l'on ne considérait pas encore à Moscou comme la « démocratie britannique »), non sans établir ma complète solidarité avec Winston Churchill². L'article se terminait par ces mots : « On voit pourquoi la bourgeoisie lui paie des dizaines de milliers de dollars ! » Il n'était question que de dollars — pas de marks !

Le 2 juillet 1931, la *Pravda*, à l'aide de fac-similés grossièrement faux, qu'elle allait oublier dès le lendemain, me dénonçait comme un allié de Pilsudski³ et comme un défenseur de la paix

1. Préface (T 4164), traduite du russe par Victor Serge.

2. Winston Churchill (1874-1965) fut pendant les années vingt l'ennemi n° 1 de l'Union soviétique. Il justifia la reprise des relations commerciales avec elle par le fait qu'on commerçait bien « aussi avec les cannibales ».

3. Joséf Pilsudski (1867-1935), vieux conspirateur nationaliste et socialiste polonais, avait été l'un des dirigeants du P.P.S. et fut le héros de l'indépendance polonaise. Devenu maréchal, il avait dirigé un coup d'Etat militaire en 1926. Il

de spoliation de Versailles. En ce temps-là, Staline travaillait, non au maintien du *statu quo*, mais à « l'émancipation nationale » de l'Allemagne. En août 1931, les *Cahiers du Bolchevisme*, revue théorique du parti communiste français, dénonçaient « un front unique touchant... entre Blum, Paul-Boncour⁴ et l'Etat-major français d'un côté et Trotsky de l'autre ». Je demeurais fermement attaché aux pays de l'Entente !

Le 24 juillet 1933, après l'avènement définitif de Hitler en Allemagne, j'arrivai en France par Marseille, ayant obtenu un visa du gouvernement Daladier. D'après les révélations rétrospectives des procès de Moscou, j'étais déjà à cette époque un agent de l'Allemagne et m'occupais à préparer la défaite de l'U.R.S.S. et de la France. Au procès Radek-Piatakov en janvier 1937, il fut « établi » que, justement à la fin de juillet 1933, je rencontrai au bois de Boulogne le correspondant de l'agence Tass, Vladimir Romm, afin d'établir par son intermédiaire la liaison entre les terroristes trotskystes russes, Hitler et le Mikado. *L'Humanité* ne s'en doutait pas ; le jour de mon arrivée, elle dénonça mes relations occultes avec M. Daladier. En permettant les intrigues de l'émigration blanche et en invitant Trotsky — écrivait la feuille de Staline-Cachin⁵-Thorez, « la bourgeoisie française révèle sa vraie politique à l'égard de l'U.R.S.S. : pourparlers par nécessité, sourires obligés, mais, dans la coulisse, aide et soutien à tous les saboteurs, les interventionnistes, les conspirateurs, les calomnieurs, les renégats de la révolution. De France, de ce foyer antisoviétique, il pourra attaquer l'U.R.S.S... C'est un point stratégique ! Et voilà pourquoi arrive M. Trotsky ». Toutes les formules du procureur Vychinsky sont là, à cette différence près que c'est de concert avec la bourgeoisie française et non avec le fascisme allemand que je me livrais à cette criminelle activité...

Mais peut-être la malchanceuse *Humanité* n'était-elle pas au courant ? Non, l'organe parisien de Staline exprimait bien les

était évidemment depuis la guerre russo-polonaise de 1920 l'un des symboles de l'antisoviétisme. L'attaque de la *Pravda* reposait sur la publication dans un journal polonais d'un faux article de Trotsky, à laquelle le G.P.U. ne devait pas être étranger (cf. *Œuvres*, 8, p. 159).

4. Joseph Paul-Boncour (1873-1972), ancien socialiste, fut plusieurs fois ministre, notamment de la guerre, et président du conseil des ministres.

5. Marcel Cachin (1869-1958), professeur de philosophie, député avant guerre, avait été « social-patriote » puis s'était rallié au « centre » pacifiste et était devenu directeur de *L'Humanité*. Partisan de l'adhésion à l'I.C. il ne s'écarta pas ensuite de la ligne de Moscou : il semble que Trotsky lui attribuait une importance qu'il n'avait pas.

vues de son employeur. Les pesantes idées de la bureaucratie moscovite ne consentaient pas à sortir de leur orbite coutumière. L'alliance avec l'Allemagne, indépendamment du régime intérieur de ce pays, était considérée comme un axiome de la politique étrangère des Soviets. Le 13 décembre 1931, Staline disait à l'écrivain allemand Emil Ludwig⁶ : « S'il faut parler de nos sympathies pour une nation, c'est naturellement de notre sympathie pour les Allemands... Nos relations amicales avec l'Allemagne demeurent ce qu'elles ont été jusqu'ici. » Staline eut même l'imprudence d'ajouter : « Des hommes politiques promettent ou déclarent aujourd'hui une chose, pour l'oublier ou la nier le lendemain sans même rougir. Nous ne pouvons pas agir de la sorte »⁷. On était encore, il est vrai, sous le signe de Weimar⁸. Mais la victoire du fascisme ne changea pas l'orientation de Moscou. Staline fit tout ce qu'il put pour mériter la bienveillance de Hitler. Les *Izvestija* — organe du gouvernement — écrivaient le 4 mars 1933 que l'U.R.S.S. était le seul pays du monde qui n'éprouvât aucune hostilité à l'égard de l'Allemagne « et cela indépendamment de la forme et de la composition du gouvernement du Reich ». *Le Temps* constatait le 8 avril suivant : « Alors que l'arrivée de M. Hitler préoccupait vivement l'opinion européenne et était partout très commentée, les journaux de Moscou gardaient le silence. » Staline tentait d'obtenir l'amitié du vainqueur en tournant le dos à la classe ouvrière allemande.

Tableau clair dans l'ensemble. Au temps où, selon la version rétrospective inventée plus tard, j'organisais ma collaboration avec Hitler, la presse de Moscou et de l'Internationale communiste faisait de moi un agent de la France et de l'impérialisme anglo-saxon. Je ne devais être rangé du côté des Germano-Nippons que lorsque Hitler eût repoussé la main tendue de Staline, obligeant ce dernier à rechercher l'amitié des « démocraties occidentales », contrairement à ses desseins et calculs antérieurs. Les accusations portées contre moi n'étaient et ne sont que le complément des évolutions diplomatiques. Ces divers

6. Emil Ludwig (1881-1948), auteur de romans et de récits historiques s'était, en tant que journaliste, spécialisé dans les interviews.

7. *Lénine et Staline sur la Constitution soviétique* (Ed. d'Etat, Moscou) (Note de L. Trotsky).

8. Weimar était la petite ville dans laquelle avait été élaborée en 1919 par l'assemblée constituante la Constitution qu'on appela de son nom de la République allemande.

changements d'orientation me furent imputés sans que j'y eusse la moindre part. Il y a pourtant une différence fort appréciable entre les deux versions opposées et symétriques de la calomnie. La première, qui faisait de moi un agent de l'Entente, avait surtout un caractère littéraire. Les calomniateurs calomniaient, les journaux répandaient le poison, Vychinsky ne sortait pas encore de l'ombre. Il est vrai que le G.P.U. fusillait de temps à autre quelque opposant en l'accusant d'espionnage (au profit de la France et de l'Angleterre), mais il ne s'agissait encore que d'obscurs militants, assassinés dans les coulisses à titre expérimental. Staline préparait ses magistrats instructeurs, ses juges et ses bourreaux. Il fallait du temps pour amener la bureaucratie à un degré de démoralisation et l'opinion publique des deux mondes à un degré d'avalissement tels que les énormes impostures judiciaires montées contre les trotskystes devinssent possibles.

On peut suivre, documents en main, toutes les étapes de cette évolution préparatoire. Staline s'est plus d'une fois heurté à des résistances qui l'ont fait reculer, mais toujours pour continuer plus systématiquement son action. L'objectif politique était de construire une guillotine fonctionnant automatiquement contre tout adversaire de la clique dirigeante : quiconque n'est pas avec Staline est un stipendié de l'impérialisme. Schématisation grossière, assaisonnée de rancune personnelle, qui est bien dans l'esprit de Staline. Il semble n'avoir pas douté un seul instant que les « aveux » de ses victimes allaient convaincre l'univers et assurer à jamais l'intangibilité du régime totalitaire. Il n'en a pas été ainsi. Les procès se sont retournés contre Staline. La cause n'en est pas tant dans la grossièreté des falsifications que dans ce fait : l'étau bureaucratique est devenu tout à fait incompatible avec le développement du pays. Sous la pression de contradictions grandissantes, Staline a dû agrandir chaque jour le rayon de l'imposture. L'épuration sanglante se poursuit sans qu'on en voie la fin. La bureaucratie, se dévorant elle-même, invoque avec frénésie on ne sait quelle vigilance. Son cri est celui de la bête blessée à mort.

Rappelons une fois encore que tous les membres du bureau politique du temps de Lénine — exception faite du seul Staline — figurent en tête de la liste des traîtres : de ce nombre, celui qui dirigea la défense pendant la guerre civile, deux anciens dirigeants de l'Internationale communiste, un ancien président du conseil des commissaires du peuple, un ancien président du conseil de la défense et du travail, un ancien dirigeant des

syndicats soviétiques⁹. Suivent de nombreux membres du comité central et du gouvernement. Le dirigeant effectif de l'industrie lourde, Piatakov, était, paraît-il, à la tête du sabotage ; le suppléant du commissaire du peuple aux transports, Livshitz, aurait été un agent du Japon et l'organisateur de déraillements ; le chef suprême des services de la Sûreté, Iagoda, serait un gangster et un traître ; le suppléant du commissaire du peuple aux affaires étrangères, Sokolnikov, un agent germano-nippon, de même que le publiciste le plus influent du régime, Radek. Et il y a plus : tout le haut commandement de l'armée aurait été au service de l'ennemi. Le maréchal Toukhatchevsky, récemment envoyé en Angleterre et en France pour se mettre au courant de la technique militaire des pays amis, aurait vendu à l'Allemagne les secrets dont il était le détenteur... Le chef politique de l'armée, Gamarnik, aurait été un traître. Les représentants des armées française, britannique, tchécoslovaque, rendaient récemment hommage à la bonne organisation des manœuvres d'Ukraine, dirigées par le général Iakir. Ce Iakir aurait préparé la conquête de l'Ukraine par Hitler. Chargé de défendre la frontière de l'Ouest, le général Ouborévitch se serait préparé à livrer la Russie blanche à l'ennemi. Deux des anciens chefs de l'académie militaire, les généraux Eideman et Kork, grands capitaines de la guerre civile, auraient instruit leurs élèves en vue de la défaite et non de la victoire. Par dizaines, des officiers supérieurs moins connus, mais à peine moins importants, sont accusés de trahison. Tous ces destructeurs, saboteurs, gangsters, espions, auraient poursuivi pendant des années leur œuvre néfaste. Mais si les Iagoda, les Piatakov, les Sokolnikov, les Toukhatchevsky et tant d'autres étaient des espions, que valent les Staline, les Vorochilov et autres « chefs » ? Que valent les appels à la vigilance émanant d'un bureau politique qui s'est révélé si aveugle et si niais ?

De sa dernière « épuration », le régime est sorti si discrédité que la presse mondiale s'est demandée avec sérieux si Staline n'était pas devenu fou. Hypothèse trop simple ! On estima d'abord que Staline devait sa victoire à une intelligence exceptionnelle. Quand, ensuite, les réflexes de la bureaucratie deviennent convulsifs, les admirateurs de la veille se demandent si le chef n'a pas perdu la raison. Les deux appréciations sont également fausses. Staline n'est pas un « homme de génie ». Au

9. Dans l'ordre : Trotsky, Zinoviev, Boukharine, Rykov, Smirnov, Tomsky.

sens littéral du terme, il n'est même pas intelligent — si l'on entend par intelligence l'aptitude à embrasser les phénomènes dans leur corrélation et leur développement. Mais ce n'est pas non plus un fou. La vague de Thermidor l'a porté sur sa crête. Il a cru que la source de sa force était en lui-même. La caste de parvenus qui avait proclamé son génie s'est promptement corrompue et démoralisée. Le pays de la révolution d'Octobre réclame un autre régime. La situation de la clique dirigeante ne lui permet plus une politique raisonnable. La folie n'est pas en Staline, elle est dans le régime qui a épuisé ses possibilités. Cette explication ne comporte cependant pas l'ombre d'une justification morale en faveur de Staline. Il quittera la scène comme l'un des personnages les plus tarés de l'Histoire.

* * *

Ce livre a été écrit par fragments, en diverses circonstances. Il devait d'abord répondre au procès Zinoviev-Kamenev (août 1936). L'internement de l'auteur en Norvège empêcha la poursuite de ce travail. Je ne pus reprendre mon manuscrit qu'à bord d'un pétrolier, pendant la traversée de l'Atlantique. A peine avais-je commencé, sur la terre hospitalière du Mexique, à mettre de l'ordre dans mes papiers, que fut expédié le procès Piatakov-Radek, qui exigea une analyse particulière. Tout en me livrant à la critique des impostures moscovites, je dus réunir les matériaux de l'enquête juridique organisée par le comité newyorkais qui avait pris ma défense. Une partie importante de ce livre prit la forme d'un discours prononcé devant la commission d'enquête qui se rendit en avril dernier de New York au Mexique pour entendre mes explications. Enfin, au moment où j'allais livrer mon manuscrit aux éditeurs, les agences annoncèrent l'arrestation et l'exécution de huit des généraux les plus renommés de l'Armée rouge. L'architecture du livre correspond ainsi au cours des événements. J'ajoute que j'eus maintes et maintes fois, en écrivant ces pages, l'occasion de me rendre compte de l'indigence de notre vocabulaire et de la gamme de sentiments dont nous disposons devant l'énormité des crimes qui se commettent maintenant à Moscou !

[MODIFICATIONS NÉCESSAIRES]¹

(6 juillet 1937)

Cher Camarade Pfemfert²

Je suis obligé de vous répondre en français, car pour l'instant je n'ai personne à qui dicter en allemand.

Tout ce que vous dites sur le livre³ est juste. Ses défauts s'expliquent par la manière dont il fut écrit. Je suis absolument incapable de faire d'ici les changements proposés par vous, mais je serais bien heureux si Alexandra Iliitchna⁴ d'un côté et Victor Serge de l'autre, pouvaient apporter les modifications nécessaires : elles doivent être les mêmes dans les éditions française et allemande. Pour la documentation, c'est Liova qui pourra donner les indications nécessaires.

Je ne puis m'occuper de ces choses, car je dois à tout prix prendre un congé de quelques semaines et, après le congé, il serait trop tard. Je vous remercie de votre initiative que je trouve fort heureuse et Natalia et moi nous vous envoyons nos saluts les plus chaleureux.

Je vous envoie ci-joint la table des matières pour A. I. et une modification dans le texte (élimination d'une répétition).

1. Lettre à F. Pfemfert (9739), original en français, avec la permission de la Houghton Library.

2. Franz Pfemfert (1879-1954), critique littéraire, ancien directeur de *Die Aktion* et militant du K.A.P.D. gauchiste, avait conservé des liens d'amitié avec Trotsky. Après avoir fui le régime nazi en Tchécoslovaquie, il s'était réfugié en France.

3. Pfemfert avait critiqué le manuscrit de *Les Crimes de Staline*, fait de pièces et de morceaux et proposé un certain nombre de modifications.

4. Aleksandra I. Ramm (1883-1963), compagne de Pfemfert, était la traductrice des principaux ouvrages de Trotsky en allemand.

[NOUVELLES]¹

(6 juillet 1937)

Mon état de santé ne m'a pas jusqu'à présent permis de terminer la préface et la conclusion. Je t'envoie par le même courrier une courte introduction. Le livre peut sortir même sans le chapitre de conclusion, puisqu'il est achevé dans sa forme actuelle. Mais s'il ne sort qu'en septembre, je pourrai en conclusion analyser les événements nouveaux qui se produiront vraisemblablement dans les prochaines semaines. Dans ce cas, l'éditeur devra me faire savoir par télégramme avant quelle date la conclusion doit être envoyée (qu'il me donne une date limite pour que je puisse prendre en compte les nouveaux éléments). Mais je le répète : la conclusion, c'est du luxe ; le livre est, dans sa forme actuelle, terminé.

Je t'ai déjà parlé du livre de Charles Walker : *American City*. Je serais très heureux que ce livre arrive à sortir en France : c'est un bon livre, son auteur est un bon camarade qui nous est très utile, il est consacré au mouvement « trotskyste » aux U.S.A., Minneapolis. Le livre peut être accepté sans problèmes par n'importe quel éditeur bourgeois. J'avais écrit une lettre à son sujet pour Grasset, tu peux t'en servir comme bon te semble. Elle peut même servir de préface au livre. Je suis prêt éventuellement à écrire une préface plus importante. Le livre a été très apprécié par le *New York Times* (j'ai envoyé la critique pour Grasset). Si tu réussis à faire quelque chose dans ce sens, j'en serai très content.

Comme je te l'avais dit, garde à Paris la deuxième partie du versement de Grasset pour *Les Crimes de Staline*.

Ta mère s'inquiète beaucoup de savoir si tu as reçu la copie

1. Lettre à L. Sedov (10215), traduite du russe, avec la permission de la Houghton Library.

des lettres. Elle les a recopiées elle-même à la main pendant plusieurs jours (tout le monde alors était pris par la commission d'enquête). Elle attend ta lettre avec impatience et t'embrasse fort.

[RÉPONSE A DES QUESTIONS DE MORALE ET D'HISTOIRE]¹

(6 juillet 1937)

Cher Camarade,

Je ne pense pas que les questions que vous me posez aient un rapport direct avec l'enquête de la commission de New York et puissent exercer une influence sur ses conclusions. Je suis néanmoins tout prêt à répondre à vos questions pour que ceux que cela intéresse connaissent plus facilement mes véritables conceptions.

Comme beaucoup d'autres, vous voyez les sources du mal dans le principe « la fin justifie les moyens ». En lui-même, ce principe est très abstrait et très rationnel. Il admet les interprétations les plus diverses. Mais je suis prêt à assumer la défense de cette formule d'un point de vue matérialiste et dialectique. Oui, je pense qu'il n'existe pas de moyens bons ou mauvais en eux-mêmes, ou sous l'angle de quelque principe absolu, supra-historique.

Sont bons les moyens qui conduisent à l'accroissement de la domination de l'homme sur la nature et à la liquidation de la domination de l'homme par l'homme. Dans ce large sens historique, le moyen ne peut être justifié que par le but.

Cela ne signifie-t-il pas, cependant, que le mensonge, la perfidie, la trahison soient admissibles et justifiés s'ils mènent « au but » ? Tout dépend du caractère du but. Si le but est l'affranchissement de l'humanité, alors le mensonge, la fourberie et la trahison ne peuvent nullement être des moyens appropriés.

1. Lettre à W. Thomas (10569), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library. Michel Dreyfus, dans *La Lutte contre le Stalinisme*, p. 173, n. 16, en fait par erreur une interview. Le fait que Wendelin Thomas était membre de la commission d'enquête pouvait impliquer que cette réponse ouvrait une crise au sein de cette dernière.

Les adversaires des épicuriens les accusaient de s'abaisser à l'idéal du porceau en prêchant le « bonheur », à quoi les épicuriens répondaient, non sans raison, que leurs adversaires comprenaient le bonheur à la façon... du porceau.

Vous faites référence à Lénine qui dit que le parti révolutionnaire a « le droit » de rendre ses adversaires haïssables et méprisables aux yeux des masses. Vous voyez là une justification du principe de l'amoralisme. Vous oubliez cependant d'indiquer où, dans quel camp politique, se trouvent les représentants de la haute morale. Mes observations me disent que toute lutte politique utilise largement les exagérations, les altérations, le mensonge et la calomnie. *Les plus calomniés, ce sont toujours les révolutionnaires* : en leur temps, Marx, Engels² et leurs amis ; plus tard, les bolcheviks, Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg³ ; aujourd'hui les trotskystes. La haine des possédants pour la révolution, le conservatisme stupide du petit-bourgeois, la présomption et l'arrogance des intellectuels, les intérêts matériels des bureaucrates ouvriers — tous ces facteurs se conjuguent dans la persécution du marxisme révolutionnaire. En outre, messieurs les calomniateurs n'oublient pas de s'indigner de... l'amoralisme des marxistes. Cette indignation hypocrite n'est rien d'autre qu'un instrument de la lutte des classes.

Dans les paroles de lui que vous citez, Lénine veut seulement dire qu'il ne considère plus les mencheviks comme des militants prolétariens et qu'il se donne comme tâche de les rendre haïssables aux yeux des ouvriers. Lénine a exprimé cette idée avec la passion qui était la sienne et a créé la possibilité d'interprétations ambiguës et indignes. Mais, sur la base des œuvres complètes de Lénine et des actions de toute sa vie, je déclare que ce lutteur implacable fut l'adversaire le plus loyal, car, en dépit de toutes ses exagérations et de toutes ses outrances, il s'efforça toujours de dire aux masses *ce qui est*. Au contraire, la lutte des réformistes contre Lénine est profondément imprégnée d'hypocrisie, de mensonges, de subterfuges et de fourberies sous le couvert des vérités éternelles de la morale.

2. Karl Marx (1818-1883) et Friedrich Engels (1820-1895) étaient les fondateurs du socialisme scientifique, maîtres à penser de Trotsky.

3. Karl Liebknecht (1871-1919), fils d'un fondateur du parti social-démocrate, animateur de la lutte antimilitariste, et Rosa Luxemburg (1871-1919) porte-drapeau de la « gauche » contre le « révisionnisme », avaient ensemble fondé le parti communiste en Allemagne. La droite avait déchaîné contre eux une campagne de haine en les accusant des pires crimes ; ils avaient été assassinés en janvier 1919.

Votre appréciation de *l'insurrection de Cronstadt*⁴ est radicalement fautive. Cronstadt avait été complètement vidée des marins les plus dévoués, et ces derniers jouaient un rôle important sur le front et dans les soviets locaux du pays tout entier. Il restait la masse grise avec de grandes prétentions (« Nous, ceux de Cronstadt ! »), mais sans éducation politique et pas prête aux sacrifices révolutionnaires. Le pays était affamé. Ceux de Cronstadt exigeaient des privilèges. L'insurrection fut dictée par le désir de recevoir une ration de privilégié.

Les marins avaient des canons et des bateaux. Tous les éléments réactionnaires, aussi bien en Russie qu'à l'étranger, se raccrochèrent alors à l'insurrection. L'émigration blanche réclamait l'envoi de renforts aux insurgés. La victoire de l'insurrection n'aurait rien apporté que la victoire de la contre-révolution, indépendamment des idées qui pouvaient être dans la tête des marins. Mais ces idées même étaient profondément réactionnaires. Elles reflétaient l'hostilité de la paysannerie arriérée à l'ouvrier, l'arrogance du soldat ou du marin pour Pétersbourg « civil », la haine du petit-bourgeois pour la discipline révolutionnaire. Ainsi le mouvement avait un caractère contre-révolutionnaire, et, comme les insurgés s'étaient emparés des armes de la forteresse, on ne pouvait les écraser que par les armes.

Non moins erronée est votre appréciation de Makhno⁵. En lui-même, c'était un mélange de fanatique et d'aventurier. Mais il devint le centre des tendances qui provoquèrent l'insurrection de Cronstadt. La cavalerie est, de façon générale, la partie la plus réactionnaire de l'armée. Le cavalier méprise le piéton. Makhno a créé une cavalerie avec des paysans qui fournissaient leurs propres chevaux. Ce n'étaient pas les paysans pauvres écrasés que la révolution d'Octobre éveilla pour la première fois, mais les paysans aisés et repus qui avaient peur de perdre ce qu'ils avaient. Les idées anarchistes de Makhno (négarion de l'Etat, mépris du pouvoir central) correspondaient on ne peut mieux à l'esprit de cette cavalerie koulak. J'ajoute que la haine pour l'ouvrier de la ville était complétée chez Makhno par un antisémitisme militant. Tandis que nous soutenions contre Deni-

4. Cronstadt, île au large de Pétrograd, était la base de la flotte de la Baltique. Sa garnison se souleva en mars 1921 contre le gouvernement bolchevique. Les opérations militaires, du 7 au 17 mars, furent suivies d'une sévère répression qu'une tradition malveillante impute particulièrement à Trotsky.

5. Nestor I. Makhno (1889-1935), dirigeant de partisans en Ukraine, était le symbole de l'anarchisme russe ; allié par intermittance de l'Armée rouge, il fut finalement battu par elle et dut émigrer.

kine et Wrangel⁶ une lutte à mort, les makhnovistes, confondant les deux camps, essayaient d'avoir une politique indépendante. Le petit-bourgeois (koulak), qui avait pris le mors aux dents, pensait qu'il pouvait dicter ses conceptions contradictoires d'une part aux capitalistes et de l'autre aux ouvriers. Ce koulak était armé. Il fallait le désarmer. C'est précisément ce que nous avons fait.

Votre tentative de conclure que les fourberies de Staline découlent de l'« amoralisme » des bolcheviks est radicalement fautive. Dans la période où la révolution luttait pour l'émancipation des masses opprimées, elle appelait toutes choses par leur nom et n'avait nul besoin de fourberies. Le système des falsifications provient de ce que la bureaucratie stalinienne lutte pour les privilèges d'une minorité et qu'elle a besoin de dissimuler et de masquer ses objectifs véritables. Au lieu de rechercher l'explication dans les conditions matérielles du développement historique, vous créez une théorie du « péché originel » qui convient à l'Eglise, mais pas à la révolution socialiste.

Avec ma sincère considération.

6. Anton I. *Denikine* (1872-1947), général de l'armée tsariste, soulevé après octobre, commandant les forces blanches du sud, fut écrasé en novembre 1919, essentiellement à cause de l'hostilité des paysans à son programme de reprise des terres. Piotr N. *Wrangel* (1878-1928) également général, lui succéda et reçut un important appui du gouvernement français. Battu à son tour (en Crimée), il émigra.

[PROFONDS DÉSACCORDS POLITIQUES]¹

(6 juillet 1937)

Chère Angelica,

Merci beaucoup de vous préoccuper de ma santé. Elle n'est pas aussi bonne que je le souhaiterais, ni aussi mauvaise qu'elle pourrait l'être. Je pars maintenant me reposer pour quelque temps et j'espère me rétablir.

J'ai reçu en son temps la lettre exposant vos positions politiques. Si je n'ai pas répondu, ce n'est en aucun cas par manque d'intérêt. Mais je suis convaincu que nos désaccords théoriques et politiques sont si grands que la polémique sous forme de lettres privées ne peut que nous faire mal sans jamais contribuer à un rapprochement. Comme j'ai conservé pour vous de vieux sentiments de sympathie, j'ai décidé de ne pas me lancer dans la polémique.

Ce que vous écrivez actuellement des « trotskystes » américains me paraît vague au plus haut point. Dans le comité comme autour de la commission se déroule une lutte inévitable entre les différents groupes *politiques*. Dans une telle bataille, il y a toujours des excès, des erreurs et d'énormes bêtises. J'ai essayé dans la mesure de mes moyens d'atténuer les frictions pour assurer le travail d'enquête dans les conditions les plus favorables. En ce qui concerne la question du parti socialiste, c'est autre chose. Il ne s'agit pas d'un problème concret et séparé (l'enquête sur le procès de Moscou), mais du programme et de toute une politique. Diverses tendances s'affrontent. Elles ne se battent pas pour la vie, mais pour la mort. En Espagne, les membres du P.O.U.M. excluent les trotskystes, tandis que socialistes et

1. Lettre à A. Balabanova (7316), traduite du russe, avec la permission de la Houghton Library.

staliniens arrêtent les membres du P.O.U.M. Est-il possible que cette lutte ne se répercute pas de façon aiguë à l'intérieur de toutes les organisations ouvrières, y compris le parti socialiste américain ? Vous écrivez que les divergences politiques ne vous intéressent pas, que vous êtes indignée par les « intrigues » — je ne peux admettre ni comprendre cette façon de poser les problèmes. Pour moi, la question, ce sont les désaccords politique. Ce que vous appelez « intrigues » et ceux que vous appelez « les meilleurs » n'est pas clair pour moi. Dans votre lettre, je ne trouve aucun fait concret, pas un seul nom, pas un seul exemple, sans parler des principes politiques que vous écartez consciemment. Vous écrivez que la lutte politique peut influencer sur les travaux de la commission. Peut-être. Est-il possible que je puisse exiger de mes amis qu'ils renient leurs idées ou refusent de se battre pour elles dans le mouvement ouvrier, pour ne pas « irriter » tel ou tel membre de la commission ? J'espère que vous n'allez pas exiger de moi une telle chose.

J'ajoute encore une réflexion : les falsifications staliniennes se démasquent d'elles-mêmes à présent. Toute personne, liée ouvertement à elles ou non, sera compromise. Inversement, toute personne qui aura, directement ou non, contribué à démasquer les falsifications, pourra en être fière. Je ne peux donc pas considérer la participation au travail du comité ou de la commission comme « un service » rendu à Trotsky ou aux « trotskystes ». Je ne demande pas que Norman Thomas change d'idées ou de méthodes. Mais, quant à moi, je ne suis pas prêt à un sacrifice en faveur de Norman Thomas ni de la plus petite partie de ses idées ou de ses méthodes.

Voilà tout ce que je peux vous dire à ce sujet.

À tout hasard, je joins une copie de mes réponses aux questions de Wendelin Thomas², car elles ont un rapport avec les questions que vous avez soulevées.

Je vous serre la main très fort et vous souhaite courage et santé.

Natalia Ivanovna vous embrasse sincèrement.

2. Cf. pp.175-178.

[D'UN SÉJOUR A LA CAMPAGNE]¹

(15 juillet 1937)

Chère Sara²,

Je vous écris de Coyoacán où je suis pour un jour ou deux. Je suis seul à la datcha car Natalia Ivanovna est malade et doit se soigner (les yeux et les dents). Je reviendrai bien sûr avant le 6 août. Je ne pense pas que je resterai plus d'une semaine à la campagne. Inutile de dire que nous serons extrêmement heureux de votre visite, même pour une courte durée, si vous ne pouvez la prolonger.

Le 27 août, j'ai ici un entretien (en anglais !) avec un groupe d'Américains, conduits par Herring³ (la société pour le rapprochement avec le Mexique). Le consulat américain vient de me demander par téléphone si d'autres Américains peuvent venir. J'ai répondu que, personnellement, j'en serais content, mais que c'était une question de place et je leur ai demandé de s'entendre avec l'organisateur, Herring. J'ai déjà dit à ce dernier que je n'avais pas l'intention d'aborder les questions de politique mexicaine ou, plus généralement, américaine. L'auditoire sera évidemment composé uniquement d'intellectuels : professeurs, avocats, journalistes de gauche. En tout, environ 80 personnes.

A tout hasard, j'en informe les camarades.

Vous demandez s'il faut apporter quelque chose. Nous allons y réfléchir et nous vous écrivons à part.

Je vous embrasse très fort tous les deux.

1. Lettre à S. Weber (10821), traduite du russe, avec la permission de la Houghton Library.

2. Sara Jacobs, dite Sara Weber (1900-1976), d'origine polonaise, était venue des Etats-Unis en 1933 pour assurer le secrétariat de Trotsky et était repartie de France au début de 1934. Elle était restée en relation avec la famille et venait d'annoncer sa visite.

3. Hubert Clinton Herring (1889-1967), professeur d'université américain, aimait un comité pour les relations culturelles avec l'Amérique latine et organisait un séminaire à Mexico. Il avait obtenu de Trotsky une entrevue avec les participants et lui avait offert d'utiliser sa maison de campagne de Taxco pour des séjours de repos.

[COLLABORATION ÉVENTUELLE A *PARTISAN REVIEW*]¹

(15 juillet 1937)

Cher M. Macdonald²,

Merci beaucoup pour votre amicale invitation. Je serais heureux de collaborer à une revue marxiste authentique dirigée impitoyablement contre les poisons idéologiques de la II^e et de la III^e Internationales, poisons qui ne sont pas moins nuisibles dans la sphère de la culture, de la science et de l'art que dans celle de l'économie et de la politique.

Quelques-uns de nos amis, dont Diego Rivera, ont travaillé ensemble, il y a quelques mois, à une déclaration programmatique en faveur d'une revue marxiste révolutionnaire consacrée, comme la vôtre, aux questions de philosophie, science et art plus qu'à la politique. J'inclus ci-joint une copie de leur déclaration pour vous permettre de l'examiner. Il va sans dire que *Partisan Review*³ va aussi publier une déclaration programmatique et je serai heureux de la voir, avant qu'elle soit publiée, si possible. Vous appelez votre revue « une publication marxiste *indépendante* ». Je comprends ce qualificatif au sens où *Partisan Review*, au moins dans la période qui vient, n'entrera dans la *dépendance* d'aucune organisation politique. On peut comprendre cette

1. Lettre à D. G. Macdonald (8951), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Dwight G. Macdonald (né en 1906), d'une grande famille bourgeoise, était devenu journaliste à *Fortune* et compagnon de route du P.C. après des études à Yale.

3. *Partisan Review* avait été fondée en 1933 par de jeunes intellectuels communistes à travers les Clubs John Reed. Elle avait disparu à la fin de 1936, avec leur dissolution. Au cours du 2^e congrès des écrivains américains, deux de ses anciens animateurs, Philip Rahv et William Phillips, au cours de discussions avec Dwight Macdonald, Mary McCarthy, Eleanor Clark, tous plus ou moins liés à l'activité du comité de défense de Trotsky, avaient décidé de faire reparaître la revue à l'automne.

tendance dans la situation actuelle aux Etats-Unis comme ailleurs. Mais la chose la plus importante est que cette revue dépende de certains principes fondamentaux lesquels, en dernière analyse, ne peuvent être séparés d'une orientation politique générale.

J'attendrai une plus ample information de vous sur le caractère de votre revue, et je serai heureux si cet échange préliminaire d'opinion assure la possibilité d'une collaboration plus systématique qu'épisodique.

[NE PAS VOULOIR LA PERFECTION]¹

(15 juillet 1937)

Cher Ami,

Vous avez dû recevoir ma réponse à Wendelin Thomas². Je suis naturellement prêt à répondre à toutes les questions, officielles et non officielles, venant de la commission dans son ensemble ou d'un de ses membres en particulier. Mais, tout cela seulement pour faciliter l'information et l'orientation générale de la commission. Je tiens pour absolument exclu que la commission s'engage dans la voie de *conclusions* théoriques et historico-politiques. La moindre initiative de ce genre ne pourrait que tuer la commission en démontrant qu'elle est composée de représentants de différentes tendances politiques, qui, naturellement, chercheront chacun l'avantage pour sa tendance au détriment de la tâche concrète pour laquelle la commission a été créée.

Il est à craindre qu'en cherchant la perfection, la commission ne se transforme en une institution purement scientifique et historique et même un peu archaïque, sans d'ailleurs enrichir la science et en laissant les mains libres aux staliniens pour une période indéterminée.

Modigliani, qui est un juriste prudent et même pédant, a trouvé possible de se former une opinion sur la base de l'investigation partielle de la commission de Paris et, de plus, de proclamer son opinion dans les assises de son parti³. Le projet d'envoyer maintenant des émissaires de New York en Europe pour y mener des enquêtes⁴ me paraît assez douteux. Je suis

1. Lettre à A. Rosmer (9884), original en français, avec la permission de la Houghton Library.

2. Cf. pp. 175-178.

3. En fait, Modigliani se trouvait dans une situation très difficile, car il n'avait pas été suivi par ces camarades socialistes.

4. Il s'agissait d'un projet de Suzanne LaFollette qui désirait se faire une idée personnelle de l'enquête en Europe.

plutôt enclin à croire que la commission de Paris a plus de raison d'envoyer un émissaire à New York pour accélérer les travaux de la commission.

Vous parlez de la commission plénière. Quelle est d'ailleurs présentement sa composition ?

Je vois à l'instant une lettre de Sara Weber, nous annonçant votre arrivée possible avec le couple Weber vers le 6 août. Pas nécessaire de dire qu'on sera bien heureux de vous revoir après une si longue interruption⁵. Natalia a reçu une lettre de Marguerite. Nous deux vous saluons chaleureusement.

5. Les Trotsky et les Rosmer ne s'étaient pas revus depuis 1930 et, dans l'intervalle, il y avait eu les longues années de silence consécutives à leur rupture politique.

[SUR JACK LONDON]¹

(15 juillet 1937)

Chère Camarade London²,

Votre lettre m'apporte à la fois joie et difficulté. Je serais très heureux de contribuer même un petit peu à la biographie de Jack London³ écrite par sa fille qui appartient au même camp politique que moi. Mais ici commence la difficulté. J'ai lu Jack London avant et peut-être pendant la guerre, mais pas systématiquement. La raison en est qu'à cette époque mon anglais était presque nul et qu'il me fallait le lire en traduction (français et russe), ce qui est fatal pour les œuvres d'art. Même maintenant il m'est difficile de lire un roman anglais. Pouvez-vous au moins me dire quels de ses livres vous trouvez personnellement les plus caractéristiques de son travail créateur ? J'essaierai de les lire en anglais. Combien de temps pouvez-vous me donner pour lire et écrire ? Sans prendre un engagement formel, pour les raisons indiquées ci-dessus, je promets de faire tout mon possible pour donner mon opinion sur le remarquable auteur qu'était votre père.

1. Lettre à Joan London (8932), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Joan London, fille de l'écrivain Jack London, était la compagne d'un militant trotskyste américain Barney Moss. Elle voulait écrire un livre sur son père.

3. John Griffith, dit Jack London (1876-1916), romancier socialiste, auteur de nombreux romans, de *L'Appel de la Forêt* au *Talon de Fer*.

[RÉPONSES A DES QUESTIONS]¹

(15 juillet 1937)

Cher Ami,

Je réponds à ta lettre N° 30 du 25 juin.

1. Il est indispensable que tu fasses pour la commission américaine un résumé de tes dépositions et des documents présentés surtout sur la question de Copenhague². La question de ton prétendu voyage à Copenhague peut et doit être éclaircie par la commission ; la conclusion sur cette question peut être publiée en premier lieu, c'est-à-dire avant toutes les autres conclusions. De ce point de vue, il est très important de faire un résumé, court, mais complet, de toutes les preuves sans exception qui confirment ton alibi (y compris les arguments logiques que j'ai relevés dans ma conclusion). Pour ne pas surcharger le texte de longues citations et d'une argumentation complexe, il faut énumérer dans un ordre logique tous les documents (avec de courtes citations), toutes les dépositions de témoins et terminer par des conclusions générales. Un tel document peut avoir beaucoup de poids. Il pourra être traduit à New York.

2. Pour l'invitation de Modigliani, je vais encore essayer d'écrire à New York.

3. La correspondance de Russie que j'ai présentée devant la commission s'interrompt, semble-t-il, au début de l'année 1931³.

1. Lettre à L. Sedov (10216), traduite du russe, avec la permission de la Houghton Library.

2. Rappelons que les aveux de certains accusés — dont Holzman au premier procès de Moscou — faisaient intervenir Sedov à Copenhague. Trotsky estimait qu'en prouvant que Sedov n'était pas allé à Copenhague, on jetait bas l'édifice entier des procès.

3. C'est la date à laquelle Léon Sedov quitte Prinkipo pour Berlin. On peut supposer qu'une partie de la correspondance et des rapports de « voyages » qu'il a reçus ensuite a été détruit sur place ou perdu avec la partie de ses archives qui n'a pu être retrouvée après sa mort.

Ce problème a naturellement soulevé l'intérêt de la commission. Où est la correspondance des années suivantes ? J'ai répondu que cette correspondance avait diminué de mois en mois et qu'elle s'était bientôt arrêté tout à fait. Malheureusement je n'ai pas pu, de mémoire, présenter la courbe de notre correspondance avec la Russie. Aussi serait-il très utile que tu communique la statistique, par mois et par années, des lettres en ta possession. Je crois que ce sera suffisant. Je ferai un diagramme semblable pour les lettres que j'ai ici. Il sera facile de présenter un diagramme général devant la commission.

4. En ce qui concerne mon livre *Les Crimes de Staline*, j'ai déjà répondu à Pfemfert que je lui laissais tout pouvoir, à lui et à Serge, pour effectuer les corrections de forme nécessaires. Je serais très content si tu pouvais participer à ce travail. Il serait extrêmement souhaitable de donner en annexe des extraits de quelques documents. Je m'en remets entièrement à vous trois pour cela. Il est souhaitable, bien entendu, que l'édition allemande corresponde tout à fait à l'édition française. Je vous prie de résoudre sur place tous ces problèmes car je suis absolument incapable de reprendre cet ouvrage. Vous n'êtes pas obligés d'y intégrer mon discours du meeting de l'Hippodrome de New York.

Je n'ai pas encore regardé ce que tu m'as envoyé (j'ai passé une semaine à la campagne et je ne suis rentré qu'hier soir).

5. Je te redis encore une fois mon souhait que le livre de Charles Walker paraisse en France. Je suis prêt, si nécessaire, à écrire une petite préface (si la lettre que j'ai envoyé à l'éditeur ne paraît pas suffisante). Walker fait beaucoup pour moi dans le domaine de l'édition et je serais très content de le remercier, même par une petite chose.

[PLUS VITE ET PLUS CONCRET!]¹

(16 juillet 1937)

Cher Ami,

Formellement, je ne peux pas intervenir dans les travaux de la commission. C'est ici qu'apparaît le désavantage du fait que je ne suis que « témoin », pas même accusé. Si j'étais accusé, je pourrais exiger que tel ou tel de mes intérêts soit pris en considération. Au fond, il s'agit cependant de deux des accusés des procès de Moscou, de moi-même et de Léon Sedov. C'est pourquoi, dans cette lettre privée, je me permets de revenir sur la nécessité de donner aux travaux de la commission une marche un peu plus accélérée et un caractère un peu plus concret. Même si l'on se décide à donner son opinion sur les questions politiques en général, il faut commencer par les questions concrètes qui concernent Léon Sedov et moi-même. Je vous prie de relire le discours d'ouverture du Dr Dewey à la commission de Coyoacán. Les tâches de la commission y sont définies d'une manière extrêmement restreinte. Il ne s'agirait que d'une seule question : Trotsky et Sedov sont-ils coupables des crimes qui leur sont imputés, oui ou non ? Je croyais et je crois que cette définition des tâches de la commission est trop limitée. La commission ne pourra pas établir que non seulement Trotsky et Sedov ne sont pas coupables des crimes imputés, mais encore que ces « crimes » ont été délibérément construits par les falsificateurs de Moscou. Mais en tout cas, même si la tâche indiquée dans les discours d'ouverture du Dr Dewey n'épuisait pas toute la matière, elle définit très bien le but le plus urgent et le plus immédiat des travaux de la commission.

Répondre à la question de la culpabilité de Trotsky et de

1. Lettre à A. Rosmer (9885) en français, avec la permission de la Houghton Library.

Sedov, la commission ne peut le faire qu'en analysant les dépositions concrètes l'une après l'autre, en commençant chronologiquement et logiquement par celle de Holzman, ce pilier du premier procès contre Trotsky et Sedov.

Ainsi, avant d'arriver sa conclusion définitive, la commission ne pourra pas ne pas répondre à la question : Holzman a-t-il réellement vu Trotsky à Copenhague et Sedov y est-il venu ? Si la sous-commission arrive, comme je le suppose, à la conclusion que le témoignage de Holzman est faux d'un bout à l'autre, avant de faire confirmer cette conclusion par la commission plénière, elle devrait donner à l'autre partie, c'est-à-dire au G.P.U., à Moscou, la possibilité de réfuter nos preuves et d'en présenter d'autres. Puisque l'autre partie ne participe pas à l'investigation, la seule possibilité de la forcer à se prononcer est de publier la conclusion partielle et préalable sur Copenhague dans la presse, avec l'invitation expresse à Vychinsky et aux autres d'essayer d'ébranler cette conclusion. Ce procédé me paraît découler si clairement de la matière elle-même que je n'en vois pas d'autre possible. Si la sous-commission réussit à aboutir, à la fin de juillet ou au commencement d'août, à cette première conclusion partielle et préalable, elle aurait fait un vrai pas en avant. Le même procédé s'impose pour d'autres dépositions décisives (Olberg, Romm, Piatakov, etc.). c'est aussi la seule possibilité de faire participer l'opinion publique au travail de l'investigation elle-même, au lieu d'imposer à la fin une conclusion totale qui pourrait apparaître comme le *deus ex machina*.

Ce procédé aurait, j'en suis sûr, l'avantage supplémentaire inappréciable de limiter les discussions et les investigations d'ordre général (histoire du bolchevisme, de la révolution d'Octobre, etc.) dans lesquelles la commission risquerait de se perdre dans l'infini ou, ce qui n'en serait pas mieux, de se diviser sur des questions d'ordre théorique, politique ou moral. D'ailleurs, je le répète, tout cet exposé n'est autre chose qu'un commentaire du discours d'ouverture du Dr Dewey et ce discours annonçait un programme de la commission elle-même. Relisez-le, je vous en prie.

Il y a une autre question qui me paraît très importante. Il faut faire tout ce qui est possible pour me donner la possibilité de paraître devant la commission plénière. Je ne crois pas que le gouvernement pourrait me refuser facilement un visa de deux mois avec le visa de retour pour le Mexique assuré d'avance. Non seulement du point de vue de la « sensation », la comparution du principal accusé devant la commission plénière aurait une

importance évidente (et ce côté de l'affaire est presque décisif, étant donné la nécessité de faire la plus grande publicité possible aux travaux de la commission), mais la commission elle-même serait beaucoup plus sûre dans ses procédés et ses conclusions en ayant la possibilité de me poser à chaque instant les questions qui ne sont pas encore éclaircies. Je me permets d'attirer votre attention sur ce côté de l'affaire.

Ne pourrait-on pas insister auprès de Modigliani officiellement, officieusement et personnellement pour qu'il revienne sur sa décision négative²? Sa participation à la commission de New York aurait infiniment plus de valeur que l'envoi de New York en Europe de nouveaux investigateurs improvisés³, qui ne connaissent pas l'affaire, qui risquent de s'y embrouiller et d'embrouiller les autres. Voilà, cher ami, quelques suggestions que je me permets de vous exposer.

2. La venue de Modigliani à New York en qualité de représentant de la commission de Paris avait été envisagée primitivement, mais, désavoué par son parti, Modigliani refusait désormais de s'engager plus avant dans l'affaire.

3. La proposition de Suzanne LaFollette d'envoyer des « enquêteurs » en Europe ne séduisait pas Trotsky.

[BIENVENUE !]¹

(17 juillet 1937)

Cher Camarade Tarov,

Votre lettre chaleureuse nous a fait très plaisir à Natalia Ivanovna et à moi. C'est une bonne chose que vous soyez sorti de la zone dangereuse, bien qu'il soit évidemment impossible de parler de sécurité totale, fût-ce dans la France « démocratique ». Nous ne sommes pas dans une période où l'on puisse trouver sur notre planète un endroit « sûr ». Mais, pour un révolutionnaire comme pour un soldat, le danger est un élément constant et inévitable de son existence.

Vous avez très bien fait d'écrire vos souvenirs². Tôt ou tard, nous trouverons la possibilité de les publier, non seulement en russe, mais aussi dans d'autres langues. Seulement cela ne doit pas empêcher la parution, même par fragments, dans le *Biulleten* russe. Ceci n'exclut pas cela.

Vos souvenirs sont-ils manuscrits ou dactylographiés ? Dans le dernier cas, je voudrais en avoir une copie pour voir s'il est possible de les publier en anglais : c'est plus facile aux Etats-Unis que n'importe où ailleurs. Seulement, quand on écrit, il faut penser au lecteur *étranger* qui ne sait que peu de choses et à qui il est indispensable de donner des informations essentielles, connues des lecteurs russes.

1. Lettre à Tarov (10564), traduite du russe, avec la permission de la Houghton Library.

2. Tarov avait écrit des « mémoires » qui allaient bientôt provoquer une véritable crise dans le petit groupe russe de Paris.

ENTRETIEN AVEC LES MEMBRES DU COMITÉ DES RELATIONS CULTURELLES AVEC L'AMÉRIQUE LATINE¹

(27 juillet 1937)

— *Etes-vous d'accord avec Max Eastman que l'expérience du socialisme touche à son terme en Russie² et voudriez-vous esquisser pour nous les étapes successives à travers lesquelles l'Union soviétique a jeté par-dessus bord tous les vestiges du socialisme ?*

— Permettez-moi, mesdames et messieurs, une remarque préliminaire. Dans cette même pièce, sous la présidence du Dr Dewey, se sont déroulées les audiences de la commission d'enquête. J'avais souvent à dire : « mes activités terroristes », « ma vie avec Hitler », « mon activité de sabotage », et mon avocat, Me Goldman³ de Chicago, qui était assis près de la fenêtre, m'interrompait chaque fois et me disait : « votre *prétendue* alliance avec Hitler », « votre *prétendue* activité terroriste », parce que c'était un compte-rendu strict, et peu à peu j'ai appris à employer ces termes prudents. Mais l'un de mes amis — et vous savez combien les amis sont dangereux — a dit « le *prétendu* anglais de Trotsky ». Au cours des quatre derniers mois, mon anglais ne s'est pas amélioré, je le regrette beaucoup, et la première chose, et de la même manière qu'aux audiences de l'enquête, je dois solliciter votre indulgence pour mon *prétendu* anglais.

La question elle-même. Je ne suis pas d'accord avec mon

1. Procès-verbal de l'entretien avec les membres du comité pour les relations culturelles avec l'Amérique latine (T 4178), traduit de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Eastman venait de publier dans *Harpers' Magazine* un article intitulé « La Fin du socialisme ».

3. Albert Goldman (1897-1960), membre du P.C. en 1920, était devenu avocat, avait été exclu du P.C. en 1933. Après avoir milité pendant un an dans la C.L.A., il avait précédé ses camarades au parti socialiste et avait mis le *Socialist Appeal* à leur disposition, lors de leur entrée. Il avait été l'avocat de Trotsky devant la commission préliminaire à Coyoacán.

ami Eastman que ce soit la fin du socialisme. Il n'est pas facile de découvrir le début ou la fin d'un processus historique. Il faut combattre et on verra plus tard le résultat de ce combat. Je peux seulement dire que sont apparus des facteurs nouveaux qui mettent gravement en danger la possibilité de construire le socialisme en Union soviétique. Eastman, dans le même article, dit que, sauf événements révolutionnaires, la dégénérescence vers le capitalisme est inévitable. Il s'agit d'organiser et d'épauler les facteurs de progrès dans le processus contre les forces réactionnaires.

Imaginons un homme ou une femme, malades, et dont les parents me demandent à moi, docteur, où l'on en est avec le malade, et que je leur réponde que, sauf résistance de son organisme et intervention de la science médicale, il va mourir. Ce n'est pas la réponse d'un médecin, mais celle d'un astrologue.

Le même est vrai de la révolution russe. La révolution d'Octobre a créé certains prémices du socialisme. Ce sont une forme nouvelle de propriété, un pouvoir politique nouveau d'une nouvelle classe. Il faut, pour la construction du socialisme et le développement de conditions économiques nouvelles, que le niveau des forces productives devienne décisif. Ce niveau est trop bas. Du point de vue du socialisme, si vous me demandez si, aujourd'hui, c'est la fin du socialisme ou non, je vous répondrai que la forme de propriété créée par la révolution d'Octobre persiste et demeure, que les formes sont déformées, non détruites ; elles existent. Les forces productives se développent. C'est un progrès, mais le pouvoir politique a dégénéré.

La question de la construction du socialisme et de la période de transition dépend de l'Etat. Le nouvel Etat du socialisme (*sic*), quand il existera en tant que socialisme, n'aura aucun besoin de l'intervention de l'Etat ; l'Etat disparaîtra. Le fait que l'Etat doive guider le développement vers le socialisme indique que le socialisme n'existe pas encore, et, si l'Etat dégénère, il y a le même danger que si le capitaine d'un bateau prend ses passagers en grippe. Si les intérêts d'une nouvelle caste dirigeante sont opposés au socialisme, toute la question de la construction du socialisme devient problématique. Telle est la situation de l'Union soviétique. Si les masses laborieuses détenaient le pouvoir, nous sommes sûrs que leurs intérêts les pousseraient vers le socialisme. Si pourtant une nouvelle aristocratie, une nouvelle caste privilégiée, se cristallise et concentre entre ses mains le pouvoir, le danger est évident que le développement vers le socialisme soit arrêté parce que la

nouvelle caste a tout intérêt à fortifier et renforcer sa position en tant que nouvelle caste dirigeante.

Telle est la situation en Union soviétique. On a certaines prémisses pour un socialisme nouveau. On a le développement des forces productives et, en même temps, on a une nouvelle couche dirigeante qui est, par nature, hostile au socialisme. La question de savoir si c'est ou non la fin dépend du sort de la nouvelle couche dirigeante. Si le peuple la renverse, alors ce n'est pas la fin. Cela dépend des activités dans le pays et en exil que la nouvelle couche dirigeante arrive à fortifier ses positions et domine le peuple. Dans ce cas, ce serait la fin du socialisme.

— *Quelle est votre attitude vis-à-vis des procès et des exécutions en Russie ?*

— La première chose que je peux dire sur mes prétendus crimes paraîtra chez Harper sous la forme d'un compte rendu sténographique des audiences d'ici, et je ne peux que recommander à quiconque s'intéresse sincèrement à mes crimes personnels, prétendus ou réels, et au destin de l'Union soviétique, de lire ce rapport. Je ne puis dire ici que ceci : le fait même des procès de Moscou est un très important symptôme social et historique du conflit aigu entre la nouvelle bureaucratie et le peuple. Le fait que la nouvelle bureaucratie soit obligée d'employer de tels moyens, uniques dans l'histoire humaine, démontre que la position de cette nouvelle aristocratie dans une société née de la plus grande révolution de l'Histoire est très aléatoire et très dangereuse.

Quelques personnes croient sincèrement que toutes ces accusations sont vraies, parce que nous avons l'esprit paresseux. Nous avons recours à des précédents historiques dans la mesure où nous les connaissons ; imaginez une situation historique nouvelle créée par la plus grande révolution, qui puisse créer une nouvelle situation pour la classe dirigeante et l'obliger à employer des moyens extraordinaires contre des crimes, pas prétendus, mais réels. C'est difficile pour notre esprit de suivre ; c'est plus facile d'avoir confiance dans M. Duranty, Louis Fischer ou Anna Louise Strong⁴, agents du G.P.U. Si vous avez des

4. Les trois journalistes cités sont les cibles favorites de Trotsky qui avait relevé leur servilité par rapport aux sources officielles soviétiques et les considérait comme des « agents ». Walter Duranty (1884-1957) était correspondant du *New York Times* pour la Russie et avait habité Moscou de 1921 à 1934. Il était l'auteur de plusieurs ouvrages sur l'U.R.S.S. Louis Fischer (1896-1970) avait été correspondant à Moscou du *New York Evening Post* de 1921 à 1923, puis, de 1923 à 1936, de *The Nation*. Il avait été très lié à Radek et avait bien connu

questions concrètes concernant les procès, je serai heureux de répondre.

— *Pendant le premier procès, les personnes condamnées ont avoué, a-t-on dit, à cause de la promesse qu'on leur avait faite qu'elles auraient la vie sauve. Au cours du second procès, il n'y avait certainement pas d'espoir pour les condamnés, car ils connaissaient le destin de ceux qui avaient été impliqués dans le premier. Comment expliquez-vous donc que les hommes impliqués dans le deuxième procès aient avoué avec la certitude d'être exécutés après avoir avoué ?*

— C'est une question importante. Ce doute concernant la nature des aveux est le produit d'une analyse trop rationaliste de la psychologie des accusés. Je commencerai par la fin. Dans le deuxième procès, plusieurs d'entre eux ont été condamnés et fusillés, mais pas tous. Dans le premier, tous l'ont été. Dans le second, quatre ont été épargnés. Vous savez que si on disait aux accusés avant le procès : « Vous êtes dix-sept ; treize seront fusillés, quatre épargnés ; je ne dirai pas qui sera épargné, je ne dirai pas qui seront les quatre » — c'est un espoir, une étincelle d'espoir, et chacun essaiera de se sauver, surtout si son esprit et son caractère ont été totalement détruits par la longue éducation infligée par le grand G.P.U. C'est un fait que les seuls qui soient appelés à avouer sont ceux qui ont été auparavant démoralisés par des années de persécution. Alors, là, avec dix-sept hommes dans cet état, je leur dis : « Oui, dans le premier procès, nous les avons tous fusillés, car c'étaient de véritables criminels et ils étaient tous dangereux. Mais vous, M. Radek, vous n'êtes pas un criminel, vous devez nous aider à sauver votre vie, parce que, pendant dix ou vingt ans, vous avez fait partie du groupe dirigeant, et nous pouvons faire, pour vous et de vous, ce que nous voulons, et vous pouvez sauver votre vie, et nous n'avons aucun intérêt à vous fusiller parce que vous n'êtes pas dangereux. Ce M. Radek est un journaliste sans aucune influence politique et quel intérêt aurions-nous à le fusiller ? A la condition que vous nous aidiez, nous sommes prêts à vous sauver, mais si vous

Rakovsky. Anna Louise *Strong* (1885-1970) avait visité l'U.R.S.S. en 1921-1922 dans une mission d'enquête sur la famine. Elle avait été ensuite correspondante d'un journal de la chaîne Hearst puis, à partir de 1930, avait fondé le *Moscow Daily News*, évidemment officieux. Eastman la qualifie de « évangéliste influente du communisme soviétique » et de « bonne fille — bonne au sens de l'école du dimanche ». Indépendamment de ses motivations, elle était incontestablement une auxiliaire du stalinisme.

refusez, les bourreaux sont prêts à faire leur devoir ». Alors, il avoue. C'est absolument pareil.

Tous ceux qui tombaient aux mains des inquisiteurs avouaient. Ce n'était pas le feu et la torture, mais les méthodes étaient plus psychologiques. Je ne crois pas que Staline et son ancien ami Iagoda, considéré aujourd'hui comme un criminel, aient employé le fer et le feu. Nous sommes maintenant dans une époque plus douce, et nous avons appris chez Freud⁵ certaines choses : il est possible de détruire la psychologie d'un homme très robuste, s'il est complètement isolé. Si l'ensemble de la presse est une presse totalitaire, si le juge ou l'enquêteur a le même état d'esprit que M. Duranty, M. Louis Fischer ou les représentants à l'étranger du régime dirigeant, les prisonniers lisent la déclaration exacte qu'on leur a préparée dans leurs aveux. Si le prisonnier n'avoue pas, sa femme est arrêtée, son fils est arrêté, et l'enquêteur revient et vous dit que le sort de votre femme et de votre fils dépend de vos aveux. On dit la même chose au fils s'il n'avoue pas. Puis l'enquêteur va vers le père et lui dit : « Votre fils a avoué. Allez-vous avouer ? » Vous savez que le juge a tout pouvoir. Ce n'est pas très difficile d'arracher pareils aveux quand l'homme n'a aucun espoir.

— *Devons-nous croire donc, M. Trotsky, que tous les dirigeants de la révolution d'Octobre qui ont été jugés étaient des hommes sans honneur, sans courage, sans dévouement à la cause pour laquelle ils avaient tant donné d'eux-mêmes et qu'ils étaient prêts à se parjurer et à faire des aveux mensongers pour sauver leur vie plutôt que d'affirmer leurs convictions ?*

— L'humanité ne se divise pas en gens ordinaires et héros absolus. Il existe une différence entre un homme de la rue et un homme qui joue un rôle plus ou moins héroïque dans l'histoire : ils sont faits du même bois, mais l'un est plus résistant que l'autre. Vous connaissez la résistance des matériaux ; c'est la même chose pour la nature humaine. La deuxième réponse que je donnerai est que, pour être un héros dans l'activité politique, il faut avoir une perspective, un espoir, une idée d'un programme. Les gens qui ont avoué ont, depuis longtemps, perdu toute idée personnelle. Ils ont depuis longtemps capitulé devant la bureaucratie, pas une fois, mais de nombreuses fois. Ceux qui sont jugés ont été isolés du monde extérieur, ils n'avaient pas assez de force pour analyser théoriquement la situation, ils avaient perdu toute

5. Il s'agit bien entendu du père de la psychanalyse, Sigmund Freud (1856-1939) dont Trotsky appréciait l'énorme apport aux connaissances humaines.

perspective, on leur disait que la bureaucratie avait triomphé et ils se disaient : « Que faire dans cette situation ? Le fascisme étend son pouvoir sur le monde entier, les ouvriers sont plus ou moins désillusionnés et déprimés, que pouvons-nous faire ? Nous n'avons pas d'espoir : il nous faut capituler devant la bureaucratie. » Ils ont perdu le mince soutien qu'ils avaient avant.

Après leur capitulation, la bureaucratie leur a dit : « Il ne suffit pas d'avoir capitulé, les amis, vous devez nous aider à exterminer totalement toute opposition. » Que pouvaient-ils faire ? S'ils refusaient, ils n'étaient pas dévoués à l'Etat soviétique et ils seraient fusillés. Et ces pauvres malheureux, isolés, se disaient : « Nous ferons le sacrifice de nous-mêmes. Je reconnais dans ma capitulation que l'Etat soviétique, tel qu'il est aujourd'hui sous Staline, est l'unique espoir. Je reconnais que l'Opposition n'a aucune perspective, et si je refuse d'avouer, ce sera seulement pour des considérations morales abstraites. » Alors ils ont moralement capitulé, comme ils avaient politiquement capitulé avant.

— *Quelle aurait été la différence en Russie si c'était vous qui aviez succédé à Lénine au lieu de Staline, et quel aurait été votre programme ?*

— On ne peut pas répondre de façon réaliste à cette question. Ce n'est pas un simple hasard si je ne suis pas le successeur de Lénine. La raison en est qu'après la révolution, un nouveau chapitre a commencé, celui du déclin et de la dégénérescence, et si la bureaucratie, suivant son instinct de nouvelle caste dirigeante, a rejeté de ses rangs quiconque représentait la révolution d'Octobre. Vous voyez maintenant le clivage dans le parti, des centaines de milliers en sont exclus, nombre d'entre eux arrêtés. Ce n'est pas un accident, c'est une nouvelle cristallisation d'éléments sociaux. La première cristallisation était révolutionnaire ; la nouvelle caste dirigeante est réactionnaire ; le développement est une loi historique. Ce n'est pas un hasard si la nouvelle caste dirigeante a trouvé des dirigeants qui défendaient ses intérêts, et ma défaite personnelle n'était pas une défaite personnelle, mais celle du courant que je représentais. Ce n'était pas le résultat d'un duel entre deux hommes comme l'affirme la stupide presse bourgeoise, ni parce que je n'étais pas aux funérailles de Lénine comme le dit le très intelligent M. Duranty, mais c'est le résultat d'un conflit entre la bureaucratie et l'avant-garde révolutionnaire des classes ouvrières. C'est pourquoi je ne peux pas répondre à votre question de façon abstraite, comme je ne peux pas traiter des conditions actuelles, mais, dans d'autres

conditions, nous essaierions de faire mieux. Avec des conditions révolutionnaires, avec une nouvelle montée ouvrière dans le monde, tout cela donnerait à la classe ouvrière russe beaucoup d'espoir et une perspective. Aussi ne puis-je pas toujours analyser la situation jusqu'à ce que de tels événements se soient produits.

— *Croyez-vous en une révolution mondiale, en opposition à une révolution purement russe ?*

— Ce n'est pas seulement une question de croyance. Les intérêts de la nouvelle couche dirigeante d'Union soviétique sont conservateurs. La lutte contre mes idées a commencé par une lutte contre la « révolution permanente ». Nombre d'entre vous, mesdames et messieurs, le savent. Le bureaucrate moyen disait : « Nous sommes en train de faire notre révolution ; que fera Trotsky avec la révolution permanente ? Nous voulons prendre du repos et jouir des résultats de notre révolution. » Et la plus forte opinion était exprimée par ceux qui n'avaient pas participé à la révolution d'Octobre. Maintenant, si vous éliminez tous les hauts bureaucrates qui étaient dans la révolution d'Octobre, vous vous apercevrez que tous les gens qui occupent maintenant les positions les plus importantes étaient de l'autre côté de la barricade.

M. Troïanovsky⁶, l'ambassadeur à Washington, était un contre-révolutionnaire. J'ai discuté avec Lénine la question de savoir si on allait l'arrêter en 1920 ou 1921. On n'a entendu reparler de lui qu'en 1921, quand l'issue de la guerre civile était tout à fait claire et quand la révolution a commencé à distribuer des postes importants : il n'y avait alors aucun sacrifice réel à faire. Maintenant M. Troïanovsky est un représentant de la révolution, et moi et mes amis sommes considérés comme contre-révolutionnaires.

L'actuel ambassadeur russe à Washington, Maisky⁷, était représentant des forces du gouvernement blanc pendant la guerre civile. Quand son armée a été battue, il est resté isolé et est peu à peu devenu un terrible bolchevik. Aujourd'hui, c'est un dirigeant de la révolution d'Octobre !

6. Aleksandr A. Troïanovsky (1882-1955), d'abord bolchevik, était devenu social-patriote en 1914 et en 1917 avait dénoncé les bolcheviks comme des agents de l'étranger. Chargé ensuite par Staline de rallier les débris des mencheviks au régime, il avait rejoint le parti bolchevique après la victoire de l'Armée rouge dans la guerre civile.

7. Ivan Liakhovetsky, dit Maisky (1884-1975) avait pour sa part été exclu du parti menchevique pour sa collaboration avec ce gouvernement blanc...

Tous les autres ambassadeurs, sauf Kollontai⁸, étaient de l'autre côté de la barricade. Le même est vrai de toute la couche supérieure de la bureaucratie, à l'exception de Staline et de quelques autres. Quand je lis les journaux soviétiques, mes sentiments sont mêlés d'ironie. Si on ouvre les livres de Lénine, et ils sont là, dans cette pièce, on découvrira que ses propos étaient très durs. Il décrit les dirigeants actuels comme des canailles et avec des expressions de mépris. Je ne connais pas la façon dont les Américains l'expriment, mais les expressions en russe sont très concrètes. Koltsov⁹ qui est maintenant en Espagne, était dans le camp des Blancs, pendant la guerre civile, et il est maintenant le plus grand journaliste de Russie, et il m'a accusé d'être un agent de Hitler.

Staline est une autre personnalité qui a pris part à la révolution, mais les bureaucrates ont besoin au pouvoir d'une telle personnalité, quelqu'un qui ait un authentique passé révolutionnaire. Et il y en a d'autres, d'espèces semblables, mais il y a une espèce nouvelle de caractère presque révolutionnaire. Vychinsky, le procureur, était en Ukraine pendant la révolution, et dans l'armée blanche contre nous, comme officier. C'est l'homme qui envoie à la mort les Vieux Bolcheviks. Du fait de ces mêmes dirigeants, il m'était impossible de parvenir à la position de Staline.

— *S'il devenait nécessaire de demander l'intervention de puissances étrangères pour aider les forces authentiques du socialisme en Russie, serez-vous favorable à une telle intervention ?*

— La question est très importante et très intéressante. Je vais répondre à la première partie ; mais la question suppose que je suis en faveur du socialisme authentique et que, pour porter secours au socialisme authentique, je suis prêt ou pourrais être prêt à demander une intervention étrangère. Je vous prie de ne pas oublier que je suis accusé de demander l'intervention étrangère, non pour aider le socialisme authentique, mais pour guider la Russie vers la restauration du capitalisme. Et ce n'est pas par hasard que la question ici est formulée de cette façon. Pourquoi ? Parce qu'en Union soviétique la bureaucratie pourrait

8. Aleksandra M. Kollontai (1872-1952), fille de général, menchevique, internationaliste pendant la guerre, membre du parti dès 1915, avait été l'inspiratrice de l'Opposition ouvrière, avant d'être versée dans la diplomatie en 1922.

9. Mikhail E. Fridlyand, dit Koltsov (1898-1942) était un des journalistes les plus connus d'Union soviétique ; il avait renié Sosnovsky, qui avait été proche de lui et avait reçu publiquement une gifle retentissante d'Olga Sosnovskaïa.

alors dire aux ouvriers que Trotsky souhaite un socialisme authentique, plus d'égalité, plus de liberté pour le peuple, et que c'est pour cela qu'il demande l'intervention étrangère. Un travailleur ordinaire peut penser que c'est bien douteux, mais que Trotsky pourrait avoir raison. Mais on ne dit pas cela de moi en Russie. En Russie, la bureaucratie dit aux ouvriers que Trotsky veut remplacer le socialisme par le capitalisme. Les amis de la bureaucratie soviétique qui lisent mes écrits sont plus critiques et interrogent M. Browder¹⁰ : « Mais vous savez que ce n'est pas vrai, il n'est pas vraisemblable que Trotsky veuille le capitalisme. » « Je ne peux pas croire », a dit un ami instruit de l'Union soviétique, « je ne peux pas croire que Trotsky ait tué Kirov ou saboté les chemins de fer. Je ne peux pas croire que Trotsky voulait s'allier au Japon ». Alors, pour ces gens-là, on intervient de nouveau. Trotsky a ses idées propres d'un socialisme authentique, mais, comme un fanatique qu'il est, il emploiera n'importe quel moyen et n'importe quel crime pour son socialisme authentique. Il y a deux versions, à usage interne et à usage externe.

Et maintenant la deuxième partie de votre question. Nous autres, marxistes révolutionnaires, étions défaitistes dans le régime tsariste et nous disions ouvertement qu'en cas de guerre nous étions pour la défaite de l'armée tsariste. Il en était de même pour les éléments révolutionnaires en Allemagne, avec Karl Liebknecht et Otto Rühle¹¹. L'état-major général et le G.P.U. de l'époque nous ont accusés d'être alliés aux puissances étrangères. Lénine fut accusé d'être un agent allemand, moi aussi, et je fus arrêté par les autorités britanniques au Canada et détenu dans un camp de concentration comme agent de l'Allemagne. Liebknecht et ses amis étaient accusés d'être des agents du tsar. Mais nous répondions : « Nous sommes pour la défaite du tsar par l'action révolutionnaire des masses laborieuses. Comme les Allemands sont pour la défaite des Hohenzollern, ils ne prendront aucune part à la guerre. Une défaite militaire n'est pas importante à nos yeux, nous sommes pour la victoire de la révolution. Une victoire de la révolution, en Russie comme en

10. Earl R. Browder (1891-1953) était devenu secrétaire général du P.C. américain en 1930 sur décision de Staline et il orchestrait la campagne contre Trotsky aux Etats-Unis.

11. La formule popularisée par K. Liebknecht (cf. n. 3, p. 176.) était « L'ennemi est dans notre pays ». On sait qu'Otto Rühle membre de la commission d'enquête, (cf. n. 2 p. 304) avait voté avec lui contre les crédits de guerre en décembre 1915.

Allemagne, changera la défaite en victoire pour les masses opprimées. »

Que nous, de la révolution russe, puissions nous allier à l'Allemagne ou au Mikado, c'est trop stupide pour être cru. Et maintenant, est-il imaginable que, non sous un régime tsariste, mais sous un Etat dégénéré, un Etat soviétique (où le socialisme n'est pas à son terme, comme vous le dites et comme le dit mon ami Eastman, où le socialisme peut encore exister), je m'allie à un Mikado ou un Hitler ? Pour quel objectif ? Pour rétablir le capitalisme. Je n'ai aucune action d'aucune entreprise capitaliste et toute ma vie j'ai été plus ou moins un socialiste. Ainsi, dans l'intérêt du socialisme authentique, je solliciterais l'aide d'un Mikado ou d'un Hitler — c'est une hypothèse trop stupide pour y répondre.

— *Croyez-vous que l'Union soviétique soit encore le plus grand espoir du prolétariat ?*

— C'est une façon trop abstraite de formuler la question. Je dirai que si nous apprenons aux ouvriers à ne pas croire en la bureaucratie soviétique, si nous leur apprenons partout, et particulièrement en Espagne aujourd'hui, à rejeter la domination de la bureaucratie soviétique, si nous apprenons aux ouvriers à se tenir sur leurs propres pieds, alors ils ne pourront que nous aider à sauver ce qui reste de la révolution russe et ouvrir une nouvelle perspective au nouveau socialisme.

— *Croyez-vous que le régime de Staline puisse être renversé sans une véritable révolution ?*

— Non seulement je ne le crois pas, mais j'en suis certain. Le destin de l'humanité et celui du peuple soviétique sont liés au renversement de la nouvelle clique dirigeante qui domine, opprime et exploite le peuple. Nous avons renversé le tsar et la bourgeoisie russe, nous renverserons aussi la clique de Staline et libérerons la révolution d'Octobre pour un nouvel avenir.

— *Dans quelles circonstances, si ce fut le cas, avez-vous conseillé à vos partisans d'entrer dans un front unique, comme en France ?*

— La question d'un front unique a été totalement falsifiée par le Comintern au cours des deux ou trois dernières années. Nous, marxistes, nous étions et nous sommes pour le front unique des ouvriers contre les exploités, pour le front unique des ouvriers avec la petite bourgeoisie exploitée, les petits artisans, contre les banques et les exploités, mais nous sommes contre le front unique des ouvriers et des exploités. Le parti

radical-socialiste français avec Herriot, Chautemps¹², est démocrate dans la forme, mais, par essence, c'est le parti des capitalistes français ; autrement, il aurait été impossible qu'il soit resté si longtemps en place¹³. Le résultat, nous le voyons, c'est que les capitalistes sont très prospères. Si le parti radical-socialiste est pour les opprimés, alors il doit agir en faveur du peuple contre les capitalistes. Cela n'a pas été le cas. Le front unique français¹⁴ est un parti capitaliste. Les capitalistes sont très intelligents : ils savent jouer de plusieurs instruments. Ils peuvent utiliser Hitler, ils peuvent utiliser Mussolini, ils peuvent même utiliser les partis démocratiques pour le même objectif qu'ils le font avec les radicaux-socialistes français. Notre devoir en tant que socialistes est de dire que nous ne croyons pas dans les bonnes formules de M. Herriot parce que c'est un représentant des capitalistes, et si je conclus un front unique avec lui, je l'aide à trahir les masses opprimées. Si quelqu'un désire vraiment mon avis, ma réponse est : j'entrerai dans un front unique seulement des ouvriers et des masses exploitées contre le capital et les exploités.

— *Quelle est votre attitude vis-à-vis du conflit d'Espagne ?*

— J'ai exprimé mon opinion dans des articles de presse.

Mon opinion a été, depuis le début du conflit, que l'issue de la guerre civile ne serait décidée que par 25 % du peuple, ou même par 10 %, par les armes. Pour 75, voire 90 %, elle sera déterminée par un programme révolutionnaire. Je crois qu'au cours de la première entrevue avec M. Herring¹⁵, je ne lui ai donné aucun espoir d'une victoire militaire véritable de ceux qu'on appelle les « républicains », parce que leur programme est le même que celui de Franco. Un simple paysan espagnol voit les grands domaines et demande : « Pourquoi dois-je combattre pour la démocratie ? » Il a connu la démocratie dans le passé, mais elle n'existe pas dans la guerre civile. Il y a une censure militaire très rigoureuse et les ouvriers et les paysans ne voient pas la différence. Des deux côtés, on a un régime militaire. Le programme social est le même. C'est la raison pour laquelle les

12. Edouard Herriot (1872-1957), maire de Lyon et Camille Chautemps (1885-1963), successeur de Blum à la tête du cabinet de Front populaire et grand dignitaire de la franc-maçonnerie, étaient deux dirigeants radicaux.

13. La presque totalité des gouvernements (sauf à la fin de la période de « l'union nationale ») avaient eu depuis la guerre des ministres radicaux, gauche de la droite, ou droite de la gauche.

14. Cette phrase est assez obscure et probablement mal retranscrite.

15. Le professeur Hubert Herring (cf. n. 3, p. 181) accompagnait le groupe des visiteurs.

paysans et les ouvriers sont devenus indifférents à la guerre civile. Je ne suis pas prêt à tomber dans l'indifférence, et, même dans ces conditions, je suis pour la victoire de l'armée républicaine, mais ce n'est pas de mon opinion qu'il s'agit. Ce qui est décisif, c'est le sentiment des millions de gens pauvres et opprimés que c'est là la révolution, et je dis que les républicains ont tout fait pour préparer leur propre défaite.

Je le répète, nous n'avons gagné notre guerre civile que grâce à notre programme révolutionnaire, pas par notre génie militaire. Chaque paysan, chaque ouvrier, savait qu'il s'agissait d'une guerre pour la liberté. Dans notre guerre civile, je crois que la part de Grant¹⁶ constitue 25 % et celle de Lincoln¹⁷ 75 %. C'est un pourcentage très généreux pour Grant. C'est le programme de la libération des esclaves qui lui assura la victoire. Il est bon d'avoir de bons commandants, il est meilleur encore d'avoir un programme.

— *Etes-vous d'accord avec la tactique de sabotage employée par les trotskystes américains à l'intérieur du parti socialiste ?*

— Permettez-moi de ne pas entrer dans la politique américaine. Vous savez que j'ai dit à la presse, le jour de mon arrivée au Mexique, que je n'interférerais pas dans la politique de ce pays ni celle d'aucun de ses voisins. Je ne ferai rien qui puisse créer des difficultés au gouvernement mexicain. Vous savez que le Mexique est le seul pays où je puisse poursuivre mon activité littéraire et j'apprécie hautement la générosité du gouvernement mexicain. En dépit de certaines informations données à l'opinion publique américaine par le correspondant du *Times*, je n'ai aucune opinion sur les questions américaines, je suis un élève, j'étudie. Je commence par la langue, l'anglais, puis l'espagnol. Il est impossible d'avoir une opinion concrète sans lire la presse quotidienne. Je lis maintenant la presse quotidienne des Etats-Unis et du Mexique. Quand j'aurai une opinion, je vous la communiquerai.

— *Pour en revenir au procès de Moscou, est-ce seulement votre opinion à vous que peut-être quatre des dix-sept se sont vus promettre la vie, ou votre déclaration repose-t-elle sur des faits ?*

— Les deux. Je n'ai pas d'information concrète sur l'enquête menée sur chacun des accusés individuellement. Staline et

16. Ulysses S. Grant (1822-1885), général, commandait les forces armées du Nord pendant la guerre de Sécession.

17. Abraham Lincoln (1809-1865) était président des Etats-Unis et chef politique du Nord pendant la guerre de Sécession.

Vychinsky n'ont pas avoué ce qu'étaient leurs méthodes, mais nous avons maintenant en Europe quelques personnes qui se sont échappées d'Union soviétique à l'aide de leurs ambassadeurs ou par d'autres moyens. Il y a Victor Serge, un écrivain, le Dr Ciliga, un communiste yougoslave, un allemand, Weiss¹⁸, un Russe, Tarov, et d'autres. Par exemple, en 1930, se trouvait dans la même cellule que Ciliga un marin, dans la cellule du G.P.U. à Leningrad, avec Ciliga et d'autres, qui l'ont connu là. Le G.P.U. lui demandait d'avouer qu'il avait pris part à un complot contre Staline et qu'il serait libéré s'il avouait. Sinon, il serait fusillé. L'homme est devenu fou en prison, et ils l'ont libéré. Il y en a d'autres, beaucoup d'autres.

Les accusations de terrorisme n'ont pas commencé avec l'assassinat de Kirov ; elles ont commencé en 1928 et 1929. Les français disent que pour préparer un civet de lapin, il faut avoir un lapin. L'histoire continue de 1929 à 1935 ; puis on a commencé à organiser un complot terroriste pour tuer Kirov. Nikolaïev¹⁹ a été utilisé. Mais pour préparer ce complot, il n'était pas possible de n'utiliser que des agents du G.P.U. Il fallait trouver des éléments neufs. On a trouvé Nikolaïev, qui était prêt à tout. On l'a utilisé. On lui a donné les moyens pour l'arrêter au dernier moment, mais il était sincère dans ses sentiments et il a tiré trop vite. C'était un accident produit par la machine du G.P.U. et on a commencé à construire toute l'histoire sur cette base. On disait : « Vous êtes moralement responsables. »

C'est en janvier 1935 qu'ils²⁰ ont été condamnés à cinq ans de prison. Puis le public a appris les détails. C'était une interprétation très élastique de la responsabilité morale. En même temps, la presse écrivait qu'ils étaient moralement responsables. En réalité, ils²¹ étaient en liaison avec Nikolaïev ; puis ils ont préparé leur propre conspiration et leurs preuves, et, peu à peu, il fallait éduquer le peuple. Si Staline et Vychinsky avaient dit : « Abattez Kirov ! » cinq ou six ans avant, ils auraient dit :

18. Sur Victor Serge (cf. n. 10, p. 35). Le Croate Ante *Ciliga* (né en 1896), dirigeant du P.C. yougoslave et ancien de l'Opposition de gauche déporté après plusieurs années de prison à Verkhnéouralsk, avait joué de sa nationalité italienne pour se faire libérer en 1935. Wolfgang *Weiss* (né en 1910) était un jeune communiste allemand qui avait été arrêté dans la période de préparation des procès de Moscou, puis libéré et qui avait pu émigrer en Tchécoslovaquie.

19. Leonid V. *Nikolaïev* (1904-1934) était ce jeune membre des Jeunesses qui, le 1^{er} décembre 1934, avait abattu Kirov dans son bureau à Leningrad.

20. Nouveau défaut du sténogramme. « Ils » désigne ici Zinoviev et Kamenev.

21. Même remarque : mais cette fois « ils » désigne le G.P.U.

« Non, c'est une politique réactionnaire. » Staline et eux ont réussi en 1935 par une série de procès. Staline n'était pas autrefois un réactionnaire comme aujourd'hui. C'était un révolutionnaire. La bureaucratie créée par la nouvelle caste privilégiée a démoralisé son chef. Telle est l'influence d'un groupe réactionnaire.

— *Pouvez-vous vous étendre un peu plus sur la condition du peuple russe sous la bureaucratie de Staline ?*

— Il est tout à fait exact qu'au cours des dix dernières années, les forces productives n'ont cessé de croître et que cette croissance des forces productives a créé la possibilité d'élever le niveau de vie des ouvriers. Ce n'est pas le socialisme. Sous le capitalisme nous avons connu et connaissons encore une croissance semblable. Mais cette croissance des forces productives sous le capitalisme a été accomplie par une organisation différente de la société. Les nations sont devenues de plus en plus grandes et ont même donné aux ouvriers une part plus importante de leur revenu national, mais les couches privilégiées recevaient la part de lion des dépouilles. C'est un processus semblable qui se déroule maintenant en U.R.S.S.

Il n'existe pas de statistiques honnêtes en Union soviétique. C'est le plus accablant pour la bureaucratie dans un Etat socialiste quand ses statistiques sont falsifiées ou orientées. Dans un Etat qui va vers le socialisme, les statistiques doivent être aussi claires que l'air du printemps. J'affirme qu'il n'existe nulle part de statistiques plus malhonnêtes qu'en Union soviétique. J'ai mille fois plus confiance dans les statistiques de tous les pays capitalistes que dans celles de l'Union soviétique, parce que la bourgeoisie est une classe qui détient ouvertement les moyens de production et que les comptes rendus statistiques sont plus ou moins ouverts. Dans une démocratie, il est impossible pour la bourgeoisie de dissimuler les chiffres. Impossible, car il y a toujours lutte entre les différents partis, les journaux divers et opposés. Dans l'Etat totalitaire stalinien, il n'existe qu'un seul parti et il est possible pour la bureaucratie de dissimuler son revenu. J'estime dans mon livre²² que 15 % de privilégiés de la population de l'U.R.S.S. consomment au moins 50 % de son revenu national.

— *D'où tirez-vous ces statistiques ?*

— La falsification des statistiques est une affaire très

22. *La Révolution trahie.*

compliquée. Si vous avez pourtant quelque expérience en la matière, et si vous connaissez la psychologie des gens, vous pouvez comparer les chiffres donnés en haut avec ceux qui le sont en bas et établir un coefficient de falsification.

— *Vous nous avez dit que vous aviez des divergences très sérieuses avec Staline sur le programme paysan et agricole. Quelles sont-elles et quel a été l'effet du programme paysan russe ?*

— Jusqu'en 1929 et même 1930, on m'accusait d'ignorer le paysan pour accélérer l'industrialisation du pays. Il fallait industrialiser et taxer les koulaks. On m'accusait avec beaucoup d'exagération non de vouloir taxer lourdement les koulaks, mais d'essayer de les exterminer et même d'être prêt à exterminer les paysans en général. Jusqu'en 1929 ou 1930, la bureaucratie était très amicale avec les paysans riches. Quand un bureaucrate arrivait dans un village, il cherchait une bonne maison et un bon cheval, et seuls les koulaks en avaient. S'il voulait se marier, il cherchait une fille mieux éduquée parmi les koulaks et devenait le gendre d'un koulak. Ce n'est pas avant 1929 ou 1930 qu'ils m'ont accusé d'être un ennemi des paysans en général. Mais les paysans riches s'enrichissaient, reprenaient conscience de leur pouvoir et disaient : « Maintenant, je veux plus de pouvoir dans l'Etat, plus que le bureaucrate ». Le bureaucrate a pris peur de perdre son pouvoir face à l'aristocratie paysanne.

C'était un combat entre le bureaucrate et les paysans riches. C'était un combat entre deux couches privilégiées de la société. Toutes deux étaient absolument terribles quand elles défendaient leurs nouvelles possessions. Ce n'était pas une lutte pour le socialisme, mais une lutte entre deux couches privilégiées. Alors ils ont commencé à m'accuser d'être le Petit Père des koulaks russes. Le résultat a été qu'en 1931, 1932, 1933, le sort du pays était en balance. Si, à cette époque, Hitler était venu au pouvoir, il aurait pu s'emparer de la Russie sans presque rencontrer de résistance. Il y a eu une grande famine avec des millions de victimes²³. La bureaucratie disait que c'était le résultat du socialisme. Faux ! Mais elle s'est produite à cause du développement d'une nouvelle caste petite-bourgeoise.

— *Quelle est selon vous l'influence de la guerre et de la psychologie d'armement sur le programme russe ?*

— Ils aident la bureaucratie. C'est une chose très importante. Si on fait un rapport clair sur la situation en Russie, on doit

23. Le fait a été officiellement confirmé après la mort de Staline.

examiner cette question, qui est devant nous, qu'avec la croissance du mouvement fasciste, la croissance du danger de guerre et celle des armements, la bureaucratie soviétique devient omnipotente. C'est un parallélisme d'intérêts entre la réaction-guerre et la réaction soviétique. S'il y avait l'explosion d'un mouvement social révolutionnaire dans le monde, y compris dans les pays fascistes, la domination de la bureaucratie soviétique serait impossible. L'ouvrier russe ne la tolérerait pas. Il dit maintenant : « Que puis-je faire ? » Il est sans espoir. Il n'a le choix qu'entre Hitler et Staline : « Que puis-je faire ? » Et il reste paralysé. Hitler aide Staline, pas moi. Ce n'est pas à cause de mes propres sentiments, mais parce que l'histoire le prouvera que je dis que Staline aide Hitler et que Hitler aide Staline.

— *Y a-t-il aujourd'hui un correspondant de presse qui donne une image exacte de la situation en Russie aujourd'hui ? Diriez-vous que c'est ce que font Chamberlin²⁴, Fischer, Strong, Duranty ?*

— Je ne suis malheureusement pas suffisamment informé. Je lis régulièrement un seul journal, le *New York Times*, et moins régulièrement des coupures d'autres journaux et je ne me soucie pas de prendre la responsabilité de recommander un correspondant. Mais leur situation en U.R.S.S. est très difficile. Il est difficile pour un correspondant de connaître la vérité. Même s'il connaît le russe, il n'a qu'un cercle très étroit d'observation. S'il commence sa propre enquête, il est tout de suite suspect et perd la possibilité de s'approcher des autorités. C'est Radek qui a éduqué Duranty. Il parle anglais, c'est un homme très adroit, un excellent journaliste. Il connaît la psychologie des correspondants et son travail, c'est d'éduquer les correspondants étrangers. Il a rempli cette tâche avec succès. Un journaliste doit être un héros de vérité pour résister aux pressions en Union soviétique. S'il écrit des choses favorables, il a toutes les possibilités de voyager dans tout le pays. Il est invité aux dîners diplomatiques, aux réceptions. C'est un être humain, généralement dénué de toute éducation morale. Il devient petit à petit un instrument de la bureaucratie et, par fierté professionnelle, renie ses opinions antérieures. Pendant dix ans, il a dit d'excellentes choses. Il doit continuer, pour ne pas perdre sa réputation professionnelle, c'est alors qu'arrivent les procès, et, pour ne pas perdre le respect des autorités, il continue en tant qu'instrument de la bureaucratie. Si

24. William H. Chamberlin (1897-0000) était correspondant du *Christian Science Monitor* à Moscou de 1922 à 1934 et considéré comme une autorité.

l'on veut personnifier les deux périodes de la révolution russe, il y a John Reed²⁵ pour le premier chapitre, et Walter Duranty pour le second.

— *Quelques-uns ont dit que la nouvelle Constitution de la Russie était une nouvelle Grande Charte*²⁶. *Quel est votre sentiment à son égard ?*

— La Constitution a comme objectif non seulement d'abuser le peuple, mais aussi d'augmenter le nombre des amis de l'Union soviétique et de donner aux dirigeants communistes plus de chances de tromper. Elle est la stabilisation de l'absolutisme bureaucratique, parce que, pour la première fois, l'absolutisme du parti est textuellement exprimé. Le parti n'est plus le parti des masses mais un appareil de la bureaucratie. La bureaucratie détient seule le pouvoir, mais, pour légaliser son absolutisme, la nouvelle Constitution introduit le plébiscite, comme chez Hitler. Hitler aussi a fait voter toute la population. La Constitution de Weimar est encore vivante, elle existe en Allemagne. Hitler n'a pas changé la vieille constitution démocratique, mais lui a seulement brisé l'échine et il dit maintenant que tout va bien. Il a de temps en temps organisé des élections générales, mais c'est lui qui désigne les candidats et quiconque est contre eux est abattu. C'est cela, le plébiscite fasciste, la nouvelle Constitution est une tentative de poursuivre l'absolutisme.

— *En ce qui concerne le travailleur ordinaire, pensez-vous qu'il n'ait le choix qu'entre Hitler et Staline ?*

— Si vous voulez dire, sans tenir compte des développements russes, il n'y a pas de choix. Si Franco l'emporte en Espagne, si de la Rocque est vainqueur en France, si Mosley²⁷ vainc en Angleterre, alors les ouvriers russes n'auront pas le choix entre Staline et Hitler, mais, dans ce cas, Staline tombera et sera remplacé par un authentique fasciste russe.

— *J'ai un ami qui a été renvoyé d'Allemagne et qui croit que*

25. John Reed (1887-1920), journaliste américain en Russie en rapporta après la révolution d'Octobre son livre *Dix Jours qui ébranlèrent le monde* et devint un des pionniers du communisme aux États-Unis.

26. La *Grande Charte*, imposée en 1215 au roi Jean sans Terre par ses barons, est considérée comme la base des libertés anglaises.

27. François dit Casimir *La Rocque* (1886-1946), colonel d'active passé dans la réserve, dirigeait les Croix-de-Feu et Volontaires nationaux, qui symbolisaient pour Trotsky le « fascisme français » ; après leur dissolution il était le dirigeant du P.S.F. (parti social français). Sir Oswald *Mosley* (né en 1896), ancien travailleur de gauche dirigeait les Blackshirts (chemises noires) britanniques. Francisco *Franco* (1892-1975) commandait l'armée « nationaliste » en Espagne.

la prochaine coalition politique et militaire se fera entre l'Allemagne et la Russie contre l'Asie.

— Cela dépend des mêmes facteurs que j'ai caractérisés avant. Pour Hitler, c'est de conquêtes qu'il s'agit, parce que l'impérialisme allemand ne peut exister comme maintenant, sans matières premières. L'Union soviétique possède suffisamment de territoire et de matières premières pour n'avoir pas besoin de conquêtes territoriales. Il est possible de pousser Staline dans les bras de Hitler. Tout le monde sent que la guerre est inévitable, même des pacifistes résolus le disent ouvertement. Tout le monde sait que la guerre est inévitable, mais personne ne sait qui combattra avec qui. Parce que la situation mondiale n'est pas stable comme elle l'était avant la grande guerre. Il y avait l'Entente²⁸, une alliance et d'autres combinaisons. Maintenant on a une combinaison entre l'Italie et l'Allemagne. C'est une alliance très problématique parce que Hitler désire l'amitié de l'Angleterre et Mussolini la déteste. On peut discuter l'existence d'intérêts communs entre l'Allemagne et l'Italie. De même pour les rapports entre la Grande-Bretagne et la France. Le premier coup sera un appel pour les puissances à trouver leur place. Dans la dernière guerre, il en fut ainsi pour l'Italie. Elle cherchait sa place. Il en fut ainsi pour la Grèce pendant la guerre, mais les Etats-Unis attendaient le moment d'intervenir. Pourtant les plus importants des belligérants savaient avant la guerre qui serait à leurs côtés. Aujourd'hui, personne ne le sait encore.

— Vous parlez d'une guerre entre pays. Et les travailleurs, partiront-ils à la guerre ?

— Je crois qu'au début ils partiront parce que la II^e et la III^e Internationale sont maintenant des instruments pour empêcher l'opposition ouvrière à la guerre. Dans la dernière guerre, les pacifistes étaient les meilleurs soutiens de la machine militaire. Seules les classes ouvrières indépendantes peuvent s'opposer à la guerre. D'un autre côté, je suis sûr — et il y a beaucoup d'arguments en ce sens — que la réaction de la classe ouvrière au cours de la guerre se produira plus rapidement qu'au cours de la dernière guerre parce que subsistent les souvenirs de la vieille génération. La prochaine guerre sera dix fois plus terrible que la dernière pour la population civile également. L'unique facteur actuellement à l'œuvre en faveur de la paix, c'est la peur des classes dirigeantes devant les conséquences révolutionnaires de la guerre.

28. La France, la Grande-Bretagne et leurs alliés.

[QUELQUES PROBLÈMES]¹

(28 juillet 1937)

Cher Ami,

Je t'écris à part pour quelques problèmes.

1. As-tu dans tes archives mon contrat avec l'éditeur américain Scribner concernant mon autobiographie ? Ce contrat m'est absolument indispensable aujourd'hui.

2. Nous nous sommes à plusieurs reprises enquis des comptes financiers. Ont-ils été conservés en archives ? Comptes d'éditeurs, dépenses, talons de chèques, etc.

3. Je viens de recevoir le télégramme de Grasset pour le dernier chapitre. Je vais essayer de le fournir le plus rapidement possible.

4. Encore une fois, je répète qu'il est très important de joindre une bonne documentation en annexe aux *Crimes de Staline*. Il n'y a pas lieu de trop encombrer le livre, mais il serait très bon de choisir les citations les plus importantes, de renvoyer aux documents. Je te fais entièrement confiance. Tu n'as pas besoin de me demander mon avis.

Voilà. Je crois que c'est tout.

1. Lettre à L. Sedov (10218), traduite du russe, avec la permission de la Houghton Library.

[DES DOCUMENTS POUR LA COMMISSION]¹

(28 juillet 1937)

Cher Ami,

La commission de New York exige que je lui fournisse une copie certifiée de ma correspondance avec Lénine. La copie la plus « authentique » est celle de l'Institut hollandais². Je doute qu'il accepte de la mettre à la disposition de la commission. La remise de ces documents à l'Institut s'est faite par l'intermédiaire de Nikolaïevsky³. Il me semble qu'il pourrait faire l'expertise de la copie de l'Institut. Les éléments de cette expertise sont tout à fait clairs : *a*) Tous les documents ayant un rapport avec Lénine ont été retirés à leurs propriétaires et rassemblés à l'Institut Lénine ; *b*) en règle générale, les propriétaires recevaient des photocopies. Une partie de ces photocopies m'a été remise. Je l'ai transmise à l'Institut. En raison de mon arrestation et de mon exil, les photocopies ultérieures ont été retenues. *c*) Les copies dactylographiées ont été certifiées par le secrétariat militaire (il me semble), *d*) les copies photographiques existantes coïncident avec les copies dactylographiées, *e*) l'authenticité des lettres de cette collection que j'ai publiées n'a jamais été discutée par personne (*Ma Vie, l'École stalinienne de la Falsification*) et ceci malgré l'abondance de la littérature antitrotskyste du Comintern, *f*) enfin la logique interne de cette correspondance, sa concordance avec les circonstances objectives sont la garantie de son authenticité. Pour l'achat de ces documents, l'Institut s'en est remis à l'expert le plus compétent (B. N. Nikolaïevsky) ; ce

1. Lettre à L. Sedov (10219), traduite du russe, avec la permission de la Houghton Library.

2. Il s'agit de l'Institut international d'histoire sociale d'Amsterdam.

3. Boris N. Nikolaïevsky (1888-1966), historien menchevique, dirigeait à Paris, rue Michelet, l'annexe parisienne de l'Institut d'Amsterdam.

dernier, cela va de soi, n'aurait pas acquis cet ensemble s'il avait eu le moindre doute sur l'authenticité des copies. Il faut envoyer une communication de ce type, le plus rapidement possible, même si elle n'est signée que du seul Nikolaïevsky. Il est souhaitable, bien entendu, que nous recevions ensuite la confirmation du directeur de l'Institut, Posthumus⁴. Tout cela le plus rapidement possible.

La commission exige l'original ou une copie certifiée de la lettre que Kroupskaïa⁵ m'a écrite après la mort de Lénine. Autant que je me souvienne, l'original de cette lettre, ainsi que d'autres documents, ont été perdus en liaison avec l'activité du *Biulleten Oppositsii* (je soupçonne qu'ils ont été volés par les agents du G.P.U.)⁶. Mais il n'est pas exclu que ce document soit quelque part dans les archives parisiennes, dans un endroit caché.

La commission exige également ma correspondance avec Zinoviev, Kamenev, Mouralov et Rakovsky. Y a-t-il à Paris des lettres de Mouralov et de Rakovsky ou des copies de lettres que je leur ai adressées ?

Je te prie de m'envoyer le plus vite possible tous ces renseignements.

4. Nikolaus W. *Posthumus* (1880-1960), professeur d'histoire et militant social-démocrate était le fondateur de l'Institut d'Amsterdam.

5. Nadejda N. *Kroupskaïa* (1869-1939), déportée en 1896, avait épousé Lénine en 1898 et partagé sa vie depuis.

6. Il semble que Trotsky fasse ici allusion aux documents qui devaient paraître dans le n° 1 du *Biulleten Oppositsii* en 1929 et que l'oppositionnel « repenté » Salomon Kharine (dit Joseph) livra alors au G.P.U.

[LE POINT SUR LES ÉDITIONS]¹

(28 juillet 1937)

Cher Camarade Walker,

J'ai du retard pour répondre à votre lettre du 13 juillet, car je n'étais pas en ville². Mon contrat avec Scribners est à présent à Paris. J'ai écrit à mon fils de l'envoyer tout de suite. Autant que je me souviens, Scribners m'a payé 5 ou 7 000 dollars d'avance, 15 % de droits. En réponse aux questions de mon agent littéraire, il y a un ou deux ans, ils ont dit que l'avance n'avait pas encore été couverte par les ventes. Je me souviens très bien que le contrat comporte un paragraphe sur les conditions auxquelles je peux racheter le stock restant de l'édition et reprendre une pleine liberté d'action. Scribners ne refusera certainement pas de montrer à M. Collins³ le contrat original que j'ai signé.

Scribners a publié *Ma vie* presque au même moment que l'autobiographie de Winston Churchill. Ils ont fait une publicité grandiose pour Churchill et la plus médiocre pour mon livre. Quelques semaines après, on proclamait mon livre comme un *best-seller*. Plus tard, il a complètement disparu du marché. J'ai écrit à Scribners à ce sujet, ils ont répondu poliment mais de façon équivoque.

Doubleday Doran détenait les droits sur mon livre sur Lénine. Je n'ai pas d'autres obligations envers un quelconque autre éditeur, y compris Simon & Schuster. Leur attitude à mon égard pendant les deux dernières années a été tout à fait

1. Lettre à C. M. Walker (10753), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Trotsky venait de résider quelque temps à Taxco dans la maison prêtée par le professeur Herring.

3. Il s'agit de l'agent littéraire sollicité pour Trotsky par Charles M. Walker, Alan Copeland Collins (1902-1968), directeur de l'agence Curtis & Brown.

déloyale. Je suppose que, par l'intermédiaire de Duranty, ils sont maintenant liés à Moscou.

En Grande-Bretagne, Faber & Faber ont une option sur mon prochain livre (mais pas sur le livre sur Lénine, qui est entre les mains de Doubleday Doran, pour la Grande-Bretagne comme pour les États-Unis).

Les Crimes de Staline sont publiés en France par Grasset, en Suisse dans une édition allemande. Des éditions polonaises, scandinaves et peut-être tchécoslovaques sont prévues.

En ce qui concerne la publication américaine, je suis entièrement d'accord qu'il serait préférable de tout concentrer sur « un éditeur réellement intéressé ». J'exclus Simon & Schuster. Que pensez-vous de Doubleday & Doran ? Ils ont publié *La Révolution Trahie* et publieront mon Lénine. Peut-être voudront-ils concentrer dans leurs mains la publication de tous mes livres.

JAPON ET CHINE¹

(30 juillet 1937)

Le Japon représente à présent le maillon le plus faible de la chaîne capitaliste. Sa superstructure militaro-financière repose sur une fondation de barbarie agraire semi-féodale. Les explosions périodiques de l'armée japonaise ne font que refléter simplement la tension insupportable des contradictions sociales dans ce pays. Le régime tout entier ne se maintient que par la dynamique des conquêtes militaires. La décapitation de l'Armée rouge et l'influence démoralisante sur elle d'une série de procès fabriqués ont libéré les mains du militarisme japonais pour de nouvelles aventures.

Les succès militaires probables du Japon contre la Chine n'auront de signification qu'en tant qu'épisodes historiques. La résistance de la Chine, étroitement reliée à la renaissance de cette nation, ne cessera de grandir d'année en année. Les difficultés grandissantes du Japon prendront fin dans une catastrophe militaire et la révolution sociale.

En introduisant des réformes sociales sérieuses, le gouvernement chinois pourrait soulever un enthousiasme énorme dans les masses populaires et les mobiliser pour la lutte contre l'intervention japonaise. L'expérience passée ne nous permet pas de nourrir d'illusions sur le programme social du maréchal Tchiang Kai-chek². Mais s'il existe au monde une *guerre juste*, c'est bien la

1. Interview (T 4180° publié par le *Bulleten Oppositii* n° 58/59, septembre-octobre 1937, publiée dans *New York Times* du 1^{er} août : il s'agit de la guerre sino-japonaise.

2. *Tchiang Kai-chek* (Translittération actuelle : Jiang Jieshi) (1887-1975), agent de change, puis officier dans l'armée de Canton, avait suivi une formation militaire à Moscou, puis commandé l'école d'élèves-officiers de Huangpu à Canton avant de devenir le chef de l'armée. Il avait commencé la campagne du Nord en laissant écraser l'insurrection ouvrière de Shanghai, puis, allié aux banques et à la pègre, avait massacré par surprise des milliers de militants. Il gouvernait la Chine en dictateur et multipliait par ailleurs les concessions à un Japon menaçant depuis plusieurs années.

guerre du peuple chinois contre ses oppresseurs. Toutes les organisations ouvrières, toutes les forces progressistes en Chine, sans abandonner leur programme ni leur indépendance politique, doivent remplir jusqu'au bout leur devoir dans la guerre de libération, indépendamment de leur attitude à l'égard du gouvernement de Tchiang Kai-chek.

L'escarmouche militaire actuelle³ peut, comme c'est arrivé dans le passé plus d'une fois, être suivie d'un compromis pourri. Mais il ne durera pas longtemps. Le Japon est trop profondément enfoncé dans le continent pour reculer. L'éveil national de la Chine ne tolérera pas de capitulations profondes. Pour sa part, l'U.R.S.S. ne peut longtemps rester spectatrice passive de cette grande lutte historique. Les intérêts de l'auto-préservation de l'Etat soviétique prendront le pas sur les intérêts de l'auto-préservation de l'actuelle clique dirigeante. L'U.R.S.S. tendra la main à la Chine et l'aidera dans la construction et l'armement de l'armée chinoise. Toute l'opinion progressiste mondiale va être du côté de la Chine. La défaite du militarisme japonais est inévitable et va se produire dans un avenir proche.

3. Les combats avaient commencé le 7 juillet précédent au pont de Loukipiao par ce qui aurait pu n'être qu'un incident local. En réalité, cette escarmouche était le début d'un conflit qui allait se prolonger jusqu'au terme de la seconde guerre mondiale

[POUR LE VISA D'ENTRÉE AUX E.-U.]¹

(31 juillet 1937)

Cher Monsieur Stolberg,

Merci pour votre intervention en ma faveur auprès de M^{lle} Perkins² et pour votre lettre. Il est à peine nécessaire de dire que j'observerai toutes les conditions avec une loyauté absolue. De plus il est clair que je n'ai pas personnellement le moindre intérêt à provoquer quelque campagne de protestation que ce soit de la part des staliniens ou de la presse Hearst³. Pendant mon séjour aux Etats-Unis, j'observerai un incognito aussi complet que c'est humainement possible. En même temps, ce serait trop absurde de supposer que je puisse d'aucune façon utiliser l'hospitalité limitée qui me serait accordée pour intervenir dans la politique américaine. Vous savez que je me suis abstenu de semblable intervention, même du Mexique. Je suis d'autant moins tenté de compromettre l'occasion de recevoir le traitement médical qui m'est nécessaire par des rencontres ou des déclarations imprudentes. Tout acte de cette nature est exclu !

J'espère que cette déclaration est assez catégorique et vous pouvez en faire l'usage que vous estimez nécessaire.

1. Lettre à B. Stolberg (10541), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Frances Perkins (1882-1965) était depuis 1933 secrétaire d'Etat au Travail et l'une des collaboratrices les plus proches du président Roosevelt. Ben Stolberg l'avait entretenue du désir de Trotsky d'obtenir un visa temporaire pour les Etats-Unis qui lui aurait permis de comparaître devant la commission plénière.

3. William Randolph Hearst (1863-1951) était le tout-puissant propriétaire d'une chaîne de journaux qui comprenait l'*American* de Chicago, l'*Examiner* de San Francisco, le *Journal American*, le *Daily Mirror*, de revues, d'agences de presse, etc., d'une inspiration violemment nationaliste et raciste (dénonciation du « péril jaune ») marquée en outre d'un goût prononcé pour le « sensationnel ».

[QUESTIONS]¹

(31 juillet 1937)

Cher Camarade Stolberg,

J'inclus une déclaration semi-officielle sur les conditions de mon éventuel séjour aux Etats-Unis. Je veux ici poser quelques questions informelles :

1. Est-ce que je viens avec mon passeport actuel (Sedov) ou de façon plus discrète ?

2. Les autorités américaines vont-elles me demander de présenter d'avance un visa de retour au Mexique ? C'est tout à fait possible, mais des conversations sur ce sujet avec les autorités mexicaines ne peuvent rester secrètes, et toute l'affaire paraîtra inévitablement dans la presse.

3. N'est-il pas possible que les autorités américaines se contentent d'un « gentleman's agreement » selon lequel, après le traitement médical, je reviendrai au Mexique sans délai ou difficultés pour l'administration des Etats-Unis ?

4. La date de l'éventuel voyage ? Il serait bien que mon séjour aux Etats coïncide avec les sessions de la commission plénière. La raison en est claire.

Il est à peine nécessaire d'ajouter que je serais heureux de visiter les Etats et de rencontrer quelques amis américains (un nombre très restreint).

J'apprécie énormément le fait que vous soyez satisfait des progrès du travail de la commission. J'admire particulièrement le travail inlassable de M^{lle} LaFollette. Que je vous dise en passant que mon fils a trouvé dans la partie de mes archives qui est aujourd'hui en France ses propres lettres manuscrites de Berlin à Copenhague pendant notre séjour dans la capitale danoise. Ces

1. Lettre à B. Stolberg (10542), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

lettres à elles seules, comme vous le verrez, mettent le premier procès en pièces, particulièrement la déposition de Holzman. Nous faisons des photostats de ces lettres et les traduisons.

J'attends vos articles dans *The Nation* avec un grand intérêt, avec mon estime la plus sincère et mes chaleureux remerciements.

[CHACUN SES RESPONSABILITÉS]¹

(2 août 1937)

Cher Camarade Henri,

Je vous remercie bien pour tous vos envois. Je vous envoie ci-joint la copie d'une lettre que je vous ai écrite à la veille de mon départ de Constantinople pour la France. En avez-vous gardé l'original? Si oui, je vous demande de bien vouloir me l'envoyer pour la commission. Si non, je vous prie de confirmer par une lettre adressée à moi, le fait que vous avez reçu en son temps une lettre de ce contenu, c'est-à-dire que vous ne doutez pas que le document ci-joint représente la copie d'une lettre que je vous ai écrite.

Un des deux films parlants qu'on a faits à Copenhague (mon court discours en faveur de l'Opposition de gauche) serait d'une grande importance pour la commission de New York. Il faudrait qu'elle l'ait pas plus tard que la fin août, car la session plénière commence le 1^{er} septembre. Naturellement, après la représentation, le film serait rendu à ses possesseurs actuels. Il serait bon d'accompagner l'envoi du film d'un court exposé sur son origine, dûment signé.

Vous m'avez envoyé quelques courts documents avec vos commentaires². Que puis-je dire maintenant de tout ceci? Les conseils que j'avais donnés autrefois ont été rejetés. Chacun de nous a pris après cela sa position et ses responsabilités. On ne peut pas écarter à son gré les conséquences d'une lutte qui dure depuis presque deux ans.

1. Lettre à H. Molinier (9154), original en français, avec la permission de la Houghton Library.

2. Henri Molinier cherchait toujours à convaincre Trotsky des erreurs du P.O.I. et de la justesse de la politique du P.C.I.

Natalia et moi serions bien heureux d'avoir des informations sur votre santé et sur l'état de votre famille. Nous nous souvenons toujours avec plaisir de vos deux fillettes qui, entre-temps, ont dû bien grandir.

Bien affectueusement à vous.

[DE NOUVEAUX ET IMPORTANTS DOCUMENTS]¹

(3 août 1937)

Chère Mademoiselle LaFollette,

Je vous remercie pour votre lettre du 29 juillet avec la copie jointe de votre adresse aux membres de la commission. Je vois une fois de plus que le travail de la commission est en de bonnes mains.

Je suis d'accord avec vous sur la nécessité ou au moins la désirabilité de la participation à la commission d'un délégué mexicain. Je vais aujourd'hui consulter Diego Rivera et d'autres amis sur cette question. Ce n'est pas facile, mais on peut trouver peut-être une solution satisfaisante.

J'inclus de nouveau des documents d'une très grande importance. Mon fils, Léon Sedov, a finalement trouvé les lettres qu'il avait écrites à sa mère pendant notre séjour à Copenhague. Je joins une brève caractérisation et des extraits de ces lettres. J'appelle particulièrement votre attention sur la lettre du 26 novembre qui communiquait un plan détaillé pour téléphoner des messages pendant tout notre séjour à Copenhague. Que ces lettres sont authentiques, qu'elles ont été réellement écrites par Léon Sedov peut aisément être établi par un graphologue. Mais il n'est même pas nécessaire de recourir à la science de la graphologie. Il suffit d'établir la date approximative à laquelle les lettres ont été écrites. Une analyse chimique donnera à la commission la pleine assurance que les lettres ont été écrites il y a quelques années. Et il devrait être parfaitement clair que personne à cette époque n'aurait pu être inspiré par une vision prophétique pour avoir écrit ces lettres avec l'objectif des procès à venir. En outre le contenu des lettres se suffit à lui-même.

1. Lettre à S. LaFollette (8748), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

J'inclus également trois cartes postales de ma fille décédée, Zinaïda Volkova² à Léon Sedov pendant la même semaine. Zinaïda et Léon vivaient tous deux à Berlin et en envoyant ses cartes postales, Zinaïda savait où était son frère.

Je n'inclus pas de traduction des cartes postales, car leur contenu n'a aucun rapport avec l'affaire. Je désire seulement remarquer, si la commission jugeait nécessaire de le faire, que Zinaïda était à cette époque déjà dans un état psychologique anormal, souffrant de la manie de la persécution.

J'envoie les documents énumérés, six lettres de Léon Sedov et trois cartes postales de Zinaïda Volkova directement à vous, en raison de l'extraordinaire importance de ces documents qui sont, au moins à mon avis, absolument suffisants pour prouver la fausseté du témoignage de Holzman, même sans la collaboration des autres preuves directes et indirectes qui sont, comme vous le savez, très nombreuses. Il n'est pas nécessaire de répéter, ma chère Mademoiselle LaFollette, ma considération pour votre travail, véritablement héroïque, pour la commission. J'espère que vous conserverez votre santé et votre énergie et je reste vôtre avec sincérité et reconnaissance.

2. Rappelons que Zinaïda, fille aînée de Trotsky et d'Aleksandra L. Sokolovskaïa, s'était suicidée à Berlin en 1933. Ancienne instructrice dans une école du parti, exclue, elle avait été déchue de la nationalité soviétique après avoir été autorisée à sortir d'U.R.S.S. pour se soigner.

[LA PRÉPARATION DE NOTES]¹

(3 août 1937)

Cher Camarade Goldman,

J'ai reçu votre lettre du 31 juillet. Nous avons essayé d'aider M^{lle} LaFollette en élaborant ici de brèves notes concernant les points les plus importants de l'affaire : les « aveux » de Holzman, Olberg et ceux de Vladimir Romm et le prétendu vol de Piatakov, etc. Chaque note cite le nombre correspondant des « aveux » et énumère tous les arguments, preuves, témoignages, citations de documents, etc. qui prouvent que l'accusation est fausse... Vous recevrez naturellement une copie de ces notes en même temps que LaFollette. J'inclus également une copie de ma dernière lettre à M^{lle} LaFollette, avec des copies de documents extrêmement importants.

J'ai reçu une lettre de M. Stolberg et je suis d'accord avec ses propositions. Natalia et moi vous envoyons à vous et à votre femme nos meilleures salutations.

1. Lettre à A. Goldman (8287), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

PRÉFACE A L'ÉDITION CASTILLANE DE LA RÉVOLUTION TRAHIE¹

(5 août 1937)

Ce livre a été écrit à une époque où la puissance de la bureaucratie soviétique semblait inébranlable et son autorité incontestable. Le danger que représentait l'Allemagne fasciste tournait naturellement la sympathie des milieux démocratiques d'Europe et d'Amérique vers l'Union soviétique. Des généraux anglais, français, tchécoslovaques, assistaient aux manœuvres de l'Armée rouge et louaient ses officiers, ses soldats et son équipement technique. Ces louanges étaient pleinement méritées. Les noms des généraux Iakir et Ouborévitch, alors commandants des régions militaires d'Ukraine et de Biélorussie, étaient cités avec respect dans la presse mondiale de l'époque. On s'attendait avec de bonnes raisons à ce que le maréchal Toukhatchevsky devienne généralissime. En même temps, de nombreux journalistes « de gauche », pas seulement des messieurs du genre Duranty, mais même des gens d'une bonne foi entière, écrivaient que la nouvelle Constitution soviétique était « la plus démocratique du monde ».

Si ce livre était paru aussitôt après sa rédaction, nombre de ses conclusions auraient semblé paradoxales ou, pire encore, inspirées par des préventions personnelles. Mais un certain nombre de « facteurs accidentels » dans la destinée de l'auteur ont fait que ce livre a paru avec un retard considérable dans plusieurs pays. Dans l'intervalle, les successifs procès de Moscou se sont déroulés et ils ont ébranlé le monde. Toute la Vieille Garde bolchevique a été physiquement exterminée. Parmi les fusillés, on trouve des fondateurs du parti, des combattants de la révolution d'Octobre, des constructeurs de l'Etat soviétique, des

1. Préface (T 4182) à l'édition castillane de *La Révolution trahie*, traduite du russe, avec la permission de la Houghton Library.

dirigeants de l'industrie, des héros de la guerre civile et les meilleurs généraux de l'Armée rouge, y compris ceux que je viens de mentionner, Toukhatchevsky, Iakir, Ouborévitch. Dans chaque république de l'Union soviétique se poursuit la purge sanglante, non moins sauvage qu'à Moscou, mais plus anonyme. En même temps que ces fusillades massives qui balaient la génération révolutionnaire de la surface de la terre, se mènent des préparatifs pour des élections qui seront « les plus démocratiques du monde ». En réalité, ce qui va se dérouler, c'est un plébiscite d'une espèce dont Hitler et Goebbels² connaissent bien les secrets. Que Staline obtienne 100 % des voix ou seulement 98,5 % ne dépend pas de la population, mais des instructions données d'en haut à l'appareil local de la dictature bonapartiste. Le prochain « Reichstag »³ de Moscou aura pour mission — on peut le prédire d'avance — de couronner le pouvoir personnel de Staline, soit par le titre de président au pouvoir absolu, chef à vie, consul permanent ou — qui sait ? — empereur. En tout cas, tous les « amis de l'Union soviétique » étrangers qui font tant de zèle excessif et chantent leurs hymnes de louanges à la « Constitution stalinienne » risquent d'être mis en désagréable posture. Nous leur présentons d'avance nos condoléances.

L'extermination de la génération révolutionnaire et l'impitoyable purge dans la jeunesse témoignent de l'exceptionnelle acuité de la contradiction entre le parti et le peuple. Nous avons essayé de donner dans ce livre une analyse sociale et politique de cette contradiction au moment où elle n'avait pas encore explosé à la surface avec autant de violence. Les conclusions qui pouvaient paraître improbables il y a un an, sont maintenant dans leur tragique réalité sous les yeux de l'humanité.

Quelques « amis » officiels, dont le zèle est récompensé en solides billets de dix roubles comme en monnaie étrangère, ont eu l'indécence de lancer contre l'auteur de ce livre l'accusation selon laquelle il apportait de l'aide au fascisme. Comme si les sanglantes repréailles et les impostures judiciaires n'auraient pas été connues de la réaction mondiale sans ce livre ! Mettre un signe égal entre la révolution d'Octobre et les peuples de

2. Joseph Goebbels (1897-1945), ministre nazi de la propagande, était (avec la Gestapo) l'un des organisateurs des plébiscites et élections dans lesquels les nazis obtenaient presque 100 % des voix, y compris dans les camps de concentration.

3. Allusion à l'incendie du Reichstag par les nazis en 1933, que Trotsky considérait comme une provocation destinée à « justifier » la répression.

l'U.R.S.S. d'une part, et la caste dirigeante de l'autre, c'est trahir les intérêts des travailleurs et aider la réaction. Quiconque aspire réellement à servir la cause de l'émancipation humaine doit avoir le courage de voir en face la vérité, si triste soit-elle. Ce livre dit *la vérité* sur l'Union soviétique. Il est inspiré par une haine inexpiable contre la nouvelle caste des oppresseurs et des exploiters. Et, ce faisant, il sert les intérêts des ouvriers et la cause du socialisme.

L'auteur compte fermement sur la sympathie des lecteurs sincères et réfléchis des pays d'Amérique latine !

ANDRÉS NIN ASSASSINÉ ¹

(8 août 1937)

Lorsque Nin, le dirigeant du P.O.U.M., fut arrêté à Barcelone, il ne pouvait y avoir le moindre doute : les agents du G.P.U. ne le relâcheraient pas vivant. Les intentions de Staline ont été éclairées avec un exceptionnel cynisme quand le G.P.U., qui tient dans ses griffes la police espagnole, a lancé une déclaration dans laquelle il accusait Nin et toute la direction du P.O.U.M. d'être des « agents » de Franco.

L'absurdité de cette accusation est évidente pour tous ceux qui connaissent les faits élémentaires de la révolution espagnole. Le fondateur et dirigeant du P.O.U.M., Joaquín Maurín², a été pris et fusillé par le général Franco au début de la guerre civile³. Les militants du P.O.U.M. se sont battus héroïquement, sur tous les fronts de l'Espagne, contre les fascismes. Nin est un vieux révolutionnaire incorruptible. Il défendait les intérêts du peuple espagnol et combattait les agents de la bureaucratie soviétique. C'est précisément pour cette raison que le G.P.U. s'est débarrassé de lui grâce à un « raid » bien calculé sur la prison de Barcelone⁴. On ne peut émettre que des suppositions en ce qui

1. Article (T 4184), traduction du russe revue et vérifiée. La mort d'Andrés Nin était tenue pour probable à cette date.

2. Joaquín Maurín Julia (1896-1974), instituteur aragonais, secrétaire provincial de la C.N.T., était devenu communiste à Moscou en 1921, puis secrétaire national de la C.N.T. à son retour. Emprisonné sous la dictature de Primo de Rivera, il avait été exclu du P.C. en 1930 avec la Fédération catalano-baléare et avait fondé et dirigé le Bloc ouvrier et paysan et la Fédération communiste ibérique qu'il avait dirigés jusqu'à leur fusion avec la Izquierda comunista dans le P.O.U.M. en 1935.

3. Maurín avait été effectivement pris, mais pas reconnu ni fusillé. Quand il fut reconnu, il ne fut pas fusillé, mais il semble que Trotsky l'ait ignoré.

4. Trotsky est très mal informé, car on sait à cette époque, au moins en Europe, que Nin, arrêté à Barcelone, a été transféré de là dans une « prison privée » contrôlée par le G.P.U., vraisemblablement une villa à Alcala de Henarès.

concerne le rôle joué dans cette affaire par les autorités espagnoles officielles. L'information donnée dans la dépêche et inspirée par le G.P.U. qualifie Nin de « trotskyste ». Le révolutionnaire disparu a souvent protesté contre cette qualification et à juste titre. Le P.O.U.M. a toujours eu une attitude hostile à l'égard de la IV^e Internationale, tant sous la direction de Maurín que sous celle de Nin. Il est vrai que, pendant les années 1931-1933, Nin, qui était à cette époque hors du P.O.U.M.⁵, entretenait avec moi une correspondance amicale. Mais, dès le début de 1933, des divergences sur des questions essentielles ont provoqué entre nous une rupture totale. Au cours des quatre dernières années, nous n'avons échangé que des articles de polémique. Le P.O.U.M. a exclu les trotskystes de ses rangs. Mais, pour faciliter sa tâche, le G.P.U. appelle « trotskystes » tous ceux qui s'opposent à la bureaucratie soviétique. Cela rend plus aisée sa sanglante répression.

Malgré les divergences qui me séparent du P.O.U.M., je dois reconnaître que, dans la lutte que Nin menait contre la bureaucratie soviétique, la justice était entièrement de son côté. Il s'efforçait de défendre l'indépendance du prolétariat espagnol contre les machinations diplomatiques de la clique au pouvoir à Moscou. Il a refusé de collaborer avec le G.P.U. pour ruiner les intérêts du peuple espagnol. C'était là mon seul crime. C'est ce crime qu'il a payé de sa vie⁶.

5. Trotsky appelle ici « le P.O.U.M. » le Bloc ouvrier et paysan de Maurín : formellement le P.O.U.M. n'est apparu en effet qu'en 1935.

6. Au terme de cet article qui fut reproduit en cinq langues, mentionnons simplement ce commentaire d'Ignacio Iglesias dans *Trotsky et la Révolution espagnole*, p. 92 : « Disons, avec plus de peine que d'indignation, qu'une seule voix demeura quasi-muette devant cette féroce répression menée contre le P.O.U.M. par les staliniens : celle de Léon Trotsky »... Il est vrai que le même invoque, comme preuve, le recueil *Escritos sobre España* préparé par un compagnon d'idées à lui, et qui... n'a retenu aucun des articles comme celui qui est reproduit ci-dessus !

(Noté par nous avec plus de peine que d'indignation. (P.B.))

DEVANT UNE NOUVELLE GUERRE MONDIALE¹

(9 août 1937)

Indétermination des groupements internationaux

La presse scrute quotidiennement l'horizon mondial pour apercevoir la fumée et les flammes. Si on voulait faire le compte de tous les foyers de guerre possibles, il faudrait utiliser un traité de géographie. En outre, les contradictions internationales sont tellement compliquées et embrouillées que personne ne peut prédire avec exactitude à quel endroit la guerre éclatera, ni comment se grouperont les camps en lutte. Il est sûr qu'on tirera, mais d'où viendront les coups, et sur qui ils tomberont, c'est ce qu'on ne sait pas.

En 1914, le facteur principal d'incertitude était l'Angleterre : celle-ci fut soucieuse de l'équilibre jusqu'au moment où elle aida l'Europe à se jeter dans l'abîme. La deuxième inconnue était l'Italie : pendant trente-cinq ans, elle avait été liée avec l'Autriche-Hongrie et avec l'Allemagne, pour tourner, pendant la guerre, ses canons contre ses alliés. Sphinx puissant, mais lointain, les Etats-Unis n'entrèrent dans la guerre que dans sa phase vraiment finale. Les petits Etats augmentaient encore le nombre d'inconnues dans l'équation. Cependant, les facteurs constants de la situation étaient, dès le début, l'alliance austro-allemande et l'alliance franco-russe, qui déterminèrent donc par la suite l'axe des actes de guerre. Tous les autres participants devaient se grouper autour de cet axe.

Aujourd'hui, il n'y a pas même à songer à la stabilité relative des camps, comme au bon vieux temps. La politique de Londres, déterminée par la contradiction des intérêts de cet impérialisme

1. Article (T 4187) traduit de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

dans les différentes parties du monde, permet bien moins encore qu'avant août 1914 de faire un pronostic. Dans chaque question, le gouvernement de Sa Majesté est forcé de s'orienter selon les dominions, qui développent les forces centrifuges les plus puissantes. L'expansion impérialiste de l'Italie l'a conduite à la nécessité de se soustraire, une fois pour toutes, à la tutelle par trop « amicale » de la Grande-Bretagne. Les succès de Mussolini en Afrique et l'augmentation des armements italiens constituent une menace immédiate pour les intérêts vitaux de la Grande-Bretagne.

Pour l'Allemagne en revanche, l'amitié incertaine avec l'Italie est un moyen à long terme pour acquérir la neutralité bienveillante de la Grande-Bretagne. L'Allemagne ne pourrait renoncer à cette étape sur la voie de la domination du monde qu'au cas où elle s'arrangerait avec l'Union Soviétique. Cette variante n'est pas exclue non plus ; mais elle reste une réserve, à l'arrière-plan. Ce n'est pas par hostilité de principe au communisme que Hitler lutte contre l'alliance franco-soviétique (pas un homme sérieux ne croit encore au rôle révolutionnaire de Staline), mais parce qu'il veut avoir les mains libres pour s'arranger avec Moscou contre Paris, au cas où un arrangement avec Londres contre Moscou ne réussirait pas. Mais le pacte franco-soviétique n'est pas non plus un facteur de stabilité. A la différence de l'ancien pacte militaire franco-russe, il est une tache de brouillard. La politique française, constamment sous la dépendance de la Grande-Bretagne, oscille entre un rapprochement conditionnel avec l'Allemagne et l'amitié inconditionnelle avec l'U.R.S.S. Plus ces oscillations augmentent, plus sera grave la décision.

Les petits et moyens Etats embrouillent la situation encore davantage. Ils ressemblent aux satellites célestes qui ne savent autour de quelle constellation tourner. Sur le papier, la Pologne est alliée à la France, mais en fait, elle a des liens avec l'Allemagne. Formellement, la Roumanie appartient à la Petite Entente, mais la Pologne l'attire, non sans succès, dans la sphère d'influence italo-allemande. Le rapprochement croissant entre Belgrade, Rome et Berlin provoque non seulement à Prague, mais aussi à Bucarest, une inquiétude de plus en plus grande. D'autre part, la Hongrie craint, à juste titre, que ses prétentions territoriales ne soient les premières sacrifiées à une amitié entre Berlin, Rome et Belgrade.

Tout le monde veut la paix, avant tout ceux qui n'ont rien de bon à attendre d'une guerre : les pays balkaniques, les pays

baldes, la Suisse, la Belgique, la Hollande, les Etats Scandinaves. Leurs ministres se réunissent en conférences, font des arrangements et des discours sur la paix. A les voir tous ensemble, on croit assister à un spectacle de marionnettes au bord d'un cratère. Aucune des petites puissances ne pourra rester à l'écart. Tous verseront le sang. La pensée qui, hier encore, paraissait absurde, que les pays scandinaves pourraient se combattre, devient probable aujourd'hui. Il suffirait que l'Allemagne trouve un appui en Suède, et la Grande-Bretagne au Danemark, et les « sœurs » scandinaves se trouveraient dans des camps ennemis. A condition, naturellement que l'Angleterre et l'Allemagne soient en guerre l'une contre l'autre.

Le souci essentiel des Etats-Unis est actuellement de se tenir aussi éloignés que possible du brasier européen. Mais, en 1914, c'était exactement la même chose. On n'est pas impunément une grande puissance, à plus forte raison la plus grande. La neutralité est plus facile à décréter qu'à maintenir. En outre, il y a aussi, en plus de l'Europe, l'Extrême-Orient. Au cours des années de la crise économique mondiale, qui a paralysé la volonté de la plupart des grandes puissances, le Japon a définitivement conquis la Mandchourie, et a occupé les provinces septentrionales de la Chine, menaçant ce vaste et malheureux pays de morcellements ultérieurs². La crise intérieure de l'U.R.S.S., la décapitation de l'Armée rouge et la lamentable capitulation de Moscou dans la question des îles de l'Amour³, ont laissé les mains définitivement libres à la clique militaire japonaise. A présent, il s'agit du sort de l'Extrême-Orient dans son ensemble.

Le gouvernement de Washington change son orientation. La concentration de la flotte dans le Pacifique, la construction de

2. Commencée en septembre 1931, la conquête de la Mandchourie avait été achevée en trois mois, le pays s'était déclaré « indépendant » sous le nom de Mandchukuo, véritable colonie japonaise. L'annexion du Jehol au Mandchukuo en 1933, la pénétration des Japonais dans le Hebei en 1935, l'installation de 7 000 hommes de troupe près de Pékin en 1936 pour « protéger » les nationaux japonais avaient été les grandes étapes de cette pénétration.

3. L'affaire peut se résumer ainsi : le 16 mai 1937, le Japon annonçait que l'U.R.S.S. voulait réviser ses conventions avec le Mandchukuo sur la circulation fluviale. Le 27 juin, on apprenait l'occupation de deux îles de l'Amour, revendiquées par le Mandchukuo, par des forces de l'Armée rouge. L'U.R.S.S. repoussait les protestations japonaises en affirmant que ces îles étaient territoire soviétique. Le 30 juin on se battit et une canonnière soviétique fut coulée. Le 4 juin, ayant obtenu l'« assurance » que les unités japonaises avaient évacué la région, les unités de l'Armée rouge évacuaient les îles, le 6, l'une d'elles était occupée par les unités de l'« armée du Mandchukuo ». L'U.R.S.S. protestait pour la forme mais en réalité capitulait.

navires de guerre et d'avions de bombardement à grande portée, le développement des liaisons aériennes dans le Pacifique, le programme de fortification d'îles dans l'Océan, préparent d'une manière fort éloquente le renoncement à la politique de l'isolement volontaire. Mais, en Extrême-Orient, on ne peut pas non plus prédire encore avec exactitude la combinaison future des forces. Le Japon propose à l'Angleterre une « entente cordiale » pour la collaboration en Chine, avec l'intention de réduire peu à peu le lion britannique à la portion congrue⁴. Mais, avant d'accepter ou de refuser cette proposition, l'Angleterre veut agrandir sa flotte, achever la construction de la base de Singapour, entreprendre de nouvelles fortifications à Hong Kong. À l'ouest et à l'est, les alliances militaires se forment à une allure bien plus lente que les conflits militaires.

La politique du *wait and see* avait un sens tant qu'elle était le privilège de la Grande-Bretagne en face d'une Europe partagée en deux camps. Mais lorsque tous les Etats, sans exception, sont forcés de faire leur la méthode de perfidie dans l'attente, alors les relations diplomatiques deviennent un jeu de folie, dont les participants se font la chasse les yeux bandés et revolver au poing. Aux grandes et petites puissances, il ne reste évidemment rien à faire qu'à conclure des alliances militaires en toute hâte, et alors que les premiers coups de la nouvelle guerre mondiale sont déjà frappés.

Fascisme, pacifisme et guerre

Il n'y a pas très longtemps que les pacifistes de différentes sortes croyaient ou prétendaient croire qu'une nouvelle guerre pouvait être empêchée grâce à la Société des Nations, des congrès de parade, des référendums et autres entreprises théâtrales, dont la majorité était financée par le budget de l'U.R.S.S.⁵. Que reste-t-il de ces illusions ? Sur les sept grandes

4. Dans un discours du 8 mars, le premier ministre japonais Sato avait parlé d'une « nouvelle donne » avec la Chine et du rétablissement de relations amicales avec la Grande-Bretagne. Les contacts pris par l'ambassadeur japonais à Londres, M. Yoshida, se révélaient prometteurs : des déclarations optimistes de Sato et du ministre britannique Anthony Eden le confirmaient.

5. Trotsky fait allusion ici au référendum pour la paix organisé par Lord Cecil (cf. n. 6) et aux congrès pour la paix d'Amsterdam et de la salle Pleyel à Paris, au mouvement Amsterdam-Pleyel et à toutes ces entreprises confiées à l'époque au « trust Münzenberg » de l'Internationale communiste.

puissances, trois — les Etats-Unis, le Japon et l'Allemagne — sont en dehors de la S.D.N., et la quatrième, l'Italie, est en train de la détruire de l'intérieur. Les trois autres trouvent moins que jamais nécessaire de couvrir leurs intérêts particuliers de l'étiquette de la S.D.N. Les tristes partisans de l'institution genevoise, hier « espoir de l'humanité », sont arrivés à la conclusion que l'unique moyen de « sauver » la S.D.N. consiste à ne pas lui poser les questions importantes. En 1932, quand s'est ouverte la fameuse conférence du désarmement, les armées européennes comptaient 3 200 000 hommes. En 1936, ce nombre s'est déjà élevé à 4 500 000 et il continue à grandir sans interruption. Qu'est-il advenu des référendums de Lord Cecil⁶ ? La politique de désarmement de Genève a cessé d'être même un sujet digne d'être caricaturé. L'initiative de la nouvelle fièvre de réarmement appartient à l'Allemagne fasciste, qui a su, avec un instinct infailible accompagné par moments d'hystérie, s'arracher des chaînes de Versailles. Mais c'est, sans doute, l'exemple de la Grande-Bretagne qui montre de la manière la plus persuasive le caractère inéluctable du nouveau tohu-bohu mondial. Le pacifisme conservateur de ce pays s'est efforcé, ces temps derniers, de faire le moins de dépenses possibles pour protéger les anciennes conquêtes. Cependant, les défaites étonnantes de la politique britannique en Mandchourie, en Abyssinie et en Espagne ont démontré à Baldwin⁷ et à ses collègues qu'on ne peut vivre indéfiniment de l'inertie de la vieille puissance. De là vient le réflexe d'autodéfense presque panique, qui s'exprime par le plus grandiose de tous les programmes militaires.

Au nom de la paix et du *statu quo*, la Grande-Bretagne s'apprête à devenir, au cours des années à venir, la puissance la plus forte sur mer et dans les airs. Mais, par là même, elle donne aux armements maritimes et aériens au-delà de l'Atlantique une impulsion effrénée. Ainsi en est-il du pays le plus satisfait, le plus « pacifique », le plus « démocratique », qui dirigeait la Conférence du désarmement : de la liberté du commerce au protectionnisme, et du pacifisme au réarmement. Quelles forces terrestres seraient à même d'empêcher le passage du réarmement à la guerre ?

6. Lord Robert Cecil (1864-1958), fils d'un ministre conservateur, député en 1906, ministre entre 1924 et 1927, avait organisé en Grande-Bretagne en 1935 des « plébiscites de la paix ».

7. Sur Baldwin, cf. n. 14, p. 113. Il avait gouverné sous le couvert de MacDonald après la rupture de ce dernier avec le Labour Party et était redevenu premier ministre en 1935.

Mais ne peut-on pas s'attendre à une résistance d'en bas contre les dangers de guerre, de la part des masses ouvrières, sous forme de grèves générales, insurrections, révolutions ? Théoriquement, cela n'est pas exclu. Cependant, si on ne prend pas des désirs ou des craintes pour des réalités, il faut accorder peu de vraisemblance à cette perspective. Les masses laborieuses du monde entier portent à présent le poids terrible des défaites qu'elles ont subies en Italie, en Pologne, en Allemagne, en Autriche, en Espagne, et, en partie, en France et dans une série de plus petits pays. Les anciennes Internationales — la II^e, la III^e et l'Internationale Syndicale — sont étroitement liées aux gouvernements des Etats démocratiques, et prennent une part active à la préparation de la guerre « contre le fascisme ». Il est vrai que les social-démocrates, ainsi que les communistes, sont défaitistes par rapport à l'Allemagne, à l'Italie et au Japon : mais cela signifie uniquement qu'ils ne luttent contre la guerre que dans les pays dans lesquels ils n'ont pas d'influence. Pour s'élever contre le militarisme, il faudrait que les masses se débarrassent au préalable de la tutelle des Internationales officielles. Ce n'est pas là une chose simple. On n'en vient à bout ni en un jour, ni en un mois. Aujourd'hui, en tout cas, le réveil politique du prolétariat se fait à une allure plus lente que la préparation à la nouvelle guerre.

Pour justifier leur politique militariste et chauvine, les II^e et III^e Internationales propagent l'idée que la nouvelle guerre aurait pour mission de défendre la liberté et la culture contre les assaillants fascistes : les pays « pacifiques », avec les grandes démocraties du nouveau et de l'ancien continent d'un côté — et l'Allemagne, l'Italie, l'Autriche, la Pologne, la Hongrie, le Japon, de l'autre. Une telle classification éveille des doutes, même du point de vue formel. La Yougoslavie est un Etat non moins « fasciste » que la Hongrie, et la Roumanie n'est pas plus près de la démocratie que la Pologne⁸. La dictature militaire règne non seulement au Japon, mais aussi en Chine. Le système politique de Staline ressemble de plus en plus à celui de Hitler. En France, le fascisme peut remplacer la démocratie, même avant le déclenchement de la nouvelle guerre : en tout cas, les gouvernements de Front Populaire font tout ce qui est en leur

8. Les régimes de ces quatre pays, sous des colorations et à des degrés différents, étaient des dictatures militaro-policières avec de fortes tendances proprement fascistes. On torturait en tout cas les « politiques » dans les prisons de tous ces pays.

pouvoir pour faciliter ce changement. Dans l'ordre actuel du monde, il n'est donc pas facile de séparer les loups des moutons.

En ce qui concerne la lutte des « démocraties » contre le fascisme, considérons plutôt les Pyrénées au lieu de deviner l'avenir. D'abord, les démocraties ont décrété le blocus contre le gouvernement légal de l'Espagne, afin de ne pas donner « prétexte » à une intervention de l'Italie et de l'Allemagne. Mais, lorsque Mussolini et Hitler se passèrent du « prétexte », les « démocraties » — dans l'intérêt de la « paix » — se hâtèrent de capituler devant l'intervention. L'Espagne est dévastée. Pendant ce temps, les représentants des démocraties se perdent en considérations sur les meilleurs moyens... de la non-intervention ultérieure. Le gouvernement de Moscou essaie en vain, avec des grimaces gauchistes, de voiler sa participation à la politique impudente et criminelle qui facilite la tâche du général Franco et qui fortifie les positions générales du fascisme. Ce sont les richesses minérales de l'Espagne et non ses principes politiques qui détermineront demain ses rapports avec les autres pays. C'est là un enseignement douloureux, mais vraiment inappréciable pour l'avenir.

La classification des Etats ci-dessus a sa signification historique, mais pas celle qui lui est attribuée dans de vulgaires élucubrations pacifistes. Les pays qui sont passés le plus facilement au fascisme, ou à d'autres formes de dictature, furent ceux dont les contradictions internes avaient atteint la plus grande acuité : les pays sans matières premières à eux, sans accès suffisant au marché mondial (l'Allemagne, l'Italie, le Japon) ; les pays vaincus dans la guerre (l'Allemagne, la Hongrie, l'Autriche) ; finalement, les pays où la crise du système capitaliste est compliquée par des survivances pré-capitalistes (le Japon, la Pologne, la Roumanie, la Hongrie). Toutes ces nations, historiquement en retard ou lésées, sont naturellement les moins satisfaites de la carte politique de notre planète. Leur politique extérieure a donc un caractère plus agressif que celle des pays plus privilégiés, qui s'inquiètent surtout de défendre le butin qu'ils ont acquis.

D'où la division, avec beaucoup de réserves, des Etats en défenseurs et en adversaires du *statu quo*, les pays fascistes et semi-fascistes appartenant de préférence au deuxième groupe. Mais cela ne signifie nullement que ce seront justement ces deux groupes qui se feront la guerre. Dans le cas d'un conflit mondial, le programme du *statu quo* disparaîtra d'ailleurs sans laisser de trace : il s'agira alors d'un nouveau partage du monde. Les

adversaires fascistes actuels du *statu quo* seront dans les deux camps belligérants, le choix des alliés n'étant plus déterminé par des sympathies politiques, mais par la situation géographique, les liens économiques et, surtout, par l'appréciation du rapport des forces. Hitler serait heureux de prendre, en alliance avec l'Angleterre, des colonies à la France, serait-ce même par la guerre directe contre le fascisme italien. D'autre part, Mussolini peut « trahir » et trahira Hitler selon toute vraisemblance, de même que le gouvernement italien a trahi les Hohenzollern et les Habsbourg en 1914⁹. Le « saint égoïsme » triomphera aussi dans les rapports entre les pays fascistes.

Il est vrai que l'Etat totalitaire est le régime qui correspond le mieux à la nature de la guerre « totalitaire » de nos jours. Cela signifie seulement qu'au cours de la boucherie mondiale, et peut-être même avant, les démocraties actuelles se rapprocheront inévitablement du régime fasciste, si elles ne l'adoptent pas complètement. Cependant le rapprochement des systèmes politiques ne signifierait nullement la conciliation des intérêts opposés. Il est peu probable qu'une France fasciste partage ses colonies avec Hitler. Si l'héroïque lord Mosley gouvernait les Iles britanniques — historiquement, cela n'est pas exclu — il serait, sans doute, aussi peu enclin que le gouvernement actuel à céder à l'Italie la domination de la Méditerranée. En un mot, ni la composition des camps belligérants ni le cours lui-même de la guerre ne sont déterminés par des critères politiques, raciaux ou moraux, mais par des intérêts impérialistes. Tout le reste n'est que poudre aux yeux.

A quand la guerre ?

Les forces qui agissent, soit pour rapprocher soit pour retarder la guerre, sont si nombreuses et si compliquées qu'il serait trop risqué de tenter une prophétie de calendrier. Cependant, il existe quelques points de repère qui permettent un pronostic. A Londres, on est aujourd'hui d'avis que la période la plus dangereuse sera close en 1939, lorsque les armements britanniques destinés à garantir la « paix » auront atteint une

9. L'Italie négociait avec les deux camps belligérants, mais, devant les réticences ou plutôt les lenteurs du gouvernement austro-hongrois à lui restituer les territoires qu'elle revendiquait, elle signa avec les Alliés en 1915 son entrée en guerre à leurs côtés.

ampleur suffisante. De ce point de vue, les dangers de guerre diminuent... à mesure que les armements augmentent.

Mais l'Allemagne et l'Italie ne vont-elles pas déclencher, de propos délibéré, une guerre, au cours des vingt-quatre mois à venir ? Bien des choses permettent de dire non. Ce n'est pas l'Italie, mais l'Allemagne, qui doit prononcer le mot décisif. Cependant, l'Allemagne n'est pas prête. Il est vrai que les traditions vivantes du militarisme prussien et le niveau élevé de la technique allemande permettent à Hitler de réaliser le réarmement à une allure telle que l'histoire ne l'a pas encore vue. Mais même l'Etat totalitaire ne peut pas accomplir de miracles. Pendant les années qui séparent le traité de Versailles de la victoire des nazis, les jeunes générations allemandes ne sont pas passées par les casernes. Il n'y a pas de réserves prêtes dans le pays. Pour faire l'éducation — même élémentaire — de quelques millions d'hommes, il faut de nombreux cadres, officiers et sous-officiers. Elaborer les types les plus parfaits de machines de guerre, préparer la production de masse de celles-ci, se pourvoir en provisions suffisantes de matières premières, éduquer de nouveaux cadres de commandement, instruire le matériel humain — tout cela exige du temps. C'est justement en raison de sa croissance fébrile que l'appareil militaire de Hitler présente à chaque pas des disproportions et des lacunes. Les généraux de l'Allemagne apprécient certainement la préparation actuelle de leur armée à la guerre à un degré bien moindre que ne le font leurs adversaires. Il faudra au moins encore deux ans avant que l'état-major de Berlin cesse de freiner la noble impatience des dirigeants politiques.

Le statut des armements n'est cependant que l'un des facteurs de guerre, et pas le principal. Le moment où tous les pays se sentiront « suffisamment » armés ne viendra jamais. En lui-même, le développement des armements conduit naturellement à la guerre, pas à la paix. L'armée n'est cependant pas une fin en soi, mais un instrument de la politique qui, à son tour, est un instrument des intérêts matériels. Le coup qui déclenchera la nouvelle guerre sera vraisemblablement donné par un changement de la conjoncture économique.

Souvenons-nous qu'un essor industriel profond et longuement mûri a été suivi en 1913 par une crise qui, déjà à cette époque, avait le caractère d'une crise, non seulement conjoncturelle, mais structurelle : les forces productives de l'Europe étouffaient dans le carcan des frontières nationales. La crise de 1913 produisit dans les classes dirigeantes une tension nerveuse

dans laquelle disparurent vite expectative et prudence. Le résultat fut que la guerre éclata en 1914. Il est vrai que la dernière crise (1929-1933) n'a pas provoqué de craintes de guerre. L'optimisme engendré par la précédente « prospérité » était si aveuglant que les classes dirigeantes s'obstinaient à ne considérer la crise que comme un épisode désagréable. Les illusions ne se sont évanouies que peu à peu, avec la paralysie du commerce extérieur et la croissance de l'armée des chômeurs. Les politiques étrangères de ces années — sauf celles des pays les plus atteints — l'Allemagne, le Japon et l'Italie — étaient incertaines, indécises, faibles.

C'est un effet tout à fait différent sur la politique intérieure comme extérieure que produira la nouvelle crise dont, tout bien considéré, nous n'aurons pas longtemps à attendre la venue. La renaissance économique actuelle, avec un marché mondial désorganisé, un système monétaire perturbé, une armée chronique de chômeurs, n'inspire confiance à personne. Une conjoncture soutenue principalement par les commandes militaires signifie un gaspillage de la substance fondamentale de l'économie et donc la préparation d'une crise plus profonde et plus douloureuse encore. Aujourd'hui, les classes dirigeantes sont incapables d'en tenir compte. Plus on approche de la réalisation de leurs programmes d'armements, plus grande est la nervosité qui s'empare des maîtres de nos destinées.

Mais peut-être les dirigeants sont-ils capables de différer la crise, ou, ce qui est plus important, de la contenir dans les proportions d'une conjoncture temporaire, pas d'une catastrophe sociale ? Cela exigerait au moins la destruction des barrières douanières, la restauration de l'unité monétaire-or, la régulation du problème des obligations internationales et l'augmentation du pouvoir d'achat des masses en faisant tourner à l'envers la machine aux armements. Seuls les aveugles ne reconnaîtront pas qu'il n'existe pas la moindre raison d'espérer semblable miracle. Les représentants commerciaux de quarante pays se sont réunis fin juin à Berlin pour entendre un hymne de Göring¹⁰ en l'honneur de l'autarcie. Les discours pieux de quelques délégués sur les avantages d'un régime économique libéral résonnaient comme une dérision de la réalité. Les pays riches en matières premières sont-ils prêts à les fournir à leurs adversaires pour des

10. Hermann Göring (1893-1946), ancien pilote de chasse, « as » de l'aviation allemande pendant la guerre, dirigeant du parti nazi, était devenu ministre de l'air, mais aussi l'un des grands personnages du régime.

objectifs de guerre ? Les empires coloniaux céderont-ils une partie de leurs dominions aux nations défavorisées ? Ceux des pays qui ont concentré l'or entre leurs mains vont-ils se préoccuper d'améliorer de façon désintéressée le système monétaire perturbé de leurs rivaux ? Ces simples questions contiennent les réponses complètes en elles-mêmes. Plus réactionnaire est le rôle joué par les frontières nationales dans le système économique mondial, plus âprement elle sont défendues. Personne ne chante à haute voix les louanges de l'« autarcie », mais tous cherchent à se dissimuler dans son ombre illusoire. Cependant, « autarcie » ne signifie nullement repli sur soi à l'intérieur des frontières nationales : les programmes de l'Allemagne et de l'Italie montrent d'une manière particulièrement évidente que l'« autarcie » a besoin... de s'appropriier des colonies et, en général, des terres étrangères. La doctrine de l'économie fermée se révèle seulement la base de l'agression impérialiste.

Le danger de guerre, qui naît des difficultés économiques, les aggrave encore. Chaque collégien sait aujourd'hui que la rupture des relations diplomatiques, les déclarations de guerre officielles ou la neutralité sont aujourd'hui des anachronismes comme la crinoline ou le menuet. Tous les gouvernements sont constamment sur leurs gardes. La tension en temps de paix, qui prend parfois des formes telles qu'autrefois elles n'étaient possibles qu'au moment de la rupture des relations diplomatiques, est ce qu'il y a de moins propre à favoriser un essor économique. Tout porte à penser que la crise à venir laissera loin derrière elle celle de 1929 et les suivantes. Dans ces conditions, la diplomatie de l'attente passive devient impossible. L'Europe n'est pas à la hauteur de la politique de la transfusion de sang à la mode américaine. La nouvelle crise poussera toutes les questions à leur point culminant, et les gouvernements sur la voie de mesures décisives qu'on ne pourra pas distinguer de mesures de désespoir.

De cette manière, la guerre peut déjà éclater vers la fin des trois ou quatre prochaines années, c'est-à-dire juste au moment où la fin du programme de réarmement devra « assurer la paix ». Nous n'indiquons ce laps de temps, bien entendu, qu'en vue de l'orientation générale. Des événements politiques peuvent accélérer ou retarder l'instant de l'éclatement. Mais son caractère inévitable résulte du dynamisme de l'économie, du dynamisme des armements.

La stratégie de la guerre future

Avant 1914 régnait la doctrine du coup bref et foudroyant. Elle a coûté cher, surtout à la France. Le « coup » a duré plus de cinquante-deux mois. Une fois que le mauvais génie de l'humanité eût inventé des machines meurtrières incomparables, les armées qui en étaient dotées se virent forcées de se blottir dans la terre comme des taupes. Mais plus les opérations en temps de guerre étaient solidement rivetées aux tranchées, plus la pensée militaire prit audacieusement son essor après la paix de Versailles. L'humiliation qu'avait subie la stratégie, et les dépenses astronomiques qui suivirent l'épuisement mutuel des peuples, ont poussé l'imagination militaire à la recherche des moyens plus brillants et moins chers.

De là sont issues de nouvelles écoles : l'une voulait remplacer le peuple armé par une petite armée de spécialistes ; telle autre mettait tous ses soins dans les forces aériennes ; une troisième plaçait ses espoirs dans les rayons de la mort. Le général J. F. Fuller¹¹ a tout à fait sérieusement escompté que l'emploi de l'énergie électrique pendant la guerre serait capable d'éliminer le point vulnérable de toutes les guerres du passé, c'est-à-dire le facteur qu'on appelle humain. Le général von Seeckt¹² est arrivé à la conclusion que, dans la course entre masses humaines et technique, la victoire appartiendrait à la technique. D'où la théorie de l'armée petite, mais hautement qualifiée, qui fait irruption dans le pays ennemi, tel un torrent de fer et de feu. En réalité, l'opposition entre la « technique » et des « masses », ou de la « qualité » et la « quantité », comme on l'appelle quelquefois, constitue une abstraction inerte. Si une armée mécanisée forte de 200 000 hommes est capable de faire des miracles, deux de ces armées sont capables de faire, non pas deux fois, mais quatre fois autant de miracles. La loi des nombres reste en vigueur même sur la base de la technique la plus élevée. Plus simplement : la nation belligérante sera contrainte de fournir non seulement le plus grand nombre de soldats, mais

11. John F. Fuller (1878-1966), historien de la première guerre mondiale, spécialiste de l'utilisation de l'arme blindée, considéré comme un des spécialistes les plus pénétrants des questions militaires avant la guerre aux Etats-Unis.

12. Hans von Seeckt (1866-1936), officier prussien, fut l'organisateur de la Reichswehr dans le cadre étroit que lui laissaient les clauses militaires du traité de Versailles.

aussi les soldats les mieux armés. C'est justement la raison pour laquelle on ne peut pas espérer un « coup foudroyant ».

La doctrine de Seeckt — une petite armée — n'est pas issue des conditions matérielles du militarisme, mais des limitations imposées par le traité de Versailles. Lorsqu'il put s'en affranchir, Hitler instaura le service militaire obligatoire. En Angleterre, où les traditions et les finances empêchent le service militaire obligatoire, il y a encore des théoriciens qui préconisent le remplacement des hommes par les machines. Mais le premier jour de guerre sera pour l'Angleterre, elle aussi, celui de l'appel sous les drapeaux.

A Rome et à Berlin, les stratèges — mais le peuple aussi — penchent pour les attaques aériennes qui iraient détruire d'un seul coup les centres vitaux de l'ennemi. On pense, en effet, que l'Allemagne et l'Italie manquent d'essence et d'or pour envisager de mener une guerre de longue haleine. Tout en vantant la capacité offensive de l'aviation, Göring se targue de l'efficacité de sa D.C.A.¹³ qui devrait faire passer à l'adversaire toute velléité d'attaque. Le seul malheur, c'est que les autres pays aussi développent parallèlement leurs forces d'attaque et de défense aérienne. Un duel dans les airs peut amener un grand succès tactique, mais non pas une décision stratégique.

L'espoir qu'un quelconque « secret » technique extraordinaire qui permettrait de faire subitement échec à l'adversaire, pris à l'improviste, n'a plus de fondement. Chaque nouvelle découverte donne à la pensée des chercheurs une impulsion simultanée dans tous les pays civilisés. Plus que tout autre, la technique de la guerre est internationale : c'est bien là ce qui préoccupe espionnage et trusts de l'industrie de guerre. Les états-majors ont des secrets pour leur propre peuple, mais non pour les états-majors des autres pays.

Aucune armée ne peut tenir en réserve, en même temps que des boîtes de conserve, des miracles chimiques ou électriques tout faits. Toute invention est soumise à une épreuve que seule la guerre peut fournir. La mise en marche d'une production massive de machines de guerre exige un an et même deux. Déjà, pour cette seule raison, on ne peut pas dire que, dès le début de la guerre, des moyens « décisifs » quelconques d'ordre technique, qui n'auront pas été mis à l'épreuve par le passé, seront utilisés. Dans la guerre, l'éclectisme va beaucoup plus loin que dans

13. La D.C.A., défense contre avions, est parfois appelée aussi défense anti-aérienne.

l'économie. En général, une guerre commence au stade où la dernière s'est terminée. Les nouveaux moyens s'associeront, peu à peu, aux anciens et rendront l'armée plus pesante et plus vaste. Dans le domaine de l'économie capitaliste, où le degré de production est limité par le pouvoir d'achat de la population, les machines commencent, à un certain niveau, à remplacer les hommes. Dans le domaine militaire, ces limitations n'existent pas : les hommes sont exterminés indépendamment de leur « pouvoir d'achat ». Malgré les transports motorisés, les armées contemporaines exigent, comme du temps de Napoléon¹⁴, un cheval pour trois hommes. En chiffres absolus, cela représente une armée de millions de chevaux. Exactement de la même manière, et malgré la mécanisation de toutes les branches militaires, le nombre des hommes qui servent les machines de guerre ne diminuera pas, mais augmentera.

Les opérations militaires des temps derniers (Extrême-Orient, Abyssinie, Espagne), malgré leur caractère fragmentaire, ont été suffisantes pour ramener, une fois pour toutes, la pensée stratégique du ciel sur la terre. Plus les dangers de guerre s'approchent, plus la stratégie officielle revient aux modèles éprouvés. Aujourd'hui, toutes les puissances navales sont occupées à moderniser ou à construire de nouveaux vaisseaux de ligne gigantesques qui, dès les premières années d'après la dernière guerre, étaient souvent comptés dans la catégorie des dinosaures. Dans ce cas, il est bien possible que l'on ait trop régressé. Dans le domaine naval, où la machine domine l'homme despotiquement, la pensée stratégique est particulièrement conservatrice et pesante.

Quel que soit le nombre de ses cuirassés, l'Angleterre sera de nouveau forcée de se défendre sur le continent européen. Les hommes ne vivent ni sur la mer ni dans les airs, mais sur terre. Les flottes maritimes et aériennes ne constituent qu'un moyen de secours pour l'invasion du territoire ennemi ou pour la défense de leur propre territoire. Le sort de la guerre se décidera sur terre. L'armée de terre reste, sinon à l'échelle mondiale, du moins à celle de l'Europe, la force d'attaque et de défense essentielle. La base de l'armée est constituée par l'infanterie. Plus elle est importante, toutes chances égales, plus grandes sont les chances de victoire.

La guerre sera totale, ce qui ne s'exprime pas seulement par

14. Napoléon I^{er} (1769-1821).

le fait que les opérations se dérouleront simultanément sur terre, sous la terre, sur l'eau, sous l'eau et dans les airs, y compris la stratosphère, mais aussi par le fait que la guerre emportera dans son torrent l'ensemble de la population, toute sa richesse matérielle et spirituelle. Une partie de l'humanité se battra sur le front des trois dimensions. Une autre fabriquera des munitions, souffrira de la faim, et crèvera à l'« arrière ». Malgré la conquête de l'azur, de la stratosphère et du pôle, malgré les rayons de la mort et autres horreurs apocalyptiques, l'armée sera tout aussi enfoncée dans la boue que pendant la dernière guerre et, peut-être, encore bien plus profondément.

Reste évidemment la différence du niveau économique et technique des différents pays. Les avantages d'une culture supérieure se feront sentir d'une manière particulièrement marquée pendant la guerre. Même si un « secret » était connu de tous les belligérants, la capacité de matérialiser cette arme d'une manière massive sera néanmoins inégale. Cependant, la différence de niveau sera en grande partie neutralisée, comme au cours de la dernière guerre, par la manière dont seront groupés les divers pays dans les deux camps. C'est ainsi que la prédominance par trop évidente de l'Allemagne sur la France, si elle se faisait véritablement jour, provoquerait de la part de la Grande-Bretagne un effort redoublé : en même temps, elle pourrait effrayer l'Italie et lui dicter une attitude d'expectative ou même un rapprochement avec la France. En supposant, ensuite, que la supériorité de la technique militaire allemande assure à celle-ci de grands succès dans la lutte contre la Grande-Bretagne — de même au cas contraire —, alors les Etats-Unis se verraient forcés de sortir de leur neutralité.

La dépendance mutuelle de toutes les parties de notre planète est trop grande pour qu'on puisse espérer la localisation du combat militaire. Quels que soient l'endroit et l'occasion qui déclencheront la guerre, les succès d'une des grandes puissances ne signifieraient pas la fin de la guerre, mais l'extension de son rayon. La crainte du vainqueur occasionnerait l'élargissement de la coalition ennemie. La spirale de la guerre saisira irrésistiblement notre planète entière. Le seul point neutre sera peut-être le pôle sud ; le pôle nord servira en tout cas de point d'appui pour avions militaires. Abandonnée à sa propre logique, la guerre mondiale serait, dans les conditions actuelles de la technique, une méthode compliquée et très coûteuse de suicide de l'humanité. On pourrait obtenir le même résultat d'une manière bien plus simple, c'est-à-dire en enfermant l'humanité dans une cage

d'environ un kilomètre cube et en plongeant cette cage dans un des océans. La technique moderne serait tout à fait à même d'accomplir ce « coup bref et décisif » ; il serait bien moins cher que le programme militaire de l'une quelconque des grandes puissances.

Guerre et révolution

Les grands et les forts remportent des victoires sur les petits et les faibles. La situation militaire, l'envergure du territoire, le nombre de la population, les sources de matières premières, les réserves d'or et la technique assurent aux Etats-Unis une puissante supériorité sur les autres pays. A supposer que la guerre mondiale dure jusqu'à sa fin naturelle, c'est-à-dire jusqu'à l'épuisement complet des camps, il faut arriver à la conclusion que la domination de notre planète écherra aux Etats-Unis. Mais une domination qui s'exercerait sur la destruction et la ruine, sur la faim, les épidémies et l'état sauvage, signifierait inévitablement aussi la chute de la civilisation des Etats-Unis. Dans quelle mesure cette perspective est-elle réelle ? La ruine lente de l'humanité à la suite de la nouvelle guerre n'est pas exclue. Mais ce n'est heureusement pas la seule perspective. Longtemps avant que la dévastation mutuelle des peuples ait atteint sa fin, la structure politique et sociale de chaque pays sera mise à l'épreuve. La révolution peut mettre un terme à l'œuvre de la guerre.

Nous avons dit plus haut pourquoi nous sommes peu enclins à nourrir l'espoir que le prolétariat, à l'instant nécessaire, aura la force de s'insurger ouvertement contre les opérations militaires. Au contraire, durant les mois de l'approche du danger de guerre, ainsi que durant la première période de la guerre, les masses, grâce à un réflexe naturel, seront dominées par les tendances « étatiques », centripètes, patriotiques. Cela est vrai pour les classes et groupes nationaux à l'intérieur de divers Etats, aussi bien que, par exemple, pour les parties composantes de l'empire britannique. Cependant, le cours ultérieur des opérations militaires, entraînant la paupérisation, la barbarie et le désespoir, non seulement donnera naissance mais portera à leur paroxysme des frictions, des antagonismes qui, tôt ou tard, s'exprimeront par des insurrections et des révolutions. Il va de soi que, dans ce cas aussi, la guerre reste le plus grand désastre qui puisse frapper l'humanité. Mais, plus vite les masses populaires y mettront fin, plus facilement l'humanité pourra guérir les blessures qu'elle se

sera faites elle-même. Mais, sous cet angle, que peut-on dire de la durée de la guerre future ?

Le nouveau massacre des peuples commençant là où le dernier a fini, les destructions de vies humaines et les dépenses en matériel de guerre seront, dès le début, de beaucoup plus élevées qu'au début de la dernière guerre, tout en ayant tendance à un accroissement rapide. Les rythmes seront plus fébriles, les forces destructives plus grandioses, les souffrances des peuples plus insupportables. Il y a donc tout lieu de penser que la réaction des masses se fera jour, non pas après deux ans et demi, comme dans la Russie tsariste, ou après plus de quatre ans, comme en Allemagne et en Autriche-Hongrie, mais bien plus tôt. Cependant, seuls les événements eux-mêmes peuvent donner une réponse définitive à la question des délais.

Dans tout cela, que deviendra, au cours de la prochaine guerre, la structure interne de l'U.R.S.S. ? L'appréciation du régime soviétique et de l'Armée rouge par l'opinion publique occidentale a parcouru plusieurs stades. Le chaos du premier plan quinquennal a fait baisser à zéro le poids spécifique de l'Union soviétique dans l'arène mondiale. L'accroissement ultérieur de l'industrie, donc aussi de l'industrie de guerre — sur le fond de la crise mondiale —, a beaucoup fait monter le prestige de l'U.R.S.S. La crainte qu'inspirait à la France la politique de revanche de l'Allemagne a donné à la diplomatie soviétique l'occasion de devenir un facteur imposant de la politique européenne. Le renom de l'Armée rouge s'est accru en même temps, non pas de jour en jour, mais d'heure en heure. Mais cela ne dura pas longtemps. L'épuration politique sanglante dictée par les intérêts de la clique dirigeante, entraînant la suppression des meilleurs généraux, provoqua partout une vive réaction. La capitulation lamentable de la diplomatie soviétique dans la question des îles de l'Amour donna au Japon le courage pour une nouvelle attaque contre la Chine, tout en conférant plus de poids au conseil que Londres donnait à Paris : ne pas se fier à Moscou, chercher l'entente avec Berlin.

Cependant, la dépréciation actuelle de l'Armée rouge est tout aussi unilatérale que la croyance d'hier dans la domination inébranlable de Staline. Les fausses accusations contre les idoles d'hier, et leur exécution, portent naturellement l'incertitude et la démoralisation dans les rangs de l'Armée rouge. Cependant, les revues militaires et les manœuvres qui exposent devant les généraux étrangers l'endurance, la mobilité et l'ingéniosité du soldat et de l'officier soviétiques, restent une réalité, de même

que la haute qualité du tank et de l'avion soviétique, l'audace et l'art de l'aviateur soviétique. Les épurations sanglantes qui ruinent la défense démontrent avant tout que l'oligarchie régnante est entrée en contradiction irréductible avec le peuple et, en même temps, avec l'Armée rouge. D'autre part, l'âpreté de la contradiction démontre par elle-même le puissant développement économique et culturel du pays, qui s'accommode de plus en plus difficilement du régime de Staline. La révolution politique de l'U.R.S.S., c'est-à-dire la chute de la caste bureaucratique, qui est pourrie jusqu'à la moëlle, sera, sans aucun doute, une des premières conséquences de la guerre. Cependant, tout laisse supposer que, si l'humanité tout entière n'est pas rejetée dans la barbarie, les bases sociales du régime soviétique (les nouvelles formes de propriété et l'économie planifiée) résisteront à l'épreuve de la guerre et en sortiront même fortifiées. Le Japon est bien loin. Dans la préparation de la lutte contre lui, on a créé en Extrême-Orient des bases indépendantes qui, en dépit de leur puissance, conservent un caractère provincial. Même dans l'éventualité peu probable des plus grands succès, le Japon est incapable de pénétrer jusqu'aux centres vitaux de l'Union soviétique. Il ne saurait être question d'une guerre séparée entre l'Italie et l'U.R.S.S. Le principal ennemi, le plus proche et le plus dangereux demeure l'Allemagne.

La protestation habituelle de Hitler selon laquelle l'absence de « frontières communes » entre l'Allemagne et l'U.R.S.S. exclut la possibilité d'une guerre, relève de ce type de subterfuge qui caractérise tous les discours de ce « génie » totalitaire. La mer Baltique ne fait pas que séparer l'Allemagne et l'U.R.S.S., elle les unit. Depuis le retrait de Russie de l'Estonie et de la Finlande, la forteresse historique de Cronstadt gît dans un cul-de-sac derrière elles. Leningrad aussi, deuxième ville du pays et centre de munitions, est vulnérable. Un coup contre l'une et l'autre peut être attendu et pourrait être exécuté non seulement par air et par mer, mais aussi par terre. Même au cours de la dernière guerre, la Finlande — à l'époque elle faisait partie de l'empire tsariste — est devenue, même si ce fut pour peu de temps, une base militaire pour l'Allemagne. Le même est vrai de l'Estonie et de la Lithuanie. Hitler peut essayer dans cette direction de corriger et d'enrichir l'expérience de Guillaume II¹⁵.

15. *Guillaume II* de Hohenzollern (1859-1941) était empereur (Kaiser) d'Allemagne jusqu'à son abdication en novembre 1918. Depuis la révolution russe, il s'était employé à faire des Etats baltes que son armée occupait autant de bastions contre la révolution.

Au sud de ces Etats Baltes, l'Allemagne est séparée de l'U.R.S.S. essentiellement par la Pologne et en partie par la Roumanie. La Tchécoslovaquie est devenue pour l'Allemagne moins une barrière qu'un pont sur la route de l'Est. Des frontières orientales de la Tchécoslovaquie à l'Ukraine, la Terre Promise de Hitler, il n'y a que quelques milliers de kilomètres.

La Pologne et la Roumanie auraient bien entendu en cas de guerre à choisir entre deux adversaires infiniment plus puissants qu'elles. Quel que soit leur choix, elles seraient non seulement les boulevards de la guerre, mais ses premiers champs de bataille.

La possibilité d'une action annexe de l'Italie sur la mer Noire — contre l'Ukraine, contre la Crimée et le Caucase — dépendrait dans une large mesure de la position prise par la Turquie, c'est-à-dire en dernière analyse, du rapport de forces entre les principaux adversaires, ou plus exactement de son évaluation à Ankara, comme dans les autres capitales de l'Europe du sud-est.

Pour l'Allemagne, la guerre, dans tous les sens stratégiques que j'ai indiqués, serait une guerre offensive ; pour l'U.R.S.S., elle serait défensive. Il y a là pour les soviets un énorme avantage militaire. Malgré la situation défavorable de la base navale soviétique dans le goulot du golfe de Finlande, la force de la marine et de l'aviation russes pourrait transformer en désastre complet l'aventure balte de Hitler. Il en est de même pour la mer Noire, dans laquelle, en outre, la base soviétique est infiniment mieux située et où l'Italie est plus éloignée.

Toute la frontière occidentale de l'U.R.S.S est fortifiée solidement. Les troupes sont habituées à leurs bases. Les distances soviétiques sont grandes. L'intervalle que constitue la Pologne et la Roumanie neutralise de façon importante l'avantage des chemins de fer allemands. Le reste dépendra du « facteur moral », c'est-à-dire des hommes vivants, le soldat rouge, l'ouvrier, le paysan. L'issue de la guerre est en dernière analyse décidée par la guerre elle-même.

Quant au monde capitaliste, on peut affirmer, par avance, comme une loi inébranlable, que les régimes qui tomberont les premiers sur les champs de bataille seront ceux des pays où la question agraire n'aura pas trouvé en temps opportun une solution démocratique, et où l'héritage du servage exacerbe les plaies du capitalisme. Cette fois, le chaînon le plus faible dans la chaîne des grandes puissances sera le Japon. Son ordre social, un capitalisme militarisé s'appuyant sur une barbarie semi-féodale, tombera sous les coups de la guerre, victime d'une catastrophe grandiose. Parmi les Etats de seconde ou de troisième grandeur,

les dangers les plus grands menacent la Pologne, la Roumanie et la Hongrie où les masses paysannes ne sont pas véritablement sorties de l'ancien esclavage.

Les suivants dans la série sont les régimes fascistes : ce n'est pas par hasard que le fascisme est venu au pouvoir spécialement dans les pays où les contradictions intérieures étaient parvenues à la plus grande acuité. Il est vrai que les Etats totalitaires jouissent d'avantages appréciables dans le domaine militaire — et essentiellement d'une totale liberté de manœuvre due à l'absence de contradiction intérieure. Mais cela ne veut pas dire qu'il n'y ait pas de résistances. Celles-ci existent souterrainement et surgiront au moment de l'explosion. En Allemagne et en Italie, le manque de vivres et de matières premières condamnera les masses à des souffrances insupportables. En admettant que ces Etats puissent remporter de grands succès militaires dans les débuts de la guerre — et c'est ce qui arrivera certainement —, ils seront néanmoins à l'étape suivante, et plus tôt que leurs adversaires, le théâtre d'ébranlements sociaux.

Cependant, la différence n'est qu'une question de temps. La guerre égalise les régimes. Dans tous les pays, l'économie sera soumise au contrôle étatique. Comme toujours, la censure militaire sera aussi une censure politique. L'opposition sera réprimée. Le mensonge officiel jouira des droits de monopole. La séparation entre l'arrière et le front disparaîtra. La justice militaire s'étendra à tout le pays. Les problèmes de matériel de guerre et de sources de matières premières seront beaucoup plus décisifs que les principes politiques.

La position de la France dans le monde, telle qu'elle a été fixée par le traité de Versailles, ne correspond aucunement aux ressources réelles de la République. Sa population ne s'accroît pas. L'économie stagne. Elle n'a pas de pétrole à elle. Les ressources en charbon sont insuffisantes. Les finances sont ébranlées. Plus que dans tout autre pays, la sécurité nationale de la France dépend de l'extérieur : de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis, sinon de l'U.R.S.S. La guerre rejettera la France dans le rôle d'une puissance de deuxième ordre. En même temps que sa situation mondiale, son ordre social sera ébranlé.

Les tendances centrifuges de l'empire britannique résultent de la disproportion entre la puissance réelle de la métropole et son héritage historique. Par des réarmements gigantesques, la métropole veut prouver aux colonies et aux dominions qu'elle seule est capable de garantir leur inviolabilité. Les dépenses pour la défense de l'empire grandissent plus vite que le profit qui en

résulte. Une telle façon d'administrer mène inévitablement à la faillite. La nouvelle guerre signifiera pour la Grande-Bretagne affaiblissement et ruine. L'effondrement de cette puissance impérialiste ouvrirait, à son tour, une époque d'ébranlements sociaux. La guerre aura des conséquences sensibles pour chaque pays. Dans l'angoisse et les tourments, le monde entier changera de face.

Notre pronostic peut paraître sombre. Ce n'est pas notre faute : sur la palette de notre époque, il n'y a ni rose, ni bleu ciel. Nous sommes obligés de tirer des conclusions des faits, et non de nos propres désirs. Le vieux Spinoza enseignait avec justesse : ni rire ni pleurer, mais comprendre¹⁶.

16. Trotsky cite souvent cette phrase de Baruch *Spinoza* (1632-1677) dont il n'est pas certain qu'il ait lu le travail dont elle est extraite.

[EXCUSES]¹

(10 août 1937)

Cher Docteur Adler²,

Veillez excuser mon long silence. Comme vous le savez, nous étions tous ici totalement pris par les travaux de la commission. Depuis le mois de mai, j'étais souffrant et j'ai dû cesser pratiquement tout travail. Je n'ai pas envoyé jusqu'à présent les procurations demandées, car je considérais qu'il était plus indiqué d'attendre les résultats de la commission d'enquête de New York avant de relancer les procès européens³. La commission d'enquête internationale doit se réunir en septembre à New York de sorte qu'on est en droit d'attendre une décision définitive pour septembre-octobre.

En tout état de cause, je vous remercie à nouveau très chaleureusement pour tous les efforts que vous déployez.

Avec mes salutations distinguées.

1. Lettre à Jan G. Adler (7281), traduite de l'allemand, avec la permission de la Houghton Library.

2. Jan G. Adler (1907-1973) était avocat à Prague et le beau-frère du dirigeant trotskyste J. Kopp. Il avait commencé à travailler, avec le grand avocat F. Bill, au procès en diffamation que Trotsky avait voulu intenter à Prague aux journaux staliniens de l'I.C. et du P.C. tchécoslovaque. Il avait persévéré lorsque le grand avocat, impressionné par les menaces dont il était l'objet et le cambriolage de son bureau, avait renoncé.

3. Trotsky avait décidé depuis plusieurs mois de ne pas donner suite à son intention de faire des procès à Prague et en Suisse et de tout miser sur la commission Dewey. Il n'avait donc pas envoyé à l'avocat de Prague les pièces qui lui auraient permis d'ester en son nom.

[JOIE ET GRATITUDE]¹

(10 août 1937)

Cher Ami,

Ai reçu avec gratitude et joie les documents que vous avez envoyés, ainsi que votre dernière lettre du 22.7². Votre état d'esprit optimiste me rassure beaucoup. Nous espérons tous ici que cet état d'esprit n'est pas d'origine purement subjective.

Je vous envoie ci-joint ma lettre à l'ancien député au Reichstag allemand Wendelin Thomas à propos de la question de Cronstadt qui vous intéresse³. Ma réponse est beaucoup trop courte, insuffisante. Mais en ce moment je n'ai rien d'autre sous la main. Dès que cela me sera possible, j'écrirai bientôt plus longuement à ce sujet. Malheureusement, je ne dispose guère moi-même de documents.

Je vous ferai parvenir mon article sur la question de la guerre. Peut-être vous sera-t-il utile ?

J'ai l'intention d'étudier prochainement tous les documents que je pourrai me procurer sur l'Espagne. Peut-être écrirai-je sur ce sujet un long article. Malheureusement, ce n'est pas encore sûr.

Le travail de la commission s'est mis en route. La commission plénière commencera probablement à siéger en septembre, de sorte qu'on peut attendre une décision définitive pour cet automne.

1. Lettre à Erwin Wolf (10881), traduite de l'allemand, avec la permission de la Houghton Library.

2. Erwin Wolf se trouvait en Espagne où il s'était rendu au lendemain des journées de mai pour tenter de réorienter la section espagnole.

3. Dans sa lettre du 22 juillet, Wolf indiquait qu'il lui semblait nécessaire que Trotsky revienne par écrit sur la question de l'insurrection de Cronstadt en 1921 car la conception qu'on en avait en Espagne constituait un obstacle pour gagner les ouvriers anarchistes.

Votre remarque à propos de « la très courageuse compagne » nous a fort réjouis. Natalie pense toujours avec amour et tendresse à « la petite Hj(ørdis) »⁴. Moi aussi d'ailleurs.

Tout le monde à la maison vous adresse son salut le plus cordial et vous souhaite un tas de bonnes choses⁵.

4. Hjørdis Knudsen, (cf. n. 3, p. 163), devenue la compagne de Wolf l'avait accompagné dans sa dangereuse mission espagnole.

5. Wolf ne reçut jamais cette lettre. Au moment où Trotsky l'écrivait, son ancien collaborateur était déjà aux mains du G.P.U. qui allait le faire disparaître.

[LES AMIS NORVÉGIENS]¹

(10 août 1937)

Cher Ami,

Il semble que vous n'avez pas reçu une lettre en français que je vous ai adressée il y a quelques semaines.

Le discours de Knudsen ainsi que votre courte lettre à Jan viennent de nous parvenir². Le livre de Meyer est également arrivé³. L'attitude courageuse de Knudsen m'a réjoui, je n'ai pas besoin de vous le dire. Par ce même courrier, j'écris quelques lignes à Meyer. Le fait que le vieux Scheflo⁴, malgré la maladie qui le paralyse, se batte avec tant de courage, est vraiment magnifique et ne peut qu'augmenter la sympathie que nous éprouvons ; Natalia et moi, pour cet ami valeureux.

Nous avons, avec Jan [Frankel], donné à M. Støylen les explications et documents nécessaires⁵. Bien que nous n'ayons de sa part aucune confirmation, j'espère que tout est arrivé à temps.

1. Lettre à W. Held (8518), traduite de l'allemand, avec la permission de la Houghton Library.

2. Held avait envoyé à Frankel le texte du discours de Knudsen au Storting (parlement) lors du débat sur l'affaire Trotsky, qu'il avait traduit en allemand.

3. Håkon Meyer (né en 1896), vieux militant du D.N.A., directeur du Théâtre national, s'était personnellement lié à Trotsky pendant son séjour norvégien et venait de publier un livre accablant sur l'attitude du gouvernement socialiste (cf. n. 2, p. 257).

4. Olav Scheflo (1883-1959) s'était lié à Trotsky quand il avait représenté à Moscou le D.N.A., alors membre de l'I.C. Organisateur et dirigeant du P.C. norvégien après la rupture du D.N.A. avec l'I.C., il était revenu à son ancien parti après avoir été exclu du P.C.N. dans le cours de la « troisième période ». Journaliste à Kristiansand, il avait beaucoup fait pour obtenir le visa en 1935 et contre la politique gouvernementale à l'égard de Trotsky ensuite.

5. Il s'agissait de l'affaire des impôts.

Avec toute mon amitié et mon affection pour Synnøve et pour vous, je signe pour Natalia et moi.

P.-S. Nous allons nous efforcer de dénicher mon livre relié toile et je l'enverrai avec plaisir à Helge Krog⁶.

6. Helge Krog (1889-1962), écrivain, dramaturge et romancier, collaborateur de la revue *Mot Dag* (L'Aube), avait traduit *Ma Vie* en norvégien. Il avait pris nettement position contre la persécution de Trotsky en Norvège et publié des articles retentissants.

[COUP D'ŒIL RÉTROSPECTIF SUR LA NORVÈGE]¹

(10 août 1937)

Cher Camarade Meyer,

Merci beaucoup pour votre livre². C'est une chose vraiment singulière : je vivais tranquillement en Norvège, sans attirer l'attention de personne, comme si j'avais été au Mexique, et le gouvernement a pourtant réussi à me faire expédier au Mexique, faisant de moi dans une certaine mesure un facteur de la politique intérieure norvégienne³. Cette « dialectique » est le produit du cerveau tout à fait dialectique de ces M. Trygve Lie et consorts.

Au Mexique, nous vivons sans être aucunement inquiétés. Le gouvernement fait tout pour faciliter notre séjour dans le pays. Nous supportons assez bien le climat. Je puis mener le combat contre les crimes de Moscou à visage découvert. Comme vous voyez, je n'ai aucune raison de me plaindre.

De temps à autre, je reçois du matériel sur ce qui se passe en Norvège pour laquelle je conserve toujours un vif intérêt. J'ai même constamment à portée de la main l'*Ibsen* dont vous m'avez fait cadeau⁴ et je l'ouvre souvent avec joie pour me remettre en mémoire les Konstad⁵, Trygve Lie et compagnie.

1. Lettre à H. Meyer (9056), traduite de l'allemand, avec la permission de la Houghton Library.

2. Sous le titre *Bak Moskvaprozessene* (Derrière les Procès de Moscou), Håkon Meyer avait réuni une série d'articles et essais de lui-même, Trotsky, Adler, De Brouckère, Inge Scheflo, S. Schwarz, etc. et il venait d'en adresser un exemplaire à Trotsky.

3. Après le départ de Trotsky s'était créée en Norvège une section de la L.C.I. Déjà Helge Krog avait ironisé sur ce résultat inattendu de la politique gouvernementale, dans un article dans *Dagbladet* du 24 mai 1937.

4. H. Meyer avait offert à Trotsky en octobre 1936 une édition allemande des œuvres du dramaturge norvégien Henrik *Ibsen* (1828-1906) dont il avait été et était resté un grand admirateur.

5. Leif Ragnvald *Konstad* (1889-194 ?) était depuis 1928 le chef du bureau des passeports de Norvège et depuis 1934 sympathisant — peut-être secrètement

P.-S. Vous avez peut-être appris qu'on a arrêté en Tchécoslovaquie un émigré allemand du nom d'A. Grylewicz⁶, et qu'on l'a accusé d'espionnage. Je connais très bien Grylewicz depuis ma dernière émigration. C'est un véritable prolétaire, un combattant inflexible, un homme d'un caractère irréprochable. Il est absolument certain que toute l'affaire a été montée par le G.P.U.⁷. Ces crapules veulent appliquer d'abord les méthodes de Moscou dans les pays qui leur sont soumis, l'Espagne et la Tchécoslovaquie⁸, afin d'empoisonner complètement par ce moyen le mouvement ouvrier en Europe et dans le monde entier.

membre — du Rassemblement national, le parti nazi de Quisling. Il avait été le geôlier en chef de Trotsky pendant son internement à Sundby, après avoir été l'un des hommes qui avaient le plus poussé à cet internement.

6. Anton Grylewicz (1885-1971), ouvrier, militant socialiste en 1912, avait été à Berlin pendant la guerre l'un des animateurs du réseau des « délégués révolutionnaires » qui avait dirigé plusieurs grèves. Dirigeant de l'organisation berlinoise du parti social-démocrate indépendant, il avait été l'un des artisans des journées de janvier 1919. Partisan de l'adhésion à l'I.C., il avait été un des chefs de file de la « gauche » du P.C. unifié à partir de décembre 1920 et avait pris part à Moscou aux préparatifs de l'insurrection d'octobre 1923. Exclu du K.P.D. en 1927, il avait participé à la fondation du Leninbund dont il s'était séparé en février 1930 pour participer à la fondation de l'Opposition de gauche unifiée allemande. Réfugié à Prague en mars 1933, il militait sous le nom de *Zeman*. Il avait été arrêté le 12 juillet sous l'inculpation de menées politiques « interdites aux réfugiés » et inculqué le 19 d'espionnage au profit de l'Allemagne placé ensuite au secret. Le point sur cette affaire a été fait par P. Broué, « Procès manqué à Prague : l'affaire Grylewicz », *Cahiers Léon Trotsky* (n° 3, 1979, pp. 141-150).

7. Selon les documents mentionnés dans l'article (cf. n. 6), l'affaire reposait sur une provocation préparée à Moscou et soigneusement contrôlée par Staline en personne. Une valise avait été placée dans l'appartement de Grylewicz par un de ses camarades, vraisemblablement agent du G.P.U., et elle contenait des documents « compromettants », en réalité de médiocres faux. Grylewicz devait finalement être libéré, mais son arrestation et l'absence d'informations concernant son « affaire » avaient terrorisé bien des membres du comité contre les procès de Moscou, lequel ne se remit pas, à Prague, de cette provocation manquée !

8. L'Espagne et la Tchécoslovaquie étaient sinon « soumises », du moins dépendantes de l'aide militaire soviétique. Cependant l'échec de l'affaire montée contre Grylewicz indique que la Tchécoslovaquie n'était pas au point atteint par l'Espagne.

[L'ARTICLE SUR LA GUERRE]¹

(10 août 1937)

Cher Camarade Walker,

Je vous envoie trois copies de mon article sur la guerre et une explication sur sa longueur². En même temps, j'en envoie les textes russe et anglais à Vanzler au cas où une incompréhension de la traduction exigerait une comparaison avec le russe.

Des camarades américains qui sont ici en ce moment m'ont dit que certains camarades étaient troublés par le fait que mon article allait paraître dans *Liberty*. J'envoie copie de cette lettre au camarade Cannon. Il va sans dire qu'il faut éviter toute initiative qui vaudrait des difficultés politiques à nos camarades, surtout maintenant qu'ils sont sous le feu³. Je demande au camarade Cannon de vous téléphoner tout de suite à ce sujet. Si sa réponse est négative, veuillez transmettre le manuscrit à M. Collins. J'espère que l'article sera placé alors dans quelque mensuel, bien qu'à des conditions moins favorables.

Mes salutations les plus chaleureuses à Madame George, Adelaïde et vous.

1. Lettre à C. M. Walker (10754), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Cf. pp. 231-251.

3. Le 19 juin, le comité exécutif national du Socialist Party, sous la pression d'Altman, avait voté l'incompatibilité entre l'appartenance au parti et l'appartenance à des « comités pour une quatrième ou une nouvelle Internationale ». Le 6 juillet, le comité de ville de New York avait exclu James Burnham pour un article intitulé « La Politique de Jack Altman ». Le 9 août, Altman avait fait exclure 54 militants trotskystes du « local » de New York. La bataille était engagée.

DISCUSSION SUR LA QUESTION CHINOISE¹

(11 août 1937)

*Li Furen*². — *La question que je veux poser en premier est celle qu'a ébauchée dans une courte thèse un de nos camarades chinois : lorsque l'occasion s'en présente, notre organisation doit-elle prendre l'initiative de former des organisations anti-japonaises dans les localités où il n'en existe pas encore ? Le C.C. de notre organisation est divisé sur cette question. Les uns prétendent que de telles organisations ne pourraient se distinguer en rien des organisations analogues comme la Ligue anti-impérialiste, la Ligue contre la Guerre et le Fascisme³, etc. Les adversaires de cette position disent qu'à présent, alors que le mouvement ouvrier est largement passif, que l'activité des masses s'exprime principalement dans l'activité anti-japonaise, les révolutionnaires doivent former de telles organisations afin de conduire les masses au combat et de les empêcher de tomber sous l'influence d'organisations politiques bourgeoises et petites-bourgeoises⁴.*

Trotsky. — Pouvez-vous nous donner un aperçu approximatif des forces du P.C., des syndicats, du « Troisième parti », s'il

1. Sténogramme d'une discussion sur la question chinoise reproduit dans *Internal Bulletin* Organizing Committee for the Socialist Convention, New York, n° 3, décembre 1937. Traduit de l'anglais. Les participants à la discussion étaient Trotsky, Li Furen, Jack Weber, Rae Spiegel, qui prit les notes.

2. Li Furen était, selon le catalogue de Harvard, le pseudonyme de C. Frank Glass. L'activité de la section chinoise avait été désorganisée en 1932 par l'arrestation de Chen Duxiu, Peng Shutse et autres dirigeants. Le travail avait reposé tout entier sur les épaules de *Chen Qizhang* (1905-1943), ancien dirigeant des étudiants de Pékin, cadre du P.C. jusqu'à son exclusion en 1930 pour ses liens avec le groupe de Chen Duxiu. Liu Renjing avait recruté quatre étudiants à Pékin : une « nouvelle direction » avait, début 1935, exclu plusieurs anciens dont Chen Qizhang et Yi Kuan. La crise avait été surmontée, mais les « jeunes dirigeants » avaient été arrêtés à leur tour.

3. Il s'agit d'organisations dites « de masse », c'est-à-dire sur une base large, mais contrôlées par l'I.C.

4. C'était la proposition faite par Chen Qizhang.

existe⁵ ; et quelle est la force des organisations du Salut national ?

Li Furen. — Le P.C., en dehors des districts « soviétiques » — qui ne s'appellent d'ailleurs plus « soviétiques »⁶ — a pratiquement cessé d'exister en tant que parti. A Shanghai, qui était auparavant le principal centre d'activité du parti, il existe un appareil, mais pas d'organisation du parti. L'organe illégal du parti a cessé de paraître depuis longtemps. Des représentants du parti ont pris part au mouvement de grève récent, mais seulement pour le saboter. Par exemple, une filature de soie était en grève et l'on a vu un représentant des staliniens déclarer au cours d'une réunion que la tâche principale du prolétariat était de « sauver le pays » de l'impérialisme japonais. Un ouvrier lui a répondu : « Il me semble que notre première tâche est de nous sauver nous-mêmes car nous sommes en train de crever. » Les staliniens ont lancé le mot d'ordre : « Pas de grèves dans les usines appartenant à des Chinois ! » Ceci achève le processus d'isolement des ouvriers commencé après la défaite de la révolution de 1927⁷.

Il est très difficile d'évaluer la situation réelle dans les districts « soviétiques », du fait de la censure exercée sur les informations par le gouvernement du Guomintang. Mais nous avons des raisons de croire qu'il y existe très peu de différence entre le P.C. et l'appareil gouvernemental « soviétique ». La principale force de l'Armée « rouge »⁸ (récemment été rebaptisée « Armée populaire

5. Le « troisième parti » était né en exil de l'initiative de militants de la gauche du Guomintang partisans de l'alliance avec le P.C. et il était attaqué par l'un et par l'autre.

6. Les unités de l'armée du Guomintang qui s'étaient mutinées en 1928 ou 1929, les unités partisans formées par les communistes qui avaient fui des villes, avaient abouti à la formation, dans les montagnes de zones libérées qu'on appelait « bases rouges ». Une dizaine de millions de Chinois vivaient en 1930 dans ces territoires, surtout au Jiangxi. Les organisations locales chargées du pouvoir mises en place par le P.C. avaient été appelées « soviets ». Après deux reports successifs, le 1^{er} congrès des soviets de Chine s'était réuni le 7 novembre 1931 à Juichin au Jiangxi et avait adopté une « Constitution provisoire de la république chinoise des soviets ». Dès décembre 1935, programme et vocabulaire avaient été modifiés dans la perspective de la constitution d'un « front uni » contre les Japonais. Ce n'est néanmoins formellement que le 15 septembre 1937 que la « république soviétique » disparut.

7. Allusion à l'écrasement du P.C. chinois, pris par surprise à Shanghai par son allié Tchiang Kai-chek après des années de subordination politique à ce dernier, exigée par l'I.C.

8. Les unités militaires de la « république soviétique » s'étaient appelées « armées rouges » au temps de la politique de la « troisième période ». Elles ne portaient plus que des numéros d' « armées de marche ».

anti-japonaise ») est concentrée actuellement dans la partie nord-est de la province du Shenxi, au nord-ouest de la Chine.

Si l'on prend une bonne moyenne des différentes évaluations qui ont été faites, cette force compte environ 80 000 hommes, qui n'ont pas tous des armes modernes. Il existe en outre quelques armées plus petites et des bandes de partisans paysans qui opèrent dans des provinces comme le Fujian et le Henan. Selon le président Mao Tsé-toung⁹, le gouvernement « soviétique » ne peut exercer sur elles aucun contrôle direct, de sorte qu'elles pratiquent des expropriations de terres et d'autres mesures de révolution agraire, en contradiction avec la nouvelle ligne de collaboration de classes du P.C. Le parti a complètement capitulé devant le Guomindang, demandant humblement qu'en échange, le gouvernement du Guomindang veuille bien mener une lutte « sincère » contre l'impérialisme japonais, cesser la guerre civile « contre son propre peuple », inaugurer un régime « démocratique » et libérer les prisonniers politiques. Il est impossible de dire si un accord formel a été conclu entre le P.C. et le Guomindang.

Quand le P.C. fit ses premières ouvertures au Guomindang, ce dernier a carrément demandé une capitulation sans conditions, affirmant qu'en dehors de la liquidation du gouvernement « soviétique », de la dissolution de l'Armée « rouge » et de l'abandon complet par le P.C. de sa politique de lutte de classes, rien ne serait acceptable. Qu'on soit arrivé à une sorte d'« accord », cela apparaît dans les rapports qui disent que le gouvernement de Nankin¹⁰ a envoyé argent et provisions — motos, munitions et vivres — dans les territoires « soviétiques » du Shenxi du nord-est. Rien n'indique que la base de l'Armée « rouge » ait manifesté une quelconque opposition au nouveau cours de capitulation de la direction. Mais il faut rappeler ici que ces troupes sont très différentes de celles qui ont défendu le territoire soviétique du Jiangxi contre les attaques successives de Nankin entre 1930 et 1935¹¹, jusqu'au moment où elles ont été contraintes de l'évacuer à

9. Mao Tsé-toung (nouvelle translittération Mao Zedong) (1893-1976) avait été gagné au marxisme, alors qu'il était bibliothécaire adjoint à l'université, par les professeurs Chen Duxiu et Li Dazhao. Délégué au congrès de fondation du P.C. il avait été ensuite suppléant à l'exécutif du Guomindang. Membre du C.C. en 1928, commissaire de la « 1^{re} armée rouge », il avait été élu président de la république soviétique chinoise à sa fondation le 7 novembre 1931. Ce n'est qu'en 1935 qu'il était devenu le dirigeant incontesté du P.C.C.

10. Le gouvernement de Tchiang Kai-chek était installé alors à Nankin.

11. Il s'agit de ce que l'historiographie chinoise appelle « les cinq campagnes d'encercllement et d'« anéantissement ». Pour la dernière, les troupes nationalistes disposaient d'un million de soldats — cinq contre un — et de tout un matériel moderne.

l'été 1935. Pendant la « Longue Marche »¹² du Jiangxi au Shenxi, beaucoup de combattants temporaires ont quitté ses rangs ou ont été tués¹³ et leur place a été prise par de jeunes recrues issues de la paysannerie pauvre des localités traversées par l'armée en retraite, qui voyaient dans l'Armée « rouge » un moyen d'emplir leur bol de riz. Ces troupes de moindre qualité se sont révélées plus maniables pour le P.C. que l'armée qui avait quitté le Jiangxi avec une tradition de lutte.

Il n'existe guère de véritables syndicats — d'organisations volontaires des ouvriers — que dans quelques industries, bien qu'il y ait eu récemment ici ou là des tentatives pour en créer. Le gouvernement du Guomindang a promulgué en 1929 une loi syndicale qui donnait au gouvernement, comme en Allemagne et en Italie, le droit d'inspecter et de contrôler les organisations d'industrie des ouvriers. Des « syndicats » ont été formés en conséquence, mais qui ne sont que des agences gouvernementales au sein de la classe ouvrière. Leurs bureaux sont actifs, peuplés de fonctionnaires, mais les réunions sont rares. Il est très rare qu'un syndicat officiel appelle à la grève et, quand une grève éclate pour de bon, l'appareil syndical se contente d'essayer d'obtenir un compromis. Les ouvriers n'ont donc pas d'organisations propres.

Le « troisième parti » est un groupement politique peu nombreux dont l'attention est centrée sur la question agraire. Il a été constitué en Europe par les débris du Guomindang de gauche échoués après l'effondrement du gouvernement de Wuhan en 1928. Parmi ses premiers adhérents se trouvait Tan Pingshan¹⁴, ce dirigeant droitier du P.C. qui avait été ministre de l'agriculture dans le gouvernement de Wuhan. Ce parti fit son entrée sur la scène chinoise au début de 1930 sous la direction de Deng Yanda¹⁵, lequel venait précisément à l'époque de rentrer de

12. La légende de la « Longue Marche » est venue couvrir la réalité d'un « grand déménagement », une retraite précipitée dans des conditions terribles sur presque 12 000 kilomètres.

13. L'armée du 1^{er} front, dirigée par Mao Tsé-toung, avait perdu la moitié de ses effectifs de départ (30 000 hommes) et recruté 20 000 volontaires.

14. On avait appelé « Guomindang de gauche » la fraction du Guomindang regroupée en 1927 contre Tchiang Kai-chek autour de Wang Jingwei qui avait installé le gouvernement à Wuhan et avait conservé des ministres communistes quelques mois après le « coup » de Shanghai. La plupart des dirigeants du Guomindang de gauche avaient émigré ensuite. Tan Pingshan (1887-1956), dirigeant communiste, avait été ministre de l'agriculture dans le gouvernement de Wuhan et, agissant sur les instructions de l'I.C., y avait combattu la révolution agraire. Rendu responsable de cette politique, il avait quitté le P.C. et rallié le Guomindang de gauche.

15. Deng Yanda (1888-1931), collaborateur de Sun Yat-sen puis de Tchiang Kai-chek, avait été responsable politique de l'académie militaire de Huangpu.

Moscou où Staline, disait-on, lui aurait offert de succéder à Chen Duxiu¹⁶ à la tête du parti communiste chinois. Deng [Yanda] a été exécuté par Tchiang Kai-chek à la fin de 1930. Le « troisième parti », qui propose un programme agraire de réformes et des plans pour le développement du « capitalisme national » par la lutte contre l'impérialisme, n'est jamais parvenu à se développer : obligé de vivre hors la loi sous la dictature du Guomindang, il avait son siège et le centre de toute son activité dans la colonie britannique de Hong Kong. Dans le domaine de la politique agraire, il a été incapable de concurrencer le P.C. pour la direction des paysans puisque le P.C. menait une politique d'expropriation des terres. Mais il a obtenu un nouveau droit à la vie quand le P.C., à la suite des décisions du VII^e congrès de l'I.C., a jeté par-dessus bord son programme de révolution agraire¹⁷. Le troisième parti critique maintenant le P.C. « de la gauche » et l'accuse d'avoir traîtreusement abandonné la cause de la paysannerie.

L'organisation « fasciste » à laquelle se réfère la résolution n'est pas réellement une organisation fasciste. Le mot de « fasciste » vient de son nom, puisqu'elle est connue sous celui de « chemises bleues ». Les Chemises bleues ne sont pas un parti, mais une organisation de Tchiang Kai-chek, créée avec l'objectif d'appuyer son pouvoir à l'intérieur et à l'extérieur du Guomindang et du gouvernement.

Puis il s'était opposé à Tchiang et avait été l'un des rares à s'opposer à la capitulation de Wang Jingwei devant lui et à l'abandon de l'alliance communiste. Il avait émigré en U.R.S.S. et était revenu en 1930 à Shanghai où il travaillait à l'organisation clandestine du « troisième parti ». Les autorités de la concession française de Shanghai l'avaient livré à Tchiang qui l'avait fait exécuter.

16. Chen Duxiu (1879-1942), célèbre professeur et animateur du mouvement démocratique, notamment à travers la revue *Chiang-nian* devenue en 1916 *Xing Ching-nian* (La Jeunesse, puis La Nouvelle Jeunesse), un des inspirateurs du « Mouvement du 4 mai », avait été l'un des fondateurs et le premier secrétaire général du P.C. chinois jusqu'en 1927 et avait appliqué à son corps défendant une politique dictée par l'I.C. qu'il n'approuvait pas. En 1929, il avait rejoint l'Opposition de gauche et fondé avec 81 de ses proches camarades la société Proletariat. Lors du congrès de fusion et de la constitution de la Ligue communiste en tant que section de l'Opposition de gauche internationale, il en avait été élu secrétaire général, fonction qu'il allait conserver jusqu'à son arrestation en août 1932. Il était très hostile, non seulement à Liu Renjing, son adversaire de toujours, mais aussi aux étrangers, Glass et Isaacs, qu'il appelait « les chevelus ».

17. En février 1937, les communistes assuraient au gouvernement Tchiang qu'ils s'engageaient à cesser toute confiscation de terres. Le tournant s'était produit avec l'inévitable décalage dans le temps à la suite de la décision du 7^e congrès de l'I.C. : c'était en septembre 1936 que l'expression de « république démocratique » avait recouvert sans explications celle de « république soviétique ».

L'une de leurs tâches a été d'assassiner les adversaires de Tchiang. Tchiang gouverne par une dictature militaire et n'a pas besoin d'un mouvement fasciste sur le modèle allemand ou italien. La petite bourgeoisie, surtout les paysans, est hostile à la dictature de Tchiang et ne peut devenir — pas maintenant en tout cas — une base sociale pour le fascisme. Les staliniens, dans la mesure où ils exercent encore une certaine influence sur la paysannerie et la petite bourgeoisie des villes, aident par leur politique de collaboration de classes à les repousser sous l'influence de Tchiang. Mais les Chemises bleues, aujourd'hui, en tant qu'organisation du pouvoir de Tchiang, ne recrutent leurs adhérents que dans l'appareil gouvernemental du Guomindang bien qu'elles aient réussi à influencer les couches supérieures de nombre d'associations étudiantes, surtout à Shanghai.

L'Association du Salut national est une organisation patriotique fédérale qui a son siège à Shanghai. Elle comprend les sociétés patriotiques locales d'étudiants, d'instituteurs, de petits hommes d'affaires et, dans certains cas d'ouvriers, bien qu'ils soient rares. La direction se compose exclusivement d'éléments de la petite bourgeoisie supérieure, proche de la grande bourgeoisie. Cette association est la manifestation actuelle du mouvement patriotique né de la main-mise du Japon sur la Mandchourie en 1931-1932. Il s'était constitué à l'époque un mouvement étudiant de grande ampleur. Des milliers d'étudiants désertaient les cours, s'emparaient des trains et allaient à Nankin protester contre la politique gouvernementale de non-résistance à l'invasion japonaise. L'ampleur des manifestations qui s'ensuivirent effraya le gouvernement, mais, lorsque les étudiants furent près de trouver une base avec l'appui des ouvriers et autres catégories d'exploités, il prit son courage à deux mains et en finit par la force avec ce mouvement. Dans les années suivantes, jusqu'en 1936, le mouvement étudiant s'éteignit presque, malgré la poursuite de l'agression japonaise. En 1936 cependant, le Japon devint plus exigeant dans ses revendications en Chine du Nord et Song Zheyuan¹⁸, chef de l'administration de Nankin dans ces territoires, lui fit de nombreuses concessions économiques. Cela provoqua une renaissance du mouvement étudiant, et Song fut la cible de gigantesques manifestations

18. Song Zheyuan (1885-1940), général commandant la XXIX^e armée, avait été placé par Tchiang Kai-chek, dans le cadre de sa politique de concessions aux appétits japonais, à la tête du « conseil politique du Hubei-Chahar » qui organisait à part depuis décembre 1935 les cinq provinces du Nord. C'était d'ailleurs la constitution de ce conseil qui avait déclenché les gigantesques manifestations étudiantes du « mouvement du 9 décembre ».

étudiantes. Mais les staliniens, qui avaient alors dans le Nord une assez grande influence, sabotèrent le mouvement, en affirmant que les étudiants portaient atteinte à l' « union nationale » en manifestant contre Song. Ils dirent aux ouvriers que Song était obligé de faire des concessions au Japon parce que le peuple ne le soutenait pas suffisamment. Et cela tua le mouvement. On entendait des étudiants dire : « Si les communistes ne nous guident pas, qui le fera ? »

Entretiens avaient surgi, à Shanghai et ailleurs, des organisations du Salut formées surtout d'étudiants, d'intellectuels et en général de petits bourgeois avec même quelques représentants de la grande bourgeoisie. Des ouvriers, peu nombreux, adhérèrent également à ces organisations patriotiques qui, finalement, donnèrent naissance à l'Association du Salut national. Au sein de cette association apparurent deux politiques. Les éléments réactionnaires, qui prédominaient, l'orientèrent vers le soutien du gouvernement Guomindang, arguant qu'il fallait l'aider à combattre le Japon. Leurs adversaires disaient que le gouvernement vendait le pays au Japon et qu'il fallait le critiquer et le combattre pour éviter de nouvelles trahisons. Zhang Naiqi, le principal dirigeant de l'organisation, eut une entrevue à Nankin avec Tchiang Kai-chek et l'on pensa qu'il s'était engagé à appuyer le gouvernement sans réserves. Cette initiative provoqua une scission, les éléments anti-Nankin abandonnant toute activité. Fait assez singulier : Tchiang Kai-chek fit arrêter tous les dirigeants, Zhang Naiqi compris, mais ils ont été récemment libérés¹⁹.

Trotsky. — Sur ordre de Tokio ?

Li Furen. — C'était l'avis général puisque Tokio avait protesté à plusieurs reprises contre « l'activité anti-japonaise organisée ». Mais ce fut également une mesure de précaution de la part de Tchiang. Après l'arrestation de ses dirigeants, l'A.S.N. s'effondra virtuellement car c'étaient les emprisonnés qui contrôlaient ses finances, avaient ses dossiers, etc. D'autres membres de l'association rendirent visite aux dirigeants en prison, leur demandant de leur remettre ce contrôle, mais ils refusèrent, considérant l'association comme leur propriété privée. L'association n'a jamais été

19. L'Association du salut national, animée au début par des étudiants s'était élargie ensuite à d'autres milieux. C'est en mai 1936 qu'elle s'était officiellement constituée en fédération nationale sous la direction de Zhang Naiqi.

formellement interdite, mais ses dirigeants arrêtés ont été accusés d'avoir « mis l'existence de la République en danger » et d'avoir entretenu des relations avec le P.C. — avec lequel Nankin négociait à cette époque ! Au domicile d'un des dirigeants arrêtés, Tzu Taofen²⁰, on avait trouvé un exemplaire de notre journal La Lutte et cela devait servir à prouver l'accusation selon laquelle ils mettaient en danger la république ! Il n'y a pas grand-chose à dire des organisations affiliées à l'A.S.N. en province. Shanghai a été le principal centre du mouvement, les associations fédérées n'ont la plupart du temps servi qu'à ramasser de l'argent. L'influence stalinienne sur l'A.S.N. était considérable et elle s'employait à orienter l'organisation vers le Guomindang.

Trotsky. — Je ne vois pas clairement le contenu concret de cette discussion. Si les dirigeants de l'organisation du Salut ont été arrêtés, il est clair qu'une organisation anti-japonaise bâtie par nos camarades ne pourrait avoir d'existence légale ; elle devrait donc être illégale.

Li Furen. — Les tenants de cette idée pensent que nous pourrions obtenir d'autres collaborations pour donner à ces organisations anti-japonaises une base légale. Nous pourrions alors avoir des fractions à l'intérieur.

Trotsky. — Oui, si nous pouvions y avoir une fraction illégale. Mais alors je ne saisis pas bien le point de divergence : elles portent seulement sur l'initiative à prendre pour créer de telles organisations là où elles n'existent pas. Je ne vois pas bien pourquoi cette question est au premier plan et non celle de la participation au mouvement gréviste qui doit avoir en Chine une très grande importance. Si c'était une organisation de masses légale, je pourrais comprendre ce point de vue, mais, comme la question est posée, je proposerais plutôt à ceux qui en sont partisans d'essayer de le faire et on verrait le résultat. C'est une question de possibilités. Quelle expérience pratique ont-ils à cet égard ? Quel est l'événement concret qui a enclenché cette discussion ?

Li Furen. — La question a surgi quand nous avons élaboré un projet de résolution politique, un document qui avait pour but de

20. Nous ne savons rien de plus sur Tzu Taofen, dirigeant de l'association du salut national.

donner à nos camarades des directives politiques. On y disait que nos camarades devaient prendre part aux travaux des organisations patriotiques pour gagner à notre drapeau leurs meilleurs éléments. D'autres soutenaient que, s'il était juste de participer aux organisations existantes, alors il le serait aussi de former des organisations de ce type pour les conquérir.

Trotsky. — Nous pouvons entrer dans des organisations religieuses pour y faire du travail anti-religieux, mais cela ne signifie pas que nous devrions constituer des organisations religieuses.

Li Furen. — Mon avis sur cette proposition, c'est qu'elle révèle l'impatience de nos camarades. Notre travail est maintenant très difficile et peu spectaculaire. Les camarades sont las d'être un petit groupe éditant un petit journal. Ils voudraient sauter par-dessus cette période. Leur proposition de former des organisations anti-japonaises est un produit de leur recherche de contacts plus faciles avec les masses.

Trotsky. — Cette attitude comporte des pièges, elle peut devenir dangereuse. Je trouve peu de choses dans la thèse sur le travail syndical, sur la nécessité de s'organiser pour répandre la propagande syndicale et pour être prêts à prendre la tête quand la grève éclate. Je crois que c'est mille fois plus important que de créer ou de discuter la création d'organisations du Salut. Naturellement, au cas où la situation actuelle conduirait directement à une grande guerre entre le Japon et la Chine, la question de la guerre deviendra le centre d'attention de l'activité du peuple tout entier et par là de la classe ouvrière. Dans ce cas, il ne nous serait pas nécessaire de prendre l'initiative de créer des organisations patriotiques. Elles surgiraient de terre de tous côtés. Notre devoir serait, de l'intérieur comme de l'extérieur, de détacher les ouvriers de la bourgeoisie, d'assurer l'armement des ouvriers et aussi de défendre les intérêts matériels des ouvriers et des soldats : ne pas abandonner le droit de grève, même pendant la guerre, quand les industries de guerre prospéreront et rapporteront aux bourgeois patriotes des profits formidables.

La question de la reprise économique n'est pas suffisamment traitée dans les thèses politiques : elle est négligée. J'ai écrit, en 1931-1932, je crois, aux camarades chinois, une lettre dans laquelle je disais que, si pendant quelques années, il n'y avait pas un essor du mouvement ouvrier, l'Armée rouge allait dégénérer.

Ce n'est que quand s'amorcera un régime économique, disais-je, que le mouvement ouvrier pourra reprendre vie et soutenir l'Armée rouge. Le pronostic de l'impossibilité d'une reprise économique — c'était l'idée de Nel Sih²¹ était faux : il disait que le régime militaire rendait absolument impossible une reprise. J'ai écrit alors au sujet de la nécessité et de l'importance qu'il y avait à étudier sur cette question et sur la possibilité — le caractère inéluctable — d'une reprise économique, particulièrement en Chine. C'est un fait aujourd'hui.

Au cours de ces derniers mois, il y a eu des correspondances très intéressantes sur les investissements de capital étranger en Chine. Il est vrai qu'elle ne constitue pas une arène sûre. Mais en existe-t-il ? Relativement, la Chine est aujourd'hui un champ d'attraction pour le capital étranger. Malgré sa mauvaise situation, la France a envoyé à Nankin 400 millions de francs pour soutenir sa monnaie. La Tchécoslovaquie a investi en Chine par l'intermédiaire de son gouvernement. Le résultat est qu'au cours des dernières années, Nankin a fait preuve d'une certaine stabilité. C'est un fait, Nankin a une certaine autorité, le soutien du gouvernement britannique. Le fait est que la Grande-Bretagne est un facteur économique et politique très important dans le pays, par l'intermédiaire du gouvernement de Nankin. La France ne s'est pas contentée de donner 400 millions, elle a investi des capitaux dans la construction de chemins de fer. Bien que le correspondant officiel du Comité des Forges²² écrive : « Nous devons être très prudents, la stabilité n'est pas absolue, à chaque moment ce peut être la catastrophe », c'est un fait que le Capital se tourne vers la Chine où il existe une relative « prospérité ». Il est possible que nous assistions à un afflux de capitaux étrangers vers la Chine et qu'elle puisse réaliser maintenant d'importants progrès, des progrès capitalistes naturellement, en se transformant en un pays plus colonial. Mais il

21. Nel Sih était l'un des nombreux pseudonymes du dirigeant chinois Liu Renjing (né en 1899). Etudiant à Moscou, gagné à l'Opposition de gauche, Liu était revenu en 1929 en passant par Paris, où il avait rencontré Rosmer, puis Prinkipo. Arrivé en Chine, il avait fait beaucoup d'efforts pour se présenter en porte-parole de Trotsky et pour écarter Chen Duxiu de l'unification. Du coup, il s'était trouvé à l'écart de la direction. Il était revenu en 1934, appuyé sur H. R. Isaacs, chez qui il habitait et à qui il traduisait les matériaux nécessaires à *La Tragédie de la Révolution chinoise*, et c'est lui qui avait inspiré les mesures d'exclusion des anciens du début 1935. Il avait été arrêté au cours de l'année. En prison, en 1937, il devait renier non seulement le trotskysme, mais le marxisme. On ne le savait pas alors, bien que ce fût chose faite.

22. Il s'agit probablement du correspondant du journal français *Le Temps*.

existe avec l'Inde une différence importante : là, c'est la Grande-Bretagne qui gouverne et décide, tandis qu'en Chine, il y a plusieurs impérialismes, ce qui donne au gouvernement plus de marge de manœuvre — et aux mouvements révolutionnaires également. Cela nous donne les coudées franches. Si nous étions au pouvoir, nous manœuvrerions entre les impérialistes japonais et britanniques.

Ces symptômes, s'ils sont exacts, signifient qu'il y a maintenant en Chine une reprise économique importante et cela ouvre la perspective d'une renaissance du mouvement ouvrier. L'ouvrier qui répondait : « D'abord nous sauver nous-mêmes » avait raison. Nous ne devons pas nous mettre à construire des organisations anti-japonaises — bien entendu, nous sommes pour l'indépendance de la Chine —, mais comprendre que la tâche la plus importante réside dans le travail syndical. La reprise de l'industrie, de la vie économique, ranime les syndicats. Toutes nos énergies doivent être concentrées sur le mouvement gréviste. La résolution ne mentionne la reprise qu'avec un certain embarras, comme si cette réalité contredisait notre pronostic. Nous devons souligner le fait qu'il y a reprise, que les capitalistes, les banquiers, les compradores²³, font en Chine des affaires excellentes, tandis que les ouvriers crèvent.

Dans la thèse se trouve le mot d'ordre : « Pour une guerre immédiate contre l'impérialisme japonais. » Je ne crois pas que nous puissions lancer un tel mot d'ordre. En février, il y avait préparation à la guerre ; aujourd'hui aussi. Nous parlions à cette époque et nous parlons aujourd'hui de « guerre immédiate ». La question de la guerre ne dépend pas de nous, elle sera résolue par les circonstances. La meilleure préparation à la guerre, c'est la création de comités syndicaux et une organisation de parti, une propagande systématique pour l'affranchissement du joug de tous les impérialismes, en particulier de l'impérialisme japonais, non par des manœuvres diplomatiques, mais par une lutte militaire révolutionnaire, une guerre du peuple chinois contre les impérialistes. Ce qui importe, c'est de créer un point d'appui qui, avec le temps, puisse devenir une base pour la mobilisation populaire, plutôt que de lancer le mot d'ordre de guerre immédiate. Ce dernier mot d'ordre peut devenir aventuriste.

23. Le mot désigne la bourgeoisie indigène totalement dépendante des impérialistes étrangers.

Li Furen. — *Ce mot d'ordre est destiné à contraster avec la position de Tchiang Kai-chek. Il dit qu'il se prépare à la guerre. D'où notre mot d'ordre pour la guerre immédiate contre le Japon.*

Trotsky. — Le danger, c'est que vous renforcez la position de Tchiang par un tel mot d'ordre. La question de la préparation nous offre des possibilités d'agitation, de dénonciation de sa politique. Je puis dire, par exemple que, dans les circonstances données, le 3 février, nous pouvions commencer la guerre²⁴, mais le mot d'ordre de « guerre immédiate » n'est pas réaliste dans ces conditions. Pourquoi la question du Japon est-elle une question de lutte armée immédiate et qu'en est-il à l'égard des autres impérialismes ? Il faut dire que tous les impérialismes sont des brigands qui ne diffèrent guère que par leurs procédés. Nous ne renonçons pas au droit d'opposer un impérialisme à l'autre et d'utiliser leurs antagonismes, mais seul un gouvernement révolutionnaire du peuple est capable de le faire sans devenir l'instrument d'un impérialisme contre un autre. Le gouvernement actuel ne peut s'opposer à l'impérialisme britannique. On m'objectera que les bolcheviks ont utilisé aussi un impérialisme contre un autre : pourquoi critiquer notre bloc avec la Grande-Bretagne ? Un bloc dépend du rapport de forces ; si je suis le plus fort, je puis m'en servir à mes propres fins, mais si je suis le plus faible, je deviens un instrument. Seul un gouvernement révolutionnaire peut être le plus fort.

Dans les thèses, le terme de « patriotes » est employé pour désigner les staliniens et les organisations du Salut. Et en même temps, ces thèses reconnaissent la nécessité de combattre pour l'indépendance du pays. C'est « patriote ». C'est une question de vocabulaire. Nous ne refusons pas aux ouvriers le droit d'être patriotes vis-à-vis d'un Etat ouvrier, ni à un peuple colonial celui de l'être contre ses impérialistes. Il y a là une grande différence dans l'emploi du terme de « patriote » : les organisations ouvrières du Japon n'ont pas le droit d'être patriotes, mais celles de Chine l'ont.

Les staliniens utiliseront ces erreurs dans notre vocabulaire. Si nous ne l'utilisons pas correctement, ce mot peut revêtir une énorme importance dans notre lutte contre les staliniens. Je me garderais bien, en Chine, d'employer ce mot dans un sens insultant ou ironique et je pourrais dire à Tchiang : « Vous

24. Probablement Trotsky fait-il allusion à la constitution au Japon d'un gouvernement entièrement contrôlé par les chefs militaires.

voulez être un patriote, mais vous êtes anti-patriote car la bourgeoisie, les compradores ne peuvent que trahir le pays ». Je dirais : « Tchiang Kai-chek ne peut sauver la patrie, mais les ouvriers le peuvent par leur propre mouvement, en mobilisant les masses autour de leur avant-garde, le parti révolutionnaire ». Nous disons : « C'est nous qui sommes les véritables patriotes. Mais il faut intégrer tout cela au contenu de la lutte révolutionnaire, de la lutte de classes, etc. »

La question des Etats-Unis ne tient guère de place dans vos thèses. La question des rapports entre l'impérialisme japonais et la duplicité britannique est fort bien traitée : tous ces actes anti-japonais pour finalement conclure avec lui un accord. Mais la question des Etats-Unis est très importante, surtout aujourd'hui où il y a un changement d'attitude de leur part, une concentration de leur flotte dans le Pacifique, la fortification des îles, la question de la pêche, de l'Alaska, celle des Philippines : ces questions peuvent prendre un caractère très aigu quand la « prospérité rooseveltienne » volera en éclats. Le pacifiste humanitaire Wilson²⁵ a poussé les Etats-Unis dans la guerre ; on constate la même chose avec Roosevelt²⁶. Il promettait à son pays un sort, une destinée nouvelle. Sa transfusion de sang a eu quelque effet. Il a encore trois ans. Si, pendant ces trois ans, il y a un changement de la conjoncture, comme le Capital a un bon flair, il le saura avec un an d'avance. Tout ce mouvement sera gigantesque. La question chinoise sera la principale arène. Pourquoi la Grande-Bretagne ne souhaite-t-elle pas conclure maintenant des accords avec les Etats-Unis face à l'agression du Japon ? Parce que ce serait la victoire de la force prédominante.

Il serait bon d'introduire dans les thèses un mot sur les Etats-Unis qui peuvent devenir un facteur décisif en Chine contre le Japon — un des facteurs possibles de la guerre mondiale. J'ai été étonné que les Etats-Unis n'aient pas une grande influence sur la lutte antijaponaise. C'est parce que l'impérialisme américain était en somnolence pendant la crise. Mais il est en train de modifier cette politique poltronne d'expectative.

Li Furen. — L'abstention américaine résulte d'une politique délibérée. Washington commence par consolider ses positions en

25. Thomas Woodrow Wilson (1856-1924), président des E.U. en 1912, réélu en 1916, fut l'instigateur de l'entrée de son pays dans la guerre et l'auteur d'un programme de paix « démocratique ».

26. Franklin D. Roosevelt (1882-1945) avait déjà été deux fois élu à la présidence des Etats-Unis en 1932 et 1936.

Amérique du Sud (union pan-américaine) et accroître ses armements. Ensuite, il lui sera possible de tenter des accords avec le Japon ; si nous acceptons cette interprétation de la position américaine, l'intervention américaine en Extrême-Orient ne se fera pas attendre longtemps.

Trotsky. — Ce n'est pas en contradiction avec ce que je viens de dire. Mais Washington n'a pas en main tous les facteurs : une crise aiguë peut imposer un tournant. Vous parlez de perspective à long terme. Quel terme ? Il y a des programmes d'armements sur trois, quatre ans et on verra alors plus ou moins un nouveau programme mondial des Américains. Il est possible que cela se fasse d'ici deux à trois ans pour démontrer à la Grande-Bretagne la supériorité technique américaine.

Weber²⁷. — La Chine a maintenant l'étalon-or. A travers le programme naval et son accélération, le programme d'aviation, les Etats-Unis se sont dressé nettement contre le Japon.

Li Furen. — La prépondérance de l'influence britannique et japonaise en Chine a empêché les Etats-Unis d'y prendre pied réellement. Par exemple, c'est la Grande-Bretagne qui a fait abandonner à la Chine l'étalon-argent et lui a fait réformer son système monétaire.

La Grande-Bretagne investit aussi des capitaux. L'énorme indemnité pour la révolte des Boxers²⁸ que la Chine paie annuellement à la Grande-Bretagne est maintenant renvoyée et investie dans la construction de chemins de fer et autres entreprises, employée à l'envoi de matériel dans des usines britanniques. L'intervention américaine en Chine, ces derniers temps, a pris surtout la forme de démarches diplomatiques qui n'ont pas été très fermes. Comme preuve de la faiblesse actuelle des positions américaines en Chine, on peut mentionner le fait que le Japon a réussi à empêcher la Pan-American Airways d'établir en Chine le terminus de ses lignes transpacifiques et que cette compagnie a été obligée d'aller à la colonie portugaise de Macao. Le Japon a également obligé Nankin à renoncer à un contrat avec la MacKay

27. Louis Jacobs, dit Jack Weber (né en 1896) était un vétéran de l'Opposition de gauche. Il était le mari de Sara qui avait été secrétaire de Trotsky en France et en Turquie. Tous deux étaient venus en visite au Mexique.

28. La « révolte des Boxers » fut un soulèvement contre les puissances étrangères en 1899-1900, à la suite duquel la Chine fut obligée de payer de très lourdes indemnités.

Radio Corporation d'Amérique. La position des Etats-Unis en Chine a été très faible ces derniers temps et il n'existe aucun signe de son renforcement.

Trotsky. — La seule puissance qui a utilisé la période de crise pour une politique d'agression a été le Japon — puis l'Italie en Abyssinie²⁹. L'Allemagne ne l'a utilisée que pour les armements. Tous les autres pays, par exemple la Grande-Bretagne, avaient la possibilité d'influencer la Chine puisqu'elle possédait là une base très ancienne, mais elle était totalement paralysée sur le plan international. Baldwin, dans son fameux discours stupide a dit : « Je ne peux pas dire toute la vérité sur ma faillite »³⁰. Et sur la question d'Espagne : France et Grande-Bretagne ont été impuissantes. La position des Etats-Unis en Chine a été analogue à celle de la Grande-Bretagne en Espagne : expectative et lâcheté.

Mais, pour le Japon, le succès serait aussi le plus lourd des fardeaux. La Grande-Bretagne a des difficultés aux Indes, bien qu'elle y soit installée depuis des siècles. Mais la Chine est un pays de 400 millions d'habitants. Et maintenant, les quatre provinces du Nord ! Si un pauvre petit pays comme le Japon domine la Chine au voisinage de l'Union soviétique, en concurrence avec la Grande-Bretagne et face à la grosse menace des Etats-Unis, tout cela réveillera le peuple chinois — et la reprise économique l'a rendu plus puissant qu'en 1926-1927. C'est la nouvelle conjoncture qui est pour la Chine une sorte de révolution industrielle. Elle promet un nouveau soulèvement patriotique. Pour le Japon, même la Corée peut devenir un piège. Même dans la perspective d'une guerre contre l'Union soviétique, le Japon devrait avancer dans la direction d'Irkoutsk. En Mandchourie vivent 30 millions de Chinois tout à fait hostiles au Japon. Je crois que les stratèges bourgeois apprécient de façon totalement erronée la situation militaire du Japon au cours d'une guerre mondiale, parce qu'ils n'envisagent pas la possibilité de mouvements nationaux révolutionnaires et que la majorité d'entre eux sont pleins de réminiscences de la guerre russo-japonaise. Mais il y a une grande différence : la Mandchourie était alors un petit peuple de 5 millions d'habitants et elle compte aujourd'hui 30 millions de paysans authentiquement chinois. En

29. L'Italie avait conquis l'Abyssinie en 1935-1936.

30. Nous n'avons pu retrouver le discours précis de Baldwin auquel Trotsky fait allusion ici.

tout cas, on peut s'attendre à ce que la Chine oppose une plus grande résistance. Nous sommes maintenant devant une période très importante de l'histoire chinoise.

Li Furen. — Il est intéressant de remarquer que les capitaux étrangers en Chine sont très largement, sinon principalement, investis dans les communications et d'abord les chemins de fer. Cependant les chemins de fer en Chine facilitent le commerce des produits manufacturés étrangers. Ainsi ces investissements, loin de développer l'économie chinoise, aident à la vente de produits étrangers.

Trotsky. — Cette influence a un caractère dialectique. En Russie aussi on a commencé par la construction des chemins de fer. L'année 1905 a été une révolution de chemins de fer. Nous avons aussi une grande industrie, mais le développement industriel principal a commencé après 1905, dans la période 1909-1914. Les étrangers construisaient des chemins de fer, donnaient au pays un caractère plus centralisé, un pouvoir gouvernemental. Le gouvernement, en retour, devint plus indépendant du capital étranger — la lutte douanière de Witte³¹. Le gouvernement de Nankin est aujourd'hui soutenu politiquement par la Grande-Bretagne mais, précisément, les chemins de fer donneront au gouvernement de Nankin une base réelle et il deviendra plus indépendant de la Grande-Bretagne. La grève générale en Russie en 1905 a été d'abord une grève des chemins de fer : la paralysie des chemins de fer est un fait capital.

Rae Spiegel. — N'est-il pas également vrai que l'attitude apparemment passive des Etats-Unis à l'égard du Japon en Chine s'explique par le fait qu'ils cherchent une base à partir de laquelle combattre le Japon, d'où leurs relations avec la Russie ?

Trotsky. — Oui, c'est la dernière période de la politique de « splendide isolement » des Etats-Unis. Le prémice d'un tournant a été constituée par la reconnaissance de l'U.R.S.S. par Roosevelt³². Les relations se sont ensuite refroidies, mais il y a de nouveau un rapprochement et la visite à Vladivostok d'une

31. Sergei I. Witte (1849-1915), ancien ministre des finances, était président du conseil en 1903 et fut congédié par le tsar en 1906.

32. Le gouvernement américain avait reconnu le gouvernement soviétique le 17 novembre 1933.

escadre de la flotte américaine a une grande importance symbolique. Naturellement, l'affaire du procès des généraux³³ a constitué un obstacle pour les Etats-Unis, car ils se sont demandés si l'U.R.S.S. était un allié auquel on pouvait se fier. Mais ce ne fut qu'un épisode. Ils commencent à abandonner la politique du « splendide isolement » et il y a avec l'U.R.S.S. un rapprochement très prudent mais évident et qui n'est pas dirigé seulement contre le Japon, contre la Grande-Bretagne aussi.

Et puis il y a la question de la politique nationale de la bourgeoisie chinoise elle-même. L'affirmation catégorique des thèses selon laquelle Tchiang ne luttera jamais contre le Japon n'est pas correcte. Les considérations politiques générales sont justes, et bien formulées : la ligne de classe et la lutte contre le Japon. Mais nous disions pareillement pendant la lutte contre le tsarisme : nos libéraux et notre bourgeoisie sont absolument incapables de lutter et, en essence, c'était juste. Mais quand la bourgeoisie a dû choisir entre la monarchie ou la mort, elle a abandonné le palais des tsars à son triste destin. La Douma passa dans l'opposition, les bourgeois participèrent à la révolution, ils tuèrent Raspoutine³⁴ et c'était le début de la séparation d'avec la famille impériale. La bourgeoisie chinoise ne peut pas lutter librement contre l'impérialisme, car il lui faut mobiliser les masses et c'est très dangereux. Mais le capital étranger et les masses chinoises peuvent créer une situation dans laquelle la bourgeoisie chinoise n'ait guère le choix. Pour la même raison que, maintenant, la bourgeoisie chinoise est contrainte de soutenir l'impérialisme japonais, elle peut rompre avec lui au dernier moment, pour se sauver elle-même et ainsi nous aider. C'est ainsi qu'en Russie les bourgeois, en février 1917, ont essayé de sacrifier la monarchie pour assurer leur propre salut et que Rodzianko³⁵ devint alors le chef de la « révolution », le « Mirabeau »³⁶ russe. La bourgeoisie chinoise, pour assurer son propre salut, peut sacrifier les garnisons japonaises, les banques, les

33. Trotsky fait allusion à l'exécution en juin des principaux chefs de l'Armée rouge, Toukhatchevsky, Iakir, etc.

34. Grigori I. Novikh, dit *Raspoutine* (1872-1916) était un pope aventurier, guérisseur, dont les « dons » lui avaient valu une influence énorme sur la tsarine. Il fut assassiné à la suite d'un complot de cour.

35. Mikhail V. *Rodzianko* (1859-1924), chef des octobristes, chercha en 1917 à s'allier aux cadets pour obtenir du tsar une Constitution : il contribua ainsi à sa chute qu'il voulait empêcher.

36. Honoré Riqueti, comte de *Mirabeau* (1749-1791), noble et député du Tiers-Etat en 1789, n'était partisan que de réformes, mais contribua, sans l'avoir voulu, à abattre la monarchie.

intérêts japonais, mais sauver ses propres intérêts : ce sont des amis très proches, mais ils ne sont pas les mêmes et il ne faut pas les mettre dans le même sac.

Encore un mot sur une question de terminologie : le terme de « petite bourgeoisie » n'est employé dans les thèses qu'au sens de petite bourgeoisie urbaine. Mais la paysannerie est aussi une partie de la petite bourgeoisie — une partie fort différente, mais de la même classe. Ici, on oppose la paysannerie à la petite bourgeoisie, mais on ne dit pas clairement que c'est à la petite bourgeoisie *urbaine* qu'on l'oppose.

Que signifie pour la Chine le mot d'ordre : « A bas la préparation de la nouvelle guerre mondiale ! » ? Nous devons être *prêts* pour la nouvelle guerre mondiale. Nous devons exiger une armée révolutionnaire du peuple, l'armement des ouvriers et des paysans de Chine. La politique de Tchiang Kai-chek est la politique de soumission à la Grande-Bretagne. Tchiang Kai-chek sera l'instrument de la Grande-Bretagne dans la deuxième guerre mondiale. Notre mot d'ordre devra être : « A bas la politique de Tchiang qui transforme la Chine en un instrument abject de la Grande-Bretagne ! » Notre devoir est de préparer un gouvernement ouvrier et paysan.

Le mot d'ordre « Unité avec l'Union soviétique », « avec le prolétariat du monde entier » devrait être plutôt « Unité avec le prolétariat du monde entier et alliance avec l'Union soviétique sur la base d'un programme concret dans l'intérêt de la libération de la Chine ». L'Union soviétique, maintenant, c'est la bureaucratie : aucune confiance aveugle dans l'Union soviétique !

Li Furen. — *Si le gouvernement de Nankin fait alliance avec l'Union soviétique et si cette alliance était telle qu'elle nuise aux intérêts de la Chine et ne bénéficie qu'à l'Union soviétique, quelle attitude devrions-nous avoir à son égard ?*

Trotsky. — Une alliance militaire contre le Japon serait dans tous les cas préférable pour la Chine, même avec la bureaucratie telle qu'elle est. Mais nous devrions dire alors que nous exigeons de l'Union soviétique des livraisons de munitions et d'armes pour les ouvriers et les paysans ; créer des comités spéciaux à Shanghai, dans les centres ouvriers ; il faudrait élaborer le traité non seulement avec le Guomindang, mais avec les organisations ouvrières et paysannes. Nous exigeons que la bureaucratie soviétique proclame qu'à la fin de la guerre, aucune portion du

territoire chinois ne sera occupée sans le consentement du peuple chinois, etc.

Li Furen. — *Pensez-vous donc que l'Union soviétique puisse être capable de mener une politique impérialiste ?*

Trotsky. — Si elle est capable de monter des procès fabriqués, d'assassiner des révolutionnaires, elle est capable de tous les crimes. Maintenant, sur le caractère international de la révolution. On va nous demander : « Comment, vous, un pays arriéré, pouvez-vous commencer une révolution alors que les défaites se succèdent dans les autres pays ? Pouvez-vous avoir une dictature du prolétariat au moment où la contre-révolution l'emporte dans d'autres pays ? » Nous devons répondre : « Oui, car notre révolution, même si elle n'est qu'en partie victorieuse, provoquera des mouvements au Japon et dans d'autres pays. Et ne mettez pas l'accent à ce point sur l'influence que les autres révolutions peuvent avoir sur la Chine, mais sur l'influence que la révolution chinoise aura sur les autres pays. »

Ensuite, nous devons recommander à nos camarades d'être aussi conspiratifs que possible. Maintenant, avec l'accord de Staline et Tchiang Kai-chek, ils peuvent être tous massacrés du jour au lendemain : ils doivent être très conspiratifs. Aucun mouvement au monde n'a jamais été persécuté autant que le nôtre. Si l'alliance se conclut, on assassinera Chen Duxiu. Il faut lancer un mouvement en sa faveur : c'est vous qui devez en prendre l'initiative.

Ne peut-on créer à New York une commission sur la question chinoise et la question coloniale en général, pour élaborer des résolutions en vue du prochain congrès de la IV^e Internationale ? Le secrétariat international a décidé de convoquer une conférence internationale en octobre³⁷, mais, personnellement, je trouve cette date trop rapprochée. Nous devons avoir la conférence pour un parti indépendant aux Etats-Unis³⁸. Il faudra reporter la conférence internationale en janvier ou en février³⁹.

37. Il s'agissait d'une conférence de toutes les sections du mouvement pour la IV^e Internationale qui avait été fondé en juillet 1936 : notons que Trotsky n'emploie jamais l'expression et parle plutôt de « IV^e Internationale ».

38. La conférence qui devait créer le Socialist Workers Party aux Etats-Unis était prévue pour la fin décembre 1937.

39. En fait, la conférence internationale dut finalement être renvoyée au mois de septembre 1938.

[CAMPAGNE URGENTE]¹

(11 août 1937)

CAMPAGNE IMMÉDIATE ASSASSINAT NIN URGENTE STOP DIRIGER
ATTAQUE CONTRE ALTMAN² AGENT ET COMPLICE POLITIQUE MEUR-
TRIERS STALINIENS

1. Télégramme à J. P. Cannon (7502), traduit de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Jack Altman, secrétaire du parti à New York et champion d'une politique de Front populaire avait pris la tête de la campagne pour l'exclusion des trotskystes du parti et l'avant-veille avait réussi à obtenir 53 exclusions dans la ville de New York. Il avait pris secrètement des contacts avec le P.C.A.

LE COMMENCEMENT DE LA FIN¹

(août 1937)

Dans tous les domaines de la vie sociale et politique, la bureaucratie est devenue pour le pays une cause d'affaiblissement, de démoralisation et d'humiliation. Tout d'abord dans l'économie. Les accusations de sabotage prodiguées en tout sens ont désorganisé les administrations. Toute difficulté réelle est interprétée comme une faute personnelle. Toute faute devient, dès que l'on y trouve intérêt, sabotage. Chaque région, chaque rayon a fusillé son Piatakov local. Les ingénieurs des services du plan, les directeurs des trusts et des entreprises, les contremaîtres tremblent pour leur vie. Personne ne consent à accepter une responsabilité quelconque. Tout le monde a peur de prendre la moindre initiative. Mais on peut aussi se faire fusiller pour manque d'initiative. L'hypertension du despotisme conduit à l'anarchie. L'économie soviétique a besoin de démocratie non moins que de bonnes matières premières ou d'huiles de graissage. Le système stalinien n'est qu'un sabotage universel de l'économie.

La situation est pire encore, si c'est possible, dans le domaine de la culture. La dictature de l'ignorance et du mensonge étouffe et emprisonne la vie spirituelle de 170 millions d'individus. Les récents procès, avec les épurations malhonnêtes dans leurs buts et leurs méthodes, ont définitivement instauré le règne du commérage, de la délation, de la lâcheté, de la vilénie. L'école soviétique ne vicie pas moins l'esprit de l'enfant que le séminaire catholique, dont elle ne diffère que par une stabilité moindre. Les écrivains, les pédagogues, les savants tant soit peu

1. *Biulleten Oppositsii* n° 58/58, septembre-octobre 1937. Traduction du russe revue et révisée. La date du 12 juin, qui avait été retenue par Louis Sinclair ne peut être conservée, ce texte faisant une allusion à l'assassinat de Nin, qui ne fut arrêté que quatre jours après et dont l'assassinat ne fut connu qu'en août.

doués et indépendants, sont intimidés, persécutés, arrêtés, déportés — quand ils ne sont pas fusillés. Le cancre doublé d'un gredin l'emporte sur toute la ligne. Il trace son itinéraire à la science et dicte aux arts les règles de la création. La presse soviétique répand une oppressante odeur de putréfaction.

Que pourrait-il y avoir de plus déshonorant que l'indifférence de la bureaucratie à l'égard du prestige international du pays ? Les hommes de la grande bourgeoisie internationale et les états-majors de toutes les puissances connaissent bien mieux que la plupart des organisations ouvrières, trompées par leurs dirigeants, les dessous des impostures judiciaires et des purges de Moscou. Comment les augures capitalistes doivent-ils considérer un gouvernement « socialiste » qui s'embarque dans des aventures aussi malpropres ? A Berlin et à Tokyo en tout cas, on ne peut pas ignorer que les accusations de trahison lancées contre les trotskystes et les généraux rouges sont pur galimatias. Nous n'avons évidemment pas à nous faire d'illusions sur la moralité des gouvernements allemand, japonais et autres. Il s'agit non de rivaliser dans l'application des dix commandements, mais d'apprécier la stabilité du régime soviétique. Le gouvernement de Moscou sort totalement déshonoré des procès qu'il organise. Ses ennemis, de même que ses alliés éventuels, évaluent sa puissance bien au-dessous de ce qu'elle était avant la dernière épuration. Et leur évaluation, à son tour, devient un facteur essentiel des regroupements internationaux. Le gouvernement de l'U.R.S.S. recule cependant pas à pas devant son adversaire le plus faible, le Japon. Les articles et les discours criards qui accompagnent les capitulations ne trompent personne. L'oligarchie moscovite, faisant la guerre à l'intérieur, n'est pas en état de la faire à l'extérieur. L'abandon des îles de l'Amour a délié les mains au Japon vis-à-vis de la Chine. Il est assez probable que Litvinov² avait été chargé de dire aux diplomates japonais : « Faites en Chine ce qu'il vous plaira, mais laissez-nous tranquilles ; nous n'interviendrons pas. » La clique dirigeante se moque de tout ce qui n'est pas sa propre conservation.

Non moins funeste est l'action diplomatique poursuivie par l'Internationale communiste. Jamais l'Angleterre ni la France n'auraient réussi à imposer à l'Espagne révolutionnaire un gouvernement de contre-révolution bourgeoise comme le cabinet

2. Maksim M. Wallach dit *Litvinov* (1876-1951), membre du parti depuis 1898, longtemps représentant bolchevique à l'étranger, était commissaire du peuple aux affaires étrangères depuis 1930.

Negrín³. Les diplomates de Londres et de Paris ont dû, cette fois, utiliser le mécanisme de transmission de l'Internationale dite communiste. Le principal objectif de Staline, lequel cherche à gagner la confiance des bourgeoisies anglaise et française, a toujours été d'empêcher les travailleurs d'Espagne d'entrer dans la voie de la révolution socialiste. L'aide donnée par Moscou au gouvernement de Front populaire de la péninsule a été conditionnée par l'exigence d'une répression plus énergique du mouvement révolutionnaire. Comme il fallait s'y attendre, la lutte contre les ouvriers et les paysans à l'arrière a conduit inévitablement à la défaite sur le front. Contre Franco⁴, la camarilla moscovite est tout aussi impuissante que contre le Mikado. Et, de même qu'en U.R.S.S. Staline a besoin de boucs émissaires sur qui se débarrasser de ses propres péchés, de même les défaites qu'il a provoquées en Espagne par une politique réactionnaire à l'arrière l'ont obligé à chercher le salut dans l'extermination de l'avant-garde révolutionnaire.

Les méthodes de l'amalgame et du faux, élaborées à Moscou, ont été transportées toutes faites à Barcelone et à Madrid. Les leaders du P.O.U.M., que l'on ne pourrait accuser que d'opportunisme et d'irrésolution face à la réaction stalinienne, ont été tout d'un coup proclamés « trotskystes » et, bien entendus, alliés du fascisme. Les agents du G.P.U. en Espagne ont « découvert » des lettres écrites à l'encre sympathique, qu'ils avaient eux-mêmes fabriquées, établissant, conformément aux règles de l'imposture moscovite, la liaison des révolutionnaires avec Franco. Il ne manque pas de misérables pour exécuter ces sanglantes besognes. L'ex-révolutionnaire Antonov-Ovseenko⁵, qui s'est repenti en 1927 de ses péchés d'opposition, et fut pris en 1936 d'une mortelle angoisse à l'idée d'échouer, lui-même sur le banc des accusés, avait déclaré dans la *Pravda* qu'il était prêt à étrangler les trotskystes de « ses propres mains ». On a immédia-

3. Juan Negrín López (1889-1956), professeur de médecine, socialiste de droite, ministre des finances dans le gouvernement de Largo Caballero, avait été le candidat du P.C. et des partis républicains à sa succession. Président du conseil des ministres le 17 mai, il s'engageait aussitôt dans la répression : Gorkin était inculpé dans son discours du 1^{er} mai et *La Batalla* suspendue le 26 mai.

4. Ces documents étaient bien entendu des faux, et des faux grossiers. La version les accréditant a été répandue dans *L'Humanité* par son « correspondant » spécial, Georges Soria (cf. *Cahiers Léon Trotsky*, n° 3 et 9).

5. Vladimir A. Antonov-Ovseenko (1884-1938), ancien officier mutiné à la tête de ses troupes en 1906, condamné à mort, avait collaboré avec Trotsky en exil. Il avait été le commandant de l'assaut du Palais d'Hiver, puis le responsable politique de l'Armée rouge. Membre de l'Opposition de gauche, il s'était « repenti » en 1928.

tement envoyé cet individu à Barcelone sous le masque de consul, en lui indiquant qui étrangler. L'arrestation de Nin⁶, sur la base d'une accusation manifestement fausse, son enlèvement et mystérieux assassinat sont l'œuvre d'Antonov-Ovseenko. Mais l'initiative (évidemment) ne lui en revient pas : des entreprises aussi importantes ne sont réalisées que sur ordre direct du « secrétaire général »...

Staline a besoin d'amalgames en Europe pour détourner l'attention de sa politique internationale essentiellement réactionnaire et pour rendre plus crédibles les amalgames trop grossièrement fabriqués en U.R.S.S. Le cadavre défiguré de Nin doit servir à prouver... que Piatakov s'est bien rendu à Oslo. Ces sortes d'affaires ne se bornent pas à l'Espagne. On en prépare depuis longtemps d'analogues dans d'autres pays. L'émigré allemand Anton Grylewicz, vieux révolutionnaire irréprochable, a été arrêté en Tchécoslovaquie comme suspect... d'intelligence avec la Gestapo⁷. Le dossier de l'accusation a été sans nul doute fabriqué par le G.P.U., et remis par lui tout prêt à la police tchèque, complaisante. Les trotskystes, vrais ou prétendus tels, sont surtout persécutés dans les pays qui ont eu le malheur de tomber sous la dépendance de Moscou : Espagne, Tchécoslovaquie. Ce n'est qu'un début. A la faveur des complications internationales, Staline, utilisant le personnel à tout faire de l'Internationale communiste et les ressources d'une production d'or accrue, compte bien arriver à imposer ses méthodes dans d'autres pays. En tous lieux, la réaction ne demande qu'à se débarrasser des révolutionnaires, surtout si c'est un gouvernement « révolutionnaire » étranger, qui se charge de commettre les faux et les assassinats, avec le concours d' « amis » de l'intérieur payés sur son budget.

Le stalinisme est le fléau de l'U.R.S.S. et la lèpre du mouvement ouvrier international. Il n'est rien dans le domaine des idées. Mais en revanche c'est une formidable machine qui exploite la dynamique de la plus grande révolution sociale et la tradition de son héroïsme victorieux. Du rôle créateur de la violence révolutionnaire à un certain moment de l'Histoire, Staline, avec l'empirisme borné qui le caractérise, a déduit la toute-puissance de la violence en général. Sans s'en rendre compte lui-même, il est passé de la violence révolutionnaire

6. Tout ce passage a été ajouté au texte, car, à la date du 12 juin, Nin n'était pas encore arrêté.

7. Sur l'affaire Grylewicz, cf. n. 6. p. 258.

exercée contre les exploités à la violence contre-révolutionnaire exercée contre les travailleurs. Ainsi s'accomplit, sous les anciennes formules, la liquidation de la révolution d'Octobre.

Personne — pas même Hitler — n'a porté au socialisme de coups aussi mortels. Hitler attaquait les organisations ouvrières de l'extérieur. Staline les attaque de l'intérieur. Hitler détruit le marxisme. Staline, en outre le prostitue. Aucun principe ne demeure intact ; aucune idée qui ne soit souillée. Les mots mêmes de socialisme et de communisme sont gravement compromis depuis que des gendarmes que nul ne contrôle, brevetés « communistes », appellent socialisme le régime qu'ils imposent. Ecœurante profanation ! La caserne du G.P.U. n'est pas l'idéal pour lequel se bat la classe ouvrière. Le socialisme signifie un régime d'une transparence parfaite au sein duquel les travailleurs s'administrent eux-mêmes. Le régime stalinien se fonde sur le complot des gouvernants contre les gouvernés. Le socialisme signifie l'acheminement incessant vers l'égalité. Staline a érigé un système de privilèges scandaleux. Le socialisme a pour objectif le développement complet de la personne. Où et quand la personnalité humaine a-t-elle été outragée comme en U.R.S.S. ? Le socialisme ne vaudrait rien sans des rapports désintéressés, honnêtes, humains, entre les hommes. Le régime stalinien a imprégné les rapports sociaux et individuels de mensonge, d'arrivisme et de trahison. Staline ne détermine pas les chemins de l'Histoire ; nous connaissons les causes objectives qui ont préparé la réaction en U.R.S.S. Mais ce n'est pas sans raison que Staline s'est trouvé au sommet de la vague thermidorienne. Il a su donner aux appétits voraces de caste nouvelle la plus funeste expression. Il n'est pas responsable de l'Histoire. Mais il est responsable de ce qu'il fait et de son rôle dans l'Histoire. C'est celui d'un criminel dont les crimes sont d'une ampleur telle que le dégoût se transforme en horreur.

Les codes les plus sévères n'offrent pas de châtimens suffisants pour les dirigeants de Moscou et d'abord pour leur chef. Si nous avons néanmoins mis maintes fois en garde la jeunesse soviétique contre le terrorisme individuel qui naît si facilement de la terre russe, pétrie d'arbitraire et de violence, ce ne fut pas pour des raisons morales, mais en vertu de considérations politiques. Les actes de désespoir ne changent rien au système et ne font que faciliter pour les usurpateurs de sanglantes répressions. Même jugés sous l'angle de la « vengeance », les attentats ne sauraient nous donner satisfaction. Que signifie la perte d'une dizaine de hauts bureaucrates devant les crimes de la

bureaucratie ? Il s'agit de mettre à nu les criminels devant la conscience de l'humanité, et de les jeter ensuite aux poubelles de l'Histoire. Nous ne saurions nous contenter de moins.

La bureaucratie soviétique, comme la bureaucratie nazie, compte, il est vrai, sur un règne de mille ans. Les régimes ne succombent, pense-t-elle, que s'ils manquent d'énergie dans la répression. La recette est simple : en faisant tomber à temps toute tête douée de pensée critique, on assure la pérennité du régime. Pendant une certaine période, la bureaucratie soviétique, remplissant des fonctions relativement progressistes — analogues, dans une large mesure, à celles que la bureaucratie capitaliste a autrefois remplies en Occident —, Staline obtint des succès vertigineux. Cette période a été brève. Au moment précis où Staline arrivait à se convaincre de l'invincibilité de sa « méthode », la bureaucratie soviétique achevait sa mission et commençait à pourrir, dès sa première génération. D'où les nouveaux procès, les nouvelles accusations contre ses adversaires, tout ce qui paraît au philistin moyen choir d'un ciel pourtant serein.

La sanglante épuration a-t-elle renforcé ou affaibli le pouvoir de Staline ? La presse mondiale donne sur ce point des affirmations équivoques et ambiguës. Les procès falsifiés de Moscou ont d'abord amené tout le monde à penser qu'un régime obligé de recourir à de semblables mises en scène ne pourrait être de longue durée. Mais la presse la plus conservatrice, dont les sympathies furent toujours acquises à la caste dirigeante soviétique dans sa lutte contre la révolution, n'a pas tardé à évoluer. Staline avait liquidé l'Opposition, rajeuni le G.P.U., supprimé les généraux indociles — et le peuple gardait le silence : il affermissait donc son pouvoir. Ces deux appréciations paraissent à première vue judicieuses. Mais ce n'est qu'à première vue.

La signification sociale et politique des épurations est évidente : la couche dirigeante élimine quiconque lui rappelle le passé révolutionnaire, les principes du socialisme, la liberté, l'égalité, la fraternité, les tâches pendantes de la révolution mondiale. La férocité des répressions atteste de la haine de cette caste privilégiée pour les révolutionnaires. En ce sens, l'épuration augmente l'homogénéité de la couche dirigeante et semble bien raffermir le pouvoir de Staline.

Affermissement seulement apparent. Staline lui-même demeure malgré tout le produit de la révolution. Son entourage immédiat, le soi-disant bureau politique, est formé d'hommes assez insignifiants, mais dans leur majorité, liés au bolchevisme

par leur passé. L'aristocratie soviétique, qui a utilisé avec succès la clique stalinienne pour se débarrasser des révolutionnaires, n'a ni sympathie ni respect pour les chefs actuels. Elle entend se libérer complètement des entraves du bolchevisme, même sous cette forme défigurée dont Staline a encore besoin pour discipliner ses gens. Staline sera demain un fardeau pour la caste dirigeante.

Ce qui est plus grave, et de beaucoup, c'est que l'épuration de la bureaucratie des éléments hétérogènes est payée d'une rupture de plus en plus profonde avec le peuple. Il n'est pas exagéré de dire que l'atmosphère de la société soviétique est saturée de haine contre les privilégiés. Staline se convaincra de plus en plus qu'il ne suffit pas de la décision de fusiller n'importe qui pour sauver un régime qui se survit. Les épurations dont l'armée et le G.P.U. ont été l'objet rappellent on ne peut mieux que l'appareil de répression lui-même est constitué d'êtres vivants qui subissent l'influence du milieu environnant. La haine grandissante du peuple pour la bureaucratie et la sourde haine de la majorité de celle-ci pour Staline ébranlent inéluctablement l'appareil même de la répression, créant ainsi l'une des conditions de la chute du régime.

Le bonapartisme soviétique est né de l'antagonisme fondamental entre la bureaucratie et le peuple et de l'antagonisme complémentaire entre les révolutionnaires et les thermidoriens au sein de la bureaucratie. Staline s'est élevé au pouvoir en s'appuyant sur la bureaucratie contre le peuple, sur les thermidoriens contre les révolutionnaires. Dans les moments critiques, il a pourtant été contraint de rechercher l'appui des éléments révolutionnaires, et, avec leur concours, l'appui du peuple contre les privilégiés trop impatientes. Mais on ne peut pas s'appuyer sur un antagonisme social qui conduit à l'abîme. D'où un passage obligatoire au « monolithisme » thermidorien, à travers l'anéantissement des derniers vestiges de l'esprit révolutionnaire et la répression des moindres initiatives politiques des masses. Tout en préservant momentanément le pouvoir de Staline, la sanglante épuration ruine à jamais les bases sociales et politiques du bonapartisme.

Staline semble près de terminer sa tragique mission. Plus il croit n'avoir besoin de personne et plus l'heure se rapproche où personne n'aura besoin de lui. Si la bureaucratie réussit, après avoir transformé les formes de la propriété, à dégager d'elle-même une classe possédante, celle-ci se donnera de nouveaux chefs sans passé révolutionnaire — et plus instruits. Staline ne

recevra probablement pas de remerciements pour la besogne qu'il a accomplie. La contre-révolution sans masque se débarrassera de lui en l'accusant, par exemple, de... trotskysme. Staline tomberait en ce cas, victime d'un amalgame dont il a lui-même créé le modèle. Mais cette évolution n'est pas dictée d'avance. L'humanité entre de nouveau dans une phase de guerres et de révolutions. Les régimes politiques et aussi les régimes sociaux vont s'écrouler comme châteaux de cartes. Il est fort possible que les séismes révolutionnaires d'Europe et d'Asie, devant la destitution de la direction stalinienne par la contre-révolution capitaliste, facilitent son renversement par les masses laborieuses. En ce cas, Staline aurait moins encore à compter sur de la reconnaissance.

La mémoire des hommes est généreuse quand les mesures draconiennes sont mises au service de grands buts historiques. Par contre, l'Histoire ne pardonnera pas une goutte de sang offerte au nouveau Moloch de l'arbitraire et du privilège. Notre sens moral trouve sa plus haute satisfaction dans la conviction inébranlable que le châtement historique sera en proportion du crime. La révolution ouvrira toutes les armoires secrètes, révisera tous les procès, réhabilitera les calomniés, dressera des monuments aux victimes, vouera une malédiction éternelle aux bourreaux. Staline disparaîtra de la scène sous le poids de ses crimes comme le fossoyeur de la révolution et la plus sinistre figure de l'Histoire.

[LA VENUE DE FRANKEL AUX ÉTATS]¹

(13 août 1937)

Chère Mademoiselle LaFollette,

J'inclus une copie de ma lettre à la Carolina Political Union.

J[an] F[rankel] a des difficultés avec son visa et je ne suis pas certain qu'il arrivera à venir à New York à temps pour aider le travail d'enquête de la commission. Cependant mon autre collaborateur, Bernard Wolfe, qui a l'avantage d'être américain, retourne aux Etats demain. Wolfe, que vous connaissez personnellement, n'était avec moi ni à Prinkipo ni en France et ne connaît pas les événements par sa propre expérience. Mais au cours des derniers mois, il a activement participé à tout notre travail, étudié les archives, et je crois qu'il peut être très utile à la commission à cet égard.

J'espère que vous avez reçu la toute dernière importante série de documents (lettres de Léon Sedov à sa mère, etc.).

1. Lettre à S. LaFollette (8750), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

RÉPONSE AU QUESTIONNAIRE PAR MÉXICO EL DÍA¹

(16 août 1937)

— *Avez-vous vu le compte rendu publié le 10 août par El Universal Gráfico, page 9 ? Il traite des motifs de votre opposition au comité central du parti communiste. Pourriez-vous nous dire quelque chose à ce sujet quelles furent les véritables raisons de vos divergences avec Staline ?*

— Ma lutte contre Staline avait de profondes racines sociales. La révolution d'Octobre a été accomplie dans l'intérêt des masses laborieuses contre tous les privilégiés. Cependant, du fait de causes historiques que nous ne pouvons discuter ici, une nouvelle caste privilégiée, la toute-puissante bureaucratie soviétique, s'est élevée au-dessus de la masse des ouvriers et des paysans. C'est Staline son chef. Ceux qui s'appellent eux-mêmes « trotskystes » lutte pour les intérêts de ses masses laborieuses contre les nouveaux exploiters. Si la domination de la bureaucratie était définitivement établie, toutes les conquêtes de la révolution d'Octobre seraient anéanties. D'un autre côté, si les masses laborieuses réussissaient à renverser la caste dirigeante, le pays pourrait connaître un développement socialiste. Par conséquent, c'est une lutte irréconciliable. Son issue finale dépend de facteurs qui sont à la fois nationaux et internationaux.

— *Que pensez-vous de la nouvelle Constitution soviétique ? A votre avis, jusqu'où Staline a-t-il suivi les indications données par Lénine ?*

— La nouvelle Constitution de l'U.R.S.S. constitue une tentative de consolider sur le terrain juridique la domination incontrôlable de la clique dirigeante et de son Führer. La Constitution a un caractère bonapartiste dans la mesure où elle

1. Réponse au questionnaire du journal *México el Día* (T 4193) traduite du russe avec la permission de la Houghton Library.

essaie de couvrir un pouvoir personnel sans limites par une parodie plébiscitaire.

— *A votre avis, quel est l'avenir de l'Etat soviétique, et quels sont en tout cas les dangers qui le menacent ?*

— Nous venons juste de parler des dangers intérieurs. Les dangers extérieurs sont liés avec la menace de guerre. Par sa lutte inlassable contre le peuple, la bureaucratie soviétique affaiblit la défense du pays. C'est en partie prouvé par la récente et honteuse capitulation de Moscou devant le Japon sur la question des îles de l'Amour². La liquidation de la dictature stalinienne est également impérativement dictée par les nécessités de la défense du pays.

— *On nous a dit que vous écriviez vos mémoires. Ce livre constituera-t-il la suite ou l'élargissement de votre ouvrage Ma Vie ?*

— J'ai terminé un livre sur les procès de Moscou, intitulé *Les Crimes de Staline*. Je recommence maintenant à travailler sur la biographie de Lénine.

— *Etes-vous satisfait, non seulement politiquement, mais surtout en tant qu'homme, de votre situation dans le monde, autrement dit, abandonneriez-vous la politique, du fait de circonstances particulières, et seriez-vous prêt à jouir, en tant qu'homme et non en tant qu'homme politique, de ce que la vie peut offrir dans une modeste retraite ?*

— Penser est l'unique satisfaction totale qui soit donné à l'homme. Le travail intellectuel dépend relativement peu des circonstances extérieures. Si on a des livres, du papier et une plume, on n'a besoin de rien de plus pour formuler ses propres expériences de la vie, ou celles des autres, et pour participer ainsi à la préparation de l'avenir. Aussi serait-il faux de dire que je me suis retiré de la politique. Je ne participe pas à la politique courante ; en particulier, je n'interviens pas dans la vie intérieure de ce pays qui m'a offert si magnanimement son hospitalité. Mais mon activité littéraire, qu'elle soit consacrée à la théorie ou à l'histoire a toujours eu en vue le destin de l'humanité et aide au mouvement de libération des ouvriers de toutes les façons possibles. Dans ce sens large du mot, toute mon activité a un caractère politique.

Pendant mes quarante années de lutte révolutionnaire, j'ai été au pouvoir pendant sept ans au plus. Je n'étais pas plus heureux qu'actuellement. De la même façon, je ne vois aucune

2. Sur les incidents des îles de l'Amour, cf. n. 3, p. 233.

raison de considérer mon exil comme un revers personnel. L'exil a été conditionné par la lutte révolutionnaire, et, en ce sens, c'était un maillon naturel, logique, dans ma vie.

— *Quelle est votre vie actuelle ? Quel est pour l'essentiel, votre activité ? Etes-vous satisfait de votre séjour au Mexique ? Considérez-vous que l'homme, en tant qu'être humain, intéresse le public autant que la politique ?*

— Ma vie actuelle ne se distingue qu'à peine de celle que je menais au Kremlin ; elle est tout entière consacrée au travail. Je vous ai déjà parlé du caractère de ce travail, dans ses aspects essentiels. Je suis très satisfait des conditions de mon séjour au Mexique. Il est vrai que des agents de Staline — il n'est pas nécessaire de les nommer — font de leur mieux, ici aussi, pour le troubler. Mais une longue expérience m'a enseigné à les considérer avec indifférence, avec une légère touche de mépris.

Pour conclure, laissez-moi vous dire qu'une partie considérable de mon temps est consacrée à aider le travail de la commission internationale d'enquête sur les procès de Moscou. Je mets à la disposition de la commission plusieurs centaines de documents originaux, en majorité des lettres, et plus d'une centaine d'attestations. Les sessions de la commission plénière commenceront le 17 septembre. Le travail des sous-commissions de New York et de Paris se poursuit sans discontinuer : la vérification des documents, l'examen des témoignages, etc. En dépit des calomnies des mercenaires de Staline, la sous-commission, comme la commission, est composée non seulement de « trotskystes », mais aussi d'individus qui sont leurs adversaires politiques. Naturellement, ce ne sont pas des agents du G.P.U., mais des gens honnêtes, irréprochables. J'ajouterai que la commission n'a cessé d'inviter et de réitérer ses invitations aux représentants du gouvernement de Moscou, au Comintern, aux « Amis de l'Union soviétique ». Ces couards ont tous refusé d'y participer afin de pouvoir hurler plus tard contre la « partialité » de la commission.

Au début septembre, le compte rendu sténographique (600 pages) des audiences de la sous-commission d'enquête à Coyoacán sera publié à New York. Puis viendra un second volume qui comprendra tous les documents présentés à la commission³. La commission internationale d'enquête aura ainsi

3. Une telle entreprise était difficilement réalisable, étant donné le volume des documents en question. Le second livre fut le compte rendu de la commission mentionnant surtout des extraits. Il a été publié sous le titre *Not Guilty* (Non coupable).

la possibilité de tirer ses conclusions sur la base de granit de faits strictement vérifiés. Je ne doute pas que le jugement de la commission et de l'opinion publique mondiale ne soit fatal à la bureaucratie stalinienne et à ses « amis ».

Le fait d'être convaincu de la justesse de sa position et de lutter pour le triomphe de la vérité sur les mensonges et les falsifications apporte à un être humain la satisfaction la plus haute possible. Je suis plein des sentiments de la reconnaissance la plus ardente à l'égard du peuple mexicain et de son gouvernement qui m'ont donné la possibilité, à une période critique de ma vie, de continuer sans obstacle ma lutte contre la plus monstrueuse des impostures judiciaires.

DÉCLARATION SUR L'ESPAGNE¹

(16 août 1937)

On ne peut vaincre dans la guerre civile que par un programme audacieux donnant satisfaction aux aspirations du peuple. Les succès militaires de Franco sont déterminés par la politique de Staline imposée au gouvernement de Negrín : la politique de la conservation sociale dirigée contre les masses ouvrières et paysannes. Après une série de défaites, Staline essaie de rejeter la responsabilité sur l'aile gauche en présentant ses chefs comme des agents de Franco. D'où les assassinats ignominieux de Nin et autres chefs du P.O.U.M. accomplis par le G.P.U. Si cette politique continue encore un ou deux mois, la défaite de la révolution deviendra un fait accompli. Il faut libérer le peuple espagnol de la domination de la bureaucratie de Moscou. Il faut lui donner un gouvernement et un programme révolutionnaire. Dans ce cas-ci, la victoire complète de la révolution est assurée.

1. Déclaration au journal *México el Día* (T 4194), dictée en français, avec la permission de la Houghton Library.

[INQUIÉTUDES...]¹

(17 août 1937)

Cher ami,

Voici longtemps qu'on n'a pas de nouvelles de vous. Pas nécessaire de vous dire que le fait que vous n'êtes pas venus avec les Weber et autres nous a bien peinés. Mais je comprends vos raisons : vous êtes venu spécialement pour participer aux travaux de la commission et vous ne voulez pas donner vous-même le « mauvais exemple ». Avec Natalia, nous espérons que vous nous visiterez à l'automne.

La réponse de W. Thomas à ma courte lettre concernant Cronstadt et Makhno m'inquiète un peu. Je n'étais nullement obligé de répondre aux questions de Thomas. Je l'ai fait néanmoins. Au lieu d'apporter des contre-arguments ou de... se taire, Thomas donne une appréciation sommaire et assez péjorative de ma réponse, en exprimant même des doutes sur ma sincérité. Pour quelqu'un d'autre, ça pourrait aller, mais un membre de la commission devrait bien être un peu plus prudent dans une controverse provoquée par lui et non par moi. Mais je me suis en fin de compte décidé à garder le silence.

Nous avons envoyé à LaFollette les lettres de Liova à Natalia et les cartes de Zina à Liova envoyées lors de notre séjour à Copenhague. Ce sont des *originaux*. L'importance de cette correspondance n'échappera à personne. Vraiment l'alibi de Liova est démontré à 100 %. J'espère au moins que cette conclusion sera faite (par) la commission aussitôt que possible et (qu'elle) sera rendue publique.

1. Lettre à A. Rosmer (9886) en français, avec la permission de la Houghton Library.

[LA QUESTION DU SECRÉTAIRE]¹⁾

(17 août 1937)

Chère Sara,

Nous avons reçu hier la lettre de Cannon au nom de Wolfe, du 11 août. Cannon propose d'envoyer Sam Gordon² comme secrétaire. J'ai reçu en même temps de ce dernier une lettre et une carte postale. Je sais que c'est l'un des militants en vue de l'organisation, qu'il est membre du comité national depuis 1934. Autant que j'en juge, il doit avoir plus de trente ans. Cela me conduit à penser qu'il serait inconsidéré de le couper du travail américain pour le transférer au Mexique, c'est-à-dire en exil. Je préférerais (nous en avons déjà discuté) un camarade plus jeune et moins expérimenté politiquement, qui pourrait rester un an ou deux dans notre famille.

Cannon insiste sur l'expérience *politique* de Gordon. C'est justement pour cela qu'il ne faut pas le couper de son travail politique. Ici, son expérience politique ne serait pas, ou presque pas, mise à profit. Ici, Gordon se lassera inévitablement et il me sera difficile d'utiliser sa collaboration *technique*, d'autant plus que, sur le plan technique, il n'est pas très fort. Cannon m'écrit qu'en ce moment, Gordon apprend à conduire. C'est une question qui peut prendre une importance plus grande ici (du point de vue de la sécurité). De plus, *a*) en ville, les rues sont étroites et le trafic intense, *b*) en dehors de la ville, la région est

1. Lettre à S. Weber (10822), traduite du russe, avec la permission de la Houghton Library.

2. Sam Gordon (1910-1982), émigré tout enfant aux Etats-Unis, proche du P.C. pendant qu'il étudiait à City College, avait entendu Cannon lors de son exclusion. Il avait voyagé en Allemagne en 1929 et rejoint l'Opposition de gauche et était revenu aux Etats-Unis en 1930. Il avait travaillé pour *The Militant* et avait été élu en 1934 au comité national. C'était incontestablement l'un des dirigeants de la section américaine.

très accidentée, il y a beaucoup de montagnes, c) la plupart des routes sont fort mauvaises. En d'autres termes, si l'on veut un chauffeur pour « les cas d'urgences », ce doit être un excellent chauffeur, qui ait de l'expérience, pas un novice. Van a également un permis de conduire français, mais il n'ose pas s'en servir, par prudence.

Je vous prie de traduire ces considérations à Cannon. C'est une question très grave. Il est préférable que nous restions quelque temps sans secrétaire américain plutôt que de prendre une décision trop hâtive et à la légère. Il faut dire en outre que le camarade Lankin³ s'est merveilleusement et très vite fait à ses nouvelles « obligations » et qu'il a gagné ici notre sympathie.

Je ne vous écris qu'au sujet du secrétaire, car je suis très occupé. J'espère que vous êtes bien arrivés.

3. L'ouvrier tapissier Sol *Lankin*, un vétéran de l'Opposition de gauche, était resté plusieurs mois à Mexico, comme garde du corps d'abord, et aidait au secrétariat.

[DES DOCUMENTS ET DES PRÉCISIONS]¹

(17 août 1937)

Chère Mademoiselle LaFollette,

1. Je regrette beaucoup de ne pas vous avoir indiqué dans mes lettres avec la précision nécessaire que les lettres de mon fils Léon Sedov à sa mère (novembre-décembre 1932) ainsi que les cartes postales de ma fille à mon fils pendant la même période *ne sont pas des copies mais les originaux*. Permettez-moi d'insister pour que la commission soumette les lettres de mon fils à une analyse chimique afin d'établir que les lettres maintenant en votre possession ont été écrites il y a plusieurs années. A cette époque, personne ne pouvait avoir prévu les falsifications à venir. L'analyse chimique serait la preuve la meilleure, irréfutable, de leur authenticité.

Pourquoi ces lettres sont-elles découvertes avec un tel retard ? J'ai expliqué à la commission à Coyoacán que d'importantes parties de mes archives ne sont pas en Amérique, mais en Europe. Mon fils était séparé de nous depuis 1931, même pendant notre séjour en France (nous vivions en province, lui à Paris). Il ne connaît pas aussi bien mes archives que, par exemple, Frankel ou Van. Les archives étaient conservées en des endroits différents. Léon Sedov m'a demandé à plusieurs reprises où étaient ses lettres de Berlin à sa mère à Copenhague. Nous ne pouvions les trouver ici. J'ai insisté pour une recherche plus soigneuse dans les archives de Paris. C'est la raison pour laquelle on a trouvé les lettres avec un tel retard.

Je remarque en passant que les archives de mon fils (pas en très bon ordre, je suppose) ont été cachées en même temps que les miennes par nos amis français, après que Léon Sedov ait

1. Lettre à S. LaFollette (8751), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

quitté Berlin pour Paris (1933). C'est pourquoi Sedov a trouvé avec tant de retard ma lettre à lui du bateau entre le Danemark et la France et ses propres documents d'étudiant.

Toutes les lettres et documents énumérés sont des originaux authentiques. Ils sont dans mon esprit la preuve la plus décisive de l'alibi que l'esprit humain puisse imaginer. J'espère que ce sera aussi la conclusion de la commission.

2. La villa que nous occupions à Copenhague appartenait à une danseuse. Elle était partie pour un voyage en Argentine. L'ameublement, surtout les tableaux, les petites sculptures et toutes sortes de bibelots, indiquaient de façon très convaincante la profession de la propriétaire de la villa. Je suis sûr que vous pourrez le trouver dans la déposition de Naville et des autres.

3. La lettre que j'ai donnée à Blumkine² n'avait pas un caractère personnel. Elle était adressée à tous les oppositionnels responsables qu'il aurait pu rencontrer à Moscou. Son contenu était d'un caractère politique général : notre ligne politique reste la même, il nous faut créer des centres de propagande, il nous faut organiser l'importation et la diffusion du *Biulleten* russe en Union soviétique. Blumkine avait un plan pour faire entrer le *Biulleten* de Turquie en Union soviétique avec l'aide de pêcheurs turcs qui faisaient périodiquement des voyages dans la Mer noire.

Ma lettre n'était d'aucune façon destinée à Radek. Je n'avais pas la moindre confiance dans les qualités conspiratives de Radek, même à la plus belle époque et surtout pas depuis 1929 où il avait ouvertement et perfidement capitulé. Il était hors de question pour moi d'avoir avec lui quelques relations que ce soit. Pourtant le jeune Blumkine n'était pas seulement une personnalité héroïque, mais un sentimental. Il avait subi auparavant l'influence de Radek. Il avait été absent un an ou deux d'Union soviétique. Il ne pouvait imaginer que Radek était devenu traître au mouvement. Il est entré en rapports avec lui de sa propre initiative. Dans votre lettre à ce sujet, vous faites référence à la « Lettre du Vieux-Bolchevik »³. Je dois remarquer que cette

2. Sur Blumkine, cf. n. 3 p. 105. La lettre en question, dont une copie se trouve dans les papiers d'exil, a été traduite et publiée dans les *Cahiers Léon Trotsky* n° 6, pp. 83-85. Notons que nous l'avons datée de l'été 1929, alors que nous pensons maintenant que la visite de Blumkine eut lieu en novembre ou au début de décembre 1929.

3. La « Lettre d'un Vieux Bolchevik » avait été composée par l'historien menchevique Boris I. Nikolaïevsky sur la base des informations qu'il avait reçues d'Union soviétique et surtout de la conversation qu'il avait eue à la fin avril 1936 à Paris avec Boukharine. On en trouvera le texte dans Boris I. Nikolaïevsky, *Les Dirigeants soviétiques et la lutte pour le pouvoir*, pp. 39-81.

lettre n'a pas de valeur documentaire. C'est plutôt une composition de personnes et de sources différentes : hypothèses et constructions en sont la plus grande partie à côté de faits authentiques et de rumeurs. Cette lettre n'est utilisable qu'avec la plus grande prudence.

4. Van a répondu hier aux questions et demandes de votre lettre du 10 août, avec toute la précision nécessaire, autant que je puisse en juger.

5. Nos « résumés » sont plutôt une série de « résumés » concernant les points les plus importants des accusations. Vous les trouveriez certainement trop vastes pour votre résumé, mais vous aurez au moins la possibilité de choisir toutes les citations nécessaires, etc.

A UN JOURNAL AUSTRALIEN¹

(17 août 1937)

1. Le Japon veut faire de la Chine son Inde. Pour assurer sa domination sur cet immense pays, il faut faire de la partie occidentale de l'Océan pacifique une mer japonaise. L'Australie bordera au sud cette future « mer japonaise ». Il est impératif pour le Japon de trouver un point d'appui en Australie.

La position stratégique de votre continent² ne peut qu'aiguiser l'appétit des militaires japonais. Vous vivez trop loin tant que l'Angleterre que des Etats-Unis. La base britannique la plus proche, Singapour, ne peut avoir qu'une importance secondaire et temporaire.

Outre ces considérations purement militaires, la force d'attraction de l'Australie est en soi considérable. Dans les îles du Japon, il y a 175 habitants au km² ; en Australie, environ un pour le même espace. L'Australie est riche de différentes matières premières qui manquent au Japon. Chaque Australien, y compris les bébés au berceau, consomme environ 220 livres de viande par an, alors que l'Italien n'en consomme que 33 (Le pompeux nationalisme de Mussolini, a, comme vous le voyez un net caractère de Carême), et les Japonais beaucoup moins. Il ne serait pas exagéré de dire que le sort de l'Australie, au moins à 50 %, se décide à Shanghai et en Chine en général. Le soutien de la lutte de libération de la nation chinoise contre les pillards japonais constitue l'une des conditions les plus importantes de la défense de l'indépendance de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande.

1. Réponses au questionnaire de F. E. Baume (T 4196-1), traduit de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Le journaliste, Frederick Ehrenfried Baume (1960-1967) était l'envoyé spécial du grand journal australien *Sunday Sun* qui publia l'interview le 21 août 1937.

2 et 3. Malheureusement je ne connais pas la vie politique et sociale de l'Australie. Je n'y suis jamais allé, et il ne m'a pas été possible de suivre sa presse. Mais la production littéraire russe consacrée aux conditions économiques de l'Australie, à sa législation sociale, est assez abondante. Nos *narodniki* (populistes), en particulier, faisaient souvent référence à l'Australie et à la Nouvelle Zélande comme des modèles de nouveau régime social. Inutile de dire que j'ai suivi avec intérêt votre législation sociale, dont les possibilités sont conditionnées par les richesses naturelles de votre pays, d'un côté, et un protectionnisme systématique, de l'autre.

Je ne pense pas cependant que votre législation doive créer un type spécial de développement social différent en principe de ceux des autres pays capitalistes. La question des formes de la propriété privée a une importance décisive. Comme les statistiques le montrent, la concurrence capitaliste conduit, en Australie aussi, à la concentration de la richesse, sous la forme du capital financier, et à des contradictions sociales qui vont en s'approfondissant.

Sans aucun doute, les rapports sociaux en Australie sont plus stables que dans d'autres pays, particulièrement en Europe. Mais cette stabilité n'est ni absolue ni éternelle. La crise mondiale qui vient — qu'on peut attendre d'ici deux ou trois ans, quand le programme militaire des grandes puissances touchera à sa fin — secouera également l'Australie. La guerre qui vient — nous n'aurons pas, hélas, à attendre longtemps — entraînera inéluctablement l'Australie dans son tourbillon. Ces perspectives ne sont pas très agréables, mais elles correspondent à la réalité, et ce serait un aveuglement criminel que de fermer les yeux devant ces faits.

4. La politique de Hitler est la politique de l'impérialisme agressif. La politique de Staline est la politique d'auto-conservation d'une nouvelle caste privilégiée. Hitler cherche l'« amitié » de l'Angleterre. Staline cherche une alliance militaire avec la France, et, par elle, un rapprochement avec l'Angleterre. Si ses plans n'aboutissent pas, une alliance entre Hitler et Staline deviendra alors non seulement possible, mais inévitable... à la condition seulement que Hitler et Staline soient encore au pouvoir à ce moment, ce que je ne garantis pas.

5. Le parti bolchevique, dans les années de la guerre civile, considérait la terreur comme une arme temporaire inévitable, liée, comme le montre l'histoire, avec toute révolution. Le but de

cette terreur était de libérer le pays de ses vieilles chaînes et de l'esclavage, et d'ouvrir la voie à une société socialiste.

La terreur actuelle de la bureaucratie soviétique a un caractère réactionnaire et non révolutionnaire. Son but : aider à la formation d'une nouvelle classe dirigeante et avant tout protéger la toute puissante bureaucratie soviétique de toute opposition et de toute espèce de critique.

6. La question de mon retour en U.R.S.S. n'est pas une question personnelle. Je ne peux pas remplacer Staline à la place de l'appareil d'Etat actuel, lequel a un caractère tout à fait réactionnaire, dirigé contre le peuple. J'espère pourtant fermement que les peuples de l'U.R.S.S., qui ont fait trois révolutions en un siècle, trouveront la voie pour mettre un terme au despotisme de la bureaucratie stalinienne et ouvrir le chemin à un développement socialiste libre. Toute mon activité est orientée dans ce but.

[OFFENSIVE SUR TOUTE LA LIGNE]¹

(19 août 1937)

Cher Ami,

Je t'envoie l'avant-dernier chapitre. Le dernier, qui est entièrement terminé, sera tapé et envoyé demain. Je veux gagner une journée pour le traducteur.

Je m'inquiète beaucoup de savoir où tu te trouves. Si tu as déjà quitté Paris, le manuscrit arrivera-t-il comme prévu ? J'espère toutefois que tu as pris les dispositions nécessaires.

Le *Biulleten* est arrivé. C'est un bon numéro. Pour le numéro suivant, j'ai envoyé un article sur la prochaine guerre. Le chapitre envoyé aujourd'hui et celui qui partira demain peuvent également être publiés dans le *Biulleten*. On peut mettre de côté l'article sur la guerre pour le numéro suivant : il ne risque pas de perdre son actualité.

J'espère que les modifications indispensables au livre vont être faites par Pfemfert et V. Serge avec ta participation. Avez-vous réussi à réunir les documents à mettre en annexe ? L'envoi du dernier chapitre de demain me libérerait de cette matière repoussante.

The Stalin School of Falsification est sorti à New York, avec une introduction et des notes de Shachtman. Le compte rendu sténographique (600 pages) sortira au début de septembre. La commission effectue un travail intense. La commission plénière s'ouvrira le 17 septembre. En un mot, c'est l'offensive sur toute la ligne.

1. Lettre à L. Sedov (10221), traduite du russe, avec la permission de la Houghton Library.

[REMARQUES SUR DES DOCUMENTS]¹

(20 août 1937)

Chère Mademoiselle LaFollette,

1. A l'époque des « sessions » de Coyoacán, le Dr Dewey exprima le vœu que je présente à la commission ma correspondance couvrant la période de la prétendue visite que Piatakov m'aurait faite. Ce travail est terminé et un membre de la commission, Otto Rühle², a eu la possibilité d'examiner ma correspondance pour le mois de décembre 1935. Permettez-moi d'attirer votre attention et celle de la commission sur les circonstances suivantes.

Selon le témoignage de Piatakov, sa rencontre avec moi a eu lieu le 12 ou le 13 décembre. Les lettres écrites ce jour-là ont donc une importance particulière.

Le 12 décembre, j'ai écrit deux lettres : une en langue allemande à une figure politique norvégienne, Olav Scheflo, qui venait en ces jours de la lointaine Kristiansand à la voisine Oslo. Mes relations avec Scheflo étaient très amicales et nous avions tous deux envie de nous rencontrer. J'avais auparavant promis d'aller le voir à Oslo à son prochain voyage. Voilà ce que j'ai écrit à Scheflo le 12 décembre :

« Cher M. Scheflo ! Je suis désolé que mon état de santé comme celui de ma femme nous rendent difficile notre voyage à Oslo ces jours-ci. »

1. Lettre à S. LaFollette (8752), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Otto Rühle (1874-1943), ancien député social-démocrate qui avait rejoint Liebknecht pour voter au Reichstag contre les crédits militaires en pleine guerre avait été membre du K.P.D. (S) puis du gauchiste K.A.P.D. et un des chefs de file ensuite du courant « spontanéiste ». Il s'était ensuite consacré à l'étude de Marx — dont il était un des spécialistes mondiaux — et à la pédagogie. Il était réfugié à Mexico.

Mon ancien secrétaire Erwin Wolf et les membres de la famille Knudsen ont déjà témoigné de ma mauvaise santé pendant le mois de décembre.

La seconde lettre, en langue française, était adressée à la rédaction du journal parisien *Révolution*³. La lettre est longue et consiste en une série de conseils sur la méthode d'édition d'un journal.

Le 13 décembre, j'ai écrit deux lettres en français : l'une au bureau politique de l'organisation bolchevik-léniniste en France, l'autre une longue lettre à Biline⁴ un membre de cette même organisation. Ces deux lettres, comme la lettre à *Révolution* mentionnée plus haut, ainsi qu'une série d'autres dans les jours précédents et suivants montrent à quel point j'étais à cette époque absorbé dans les problèmes internes de l'organisation française des trotskystes.

La prétendue entrevue aurait pris place, selon les paroles de Piatakov, à une demi-heure de trajet de l'aérodrome, c'est-à-dire environ deux heures de trajet de mon lieu de résidence. Il s'en suit que j'aurais consacré un jour entier à cette entrevue. Peut-on imaginer que, le jour de cette entrevue tout à fait inhabituelle, j'aie trouvé le temps et la possibilité de me concentrer pour écrire de longues lettres consacrées aux problèmes courants de l'organisation française ?

Je suis prêt à admettre que ces faits, pris en eux-mêmes, indépendamment des autres, n'ont pas une force *absolument convaincante*. Mais il ne faut pas les considérer indépendamment des autres. L'initiative de présenter ces documents ne me revient pas, elle revient à la commission. Et cela démontre que chaque document nouveau introduit dans l'affaire donne une réfutation, factuelle ou psychologique, directe ou indirecte, des falsifications du G.P.U. Ainsi en est-il, je me permets de le remarquer, du contenu de *toutes* mes archives. Il suffit de prendre les yeux fermés l'un de mes centaines de dossiers pour y découvrir des séries de documents qui réfutent ou au moins sapent les falsifications de Moscou.

3. Vous savez probablement que Pioneer Publishers a publié il y a quelques semaines, pour la première fois en anglais,

3. Cf. *Œuvres*, 7, pp. 209-215. *Révolution* était alors l'organe de l'Entente des J.S. de la Seine et allait devenir celui de la J.S.R.

4. *Biline* était le pseudonyme de Robert *Caby* (né en 1905), qui avait été en 1930 rédacteur littéraire de *L'Humanité* et avait rejoint les trotskystes en 1933. Il avait correspondu avec Trotsky de 1934 à 1936.

mon livre *The Stalin School of Falsification*⁵. Permettez-moi, de la façon la plus pressante, de recommander ce livre à tous les membres de la commission. Il supprimera la nécessité pour la commission de demander des preuves pour toute une série de documents et de citations, dont beaucoup introduites à Coyoacán pour évaluer mes relations réelles avec Lénine. Dans ma correspondance avec Lénine pendant les années du régime soviétique, il n'est pratiquement rien que Lénine ait dit de moi et de mon activité et qui n'ait pas trouvé son expression dans ses discours publics et ses articles. Dans le livre en question, les citations proviennent non seulement de lettres mais d'ouvrages imprimés de Lénine auquel tout le monde a accès. Les faits et citations les plus importants, décrivant les relations entre Lénine et moi, sont publiés dans mon autobiographie et aussi dans la publication française et russe de *The Stalin School of Falsification* ; qui a été publiée il y a six ans. Personne, jamais, dans les publications staliniennes, n'a mis en doute la précision des références factuelles et des citations, bien que mes livres aient été soumis à la critique la plus dévergondée de la part du Comintern. Non seulement parce que, comme les staliniens le savaient, il m'était toujours possible de prouver l'authenticité de la majorité des lettres et autres documents par des photostats ou des copies certifiées, mais, avant tout, parce que Lénine ne se contenta pas d'exprimer ces points de vue et ces appréciations sous forme imprimée une seule fois. A New York existent, sans aucun doute, des collections de la *Pravda* de la première époque de la révolution et, en tout cas, la collection complète des œuvres de Lénine (la publication faite du vivant même de Lénine !) Un examen de l'exactitude de mes citations ne présenterait donc pour la commission pas la moindre difficulté. Ces citations authentifiées à leur tour éclairent suffisamment celles des références qui sont difficiles à vérifier.

La plus grande partie du livre *The Stalin School of Falsification* consiste dans ma lettre au bureau d'histoire du parti (pp. 1-88) écrite à Moscou le 21 octobre 1927, c'est-à-dire peu de temps avant mon exclusion du parti et ma déportation en Asie centrale. Au cours des huit dernières années, cette lettre a été publiée dans toutes les langues de l'humanité civilisée, et, je le répète, aucune de ses citations n'a jamais été réfutée ni fait l'objet de poursuites.

5. Ce livre est une sorte d'édition américaine fortement augmentée de *La Révolution défigurée*.

4. Les résumés qui vous ont été envoyés sur les questions séparées des Procès de Moscou ont été composés non par moi, mais par mes collaborateurs, J. van Heijenoort, J. Frankel et B. Wolfe. Je me réserve le droit, après un examen plus attentif de ces documents, de vous envoyer, si je le juge nécessaire, mes propres remarques et conclusions.

[LA PROTECTION DES DROITS LITTÉRAIRES]¹

(21 août 1937)

Cher Camarade,

Dans le journal russe édité à New York, *Novoe Russkoe Slovo*, ont été reproduit deux articles du *Biulleten Oppositsii* n° 56-57. Dans la *Novoe Russkoe Slovo* du 9 août, mon article « La Décapitation de l'Armée rouge » a été reproduit sous le titre « Le Commencement de la fin de la dictature stalinienne ». Dans le *Biulleten*, il est indiqué en anglais à la fin de l'article que tous les droits sont réservés à l'auteur. Cette reproduction non autorisée me cause un préjudice matériel d'autant plus grave que je destinais cet article à la presse américaine.

Dans *N.R.S.* du 16 août a été reproduit l'article de N. Markine « L'affaire Mdivani-Okoudjava », tiré du même numéro du *Biulleten*, où cet article était signé du nom de l'auteur, N. Markine². Dans *N.R.S.*, l'article est attribué à Trotsky. Pourtant « N. Markine » n'est pas mon pseudonyme. Cet article a été écrit par quelqu'un d'autre que moi, je l'ai lu pour la première fois dans le *Biulleten*. Je ne sais pas si la législation des Etats-Unis autorise la poursuite en justice d'un journal pour reproduction illégale (malheureusement il n'y a aucune note faisant mention des droits d'auteur dans le second article). Je vous demande instamment soit d'exiger de *Novoe Russkoe Slovo* des dédommagements au nom du *Biulleten* et à son profit, soit de vous mettre d'accord avec un avocat en vue des mesures juridiques adéquates.

Je vous prie de bien vouloir considérer que la présente lettre vous donne pouvoir.

1. Lettre à S. Weber, J. Vanzler, L. Sedov (10222), traduite du russe, avec la permission de la Houghton Library.

2. N. Markine était l'un des pseudonymes que Sedov utilisait dans le *Biulleten Oppositsii*.

RÉPONSES A ALVIN M. JOSEPHY¹

(23 août 1937)

— *Beaucoup de gens en Amérique sont grandement préoccupés par l'issue éventuelle de la guerre civile. Bien des spécialistes tentent de prévoir l'issue. A votre avis, quelle sera l'issue éventuelle de ce conflit, et quelles raisons en donnez-vous ? Dans quel délai pensez-vous que la fin arrivera ?*

— L'aide la plus précieuse pour le général Franco lui est donnée par Negrín et son allié Staline. Par une politique sociale réactionnaire et une répression qui ne l'est pas moins, ils détruisent les espérances de libération de la paysannerie espagnole et l'enthousiasme révolutionnaire des ouvriers. Ce n'est que de cette façon qu'on peut s'expliquer les défaites militaires des républicains et le fait que cette guerre traîne en longueur. Le peuple voit de moins en moins de différence entre les programmes et les régimes des deux camps belligérants. Se contenter de souligner le contraste entre la « démocratie » et le fascisme n'est qu'une mince consolation pour l'esprit et le cœur des masses, surtout en temps de guerre, quand une dictature militaire authentique prévaut dans l'un et l'autre camp. Les ouvriers et les paysans sont capables des sacrifices les plus grands, s'ils savent pour quoi ils combattent. Une guerre civile se gagne avant tout avec un programme social audacieux. Si les « républicains » avaient un tel programme et s'ils le mettaient tout de suite en application dans le territoire qu'ils occupent, les 9/10 de la population de l'Espagne seraient inspirées par une aspiration révolutionnaire profonde et Franco et ses bandes resteraient

1. Réponse aux questions d'Alvin M. Josephy Jr. (4198-1), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library. Alvin M. Josephy Jr. (né en 1915) venait d'entrer au *New York Herald Tribune* et sollicita l'interview en son nom. Mais le *Herald* ne devait pas la publier et une version déformée en parut dans la revue *Ken*, alors que Josephy s'était engagé à publier le texte écrit sans le modifier ou à ne pas le publier.

suspendus en l'air. Le gouvernement de Negrín-Staline, qui mène la lutte à l'arrière contre les ouvriers et les paysans, est incapable de remporter la victoire sur le front. Mais, même si l'on admet que Negrín l'emportera sur Franco, une nouvelle dictature militaire, différant peu de celle de Franco, naîtrait d'une telle victoire purement militaire. *Sans révolution sociale, la victoire du fascisme ou d'un militarisme semi-fasciste est parfaitement inévitable, indépendamment de l'issue des opérations militaires.*

Si la guerre civile se prolonge longtemps sous sa forme actuelle, face à l'indifférence croissante des masses de la nation, elle peut se terminer par la démoralisation des deux camps en guerre et une réconciliation au sommet des généraux, avec comme objectif l'établissement d'une dictature militaire en commun.

— *Considérez-vous qu'il existe une base légale ou morale à l'intervention italienne et allemande du côté des rebelles ?*

— De façon générale, je ne peux pas comprendre comment on peut parler d'une base « légale » ou « morale » pour l'intervention italienne et allemande en Espagne ! La « base » actuelle de l'intervention fasciste est la perfide politique d'« attendre et voir » de la Grande-Bretagne, la politique lâchement impuissante de Léon Blum en France, et la politique de dépendance servile de Staline à l'égard de Londres et de Paris. Il s'est produit suffisamment d'incidents pour convaincre les gouvernements de Berlin et de Rome que les discours à propos d'une lutte internationale de la démocratie contre le fascisme n'étaient que pur charlatanisme. En réalité, la lutte se mène pour des positions stratégiques en Méditerranée et pour les matières premières d'Espagne. Rome et Berlin n'ont par conséquent pas été le moins du monde effrayées par le prétendu « front démocratique » et se sont décidés pour des attaques qui sont de la piraterie pure dans la vie intérieure de l'Espagne. On a là une répétition pour la future guerre mondiale, dans laquelle les principes de la « démocratie » joueront un rôle moindre encore que dans l'actuel conflit des puissances autour de l'Espagne.

— *Considérez-vous qu'il existe une base légale ou morale à l'intervention anglaise, française ou russe du côté des loyalistes ?*

— Bien sûr, l'Angleterre, la France, ou l'U.R.S.S. avaient infiniment plus de base « légale » pour secourir le gouvernement légal de l'Espagne que n'en avaient Mussolini et Hitler de porter secours au général insurgé. Mais, comme on l'a dit auparavant, les rôles des grandes puissances ne sont pas au moindre degré basés sur les principes moraux ou juridiques. La bureaucratie soviétique veut, sur le dos du peuple espagnol, gagner la

confiance des bourgeoisies anglaise et française. L'aide militaire de l'U.R.S.S. était ainsi conditionnée antérieurement par l'engagement du gouvernement espagnol de s'engager dans une lutte ouverte contre les ouvriers et les paysans révolutionnaires. Le G.P.U. a transporté sur le sol espagnol son appareil pour l'extermination de tous les défenseurs de la révolution prolétarienne. Le meurtre de l'anarchiste Durruti², d'Andrés Nin et des autres dirigeants du P.O.U.M. — lequel soit dit en passant, n'a rien de commun avec le trotskysme — ont été organisés par les agents soviétiques du G.P.U. sous la direction du consul Antonov-Ovseenko³, sur les instructions directes de Moscou. Staline dit à Londres et Paris : « Vous pouvez compter sur moi. »

— *Pour parler un moment de l'Allemagne et de l'Italie, pensez-vous qu'il soit vraisemblable que les régimes fascistes durent longtemps dans ces deux pays ? Combien de temps peuvent-ils selon vous se maintenir ? Que pensez-vous que sera la fin de ces régimes ? Quelle sorte de système social croyez-vous qui suivra la chute du fascisme ?*

— Les régimes fascistes sont apparus, avant tout, dans des pays où les contradictions sociales atteignaient une particulière acuité. Le fascisme a supprimé ces contradictions, mais il ne les a pas éliminées. Elles viendront tôt ou tard au premier plan. L'aide la plus importante au fascisme, je le répète, c'est l'actuel Comintern, lequel paralyse les masses ouvrières par les zigzags tactiques les plus monstrueux, sur ordre de Moscou, et démoralise systématiquement l'avant-garde révolutionnaire internationale, guérissant les dirigeants ouvriers de l'habitude de penser, ou tout simplement en les achetant. La renaissance d'une Internationale véritablement révolutionnaire, indépendante à la fois des gouvernements bourgeois et de la diplomatie réactionnaire de Moscou, rendra très vite aux masses confiance en elles et réveillera le mouvement révolutionnaire en Allemagne et en Italie. En cas de guerre mondiale, les gouvernements fascistes,

2. Buenaventura Durruti (1896-1936) avait participé, avec son groupe *Los Solidarios*, à une série d'attentats de représailles qui avaient culminé avec l'assassinat à Saragosse du cardinal Soldevila. Après une longue période d'émigration, il était revenu en Espagne sous la République et avait été l'une des figures de proue de la C.N.T.-F.A.I. Organisateur de la résistance ouvrière au *pronunciamiento* des généraux à Barcelone, chef de la première colonne de miliciens partie pour l'Aragon qu'elle avait reconquis, il avait été tué devant Madrid dans des circonstances encore controversées.

3. La thèse selon laquelle Durruti a été victime du G.P.U. a été et est encore défendue ; elle n'est pas prouvée. Antonov-Ovseenko était-il le chef — ou l'otage — du G.P.U. ? Il y avait en effet en Espagne des responsables et des « spécialistes » qui n'avaient certainement pas d'ordres à recevoir d'un homme comme lui, capitular, mais forcément suspect.

dans la première période, seront capables de démontrer leur supériorité sur leurs ennemis, mais, en Allemagne et en Italie, dépourvues comme elles le sont de matières premières et de réserves alimentaires, les contradictions sociales internes revêtiront un caractère d'acuité inouïe. La guerre renversera bien des régimes. Mais ses premières victimes, on peut l'affirmer avec assurance, seront les régimes de Mussolini et de Hitler. Il ne pourra venir à leur place que le règne politique de la classe ouvrière et la reconstruction socialiste de la société.

— *Croyez-vous que l'Allemagne et l'Italie seront contraintes par leurs problèmes intérieurs de s'engager toujours plus profondément dans le conflit espagnol ?*

— Je ne pense pas que l'Allemagne et l'Italie s'engageront plus dans le conflit espagnol, car cela signifierait la menace d'un conflit entre elles. Cependant, à l'étape actuelle, elles ont intérêt à démontrer qu'elles sont solidaires. Dans la mesure où il s'agit d'une lutte contre la révolution sociale en Espagne, Hitler et Mussolini ne pouvaient souhaiter meilleure aide politique que Staline. Finalement, le degré de l'ingérence est déterminé par les regroupements internationaux en coulisse, en particulier par le désir de Hitler de ne pas repousser la Grande-Bretagne. Mais à cet égard, il n'est guère possible de faire des prédictions précises.

— *Face à la force du fascisme dans le monde entier, ne croyez-vous pas à un front uni de tous les groupes libéraux ? Voulez-vous collaborer à un tel front visant à la destruction du fascisme mondial ? Croyez-vous qu'un tel front serait négligeable contre le fascisme mondial ?*

— Il découle avec suffisamment de clarté de tout ce que je viens de dire le fait que je ne crois pas un instant à la possibilité ou l'efficacité d'une alliance internationale des « groupes libéraux » dans la lutte contre le fascisme. L'expérience de l'Italie, de l'Allemagne, et des autres pays, démontre que les « groupes libéraux » sont totalement impuissants dans la lutte contre le fascisme qui leur oppose un programme social démagogique et les voue à une destruction complète. On ne peut combattre le fascisme que sur la base d'un programme social révolutionnaire véritable et sérieux, capable de rassembler non seulement le prolétariat, mais les masses opprimées de la petite bourgeoisie. Dans la mesure où les « groupes libéraux » sont les adversaires d'un programme révolutionnaire, ils ne sont capables que de paralyser l'initiative des masses et de les pousser dans le camp du fascisme. La formule de l'« antifascisme » est parfaite pour les jongleries des honorables députés, professeurs, journalistes et

autres bavards de salon. La simple formule d'« antifascisme » ne dit rien de concret à l'ouvrier, au chômeur, au paysan pauvre, au fermier ruiné ou au petit commerçant en faillite — de façon générale, l'écrasante majorité de la population. Le fracas de toutes les sortes de parades « antifascistes », banquets, coalitions, etc. ne peut que semer des illusions et faciliter le travail de la réaction. Seuls des millions et des dizaines de millions de travailleurs, d'opprimés, d'exploités sont capables de déraciner la plaie d'Égypte du fascisme de la surface de la terre.

— *Quelles sont les divergences entre les dirigeants du gouvernement républicain espagnol ?*

— Les divergences politiques dans le camp soi-disant « républicain » en Espagne sont déterminées directement ou indirectement par l'antagonisme des intérêts de classe. Le gouvernement Negrín, à n'importe quel prix, veut sauver le régime de la propriété privée. Comme le démontrent la débâcle des organisations ouvrières, les arrestations, les fausses accusations, les coups de feu dans le dos ou les embuscades, la sauvegarde des intérêts du capital est infiniment plus importante pour Negrín que le respect des principes démocratiques. Les paysans espagnols, d'autre part, veulent la terre. Les ouvriers veulent s'émanciper de l'exploitation par l'expropriation des moyens de production.

Dans les époques de révolution, les antagonismes sociaux atteignent leur tension la plus aiguë. Chaque personnalité politique doit choisir : avec la bourgeoisie et le gouvernement de Negrín, contre les ouvriers et les paysans, ou bien avec les ouvriers et les paysans, contre le gouvernement de Negrín? Largo Caballero⁴ ne veut pas rompre avec les ouvriers, mais il a peur de rompre avec la bourgeoisie. C'est de là que provient sa politique d'oscillation — « centriste ». Les masses ouvrières anarchistes de Catalogne veulent la révolution sociale, bien que leurs idées là-dessus soient bien confuses. Mais les dirigeants anarchistes, au premier contact avec l'amère réalité, ont balancé leur anarchisme et sont devenus de vulgaires ministres bourgeois. Les dirigeants du P.O.U.M. ont vacillé, attendu, conclu des accords de sommet et sont entrés dans le gouvernement réactionnaire⁵, désorientant ainsi les masses. C'est la politique fautive des

4. Francisco Largo Caballero (1869-1946), chef de la « gauche » du P.S.O.E. avait pris la tête en septembre 1936 d'un gouvernement de Front populaire.

5. C'était en Catalogne que le P.O.U.M., avec Andrés Nin, était entré au gouvernement (« conseil de la Généralité »), présidé alors par le républicain catalaniste Josep Tarradellas.

organisations ouvrières qui explique que le prolétariat espagnol, en dépit de son exceptionnelle capacité au combat qui pouvait lui assurer deux fois ou trois fois la victoire, n'a jusqu'à maintenant vu se produire que des défaites. Le prolétariat ne peut pas aller à la victoire sans un authentique parti révolutionnaire.

— *Puis-je vous demander ce qui, selon votre opinion, est le plus important : d'abord gagner la guerre d'Espagne, ou d'abord adopter des lois de réforme ?*

— La question est mal posée selon moi. L'expérience de la guerre d'Espagne, comme celle de toutes les grandes guerres civiles, y compris la guerre civile des années soixante le siècle dernier aux Etats-Unis⁶ montre qu'il est impossible de gagner une guerre civile sans annoncer ouvertement et sans réaliser dans les faits un programme de grandes réformes sociales. Celui qui promet aux masses des réformes pour *après* la fin de la guerre civile les trompe, et en aucun cas et à juste titre elles ne lui font confiance. C'est précisément pour cela que le gouvernement de Negrín-Staline subit de honteuses défaites.

— *Pourquoi les divergences entre dirigeants loyalistes ne peuvent-elles attendre qu'on ait gagné la guerre ?*

— La divergence porte sur ce point : *comment* faire la guerre — par une politique de terreur policière contre les masses, ou par des mesures sociales révolutionnaires ? « Renvoyer » des divergences à la fin de la guerre revient à donner au gouvernement Negrín totale liberté pour préparer la catastrophe, la défaite militaire et la victoire du fascisme.

— *Si la Russie devait diriger un front uni contre le fascisme ou à faire la guerre à l'Allemagne et à l'Italie, seriez-vous disposé à coopérer dans cette lutte et à jeter toutes vos forces derrière Staline ?*

— Si la Russie était en guerre contre un gouvernement fasciste, mes partisans, et, de façon générale, tous les véritables révolutionnaires soutiendraient alors dans la guerre, de toutes leurs forces, l'U.R.S.S. et l'Armée rouge, *malgré* la dictature stalinienne. Ainsi, en août 1917, les bolcheviks ont-ils lutté au premier rang contre la révolte du général réactionnaire Kornilov⁷, *en dépit* de l'existence du gouvernement Kerensky⁸.

6. Trotsky fait allusion ici à la Guerre de Sécession (1861-1865).

7. Lavr G. Kornilov (1870-1918), commandant en chef de l'armée russe, avait tenté en août de renverser le gouvernement provisoire de Kerensky.

8. Kerensky (cf. n. 7, p. 33), ministre, puis chef du gouvernement provisoire qui avait nommé Kornilov, ne fut pas renversé par lui, mais par l'insurrection bolchevique.

— *Vous attendez-vous à faire un jour la paix avec Staline, ou une telle hypothèse sort-elle du domaine des possibilités ?*

— Staline est le chef de la bureaucratie privilégiée et des nouveaux aristocrates parvenus, et, pour cette raison, se projette sur l'arène internationale comme un facteur purement réactionnaire. Il ne peut être question pour moi de me réconcilier avec une telle politique et avec un homme qui l'applique.

— *Aimeriez-vous retourner en Russie ? Vous attendez-vous à y retourner un jour ?*

— Je ne peux pas poser cette question sur un terrain purement sentimental : tout dépend des conditions politiques. Je ne doute pas que les masses travailleuses de l'U.R.S.S. renverseront la dictature tyrannique de la bureaucratie démoralisée. Bien entendu, je suis prêt à une telle lutte de libération.

— *Puis-je vous demander quelles réformes, ou, disons, quels changements vous mettriez en vigueur si vous retourniez en Russie et y receviez l'autorité nécessaire ?*

— Il ne s'agit pas de moi personnellement, mais du programme que les masses ouvrières de l'U.R.S.S. doivent réaliser et réaliseront, sans aucun doute, après le renversement de la dictature bonapartiste actuelle. Les réformes les plus importantes à mon avis sont : le rétablissement de la démocratie soviétique la plus large et la légalisation de la lutte entre partis ; la liquidation de la caste bureaucratique immuable par l'élection de tous les fonctionnaires ; l'élaboration de tous les plans économiques avec la participation directe de la population elle-même et dans ses intérêts ; l'élimination des inégalités criantes et insultantes ; la liquidation des rangs, des ordres, et autres distinctions de la nouvelle noblesse soviétique ; un changement radical de la politique extérieure dans l'esprit d'un internationalisme principal. Je considère comme l'une des mesures incidentes, mais importantes, la révision publique et ouverte des derniers procès, la réhabilitation des innocents et des punitions sévères pour les organisateurs de ces impostures.

— *Avez-vous quelque chose à dire, et que je puisse rapporter, concernant la situation politique, économique et sociale aux Etats-Unis ?*

— Permettez-moi de ne pas répondre à cette question, car je m'en tiens strictement au principe de non-ingérence, non seulement dans la vie intérieure du Mexique, mais dans celle de son puissant voisin, les Etats-Unis.

L'ÉPREUVE DES IDÉES ET DES INDIVIDUS A TRAVERS L'EXPÉRIENCE DE LA RÉVOLUTION ESPAGNOLE¹

(24 août 1937)

La révolution espagnole revêt une énorme signification aux yeux des ouvriers avancés non seulement en tant qu'événement historique d'une importance primordiale, mais aussi comme école supérieure de stratégie révolutionnaire. Les idées et les individus sont soumis à une épreuve exceptionnellement importante, et, pourrait-on dire, infaillible. C'est une obligation pour tout marxiste sérieux que d'étudier non seulement les événements de cette révolution, mais aussi les positions politiques prises dans nos propres rangs par les groupes divers et des militants isolés, par rapport aux événements d'Espagne.

Le camarade Vereeken et le camarade Sneebliet

Je voudrais dans cette lettre m'arrêter sur un cas particulier mais instructif au plus haut degré, examiner la position du camarade Vereeken, l'un des dirigeants de notre section belge. Vereeken a présenté le rapport sur la question espagnole à la séance du comité central du parti socialiste révolutionnaire² qui s'est tenue à la fin de juin de cette année. Le compte rendu de son rapport, reproduit dans le bulletin intérieur de la section belge de juin-juillet, est très court, dans les vingt-cinq lignes au

1. Texte adressé à toutes les sections de la IV^e Internationale (T 4200), traduction du russe de 1937 revue et corrigée, publié initialement dans les bulletins intérieurs des sections.

2. Le P.S.R. belge avait été fondé en octobre 1936 par la fusion de l'Action socialiste révolutionnaire de Walter Dauge — comptant notamment les trotskystes « entristes » de Léon Lesoil, expulsés du P.O.B. — et de la L.C.I. de Vereeken — qui avait été hostile en 1935 à l'entrée dans le P.O.B.

plus³, mais il donne néanmoins un tableau assez clair des fautes du camarade Vereeken, fautes qui sont aussi dangereuses pour notre section belge que pour l'Internationale tout entière.

Le camarade Sneevliet, chef du R.S.A.P. hollandais a été, comme on le sait, entièrement solidaire de la politique du P.O.U.M. et a ainsi clairement montré combien il s'était éloigné du marxisme révolutionnaire⁴. Le cas du camarade Vereeken est un peu différent. Vereeken est plus prudent. Ses arguments, tant passés que présents, sont mêlés de réserves : « d'une part », « d'autre part ». Vis-à-vis du P.O.U.M., il a une position critique qui emprunte bien des arguments à notre arsenal commun. Mais, fondamentalement, sa position centrisme est bien plus susceptible que celle du camarade Sneevliet d'apporter de la confusion dans nos rangs. C'est pour cette raison qu'il faut soumettre les conceptions de Vereeken à une critique attentive.

Le Fatalisme optimiste, caractéristique du centrisme

Vereeken a présenté son rapport avant l'écrasement du P.O.U.M. et avant l'assassinat scélérat de son chef par les agents de Staline en Espagne (Antonov-Ovseenko et autres). Nous défendrons inébranlablement la mémoire de Nin et de ses compagnons contre les calomnies des canailles de Moscou et d'ailleurs. Mais le sort tragique de Nin ne peut pas modifier nos appréciations politiques, dictées par les intérêts historiques du prolétariat, et pas par des considérations sentimentales.

Pendant longtemps, le camarade Vereeken a eu une appréciation du P.O.U.M. complètement fautive et a pensé que ce parti évoluerait pour ainsi dire « automatiquement » à gauche et que notre politique en Espagne se bornerait à un « soutien critique » du P.O.U.M. Les événements ont totalement démenti ce pronostic fataliste et optimiste, tout à fait caractéristique de la pensée centrisme mais nullement de la pensée marxiste. Il suffit de rappeler ici que c'est du même optimisme fataliste qu'était

3. Dans un texte inachevé de réponse à Trotsky, Vereeken devait protester contre l'utilisation dans la polémique d'un résumé caricatural de son rapport, rédigé selon lui par un secrétaire de séance malveillant.

4. Sneevliet s'était rendu en octobre et novembre en visite en Catalogne, invité par le P.O.U.M. Il n'avait pas démenti lorsque Gorkin avait écrit dans *La Batalla* du 21 novembre qu'il avait désormais « décidé de se tenir à l'écart du Centre pour la IV^e Internationale et de collaborer avec le P.O.U.M. dont il approuvait les positions politiques ».

imprégnée toute la politique du P.O.U.M. dont la direction s'est adaptée aux chefs anarchistes dans l'espoir qu'ils allaient entrer automatiquement dans la voie de la révolution prolétarienne⁵, exactement comme Vereeken s'était adapté aux chefs du P.O.U.M. Toutes ces espérances ont été complètement détruites : les événements ont rejeté les chefs anarchistes, de même que ceux du P.O.U.M. non à gauche, mais à droite. Au lieu de reconnaître ouvertement que sa politique était fautive, Vereeken essaie de passer subrepticement sur une nouvelle position qui ne se distingue de celle de la veille que par une confusion plus grande encore.

Caractérisation du P.O.U.M.

« A la différence de la C.N.T. et de la F.A.I. qui existent depuis des années — c'est ainsi que Vereeken commence son rapport — le P.O.U.M. est récent, hétérogène, sa gauche est faible. » Cette description constitue une condamnation sévère, non seulement de la position de Sneevliet, mais aussi de la position antérieure de Vereeken. Car où est l'évolution à gauche promise ? En même temps, cette caractérisation du P.O.U.M. manque délibérément de précision. La « gauche est faible ». Le mot « gauche » ne veut rien dire dans ce contexte. Fait-il référence à la fraction marxiste du P.O.U.M. ou à sa fraction centriste de gauche⁶ ? Vereeken s'abstient délibérément de répondre à cette question. Nous répondrons donc pour lui : il n'existe dans le P.O.U.M., depuis l'exclusion des trotskystes, aucune fraction marxiste conséquente. Mais même la fraction centriste de gauche est faible et, sur ce point, Vereeken a raison. Mais cela signifie seulement qu'après six années d'expérience de la révolution, la politique du P.O.U.M. est déterminée par les centristes de droite⁷. Telle est la vérité sans fard.

5. Andrade avait écrit dans *La Révolution espagnole* le 15 avril 1937 : « On peut dire que l'avenir du cours que suit la révolution espagnole dépend absolument de l'attitude qu'adoptent la C.N.T. et la F.A.I. et de la capacité que montrent *leurs dirigeants* à orienter les masses qu'elles influencent. »

6. Ce que Trotsky appelle la fraction « centriste de gauche » est probablement ce qu'on appelait « la gauche » du P.O.U.M., à savoir Andrade et le secrétaire de la J.C.I. Solano. Mais une gauche s'était également manifestée à Barcelone, autour de José Rebull et de la cellule 72.

7. Vereeken estimait que l'erreur de Trotsky était de croire le P.O.U.M. incapable de se débarrasser de sa droite que sa politique sectaire renforçait, selon lui.

Le Camarade Vereeken « critique » le P.O.U.M.

Voyons maintenant la façon dont Vereeken critique le P.O.U.M. : « Fautes du P.O.U.M. : ralliement au Front populaire lors des élections. Il a réparé cette erreur le 19 juillet par la lutte armée. Autre faute : participation au gouvernement et dissolution des comités. Mais, après sa sortie du gouvernement, une clarification s'opéra dans le P.O.U.M. »

A première vue, cela rappelle une critique marxiste. En réalité, Vereeken utilise des fragments stérilisés de la critique marxiste non pour dévoiler, mais au contraire pour dissimuler la politique opportuniste du P.O.U.M. et la sienne. On est avant tout frappé du fait que, pour notre critique, il s'agit de « fautes » isolées, du P.O.U.M., pas d'une caractérisation marxiste de l'ensemble de sa politique. Il peut y avoir des « fautes » dans toute organisation. Marx fit des fautes ; Lénine fit des fautes, et le parti bolchevique dans son ensemble en fit aussi. Mais ces fautes ont été corrigées à temps grâce à la justesse de la ligne fondamentale. Dans le cas du P.O.U.M., il ne s'agit pas de fautes isolées, mais d'une ligne fondamentale qui n'est pas révolutionnaire, qui est centrisme, c'est-à-dire, avant tout, opportuniste. En d'autres termes, pour un parti révolutionnaire, les fautes sont l'exception ; pour le P.O.U.M., l'exception ce sont quelques pas isolés justes.

Le 19 juillet 1936

Vereeken nous rappelle que, le 19 juillet 1936, le P.O.U.M. a participé à la lutte armée. Bien sûr ! Seule une organisation *contre-révolutionnaire* pouvait ne pas participer à cette lutte qui embrassait tout le prolétariat : aucun de nous ne pense que le P.O.U.M. puisse être ainsi qualifié ! Mais comment le fait de participer à la lutte des masses qui, au cours de ces journées, ont imposé *leur* politique aussi bien aux anarchistes et aux socialistes à la fois qu'aux poumistes, pouvait-elle « réparer l'erreur » d'avoir participé au Front populaire ? Peut-être le P.O.U.M. a-t-il changé l'orientation fondamentale de sa politique ? Pas du tout ! La lutte du 19 juillet, malgré la victoire réelle des ouvriers, s'est terminée par l'équivoque d'une dualité de pouvoirs uniquement parce qu'aucune organisation n'avait la clarté de pensée ni le courage nécessaires pour conduire la lutte jusqu'au bout. La

participation du P.O.U.M. au Front populaire n'a pas été une « faute » fortuite, mais le révélateur infaillible de son opportunisme. Pendant les journées de juillet, seule avait changé la situation extérieure, mais pas le caractère centriste du parti. Le P.O.U.M. s'y est adapté à l'insurrection ouvrière comme il s'était quelques mois auparavant adapté à la mécanique électorale du Front populaire. Le zigzag à gauche du centrisme a complété son zigzag à droite mais ne l'a nullement « réparé ». Et, pendant son zigzag à gauche, le P.O.U.M. a intégralement conservé sa position hybride et préparé ainsi, ce faisant, la catastrophe à venir.

La Participation au gouvernement

« L'autre faute, dit Vereeken, a été la participation au gouvernement et la dissolution des comités. » D'où pouvait bien provenir cette « autre faute » si la participation à l'insurrection de juillet avait « réparé » la fausse politique antérieure ? En fait, la participation au gouvernement constitua un nouveau zigzag qui découlait de la nature centriste du parti. Le camarade Sneevliet a écrit qu'il « comprenait » cette participation. Hélas, cette formule ambiguë démontre seulement que Sneevliet *ne comprend pas* les lois de la lutte des classes à l'époque de la révolution.

Les journées de juillet 1936, où le prolétariat catalan, avec une direction juste, aurait pu, sans efforts ni sacrifices supplémentaires, s'emparer du pouvoir et ouvrir l'époque de la dictature du prolétariat dans l'Espagne entière, se sont terminées, en grande partie par la faute du P.O.U.M., par un régime de partage du pouvoir entre le prolétariat (les comités) et la bourgeoisie représentée par ses laquais (les dirigeants stalinien, anarchistes et socialistes). L'intérêt des ouvriers était d'en finir aussi vite que possible avec cette situation équivoque et dangereuse en donnant tout le pouvoir aux comités, c'est-à-dire aux soviets espagnols. En revanche, la tâche de la bourgeoisie était d'en finir avec les comités au nom de « l'unité du pouvoir ». La participation de Nin au gouvernement a été partie intégrante du plan de la bourgeoisie dirigé contre le prolétariat. Si Sneevliet « comprend » une chose pareille, alors tant pis pour lui ! Vereeken est plus prudent : il parle de la participation au gouvernement comme d'« une autre faute ». Pas mal, cette « faute », qui a consisté à soutenir directement le gouvernement de la bourgeoisie contre les comités ouvriers !

« Mais, se hâte d'ajouter Vereeken, pour briser la pointe de cette critique, après qu'il ait quitté le gouvernement, le P.O.U.M. a opéré une clarification. » C'est là une contre-vérité manifeste que Vereeken a lui-même réfutée dans sa caractérisation du P.O.U.M., citée plus haut, comme un parti *hétérogène* dans lequel la gauche est faible. En quoi consiste donc cette « clarification » à la suite de laquelle même les centristes de gauche ne sont dans ce parti qu'une faible minorité ? Ou peut-être devrions-nous comprendre par « clarification »... l'exclusion des bolcheviks-léninistes ?

La critique du secrétariat international

Vereeken va plus loin encore dans sa plaidoirie pour le centrisme. Après avoir énuméré les « fautes » du P.O.U.M., il passe tout de suite à l'énumération, dans un but de symétrie, des « fautes » du secrétariat international. Voyons ce qu'il dit littéralement :

« Fautes du S.I. : dix jours après le 19 juillet, à Paris, on n'avait pas de position. On ne voyait pas l'importance des événements. On n'a pas assisté à la conférence de Bruxelles ; *on a appliqué trop à la lettre la résolution de Paris*. On aurait dû profiter de cette occasion pour pousser le P.O.U.M. vers une politique révolutionnaire. On s'est coupé de Nin en publiant la lettre de Trotsky⁸. »

On n'en croit pas ses yeux à lire cette accumulation d'« accusations » : évidemment le S.I. peut avoir commis telle ou telle négligence pratique, voire telle ou telle faute politique. Mais les mettre sur le même plan que la politique opportuniste du P.O.U.M., c'est s'arroger le rôle d'arbitre entre un parti qui nous est hostile et notre propre organisation internationale. Le camarade Vereeken révèle là — et ce n'est pas la première fois — un manque désespérant du sens des proportions. Regardons cependant de plus près ses accusations.

« Dix jours » après le 19 juillet, le S.I. n'avait pas de position ! Admettons que ce soit vrai. Quelle en est la raison ? Manque d'informations ? Excès de prudence ? Vereeken ne l'explique pas. Bien entendu, il est mieux d'avoir tout de suite « une position ». A condition qu'elle soit juste. Le S.I. est

8. Il s'agit de la lettre de Trotsky au secrétariat international publiée dans *La Lune ouvrière* 15 août 1936. (Cf. *Œuvres*, 10, p. 292-294.)

l'institution administrative suprême. Il se devait d'être très prudent pour prendre une position politique d'autant qu'il ne dirigeait pas directement et ne pouvait pas diriger directement la lutte en Espagne. Mais si, « dix jours après », le S.I. n'avait pas de position, le camarade Vereeken, lui, un an après le 19 juillet, a une position radicalement fausse. C'est infiniment pire.

La Conférence de Bruxelles

Il fallait, voyez-vous, participer encore une fois à la pitoyable et insignifiante conférence de Bruxelles des centristes afin de « pousser le P.O.U.M. vers une politique révolutionnaire ». Il fallait agir sur le P.O.U.M., paraît-il, non pas à Barcelone, mais à Bruxelles, non pas devant les masses révolutionnaires, mais dans la salle bien close d'une conférence. Comme si c'était la première fois que nous rencontrions les chefs du P.O.U.M. ! Comme si, pendant six ans, nous n'avions pas essayé de les « pousser » dans la voie de la politique révolutionnaire ! Nous avons utilisé toutes les méthodes et tous les moyens : abondante correspondance, envoi de délégués, liens d'organisation, articles nombreux, brochures entières et, finalement, critique publique. Au lieu cependant d'entrer dans la voie de la politique marxiste, les chefs du P.O.U.M., effrayés par les exigences inexorables de la révolution, se sont définitivement engagés dans la voie du centrisme. Pour Vereeken, ce n'est évidemment qu'un faux pas sans importance. Ce qui aurait eu, semble-t-il, une importance énorme, c'était... la conférence centriste de Bruxelles, où Vereeken, en présence d'un ou deux chefs du P.O.U.M., aurait prononcé un discours qui n'aurait pu, *dans le meilleur des cas*, que répéter ce qui a été dit et écrit des centaines de fois avant la conférence. Une fois encore, chez le camarade Vereeken, le centriste se double d'un sectaire.

Pour le sectaire, le moment suprême de l'existence est celui où il s'exhibe à sa mille et unième conférence !

La Lettre de Trotsky

Finalement, la dernière accusation : la publication de la lettre de Trotsky. Cette lettre, autant que je sache, n'était pas destinée à la publication. Mais il faut vraiment avoir perdu les derniers vestiges de son sens politique pour voir dans sa

publication un facteur important pour la détermination de nos rapports avec le P.O.U.M. La lettre qualifiait la participation au bloc avec la bourgeoisie de *trahison* envers le prolétariat. C'est vrai ou non⁹ ?

Nous n'avons jamais soupçonné la pureté des intentions de Nin. Mais notre appréciation politique de sa participation au Front populaire comme un acte de trahison était tout à fait juste. Comment, dans ces conditions, la publication de cette lettre pouvait-elle nous « couper » de Nin ? Même avant sa publication, nous étions pas mal coupés de lui et pas par hasard : toute sa politique allait en sens contraire de la nôtre. Ce n'est pas par suite de quelque caprice que Nin a rompu avec nous trois ans avant la publication de la lettre de Trotsky. A moins que Vereeken veuille dire qu'après les élections Nin évoluait vers nous et que la publication de la lettre interrompit cette évolution¹⁰ ?

Les propos de Vereeken, en admettant qu'ils aient une ombre de signification, ne peuvent en avoir d'autre. En fait, comme nous le savons, Nin et ses amis continuaient de penser que leur participation au Front populaire, et ensuite au gouvernement, était juste, et ils ont même demandé qu'on renouvelle cette participation. Là aussi, il ne s'agissait pas d'une « faute », mais de toute une ligne politique.

Enfin, même si l'on admet que le P.O.U.M. avait compris sa « faute » d'avoir participé au Front populaire, comment la publication de cette lettre, qui contenait une sévère analyse de cette faute, pouvait-elle empêcher l'évolution du P.O.U.M. ? Est-ce que Vereeken veut dire (s'il veut réellement dire quelque chose !) que Nin a été tellement offensé par cette lettre qu'il a décidé de revenir à sa position antérieure ? Mais une telle idée est par trop insultante pour Nin qui était guidé par des idées politiques, pas par d'étroites considérations d'amour-propre personnel.

Telles sont ces « fautes » du S.I. que Vereeken met sur le même plan que la politique centriste du P.O.U.M. Ce faisant, il ne fait que démontrer qu'il occupe lui-même une position intermédiaire entre le marxisme et le centrisme.

9. Au terme d'un long débat sur la différence entre « trahison objective » et « trahison subjective », Vereeken devait conclure qu' « objectivement, la participation électorale du P.O.U.M. au Front populaire était une trahison », mais que la qualifier ainsi était « faux dans le fond et malhabile dans la forme ».

10. Vereeken niait cette interprétation : « Ce que nous prétendons, c'est que les qualificatifs employés dans cette lettre ont été rresservis à toutes les sauces et que, dans ce sens, ils ont desservi notre mouvement. »

La Préparation aux journées de mai (1937)

Vereeken passe ensuite aux événements de mai de cette année.

« On peut affirmer, dit-il, que le P.O.U.M. s'y attendait et qu'il s'armait. L'ampleur de ces événements a pris le parti à l'improviste. Mais n'importe quel parti aurait été pris à l'improviste. »

Chaque phrase est une erreur, pas fortuite d'ailleurs, mais le produit d'une ligne politique fautive. Les événements de mai ne pouvaient être « prévus »¹¹ et préparés que d'une seule manière, en déclarant une lutte irréconciliable contre les gouvernements de Catalogne et d'Espagne; en refusant toute collaboration politique avec eux; en opposant son propre parti à tous les autres, c'est-à-dire à leurs centres dirigeants, particulièrement et avant tout à la direction de la C.N.T.; en ne permettant pas un seul instant aux masses de confondre les chefs révolutionnaires avec les laquais de la bourgeoisie! Une politique intransigeante de ce type, avec, bien entendu, une participation active à la lutte militaire et aux actions révolutionnaires des masses, aurait assuré au P.O.U.M. une autorité inébranlable auprès de tous les ouvriers, avant tout parmi les ouvriers anarchistes qui constituent la grande majorité du prolétariat catalan. Au lieu de cela, le P.O.U.M. a revendiqué le retour de ses chefs dans le gouvernement contre-révolutionnaire et a continué à assurer dans *La Batalla* que les ouvriers pouvaient prendre le pouvoir sans combat. C'est même dans ce but que le P.O.U.M. a lancé son projet puéril d'un congrès particulier que devait convoquer le gouvernement bourgeois afin de... remettre le pouvoir aux ouvriers et aux paysans¹². C'est précisément pourquoi le P.O.U.M. a été pris à l'improviste et pourquoi les événements de mai n'ont constitué pour lui qu'une étape de plus sur la route de la catastrophe.

« Mais, clame Vereeken, n'importe quel parti aurait été pris

11. Tel était en effet le *leitmotiv* des interventions de Nin dans la période précédant les journées de mai. « Le prolétariat, dans les circonstances actuelles, peut prendre le pouvoir sans avoir recours à l'insurrection armée » (14 mars). « La classe ouvrière, avec les positions qu'elle conserve encore, peut s'en prendre au pouvoir sans recourir à la violence » (21 mars).

12. La formule du P.O.U.M. était ambiguë. De plus, elle revêtait bien des formes. Ainsi le quotidien catalan *L'Hora* réclamait-il un gouvernement avec « moins de bourgeois ».

à l'improviste ! » Cette phrase incroyable démontre une fois de plus que Vereeken ne connaît pas la différence qu'il y a entre un parti centriste et un parti marxiste. On peut certes admettre qu'une véritable insurrection des masses dépasse, *dans une plus ou moins grande mesure*, tout parti révolutionnaire. Mais la différence réside précisément dans cette *mesure* : là aussi, la quantité se change en qualité. Un parti centriste est entraîné par les événements et s'y noie, tandis qu'un parti révolutionnaire, à la fin des fins, les domine et assure la victoire.

« *Défensive et pas offensive* »

« Les 4 et 5 mai, continue Vereeken, sa politique (celle du P.O.U.M.) était juste : défensive et pas offensive. Marcher pour prendre le pouvoir aurait été aventuriste dans les circonstances données. La grande faute du P.O.U.M. fut de semer des illusions pendant la retraite et de faire passer la défaite pour une victoire. »

On voit avec quelle précision d'apothicaire Vereeken soupèse et balance les actions « justes » et les « fautes » du P.O.U.M. L'ensemble de son argumentation est cependant faux. Qui a dit — et où ? — qu'aller en mai à la prise du pouvoir était de l'aventurisme ? Ce n'était pas, avant tout, l'opinion du P.O.U.M. lui-même. La veille encore, il assurait aux ouvriers, que s'ils le voulaient, ils prendraient le pouvoir sans combat (12). Les ouvriers « voulaient ». Où est l' « aventurisme » ? Du point de vue qui nous intéresse, l'élément de basse provocation de la part des staliniens est d'une importance très secondaire. Tous les rapports qui ont suivi les événements montrent qu'avec une direction ayant un tant soit peu de sérieux et de confiance en elle-même, la victoire de l'insurrection de mai aurait été assurée. En ce sens, le P.O.U.M. avait raison de dire que les ouvriers pouvaient prendre le pouvoir « s'ils le voulaient ». Il oubliait seulement d'ajouter : « Malheureusement, vous n'avez pas de direction révolutionnaire. » Le P.O.U.M. ne pouvait pas conduire le prolétariat catalan dans une offensive révolutionnaire parce que — et seulement parce que — toute sa politique antérieure l'avait rendu incapable d'une telle initiative.

à l'improviste ! » Cette phrase incroyable démontre une fois de plus que Vereeken ne connaît pas la différence qu'il y a entre un parti centriste et un parti marxiste. On peut certes admettre qu'une véritable insurrection des masses dépasse, *dans une plus ou moins grande mesure*, tout parti révolutionnaire. Mais la différence réside précisément dans cette *mesure* : là aussi, la quantité se change en qualité. Un parti centriste est entraîné par les événements et s'y noie, tandis qu'un parti révolutionnaire, à la fin des fins, les domine et assure la victoire.

« *Défensive et pas offensive* »

« Les 4 et 5 mai, continue Vereeken, sa politique (celle du P.O.U.M.) était juste : défensive et pas offensive. Marcher pour prendre le pouvoir aurait été aventuriste dans les circonstances données. La grande faute du P.O.U.M. fut de semer des illusions pendant la retraite et de faire passer la défaite pour une victoire. »

On voit avec quelle précision d'apothicaire Vereeken soupèse et balance les actions « justes » et les « fautes » du P.O.U.M. L'ensemble de son argumentation est cependant faux. Qui a dit — et où ? — qu'aller en mai à la prise du pouvoir était de l'aventurisme ? Ce n'était pas, avant tout, l'opinion du P.O.U.M. lui-même. La veille encore, il assurait aux ouvriers, que s'ils le voulaient, ils prendraient le pouvoir sans combat (12). Les ouvriers « voulaient ». Où est l'« aventurisme » ? Du point de vue qui nous intéresse, l'élément de basse provocation de la part des staliniens est d'une importance très secondaire. Tous les rapports qui ont suivi les événements montrent qu'avec une direction ayant un tant soit peu de sérieux et de confiance en elle-même, la victoire de l'insurrection de mai aurait été assurée. En ce sens, le P.O.U.M. avait raison de dire que les ouvriers pouvaient prendre le pouvoir « s'ils le voulaient ». Il oubliait seulement d'ajouter : « Malheureusement, vous n'avez pas de direction révolutionnaire. » Le P.O.U.M. ne pouvait pas conduire le prolétariat catalan dans une offensive révolutionnaire parce que — et seulement parce que — toute sa politique antérieure l'avait rendu incapable d'une telle initiative.

reprises, elles ont démontré dans toutes les parties du pays qu'elles étaient prêtes à aller jusqu'au bout. Si le prolétariat catalan avait pris le pouvoir en mai 1937 — comme il l'avait réellement pris en juillet 1936 — il aurait rencontré du soutien dans toute l'Espagne. La réaction bourgeoise-stalinienne n'aurait même pas trouvé deux régiments pour écraser les ouvriers catalans. Dans le territoire occupé par Franco, non seulement les ouvriers, mais les paysans aussi, se seraient tournés vers le prolétariat catalan, auraient isolé l'armée fasciste et provoqué sa désintégration irrésistible. On peut douter que, dans ces conditions un gouvernement étranger se soit risqué à lancer ses régiments sur le sol brûlant de l'Espagne. L'intervention serait devenue matériellement impossible, ou au moins très dangereuse.

Bien entendu il y a dans toute insurrection un élément d'incertitude et de risque. Mais le cours ultérieur des événements a prouvé que, même dans le cas de la défaite, la situation du prolétariat espagnol aurait été infiniment plus favorable que maintenant, pour ne pas parler du fait que le parti révolutionnaire aurait assuré son avenir.

Mais sur quoi Vereeken fonde-t-il son affirmation catégorique que la prise du pouvoir en Catalogne aurait été, dans les circonstances données, « de l'aventurisme » ? Sur absolument rien, sinon... le désir de justifier l'impuissance du centrisme et en même temps de sa propre politique qui était et qui reste seulement l'ombre gauche du centrisme.

Vereeken défend l'exclusion des bolcheviks-léninistes

Les lignes de conclusion du compte rendu sont au niveau de l'ensemble du rapport : « On dit qu'il n'y a pas de démocratie dans le P.O.U.M. ; mais si les bordiguistes¹³ voulaient entrer dans notre parti, nous les accepterions sans doute, mais sans le droit de fraction. » Qui dit cela : un avocat du centrisme ou un révolutionnaire qui se compte parmi les bolcheviks-léninistes ? C'est dur à dire. Vereeken est pleinement satisfait de la démocratie du P.O.U.M. Les opportunistes excluent les révolutionnaires de leur parti. Vereeken dit : « Les opportunistes ont

13. Les « bordiguistes » étaient les membres de la Fraction de gauche italienne, se réclamant de son fondateur, désormais inactif, Amadeo Bordiga (1889-1970).

raison, parce que ces méchants révolutionnaires construisent des fractions. »

Rappelons une fois de plus ce qu'a dit du P.O.U.M. Vereeken, au début : il est « récent, hétérogène, sa gauche est faible ». De ce parti hétérogène, par essence constitué de fractions et de sous-fractions, le P.O.U.M. exclut non pas les réformistes avoués, non pas les nationalistes catalans petits-bourgeois, ni, bien entendu, les centristes, mais *seulement* les bolcheviks-léninistes¹⁴. Ce devrait être clair. Pourtant le « bolchevik-léniniste » Vereeken approuve la répression des centristes. Il est préoccupé, voyez-vous, par la question juridique du droit de fraction, pas par la question politique de leur programme et de leur tactique.

Aux yeux d'un marxiste, la fraction révolutionnaire à l'intérieur d'un parti centriste est un fait positif ; la fraction sectaire ou opportuniste dans le parti révolutionnaire est un fait négatif. Que Vereeken réduise la question au simple droit des fractions à l'existence ne fait que démontrer qu'il a complètement gommé la ligne de démarcation entre centrisme et marxisme. Voilà ce que dirait un authentique marxiste : « On dit qu'il n'y a pas de démocratie dans le P.O.U.M. Ce n'est pas vrai. La démocratie y existe — pour les droitiers, pour les centristes, pour les confusionnistes, mais pas pour les bolcheviks-léninistes. » En d'autres termes, l'étendue de la démocratie dans le P.O.U.M. est déterminée par le contenu réel de sa politique centriste, radicalement hostile au marxisme révolutionnaire.

Une Sortie impardonnable

Mais Vereeken ne s'en tient même pas là. Dans l'intérêt de la défense du P.O.U.M., il recourt directement à la calomnie (il n'y a pas d'autre mot) contre nos camarades de Catalogne. « La section bolchevik-léniniste de Barcelone, dit-il, était formée de carriéristes et d'aventuriers »¹⁵. On n'en croit pas ses yeux ! Qui

14. La direction du P.O.U.M. ne cachait pas ses intentions. Dans *La Batalla* du 24 avril 1937, Gorkin avait écrit que, si les trotskystes réussissaient à entrer dans le P.O.U.M. par sa porte qui était grande ouverte, ils seraient « jetés par les fenêtres ».

15. D'autres militants ont porté des jugements aussi durs sur les B.L. espagnols. Mais les plus sévères critiques de leur dirigeant, G. Munis, ont pu aller jusqu'à le traiter d'« aventurier », mais jamais de « carriériste » ! Personne n'a jamais discuté par exemple la personnalité de l'Allemand Hans David Freund, dit

dit cela? Un social-démocrate? Un stalinien? Un ennemi bourgeois? Non, c'est dit par un membre responsable de notre section belge. Voilà ce que c'est que de se cramponner à des erreurs dévoilées par toute la marche des événements! Demain, si le bulletin belge leur tombe entre les mains, les agents du G.P.U. à Barcelone vont dire : « De l'aveu de Vereeken lui-même, les bolcheviks-léninistes sont des carriéristes et des aventuriers. Il faut donc s'en débarrasser par les moyens appropriés. »

Je pense que c'est le devoir de toutes nos sections de déclarer que nous rejetons avec indignation cette sortie inadmissible du camarade Vereeken et qu'avec toute notre autorité internationale, nous soutenons notre jeune organisation de Barcelone. Je veux ajouter ici ceci : comme le montre leur appel programmatique du 19 juillet de cette année¹⁶, nos camarades de Barcelone comprennent beaucoup plus profondément et plus sérieusement que Vereeken les tâches de la révolution. La vraie « faute » du secrétariat international consiste plutôt en ce que, jusqu'à présent, elle n'a pas condamné la déclaration de Vereeken et n'a pas insisté pour qu'elle soit condamnée par la section belge.

Une fois de plus, il nous faut aider le camarade Vereeken à revenir à une ligne juste

Nous n'avons pas la moindre intention d'aggraver les divergences. Nous avons rencontré le camarade Vereeken dans des conditions différentes et à des étapes distinctes du développement de la section belge et de l'organisation internationale. Nous avons tous appris à apprécier son dévouement à la cause de la classe ouvrière, son énergie, son empressement à donner avec désintéressement toutes ses forces à cette cause. Les jeunes ouvriers doivent apprendre cela du camarade Vereeken. Mais en ce qui concerne sa position politique, malheureusement, il est très souvent plusieurs mètres à droite ou à gauche de la ligne marxiste, ce qui ne l'empêche pas d'être sévère pour ceux qui

Moulin, un des animateurs du groupe de Barcelone dont Katia Landau écrit, par exemple, que « les camarades du P.O.U.M. l'ont toujours estimé comme un révolutionnaire pur et dévoué » (*Le Stalinisme en Espagne*, p. 47).

16. Ce texte avait probablement été rédigé par Erwin Wolf, envoyé du S.I. Nous l'avons publié en annexe de L. Trotsky, *La Révolution espagnole 1930-1940*, pp. 709-716.

restent sur cette ligne. Dans le passé, nous avons dû lutter surtout contre les tendances *sectaires* du camarade Vereeken, qui n'ont pas fait peu de mal à la section belge. Mais même alors, ce n'était pas pour nous un secret que le sectarisme n'est qu'un bouton qui peut toujours s'épanouir en fleur d'opportunisme. Nous avons maintenant devant nous une confirmation tout à fait frappante de cette loi de la botanique politique. Le camarade Vereeken a fait preuve de sectarisme dans les questions d'importance secondaire ou dans des questions formelles d'organisation, pour tomber dans l'opportunisme sur une question politique d'une importance historique gigantesque.

La vie interne de la IV^e Internationale repose sur les principes de la démocratie. Le camarade Vereeken fait un usage très important, parfois anarchiste même, de cette démocratie. Néanmoins l'avantage du régime démocratique consiste en ce que l'écrasante majorité, s'appuyant sur l'expérience et une discussion entre camarades, peut formuler librement son opinion autorisée et rappeler à l'ordre, au bon moment, une minorité qui s'est engagée dans une voie dangereuse. C'est le meilleur service que l'on puisse rendre actuellement à notre section belge et, en même temps, à notre section hollandaise.

[PROJET DE LIVRE]¹

(25 août 1937)

Cher Camarade Walker,

Excusez, je vous prie, mon retard à répondre à votre lettre du 9 août — il n'y a plus de courrier aérien du fait de la grève des aviateurs. J'ai peur que cette lettre ne vous parvienne qu'après un temps considérable. Maintenant, vos questions.

1. La seconde partie de *Ma Vie* sera composée de certains chapitres non publiés de mes archives et d'une partie importante de mon dernier livre, *Les Crimes de Staline*, qui va paraître bientôt en français, mais pas en anglais (mon séjour en Norvège, le voyage au Mexique, etc.). Les derniers chapitres sont traduits par John G. Wright². Les chapitres mentionnés ci-dessus de mes archives ne sont pas traduits du tout. Tout cela exige d'être arrangé du point de vue littéraire, ce qui prendrait quelques mois, pas plus. Si Doubleday Doran accepte la publication de *Ma Vie*, je peux y consacrer deux mois. Autrement je dois me mettre à travailler à mon livre sur Lénine, lequel n'exige pas moins de sept à huit mois de travail. La décision est donc entre les mains de Doubleday Doran : je pourrais remettre *Ma Vie* en novembre. En ce cas, je n'aurais complètement terminé le manuscrit sur Lénine qu'en août 1936.

2. Bien sûr j'accepte l'idée d'une édition en un seul volume.

3. J'accepte en principe les deux versions : a) un volume de 600 pages comprenant 300 pages environ d'un texte abrégé de *Ma Vie*, plus 300 pages d'un texte nouveau traitant de la période de mon dernier exil (1929-1938) ; b) une publication séparée de la dernière partie.

1. Lettre à C. M. Walker (10755), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. John G. Wright était le nom de plume de J. Vanzler, et Usick son sobriquet familier.

Il m'est difficile de dire quelque chose sur une avance « raisonnable ». Je serais heureux d'avoir une suggestion de l'éditeur. Mon objectif avec la publication d'une nouvelle édition de *Ma Vie* est de recevoir un peu d'argent pour assurer, au moins en partie, la possibilité de travailler au livre sur Lénine.

[AMITIÉ NAISSANTE]¹

(25 août 1937)

Mes chers Camarades Dorothy & John McDonald² !

Votre lettre du 5 août m'a apporté quelques difficultés et beaucoup de plaisir. Les difficultés proviennent de votre anglais, trop compliqué pour mon ignorance. J'ai besoin de l'aide active d'un camarade pour « déchiffrer » quelques-unes de vos belles phrases et allusions, ce qui fait la lecture de votre lettre fut pour moi une leçon d'anglais ou, si vous préférez, d'américain. Je suis très sensible à la chaleur des paroles d'amitié que vous exprimez tous les deux. J'espère avec vous que nous n'avons à Coyoacán fait que traverser seulement le premier chapitre de notre amitié.

J'attends votre prochaine lettre avec patience mais aussi, en même temps, un vif intérêt pour les photos des deux impressions. Je me souviens avec plaisir des heures où la camarade Dorothy travaillait dans ma chambre puis se cachait sur le balcon une cigarette à la bouche.

J'envoie une copie de cette lettre par l'intermédiaire du camarade Solow, parce que je ne suis pas certain de l'adresse, trop courte, et je crois, par ailleurs, que vous êtes peut-être déjà rentrés à New York.

Je suppose que vous suivez avec intérêt et attention les développements du combat à l'intérieur du parti socialiste. Il me semble que la création d'un parti indépendant de la IV^e Internationale aux Etats-Unis sera un fait accompli dans les prochains mois ou semaines. Quelles sont vos opinions là-dessus ?

Les salutations les plus chaleureuses de Natalia, moi-même et toute la « population » de notre maison à vous deux.

1. Lettre à J. McDonald (8961), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. John McDonald (né en 1906) était un grand ami de Solow et avait suivi son itinéraire. Il faisait partie de l'équipe technique du comité de défense. Sa compagne, Dorothy Eisner, peintre de talent, l'avait accompagné. Le jeune couple avait sympathisé avec les Trotsky.

[QUELQUES SUGGESTIONS]¹

(26 août 1937)

Cher Ami,

1. J'ai lu avec beaucoup de satisfaction les deux premiers numéros du *Socialist Appeal*². Le manifeste est un document excellent dans le contenu et dans la forme. Le ton des deux premiers numéros est ferme et militant. On peut seulement espérer que les épreuves seront mieux corrigées : trop de fautes typographiques.

2. J'ai discuté ici avec des visiteurs des Etats-Unis la nécessité absolue de la mise sur pied de *The New International*. Après la scission, tout le monde aux Etats vous regardera avec une attention deux ou trois fois plus grande qu'avant notre entrée dans le parti socialiste. Un hebdomadaire ne suffit pas. Il vous faut influencer l'opinion par un mensuel sérieux. Ce serait excellent si vous lanciez le premier numéro en novembre afin d'en avoir publié deux numéros au moins avant la conférence internationale.

3. Je suis heureux d'entendre que votre section est presque unanime. Un conflit interne dans le cours de la scission avec le parti socialiste nous compromettrait beaucoup et nous affaiblirait. Mais il me semble que des conflits de ce genre sont peu probables dans les mois qui viennent.

4. Vous savez que le secrétariat international propose la convocation d'une conférence internationale en octobre prochain. Jusqu'à présent, on n'a rien fait de sérieux pour la

1. Lettre à J. P. Cannon (7503), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. La décision de faire reparaitre *The Socialist Appeal* en violation de la décision du congrès de Chicago équivalait à l'annonce de la décision de rompre avec le parti socialiste.

préparer. La section américaine, qui est destinée à jouer les premiers violons à la conférence ne sera certainement pas prête à jouer ce rôle en octobre. De tous les points de vue, il serait préférable de reporter la conférence internationale au début de l'année prochaine ou au moins à la fin de cette année, à Noël par exemple. J'espère que nos amis américains vont discuter tout de suite de cette question et déterminer leur opinion, et entrer là-dessus en correspondance avec le secrétariat international.

5. Vous vous souvenez qu'à la dernière conférence, Shachtman avait été choisi comme membre du comité exécutif³. La section américaine n'a jamais participé au travail du secrétariat international. C'est à peine si l'on répondait aux lettres d'Europe. Cela a créé en Europe une atmosphère de doute et même de suspicion vis-à-vis de la section américaine. Maintenant, avec la parution de *Socialist Appeal*, je suis sûr que ce sentiment devrait se dissiper. Mais, en soi, cela ne suffit pas. Vous connaissez l'attitude à moitié hostile de Sneevliet⁴ et de son comité central. Vous êtes informé des hésitations du comité central du parti belge. Pour assurer le succès de la conférence, il faut absolument que la section américaine participe à l'ensemble du travail préparatoire à partir d'aujourd'hui. Il faut absolument un soutien financier, même modeste, de sa part, surtout eu égard au boycottage de fait des Hollandais. Avec la section française, vous pouvez gagner la section belge à la politique juste, et isoler Sneevliet. Ne croyez-vous pas qu'une commission spéciale devrait être tout de suite constituée dans ce but ? Mon impression est que le camarade F[rank]⁵ serait très utile dans ce travail, surtout pour la question coloniale.

Cette lettre est tout à fait personnelle. La raison en est que je ne puis faire officiellement de suggestions parce que je ne connais pas assez la situation et je ne suis pas certain que toutes mes propositions soient justes. Par exemple, vous pouvez estimer qu'il faut que votre conférence nationale se tienne avant toute

3. La conférence de juillet 1936 et le secrétariat international avaient unanimement jugé absolument indispensable la participation de Shachtman au travail du S.I. Mais, depuis cette date, la section américaine avait vécu pratiquement hors du mouvement international.

4. Sneevliet avait considéré comme un abandon de la « Lettre ouverte » et une renonciation à la lutte pour construire la IV^e Internationale la décision des Américains d'entrer dans le parti socialiste. Il avait quitté la conférence de juillet 1936 dès ses premiers instants en signe de protestation et était vraiment sur la porte de l'organisation.

5. Nous supposons que F. désigne Frank et qu'il s'agit de Frank Glass, lequel s'occupera effectivement un peu plus tard de la « commission coloniale ».

conférence internationale, qu'il ne faudrait convoquer votre propre conférence qu'en janvier ou février ; et qu'il faudrait donc renvoyer au mois de mars la conférence internationale, etc.

Si vous pensez que ce peut être utile, vous pouvez montrer cette lettre aux autres camarades, ou bien me répondre avant de l'avoir fait.

[DES MEXICAINS A LA COMMISSION]¹

(27 août 1937)

Chère Mademoiselle LaFollette,

Votre lettre du 24 août recevra une réponse de M. van Heijenoort, avec toute la précision nécessaire. M. Frankel éclaircira la question concernant Olberg.

J'espère que vous avez noté avec soin le contenu de ma lettre du 17 août sur les lettres de Léon Sedov à sa mère. Je le répète, je vous ai envoyé *des originaux et non des copies*. Permettez-moi d'insister une fois de plus sur l'analyse chimique de l'encre, en dépit du fait que le texte des lettres parle de lui-même.

Concernant la participation des délégués mexicains à votre commission, vous aurez, je l'espère, une information autorisée de M. Rühle. Autant que j'en sois informé, il existe une perspective qu'on puisse envoyer deux délégués : le général Villareal², un vieux combattant de la révolution mexicaine et l'un des fondateurs du mouvement socialiste mexicain, et M. Zamora, ancien secrétaire de la C.T.M. (la Fédération mexicaine du travail)³. Tous deux ont, je sais, une réputation irréprochable. Aucun d'eux n'a avec moi de contact politique ou personnel.

1. Lettre à S. LaFollette (8753), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Antonio I. Villareal (1879-1944), élève instituteur lié aux frères Flores Magón, était devenu journaliste puis secrétaire en émigration du Parti Libéral mexicain et collaborateur de *Regeneración*. Il avait participé au soulèvement armé dès 1910, fondé la Confédération nationale du travail en 1912 et était devenu général en 1913. C'est lui qui avait réouvert en 1914 à México la Casa del Obrero Mundial. Il avait été également président de la Convention d'Aguascalientes. Il avait donné son accord de principe pour la participation à la commission, mais n'y prit pas part pour des raisons de santé.

3. Francisco Zamora Padilla (né en 1891), né au Nicaragua, venu au Mexique en 1908, fondateur d'*El Universal*, avait été le grand journaliste de la révolution mexicaine, mais aussi le premier marxiste, professeur d'économie et auteur d'un traité d'économie politique qui forma des générations de marxistes.

J'ai vu M. Zamora une fois dans ma vie, et je n'ai jamais vu le général Villareal.

Il est très regrettable que M. Frankel n'ait pu être à temps aux Etats. J'espère que M. Wolfe fera tout pour vous aider dans votre terrible charge.

BOLCHEVISME ET STALINISME

Sur les racines historiques et théoriques de la IV^e Internationale¹

(29 août 1937)

Les époques réactionnaires comme la nôtre non seulement désagrègent et affaiblissent la classe ouvrière en isolant son avant-garde, mais abaissent également le niveau idéologique général du mouvement en rejetant la pensée politique loin en arrière, à des étapes depuis longtemps dépassées. Dans ces conditions, la tâche de l'avant-garde est avant tout de ne pas se laisser entraîner par ce reflux : elle doit aller contre le courant. Si un rapport de forces défavorable ne permet pas de conserver des positions politiques précédemment conquises, elle doit au moins se maintenir sur les positions idéologiques car c'est en elles que se concentre l'expérience chèrement payée du passé. Une telle politique passera sans doute pour du « sectarisme » aux yeux des sots. En réalité, elle est l'unique moyen de préparer un nouveau bond en avant gigantesque avec le prochain flux historique.

Réaction contre le marxisme et le communisme

Les grandes défaites politiques provoquent inévitablement une révision des valeurs, laquelle se réalise généralement selon une direction double. D'une part, enrichie par l'expérience de la défaite, la véritable avant-garde défend bec et ongles l'héritage de la pensée révolutionnaire et, sur cette base, s'efforce d'éduquer de nouveaux cadres pour les luttes de masse à venir. D'autre part, les routiniers, les centristes et les dilettantes effrayés par la défaite font de leur mieux pour détruire l'autorité de la tradition révolutionnaire et revenir loin en arrière, à la recherche d'une « Foi nouvelle ».

1. Article (T 4202) paru d'abord dans *Quatrième Internationale* n° 4, janvier 1938. La traduction russe a été revue et corrigée.

On pourrait citer quantité d'exemples de réaction idéologique prenant le plus souvent la forme de la prostration. Toute la littérature de la II^e et de la III^e Internationale, comme celle de leurs satellites du bureau de Londres, consiste au fond en exemples de ce genre. Pas une trace d'analyse marxiste. Pas une tentative sérieuse d'éclairer la cause de la défaite. Pas un mot nouveau sur l'avenir. Rien que clichés, routine, mensonge et surtout souci de sauvegarder leur propre position bureaucratique. Il suffit de respirer cinq lignes de quelque Hilferding² ou Otto Bauer pour connaître cette pourriture. Des théoriciens du Comintern, mieux vaut ne pas parler. Le célèbre Dimitrov³ est ignorant et banal comme un boutiquier devant un verre de bière. Les cerveaux de ces gens sont trop paresseux pour qu'ils renient le marxisme : ils le prostituent. Mais ce ne sont pas pour l'instant les seuls qui nous intéressent. Venons-en aux « novateurs ».

L'ancien communiste autrichien Willi Schlamm⁴ a consacré aux procès de Moscou un petit livre sous le titre expressif de *La Dictature du Mensonge*. Schlamm est un journaliste de talent qui s'intéresse avant tout aux questions d'actualité. Sa critique de l'imposture de Moscou, ainsi que sa mise à nu de la mécanique psychologique des « aveux volontaires » sont excellentes. Mais il ne s'en tient pas là et prétend fonder une nouvelle théorie du socialisme qui donnerait pour l'avenir des garanties contre les défaites et les impostures. Mais, comme Schlamm n'est nullement un théoricien et est même, semble-t-il, peu familiarisé avec l'histoire du développement du socialisme, il en revient complètement, sous couleur de chercher des nouveautés, au socialisme

2. Rudolf Hilferding (1877-1941), autrichien d'origine, s'était fait connaître avant la guerre comme un théoricien par son livre *Le Capital financier* (1910). Centriste pacifiste pendant la guerre, il avait été l'un des inspirateurs de la droite du parti social-démocrate indépendant et son porte-parole contre Zinoviev au congrès de Halle avant de revenir en 1922 au parti social-démocrate. Il avait été ministre des finances dans le cabinet Stresemann d'août 1923. Il avait émigré en 1933 et collaborait en 1937 à Paris à l'organe en exil du S.P.D., le *Neue Vorwärts*. Sur Otto Bauer, cf. n. 12 p.112.

3. Georgi Dimitrov (1882-1949), vétéran du parti social-démocrate (tejniak) bulgare et des syndicats qu'il contrôlait, ancien député, était devenu célèbre après le « procès du Reichstag » où, principal accusé, il avait été acquitté après s'être fait l'accusateur des nazis. Il était depuis 1935 secrétaire général de l'I.C.

4. Willi Schlamm (1904-1978) avait été l'un des dirigeants des J.C. puis du parti communiste en Autriche, et avait été exclu en 1929 avec les « droitiers ». Journaliste de très grand talent, il avait alors dirigé *Die Neue Weltbühne* et en avait ouvert les colonnes à Trotsky qu'il avait rencontré à Paris et avec qui il avait gardé le contact après son élimination du grand hebdomadaire. Pour lui comme pour bien d'autres, les procès de Moscou avaient signifié la « faillite du bolchevisme ».

d'avant Marx et, qui plus est, à sa variété allemande, c'est-à-dire la plus arriérée, la plus douceâtre et la plus fade. Schlamm renonce à la dialectique, à la lutte de classes, pour ne pas parler de la dictature du prolétariat. La tâche de la transformation de la société se réduit, pour lui, à réaliser quelques vérités « éternelles » de la morale dont il s'applique dès maintenant, en régime capitaliste, à imprégner l'humanité.

La revue de Kerensky, *Novaia Rossiia* — une vieille revue de province russe qui paraît maintenant à Paris — a accueilli avec joie et même fierté la tentative de Willi Schlamm de sauver le socialisme par une inoculation de lympe morale : ainsi que conclut justement la rédaction, Schlamm en est arrivé aux principes du socialisme russe authentique qui, depuis longtemps déjà, a opposé à la sèche et rude lutte de classes les principes sacrés de la foi, de l'espoir et de l'amour. L'originalité de la doctrine des social-révolutionnaires russes ne constitue certes, dans ses prémisses idéologiques, qu'un retour au socialisme allemand d'avant mars 1848, mais il serait vraiment injuste de demander à Kerensky de connaître mieux que Schlamm l'histoire des idées. Il est infiniment plus important que Kerensky, lequel est aujourd'hui solidaire de Schlamm, ait été, en sa qualité de chef du gouvernement, l'instigateur de la persécution des bolcheviks comme agents de l'état-major allemand, c'est-à-dire qu'il ait organisé les mêmes impostures contre lesquelles Schlamm mobilise maintenant des absolus métaphysiques mangés aux mites.

Le mécanisme psychologique de la réaction intellectuelle de Schlamm et de ses pareils n'est pas le moins du monde compliqué. Ces gens ont pris part, pendant un temps, à un mouvement politique qui ne jurait que par la lutte de classes et qui, en paroles sinon en pensée, faisait appel au matérialisme dialectique. En Autriche comme en Allemagne, cela s'est terminé par une catastrophe. Schlamm en tire une conclusion sommaire : voilà où ont conduit la lutte de classes et la dialectique ! Et comme le choix des révélations est limité par l'expérience historique et... les connaissances personnelles de chacun, notre réformateur à la recherche d'une Foi tombe sur ce baluchon d'oripeaux qu'il oppose bravement, non seulement au bolchevisme mais aussi au marxisme.

A première vue, le type de réaction idéologique que présente Schlamm semble trop primitif (de Marx à... Kerensky) pour valoir la peine qu'on s'y arrête. Mais en réalité c'est une réaction très instructive : c'est justement à cause de son caractère primitif qu'elle représente le dénominateur commun de toutes les

autres formes de réaction et avant tout de celle qui s'exprime par la dénonciation globale du bolchevisme.

« *Retour au marxisme* »

Le marxisme a trouvé son expression historique la plus élevée dans le bolchevisme. C'est sous le drapeau du bolchevisme qu'a été remportée la première victoire du prolétariat et fondé le premier Etat ouvrier. Rien, jamais, n'effacera de l'Histoire ces faits. Mais comme la révolution d'Octobre a abouti présentement au triomphe de la bureaucratie avec son système de répression, de pillage et d'imposture — à la « dictature du mensonge », selon l'heureuse expression de Schlamm —, bien des esprits formalistes et superficiels sautent brutalement à la conclusion sommaire qu'on ne peut pas lutter contre le stalinisme sans rejeter le bolchevisme. Schlamm, on le sait, va plus loin : le bolchevisme, qui a dégénéré en stalinisme, est lui-même issu du marxisme, on ne peut par conséquent lutter contre le stalinisme en demeurant sur la base du marxisme. D'autres, moins conséquents, mais plus nombreux, disent au contraire : « Il faut revenir du bolchevisme au marxisme. » Comment ? A quel marxisme ? Avant de faire « faillite » sous la forme du bolchevisme, le marxisme avait déjà échoué sous la forme de la social-démocratie. Le mot d'ordre de « retour au marxisme » signifie-t-il donc un bond par-dessus la II^e et la III^e Internationale... vers la I^{re} ? Mais celle-ci aussi a échoué en son temps. Il s'agit donc en dernière analyse de... revenir aux œuvres complètes de Marx et d'Engels.

Ce bond héroïque, on peut le faire sans sortir de son bureau ni même quitter ses pantoufles. Mais ensuite, comment passer de nos classiques (Marx est mort en 1883, Engels en 1895) aux tâches de notre temps, en laissant de côté plusieurs décennies de luttes théoriques et politiques dont le bolchevisme et la révolution d'Octobre ? Aucun de ceux qui proposent de rejeter le bolchevisme comme une tendance historiquement « faillie » n'a indiqué de voie nouvelle. Tout se ramène au simple conseil d'étudier *Le Capital*. Rien à objecter. Mais les bolcheviks aussi ont étudié *Le Capital*, et pas les yeux fermés. Et cela n'a pas empêché pourtant la dégénérescence de l'Etat soviétique ni la mise en scène des procès de Moscou. Alors, que faire ?

Le bolchevisme est-il responsable du stalinisme ?

Est-il vrai pourtant que le stalinisme soit le produit légitime du bolchevisme, comme le croit toute la réaction, comme le confesse Staline lui-même, comme le pensent les mencheviks, les anarchistes et certains doctrinaires de gauche qui se croient marxistes ? « Nous l'avons toujours dit, affirment-ils, après avoir commencé par interdire les autres partis socialistes, réprimer les anarchistes et établi la dictature bolchevique sur les soviets, la révolution d'Octobre ne pouvait se terminer qu'en dictature de la bureaucratie. Staline est la continuation et aussi la faillite du léninisme. »

La faille dans ce raisonnement commence avec l'identification tacite entre le bolchevisme, la révolution d'Octobre et l'Union soviétique. Le processus de lutte historique entre des forces hostiles est alors remplacé par l'évolution du bolchevisme dans un vase clos. Or le bolchevisme n'est qu'une tendance politique, étroitement liée à la classe ouvrière mais qui ne s'identifie nullement à elle. Et, en plus de la classe ouvrière, il y a en U.R.S.S. plus de cent millions de paysans, des nationalités diverses, un héritage d'oppression, de misère et d'ignorance. L'Etat construit par les bolcheviks ne reflète pas leurs seules pensées et volontés, mais aussi le niveau culturel du pays, la composition sociale de la population, la pression de son passé barbare et du non moins barbare impérialisme mondial. Représenter le processus de la dégénérescence de l'Etat soviétique comme s'il s'agissait de l'évolution du seul bolchevisme, c'est ignorer la réalité sociale au nom d'un seul de ses éléments en l'isolant de façon purement logique. Il suffit de mettre le doigt sur cette erreur élémentaire pour qu'il n'en reste plus trace.

Le bolchevisme, en tout cas, ne s'est jamais identifié lui-même ni à la révolution d'Octobre, ni à l'Etat soviétique qui en est issu. Le bolchevisme se considérait comme l'un des facteurs de l'Histoire, son facteur « conscient » — très important certes, mais pas décisif. Nous n'avons jamais péché par subjectivisme historique. Nous voyions le facteur décisif — sur la base de l'état donné des forces productives — dans la lutte des classes, non seulement à l'échelle nationale mais aussi à l'échelle internationale.

Quand les bolcheviks faisaient des concessions aux aspirations petites-bourgeoises des paysans à la propriété privée, quand ils fixaient des règles strictes à l'entrée dans leur parti, quand ils

l'épuraient des éléments étrangers, quand ils interdisaient les autres partis, quand ils introduisaient la Nep, quand ils cédaient des entreprises sous forme de concessions, ils tiraient des conclusions particulières de ce fait fondamental qui était à leurs yeux théoriquement clair depuis le début, à savoir que la conquête du pouvoir, quelle que soit son importance en soi, ne fait nullement du parti le maître tout-puissant du processus historique. Maître de l'Etat, le parti peut indiscutablement influencer le développement de la société avec une force impossible à atteindre jusque-là ; mais en revanche, il est lui-même soumis à une pression dix fois plus grande de la part de tous les autres éléments de cette société. Il peut être chassé du pouvoir sous les coups directs des forces hostiles. Si l'évolution traîne plus, il peut dégénérer de l'intérieur tout en se maintenant au pouvoir. C'est précisément cette dialectique du processus historique que ne comprennent pas les logiciens sectaires qui cherchent dans la décadence de la bureaucratie stalinienne un argument définitif contre le bolchevisme.

Au fond, ces messieurs disent : le parti révolutionnaire qui n'apporte pas avec lui des garanties contre sa propre dégénérescence est mauvais. Avec ce critère-là, le bolchevisme est naturellement condamné : il ne détient aucun talisman. Mais c'est le critère lui-même qui est faux. La pensée scientifique exige une analyse concrète : comment et pourquoi le parti a-t-il dégénéré ? Personne jusqu'à présent n'a fait cette analyse, sauf les bolcheviks eux-mêmes. Pour ce faire, ils n'ont pas eu besoin de rompre avec le bolchevisme. C'est au contraire dans son arsenal qu'ils ont trouvé tout le nécessaire pour éclairer sa destinée. Ils en ont tiré la conclusion suivante : bien entendu, le stalinisme est « sorti » du bolchevisme, mais il en est sorti non de façon logique, mais de façon dialectique : il n'est pas son affirmation révolutionnaire, mais sa négation thermidorienne. Et ce n'est pas du tout la même chose.

Le Pronostic fondamental du bolchevisme

Les bolcheviks n'ont cependant pas eu besoin d'attendre les procès de Moscou pour expliquer les raisons de la désintégration du parti dirigeant de l'U.R.S.S. Depuis longtemps ils avaient prévu et commenté la possibilité théorique de ce développement. Souvenons-nous du pronostic des bolcheviks, pas seulement à la veille de la révolution d'Octobre, mais des années auparavant.

L'alignement spécifique des forces à l'échelle nationale et internationale ouvre, pour la première fois, au prolétariat, la possibilité d'arriver au pouvoir dans un pays comme la Russie. Mais ce même alignement des forces donne par avance la certitude que, *sans une victoire plus ou moins rapide du prolétariat dans les pays avancés*, le gouvernement ouvrier ne se maintiendra pas en Russie. Livré à lui-même, le régime soviétique tombera ou dégènera. Ou, plus exactement, il commencera par dégénérer pour tomber ensuite. J'ai écrit personnellement à plusieurs reprises sur cette question, et dès 1905. Dans mon livre *Histoire de la Révolution russe* (cf. dans le dernier tome l'appendice « Le socialisme dans un seul pays ») sont réunies les déclarations à ce sujet des dirigeants bolcheviques entre 1917 et 1923. Toutes conduisent à une seule conclusion : sans révolution en Occident, le bolchevisme sera liquidé, soit par la contre-révolution intérieure, soit par l'intervention étrangère ou par la combinaison des deux. Lénine en particulier a répété avec insistance que la bureaucratization du régime soviétique n'était pas une question technique ou d'organisation, mais le début possible de la dégénérescence de l'Etat ouvrier.

Au XI^e congrès du parti, en mars 1922, Lénine parla du « soutien » offert à la Russie soviétique au moment de la Nep, par des politiciens bourgeois, en particulier le professeur libéral Oustrialov⁵. « Je suis pour le soutien du pouvoir des soviets en Russie, dit Oustrialov — bien qu'il soit un cadet, un bourgeois, bien qu'il ait soutenu l'intervention armée — je suis pour le soutien du pouvoir des soviets parce qu'il s'est engagé dans une voie où il roule vers le pouvoir bourgeois ordinaire. » Lénine préfère la voix cynique de l'ennemi aux « doucereux mensonges communistes ». A sa manière rude et sobre, il met le parti en garde contre le danger : « Disons-le carrément. Les choses dont parle Oustrialov sont possibles, disons-le sans ambages. L'histoire connaît des transformations de tous genres : en politique, compter sur la conviction, le dévouement et autres excellentes qualités morales n'est guère sérieux. Les excellentes qualités

5. Nikolai V. Oustrialov (1890-1937) était professeur de droit et dirigeant du parti cadet en Sibérie en 1918, puis collaborateur de Koltchak. Il avait émigré à Kharbine où il enseigna jusqu'en 1934. Il aimait le journal *Smena Vekh* et était le chef de file des émigrés qui voyaient dans la Nep, puis le stalinisme, un mouvement naturel de retour au capitalisme, qu'il fallait encourager et appuyer. Il revint en U.R.S.S. en 1935 et enseigna la géographie économique dans un institut d'enseignement supérieur. Arrêté en 1937, il fut condamné à mort et exécuté.

morales sont le propre d'un petit nombre : or l'issue historique est décidée par les masses immenses qui, lorsque le petit nombre n'est pas de leur goût, le traitent parfois sans excès de politesse. » En un mot, le parti n'est pas l'unique facteur de développement et, sur une échelle historique plus grande, il n'est pas le seul décisif.

« Il arrive qu'un peuple en subjugué un autre », poursuivait Lénine au cours du même congrès, le dernier auquel il ait participé. « Voilà qui est simple et compréhensible pour chacun. Mais qu'advient-il de la culture de ces peuples ? Cela n'est pas si simple. Si le peuple conquérant est plus cultivé que le peuple vaincu, il lui impose sa culture ; dans le cas contraire, il arrive que c'est le vaincu qui impose sa culture au conquérant. Ne s'est-il pas produit quelque chose de pareil dans la capitale de la R.S.F.S.R. et n'est-il pas arrivé ici que 4 700 communistes (presque toute une division et des meilleurs) ont été soumis à une culture étrangère ? »⁶.

Ceci fut dit au début de 1922 et ce n'était pas la première fois. L'histoire n'est pas faite par quelques hommes, même « les meilleurs ». Et ce n'est pas tout : ces « meilleurs » peuvent dégénérer dans le sens d'une culture étrangère, c'est-à-dire bourgeoise. Non seulement l'Etat soviétique peut quitter la voie socialiste, mais le parti bolchevique, lui aussi, peut, dans des conditions historiques défavorables, perdre son bolchevisme.

C'est de la claire compréhension de ce danger qu'est née l'Opposition de gauche, définitivement constituée en 1923. Relevant, jour après jour, les symptômes de dégénérescence, elle essaya d'opposer au Thermidor grandissant la volonté consciente de l'avant-garde prolétarienne. Ce facteur subjectif s'est pourtant révélé insuffisant. Les « grandes masses » qui, selon Lénine, décident de l'issue de la lutte, étaient fatiguées des privations à l'intérieur et d'avoir attendu trop longtemps la révolution mondiale. Les masses ont perdu leur moral. La bureaucratie a pris le dessus. Elle a maîtrisé l'avant-garde prolétarienne, foulé aux pieds le marxisme, prostitué le parti bolchevique. Le stalinisme l'a emporté. Sous la forme de l'Opposition de gauche, le bolchevisme a rompu avec la bureaucratie soviétique et son Comintern. Tel fut le cours réel du développement.

Bien sûr, au sens formel, le stalinisme est bien sorti du bolchevisme. Même aujourd'hui la bureaucratie de Moscou continue à s'intituler parti bolchevique. Elle n'utilise la vieille

6. Lénine, *Œuvres*, t XXXIII, pp. 291 sq.

étiquette que pour mieux tromper les masses. Et ils n'en sont que plus pitoyables, ces théoriciens qui prennent l'écorce pour le noyau et l'apparence pour la réalité. En identifiant bolchevisme et stalinisme, ils rendent le plus grand service possible aux Thermidoriens et, justement ce faisant, jouent un rôle clairement réactionnaire.

Du fait de l'élimination de tous les autres partis de l'arène politique, les intérêts et tendances antagonistes des différentes couches de la population devaient, à un degré ou à un autre, trouver une expression dans le parti dirigeant. Dans la mesure où le centre de gravité politique passait de l'avant-garde prolétarienne à la bureaucratie, le parti a changé de structure sociale comme d'idéologie. Du fait de la marche impétueuse du développement, il a subi, dans les quinze dernières années, une dégénérescence bien plus radicale que celle qu'avait subie la social-démocratie pendant un demi-siècle. La purge actuelle trace, entre bolchevisme et stalinisme, non pas une simple ligne de sang, mais une vraie rivière de sang. L'extermination de toute la vieille génération des bolcheviks, d'une partie importante de la génération intermédiaire qui a pris part à la guerre civile et de la partie de la jeunesse qui prenait au sérieux les traditions bolcheviques, démontre qu'il n'y a pas seulement entre le bolchevisme et le stalinisme une incompatibilité politique, mais aussi incompatibilité physique profonde. Comment peut-on ne pas le voir ?

Stalinisme et « Socialisme d'Etat »

Les anarchistes, quant à eux, veulent voir dans le stalinisme le produit organique, non seulement du bolchevisme et du marxisme, mais du « socialisme d'Etat » de façon générale. Ils veulent bien remplacer la patriarcale « fédération de communes libres » de Bakounine⁷ par la plus moderne fédération des soviets libres⁸. Mais, comme auparavant, ils sont contre un pouvoir d'Etat centralisé. En effet, une branche du marxisme

7. Mikhaïl A. *Bakounine* (1814-1876), ancien officier, avait été l'inspirateur de l'aile libertaire de la I^{re} Internationale et l'adversaire de Marx, l'un des maîtres à penser des anarchistes.

8. L'Association internationale des travailleurs (A.I.T.) fondée à Berlin en décembre 1922 par des anarcho-syndicalistes de tous pays, Russes compris, avait mis à son programme-manifeste en 1933 la perspective de « libre système des conseils ».

« d'Etat », la social-démocratie, est devenue un agent ouvert du capitalisme après être arrivée au pouvoir. L'autre a donné naissance à une nouvelle caste privilégiée. Il est évident que la source du mal réside dans l'Etat.

D'un vaste point de vue historique, il y a dans ce raisonnement un grain de vérité. L'Etat, en tant qu'appareil de contrainte, constitue incontestablement une source d'infection politique et morale. Et, comme l'expérience l'a montré, c'est également vrai de l'Etat ouvrier. On peut, par conséquent, dire que le stalinisme est un produit d'une condition de la société dans laquelle celle-ci était encore incapable d'échapper à la camisole de force de l'Etat. Mais cette situation, qui ne comprend aucun élément permettant d'apprécier le bolchevisme ou le marxisme, caractérise seulement le niveau culturel général de l'humanité et, par-dessus tout, le rapport de forces entre prolétariat et bourgeoisie. Etant d'accord avec les anarchistes sur le fait que l'Etat, même l'Etat ouvrier, est le sous-produit de la barbarie de classe et que l'histoire humaine réelle commencera avec l'abolition de l'Etat, nous nous trouvons encore devant la question posée dans toute sa force : quelles voies, quelles méthodes conduiront, *définitivement*, à l'abolition de l'Etat ? L'expérience récente démontre que ce ne sont certainement pas les méthodes de l'anarchisme.

Les dirigeants de la C.N.T., la seule organisation anarchiste importante dans le monde, sont devenus au moment critique des ministres bourgeois⁹. Ils ont expliqué cette trahison ouverte de la théorie anarchiste par la pression de « circonstances exceptionnelles »¹⁰. Mais les dirigeants de la social-démocratie allemande n'ont-ils pas, en leur temps, invoqué cette même excuse ? Naturellement une guerre civile n'est pas une circonstance pacifique et ordinaire, mais une « circonstance exceptionnelle ». Toute organisation révolutionnaire sérieuse, cependant, se prépare précisément pour des « circonstances exceptionnelles ». L'expérience de l'Espagne a une fois de plus démontré qu'on peut « nier » l'Etat dans des brochures publiées dans des

9. Les dirigeants de la Confederación Nacional del Trabajo, (C.N.T.), anarcho-syndicalistes, Federica Montseny et Juan García Oliver, Juan López et Juan Peiró, étaient entrés en novembre 1936 dans le gouvernement espagnol de Front populaire présidé par le socialiste F. Largo Caballero.

10. Dans le quotidien de la confédération à Barcelone, *Solidaridad Obrera*, le 4 novembre 1937, Federica Montseny, rejeton d'une vieille famille anarchiste, ministre depuis la veille, expliquait que « les circonstances » avaient « changé la nature du gouvernement et de l'Etat espagnols ».

« circonstances normales » avec la permission de l'Etat bourgeois, mais que les conditions de la révolution ne laissent pas de place à une « négation » de l'Etat : elles exigent au contraire la conquête de l'Etat. Loin de nous l'intention de blâmer les anarchistes pour n'avoir pas aboli l'Etat d'un trait de plume. Un parti révolutionnaire, même après avoir pris le pouvoir (ce dont les anarchistes ne sont pas capables malgré l'héroïsme des ouvriers anarchistes), n'est encore nullement le maître tout-puissant de la société. En revanche, nous blâmons sévèrement la théorie anarchiste qui semblait convenir parfaitement aux temps de paix, mais qu'il a fallu abandonner très vite dès qu'ont commencé les « circonstances exceptionnelles » de... la révolution. Il y avait certainement autrefois des généraux — peut-être y en a-t-il encore — qui considéraient que le pire pour une armée, c'était la guerre. Ils appartiennent à la même famille, ces révolutionnaires qui se plaignent que la révolution dévalorise leur doctrine.

Les marxistes sont pleinement d'accord avec les anarchistes en ce qui concerne le but final : la liquidation de l'Etat. Les marxistes ne sont « étatistes » que dans la mesure où l'on ne peut abolir l'Etat simplement en l'ignorant. L'expérience du stalinisme ne réfute pas l'enseignement du marxisme, mais le confirme *a contrario*. La doctrine révolutionnaire qui enseigne au prolétariat à s'orienter correctement dans des situations données et à les mettre à profit, ne comporte évidemment aucune garantie automatique de victoire. Mais la victoire n'est possible que grâce à son application. De plus, il ne faut pas se représenter la victoire sous la forme d'un événement isolé. Il faut la considérer dans la perspective d'une époque historique. Le premier Etat ouvrier — sur une base économique médiocre et encerclé par l'impérialisme — a été transformé en gendarmerie du stalinisme. Mais le véritable bolchevisme a déclaré à cette gendarmerie une guerre à mort. Pour se maintenir, le stalinisme est maintenant obligé de mener une *guerre civile* ouverte contre le bolchevisme, baptisé « trotskysme », pas seulement en U.R.S.S., mais également en Espagne. Le vieux parti bolchevique est mort, mais le bolchevisme relève partout la tête.

Faire procéder le stalinisme du bolchevisme, c'est comme faire procéder, dans un sens plus large, la contre-révolution de la révolution. La pensée libérale-conservatrice et, plus tard, réformiste a toujours été caractérisée par ce cliché. Du fait de la structure de classe de la société, les révolutions ont toujours produit des contre-révolutions. Cela n'indique-t-il pas, demande

le logicien, qu'il y a quelque faille interne dans la méthode révolutionnaire ? Pourtant, ni les libéraux ni les réformistes ne sont encore arrivés à inventer une méthode plus « économique ». Mais, s'il n'est pas facile de rationaliser un processus historique vivant, il n'est pas en revanche pas difficile de donner une interprétation rationnelle de l'alternance de ses vagues, et ainsi, par la logique pure, de faire procéder le stalinisme du « socialisme d'Etat », le fascisme du marxisme, la réaction de la révolution, en un mot, l'antithèse de la thèse. Dans ce domaine comme dans bien d'autres, la pensée anarchiste est prisonnière du rationalisme libéral. Une véritable pensée révolutionnaire est impossible sans dialectique.

Les « péchés » politiques du bolchevisme comme source du stalinisme

Les arguments des rationalistes revêtent parfois au moins de l'extérieur, un aspect plus concret. Ils ne font pas procéder le stalinisme du bolchevisme dans son ensemble mais de ses péchés politiques¹¹. Les bolcheviks, selon Gorter, Pannekoek, certains « spartakistes » allemands et d'autres¹², ont remplacé la dictature du prolétariat par la dictature du parti : Staline a remplacé la dictature du parti par la dictature de la bureaucratie. Les bolcheviks ont détruit tous les partis sauf le leur ; Staline a étranglé le parti bolchevique dans l'intérêt de la clique bonapartiste. Les bolcheviks ont fait des compromis avec la bourgeoisie ; Staline est devenu son allié et son soutien. Les bolcheviks ont défendu la nécessité de participer aux vieux syndicats et aux parlements bourgeois ; Staline s'est fait l'ami de la bureaucratie

11. Un des représentants les plus typiques de ce genre de pensée est l'auteur français d'un livre sur Staline, B. Souvarine. Les côtés matériel et documentaire de l'œuvre de Souvarine représentent le produit d'une recherche longue et consciencieuse. Cependant la philosophie historique de l'auteur étonne par sa vulgarité. Pour expliquer toutes les mésaventures historiques ultérieures, il recherche les vices internes contenus dans le bolchevisme. L'influence sur le bolchevisme des conditions réelles du processus historique n'existe pas pour lui. M. Taine lui-même, avec sa théorie du « milieu », est plus proche de Marx que Souvarine (*Note de Trotsky*).

12. Hermann Gorter (1864-1927) et Anton Pannekoek (1873-1960) tous deux communistes hollandais, avaient été les maîtres à penser de la génération des « communistes de gauche » d'après la première guerre mondiale et notamment du K.A.P.D. allemand. Le groupe Spartacus — à ne pas confondre avec la Ligue de R. Luxemburg et K. Liebknecht — était l'un des groupes issus de la crise du K.A.P.D.

syndicale et de la démocratie bourgeoise. On peut, tant qu'on veut, poursuivre ces comparaisons. En dépit de leur portée apparente, elles sont complètement vides.

Le prolétariat ne peut prendre le pouvoir qu'à travers son avant-garde. En soi, la nécessité d'un pouvoir d'Etat provient de l'insuffisance du niveau culturel des masses et de leur hétérogénéité. C'est au sein de l'avant-garde révolutionnaire, organisée en parti, que se cristallise l'aspiration des masses à obtenir leur émancipation. Sans la confiance de la classe en son avant-garde, sans le soutien de la classe à l'avant-garde, il ne peut pas être question de prise du pouvoir. En ce sens, la révolution et la dictature prolétariennes sont la tâche de la classe tout entière, mais seulement sous la direction de l'avant-garde. Les soviets sont l'unique forme organisée du lien entre l'avant-garde et la classe. C'est seulement le parti qui donne un contenu révolutionnaire à cette forme. C'est démontré par l'expérience positive de la révolution d'Octobre et par l'expérience négative d'autres pays (Allemagne, Autriche, finalement Espagne). Personne n'a montré en pratique ni essayé d'expliquer précisément, par écrit, comment le prolétariat peut s'emparer du pouvoir sans la direction politique d'un parti qui sache ce qu'il veut. La subordination politique, par le parti, des soviets à ses dirigeants n'a pas plus aboli le système soviétique que la domination d'une majorité conservatrice a aboli le système parlementaire britannique.

En ce qui concerne l'*interdiction* des autres partis soviétiques, elle ne découlait d'aucune « théorie » du bolchevisme, mais constituait une mesure de défense de la dictature dans un pays arriéré dévasté, entouré d'ennemis. Pour les bolcheviks, il fut clair, dès le début, que cette mesure, complétée plus tard par l'interdiction des fractions à l'intérieur du parti dirigeant lui-même, signalait un énorme danger. La racine de ce danger ne résidait pas cependant dans leur doctrine ou leur tactique, mais dans la faiblesse matérielle de la dictature, dans les difficultés de sa situation intérieure et extérieure. Si la révolution avait vaincu, même en Allemagne seulement, il n'y aurait plus eu nécessité d'interdire les autres partis soviétiques. Il est absolument indiscutable que la domination d'un parti unique a servi comme point de départ juridique au régime totalitaire stalinien. Mais la raison d'un tel développement ne réside pas dans le bolchevisme ni dans l'interdiction des autres partis comme mesure de guerre temporaire, mais dans la succession des défaites du prolétariat en Europe et en Asie.

Le même est vrai de la lutte avec l'anarchisme. A l'époque héroïque de la révolution, les bolcheviks allaient la main dans la main avec les anarchistes authentiquement révolutionnaires. Nombre d'entre eux passèrent dans les rangs du parti. L'auteur de ces lignes discuta plus d'une fois avec Lénine de la possibilité de concéder aux anarchistes certains territoires dans lesquels, avec le consentement de la population locale, ils pourraient réaliser leur expérience de suppression immédiate de l'Etat (13). Mais la guerre civile, le blocus et la famine ne laissaient pas place à de tels projets. L'insurrection de Cronstadt ? Mais le gouvernement révolutionnaire ne pouvait naturellement pas « faire cadeau » aux marins insurgés de la forteresse qui protégeait la capitale seulement parce que la révolte réactionnaire des paysans-soldats avait été ralliée par une poignée d'anarchistes douteux. Une analyse historique concrète des événements ne laisse pas la moindre place pour les légendes, bâties sur l'ignorance ou la sentimentalité, concernant Cronstadt, Makhno et autres épisodes de la révolution.

Il ne reste que le fait que les bolcheviks ont, depuis le début, employé non seulement la conviction mais aussi la coercition, souvent très brutalement. Il est également indiscutable que, plus tard, la bureaucratie qui est issue de la révolution, monopolisa à son propre usage le système de coercition. Chaque étape du développement, même des étapes aussi catastrophiques que la révolution et la contre-révolution, découle de l'étape précédente, y a ses racines et lui emprunte certains de ses traits. Les libéraux, y compris les Webb¹⁴, ont toujours affirmé que la dictature bolchevique n'était qu'une nouvelle version du tsarisme. Ils ferment les yeux sur des « détails » comme l'abolition de la monarchie et de la noblesse, la remise de la terre aux paysans, l'expropriation du capital, l'introduction de l'économie planifiée, l'éducation athéiste, etc. De la même façon, la pensée libérale-anarchiste ferme les yeux sur le fait que la révolution bolchevique, avec toutes ses mesures de répression, signifiait un bouleversement des rapports sociaux dans l'intérêt des masses, tandis que le bouleversement thermidorien stalinien accompagne la transformation de la société soviétique dans l'intérêt d'une

13. C'est, semble-t-il, à l'occasion de l'affaire Makhno que ces solutions furent envisagées.

14. Sydney Webb (1859-1947) et son épouse, née Beatrice Potter (1858-1943), anciens animateurs de la société fabienne, modérés entre les travaillistes modérés, étaient revenus d'U.R.S.S. en 1935 avec l'enthousiasme de vrais « compagnons de route ».

minorité privilégiée. Il est clair que, dans l'identification du stalinisme avec le bolchevisme, il n'existe pas une trace de critère socialiste.

Questions de théorie

Un des traits principaux du bolchevisme a été son attitude sévère, exigeante et même querelleuse sur les questions de doctrine. Les vingt-sept tomes des *Œuvres*¹⁵ de Lénine resteront pour toujours comme un exemple de la conscience théorique la plus élevée. Sans cette qualité fondamentale, le bolchevisme n'aurait jamais rempli son rôle historique. A cet égard, le stalinisme, grossier, ignorant et profondément empirique, se situe à l'extrémité opposée.

L'Opposition déclarait, il y a plus de dix ans, dans sa plate-forme¹⁶ : « Depuis la mort de Lénine, on a créé toute une série de théories nouvelles, simplement pour justifier théoriquement le fait que le groupe Staline s'éloignait de la voie de la révolution prolétarienne ». Il y a seulement quelques jours, un auteur américain, Liston M. Oak¹⁷, qui a participé à la révolution espagnole, écrivait : « Les staliniens sont en fait aujourd'hui les révisionnistes les plus déterminés de Marx et de Lénine. Bernstein¹⁸ n'avait pas osé aller moitié aussi loin dans sa révision de Marx ». C'est tout à fait vrai. On doit seulement ajouter que Bernstein ressentait réellement des besoins théoriques : il a essayé consciemment d'établir un rapport entre les pratiques réformistes de la social-démocratie et son programme. La bureaucratie stalinienne cependant n'a non seulement rien de commun avec le marxisme, mais elle est de façon générale étrangère à toute doctrine et tout système de pensée. Son « idéologie » est profondément imprégnée de subjectivisme policier, sa pratique est l'empirisme de la violence brutale. Par la nature même de ses intérêts essentiels, la caste des usurpateurs

15. C'était alors le total, largement dépassé depuis, des volumes d'*Œuvres* de Lénine, alors publiés.

16. La Plate-forme de l'Opposition, prévue pour être présentée au 15^e congrès du parti, vit sa reproduction et sa diffusion interdites ; c'est son impression clandestine qui servit de prétexte aux premières exclusions et arrestations d'oppositionnels.

17. Liston M. Oak (1895-1970), journaliste américain, membre du P.C. depuis de nombreuses années, déjà ébranlé par le premier procès de Moscou, avait rompu à la suite d'un séjour prolongé en Espagne.

18. Eduard Bernstein (1850-1932) avait été l'avocat du « révisionnisme ».

est hostile à toute théorie : elle ne peut rendre compte de son rôle social ni à elle-même ni à autrui. Staline révisé Marx et Lénine, non par la plume du théoricien, mais avec le talon du G.P.U.

La Question de la morale

Les plaintes sur l' « immoralité » du bolchevisme proviennent surtout de ces nullités prétentieuses dont le bolchevisme a arraché le masque à bon marché. Dans les milieux petits-bourgeois, intellectuels, démocrates, « socialistes », littéraires, parlementaires et autres, se prévalent des valeurs conventionnelles ou un langage conventionnel pour dissimuler l'absence de valeurs. Cette vaste société bigarrée pour la protection mutuelle — « vivre et faire vivre » — ne peut supporter le contact de la lancette marxiste sur sa peau sensible. Les théoriciens, écrivains et moralistes, qui hésitent entre différents camps, pensaient, et continuent à penser, que les bolcheviks exagèrent, avec méchanceté, les divergences, sont incapables de collaborer « loyalement » et troublent par leurs « intrigues » l'unité du mouvement ouvrier. De plus, le centriste sensible et susceptible a toujours pensé que les bolcheviks le « calomniaient » — simplement parce qu'ils allaient jusqu'au bout de ses idées à moitié développées : il n'en avait jamais été lui-même capable. Mais le fait est que c'est seulement cette précieuse qualité, l'attitude irréconciliable à l'égard de tout ce qui est hybride ou évasif, qui peut éduquer un parti révolutionnaire qui ne veut pas être pris à l'improviste par des « circonstances exceptionnelles ».

Les qualités morales d'un parti découlent en dernière analyse des intérêts historiques qu'il représente. Les qualités du bolchevisme, l'esprit de sacrifice, le désintéressement, l'audace et le mépris pour tout ce qui est clinquant et faux — les meilleurs qualités de la nature humaine ! — découlent de son intransigeance révolutionnaire au service des opprimés. La bureaucratie stalinienne imite aussi dans ce domaine les paroles et les gestes du bolchevisme. Mais quand l' « intransigeance » et l' « inflexibilité » sont appliquées par un appareil policier au service d'une minorité privilégiée, elles deviennent une source de démoralisation et de gangstérisme. On ne peut éprouver que du mépris pour ces messieurs qui identifient l'héroïsme révolutionnaire des bolcheviks avec le cynisme bureaucratique des thermidoriens.

* * *

Aujourd'hui encore, malgré les dramatiques événements de la récente période, le philistin moyen préfère croire que la lutte entre le bolchevisme (le « trotskysme ») et le stalinisme est un conflit d'ambitions personnelles ou, au mieux, un conflit entre deux « nuances » du bolchevisme¹⁹. L'expression la plus brutale de ce point de vue est donnée par Norman Thomas, dirigeant de l'American Socialist Party : « Il n'y a pas de raison de croire, écrit-il (*American Socialist Review*, septembre 1937, p. 6) que si Trotsky avait gagné (!) au lieu de Staline, cela aurait signifié la fin des intrigues, des complots et du règne de la peur en Russie ». Et cet homme se considère comme... un marxiste. On pourrait dire avec autant de raison : « Il y a peu de raison de croire que si, au lieu de Pie XI, le Saint-Siège avait été occupé par Norman I^{er}, l'Église catholique serait devenu un bastion du socialisme ».

Thomas n'arrive pas à comprendre qu'il ne s'agit pas d'un match entre Staline et Trotsky mais d'un antagonisme entre la bureaucratie et le prolétariat. La couche qui gouverne en U.R.S.S. est certes obligée, même maintenant, de s'adapter à l'héritage pas encore complètement liquidé de la révolution tout en préparant simultanément par une guerre civile directe (purge sanglante — extermination de masse des mécontents) un changement du régime social. Mais, en Espagne, la clique stalinienne agit déjà ouvertement en tant que rempart de l'ordre bourgeois contre le socialisme. La lutte contre la bureaucratie bonapartiste se transforme sous nos yeux en lutte de classes ; deux univers, deux programmes, deux morales. Si Thomas pense que la victoire du prolétariat socialiste sur la caste infâme des oppresseurs ne régénérerait pas politiquement et moralement le régime soviétique, il ne fait que démontrer qu'en dépit de ses réserves, de ses tergiversations et de ses pieux soupirs, il est en réalité beaucoup plus proche de la bureaucratie stalinienne que des ouvriers.

Comme d'autres dénonciateurs de l'« immoralisme » bolchevique, Thomas n'est simplement pas parvenu à la morale révolutionnaire.

19. Relevons que la démarche signalée ici par Trotsky a été fréquemment renouvelée depuis sa mort et presque toujours présentée comme nouvelle.

Les traditions du bolchevisme et la IV^e Internationale

Les « gauchistes » qui tentent d'esquiver le bolchevisme dans leur « retour » au marxisme, se sont généralement bornés à des panacées isolées : boycottage des vieux syndicats, boycottage du parlement, création de soviets « véritables ». Tout cela pouvait paraître très profond dans la première fièvre de l'avant-guerre. Mais aujourd'hui, à la lumière de l'expérience la plus récente, de telles « maladies infantiles » n'ont même plus l'intérêt de la curiosité. Les Hollandais Gorter et Pannekoek, les « spartakistes » allemands, les bordiguistes italiens n'ont manifesté leur indépendance du bolchevisme qu'en grossissant artificiellement l'un de ses traits et en l'opposant au reste. Mais rien n'est resté en théorie ou en pratique de ces tendances « gauchistes » : une preuve indirecte, mais importante, que le bolchevisme est la seule *forme* possible du marxisme pour cette époque.

Le parti bolchevique a montré dans l'action la combinaison de l'audace révolutionnaire la plus grande et du réalisme politique. Il a, pour la première fois, établi, entre l'avant-garde et la classe, l'unique rapport qui puisse assurer la victoire. Il a prouvé par l'expérience que l'alliance entre le prolétariat et les masses opprimées de la petite bourgeoisie rurale et urbaine n'est possible qu'à travers la défaite politique des partis petits-bourgeois traditionnels. Le parti bolchevique a montré au monde entier comment mener à bien insurrection armée et prise du pouvoir. Ceux qui opposent l'abstraction des soviets à la dictature du parti devraient comprendre que c'est seulement grâce à la direction bolchevique que les soviets ont été capables de sortir de la boue réformiste et d'atteindre la forme d'Etat du prolétariat. Le parti bolchevique a réalisé au cours de la guerre civile une combinaison correcte de l'art militaire et de la politique marxiste. Même si la bureaucratie stalinienne réussissait à détruire les fondements économiques de la société nouvelle, l'expérience de l'économie planifiée sous la direction du parti bolchevique serait entrée pour toujours dans l'Histoire comme l'un des plus grands enseignements de l'humanité. Seuls peuvent l'ignorer des sectaires offensés et blessés qui ont tourné le dos au processus historique.

Mais ce n'est pas tout. Le parti bolchevique n'a pu réaliser ce magnifique travail « pratique » que parce qu'il fut à chaque pas éclairé par la théorie. Le bolchevisme n'a pas créé cette théorie : elle lui a été fournie par le marxisme. Mais le marxisme est la

théorie du mouvement, pas de la stagnation. Seuls des événements à une échelle historique énorme pouvaient enrichir la théorie elle-même. Le bolchevisme a fait au marxisme une contribution précieuse avec son analyse de l'époque impérialiste comme l'ère des guerres et des révolutions ; de la démocratie bourgeoise à l'époque du déclin de l'impérialisme ; de la corrélation entre la grève générale et l'insurrection ; du rôle du parti, des soviets et des syndicats dans la période de la révolution prolétarienne ; avec sa théorie de l'Etat soviétique, de l'économie de transition, du fascisme et du bonapartisme à l'époque du déclin du capitalisme ; et finalement avec son analyse de la dégénérescence aussi bien du parti bolchevique lui-même que de l'Etat soviétique. Qu'on nous désigne une autre tendance qui ait ajouté quelque chose d'essentiel aux conclusions et aux généralisations du bolchevisme. Théoriquement et politiquement, Vandervelde, De Brouckère, Hilferding, Otto Bauer, Léon Blum, Zyromski, pour ne pas parler du major Attlee et de Norman Thomas²⁰ vivent des débris dilapidés du passé. La dégénérescence du Comintern s'explique le plus crûment par le fait qu'il est tombé au niveau théorique de la II^e Internationale. Toutes les variétés de groupes intermédiaires (Independent Labour Party de Grande-Bretagne, P.O.U.M. et leurs semblables) adaptent au petit bonheur, chaque semaine, des fragments de Marx et de Lénine pour leurs besoins courants. Ils ne peuvent rien apprendre aux ouvriers.

Seuls les fondateurs de la IV^e Internationale, qui ont fait leur toute la tradition de Marx et de Lénine, ont, vis-à-vis de la théorie, une attitude de sérieux. Les philistins peuvent se gausser de ce que, vingt ans après la victoire d'Octobre, les révolutionnaires aient été de nouveau rejetés en arrière à une préparation modeste de type propagandiste. Les grands capitalistes ont, sur cette question comme sur bien d'autres, des vues bien plus pénétrantes que les petits-bourgeois qui se croient « socialistes » ou « communistes ». Ce n'est pas par hasard que la IV^e Internationale ne quitte pas les colonnes de la presse mondiale. Le

20. Trotsky énumère ici des dirigeants des principaux partis de la III^e Internationale. Nous nous permettons de renvoyer par l'index aux notes existantes pour Hilferding, Otto Bauer, Léon Blum, Zyromski et Norman Thomas, déjà cités. Emile Vandervelde (1868-1938), avocat, président de l'Internationale avant 1914 et après 1929, avait aussi fait une belle carrière ministérielle. Louis De Brouckère (1870-1951) avait également été président de l'Internationale et ministre en Belgique. Clement Richard Attlee (1883-1967) avocat, commandant de réserve (« major ») venu au socialisme par les œuvres de charité, était « leader » du groupe parlementaire travailliste depuis 1935.

brûlant besoin historique d'une direction révolutionnaire promet à la IV^e Internationale un rythme de croissance exceptionnellement rapide. La plus grande garantie de ses succès à venir réside dans le fait qu'elle n'est pas apparue en dehors de la grande route historique, mais qu'elle est organiquement issue du bolchevisme.

[L'ACCUEIL DES MEXICAINS]¹

(31 août 1937)

Chers Camarades,

Cette lettre a un caractère privé. Les amis mexicains qui ont proposé le général Villareal et le journaliste Zamora comme membres de la commission plénière d'enquête à New York font tout leur possible pour assurer financièrement le voyage de ces deux délégués qui n'ont pas de ressources personnelles. La question reste cependant de savoir si on pourrait les accueillir tous deux à New York dans une maison amie où ils pourraient rester la durée de la session, afin de les affranchir de la nécessité de payer pour leur logement (chambre et bureau). Les amis d'ici aimeraient avoir sur ce point des nouvelles de vous par câble.

1. Lettre à Novack, Abern, S. Weber, Isaacs (9430), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library. George E. *Novack* (né en 1905) était le secrétaire du comité américain pour la défense de Trotsky et Martin *Abern* (1898-1949), un des trois fondateurs de l'Opposition de gauche, réputé pour résoudre facilement tous les problèmes d'organisation.

[GOLDMAN ET LA COMMISSION]¹

(31 août 1937)

Cher Camarade Goldman,

Il me semble que votre participation aux sessions de la commission plénière est une absolue nécessité. Il y aura de nouveaux membres de la commission qui peuvent être *bona fide*² soupçonneux à l'égard de mes documents ou de témoignages. Me Finerty³, du fait de sa position officielle, peut donner quelques appréciations négatives sur les documents. Dans ces cas, aucun membre de la commission ne peut agir avec la vigueur nécessaire. Ou bien je dois être présent en personne, ou bien être représenté par mon avocat. La question se réduit simplement à celle de savoir si vous avez la possibilité matérielle de quitter Chicago pour New York pour la durée des sessions. Si oui, je me permets d'insister catégoriquement sur votre participation.

1. Lettre à A. Goldman (8288), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. En latin dans le texte : « de bonne foi ».

3. John F. Finerty (1885-1967), avocat d'affaires venu à la politique, défenseur de Sacco, Vanzetti, Tom Mooney, était l'avocat-conseil de la commission Dewey.

[L'ÉQUIPE DES COLLABORATEURS]¹

(2 septembre 1937)

Ma chère Sara,

Je n'ai pas répondu à la question concernant le camarade Hansen², parce que j'avais l'impression qu'il fallait attendre l'accord de Hansen lui-même. La recommandation du camarade Cannon et la vôtre me semblent tout à fait adéquates et je serais heureux que le camarade Hansen vienne ici le plus vite possible.

Après votre départ, il s'est produit dans la maison une grande catastrophe. Ma collaboratrice russe Rita³ va se marier et cela extraordinairement vite, le 15 de ce mois. Elle a déjà abandonné son travail. Vous savez que j'étais en train de recommencer le travail sur mon *Lénine*, ce qui veut dire que le collaborateur russe devient le collaborateur le plus important pour une longue période. La camarade Rae veut bien faire ce travail. Elle travaille dur en ce moment sa sténographie russe et, autant que j'en puisse juger par les premiers essais, avec un évident succès. Il y a néanmoins deux obstacles : a) pour les prochains mois, le russe de Rae ne sera pas parfait ; b) elle est bien trop précieuse pour moi comme sténographe russe. C'est pourquoi il me semble absolument nécessaire d'essayer de trouver aux Etats-Unis une dactylo russe, pas forcément sténo. Il y aura du travail plus qu'en suffisance pour les deux et Rae aurait

1. Lettre à S. Weber (10824), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Joseph Hansen (1910-1979), né dans une famille de Mormons, avait été recruté à l'université, à Salt Lake City, par son enseignant de lettres, le Canadien Earle Birney, en 1934. Il avait été envoyé en 1936 à San Francisco, où il s'était occupé du journal du syndicat des marins, *Voice of Federation*, puis de *Labor Action*.

3. Rita Iakovleva était dactylographe. Elle travaillait pour Trotsky depuis l'arrivée de ce dernier, ayant été découverte dans les tout premiers jours par van Heijnoort.

pendant ce temps la possibilité de parfaire son russe. Croyez-vous qu'il y ait quelque espoir de trouver une dactylo russe à New York ?

J'ai reçu la lettre du camarade Louis⁴. Je vais lui répondre prochainement.

P.-S. Je veux vous dire que le camarade Lankin est excellent à tous égards et particulièrement comme « garde ». Il s'est engagé sans aucune hésitation dans ses obligations nouvelles avec une assurance et une précision remarquables. Je lui suis très reconnaissant.

4. Louis Jacobs, le mari de Sara, qui était venu avec elle au Mexique en août.

[IL FAUT DISCRÉDITER LE STALINISME AUX YEUX DES OUVRIERS]¹

(2 septembre 1937)

Chers Camarades,

La camarade Rae² vous a envoyé hier une copie de mon article « Stalinsisme et Bolchevisme »³. Nous vous envoyons aujourd'hui une nouvelle copie du même article. La question qui y est traitée est très opportune partout, et surtout aux Etats-Unis (en liaison avec la scission avec le parti socialiste). Nous devons faire tout notre possible pour discréditer définitivement les staliniens aux yeux des ouvriers. Mais, par ailleurs, les ennemis du marxisme et du bolchevisme font tout leur possible pour identifier stalinsisme et bolchevisme — et discréditer ainsi la IV^e Internationale. Le but de cet article, comme celui de ma brève réponse à Wendelin Thomas⁴ est de montrer que le stalinsisme est l'opposé du bolchevisme.

Où peut-on publier cet article ? Il est trop long, je crois, pour le *Socialist Appeal*, et vous n'avez pas de revue. Je doute que les revues existantes l'acceptent. Peut-on le publier sous forme de brochure de Pioneer Publishers ? Cela me semble l'unique moyen de le lancer tout de suite. Ce serait bien que la brochure apparaisse au début de la session de la commission d'enquête.

P.-S. La traductrice du pamphlet, Eleanor Clark⁵, porte un intérêt vital à une présentation parfaitement correcte du texte et

1. Lettre à J. P. Cannon (7504), avec la permission de la Houghton Library, traduite de l'anglais.

2. Rae Spiegel.

3. Cf. pp. 339-358.

4. Cf. pp. 175-178.

5. Eleanor Clark (née en 1913), jeune romancière américaine, proche des milieux du comité de défense, avait séjourné au Mexique à l'époque de la commission d'enquête, fréquenté la maison bleue et s'était liée à Jan Frankel qu'elle allait épouser.

viendra au bureau pour faire l'ultime correction des épreuves. Demandez-lui, s'il vous plaît, si elle souhaite que son nom soit publié comme celui de la personne qui a fait la traduction ?

[QUELQUES DIRECTIVES]¹

(2 septembre 1937)

Cher Ami,

Je t'envoie par le même courrier un grand article, « Stalinsisme et Bolchevisme »². Cette question revêt une importance extrême aujourd'hui. Van traduit l'article en français, nous l'expédierons bientôt à Paris. Je crois qu'il conviendrait aussi de l'imprimer dans le *Biulleten* russe, pas en éditorial, mais sur plusieurs numéros ou comme second article. Le *Sotsialisticheski Vestnik* (Le Courrier socialiste)³ annonce un quelconque article de polémique dirigé contre moi, apparemment à propos de ma réponse à Wendelin Thomas. Ce n'est pas la peine de polémiquer directement avec ces gens-là ; mais cet article sera une réponse claire aux sophismes de Dan et Cie.

Je suis vraiment désolé d'avoir à troubler tes courtes vacances par mes lettres, mais il me faut réagir sans délai à toutes les demandes de la commission de New York : elle est très sévère et chicaneuse pour tous les détails. Pour le rapport financier, Van ou Jan [Frankel] te fournira toutes les explications nécessaires.

La commission plénière commence ses travaux le 15 septembre. J'ai espoir que deux représentants du Mexique y prendront part, ce qui serait très important vis-à-vis de l'opinion publique de ce pays. Le parti stalinien a adopté une résolution — secrète — qui définit comme tâche essentielle pour la période à venir : me faire taire et obtenir, si possible, mon expulsion. C'est visible, mes dernières interviews sur l'Armée rouge décapitée et l'assassinat de Nin ont provoqué à Moscou de nouvelles craintes. Il faut y

1. Lettre à L. Sedov (10225), traduite du russe, avec la permission de la Houghton Library.

2. Cf. pp. 339-358.

3. Edité alors à Paris par les mencheviks en exil.

ajouter la session de la commission de New York qui empêche quelqu'un de dormir, à Moscou.

Tu dois prendre de grandes précautions. Il est vrai que toute tentative d'assassinat contre toi ou moi serait considérée par tous comme l'œuvre de Staline, mais, après tous les crimes qu'il a commis ces derniers temps, il n'a plus rien à perdre dans ce domaine.

Cette lettre est ma réponse à ta lettre du 15 août que je viens seulement de recevoir aujourd'hui 2 septembre. J'ai bien reçu le contrat avec Scribner joint.

Il est arrivé ici une petite catastrophe. Ma collaboratrice russe vient brusquement de se marier et a déjà arrêté le travail. Je dicte cette lettre à ma nouvelle collaboratrice anglaise, Rae Spiegel, qui a appris spécialement le russe pour m'aider dans mon travail — quelle fille ! Elle ne maîtrise pas encore le russe, mais elle travaille beaucoup et fait de rapides progrès. Mais il lui sera très difficile, sûrement impossible, de concilier le travail en russe et en anglais. D'autant plus que je travaille de nouveau à mon livre sur Lénine. J'ai peu d'espoir de réussir à trouver une bonne dactylo russe à New York. N'y a-t-il personne en France ? Il est indispensable de se mettre à chercher sérieusement, car cette question peut devenir aiguë.

REMARQUES SUR LA SITUATION CHINOISE¹

(3 septembre 1937)

1. La discussion sur la question chinoise s'est déroulée en anglais et comme je maîtrise très mal cette langue, il se pourrait que le sténogramme n'exprime pas clairement mes idées. Malheureusement, je n'ai pas eu le temps de compléter ou de corriger le texte anglais. Aussi, la situation a beaucoup changé depuis l'époque de cette conversation. Le 11 août, quand elle a eu lieu, on ne voyait pas encore clairement le degré d'acuité² que prendrait le conflit entre la Chine et le Japon. Maintenant, ce conflit s'est transformé en guerre ouverte, bien qu'il soit encore difficile de prédire, d'ici au moins, si les opérations militaires prendront fin sur une sorte de compromis ou si au contraire elles se développeront en une grande guerre.

2. En tout cas, la question des organisations « antijaponaises » indépendantes prend une signification plus immédiate qu'il y a quelques semaines³. Pourtant, maintenant également, il me

1. *Internal Bulletin*, Organizing Committee for the Socialist Party Convention, New York, n° 3, décembre 1937. Il s'agit de remarques (« Afterword ») sur un sténogramme d'une discussion qui s'était déroulée le 11 août avec la participation de Trotsky, Jack Weber, Li Furen et Rae Spiegel (cf. pp. 260-278). Dans une note, cette dernière précise que ce texte a été dicté par le souci de répondre à une question posée par Li Furen après la discussion : « Est-ce que les opérations militaires actuelles en Chine ne vont pas à ce point désorganiser l'économie chinoise qu'elles anéantiront les gains de la renaissance économique et rejeter l'économie plus en arrière encore qu'auparavant ? Si la renaissance économique est détruite pour longtemps par la guerre de dévastation, existe-t-il une autre base pour la renaissance du mouvement ouvrier ? »

2. Le premier incident grave avait eu lieu à quelques kilomètres au sud de Pékin dans la nuit du 7 au 8 juillet. Dans les semaines suivantes, le Japon mobilisait et concentrait des troupes, passant de 7 000 à 100 000 hommes. Les incidents s'étant multipliés autour de Pékin, les Chinois refusaient un ultimatum japonais et les Japonais attaquaient, le 28, une colonne chinoise, bombardant les faubourgs de Pékin, évacués dans la nuit par les Chinois.

3. Li Furen avait posé à Trotsky un problème qui avait été soulevé à la direction de la section chinoise par le vétéran Chen Qizhang : ne fallait-il pas,

semble que nos adhérents ne peuvent pas prendre sur eux l'initiative de former des organisations « anti-japonaises » sans définir plus précisément leurs objectifs. Il me semble qu'il serait beaucoup plus juste de créer des organisations « de guerre » sur une base de classe, pour réaliser le travail que réaliseraient les syndicats dans une situation semblable. Par exemple, si, dans une usine donnée, quelques ouvriers s'en vont à la guerre, il faudrait organiser un groupe pour garder la liaison avec eux, rendre à eux et à leurs familles des services matériels et moraux. Il faut faire le même travail dans les villages, en essayant d'organiser un centre ouvrier spécial pour cet objectif à la ville. De telles unions d'ouvriers et de paysans pour aider ceux qui vont au front peuvent et doivent insister devant les organisations politiques bourgeoises et le gouvernement sur le fait qu'elles aident les familles des soldats révolutionnaires, etc.

3. Ce serait une erreur de croire que la guerre paralyserait d'un coup la renaissance économique du pays. Au contraire, il y a toutes raisons de penser que la guerre va produire une renaissance fiévreuse de l'industrie. Il faut ajouter aussi que l'immense espace chinois, surtout au sud et à l'est, non seulement ne sera pas dans le domaine des opérations militaires, mais dans une large mesure, ne sera pas directement influencé par les facteurs de la guerre. De sorte qu'on peut s'attendre à ce que la renaissance industrielle continue, surtout si la guerre est financée par la Grande-Bretagne, les Etats-Unis ou l'Union soviétique. La dépendance de l'armée et du gouvernement de la production interne augmentera considérablement le rôle et l'importance des ouvriers d'industrie chinois. Toutes les branches de l'industrie, surtout celles qui travaillent directement pour la défense, feront de gros profits. Cette circonstance ouvre des conditions très favorables pour la lutte économique des ouvriers. Le gouvernement devra être plus prudent dans la répression, afin de ne pas briser le rythme de l'industrie de guerre. Bien entendu, les canailles du Guomindang et les non moindres canailles du parti stalinien vont hurler que la lutte économique en temps de guerre est « antipatriotique ». Cependant les masses ouvrières n'auront guère de sympathie pour ce conseil, surtout si les vrais révolutionnaires sont capables de faire connaître les énormes profits des capitalistes et la rapacité des bureaucrates.

tirant la leçon de la floraison d'organisations anti-japonaises comme l'association du salut, née du « mouvement du 6 décembre », que les trotskystes fondent à leur tour des « organisations anti-japonaises » ?

Ce travail, non seulement ne nuira pas à la guerre, mais au contraire servira à la soutenir. Une guerre contre le Japon ne peut assumer un caractère national authentique que dans le cas où la bourgeoisie ne réussit pas à en rejeter tout le fardeau sur les épaules de la classe ouvrière. C'est pourquoi les revendications pour le contrôle ouvrier sur l'industrie, surtout sur l'industrie de guerre, ont une signification aussi considérable — pas seulement pour « contrôler » les profits, mais pour rendre difficile aux capitalistes la fourniture à l'armée de produits de mauvaise qualité. La vie quotidienne en temps de guerre fournira des centaines et des milliers de moyens pour l'organisation de types différents d'unions et de comités, dans lesquels les ouvriers participeront, avec les étudiants et la petite bourgeoisie en général. Il faut que de telles organisations aient devant elle, par conséquent, un programme bref, mais tout à fait concret, lié aux intérêts de l'armée et des ouvriers. Il n'y a pas de raison de répéter que les révolutionnaires ouvriers, participant activement à la guerre et aux services en liaison avec elle, ne peuvent et ne doivent assumer la moindre responsabilité politique pour le gouvernement bourgeois. L'avant-garde du prolétariat demeure en temps de guerre en opposition irréductible à la bourgeoisie. La tâche de l'avant-garde consiste en ce que, se basant sur l'expérience de la guerre, elle doit grouper les ouvriers autour de l'avant-garde révolutionnaire, rallier les paysans autour des ouvriers et ainsi préparer l'authentique gouvernement ouvrier et paysan, c'est-à-dire la dictature du prolétariat à la tête de millions de paysans.

Du point de vue de l'objectif indiqué, la préservation d'un lien étroit entre les ouvriers révolutionnaires dans l'armée (correspondance, envoi de produits) toute sorte de fraternisation entre les ouvriers, les paysans et les soldats etc., a une énorme signification.

Telles sont les remarques supplémentaires que je puis ajouter à notre discussion du 11 août.

[QUESTIONS DIVERSES]¹

(4 septembre 1937)

Cher Camarade Shachtman,

1. A propos de la correspondance d'Allemagne², j'ai écrit que vous pouviez l'utiliser au moins en partie. Ce n'est pas si souvent que nous recevons d'Allemagne d'authentiques lettres. Mais je suis d'accord qu'il serait mieux de placer le tout dans une revue. Peut-être dans une revue démocrate ? J'ai reçu cette lettre d'Otto Rühle. Si on pouvait la placer pour une somme, l'argent serait envoyé à Otto Rühle. Si vous êtes trop occupé pour la placer, transmettez le manuscrit à Solow ou Walker. Malgré toutes ses déviations théoriques, il est digne d'attention.

2. Je suis enchanté du second volume de *The Stalin School of Falsification*. Il n'est pas nécessaire de dire que votre introduction et vos notes sont très, très bonnes, mais malheureusement je trouve dans l'introduction quelques erreurs de fait. Dans pareil cas, il serait mieux de m'envoyer les épreuves ou une copie du manuscrit, parce que même des erreurs mineures dans un travail important produisent une impression défavorable et sont parfois utilisées par les adversaires, et ils sont nombreux.

3. Je suis heureux d'apprendre votre évaluation optimiste de la situation de votre organisation. Mais je ne peux pas vous dissimuler certains de mes doutes : avant l'entrée, nous avions un hebdomadaire et un mensuel et maintenant j'apprends que vous avez de grandes difficultés avec l'hebdomadaire et que vous n'envisagez même pas la mise sur pied d'une revue (mensuelle) dans un proche avenir. En même temps, je ne peux pas croire que la prospérité nouvelle ait diminué les ressources financières de nos camarades. Où est donc l'explication ?

1. Lettre à M. Shachtman (10332), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Une lettre d'Allemagne était parvenue à Rühle qui l'avait transmise à Trotsky.

[LES POURPARLERS AVEC OLBERG]¹

(4 septembre 1937)

Chère Mademoiselle LaFollette,

Vous vous intéressez à la question des conversations avec Olberg au sujet de la possibilité pour lui de travailler en qualité de secrétaire russe près de moi. Je me souviens qu'on m'avait demandé si je ne pouvais pas trouver ma propre lettre proposant directement ou indirectement à Olberg de venir à Prinkipo. Nous n'avons rien trouvé de ce genre. Je n'ai jamais invité Olberg. L'ensemble de la situation était bien différent. Mes amis de Berlin savaient bien que j'avais besoin d'un secrétaire russe. Tout le monde cherchait de ce point de vue, sans me demander. Olberg a pris contact avec les Pfemfert, mes amis de Berlin, suggérant qu'il pouvait servir en cette qualité. Ce fut l'origine des lettres des Pfemfert au printemps de 1930.

Dans nos archives, nous avons trouvé deux lettres et un télégramme de Marguerite Rosmer, la femme d'Alfred Rosmer, à ma femme, le 1^{er} et le 9 avril et le télégramme du 6 avril (1930) concernant la même question et confirmant le fait que mes amis étaient opposés à l'acceptation de la proposition de « l'Allemand ». J'inclus ci-joint les lettres et le télégramme.

L'explication nécessaire en est donnée dans la lettre de van Heijenoort aux Rosmer du 29 juin 1937. Une copie est jointe. Vous pouvez soumettre tout ce matériel à Alfred Rosmer qui reconnaîtra sûrement l'écriture de sa femme.

Pour moi, toute l'affaire devient plus compréhensible pour la commission si on fait référence à ma situation actuelle : ma secrétaire russe a soudain décidé de se marier et a déjà quitté son travail. Je suis maintenant sans collaborateur russe. Tous mes

1. Lettre à S. LaFollette (8754), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

amis à New York et mon fils à Paris connaissent cette situation et discutent la possibilité de me trouver une nouvelle secrétaire russe, sans que je participe directement à l'affaire. Je peux à tout moment recevoir une lettre de Shachtman ou de Weber ou de mon fils à Paris, disant : « X., un jeune Russe, propose ses services. Mais peut-être vous a-t-il déjà écrit à ce sujet, mais je suis tout à fait opposé à sa candidature ». C'est ainsi, j'en suis persuadé, que cela s'est passé en 1930.

LE BUREAU DE LONDRES AU SECOURS DES IMPOSTURES STALINIENNES

Une fois de plus sur Fenner Brockway¹

(5 septembre 1937)

Le « bureau des partis socialistes révolutionnaires » de Londres avait été invité, ainsi que la II^e et la III^e Internationale, à participer à la commission d'enquête internationale sur les procès de Moscou. Le 21 mai, Fenner Brockway, au nom de ce bureau, a répondu par un refus. Nous citons textuellement, de sa réponse, la partie afférente à cette question :

« Le bureau international ne peut prêter son soutien à la commission d'enquête américaine ni y être représenté, car il considère qu'une erreur fatale a été commise quand l'initiative de l'enquête a été prise par un comité qui se définit lui-même comme un " comité de défense de Trotsky ". »

Il en ressort par conséquent que le bureau de Londres est intéressé de façon vitale à l'enquête, et que, s'il refuse de l'aider, c'est seulement parce qu'elle a été commencée par un comité « de défense ».

M. Brockway n'indique pas cependant *qui*, précisément, devait prendre l'initiative de cette enquête : le nouveau chef du G.P.U., Ejov ? Le secrétaire de l'Internationale communiste, Dimitrov ? Le conseiller de la Couronne, Pritt ? Le secrétaire du bureau de Londres, Fenner Brockway ? Ou l'archevêque de Canterbury ? On pourrait penser que le plus « impartial » des candidats mentionnés ci-dessus est Brockway lui-même. Or, ainsi qu'il ressort de sa lettre de février (1937) au socialiste américain Allen², non seulement il ne s'apprêtait pas à prendre l'initiative

1. Article (T 4205), traduction du russe revue et corrigée, publié pour la première fois dans *Socialist Appeal* 18 septembre 1937.

2. Devere Allen (1891-1955), journaliste américain, membre du S.P., proche de N. Thomas, avait fait partie du comité de défense et tenté de convaincre les dirigeants de l'I.L.P. de s'engager dans le travail de la commission d'enquête.

de l'enquête, mais encore il essayait de toutes ses forces d'entraver l'initiative des autres en invoquant non les intérêts de l'impartialité, mais ceux de la bureaucratie de Moscou. Il écrivait à Allen que l'enquête pouvait « porter préjudice à la Russie et aux cercles communistes ». N'est-ce pas étonnant ? Dans cette lettre non destinée à publication, Brockway intervenait imprudemment en qualité de membre d'un « comité de défense » de Staline, Dimitrov, Vychinsky et Iagoda.

Je l'ai immédiatement dénoncé dans la presse. Brockway n'a pas répliqué mot. Quelques mois se sont écoulés. Dans sa lettre du 21 mai, il intervient de nouveau contre l'enquête, mais avec une argumentation déjà toute différente. Au fond, il reste encore membre cependant du tacite « comité de défense » des imposeurs contre leurs victimes.

La suspicion que Brockway essaie de jeter sur l'enquête au nom du bureau de Londres est dépourvue de la moindre justification juridique ou morale. Le comité de New York n'a été que l'*initiateur* de l'affaire et l'essence de son initiative consiste précisément à assurer, par la collaboration d'autres organisations, une enquête objective et de bonne foi, conduite par une commission internationale spéciale, tout à fait indépendante de ses initiateurs.

La composition du comité de New York n'est pas homogène. En font partie des gens qui, depuis le début, ont compris l'absurdité et l'ignominie des accusations de Moscou. Certains autres de ses membres n'avaient pas d'opinion déjà faite sur ce sujet, mais s'inquiétaient ou s'indignaient du caractère « totalitaire » de la juridiction de Moscou et du fait que les laquais « socialistes » norvégiens m'aient mis sous les verrous précisément à un moment où j'avais plus que jamais besoin de liberté pour me défendre, en même temps que des centaines d'autres, bien sûr³. Evidemment, si le comité de New York était composé d'hypocrites, il aurait pu s'appeler « comité pour la défense des bases éternelles de la morale ».

Mais il préférerait agir ouvertement. Par « défense de Trotsky », le comité entendait et entend, non pas couvrir une alliance de Trotsky avec Hitler, mais donner à Trotsky la possibilité de

3. C'était en effet au lendemain du premier procès de Moscou que l'action conjuguée des nazis et des staliniens avait réussi à arracher au gouvernement norvégien un « internement » de Trotsky qui correspondait à une véritable détention et le tint à l'écart de toute activité, y compris pour sa propre défense pendant plusieurs mois, jusqu'à son départ pour le Mexique.

réfuter publiquement les accusations portées contre lui. Rien d'autre ! Et cela suffit amplement.

Les membres du comité avaient compris dès le début, aussi bien que Fenner Brockway, que le verdict de la commission internationale ne pourrait avoir d'autorité que si l'enquête s'entourait de toutes les garanties d'objectivité et de sérieux, en particulier en faisant participer à la commission des représentants des différentes nuances de la pensée politique. Le comité a commencé par inviter publiquement les représentants du gouvernement soviétique, de l'Internationale communiste, des « Amis de l'U.R.S.S. », de la II^e Internationale, du bureau de Londres, etc. Il ne s'agit évidemment pas d'apprécier, sous un angle *moral* ou *politique*, le stalinisme, le trotskysme, le bolchevisme ou le marxisme : aucun courant politique ne consentirait à se prêter à devenir l'objet du jugement d'une commission inter-partis et aucune commission sensée ne prendrait sur elle une tâche à ce point au-dessus de ses forces. Le jugement sur les tendances politiques, ce sont les masses qui le portent, dans la lutte politique.

Quant au verdict définitif, c'est l'Histoire qui le rend. La tâche de la commission d'enquête n'a consisté et ne consiste que dans la *vérification d'accusations* judiciaires portées contre des personnes déterminées.

La conclusion *politique* du verdict de la commission, chaque tendance la tirera à sa façon. Raison de plus pour que participent à l'enquête toutes les organisations intéressées à la découverte de la vérité. Mais les agents, directs ou indirects du G.P.U., ses « amis » et les amis de ses amis, ont carrément refusé : les uns ont invoqué, dans l'esprit de la première lettre de Fenner Brockway, l'impossibilité de causer un préjudice à Staline et son Internationale communiste, les autres, dans le style de sa seconde lettre, ont trouvé que la future commission ne serait pas assez « impartiale ». Les uns et les autres redoutaient à juste titre l'enquête. Or le bureau de Londres les a couverts.

Pour démontrer plus clairement encore le rôle indigne de ce bureau, prenons un autre exemple, plus récent encore. Les gangsters du G.P.U. ont assassiné en Espagne André Nin, dirigeant du P.O.U.M. Nin était mon adversaire.

En revanche, Fenner Brockway considérait Nin comme son camarade d'idées. Si le bureau de Londres et les autres Ponce-Pilate « impartiaux » avaient procédé à une enquête sur les impostures de Moscou tout de suite après le procès Zinoviev-Kamenev, le G.P.U. n'aurait peut-être pas osé lancer contre les

dirigeants du P.O.U.M. l'accusation mensongère — et qu'il savait telle — selon laquelle ils collaboraient avec le général Franco. Mais ils ne l'ont pas fait.

Ces gens « impartiaux » ont protégé le G.P.U. Résultat : Nin a été assassiné, ainsi que des dizaines et des centaines d'autres. Le P.O.U.M. a été écrasé. On ne peut pas revenir sur les conséquences de fautes commises dans le passé, mais ne pensent-ils pas que *l'heure a sonné pour une enquête internationale sur les crimes commis en Espagne par le G.P.U. ?* Sur ses falsifications, la répression, les assassinats ? Ou peut-être attendent-ils que l'initiative de l'enquête soit prise par des prêtres stériles de l'impartialité ? Que Brockway m'indique leur adresse et leur numéro de téléphone : je m'adresserai à eux immédiatement.

Mais si, comme je le crois, ils n'existent pas au naturel, alors que le bureau de Londres prenne sur lui l'initiative de l'enquête. Qu'il s'adresse, à l'exemple du comité de New York, à toutes les Internationales ouvrières existantes et à des personnalités éminentes des sciences, des lettres, de l'art, connues pour leur honnêteté et leur incorruptibilité.

Si quelqu'un vient dire ensuite que Fenner Brockway a commis une « erreur fatale » en prenant sur lui l'initiative de l'enquête au lieu de laisser l'affaire à Staline et à Negrín, tout homme raisonnable et sincère traitera d'insolent hypocrite un tel « accusateur ».

Pour conclure, j'estime nécessaire de rappeler encore un fait non dépourvu d'importance. Dans la même lettre de février où il exprime son touchant souci des intérêts de Staline, de Iagoda, de Dimitrov, Fenner Brockway a proposé de former une commission d'enquête sur mon activité politique et il entendait y inclure, avec une précipitation curieuse, Norman Thomas, Otto Bauer, Branting et d'autres de mes ennemis politiques jurés⁴.

L'idée même d'un jugement « officiel » de l'activité *politique* d'un homme ou d'un parti par une commission d'enquête constitue une telle absurdité qu'on ne pourrait l'évoquer que dans les colonnes d'un journal humoristique de province. Et cela, Fenner Brockway ne pouvait pas ne pas le comprendre. Mais il a essayé d'exploiter les sanglants amalgames de Moscou pour porter un coup au bolchevisme — au « trotskysme » — qu'il déteste, en essayant de dissimuler sa lutte fractionnelle sous le

4. *Œuvres*, 13, pp. 45-48. Georg Branting (né en 1887), avocat social-démocrate, était le fils d'Hjalmar Branting.

couvert d'une « enquête impartiale » : on sait que les spécialistes de la morale aiment à pêcher en eau trouble.

Nous autres, bolcheviks « immoraux », procédons autrement. Nous avons ouvertement critiqué Nin de son vivant. Nous ne changerons pas notre appréciation sur lui après sa mort. Mais, comme nous n'avons pas une minute douté de l'incorruptibilité de ce militant prolétarien, nous sommes prêts à tout faire pour réhabiliter son nom et pour stigmatiser implacablement ses bourreaux.

Nous déclarons d'avance à Fenner Brockway et aux autres spécialistes de la morale qu'aucun de nos amis et camarades d'idées n'essaiera d'exploiter l'enquête sur l'assassinat de Nin pour régler ses comptes à la politique de Nin.

Pour lutter contre l'opportunisme et le centrisme, nous n'avons nul besoin de nous couvrir d'une commission créée à de tout autres fins. Nous laissons pareils procédés aux tartuffes de la morale idéaliste. Matérialistes grossiers, nous préférons appeler « une ortie une ortie et une stupidité l'affaire de gens stupides ».

Les coups contre nos adversaires, nous les donnons ouvertement et sous notre propre responsabilité.

[INQUIÉTUDE A PROPOS DE W. THOMAS]¹

(5 septembre 1937)

Cher Camarade Goldman,

Je suis très ennuyé par la possibilité d'une déclaration particulière de Wendelin Thomas contre le bolchevisme en tant que source de tous les maux du monde, de façon générale, et des procès de Moscou en particulier. Une telle déclaration diminuerait la portée du verdict de la commission et consituerait inévitablement, pour un temps, le centre de la discussion publique. Ni d'un point de vue juridique, ni d'un point de vue moral, Wendelin Thomas n'a le droit de faire une telle déclaration en sa qualité de membre de la commission.

1. La commission a été créée avec un objectif très précis, nettement délimité par le Dr Dewey dans sa déclaration d'ouverture. Le Dr Dewey m'a demandé si j'étais prêt à répondre aux questions de la commission dans ce but. J'ai répondu affirmativement et positivement. Si quelqu'un m'avait dit que la commission se considérait comme autorisée à faire des déclarations sur la valeur du bolchevisme, du stalinisme, du trotskysme, etc., j'aurais immédiatement renoncé à participer aux audiences. Personne ne saurait sérieusement admettre qu'une commission hétérogène, composée de gens de partis différents, puisse publier une déclaration sur la philosophie, le programme, la tactique d'une personnalité politique.

2. Au cours des audiences, la question des principes moraux du bolchevisme n'a pas été sérieusement abordée. Si un membre de la commission avait soulevé la question du stalinisme en tant que résultat du bolchevisme, j'aurais répondu immédiatement en

1. Lettre à A. Goldman (8289), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

montrant d'abord que la question était hors du sujet, et en montrant ensuite que cette position était fausse.

3. Une déclaration sur un programme politique ne peut pas être une déclaration non-partisane, mais ne peut être dictée que par un point de vue particulier. Indépendamment des audiences et en dehors d'elles, Wendelin Thomas, en tant qu'individu, peut écrire tout ce qu'il pense du bolchevisme, mais utiliser sa position de membre de la commission pour exprimer ses vues personnelles constitue un abus de sa fonction de membre de la commission et de la confiance que lui ont faite les autres membres de la commission et moi.

4. J'ai écrit hier un article sur Fenner Brockway² dans lequel j'ai développé de façon très tranchante les idées que je viens d'exprimer. L'article était en réalité dirigé contre Wendelin Thomas, sans le nommer. Vous pourrez avoir le texte par le camarade Vanzler.

5. J'ai écrit également un article plus significatif sur la question théorique des rapports entre le stalinisme et le bolchevisme³. J'espère qu'il sera publié aussitôt que possible. En tout cas, notez-le.

2. Cf. pp. 373-377.

3. Cf. pp. 339-358.

[REMERCIEMENTS]¹

(6 septembre 1937)

Cher Camarade Solow,

Meilleurs remerciements pour votre aide. J'accepte toutes les corrections et suggestions. Je regrette seulement que le manuscrit m'ai été renvoyé, puisque votre révision ne portait que sur le style.

Je me demande un peu pourquoi vous ne m'avez rien fait savoir sur le projet de revue littéraire et le projet de programme signé par Diego Rivera et autres. Quelle en est la raison ?

Il y a longtemps, vous m'avez promis d'écrire une thèse programmatique sur la question juive. L'affaire est devenue importante et aiguë. Ne croyez-vous pas qu'il est temps de réaliser ou de commencer à réaliser votre promesse ?

Je présume que vous suivez avec intérêt et sympathie (n'est-ce pas) ce qui se passe dans le parti socialiste. Il serait intéressant pour moi de connaître votre opinion à ce sujet.

1. Lettre à H. Solow (10480) avec la permission de la Houghton Library, traduite de l'anglais.

[POUR DÉFENDRE
LE BOLCHEVISME]¹

(6 septembre 1937)

Cher Camarade Vanzler,

Je vous envoie un article court, mais politiquement important sur Fenner Brockway. En réalité, il est dirigé contre la tentative de Wendelin Thomas de condamner le bolchevisme sous le couvert de la commission d'enquête non-partisane. Il nous faut combattre ce lâche plan de toute notre énergie, car, même si elle provient d'une petite minorité, cette accusation atteindrait toute la commission. J'espère que l'article ci-joint paraîtra dans le prochain numéro du *Socialist Appeal* et qu'il sera communiqué à tous les membres de la commission.

1. Lettre à J. Vanzler (10906), avec la permission de la Houghton Library, traduite de l'anglais.

[LES RÉVOLUTIONNAIRES EN VACANCES]¹

(11 septembre 1937)

Cher Camarade Demby,²

J'ai reçu il y a quelques semaines votre lettre de Genève datée du 13 août. Vos remarques sur l'influence que la manie des vacances a sur le mouvement révolutionnaire sont indiscutables. En Russie, au début de notre mouvement, quand tout était concentré aux mains des intellectuels, surtout les étudiants, l'été apportait régulièrement une catastrophe. Les ouvriers disaient avec ironie : « La révolution est partie à la plage ». Ce n'est que la « prolétarianisation » du parti qui a changé cette situation. Vous avez maintenant toute la possibilité de faire la comparaison entre la manie des vacances en Europe et aux Etats-Unis. Je serais heureux de connaître votre conclusion là-dessus.

J'ai entendu dire par certains camarades qu'il serait difficile maintenant de publier *The New International* par manque de fonds. On exprimait cette opinion même avant l'effondrement du marché de New York. Quelle en est la raison ? Vous êtes, si je suis bien informé, deux fois plus nombreux qu'avant votre entrée dans le parti socialiste. Je dois en déduire que le dévouement à la cause se développe en proportion inverse du nombre des adhérents. Ou bien n'est-ce qu'un pessimisme transitoire de vacances ? Je serais heureux d'avoir votre opinion là-dessus.

Les lettres d'Europe me montrent que la parution du *Socialist Appeal* est saluée partout avec joie. Maintenant, la

1. Lettre à F. L. Demby (7670), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Frank L. Demby était le pseudonyme d'Ed Sard (né en 1920) qui, malgré son jeune âge, était venu d'un groupe gauchiste de B. J. Field et était l'un des dirigeants des Y.P.S.L. Il avait été délégué en Europe.

IV^e Internationale va avoir de nouveau son important soutien aux Etat-Unis.

Je suis certains que vous utiliserez votre connaissance des affaires européennes pour y intéresser la jeunesse américaine.

[QUELQUES QUESTIONS IMPORTANTES]¹

(11 septembre 1937)

Cher Camarade Cannon,

1. Je ne crois pas qu'une correspondance personnelle avec Sneevliet pourrait, dans la situation *actuelle*, changer quoi que ce soit. Sneevliet est très entêté. Il a rompu les relations organisationnelles avec le secrétariat international ; il est très hostile aux Américains qui ont « trahi » la IV^e Internationale. Il est aigri par les malheurs personnels de sa politique en Hollande. Il apprécie plus le petit bureau du N.A.S. que les liaisons internationales. Il a sauté sur le P.O.U.M. dans l'espoir de trouver en lui un contrepoids à notre tendance et l'effroyable effondrement du P.O.U.M. l'a aigri plus encore. Il est tout à fait impossible de l'aborder aujourd'hui. Après votre congrès national, si c'est un succès, et je suis sûr qu'il en sera ainsi, vous aurez plus de possibilité de l'influencer.

2. Que les brandlériens, les lovestonistes² soient entrés dans l'arche de Noé du bureau de Londres est très positif : cela ne fera qu'augmenter les tendances centrifuges de cette fameuse « unité révolutionnaire ». J'ignore s'il y a chez les lovestonistes des gens intelligents, c'est possible, mais leur tendance est fondamentalement stupide. Chez les oehléristes, on trouve au moins quelques constructions géométriques, sans intérêt, mais curieuses. Les écrits des lovestonistes sont profondément assommants.

1. Lettre à J. P. Cannon (7505), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Brandler était le chef de la K.P.O. que l'on appelait les « brandlériens ». Jacob Liebstein, devenu Jay Lovestone (né en 1898), émigré avec ses parents aux E.U. à 9 ans, avait été élu à la direction du P.C. en 1919, secrétaire national en 1922. Il avait exclu les trotskystes mais avait été exclu à son tour comme « droitier » en 1929. Il dirigeait alors l'Independent Labor League qui était très active au sein de l'appareil syndical.

3. D'après les conversations avec mes visiteurs (et ils sont nombreux), j'ai l'impression que nous sommes complètement coupés des staliniens. C'est très, très regrettable. L'obstacle suivant, ce sont les staliniens. Il faudrait commencer tout de suite un travail systématique. Même un petit sous-comité modeste dans ce but pourrait préparer le terrain pour une pénétration plus grande de ce milieu.

4. Dans la période qui vient, notre organisation va attirer des gens très différents et pas uniquement les meilleurs. La vie publique aux Etats est très agitée et l'annonce récente d'une nouvelle crise va aggraver l'inquiétude, l'esprit combatif, et... la confusion. Nous ne pouvons pas éviter cette confusion dans nos propres rangs. Nos camarades sont « trop » éduqués, « trop » habitués à des conceptions et des mots d'ordre précis, élaborés. Ils éprouvent du mépris pour quiconque n'est pas idéologiquement « O.K. ». C'est très dangereux. Un parti vivant, qui se développe, doit dans une certaine mesure représenter les différentes tendances, les inquiétudes et, je le répète, la confusion dans l'avant-garde de la classe ouvrière. Bien entendu, trop de confusion n'est pas bon, mais la bonne proportion ne peut être établie que par la pratique. Il faut absolument que nos camarades fassent preuve de plus de patience et de pédagogie vis-à-vis des éléments nouveaux et frais. C'est là le véritable sens de la « démocratie » du parti. Je crois que, pour la période qui vient, il faut mettre l'accent sur la *démocratie*, par sur le *centralisme*. L'équilibre nécessaire entre eux s'établira sur la base de la nouvelle expérience.

Comme je l'ai vu à travers une brève remarque de votre lettre, vous projetez de venir à Mexico. Il n'est pas nécessaire de dire que Natalia et moi serons très heureux de vous avoir de nouveau chez nous.

[LA COLLABORATION A *PARTISAN REVIEW*]¹

(11 septembre 1927)

Cher Camarade Macdonald,

Je vous remercie de votre amicale lettre qui m'inspire la possibilité d'une collaboration future. Mais le petit programme de *Partisan Review* me semble un peu trop vague. En particulier l'attaque contre « le dogmatisme politique », sans définition exacte, me paraît très malheureuse. Nous devons naturellement rejeter toute tentative de *commander* les domaines littéraire, artistique et scientifique d'un point de vue politique. Mais le philistin moyen comprend par « dogmatisme politique », non pas l'intervention de la bureaucratie dans la sphère de la peinture, de la poésie, etc., mais un programme politique précis et même la pensée politique sérieuse. Particulièrement en Amérique, les marxistes ont à combattre la nonchalance politique, la confusion idéologique, l'empirisme trivial, et pas le dogmatisme. Cette formule n'est pas correcte, même en ce qui concerne les staliniens : ils n'ont pas de dogme du tout. En leur essence, ils sont caractérisés par leur servilité politique et non par leur dogmatisme politique. Le danger, avec votre formulation évasive, est que vous ne satisferez pas les empiristes préoccupés de sauvegarder leur « indépendance », mais que, en même temps, vous repousserez les marxistes révolutionnaires qui sont appelés dogmatiques.

Dans ces conditions, je crois que le mieux serait d'attendre les premiers numéros de *Partisan Review* et je déciderai alors si et jusqu'où je peux marcher. Pour ma part, je souhaite que le développement à venir nous rapproche l'un de l'autre.

1. Lettre à D. Macdonald (8952), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

[LA VOCATION DE LA COMMISSION]¹

(11 septembre 1937)

Chère Mademoiselle LaFollette,

1. Je vous envoie une copie de ma lettre à Albert Goldman sur les tentatives possibles d'émettre, sous le couvert de la commission, des jugements personnels ou partisans.

2. Permettez-moi de citer ici encore ma déclaration avant les auditions de Coyoacán. J'ai accepté d'avance tout jugement de la commission et absolument, avec toutes ses conséquences pratiques — et elles ne sont pas sans importance. J'ai exprimé de cette façon, je crois, la plus grande confiance morale dans la commission dans son ensemble et dans chacun de ses membres. Mais cette confiance est naturellement déterminée par *la tâche* de la commission : vérifier tous les types de documents, dépositions et témoignages sur *des accusations concrètes* contre des personnes précises. J'ai mis à la disposition de la commission tous les matériaux concernant aussi bien ma vie publique que ma vie privée. Mais c'était, conformément à la déclaration d'ouverture du Dr Dewey, dans le même but : faciliter à la commission la possibilité de former son propre jugement sur les accusations concrètes contre des personnes définies. Personne, et moi moins que tout autre, ne pouvait supposer que la commission pourrait être invitée par ses membres à prononcer un jugement général sur mon travail littéraire ou politique ou sur mon comportement individuel, pour ne pas parler de ma philosophie générale, le marxisme, le bolchevisme.

Naturellement, tout membre de la commission, en tant qu'individu privé, peut, en son nom personnel, exprimer son opinion sur mon activité ou ma personnalité, mais le faire en

1. Lettre à S. LaFollette (8755), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

qualité de membre de la commission serait, je le dis franchement, le pire abus de la confiance que j'ai placée, aussi ouvertement et aussi pleinement, dans la commission. Ce serait la plus frappante immoralité politique, inspirée par des objectifs purement fractionnels. J'espère que personne n'essaiera de juxtaposer à la tâche authentique de la commission une appréciation catholique romaine d'une doctrine ou d'un système politique et qu'il ne sera même pas nécessaire de communiquer aux membres de la commission cette lettre et la copie de ma lettre à Goldman. Mais si l'incroyable se produit, il faudrait alors, non seulement communiquer ces documents à la commission, mais les rendre publics.

3. La citation que vous donnez dans votre lettre du 3 septembre de la déposition de Smirnov² est remarquable. Non moins remarquable cependant est le fait que personne, moi compris, n'ait fait attention à cette contradiction frappante dans le compte rendu.

4. J'ai câblé à Balabanova en insistant pour qu'elle aille aux audiences, mais je n'ai reçu aucune réponse jusqu'à présent et, autant que je puisse en juger d'après la lettre de M. Rosmer, il serait difficile pour elle d'aller à New York.

2. Suzanne LaFollette avait repéré dans la dernière déclaration d'I. N. Smirnov à son procès une phrase passée inaperçue qui réfutait l'accusation d'alliance entre Trotsky et l'Allemagne hitlérienne. Le compte rendu officiel lui faisait dire : « Trotsky, qui envoie des directives et des ordres sur la terreur et considère notre Etat comme un Etat fasciste, est un ennemi. » De toute évidence, si Trotsky avait été fasciste et avait considéré l'U.R.S.S. comme un Etat fasciste, il n'aurait pas été un ennemi de l'U.R.S.S. En revanche, Smirnov dépeignait Trotsky comme l'ennemi d'un Etat fasciste ! La vigilance du procureur et des rédacteurs du compte rendu avait été prise en défaut...

[LE RÉGIME DU PARTI]¹

(11 septembre 1937)

Cher Camarade Glotzer,

Les Desprès² sont partis hier pour Chicago. Nous avons passé ensemble quelques journées très agréables à Taxco. Avant eux, nous avons eu la visite de la famille Heisler³. Nous avons discuté de manière très amicale la situation actuelle dans le parti socialiste, etc. Je m'intéresse beaucoup à la question de savoir si les divergences avec les Heisler sont maintenant réglées.

La création d'un parti indépendant avec 2 000 membres environ est un pas en avant très important. Le régime interne du parti a une très grande importance. Ce doit être un régime de démocratie véritable. Je suis entièrement d'accord là-dessus avec vous. La démocratie présuppose non seulement qu'on aborde les nouveaux militants et aussi tout auditoire ouvrier, non seulement de façon politique dans la forme, mais aussi pédagogiquement. Il est juste de dire que la direction doit faire preuve de patience dans sa façon de s'adresser aux membres du parti comme aux masses ouvrières. Jusque-là, je suis d'accord avec vous. Mais il y a des méthodes de combat pour la démocratie dans le parti qui sont très dangereuses pour cet objectif même. La direction actuelle — je veux dire *tous* ses membres — ne résulte pas du hasard : elle résulte d'une sélection sur une longue période de lutte. En trois ou quatre ans, l'expérience nouvelle peut introduire d'importants changements dans la composition et l'état d'esprit de la direction. Mais essayer de changer la direction par

1. Lettre à A. M. Glotzer (8276), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Léon Mathis *Despres* (né en 1907) était un jeune avocat de Chicago, lié à Glotzer et membre de la fraction qui avait rendu visite à Trotsky.

3. Francis *Heisler* (né en 1895), avocat à Chicago, d'origine suisse avait écrit un livre sur les procès de Moscou et visité Trotsky avec sa famille.

des mesures trop impatientes, trop brutales, pourrait être fatal, et je ne peux pas dissimuler qu'il y a dans votre lettre des symptômes inquiétants. Peut-être cette impression est-elle erronée — tant mieux.

[PETITES NOUVELLES]¹

(11 septembre 1937)

Cher Camarade Bernie²,

Merci beaucoup pour votre grande lettre d'informations du 1^{er} septembre. Je serais heureux que vous continuiez à écrire de la même façon. Du fait de l'impossibilité du départ de Jan [Frankel]³ pour New York à temps, c'est un coup de chance que vous soyez là, aidant LaFollette.

J'ai reçu une lettre très amicale de Dwight MacDonald et le programme de *Partisan Review*. C'est très bien que vous soyez liés avec cette revue. Pour ma part, je vais repousser ma décision jusqu'à ce qu'aient paru plusieurs numéros. J'inclus une lettre à Macdonald. Vous pouvez la montrer aux autres camarades, en leur expliquant qu'elle est seulement expectative, nullement négative.

Comment est-il possible que les inscriptions dans le *caucus* de l'*Appeal* aient déjà dépassé 500 à New York et qu'en même temps les réunions du *caucus* ne réunissent que 300 à 350 ? Avez-vous aussi gagné des âmes mortes comme le parti socialiste ?

Si vous voulez écrire une étude sur Thermidor, mes archives

1. Lettre à B. Wolfe (10882), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Bernie était le diminutif de Bernard. Wolfe était reparti au début de l'été après avoir passé plusieurs mois à Coyoacán.

3. Le départ de Jan Frankel avait été décidé en principe dès le mois de juillet. La raison en était vraisemblablement dans les reproches d'ordre personnel qu'il avait adressés à Trotsky à propos de ses relations avec Frida Kahlo. Par ailleurs, il devait rejoindre aux Etats-Unis la romancière Eleanor Clark qu'il allait épouser.

[DE LA STÉNO AUX ÉDITEURS]¹

(14 septembre 1937)

Ma chère Sara,

Merci beaucoup d'être prête à venir ici pour m'aider. Ce n'est pas nécessaire. Pour le travail courant, j'ai la collaboration de Rae [Spiegel] en russe aussi et en même temps nous espérons avoir une collaboratrice permanente. Jan [Frankel] est aujourd'hui allé à Durango où vit une dactylo russe. Nous attendons de lui un câble pour savoir comment a tourné l'affaire (en principe elle est d'accord; la question n'est que de savoir si elle est qualifiée).

J'avoue être un peu inquiet de ne pas avoir reçu de nouvelles du livre allemand. Eleanor Clark m'a assuré que Norton ferait plus pour le livre que Doubleday Doran parce que *a*) c'est un éditeur moins connu qui cherche des publications sensationnelles; *b*) il est plus « radical ». Les conditions matérielles proposées par Norton sont 15 %, dont 10 pour l'auteur et 5 pour l'illustrateur. Mais je n'ai pas donné de réponse définitive. Norton était tenu d'accepter ou de refuser dans les deux semaines suivant réception du manuscrit. Téléphonnez, s'il vous plaît, soit à lui, soit à Eleanor Clark, soit aux deux, pour avoir une réponse immédiate. Si vous croyez que les conditions de Doubleday Doran pouvaient être plus avantageuses, alors mon devoir à l'égard de l'auteur serait de transmettre le manuscrit à Doubleday Doran.

1. Lettre à S. Weber (10845), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

et moi personnellement sommes à votre disposition. En ce cas, vous n'avez simplement qu'à me poser des questions concrètes.

J'ai lu le document des Salemmistes⁴. Ils ont réussi à stériliser même des idées justes. C'est l'école d'Oehler⁵.

4. On appelait les « salemmistes » une tendance regroupée autour d'un jeune peintre de New York, d'origine italienne, Attilio *Salemme* (1912-1955), laquelle se prononçait notamment pour le refus de l'aide militaire au gouvernement et à l'armée républicaine espagnole.

5. Edward Oler, dit Hugo *Oehler* (né en 1903) avait été dans le P.C. américain un infatigable organisateur et dirigeant de grèves. Il avait été longtemps le responsable clandestin de la « fraction » de l'Opposition restée à l'intérieur du parti. Il avait commencé son opposition dans la C.L.A. lors des projets de fusion avec l'A.W.P. et surtout contre tout projet d'« entrisme ». Il avait été exclu en octobre 1935 et avait fondé sa propre organisation, secouée depuis par d'autres crises et scissions. Il était alors en Espagne.

LA POLITIQUE EXTÉRIEURE DE L'U.R.S.S.¹

(11 septembre 1937)

— *M. Trotsky pense-t-il que les soviets aient des preuves en ce qui concerne les sous-marins italiens² ?*

— Je ne sais pas si les soviets ont une preuve formelle de l'activité des sous-marins italiens. Mais il existe des preuves suffisantes dans la coïncidence entre les propos de Mussolini, de ses plans généraux, de son activité en Espagne et de son arrogance qui croît avec son impunité³.

— *Croyez-vous qu'une guerre italo-russe soit imminente ? Ou bien Staline essaie-t-il de mettre dans l'embarras les nations capitalistes d'Europe ?*

— Je ne crois nullement qu'une guerre italo-russe soit imminente. Elle est d'ailleurs à peine concevable sinon comme un complément d'une guerre russo-allemande. Je ne pense pas non plus que Staline désire mettre dans l'embarras les nations capitalistes de l'Europe. Au contraire, il cherche par tous les moyens à s'imposer à elles comme le ferme pilier du *statu quo* et de l'ordre établi. C'est précisément pourquoi il joue, avec le

1. Réponses à des questions de l'United Press (T 4207), avec la permission de la Houghton Library. Les questions étaient posées en anglais et ont été traduites, mais les réponses ont été dictées en français à Jean van Heijenoort.

2. Depuis plusieurs mois, les attaques de navires russes par des sous-marins italiens s'étaient multipliées et le gouvernement soviétique était resté discret. Mais, le 6 septembre, il avait adressé à Rome une note l'accusant d'être responsable de la perte de deux bâtiments et réclamant une indemnisation et le châtimement des coupables.

3. Le 20 août, Mussolini avait notamment affirmé dans un discours : « Disons de la façon la plus catégorique que nous ne tolérerons pas en Méditerranée le bolchevisme ou quoi que ce soit de semblable. Dès que ces perturbations causées par un peuple absolument étranger à la Méditerranée auront été écrasées, je serai heureux de publier un appel en faveur de la paix... » Le 27 août, la presse italienne publiait un échange de télégrammes de félicitations entre Mussolini et Franco, une liste de pertes italiennes en Espagne et les noms de douze officiers généraux servant dans l'armée franquiste à la tête de « volontaires ».

mandat tacite de l'Angleterre et de la France, le rôle de gendarme dans la révolution espagnole.

— *Que pensez-vous de l'éventualité d'une intervention russe en Extrême-Orient ?*

— L'oligarchie de Moscou est tout à fait absorbée dans la guerre civile contre l'élite du peuple russe. C'est pourquoi elle ne peut pas s'engager dans une guerre extérieure. Staline a déjà capitulé maintes fois devant le Japon. Il capitulera devant Mussolini. Il reculera jusqu'à la limite du possible. Les menaces proférées par les diplomates soviétiques⁴ sont destinées uniquement aux *headlines*⁵ de la presse soviétique comme de la presse de l'Espagne officielle.

4. Les spécialistes pensaient généralement que la note soviétique menaçante du 6 septembre n'avait comme objectif que d'empêcher l'Italie de se rendre le 10 à la conférence méditerranéenne de Nyon.

5. En anglais dans le texte : « manchette » (de journal).

[AUTOUR DE LA COMMISSION PLÉNIÈRE]¹

(13 septembre 1937)

Cher Ami,

Natalia et moi, nous sommes péniblement frappés par votre dernière lettre : vous vous portez mal, vous n'êtes pas très satisfait du temps passé à New York. Vraiment, c'est triplement triste. Nous avions cru que, à part la joie de nous retrouver encore une fois ensemble pendant quelques semaines, vous pourriez profiter peut-être de l'altitude de Mexico : je crois que l'altitude vous fait toujours du bien. Il faut maintenant renoncer à tout cela. C'est juste que New York est moins près de Mexico qu'il ne paraît de Paris, mais, hélas ! Paris est encore plus loin. J'espère au moins que la semaine de repos complet sur le bateau vous aidera à rétablir l'équilibre physique avant votre arrivée en France. Pas nécessaire de vous dire que la tristesse de Natalia est maintenant égale à la joie qu'elle avait éprouvée en pensant revoir Marguerite et vous chez nous.

Je vous envoie ci-inclus la copie de mes lettres à Goldman et à LaFollette. Il s'agit dans les deux cas du plan de Wendelin Thomas de se servir de la falsification de Staline pour condamner le bolchevisme. Je ne crois pas qu'on puisse imaginer quelque chose de plus ignoble. Thomas a l'honneur de participer à la commission exclusivement grâce au fait que Zinoviev et Kame-nev ont été fusillés, que moi, je suis calomnié, etc., etc. J'espère que non seulement la commission va rejeter à l'écrasante majorité sa proposition, mais qu'elle va lui refuser de l'inscrire dans le procès-verbal, comme elle a refusé de me transmettre officiellement sa lettre et comme elle m'a recommandé de lui répondre en privé, si je le trouvais nécessaire.

1. Lettre à A. Rosmer (9887) en français, avec la permission de la Houghton Library.

D'ici [il] ne va que Zamora (il est parti samedi). Malheureusement il ne parle aucune langue étrangère, quoiqu'il comprenne le français et, je crois aussi l'anglais. On le considère comme le meilleur marxiste du pays et comme un homme très honnête. J'espère qu'on trouvera quelqu'un connaissant l'espagnol pour le familiariser avec l'investigation. Il est un journaliste renommé d'*El Universal*, un des journaux les plus importants du Mexique. Quant au général Villareal, il semble qu'il n'a pu y aller pour des raisons personnelles. On a proposé aussi un mandat au président de l'association des avocats socialistes. Il avait bien envie d'aller, mais les avocats staliniens l'en ont empêché. Je communique tout cela pour le cas où l'on dirait que le choix fut partial ou unilatéral.

C'est au moins une consolation et pas des moindres que vous avez eu la possibilité d'observer le nouveau chapitre du mouvement ouvrier aux Etats-Unis. Il est bien possible que le centre de gravité du mouvement révolutionnaire se déplace de ce côté-ci de l'Océan atlantique. Vous pourrez au moins suivre et interpréter l'évolution américaine en pleine connaissance de cause.

Natalia et moi nous vous envoyons nos amitiés les plus chaleureuses. Ne pourrait-on pas avoir une de vos dernières photos, et, si possible, de Marguerite aussi ? C'est surtout Natalia qui le demande.

[IL FAUT RESTER A NEW YORK]¹

(14 septembre 1937)

Cher Camarade Gordon,

Je n'ai pas répondu à votre lettre dans laquelle vous aviez inclû votre photographie et offert de venir ici. Je vous remercie du fond du cœur de cette offre plus qu'amicale. J'ai expliqué dans une lettre au camarade Cannon pourquoi il ne serait pas raisonnable de vous enlever de votre travail à New York². Je ne vais pas répéter ces arguments parce que je suis certain que Cannon vous a communiqué le contenu de ma lettre.

Puis-je exprimer l'espoir que vous trouverez une occasion de nous rendre visite ici, même si ce n'est que pour peu de temps ? Le « trafic » entre les Etats-Unis et Coyoacán est maintenant tout à fait intensif. Le camarade Cannon a promis aussi de venir ici dans l'avenir. A présent, nous avons ici quatre camarades de Los Angeles et un de Toledo (Selander)³.

Permettez-moi, en échange de votre photo, de vous envoyer la mienne.

1. Lettre à S. Gordon (8348), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Cf. pp.295-296.

3. Ted Selander (né en 1901) était un militant de l'American Workers Party de Muste et, en 1934, l'un des dirigeants de la Ligue des chômeurs de Toledo. Il joua, en cette qualité, un très grand rôle dans la fameuse grève de cette cité ouvrière et continua à militer dans le W.P.U.S. puis avec les trotskystes dans le S.P.

PRINCIPAUX OUVRAGES ET ARTICLES
CITÉS OU CONSULTÉS POUR CE VOLUME.

- AARON, Daniel. — *Writers on the Left*. — New York, Oxford U.P. (2^e éd.) 1977. — 460 p.
- ABOSCH, Heinz. — *Trotzki-Chronik. Daten zu Leben und Werk* (Zusammengestellt von). — Munich, Carl Hanser Verlag, 1963. — 156 p.
- ALEXANDER, Robert. — *Trotskyism in Latin America*. — Stanford, Hoover I.P., 1973. — 304 p.
- ALLES, Wolfgang. — *Zur Politik und Geschichte der deutschen Trotzkisten ab 1930*. — Thèse, Université de Mannheim, 1978. — 296 p.
- ANTONOV-OVSEYENKO, Anton. — *The Time of Stalin. Portrait of a Tyranny*. — New York, Harper & Row, 1981. — 376 p.
- BROCKWAY, Archibald Fenner. — *Inside the Left. Thirty Years of platforms, press, prison and Parliament*. — London, Allen & Unwin, 1942. — 352 p.
- BROUÉ, Pierre. — *Le Parti Bolchevique, Histoire du P.C. de l'U.R.S.S.* — Paris, Minuit, 1963. — 608 p.
- *Les Procès de Moscou*. — Paris, Julliard « archives », 1962. — 302 p.
- *La Révolution espagnole 1931-1939*. — Paris, Flammarion « Questions d'histoire », 1973. — 190 p.
- « Quelques proches collaborateurs de Trotsky », *Cahiers Léon Trotsky* n° 1, 1979. — 24 p.
- « Trotsky et le Bloc des oppositions en 1932 », *Cahiers Léon Trotsky* n° 5, 1980. — 32 p.
- « Les Trotskystes en Union soviétique (1929-1938) », *Cahiers Léon Trotsky* n° 6, 1980. — 60 p.
- *L'Assassinat de Trotsky*. — Bruxelles, Complexe (Mémoire du siècle), 1980. — 192 p.
- « La mission de Wolf en Espagne », *Cahiers Léon Trotsky* n° 10, 8 p.
- « Le Mouvement trotskyste en Amérique latine », *Cahiers Léon Trotsky* n° 11, 17 p.
- « Ljova : le fiston », *Cahiers Léon Trotsky* n° 13, 30 p.
- BROUÉ, Pierre et TÉMIME, Emile. — *La Révolution et la Guerre d'Espagne*. Paris, Minuit, 1961. — 542 p.

- CANNON, James Patrick. — *History of American Trotskyism. Reports of a participant*. — New York, Pioneer Publishers, 1944. 268 p.
- CAVIGNAC, Jean. — « Les Trotskystes espagnols dans la tourmente », *Cahiers Léon Trotsky* n° 10, 7 p.
- CILIGA, Ante. — *Dix Ans au pays du mensonge déconcertant*. — Paris, Champ Libre, 1977. — 564 p.
- CORVISIERI, Silvio. — *Trotskij e il comunismo italiano*. — Roma, Samona e Savelli, 1969. — 360 p.
- CRAIPEAU, Yvan. — *Le Mouvement trotskyste en France*. — Paris, Syros, 1972. — 288 p.
- DE BEULE, Nadya. — *Het belgisch Trotskisme. De Geschiedenis van een groep oppositionnelle Kommunisten 1925-1940*. Jan Dhondt-Sichting (Masereelfonds), 1980. — 276 p.
- DENIS, Serge. — *Le mouvement ouvrier américain et l'action politique 1929-1938*. — 3 vol. Thèse Université de Grenoble, 1981. — 1 267 p.
- DEUTSCHER, Isaac. — *Trotsky, t. 3, Le Prophète hors la loi (L'Exil)*. — Paris, Julliard (Temps modernes) 1965. — 704 p.
- DOWSE, Robert. — *Left in the Centre. The Independent Labour Party 1893-1940*. — London, Longmans, 1966. — 232 p.
- DRECHSLER, Hanno. — *Die Sozialistische Arbeiterpartei Deutschlands (S.A.P.D.). Ein Beitrag zur Geschichte der deutschen Arbeiterbewegung am Ende der Weimarer Republik*. — Meinsheim/Glan, A. Hain, 1965. — 406 p.
- DREYFUS, Michel. — *Bureau de Londres ou IV^e Internationale ? Socialistes de gauche et trotskystes en Europe (1933-1940)*, Thèse 3^e cycle, Université de Nanterre, Paris-X, 1978. — 418 p.
- FATHEREE, Ben H. — *Trotskyism in Spain (1931-1937)*. — Thèse Ph. D. Ann Arbor, 1978. — 258 p.
- FRANK, Pierre. — *Histoire de l'Internationale communiste*. — 2 vol. Paris, La Brèche, 1981. — 942 p.
- GUÉRIN, Daniel. — *Front populaire, révolution manquée. Témoignage militanti*. — Paris, Maspero, 1970. — 316 p.
- HEIJENOORT, Jean van. — *De Prinkipo à Coyoacán. Sept ans auprès de Léon Trotsky*. — Paris, Maurice Nadeau, Lettres Nouvelles, 1978. — 240 p.
- JOUBERT, Jean-Paul. — *Révolutionnaires de la S.F.I.O. Marceau Pivert et le pivertisme*. — Paris, Presses de la F.N.S.P., 1977. — 296 p.
- KASTRITIS, Kostas. — *Istoria tou Mpolebikismou trotskysmou stèn Ellada* — s.l., s.d., Ekdoseis « Ergatikès Protoporeias ». — 160 p.
- KELLER, Fritz — *Gegen den Strom. Fraktionskämpfe in der K.P.O. Trotskisten und andere Gruppen 1919-1945*. — Wien, Europa Verlag, 1978. — 306 p.
- LAZITCH, Branko (avec la collaboration de Milorad Drachkovitch). — *Biographical Dictionary of the Comintern*. — Stanford, Hoover I.P., 1973. — 458 p.
- LEGEIN, Catherine, *Le Parti Socialiste Révolutionnaire (le mouvement*

- trotskyiste en Belgique de 1936 à 1939*), Université catholique de Louvain, 1982, 400 pages.
- MEDVEDEV, Roy. — *Let History Judge*. — London, Macmillan, 1972. — 566 p.
- MENDEL, Hersh, *Mémoires d'un Révolutionnaire juif*, 1^{re} éd. 1959, traduit du Yiddish, Grenoble, P.U.G., 1982.
- MYERS, Constance Ashton. — *The Prophet's Army. Trotskyists in America*. — Westport (Conn), Greenwood Press, 1977. — 282 p.
- PERTHUS, Max (P.P. van't Hart). — *Henk Sneevliet. Revolutionair-Socialist in Europa en Azië*. — Nimègue, Sun, 1976. — 512 p.
- POOLE, Thomas R. — « Counter-Trial » : *Leon Trotsky on the Soviet purge trial*. — Thèse Université du Massachusetts, 1974, 2 vol. Ann Arbor. — 714 p.
- PRAGER, Rodolphe (édité par) — *Les Congrès de la quatrième Internationale*, vol. 1, *Naissance de la IV^e Internationale (1930-1940)*. — Paris, La Brèche, 1978. — 448 p.
- PREIS, Art. — *Twenty Years of the C.I.O. — Labor's Giant Step*. — New York, Pathfinder, 1972. — 538 p.
- RABAUT, Jean. — *Tout est possible ! Les gauchistes français (1929-1944)*. — Paris, Denoël-Gonthier, 1974. — 216 p.
- RETZLAW, Karl. — *Spartakus. Aufstieg und Niedergang. Erinnerungen eines Parteiarbeiters*. — Frankfurt/Main, Neue Kritik, 1971. — 500 p.
- REVOL, René. — « Procès de Moscou en Espagne », *Cahiers Léon Trotsky* n° 3, 1979. — 18 p.
- ROCHE, Gérard. — « Défense et contre-enquête en France », *Cahiers Léon Trotsky* n° 3, 1979. — 47 p.
- ROGER, Michel. — *Histoire de la Fraction de gauche italienne en émigration (1925-1940)*, Thèse 3^e cycle E.H.S.S., 1981. — 421 p.
- ROSENTHAL, Gérard. — *Avocat de Trotsky*. — Paris, Laffont, 1976. — 350 p.
- SERGE, Victor. — *Vie et Mort de Léon Trotsky*, vol. 2. — Paris, Maspero, 1973. — 150 p.
- SERGE, Victor et TROTSKY, Léon. — *La Lutte contre le Stalinisme*, textes de 1936-1939 présentés par Michel Dreyfus. — Paris, Maspero, 1977. — 272 p.
- SERGE, Victor. — *Mémoires d'un révolutionnaire 1901-1941*. — Paris, Seuil, 1978. — 444 p.
- SINCLAIR, Louis. — *Leon Trotsky : a Bibliography*. — Stanford, Hoover I.P., 1972. — 1 092 p.
- SINCLAIR, Louis. — *Leon Trotsky : a Bibliography*, abridged, amended and supplemented by L.S. — L. Sinclair, 1978. — 724 p.
- STINAS A. — *Anamnis. (Soixante ans sous le drapeau de la révolution socialiste)*. 2 vol., 1977 & 1978. — 256 & 268 p.
- STOBNICER, Maurice. *Le Mouvement trotskyste allemand sous la république de Weimar*. — Université de Paris VIII. 1980. — 357 p.
- THALMANN, Clara & Paul. — *Revolution für die Freiheit. Stationen eines*

- politischen Kampfes. Moskau/Madrid/Paris.* — Hamburg, Association Verlag 2^e ed. 1977. — 398 p.
- TICHELMAN, Fritjof. — *Henk Sneevliet, 1888-1942, een politieke biografie.* — Amsterdam, van Gennep, 1974. — 136 p.
- TJADEN, Karl Hermann. — *Struktur und Funktion der « K.P.D.-Opposition », (K.P.O.). Eine Organisations soziologische Untersuchung zur « Rechts »-Opposition im Deutschen Kommunismus zur Zeit der Weimarer Republik.* — Meisenheim/Glan, A. Hain, 1964. — 692 p.
- TROTSKY, Léon. — *Le Mouvement communiste en France (1919-1939).* Textes présentés et annotés par Pierre Broué. — Paris, Ed. de Minuit, 1967. — 724 p.
- *La Révolution espagnole 1930-1940* (textes présentés et annotés par Pierre Broué). — Paris, Ed. de Minuit, 1975. — 791 p.
- *Writings 1936-1937 et 1937-1938* (édité par Naomi Allen et George Breitman). — New York. Pathfinder, 1978. — 572 p.
- *Writings. Supplement (1934-40)* (édité par George Breitman). — New York, Pathfinder, 1979. — 982 p.
- *Leon Trotsky on China* (édité par Les Evans et Russel Block). — New York, Pathfinder, 1974. — 688 p.
- USTVEDT, Yngvar. — *Verdensrevolusjonen på Hønefoss. En Beretning om Leo Trotskij's opphold i Norge.* — Oslo, Gyldendal, Norsk Fordag, 1974. — 248 p.
- VENKATARAMANI, M.S. — « Leon Trotsky's Adventure in American Radical Politics 1935-7 », *International Review of Social History* n° 1, 1964, Amsterdam. — 46 p.
- VEREEKEN, Georges. — *La Guépéou dans le mouvement trotskyste.* — Paris, La Pensée universelle, 1975. — 380 p.
- VOGELSANGER, David. — *Der Trotskismus in der Schweiz (1930-1942),* Université Zürich, 1979. — 190 p.
- WALD, Alan. — *James T. Farrell. The Revolutionary Socialist Years.* — New York, New York U.P., 1978. — 190 p.
- « La Commission Dewey : quarante ans après », *Cahiers Léon Trotsky* n° 3, 1979. — 18 p.
- « Revolutionary Intellectuals ; *Partisan Review* in the 1930s », *Occident* (Berkeley) 1974. — 14 p.
- « Herbert Solow : Portrait of a New York intellectual » *Prospects* n° 3, 1977. — 23 p.
- WEBER, Hermann. — *Die Wandlung des deutschen Kommunismus.* — Frankfurt/Main, Europäische Verlagsanstalt, 1969. — 466 & 228 p.
- ZELLER, Fred. — *Trois points, c'est tout.* Paris, Laffont, 1976. — 316 p.

INDEX DES JOURNAUX ET PÉRIODIQUES

- Aktion (Die)*, 172.
American (The), 218.
American Committee for the defense of Leon Troisky. Bulletin, 40.
American Socialist Monthly, 63.
American Socialist Review, 355.
- Batalla (La)*, 32, 33, 282, 317, 324, 328.
Biulleten Oppositsii, 118, 136, 158, 192, 213, 280, 298, 303, 308, 365.
- Cahiers du Bolchevisme*, 167.
Chiang-Nian, 264.
Christian Science Monitor, 208.
Clarté, 82.
Commune (La), 71, 75.
Correspondance Internationale, 112, 117.
Crapouillot (Le), 47.
- Dagbladet*, 257.
Daily Mirror (The), 218.
Dernières Nouvelles (Les), 103.
- Examiner (The)*, 218.
- Fortune*, 182.
Fremtiden, 164.
Futuro, 30, 44.
- Harper's Magazine*, 193.
Hora (L'), 324.
Humanité (L'), 60, 167, 282, 305.
- Inprekorr*, cf. *Correspondance Internationale*.
- Iskra*, 68.
Izvestija, 51, 168.
- Journal American*, 218.
- Ken*, 309.
Kommunist, 136.
- Labor Action*, 121, 361.
Lutte (La), 267.
Lutte de Classes (La), 82.
Lutte Ouvrière (La), (France), 321.
- Mexico El Dia*, 289, 293.
Militant (The), 295.
Modern Monthly, 79.
Moscow Daily News, 196.
Mot Dag, 256.
- Nation (The)*, 40, 90, 195.
Neue Vorwärts, 340.
Neue Weltbühne (Die), 340.
New Freeman, 40.
New International (The), 334, 382.
New Leader (The), 54.
New Masses, 90, 91, 121.
New Republic, 42, 78, 90.
New Statesman and Nation, 39, 43.
New York Evening Post, 195.
New York Herald Tribune, 309.
New York Times, 43, 51, 67, 173, 195, 204, 208.
Novaia Rossiia, 341.
Novoe Russkoe Slovo, 308.
- Oktober*, 55.
Oraiuijsag (8), 94.
Organizing Committee for the Socialist

LÉON TROTSKY, ŒUVRES, MAI-SEPTEMBRE 1937

- Convention. Internal Bulletin*, 260, 367.
- Partisan Review*, 28, 182, 386, 391.
Politiken, 53.
Populaire (Le), 47.
Pravda, 24, 104, 105, 107, 108, 109, 115, 117, 134, 166, 167, 282, 305.
- Quatrième Internationale*, 339.
[*Quatrième Internationale (Norvège)*], 94.
- Regeneración*, 337.
Révolution, 58, 305.
Revolution Espagnole (La), *Spanish Revolution*, *Die Spanische Revolution*, 318.
Rundschau über Politik, Wirtschaft und Arbeiterbewegung, cf. *Correspondance Internationale*.
- Smena Vekh*, 345.
Socialist Appeal, 22, 63, 104, 121, 193, 334, 335, 363, 373, 381, 382, 391.
Solidaridad Obrera, 348.
Sotsialisticheski Vestnik, 365.
Sunday Sun, 300.
- Temps (Le)*, 168, 269.
- Universal (El)*, 337, 396.
Universal Grafico (El), 289.
Unser Wort, 56.
- Vérité (La)*, 66, 71.
Voice of Federation, 361.
- Xing Chiang-Nian*, 264.

INDEX DES NOMS DE PERSONNES

- ABERN, Martin, 359.
 ADLER, Friedrich, 257.
 ADLER, Jan G., 252.
 AGELOFF, Ruth, 99.
 AGELOFF, Sylvia, 99, 101.
 ALLEN, Devere, 373, 374.
 ALTMAN, Jack, 21, 22, 24, 129, 259, 279.
 ANDRADE RODRÍGUEZ, Juan, 318.
 ANTONOV-OVSEENKO, Vladimir A., 282, 311, 317.
 ARAGON, Louis, 123.
 ASKVIK, Carl B., 56.
 ATTLEE, Clement R., 357.

 BAKOUNINE, Mikhaïl A., 347.
 BALABANOVA, Angelica, 31, 179, 388.
 BALDWIN, Stanley, 113, 235, 274.
 BAUER, Otto, 110, 117, 340, 357, 376.
 BAUME, Frederick E., 300.
 BEALS, Carleton, 27, 30, 38, 43, 44-52, 57, 79, 80.
 BELOBORODOV, Aleksandr E., 110.
 BERGER, Meta, 64.
 BERNERI, Camillo, 21.
 BERNSTEIN, Eduard, 353.
 BIEMILLER, Andrew G., 64.
 BILINE (Robert Caby dit), 305.
 BILL, Friedrich, 252.
 BIRNEY, Earle, 361.
 BLUM, Léon, 28, 58, 113, 117, 128, 167, 357.
 BLUMKINE, Iakov G., 105, 158, 298.
 BOGNAR, György, 94.
 BOGNAR, Jozsef, 94.
 BORDIGA, Amadeo, 327.

 BORODINE, Mikhaïl M. Grusenberg dit, 38, 48, 49, 50.
 BOUDIENNY, Semion M., 123, 143.
 BOUKHARINE, Nikolai I., 110, 134, 135, 137, 170, 298.
 BOYD, Fred, 54.
 BRAILSFORD, Henry N., 54.
 BRANDLER, Heinrich, 34, 36, 384.
 BRANTING, Georg, 376.
 BRANTING, Hjalmar, 376.
 BRANTWEIN, *voir* Borodine.
 BRAUN, *voir* Wolf, Erwin.
 BRESSLER, Robert, 61.
 BRIK, Lili, 123.
 BROCKWAY, Archibald Fenner, 36, 38, 54, 64, 373, 377, 379, 380.
 BRONSTEIN, Zinaïda, *voir* Volkova.
 BROWDER, Earl R., 201.
 BURNHAM, James, 23, 63, 129, 151, 259.
 BYE, George T., 148, 149.

 CABY, Robert, *voir* Biline.
 CACH'N, Marcel, 167.
 CALDWELL, Erskine, 149.
 CANNON, James P., 28, 63, 121, 128, 129, 259, 279, 295, 334, 363, 384, 397.
 CÁRDENAS, Lazaro, 29, 50.
 CARTER, Joe (Friedman dit), 23, 128, 132.
 CARLINI, Adolfo (Domenico Sedran dit), 32.
 CECIL, lord Robert, 234, 235.
 CHABRUN, César, 47.
 CHABRUN, Marthe, 47.
 CHAMBERLIN, William H., 208.

- CHAMBERS, Whittaker, 149.
 CHAPOCHNIKOV, Boris M., 138.
 CHAUTEUPS, Camille, 23, 203.
 CHEN DUXIU 25, 260, 262, 264, 269, 278.
 CHEN Qizhang, 260, 367.
 CHURCHILL, Winston, 166, 214.
 CILIGA, Ante, 205.
 CITRINE, Walter, 113.
 CLARK, Eleanor, 182, 363, 391, 398.
 COLLINS, Allan C., 214, 259.
 CRAIN, Reva, 101.
- DALADIER, Edouard, 113, 114, 167.
 DAN (Fedor Gourvitch, dit), 33, 365.
 DAUGE, Walter, 37, 316.
 DAVTIAN, Arven A., voir Tarov.
 DE BROUCKÈRE, Louis, 257, 357.
 DEGRELLE, Léon, 23, 29, 37.
 DELÉPINE, Maurice, 46, 47.
 DEMBY, Frank (Ed. Sard, dit), 382.
 DENG Yanda, 263, 264.
 DENIKINE, Anton I., 178.
 DESNOTS, Jacques (dit Le Ricard), 72.
 DESPRÈS, Léon Mathis, 389.
 DEWAR, Hugo, 54.
 DEWEY, Dr John, 27, 45, 57, 70, 151, 189, 190, 252, 304, 360, 378, 386.
 DIMITROV, Georgi, 340, 373, 374, 376.
 DOLETSKY, 23.
 DOS PASSOS, John, 90.
 DUCLOS, Jacques, 60.
 DUNAIEVSKAIA, Raia, voir Spiegel, Rae.
 DUNNE, Vincent R., 65.
 DURANTY, Walter, 195, 197, 198, 208, 209, 214, 215, 226.
 DURRUTI, Buenaventura, 311.
 DZERJINSKY, Feliks E.,
- EASTMAN, Max, 69, 90, 120, 148, 193, 194, 197, 203.
 EDEN, Anthony, 234.
 EGOROV, Aleksandr I., 21, 138.
 EIDEMANN, Robert P., 142, 146.
 EISNER, Dorothy, 333.
 EJOV, Nikolai I., 106, 111, 141, 373.
 ELTSINE, Boris M., 110.
 ENGELS, Friedrich, 176, 342.
 ESTRINE, Lilia Ia. Ginzberg, ép., 85.
 EVDOKIMOV, Grigori E., 110.
- FARRELL, James T., 120.
 FELDMAN, Boris M., 142.
 FERNÁNDEZ VILCHIS, Octavio, 125.
 FÉRO, voir Leonetti.
 FEROCI, voir Leonetti.
 FIELD, B. J. (Max Gould, dit), 382.
 FINERTY, John F., 70, 360, 382.
 FISCHER, Louis, 195, 197, 208.
 FLORES Magon (les frères), 337.
 FORD, James, 42.
 FOSTER, William Z., 42.
 FRANCO Y BAHAMONDE, Francisco, 209, 229, 282, 293, 309, 393.
 FRANK, Pierre, 82.
 FRANK, Waldo D., 42, 78, 90.
 FRANKEL, Jan (dit John Glenner), 27, 39, 57, 76, 162, 255, 288, 297, 307, 337, 338, 363, 365, 391, 398.
 FREEMAN, Joseph, 90.
 FREUD, Sigmund, 197.
 FREUND, Hans D., voir Moulin.
 FRIEDMAN, voir Carter.
 FRÖLICH, Paul, 36.
 FROUNZÉ, Mikhail V., 138.
 FULLER, John F., 242.
- GALICIA, Luciano, 29, 125.
 GALTIER-BOISSIÈRE, Jean, 47.
 GAMARNIK, Ian B., 22, 110, 122, 139-141.
 GARCÍA OLIVER, Juan, 32, 348.
 GELLER, Hugo, 90.
 GEORGE, Mrs, 148, 259.
 GINZBURG, 115.
 GIVE, voir Vereeken.
 GLASS, Frank C., 157, 260-279, 335, 367.
 GLENNER, John, voir Jan Frankel.
 GLOTZER, Albert M., 86, 101, 117, 150, 389.
 GOEBBELS, Josef, 227.
 GOLD, Mike, 90.
 GOLDMAN, Albert, 158, 193, 225, 360, 386, 389.
 GORDON, Sam, 295, 397.
 GÖRING, Hermann, 240, 243.
 GORKIN (Julián García Gómez, dit), 317, 328.
 GORTER, Hermann, 350, 356.
 GRAMSCI, Antonio, 103.
 GRANT, Ulysses S., 204.
 GRASSET, Bernard, 148, 173, 211.

- GRYLEWICZ, Anton, 23, 24, 258, 282.
 GUILLAUME II, 249.
 HANSEN, Joseph, 361.
 HEARST, William R., 218.
 HEGEDŰS, Jozsef, 94.
 HEIJENOORT, Jean van, *voir* Van.
 HEISLER, Francis, 389.
 HELD, Walter (Heinz Epe, dit), 53, 55, 76, 255.
 HERRING, Hubert C., 40, 181, 203, 214.
 HERRIOT, Edouard, 203.
 HESS, Rudolf, 113, 117.
 HILFERDING, Rudolf, 340, 357.
 HIRO-HITO *voir* Mikado (Ie).
 HITLER, Adolf, 25, 57, 104, 144, 145, 168, 200, 202, 203, 205, 210, 227, 232, 236-238, 248, 249, 284, 301, 310, 312, 374.
 HOAN, Daniel, 64.
 HOLZMAN, Eduard S., 50, 87, 117, 118, 158, 190, 220, 224, 225.
 HRASCHE, Grigori, 53.
 IAGODA, Henrikh G., 24, 106, 111, 137, 147, 170, 374-376.
 IAKIR, Iona E., 110, 122, 142, 143, 146, 147, 170, 226, 227, 276.
 IAKOVLEVA, Rita, 361.
 IBSEN, Henrik, 257.
 IGLESIAS, Ignacio, 230.
 ISAACS, Harold R., 41, 99, 120, 150, 264, 269.
 JAKUBOWSKI, Franz, 91.
 JELLINEK, Frank, 51.
 JOSEPH, *voir* Kharine.
 JOSEPHY Jr., Alvin M., 309.
 KAGANOVITCH, Lazar M., 114.
 KAHLO DE RIVERA, Frida, 125, 391.
 KALININE, Mikhail I., 136.
 KAMENEV (Lev B. Rosenfeld, dit), 106, 107, 109, 118, 134, 139, 140, 171, 205, 213, 374, 395.
 KERENSKY, Aleksandr F., 33, 314, 341.
 KHARINE, Salomon, 213.
 KHODJAIEV, Fayçullah, 23.
 KHROUCHTCHEV, Nikita S., 67.
 KIROV (Sergei M. Kostrikov, dit), 67, 205.
 KLUCKHOHN, Frank L., 51.
 KNUDSEN, Borgar, 163.
 KNUDSEN, Hilda, 163.
 KNUDSEN, Hjørdis, 163, 254.
 KNUDSEN, Konrad, 163, 164, 255.
 KOLLONTAI, Aleksandra M., 200.
 KOLTSOV, (Mikhail E., Fridlyand, dit), 200.
 KONSTAD, Leif Ragnvald, 257.
 KOPP, Jifi, 252.
 KORZAN, Kato, 94.
 KORK, August I., 122, 142.
 KORNILOV, Lavr G., 314.
 KRESTINSKY, Nikolai N., 22, 145.
 KROG, Helge, 256, 257.
 KROUPSKAIA, Nadejda N., 213.
 KUKLIS, Antal, 94.
 KUN, Béla, 24.
 KÜSTER, 55.
 LAFOLLETTE, Suzanne, 40, 42, 70, 102, 120, 150, 161, 184, 191, 219, 223-225, 288, 297, 371, 386-388, 391.
 LAGORCE, Georges, 71.
 LANDAU, Katia, 329.
 LANKIN, Solomon, 296.
 LARGO CABALLERO, Francisco, 21, 313, 348.
 LA ROCQUE, François de, 209.
 LAVAL, Pierre, 47.
 LÉNINE (Vladimir I. Oulianov, dit), 33, 49, 69, 73, 81, 134, 176, 198, 199, 212, 214, 215, 306, 318, 326, 330, 345, 346, 353, 354, 357, 366.
 LENZ, Karl Heinz, 96.
 LEONETTI, Alfonso, 103.
 LE RICARD, *voir* Desnots.
 LESOIL, Léon, 316.
 LI DAZHAO, 262.
 LIE, Jonas, 56.
 LIE, Trygve Halvdan, 56, 257.
 LIEBER, Maxim, 149.
 LIEBKNECHT, Karl, 176, 201, 350.
 LI FUREN, *voir* Glass.
 LINCOLN, Abraham, 204.
 LISTER, Enrique, 24.
 LITVINOV (Maksim Wallach, dit), 23, 145, 281.
 LIU RENJING (dit Nel Sih), 260, 264, 269.
 LIVSHITZ, Iakov A., 114, 170.
 LOMBARDO TOLEDANO, Vicente, 29, 44, 154, 155.

LÉON TROTSKY, ŒUVRES, MAI-SEPTEMBRE 1937

- LOMINADZÉ, Vissarion V., 118.
 LONDON, (Jack Griffiths, dit), 186.
 LONDON, Joan, ép. Moss, 186.
 LÓPEZ, Juan, 347.
 LOVESTONE, Jay, 384.
 LUDWIG (Ignace Poretski, dit), 22, 25, 30.
 LUDWIG, Emil, 168.
 LUXEBURG, Rosa, 176, 350.
 LYOUBTCHENKO, Panas P., 25.
- MACDONALD, Dwight G., 182, 386, 391.
 MACDONALD, James Ramsay, 235.
 MADAULE, Jacques, 47.
 MCCARTHY, Mary, 182.
 McDONALD, John, 333.
 MAISKY (Yvan M. Liakhovestky, dit), 199.
 MAKHNO, Nestor, 28, 161, 177, 294, 353.
 MALRAUX, André, 59.
 MANOUCHIAN, Missak, 118.
 MANOUKIAN, voir Tarov.
 MAO TSÉ-TOUNG, 262, 263.
 MARKINE, N., voir Léon Sedov.
 MARTIN DES PALLIÈRES, Jeanne, 87, 88, 159.
 MARTIN, Kingsley, 39, 43.
 MARTOV (Iouli C. Tsederbaum, dit), 33.
 MARX, Karl, 176, 304, 318, 341, 342, 354, 357.
 MATHÉ, Jean, 47.
 MATTEOTTI, Giacomo, 47.
 MAURÍN Julia, Joaquín, 35, 229, 230.
 MAXTON, James, 36.
 MDIVANI, Polikarp G., dit Boudou, 24, 110, 308.
 MEKHLIS, Lev Z., 134.
 MENJINSKY, Viatcheslav R., 106, 158.
 MEYER, Håkon, 255, 257.
 MIKADO (Hiro-Hito, dit le), 57, 167, 202, 282.
 MIRABEAU, (Honoré Riqueti, comte de), 276.
 MODIGLIANI, Giuseppe, 47, 184, 187, 191.
 MOLINIER, Henri, 75, 82, 221.
 MOLINIER, Raymond, 71, 72, 75, 82, 87.
 MOLOTOV (Viatcheslav M. Skriabine), 103, 114, 115.
- MONTSENY, Federica, 32, 347.
 MOONEY, Tom, 360.
 MORIASSINE, 115.
 MORROW, Felix, 150.
 MOSLEY, Oswald, 209, 238.
 MOSS, Barney, 186.
 MOULIN (Hans David Freund, dit), 24, 30, 328.
 MOURALOV, Nikolai I., 110, 213.
 MRATCHKOVSKY, Sergei V., 110.
 MÜNZENBERG, Willi, 234.
 MUSSOLINI, Benito, 25, 91, 203, 210, 232, 237, 238, 310, 312, 392, 394.
 MUNIS G. (Manuel Fernández Grandizo, dit), 328.
 MUSTE, Abraham J., 42, 99, 151.
- NAPOLÉON I^{er}, 244.
 NAVILLE, Pierre, 82, 85, 298.
 NEGRÍN LÓPEZ, Juan, 21, 282, 293, 309, 310-313, 376.
 NEUHAUS, Magda, 94.
 NIKOLAIEV Leonid V., 67, 205.
 NIKOLAIEVSKY, Boris N., 212, 213, 298.
 NIN PÉREZ, Andrés, 30, 32, 34, 74, 83, 229, 230, 279, 280, 282, 293, 311, 313, 317, 320, 323, 365, 374, 377.
 NOVACK, George E., 359.
- OAK, Liston M., 353.
 OEHLER, Hugo (Edward Oler, dit), 392.
 OKOUDJAVA, Mikhail N., 24, 110, 115, 308.
 OLBERG, Valentin P., 50, 190, 225, 337, 371.
 OLTCHESVSKY, Anatoli A., 136.
 O'NEILL, Eugène, 90.
 ORDJONIKIDZÉ, Grigori K., 114.
 OUBORÉVITCH, Iéronym P., 122, 142, 147, 170, 226, 227.
 OUSTRIALOV, Nikolai V., 345.
- PANNEKOEK, Anton, 350, 356.
 PAUL-BONCOUR, Joseph, 167.
 PAVLOUNOVSKY, Ivan P., 115.
 PAZ, née Marx, Magdeleine, 118.
 PEIRÓ, Juan, 348.
 PENG SHUTZI, 260.
 PERKINS, Frances, 218.
 PFEMFERT, Franz, 172, 188, 303, 371.
 PHILLIPS, William, 182.

LÉON TROTSKY, ŒUVRES, MAI-SEPTEMBRE 1937

- PIATAKOV, Iouri G., 27, 50, 51, 108, 110-113, 115, 167, 170, 190, 225, 280, 304, 305.
- PILSUDSKI, Jozef, 166.
- PIVERT, Marceau, 58.
- PORETSKI, Ignacy, *voir* Ludwig.
- POSTHUMUS, Nicolaus W., 213.
- POSTYCHEV, Pavel P., 22, 136, 147.
- POTEMKINE, Vladimir P., 145.
- POUTNA, Vitovt V., 122, 141, 142, 146.
- POYNTZ, Juliet Stuart, 22.
- PRIETO Y TUERO, Indalecio, 21.
- PRIMAKOV, Vitali M., 122, 123, 142, 143.
- PRIMO DE RIVERA Y ORBANEJA, Miguel, 229.
- PRITT, Denis N., 37, 373.
- PUNTERVOLD, Michael, 76.
- QUISLING, Vidkun, 56, 258.
- RABINOVITCH, 104.
- RADEK, Karl (Karl B. Sobesohn, dit), 27, 108, 110, 113, 115, 140, 141, 146, 147, 159, 167, 170, 195, 196, 209, 298.
- RAKOVSKY, Khristian G., 108, 110, 213.
- RAHV, Philip, 182.
- RAMM, Aleksandra I., ép. Pfemfert, 172.
- RASPOUTINE (Grigori I. Novikh, dit), 276.
- RATAITCHAK, Stanislav A., 115, 116.
- REBULL Cabré, José, 33, 318.
- REED, John, 54, 182, 209.
- REINGOLD, Antal, 94.
- REISS, Ignace, *voir* Ludwig.
- RIOUTINE, Mikhail N., 118.
- RIVERA, Diego, 125, 182, 223, 380.
- ROBINSON, Viola, 150.
- RODRÍGUEZ SALAS, Eusebio, 32.
- RODZIANKO, Mikhail V., 276.
- ROLLAND, Romain, 59.
- ROMM, Vladimir, 50, 51, 167, 190, 225.
- ROOSEVELT, Franklin D., 28, 218, 272.
- RORTY, James, 42.
- ROSENDAHL JENSEN, Synnøve, 55, 256.
- ROSENTHAL, Gérard, 47, 84.
- ROSMER (Alfred Griot, dit), 21, 27, 66, 69, 184, 185, 189, 269, 294, 371, 395.
- ROSMER (Marguerite Thévenet, épouse), 70, 185, 371, 388, 395, 396.
- ROUDZOUTAK, Jan G., 22.
- ROUS, Jean, 73.
- ROY, Manabendra N., 48.
- RÜHLE, Otto, 201, 304, 337, 370.
- RYKOV, Aleksei I., 110, 134, 135, 170.
- SACCO, Nicola, 360.
- SAFAROV, Georgi V., 118.
- SALEMME, Attilio, 392.
- SARD, Ed, *voir* Demby.
- SATO, Eisaku, 234.
- SCHEFLO, Inge, 257.
- SCHEFLO, Olav, 255, 304.
- SCHLAMM, Willi, 30, 342.
- SCHWAB, Jim, *voir* Walcher.
- SCHWARZ, Salomon, 257.
- SEDOV LEV L. (Léon, Liova), 22, 51, 81, 84, 87, 88, 97, 98, 108, 117, 118, 150, 158-162, 173, 187-190, 211-214, 223, 227, 288, 294, 297, 298, 303, 308, 337, 365, 396.
- SEDOV, Sergéi L. 48.
- SEDOVA, Natalia I., 48, 56, 68, 81, 87, 88, 98, 99, 149, 163, 164, 172, 181, 185, 192, 225, 254, 256, 294, 297.
- SEDRAN, Domenico, *voir* Carlini.
- SEECKT, Hans von, 242, 243.
- SELANDER, Ted, 397.
- SÉRÉBRIAKOV, Léonid P., 110.
- SERGE, Victor (Victor L. Kibaltchich, dit), 35, 61, 103, 159, 166, 172, 188, 205, 303.
- SHACHTMAN, Max, 63, 64, 69, 72, 157, 303, 335, 370, 372.
- SILOV, 104.
- SIMONS, Grace H., 157.
- SKRYPNIK, Nikolai A., 136.
- SLEPKOV, Aleksandr N., 118.
- SMIRNOV, Ivan N., 110, 117, 170, 388.
- SNEEVLIET, Henricus, 22, 35, 317, 318, 326, 335.
- SOKOLNIKOV (Grigori I. Brilliant, dit), 110, 170.
- SOKOLOVSKAIA, Aleksandra L., 47.
- SOLANO, Wilebaldo, 318.
- SOLDEVILLA, 311.
- SOLOW, Herbert, 28, 89, 120, 333, 370, 380.

- SONG ZHEYUAN, 265, 266.
 SOSNOVSKAIA, Olga D., 200.
 SOSNOVSKY, Lev S., 110, 200.
 SOUVARINE (Boris Livschitz, dit), 350.
 SPECTOR, Maurice, 23.
 SPIEGEL, Rae, 127, 260, 361, 363, 366, 367, 398.
 STALINE (Iossif V. Djougachvili, dit), 28, 29, 30, 67, 97, 103-117, 122, 124, 131-139, 143-147, 149, 166, 171, 188, 198-200, 205, 210, 227, 229, 248, 258, 282, 287, 289-292, 301, 302, 309-312, 317, 343, 350, 354, 355, 366, 374, 376, 392, 394, 395.
 STEN, Jan B. 118.
 STERLING, Max (Max Shapiro, dit), 127.
 STERNBERG, Fritz, 38.
 STOLBERG, Benjamin, 28, 40, 57, 70, 120, 218, 219, 225.
 STØYLEN, Andreas, 76, 255.
 STRESEMANN, Gustav, 340.
 STRONG, Anne Louise, 195, 196, 208.
 SUMNER, Charles (grand-père), 54.
 SUMNER Charles, 54.
 SUMNER BOYD, Hilary, voir Sumner.
 SUN YAT-SEN, 263.

 TAINE, Hippolyte, 350.
 TAMADA, voir K. Knudsen.
 TAN PINGSHAN, 263.
 TARKHANOV, Oskar, 118.
 TAROV (Arven A. Davtian), 117, 192, 205.
 TARRADELLAS, Josep, 313.
 TCHERVIAKOV, Aleksandr G., 22, 136, 140, 147.
 TCHIANG KAI-CHEK, 216, 261-266.
 TER-VAGANIAN, Vagarchak, 118.
 THALHEIMER, August, 34.
 THÉVENET, Marguerite, voir Rosmer.
 THOMAS, Norman, 64, 65, 129, 184, 355, 363, 373, 395.
 THOMAS, Wendelin, 28, 161, 175, 180, 253, 378, 380.
 THOREZ, Maurice, 59, 60, 167.
 TOLEDANO, voir Lombardo Toledano.
 TÖMLE, Johanna, 94.
 TOMSKY (Mikhail P. Efremov, dit), 110, 170.
 TOUKHATCHEVSKY, Mikhail N., 21, 27, 110, 122, 124, 137-147, 170, 226, 227, 276.
 TRAGER, Frank, 129.
 TRILISSER, David A., 158.
 TRIMBLE, Glen, 121.
 TRIOLET, Elsa, 123.
 TROIANOVSKY, Aleksandr A., 199.
 TYLER, Gus, 129.
 TZU TSOFEN, 267.

 ULRICH, Vassili V., 143.

 VAILLANT-COUTURIER, Paul, 60.
 VAN (Jean van Heijenoort, dit), 39, 161, 162, 296, 297, 307, 337, 361, 365, 371, 393.
 VANDERVELDE, Emile, 357.
 VANZETTI, Bartolomeo, 360.
 VANZLER, Joseph (dit John G. Wright), 41, 53, 150, 308, 330, 379, 380.
 VEREEKEN, Georges, 29, 35, 37, 316-330.
 VILLAREAL, Antonio I., 337, 338, 359, 396.
 VOLKOV, Platon I., 47.
 VOLKOVA, Zinaïda, née Bronstein, 47, 49, 224, 294.
 VOROCHILOV, Klementi E., 122, 124, 138, 199, 141, 167, 168, 190, 200, 205, 374.
 VYCHINSKY, Andréi I., 104, 105, 108-113, 141, 167, 168, 190, 200, 205, 374.

 WALCHER, Jakob, 36, 38.
 WALKER, Adelaide George, 149, 259.
 WALKER, Charles M., 120, 148, 149, 173, 188, 214, 259, 330, 370.
 WANG JINGWEI, 263.
 WEBB, Beatrice, née Potter, 352.
 WEBB, Sydney, 352.
 WEBER, Jack (Louis Jacobs, dit), 260, 273, 294, 359, 362, 367, 372.
 WEBER, Sara (Sara Jacobs, dite), 181, 185, 273, 294, 295, 308, 398.
 WEISS, Wolfgang, 205.
 WILSON, Thomas Woodrow, 272.
 WITTE, Sergei I., 275.
 WINDFELD-HANSEN, Ivar, 53, 55.
 WOLF, Erwin, 24, 25, 30, 38, 95, 163, 253, 305, 329.
 WOLFE, Bernard (Bernie), 27, 39, 57,

LÉON TROTSKY, ŒUVRES, MAI-SEPTEMBRE 1937

- 99, 101, 132, 150, 156, 157, 288, 295,
307, 338, 391.
- WRANGEL, Piotr N., 178.
- WRIGHT, John G. *voir* Vanzler.
- YI KUAN, 260.
- YOSHIDA, Zengo, 234.
- ZAM, Herbert (Joseph Kornfeder,
dit), 129.
- ZAMORA PADILLA, Francisco, 337,
338, 359, 396.
- ZBOROWSKI, Mordka, 85.
- ZEBERGENYI, Endre, 94.
- ZEELAND, Paul van, 23, 29, 37.
- ZEMAN, *voir* Grylewicz.
- ZHANG NAIQI, 266.
- ZINOVIEV (Grigori E. Radomylsky,
dit), 49, 66, 73, 105, 107, 109, 110,
118, 139, 140, 146, 147, 170, 171,
205, 213, 340, 374, 395.
- ZYROMSKI, Jean, 59, 357.

INDEX MATIÈRES

- Anarchisme, 339.
 Anarchisme, Révolution russe, 175.
 Assemblée constituante, 73.
 Australie, 300.
- Belgique, Elections, 37, 75.
 Bolchevisme/Stalinisme, 175, 193, 339-358, 363, 365, 378.
 Bureaucratie, 280, (voir aussi Stalinisme).
- Centrisme, 32, 37, 58, 63, 316, 373, 381, 384.
 Chine/Etats-Unis, 260.
 Chine/Japon, 216, 260, 300, 367.
 Chine, Nationalisme, 260, 367.
 Chine, Quatrième Internationale, Construction, 260.
 Chine, Révolution, 260.
 Chine, Situation économique, 260, 367.
 Chine, Stalinisme, 260.
 Chine/U.R.S.S., 260.
Crimes de Staline (Les), 97, 103, 117, 148, 172, 173, 187, 211, 214, 289, 331.
 Cronstadt, Insurrection, 175.
- Dictature du prolétariat, 339.
- Espagne, Entrisme, 73.
 Espagne, Guerre civile, 309.
 Espagne, Répression stalinienne, 229, 280.
 Espagne, Révolution, 32, 58, 93, 193, 293, 309, 316.
 Etat/Socialisme, 193, 339.
- Etats-Unis, Entrisme, 63, 128, 132, 151, 179, 193, 279, 334.
 Etats-Unis, Lutte contre les procès de Moscou, 69.
 Etats-Unis, *Partisan Review*, 182, 386, 391.
 Etats-Unis, Quatrième Internationale, Construction, 128, 151, 333, 370, 384, 389, 391.
 Etats-Unis, Quatrième Internationale, Revue, 89, 120, 334, 382.
- Fascisme, 231, 309.
 France, Lutte contre les procès de Moscou, 184.
 France, Organisation de jeunesse, 58.
 France, Quatrième Internationale, 71, 75, 81, 221.
 Front populaire/Front unique, cf. Front unique/Front populaire.
 Front unique/Front populaire, 193, 309, 316.
- Gouvernement ouvrier et paysan, 73.
 Grande-Bretagne, Lutte contre les procès de Moscou, 54.
 Guerre mondiale, 193, 231, 259, 280, (voir aussi Situation politique internationale).
- Jeunesse/Parti révolutionnaire, 58.
- Lénine*, 214.
 London (Jack), 186.
 Lutte contre les procès de Moscou, 31, 37, 40, 42, 44, 53, 55, 57, 66, 75, 78, 79, 81, 87, 93, 97, 101, 102, 117, 131,

- 150, 158, 160, 161, 166, 187, 189, 193, 212, 219, 221, 223, 225, 253, 289, 294, 297, 304, 337, 359, 360, 365, 370, 373, 378, 387, 395, (voir aussi au nom de chaque pays).
- Ma vie*, 76, 165, 211, 214, 331.
- Makhnovisme, cf. Anarchisme, Révolution russe.
- Mexique, Quatrième Internationale, 125.
- Militantisme, 289, 382, 384.
- Morale prolétarienne, 175, 339, 373, 378.
- Nin (Andrès), 229, 279.
- Norvège, 257.
- Nos tâches politiques*, 69.
- Opportunisme, 37, 63.
- Pacifisme, 231.
- Parti révolutionnaire, 339.
- Parti révolutionnaire, Construction, 58.
- Parti révolutionnaire, Fonctionnement, 389.
- Parti révolutionnaire/Jeunesse, cf. Jeunesse/Parti révolutionnaire.
- Procès de Moscou, 104.
- Procès de Moscou, Aveux, 193.
- Provocations staliniennes, 44, 79, 104, 154, 257.
- Quatrième Internationale, Congrès 334.
- Quatrième Internationale, Construction, 32, 93, (voir aussi au nom de chaque pays).
- Quatrième Internationale, Répression, 93, 104.
- Question juive, 380.
- Question nationale, 216, 260, 367.
- Révolution permanente/Socialisme dans un seul pays, 193.
- Révolution trahie (La)*, 76, 226.
- Sabotage, 53, 104, 125.
- Sectarisme/Opportunisme, 316.
- Sedov (Léon)/Trotsky cf. Trotsky/Sedov (Léon)
- Situation politique internationale, 231.
- Socialisme dans un seul pays/Révolution permanente cf. Révolution permanente/Socialisme dans un seul pays.
- Stalin school of falsification (The)*, *L'École stalinienne de la falsification*, 69, 214, 303, 304, 370.
- Stalinisme, 58, 89, 104, 122, 133, 166, 193, 226, 280, 289, 300, 339, 363, 365.
- Stalinisme/Bolchevisme, cf. Bolchevisme/Stalinisme.
- Tarov (Arven Davtian, dit), Souvenirs, 192.
- Tchécoslovaquie, Lutte contre les procès de Moscou, 252.
- Terrorisme, 301.
- Trotsky, Agent littéraire, 148.
- Trotsky, Archives, 44, 81.
- Trotsky, Collaborateurs, 99, 127, 156, 181, 288, 295, 361, 365, 397, 398.
- Trotsky, Correspondance, 212, 304.
- Trotsky, Droits littéraires, 308.
- Trotsky, Etats-Unis, Visa, 218, 219.
- Trotsky/Sedov (Léon), 81.
- Trotsky, Revenus, 76.
- Trotsky, Santé, 151.
- U.R.S.S., Armée rouge, 122, 133, 226.
- U.R.S.S., Constitution, 193, 289.
- U.R.S.S., Défense de l'U.R.S.S., 193.
- U.R.S.S., Guerre civile, 133.
- U.R.S.S., Guerre mondiale, 231.
- U.R.S.S., Nature de l'U.R.S.S., 193, 260.
- U.R.S.S., Politique extérieure, 133, 393.
- U.R.S.S., Répression, 122, 133, 166, 280.
- U.R.S.S., Révolution politique, 309.
- U.R.S.S., Situation économique, 193, 280.

INDEX DES ORGANISATIONS, PARTIS, INSTITUTIONS, ETC. DES INSTANCES, CONGRÈS, RÉUNIONS, ETC. *

- Académie des sciences de l'U.R.S.S.,
Akademii Nauk S.S.S.R., 24.
- Académie militaire de l'U.R.S.S., 142.
- Action socialiste révolutionnaire (Belgique), A.S.R., 316.
- Agence Tass, 23, 44, 51, 67.
- Akademii Nauk S.S.S.R., cf. Académie des sciences de l'U.R.S.S.
- American Committee for the Defense of Leon Trotsky, A.C.D.L.T., cf. Comité américain de défense de Léon Trotsky.
- American Workers Party, A.W.P., cf. Parti américain des travailleurs.
- Amis de l'U.R.S.S., 71, 91, 291, 375.
- Armée populaire anti-japonaise (Chine), 261.
— cf. aussi : Armée Rouge, Chine.
- Armée Rouge, 22, 23, 28, 105, 110, 111, 118, 122, 123, 133, 137, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 146, 147, 158, 177, 216, 226, 233, 247, 248, 282, 314, 365.
— Chine, 261, 262, 263, 268, 269.
— cf. aussi : Armée populaire anti-japonaise.
- Associated Press, 93.
- Association des avocats socialistes, cf. Front des avocats socialistes (Mexique).
- Association du salut national (Chine), 265, 266, 267, 271, 368.
- Association Internationale des Travailleurs, A.I.T., cf. Internationales : première Internationale.
- Association Internationale des Travailleurs (anarchistes), 347.
- Ateliers de construction de wagons de l'Oural, Ouralwagostroï, 115.
- Balgarska Rabotničeska Social-Demokratičeska Partija (Tesnjacki), cf. Parti ouvrier social-démocrate de Bulgarie (étroits).
- Bataille socialiste (la), cf. Parti socialiste, section française de l'Internationale ouvrière, S.F.I.O., bataille socialiste (la).
- Blackshirts, cf. Chemises noires.
- Bloc ouvrier et camperol, cf. Bloc ouvrier et paysan (Catalogne).
- Bloc ouvrier et paysan, Bloc ouvrier et camperol, Bloque obrero y campesino (Catalogne), 35, 229.
- Bloque obrero y campesino, cf. Bloc ouvrier et paysan (Catalogne).
- Bund, cf. Union générale des travailleurs juifs de Russie, de Lituanie et de Pologne.
- Bureau de Londres, cf. Bureau international d'unité socialiste révolutionnaire.
- Bureau international d'unité socialiste révolutionnaire (nouveau nom de Internationale Arbeitsgemeinschaft, I.A.G.), B.I.U.S.R.. Bureau de

* Pour faciliter l'utilisation de cet index, en générale, nous avons désigné les organisations ou partis sous la forme française de leur dénomination.

- Londres, 36, 64, 340, 373, 374, 375, 376, 384.
- Cadets, K.D., cf. Parti constitutionnel démocrate.
- Casa del obrero mundial, cf. Maison de l'ouvrier mondial (Mexique).
- Chemises bleues (Chine), 264, 265.
- Chemises noires, Blackshirts, 209.
- Clubs John Reed, 182.
- Comintern, cf. Internationales : troisième Internationale.
- Comité américain de défense de Léon Trotsky, American Committee for the Defense of Leon Trotsky, A.C.D.L.T., 21, 28, 40, 45, 70, 76, 120, 150, 171, 179, 180, 182, 333, 359, 363, 373, 374, 375, 376.
— exécutif, 42.
- Comité anglais pour la défense de Léon Trotsky, 54.
- Comité de secours aux condamnés politiques (France), 47.
- Comité des forges, 269.
- Comité français pour la défense de Léon Trotsky, cf. Comité pour l'enquête sur les procès de Moscou et pour la défense de la liberté d'opinion dans la révolution. Comité pour l'action ouvrière progressiste, Committee for Progressive Labor Action, C.P.L.A., 151.
- Comité pour l'aide aux prisonniers politiques, cf. Comité de secours aux condamnés politiques (France).
- Comité pour l'enquête sur les procès de Moscou et pour la défense de la liberté d'opinion dans la révolution, 76, 185, 191.
— Commission d'investigation, 47, 67, 118, 184, 185.
- Comité pour l'organisation des syndicats d'industrie, Committee for Industrial Organization, C.I.O., 130.
- Comité pour les relations culturelles avec l'Amérique latine (Etats-Unis), 181, 193.
- Comité tchécoslovaque pour le droit et la vérité, 258.
- Commission d'enquête internationale sur les procès de Moscou, Commission Dewey, 27, 28, 31, 38, 40, 41, 42, 44, 45, 46, 48, 55, 56, 65, 66, 69, 70, 78, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 97, 99, 100, 105, 117, 118, 128, 149, 159, 160, 161, 162, 171, 175, 179, 180, 184, 187, 188, 189, 190, 191, 201, 212, 221, 223, 224, 252, 253, 288, 291, 292, 294, 297, 303, 304, 305, 306, 337, 359, 360, 363, 365, 366, 373, 375, 378, 379, 381, 387, 388, 395.
— sous-commission, 27, 38, 45, 48, 69, 79, 82, 101, 118, 148, 158, 162, 189, 190, 193, 291, 297.
— sous-commission sur le sabotage, 55.
- Commission Dewey, cf. Commission d'enquête internationale sur les procès de Moscou.
- Committee for Industrial Organization, C.I.O., cf. Comité pour l'organisation des syndicats d'industrie.
- Committee for Progressive Labor Action, C.P.L.A. cf. Comité pour l'action ouvrière progressiste.
- Communist League of America, C.L.A., cf. Opposition de gauche, sections de l'opposition de gauche internationale, américaine.
- Communist Party of America, C.P.A., cf. Parti communiste d'Amérique.
- Communist Party of Great-Britain, C.P.G.B., cf. Parti communiste de Grande-Bretagne.
- Communist Party of South-Africa, C.P.S.A., cf. Parti communiste d'Afrique du Sud.
- Communistische Partij van Nederland, C.P.N., cf. Parti communiste des Pays-Bas.
- Confederación de trabajadores de México, C.T.M., cf. Confédération des travailleurs du Mexique.
- Confederación nacional del trabajo, C.N.T., cf. Confédération nationale du travail.
- Confederación regional obrera mexicana, C.R.O.M., cf. Confédération régionale ouvrière du Mexique.
- Confédération des travailleurs du Mexique, C.T.M. Confederación de trabajadores de México, 29, 44, 154, 337.

- Confédération générale du travail, C.G.T. (France), 47.
 — Fédération des travailleurs des P.T.T., 47.
 Confédération nationale du travail, C.N.T., Confederación nacional del trabajo, 32, 96, 229, 311, 324, 337, 348.
 Confédération régionale ouvrière du Mexique, C.R.O.M., Confederación regional obrera de México, 154.
 Conférence de Bruxelles, 321, 322.
 Conférence de Nyon, 25, 394.
 Convention d'Aguascalientes, 337.
 Croix de feu, 209.
- Défense ouvrière sans exclusive, Non-Partisan Labor Defense, 150.
 Det Norske Arbeiderparti, D.N.A., cf. Parti ouvrier norvégien.
 Direction des constructions industrielles, Glavstroj-Prom, 115.
- Etudiants communistes (France), 82.
- Federación anarquista ibérica, F.A.I., cf. Fédération anarchiste ibérique.
 Federación comunista ibérica, F.C.I., cf. Fédération communiste ibérique.
 Fédération anarchiste ibérique, F.A.I., Federación anarquista ibérica, 32, 311.
 Fédération communiste ibérique, F.C.I., Federación comunista ibérica, 229.
 Fédération syndicale internationale, F.S.I., 236.
 Fraction bordiguiste, 327, 356.
 Franc-Maçonnerie, 203.
 Francs-Tireurs partisans, F.T.P., 118.
 Front des avocats socialistes du Mexique, 46, 396.
- G.P.U., Guepeou, Gosoudartstvennoïé Politicheskoié Oupravlenié (administration politique d'état), 22, 29, 30, 42, 45, 46, 47, 49, 50, 51, 60, 67, 78, 83, 91, 93, 95, 97, 98, 102, 105, 106, 109, 111, 113, 114, 115, 135, 137, 140, 141, 149, 154, 158, 167, 169, 190, 195, 196, 201, 205, 213, 229, 230, 254, 258, 283, 284, 285, 286, 291, 293, 305, 311, 329, 354, 373, 375, 376.
- Gauche révolutionnaire, cf. Parti socialiste, section française de l'internationale ouvrière, S.F.I.O., gauche révolutionnaire.
 Glavstroj-Prom, cf. Direction des constructions industrielles.
 Gosoudartstvennoïé Politicheskoié Oupravlenié, cf. G.P.U.
 Groupe Field, 382.
 Groupe Salemme, 392.
 Groupe Spartacus ou Groupe Vereeken, 316.
 Groupe Spartacus 350, 356.
 Groupe Spartacus, cf. Ligue Spartacus.
 Groupe surréaliste (France), 82.
 Groupe Vereeken, cf. Groupe Spartacus (Belgique).
 Guomindang, Parti du peuple du pays, 216, 261, 262, 263, 264, 265, 277, 368.
 — exécutif, 262.
 — gauche, 261, 263.
 — troisième parti, 260, 261, 263, 264.
- Independent Labor League, I.L.L. cf. Ligue indépendante du travail (Etats-Unis).
 Independent Labour Party, I.L.P., cf. Parti ouvrier indépendant (Grande-Bretagne).
 Industrial Workers of the World, I.W.W., cf. Travailleurs industriels du monde.
 Inquisition, 90, 91, 109, 116.
 Institut d'histoire du mouvement ouvrier (Stokholm), 38.
 Institut international d'histoire sociale, 212, 213.
 — annexe de Paris, 212.
 Institut Marx-Engels-Lénine, 212.
- Internationales :
 Première Internationale Association Internationale des Travailleurs, A.I.T., 342, 347.
 Deuxième Internationale ou Internationale socialiste ou Internationale ouvrière 1889-1923, Internationale ouvrière socialiste après 1923,

- 36, 64, 78, 95, 182, 210, 236, 340, 342, 357, 373, 375, 376.
— comité exécutif, 46.
- Internationale deux-et-demi, cf. Union des partis socialistes pour l'action internationale, U.P.S.
- Troisième Internationale ou Internationale communiste, I.C., ou Comintern, 31, 42, 49, 59, 60, 64, 78, 89, 90, 95, 96, 107, 108, 112, 113, 134, 135, 139, 161, 166, 167, 168, 169, 182, 202, 210, 212, 234, 236, 252, 255, 258, 260, 261, 263, 264, 281, 282, 283, 291, 306, 311, 340, 342, 346, 357, 373, 375, 376.
— comité exécutif, 66.
— septième congrès, 36, 264.
- Internationale communiste, I.C., cf. Internationales : Troisième Internationale.
- Internationale Kommunisten Deutschlands, I.K.D., cf. Mouvement pour la Quatrième Internationale, sections, allemande.
- Internationale ouvrière socialiste, cf. Internationales : Deuxième Internationale.
- Internationale socialiste, cf. Internationales : Deuxième Internationale.
- Internationale syndicale, cf. Fédération syndicale internationale.
- Internationale syndicale rouge, I.S.R., Profintern, 32.
- Izquierda comunista de España, I.C.E., cf. Opposition de gauche internationale, sections, espagnole.
- Jeunesses communistes :
— américaines, 86.
— autrichienne, 340.
— françaises, J.C., 60.
— russes, Komsomol, 24, 25, 118, 205.
- Jeunesses communistes ibériques, J.C.I., Juventud comunista iberica, 318.
- Jeunesses socialistes :
— américaines, Young People Socialist League, Y.P.S.L., 382.
— espagnols, 35.
— françaises,
— Seine, 58, 61, 305.
- Jeunesses socialistes révolutionnaires (France), J.S.R., 58, 61, 305.
- Juventud comunista ibérica, J.C.I., cf. Jeunesses communistes ibériques.
- Kommunistische Arbeiterpartei Deutschlands, K.A.P.D., cf. Parti ouvrier communiste d'Allemagne.
- Kommunistische Partei Deutschlands, K.P.D., cf. Parti communiste d'Allemagne.
- Kommunistische Partei « Österreichs, K.P.O. », cf. Parti communiste d'Autriche.
- Kommunistische Partei Opposition, K.P.O., cf. Parti communiste d'Allemagne, opposition de droite.
- Komsomol, cf. Jeunesses communistes, russes.
- Kuomintang, cf. Guomindang, Parti du peuple du pays.
- Labour Party, cf. Parti travailliste (Grande-Bretagne).
- League against Fascism and War, cf. Ligue contre le fascisme et la guerre (Etats-Unis).
- League of Professionals, cf. Ligue des professionnels.
- Leninbund, cf. Ligue Lénine.
- Liga comunista internacionalista, L.C.I., cf. Mouvement pour la Quatrième internationale, sections, mexicaine.
- Ligue anti-impérialiste (Chine), 260.
- Ligue communiste (Chine), cf. Opposition de gauche internationale, sections, chinoise.
- Ligue communiste internationale (B.L.) ou internationaliste, L.C.I. (nom de l'opposition communiste de gauche internationale du 21 août 1933 au 31 juillet 1936)
— conférence dite « de Genève » (29 au 31 juillet 1936) 93; 335.
- Ligue communiste internationale (B.L.) ou internationaliste, sections,
— française, ou Ligue communiste internationaliste, L.C.I., 71.
— Bureau politique, 305.
— groupe bolchevik-léniniste de la

- S.F.I.O., G.B.L. (*septembre 1934-mai 1936*), 71, 73.
- Ligue communiste internationaliste, cf. Groupe Spartacus (Belgique).
- Ligue contre la guerre et le fascisme (Chine), 260.
- Ligue contre le fascisme et la guerre, League against Fascism and War (Etats-Unis), 64.
- Ligue des chômeurs, Unemployed League,
— Toledo, 397.
- Ligue des professionnels, League of Professionals, 42.
- Ligue indépendante du travail, Independent Labor League, I.L.L. (Etats-Unis), 384.
cf. aussi Parti communiste d'Amérique, opposition de droite.
- Ligue Lénine, Leninbund, 258.
- Ligue révolutionnaire des travailleurs, Revolutionary Workers League, R.W.L., 384, 392.
- Ligue socialiste, Socialist League (Grande-Bretagne), 21.
- Ligue Spartacus, Spartakusbund, 350.
- Mac Kay Radio Corporation of America, 274.
- Main-d'œuvre immigrée (France), 118.
- Maison de l'ouvrier mondial, Casa del obrero mundial (Mexique), 337.
- Mouvement Amsterdam-Pleyel, 234.
- Mouvement de Zimmerwald, 31.
- Mouvement du quatre mai (Chine), 264.
- Mouvement du six décembre (Chine), 368.
- Mouvement pour la Quatrième Internationale (nouvelle appellation de la Ligue communiste internationaliste depuis le 31 juillet 1936), 22, 29, 30, 34, 36, 37, 42, 48, 62, 65, 72, 75, 78, 93, 94, 95, 111, 112, 230, 317, 329, 330, 335, 356, 357, 358, 363, 383, 384.
— comité exécutif, 335.
— congrès, 278, 334, 335, 336.
— secrétariat international, S.I., dit aussi Théodore, 23, 29, 32, 37, 38, 73, 103, 163, 278, 321, 322, 323, 329, 334, 335, 384.
- Mouvement pour la Quatrième Internationale, sections, 60, 316, 329.
— allemande, Internationale Kommunisten Deutschlands, I.K.D., 25, 38, 48, 49, 56.
— américaine, 29, 39, 41, 89, 99, 120, 121, 127, 179, 186, 295, 333, 334, 335, 370.
— comité national, 295.
— congrès, 384,
cf. aussi, Parti socialiste d'Amérique, fraction trotskyste.
— autrichienne, 94.
— belge, Parti socialiste révolutionnaire, P.S.R., 29, 35, 37, 75, 316, 329, 330, 335.
— comité central, 22, 316, 335.
— chinoise, 41, 260, 367.
— comité central, 260.
— danoise, 53, 55.
— de Dantzig, 94.
— espagnole, 95, 328.
— française, cf. Parti ouvrier internationaliste.
— hollandaise, 330.
— hongroise, 94.
— italienne, 94.
— mexicaine, Liga comunista internacionalista, L.C.I., 29, 125.
— norvégienne, 94.
- Mouvement Rex, 37.
- Nasjonal Samling, cf. Rassemblement national (Norvège).
- Nationaal Arbeids Secretariaat, N.A.S., cf. Secrétariat national du travail (Pays-Bas).
- Nationalsozialistische Deutsche Arbeiterpartei, N.S.D.A.P., cf. Parti national-socialiste allemand des travailleurs.
- Non-Partisan Labor Defense, cf. Défense ouvrière sans exclusive.
- Octobristes (Russie), 276.
- Oehleristes, cf. Ligue révolutionnaire des travailleurs.
- Opposition de gauche internationale (1930-1933), cf. aussi Ligue communiste internationale (1933-1936), Mouvement pour la Quatrième Internationale, 66, 221, 269, 295, 296.

- Opposition de gauche internationale, sections ou groupes, cf. aussi au nom des différents Partis communistes,
 — allemande, 258, 283.
 — américaine, Communist League of America, C.L.A., 63, 86, 120, 193, 273, 359, 392.
 — chinoise, Ligue communiste, 264.
 — espagnole, Izquierda comunista de España, I.C.E., 32, 35, 229.
 — française, 82.
- Ossoaviakhim, 142.
- Ouralwagonstroj, cf. Ateliers de construction de wagons de l'Oural.
- Pan-American Airways, 273.
- Pan-American Union, cf. Union pan-américaine.
- Parti américain des travailleurs, American Workers Party, A.W.P., 42, 99, 151, 392, 397.
- Parti communiste d'Afrique du Sud, Communist Party of South Africa, C.P.S.A., 157.
 — opposition de gauche, 157.
- Parti communiste d'Allemagne, Kommunistische Partei Deutschlands, K.P.D., 36, 38, 94, 161, 176, 205, 258, 283, 304.
 — congrès, 159.
 — opposition de droite, Kommunistische Partei Opposition, K.P.O., 34, 36, 38, 384.
 — opposition de gauche, 258.
- Parti communiste d'Amérique, Communist Party of America, C.P.A., 42, 63, 78, 90, 129, 130, 150, 182, 193, 201, 279, 295, 353, 384, 385, 392.
 — opposition de droite, 125, 384.
 — opposition de gauche, 63, 392.
- Parti communiste d'Autriche, Kommunistische Partei « Österreichs, K.P.Ö. », 340.
- Parti communiste de Belgique,
 — comité central, 35.
- Parti communiste de Biélorussie, 136.
- Parti communiste chinois, 260, 261, 262, 263, 264, 266, 267, 271, 368.
 — comité central, 262.
 — congrès (premier), 262.
- opposition de gauche, 264.
- Parti communiste d'Espagne, Partido comunista de España, P.C.E., 21, 24, 25, 180, 229, 282, 320.
 — Fédération catalano-baléares, 229.
- Parti communiste, section française de l'I.C., S.F.I.C., 58, 59, 60, 66, 87, 167.
 — bureau politique, 60.
 — comité central, 60.
 — secrétariat, 60.
- Parti communiste de Géorgie, 25, 110.
- Parti communiste de Grande-Bretagne, Communist Party of Great Britain, C.P.G.B., 78.
- Parti communiste italien, Partito comunista italiano, P.C.I., 103.
 — fraction abstentionniste, cf. Fraction bordiguiste.
- Parti communiste mexicain, Partido comunista de México, P.C.M., 48, 125, 365.
- Parti communiste de Norvège, 255.
- Parti communiste des Pays-Bas, Communistische Partij van Nederland, C.P.N., 350.
- Parti communiste de Tchécoslovaquie, K.S.Č., 252.
- Parti communiste de l'Union soviétique, P.C.U.S. ou Parti communiste russe, Rossijskaja Kommunističeskaja Partija (b), R.K.P. (de 1918 à 1925), Vserossijskaja Kommunističeskaja Partija, V.K.P. (après 1925), 105, 110, 111, 114, 122, 134, 137, 138, 141, 142, 224.
 — bureau d'organisation, orgburo, 141.
 — bureau politique, 67, 103, 114, 124, 136, 137, 139, 144, 169, 286.
 — comité central, 23, 105, 114, 115, 134, 136, 138, 140, 141, 170, 289.
 — commission centrale de contrôle, 115, 141.
 — commission d'histoire, 306.
 — congrès, onzième, 345.
 — congrès, quinzième, 353.
 — groupe de Tsaritsyne, 139.
 — opposition de droite, 110, 134, 135, 136.
 — opposition de gauche, 35, 47, 50, 51, 87, 105, 106, 109, 110, 112, 118,

- 123, 135, 137, 145, 198, 282, 285, 298, 346, 353.
 — opposition de gauche unifiée, 110.
 — opposition de Leningrad, 118.
 — opposition ouvrière, 200.
 — secrétariat, 67, 110, 136.
- Parti communiste d'Ukraine,
 — comité central, 122, 136.
- Parti communiste yougoslave, 205.
 — opposition de gauche, 205.
- Parti communiste internationaliste, P.C.I. (ancien groupe « la Commune »), 71, 75, 82, 221.
- Parti conservateur (Grande-Bretagne), 113, 235.
- Parti constitutionnel démocrate, K.D., Cadets, 276, 345.
- Parti des travailleurs des Etats-Unis, Workers Party of the United-States, W.P.U.S., section américaine de la L.C.I. puis du Mouvement pour la Quatrième Internationale, 42, 63, 397.
 — comité national, 151.
- Parti libéral mexicain, Partido liberal mexicano, 337.
- Parti national-socialiste allemand des travailleurs, National-Sozialistische Deutsche Arbeiterpartei, N.S.D.A.P. (parti nazi), 113, 227, 239, 240.
- Parti ouvrier belge, P.O.B., 37, 316.
- Parti ouvrier communiste d'Allemagne, Kommunistische Arbeiterpartei Deutschlands, K.A.P.D., 172, 304, 350.
- Parti ouvrier d'unification marxiste, Partido obrero de unificación marxista, P.O.U.M., 29, 32, 33, 34, 35, 37, 61, 64, 73, 74, 96, 179, 180, 229, 230, 282, 293, 311, 313, 317, 318, 319, 320, 321, 322, 323, 324, 325, 326, 327, 328, 329, 357, 375, 376, 384.
 — cellule 72, 33, 318.
 — droite, 318.
 — fraction trotskyste, 34, 318, 321, 327, 328.
 — gauche, 318, 321.
- Parti ouvrier indépendant (Grande-Bretagne), Independent Labour Party, I.L.P., 36, 64, 357, 373.
- Parti ouvrier internationaliste, P.O.I., section française de la L.C.I. puis du Mouvement pour la Quatrième Internationale, 61, 71, 73, 75, 82, 84, 85, 221, 335.
 — groupe russe, 85.
- Parti ouvrier norvégien, Det Norske Arbeiderparti, D.N.A., 255.
- Parti ouvrier social-démocrate (Pays-Bas), Sociaal-democratische Arbeiders Partij, S.D.A.P., 213.
- Parti ouvrier social-démocrate d'Autriche, Sozialdemokratische Arbeiterpartei Österreich, S.D.A.P.Ö., 112.
- Parti ouvrier social-démocrate de Bulgarie (étroits), Balgarska Rabotničeska Social-Demokratičeska Partija (Tesnjaki), 340.
- Parti ouvrier social-démocrate de Russie, P.O.S.D.R., Rossijskaja Social-Demokratičeskaja Rabočaja Partija, 33, 110, 122, 123, 145, 158, 159, 226, 281.
 — fraction bolchevique, 33, 35, 51, 67, 103, 106, 108, 110, 114, 122, 134, 135, 136, 138, 139, 142, 146, 147, 161, 176, 177, 178, 190, 199, 200, 226, 271, 281, 286, 301, 314, 319, 326, 341, 342, 344, 345, 346, 347, 348, 349, 350, 351, 352, 353, 354, 355, 356, 357, 358, 363, 376, 377, 378, 379, 381, 387, 395.
 — fraction menchevique, 33, 106, 145, 176, 199, 298, 342, 365.
 — mencheviks internationalistes, 33, 200.
- Parti ouvrier socialiste révolutionnaire (Pays-Bas), Revolutionnair Socialistische Arbeiders Partij, R.S.A.P., 35, 317.
 — comité central, 335.
- Parti radical et radical-socialiste (France), 113, 203.
- Parti social-démocrate d'Allemagne, Sozialdemokratische Partei Deutschlands, S.P.D., 176, 258, 304, 340, 348.
- Parti social-démocrate indépendant d'Allemagne, Unabhängige Sozialdemokratische Partei Deutschlands, U.S.P.D., 340.

- congrès de Halle, 340.
- organisation berlinoise, 258, 283.
- Parti social-démocrate norvégien, 255, 374.
- Parti social français, 209.
- Parti socialiste, section française de l'internationale ouvrière, S.F.I.O., 58, 73, 167.
 - bataille socialiste (la), 58.
 - commission administrative permanente, C.A.P., 46, 73.
 - congrès de Marseille, 23.
 - fédération de la Seine, 58.
 - gauche révolutionnaire, 58.
- Parti socialiste d'Amérique, Socialist Party of America, S.P., 22, 23, 24, 28, 63, 64, 65, 78, 128, 130, 132, 151, 152, 179, 180, 193, 204, 279, 333, 335, 355, 363, 373, 380, 382, 389, 391, 397.
 - Californie, 121.
 - Comité exécutif national, 21, 22, 24, 63, 65, 129, 259.
 - droite, 64, 129, 132.
 - fraction trotskyste, 22, 24, 28, 63, 128, 129, 204, 389.
 - groupe Clarity, 129.
 - « militants », 129.
 - New York, 259.
- Parti socialiste des travailleurs, socialist Workers Party, S.W.P., 89, 278.
- Parti socialiste italien, Partito socialista italiano, P.S.I., 31, 47, 184, 191.
 - comité central, 46.
- Parti socialiste ouvrier d'Allemagne, Sozialistische Arbeiterpartei (Deutschland), S.A.P., 34, 36, 38, 64, 94.
- Parti socialiste ouvrier espagnol, Partido socialista obrero español, P.S.O.E., 35, 179, 282, 319, 320, 348.
 - tendance Prieto, 21.
- Parti socialiste polonais, Polska Partia Socjalistyczna, P.P.S., 166.
- Parti socialiste révolutionnaire (Belgique), cf. Mouvement pour la Quatrième Internationale, sections, belge.
- Parti socialiste révolutionnaire russe, Partija Socialistov Revoljucionerov Rossii, S.R., 105, 142, 341.
- Parti socialiste unifié de Catalogne, P.S.U.C., Partido socialista unificado de Cataluña, 32.
- Parti travailliste (Grande-Bretagne), Labour Party, 37, 78, 235, 352.
 - gauche, 21.
 - groupe parlementaire, 357.
- Partido comunista de España, P.C.E., cf. Parti communiste d'Espagne.
- Partido comunista de Mexico, P.C.M., cf. Parti communiste mexicain.
- Partido liberal mexicano, cf. Parti libéral mexicain.
- Partido obrero de unificación marxista, P.O.U.M., cf. Parti ouvrier d'unification marxiste.
- Partido socialista obrero español, P.S.O.E., cf. Parti socialiste ouvrier espagnol.
- Partido socialista unificado de Cataluña, P.S.U.C., cf. Parti socialiste unifié de Catalogne.
- Partija Socialistov Revoljucionerov Rossii, S.R., cf. Parti socialiste révolutionnaire russe.
- Partito comunista italiano, P.C.I., cf. Parti communiste italien.
- Partito socialista italiano, P.S.I., cf. Parti socialiste italien.
- Polska Partia Socjalistyczna, P.P.S., cf. Parti socialiste polonais.
- Profintern, cf. Internationale syndicale rouge, I.S.R.
- Proletariat (Société) (Chine), 264.
- Rassemblement national, Nasjonal Samling (Partinazi norvégien), 44, 45, 49, 56, 258.
- Revolutionnaire Socialistische Arbeiders Partij, R.S.A.P., cf. Parti ouvrier socialiste révolutionnaire (Pays-Bas).
- Revolutionary Workers League, cf. Ligue révolutionnaire des travailleurs.
- Rex, cf. Mouvement Rex.
- Rossijskaja Kommunističeskaja Partija (b), cf. Parti communiste de l'Union soviétique, P.C.U.S.
- Rossijskaja Social-Demokratičeskaja Rabočaja Partija, cf. Parti ouvrier social-démocrate de Russie, P.O.S.D.R.

- Secrétariat national du travail, Nationaal Arbeids Secretariaat, N.A.S., 35, 384.
- Service d'investigation militaire, S.I.M., Servicio de investigación militar, 25.
- Servicio de investigación militar, cf. Service d'investigation militaire, S.I.M.
- Sociaal-democratische Arbeiders Partij, S.D.A.P., cf. Parti ouvrier social-démocrate (Pays-Bas).
- Socialist League, cf. Ligue socialiste.
- Socialist Party of America, S.P., cf. Parti socialiste d'Amérique.
- Socialist Workers Party, S.W.P., cf. Parti socialiste des travailleurs.
- Société des nations, S.D.N., 234, 235.
- Société Fabienne, 352.
- Solidarios (Los), 311.
- Soviet, 73, 345.
— Chine, 261.
— exécutif, 28.
- Sozialdemokratische Arbeiterpartei Österreich, S.D.P.A.Ö., cf. Parti ouvrier social-démocrate d'Autriche.
- Sozialdemokratische Partei Deutschlands, S.P.D., cf. Parti social-démocrate d'Allemagne.
- Sozialistische Arbeiterpartei (Deutschland), S.A.P., cf. Parti socialiste ouvrier d'Allemagne.
- Spartakusbund, cf. Ligue Spartacus.
- Syndicats chinois, 260, 263.
- Tchéka, 115, 158.
- Trade Union Congress, T.U.C. (Afrique du Sud), 157.
— syndicat des tailleurs, 157.
- Trade Union Congress, T.U.C. (Grande-Bretagne), 113.
- Travailleurs industriels du monde, Industrial Workers of the World, I.W.W., 63.
- Troisième parti (Chine), cf. Guomindang, troisième parti.
- Unabhängige Sozialdemokratische Partei Deutschlands, U.S.P.D., cf. Parti social-démocrate indépendant d'Allemagne.
- Unemployed League, cf. Ligue des chômeurs.
- Union des partis socialistes pour l'action internationale, U.P.S., Internationale deux-et-demi, 31.
- Unión general de trabajadores, U.G.T., cf. Union générale des travailleurs.
- Union générale des travailleurs, Unión general de trabajadores, U.G.T., 35.
- Union générale des travailleurs juifs de Russie, de Lituanie et de Pologne, Bund, 48.
- Union pan-américaine, Pan American Union, 273.
- United Press, 393.
- Volontaires nationaux, 209.
- Vserossijskaja Kommunističeskaja Partija, V.K.P., cf. Parti communiste de l'Union soviétique.
- Workers Party of the United States, W.P.U.S., cf. Parti des travailleurs des Etats-Unis.
- Young People Socialist League, Y.P.S.L., cf. Jeunesses socialistes, américaines.

Les **Cahiers Léon Trotsky** se sont donnés pour tâche de mettre à la disposition des lecteurs les études et documents suscités ou mis au jour par le travail des chercheurs de l'Institut — qui n'ont pas leur place dans les **OEuvres**.

Après le grand numéro sur « les procès de Moscou dans le monde » (n° 3), les découvertes dans les « papiers d'exil » de Harvard sur le « bloc des oppositions » de 1932 (n° 5) et l'histoire des « trotskystes en Union soviétique » (n° 6 et 7/8), les **Cahiers Léon Trotsky** ont déjà publié trois numéros en 1982, le n° 9 sur la France des années trente, le n° 10 sur l'Espagne, et le n° 11 sur l'Amérique latine.

Le numéro 12 en décembre 1982, sera consacré à des « rencontres avec Trotsky ». Le premier de 1983 (n° 13) sera un volumineux numéro spécial consacré à Léon Sedov pour le 45^e anniversaire de sa mort. Le second (n° 14) portera sur les partis socialistes des années trente. On a mis en chantier et sérieusement avancé un n° 15 sur les trotskystes chinois et un n° 16 sur les intellectuels américains et la révolution au temps de la « grande dépression ».

L'année 1983 verra le début d'un élargissement du champ d'étude des **Cahiers Léon Trotsky**, puisque leur numéro 14 publiera une étude sur le conflit de 1946 entre le Parti socialiste et ses jeunes, et le n° 16 des études sur des intellectuels américains ne se réclamant pas du marxisme.

Après la tenue, à Coyoacán, de la session de la sous-commission d'enquête de la commission Dewey, Trotsky ne doute pas de ce que sera le verdict final de la commission plénière. Mais les pièces s'accumulent rapidement dans le dossier des « crimes de Staline » : l'Armée rouge est décapitée, la répression en Espagne contre les ouvriers révolutionnaires de Barcelone porte la griffe du GPU comme le meurtre d'Andrés Nin et de bien d'autres.

Trotsky a rattrapé le retard d'information qu'il avait accumulé pendant sa détention norvégienne. Il peut maintenant reprendre la polémique avec Vereeken sur l'Espagne, mais aussi avec ses camarades américains, à qui il reproche de s'être par trop « adaptés » au Parti socialiste. Bientôt, il est forcé d'apparaître publiquement au Mexique pour dénoncer celui qui est la cheville ouvrière de la campagne de Staline contre lui dans son pays d'asile, Vicente Lombardo Toledano, secrétaire général de la centrale syndicale « officielle », la Confederación de trabajadores de México (CTM).

- Déjà parus :
- Œuvres 1, mars 1933 - juillet 1933*
 - Œuvres 2, juillet 1933 - octobre 1933*
 - Œuvres 3, novembre 1933 - avril 1934*
 - Œuvres 4, avril 1934 - décembre 1934*
 - Œuvres 5, janvier 1935 - juin 1935*
 - Œuvres 6, juin 1935 - septembre 1935*
 - Œuvres 7, octobre 1935 - décembre 1935*
 - Œuvres 8, janvier 1936 - février 1936*
 - Œuvres 9, mars 1936 - mai 1936*
 - Œuvres 10, juin 1936 - juillet 1936*
 - Œuvres 11, août 1936 - décembre 1936*
 - Œuvres 12, décembre 1936 - février 1937*
 - Œuvres 13, mars 1937 - avril 1937.*